



HAL
open science

Annuaire des conseillers généraux de Savoie et Haute-Savoie 1860-2014

Frédéric Caille, Esther Deloche

► **To cite this version:**

Frédéric Caille, Esther Deloche. Annuaire des conseillers généraux de Savoie et Haute-Savoie 1860-2014. 2014, pp.604. halshs-01131560

HAL Id: halshs-01131560

<https://shs.hal.science/halshs-01131560>

Submitted on 29 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



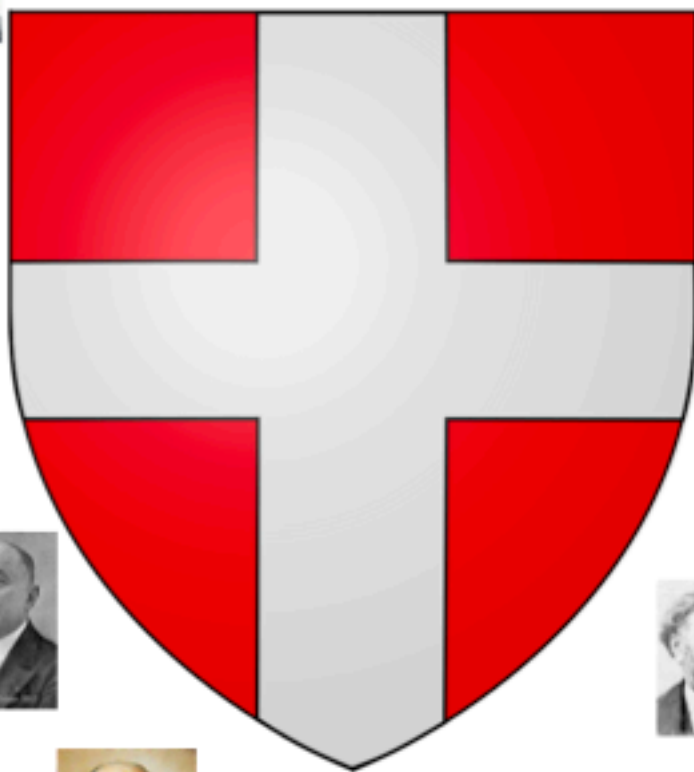
Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Frédéric CAILLE / Esther DELOCHE



ANNUAIRE
DES
CONSEILLERS GENERAUX
SAVOIE
HAUTE-SAVOIE

1860-2014



Assemblée des Pays de Savoie

Frédéric CAILLE
Maître de conférences en science politique, Université de Savoie - CDPPOC
Esther DELOCHE
Docteur en histoire

ANNUAIRE
DES
CONSEILLERS GÉNÉRAUX

SAVOIE
HAUTE-SAVOIE

1860-2014

Assemblée des Pays de Savoie

REMERCIEMENTS

Cet annuaire, comme la population d'élus qu'il évoque, est une œuvre largement collective.

De nombreuses personnes, qu'il est impossible de toutes mentionner ici, ont accepté de s'y associer et de répondre aux sollicitations des auteurs, sous la supervision de Jean Luquet, directeur du Patrimoine du département de la Savoie et représentant l'Assemblée des Pays de Savoie.

Ils ou elles, élus, anciens élus, descendants et collatéraux, archivistes départementaux et communaux, membres du riche réseau des associations d'art et d'histoire des deux départements, ont contribué à rassembler les éléments biographiques et les portraits que l'on trouvera dans les notices.

Qu'elles en soient chaleureusement remerciées.

INTRODUCTION ET PRESENTATION

Changement de dénomination, redécoupage des cantons, changement de mode de scrutin, évolutions des compétences des conseils généraux : l'année 2015 marquera indiscutablement la fin d'un cycle dans l'histoire française des territoires et des élus locaux. A l'aube du XXIème siècle, devenus « conseillers départementaux », élus par binômes homme-femme au sein de circonscriptions cantonales totalement nouvelles, les « conseillers généraux » des presque deux siècles précédents disparaîtront.

Rassemblés en un seul « Département du Mont-Blanc » de 1792 à 1815, puis redevenus ensuite provinces du royaume de Sardaigne, c'est à partir de 1860 que les deux départements savoyards prennent définitivement le fil de cette histoire « d'hommes et de territoires » à laquelle l'Assemblée des Pays de Savoie, par le présent annuaire, a souhaité apporter une forme d'hommage et de support mémoriel.

Les premières lignes de la page qui se tourne remontent en effet à l'invention au début de la Révolution française d'une nouvelle géographie municipale et départementale, soit en 1789 et 1790, géographie confirmée par Bonaparte en l'an VIII (1799) et qui remplace les délimitations politiques et religieuses de l'Ancien Régime. L'opération est radicale, délicate, et à distance sa réussite est à proprement parler « incroyable », tant la matière est sensible et complexe, tant se mêlent en ces découpages, on le perçoit bien aujourd'hui encore, les imaginaires sociaux, les attachements individuels, et les pratiques ou routines administratives. Les raisons du succès continuent d'ailleurs d'étonner les meilleurs spécialistes, lesquels les attribuent, pour l'essentiel et d'abord, à « la large consultation et concertation entre les élus de 1789 et les populations concernées »¹.

S'agit-il d'une leçon pour notre temps ? Quoi qu'il en soit, dès les premiers mois de l'annexion, et un peu plus tard pour le canton de Chamonix ajouté en 1864, les deux départements savoyards, soit 300 et une poignée de communes chacun, se

¹ RIEMENSCHNEIDER R., « La 'Constitution populaire du canton' (1850) et le problème des petites

trouvent divisés en 28 cantons, puis 29 pour la Savoie en 1866, avant les modifications, principalement urbaines et assez marginales en fin de compte, de 1973, 1985, 1998, dont les premières cartes ci-dessous (1 à 4) et le tableau en annexe fournissent le détail.

Jusqu'au début de l'année 2015, qui marque leur abandon définitif, ce sont alors respectivement 37 et 34 subdivisions cantonales qui ont donc découpé les départements de Savoie et de Haute-Savoie, leur tracé se trouvant être aussi, par regroupements, le support d'autres frontières politico-administratives : arrondissements avec le sous-préfet en « tuteur étatique » du territoire, circonscriptions électorales législatives (qu'il a semblé intéressant de reprendre sur les cartes des dernières décennies ne serait-ce que parce qu'elles reflètent des pondérations démographiques territoriales de plus en plus rapidement évolutives) avec le député en « grand élu » fédérateur...

« Du canton à la nation ! » : la formule, ici, n'est pas qu'un slogan, et elle rejoint même, comme on pourra le voir, de nombreux parcours électifs sur les deux départements, passages obligés par une assemblée locale qui constitue longtemps le seul palier possible entre la municipalité, la « politique au village », et les lointaines assemblées parisiennes...

On aurait tort, en somme, de ne s'arrêter qu'à l'apparence des dénivellations de prestige pour entrer dans l'histoire des cantons et des élus départementaux, et surtout pour approcher leurs rôles et responsabilités réels ou même parfois simplement « imaginés »².

Que dire ainsi de cette oubliée « constitution populaire du canton » qui envisageait, en 1850, de supprimer les communes, une « survivance des anciennes paroisses » et d'un esprit de fractionnement aux limites « excessivement restreintes », des tares, pensait-on, que transcenderait un « conseil cantonal » d'une trentaine de membres – un pour mille habitants - qui auraient administré directement des territoires approchant de nos modernes intercommunalités³...

² Rappelons que les conseillers généraux sont élus pour 9 ans (avec renouvellement triennal) durant le Second Empire, puis pour 6 ans (avec renouvellement par moitié) à compter de la Troisième République, toujours au scrutin uninominal direct.

³ *Ibid.*

Comment ne pas songer aussi à la toujours active loi du 15 février 1872, dite « loi Tréveneuc », qui placera les conseillers généraux en ultime rempart de la souveraineté et de la légitimité après l'expérience du coup d'Etat du 2 décembre 1851, et qui postule qu'en cas d'empêchement ou de dissolution de l'Assemblée nationale « une assemblée composée de deux délégués élus par chaque Conseil général, en comité secret, se réunit dans le lieu où se seront rendus les membres du gouvernement légal et les députés qui auront pu se soustraire à la violence », assemblée chargée alors d'assurer « l'administration générale du pays »⁴.

Mesures exceptionnelles pour périodes hors normes... Il faut reconnaître que pour l'essentiel, par chance, les missions des respectivement quelques 383 et 354 conseillers généraux élus en Savoie et en Haute-Savoie depuis 1860 se sont montrées plus pragmatiques, pacifiques, concrètes, quotidiennes. Au fil des années, sécheresses, hivers rigoureux, inondations, nouvelles routes, nouvelles écoles, soutien aux plus petites municipalités ou préservation du patrimoine, ce sont d'abord en relais de leurs territoires, de leurs terroirs, d'ailleurs longtemps encore principalement ruraux et souvent, topographie alpine des deux départements oblige, très enclavés, que sont intervenus les élus des cantons.

Plus d'une tranche d'Histoire, d'histoires, se cache donc derrière les notices ici présentée de cette « cohorte », comme disent les statisticiens, particulièrement significative des évolutions de la vie démocratique locale, et où se pressent plus de 700 concitoyens d'hier et d'aujourd'hui : avocats, simples agriculteurs, entrepreneurs ou fonctionnaires locaux suivant les périodes. Le lecteur curieux n'aura que le choix des lectures possibles, cantons, individus, périodes, grandes inflexions de l'histoire politique – telles ces années sombres qui accompagneront, pour toute une génération, des parcours et des choix d'engagement particulièrement résolus dans la vie publique - , ou évolutions lentes et souterraines par lesquelles les régions de montagne basculent dans la modernité⁵.

⁴<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000006070210&dateTexte=20090626>. Le général De Gaulle regrettera en novembre 1940 que cette loi n'ait pas été appliquée au moment du passage au régime de Vichy (<http://www.lepetitjuriste.fr/droit-administratif/droit-administratif-general/le-role-cache-des-conseils-generaux>)

⁵ Le lecteur pourra prolonger son parcours par la Base de donnée des Conseillers Généraux de Savoie et de Haute-Savoie à partir de laquelle ont été réalisées les fiches et les cartes, disponible sur

La synthèse nominale que propose l'annuaire ouvre en effet sur des questions qui demeurent les nôtres, à l'heure où la « carte » des lieux de vie, de travail, des voies et modes de transports et de déplacements se transforme à grande vitesse.

Ainsi du débat, parfois vif, dont a pu s'accompagner le tracé du périmètre des nouveaux « super cantons » à deux élus de l'après 2015 (en gros un nouveau canton pour deux ou trois anciens), redécoupage à terme autant mémoriel, culturel, que simplement électoral ou administratif.

Car en effet, topographie, habitat, paysages, sentiers, pratiques festives, agricoles ou culinaires partagées, les cantons d'hier ne furent pas seulement des frontières politiques ; et l'on peut gager que même dévitalisés, « administrativement morts », ils parleront longtemps encore à leurs habitants, pour autant que ces derniers sachent un peu les entendre.

Plus fondamentalement quelle portée prêter à cette transformation ? Haine ou amour du canton ? Sens identitaire ou non-sens de ce micro-local, coincé entre le village et la plaque d'immatriculation ?

La recherche académique elle-même, en la matière, s'est divisée sur la valeur, pour les 150 dernières années, à prêter à la circonscription⁶.

Du côté des critiques la taille, les limites en terme d'aménagement du territoire, un horizon mental borné à la vallée proche, à la ligne de crêtes voisine, l'idée qu'on ne voit grand qu'à d'autres échelles, que l'avenir s'écrit en préfecture, en région, à la capitale...

Du côté de l'éloge, au contraire, l'idée que la précision du territoire d'action est un complément indispensable de la prospective sérieuse et de la largeur de vue. L'idée aussi que les sociétés locales, le temps passant, se sont appropriées le territoire cantonal, d'autant plus espace de vie, d'échanges, de rencontres qu'il correspondait souvent, comme dans les départements de Savoie et de Haute-

le site des Archives Départementales de la Savoie. Cette base propose plus d'une vingtaine d'entrées biographiques permettant des tris et croisements statistiques par l'intermédiaire du logiciel Excel. Elle comprend également un renvoi aux photographies et une case « remarques » correspondant aux éléments présentés dans les fiches de l'annuaire.

⁶ Voir sur ce point, et pour beaucoup des éléments qui suivent : LE BIHAN J., « Plaidoyer pour une réhabilitation. Petit essai sur l'histoire du canton dans la France contemporaine », dans LAGADEC Y., LE BIHAN J. et TANGUY J-F. (dir.), *Le canton, un territoire du quotidien ?*, Presses Universitaires de Rennes, 2009.

Savoie, à des unités topographiques et naturelles cohérentes et en interactions étroites.

Combien de vallées où, dans les deux Savoie, sorti du canton, on ne connaissait que des « étrangers » ?

Les plus enflammés n'hésitent pas alors à célébrer « l'endroit où se nouent les amitiés les plus solides et les plus durables, celles qui se créent au moment de l'adolescence »⁷.

Quand d'autres, plus sûrement sans doute, voient dans les conseillers généraux des hommes de terrain autant que de territoire, l'émanation d'une France encore principalement rurale où le canton, avec la commune, constitue l'un des milieux de vie les plus familiers, le seul d'ailleurs longtemps, pour beaucoup, conscription mise à part, que l'on n'ait jamais véritablement parcouru.

Le canton, par son rôle multidimensionnel, a-t-il été pourvoyeur d'identité, élément déterminant de cette articulation si disputée et débattue du « local » et du « national » ?

C'est à cette thèse positive, optimiste, assurément, que le présent annuaire verse des éléments, l'essentiel de son corpus, du fait du rattachement tardif de 1860, se trouvant dominé par cet « âge d'or du canton » qui selon les historiens s'étend jusqu'aux années 1950.

Plus nettement que jamais le conseiller général est alors une figure de la proximité politique à échelle humaine, à l'interface des priorités administratives locales et gouvernementales, un médiateur de l'administration en même temps que le porte-parole d'une communauté locale, des préoccupations et des intérêts d'une vallée, d'un plateau, et de leurs semis de communes.

A travers les visages, les noms, les parcours de vie de cet annuaire émerge donc aussi toute une sociabilité spécifique, celle d'un temps où l' élu cantonal est bien cette « personne notable » à laquelle n'échappe la connaissance directe d'aucun des principaux propriétaires, métayers, fonctionnaires d'Etat, maires ou instituteurs de son territoire.

Un temps aussi où le conseiller général exerce véritablement un « rôle pivot » avec, pour le mieux, une capacité alors sans grand équivalent à contribuer à la mise

⁷ GRAVIER F., « L'éloge du canton », chapitre de *L'espace vital*, 1984, cité dans *ibid.*

en cohérence territoriale à l'échelle cantonale, et pour le pire, parfois, celle de participer au renforcement de l'influence ou des avantages trop exclusifs du chef-lieu et du « bourg », comme disent certains géographes, auquel il correspond.

Il faut également se souvenir en effet que derrière le conseiller général se trouve ce centre cantonal longtemps si déterminant et si caractéristique de la cartographie territoriale française, espace de services administratifs - justice de paix, fisc et gendarmerie en premier lieu, puis agent voyer, receveur ou receveuse des postes, voire subdivisionnaire des Ponts et Chaussées -, mais aussi espace social, sanitaire, juridique ou commercial – médecin, notaire, premiers commerces importants puis supermarchés.

Les chefs-lieux ou la première « ville », la « mini-ville » à portée des villages, quand ceux-ci se pensent et se désignent encore en hameaux.

Espace géographique ou espace mental, on aura compris qu'en invitant à relire l'aventure des cantons cet annuaire raconte aussi, et d'abord, une histoire de personnes, lieux de naissance, formation, profession, carrière électorale, à « l'intermédiation », on l'a dit, des territoires politiques ou administratifs et des territoires de proximité.

Des personnes d'ailleurs, comment ne pas le relever, presque exclusivement masculines...

Citons ainsi à l'honneur, pour les deux départements, les 8 exceptions, en même temps que l'on comprendra, de fait, les raisons des orientations nouvelles à partir de 2015 vers un assez étrange scrutin à « binôme de sexes » : Françoise Camusso (Seynod, 1991-2015) et Yvette Martinet (Annecy-centre, 1998-2000) pour la Haute-Savoie ; Colette Bonfils (Chambéry Sud-Ouest, 1979-2015), Irène Bolatto (Modane, 1994-2001), Jacqueline Poletti (Bourg-Saint-Maurice, 1999-2011), Rozenn Hars (Lanslebourg, 2004-2015), Béatrice Santais (Montmélian, 2004-2012), Nicole Guilhaudin (Chambéry-Sud, 2008-2015) et Christiane Lehmann (Aiguebelle, 2008-2015) pour la Savoie.

Jusqu'en 1980 (sinon 1990), en d'autres termes, on ne porte que le pantalon dans les conseils généraux des deux Savoie...

Mais ces « hommes en pantalons », donc, d'où viennent-ils, qui sont-ils ?

Des environs, des terres de la « Savoie historique », souvent, et pendant longtemps, pour commencer.

Une majorité de cantons en effet, sur l'ensemble de la période, n'ont pas eu plus d'un seul conseiller général né en dehors des deux départements (carte 5, 15 à 16% du total des conseillers généraux), tandis qu'un plus petit nombre, seulement, affiche la même caractéristique pour les naissances au sein de l'arrondissement, c'est-à-dire au sein du canton même d'élection ou de ceux qui immédiatement l'environnent (carte 6).

En d'autres termes, nous l'avons vérifié y compris pour les périodes les plus anciennes (1860-1940), les conseillers généraux sont certes pour la plus grande part issus des « pays de Savoie », par la naissance ou pour certains par des familles notablement connues et fortement implantées par le jeu des alliances ou des collatéraux. Mais il ne s'agit pas pour autant - il y aurait eu de quoi à vrai dire s'en inquiéter - des représentants d'un esprit de clocher limité au bourg-centre, et à une poignée de villages.

Savoyards « d'origine » ou « d'adoption », donc, l'annuaire se fait l'écho d'une certaine ouverture, mais raisonnée, sélective, exigeante sans doute, reflet d'ailleurs peut-être diront quelques-uns d'un « esprit de région »...

Mais aussi et d'abord pour l'historien reflet d'un parcours, d'un « cursus électif », qui fait que c'est pour la très grande majorité des cas par le conseil municipal que l'on se fait connaître, par une activité à l'échelle de la commune, où l'activité personnelle et l'interconnaissance acquise atténuent les hérédités et les héritages, que l'on soit ou non originaire des deux départements, plus de la moitié des conseillers généraux occupant un jour ou l'autre la fonction de maire.

Le conseiller général un « petit élu » du territoire ?

Les généralisations, répétons-le, comme souvent, peuvent ici être trompeuses, car dans les départements de Savoie ils ont été un bon nombre, plus d'une soixantaine au total, à occuper mandats nationaux et fonctions ministérielles, avant, après, plus rarement pendant leurs responsabilités cantonales.

Sans qu'il soit question de parler d'une quelconque hiérarchie des hommes ou des fonctions, la longueur du parcours public, de la « carrière élective », inévitablement s'en ressent, et les notices du présent annuaire s'y sont assez

logiquement proportionnées (pour un repérage facile il a été décidé de réserver une page pour les conseillers ayant exercé un mandat parlementaire, et deux pour ceux ayant occupé des fonctions gouvernementales).

Dans l'histoire départementale longue et comparée, sinon l'anecdote peut-être, on s'amusera alors à observer la géographie des pépinières ministérielles locales au cours des 150 dernières années (carte 8), à moins que, plus encore dans un esprit de « derby local », on ne cherche les « cantons à président », certains représentés jusqu'à trois reprises à la tête de l'exécutif départemental quand d'autres attendent encore leur champion(ne) (carte 9)...

A chacun, on l'a dit, ses curiosités, ses questionnements au fil de cette galerie locale de portraits, même si, pour finir, deux grands axes de lecture restent à verser à la curiosité proprement citoyenne ou politique.

Le premier s'illustre en 4 diagrammes multicolores et à la nécessaire compréhension croisée, à savoir les « camemberts » des origines socio-professionnelles des conseillers généraux des deux Savoie (figures 10).

Les grandes leçons en sont claires : un bon tiers des conseillers depuis 1860 se sont trouvés issus des professions d'industriels, d'entrepreneurs, de cadres supérieurs, avant de se trouver presque rattrapés, depuis 1973, par les enseignants et fonctionnaires, longtemps presque moitié moins nombreux, alors que s'effaçaient presque totalement les professions juridiques de la fameuse « république des avocats », et leurs confrères des professions libérales, médecins, pharmaciens et vétérinaires, figures notables de la France encore rurale.

Plus surprenante peut-être est la présence limitée des agriculteurs et ouvriers jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, avant une forme de « prise de pouvoir » locale qu'érode ensuite sans aucun doute, mais pas totalement, la diminution démographique importante de ces professions.

Le statut d'élus départementaux comme représentants du « terroir », principalement rural mais aussi industriel, se vérifie d'ailleurs plus finement encore dans le petit nombre de cantons qui, sur l'ensemble de la période, n'ont jamais porté l'une ou l'autre de ces professions jusqu'à la ville-préfecture (carte 11).

Tout porte à croire d'ailleurs qu'il ne s'agit pas là de spécificités savoyardes, ni même d'évolutions propres aux conseillers issus des petits cantons que l'on peut qualifier « d'historiques » puisqu'elles sont partagées, au moins pour la période récente, par les édiles communaux d'à peu près la France entière⁸.

Impossible, bien entendu, d'en dire de même des orientations idéologiques ou partisans qui ont traversé Savoie et Haute-Savoie depuis 1860, une matière particulièrement, évolutive, sensible, et le cas échéant, on le sait, « explosive »...

Le présent annuaire ne permet d'en approcher, ne nous y trompons pas, que les principales tendances, du fait des incertitudes de rattachement longtemps fréquentes au niveau départemental, du fait aussi du « recodage » nécessaire pour n'illustrer que les deux grands blocs « gauche-droite » d'orientations (cartes 12 à 16)⁹.

Il n'empêche : les tournants de la première guerre mondiale, avec l'affirmation des tendances radicale puis radicale-socialiste, puis de la seconde, avec l'accentuation de la divergence entre les deux départements et le renforcement notamment en Savoie de la présence communiste, puis le glissement progressif des années 1970 jusqu'à nous du règne bi-départemental de la droite parlementaire, demeurent spectaculaires et significatifs.

Chacun y trouvera, en fonction de sa sensibilité, de ses priorités, de ses préoccupations, une ultime confirmation que cet annuaire, comme le regard rétrospectif et mémoriel qu'il permet, s'ouvre donc bien aussi, au final et à sa manière, sur l'avenir...

F. Caille, septembre 2014

⁸ Voir la très riche et précise analyse dans : KOEBEL M., « Le profil social des maires de France », *Pouvoirs*, 2014/1 n°148.

⁹ On notera que les dénominations politiques les plus anciennes sont reprises directement des appréciations des sous-préfets et préfets, dont on trouve également parfois des extraits dans les notices. Rappelons que l'administration préfectorale est alors l'un des fers de lance de la République et qu'ainsi, dans le contexte qui précède notamment la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat de 1905, ses appréciations sur les orientations politiques des élus doivent être resituées dans le cadre des antagonismes du moment, ainsi que dans le rôle prééminent qui est alors attribué au préfet au sein du Conseil général.

Carte des cantons et des arrondissements en Savoie et Haute-Savoie (1864-1973)



- Légende :**
- - - Frontière avec la Suisse
 - - - - Frontière avec l'Italie
 - Limite départementale
 - Limite d'arrondissement
 - Limite cantonale
 - Ain Département limitrophe
 - Aime Nom du canton
 - Préfecture
 - Sous-préfecture
 - Chef-lieu de canton
 - ⊠ Sous-préfecture qui a été supprimée
 - 1 Le canton de **Chamonix** est créé en 1864
 - 2 Les cantons de Chambéry-Nord et de Chambéry-Sud sont créés en 1866
 - Moûtiers L'arrondissement de Moûtiers est supprimé. Les cantons sont alors rattachés à Albertville
 - Saint-Julien L'arrondissement de Saint-Julien-en-Genevois est supprimé de 1926 à 1933. Les cantons sont répartis entre les trois autres arrondissements.

Carte des cantons et des circonscriptions électorales de Savoie et de Haute-Savoie (1973-1986)

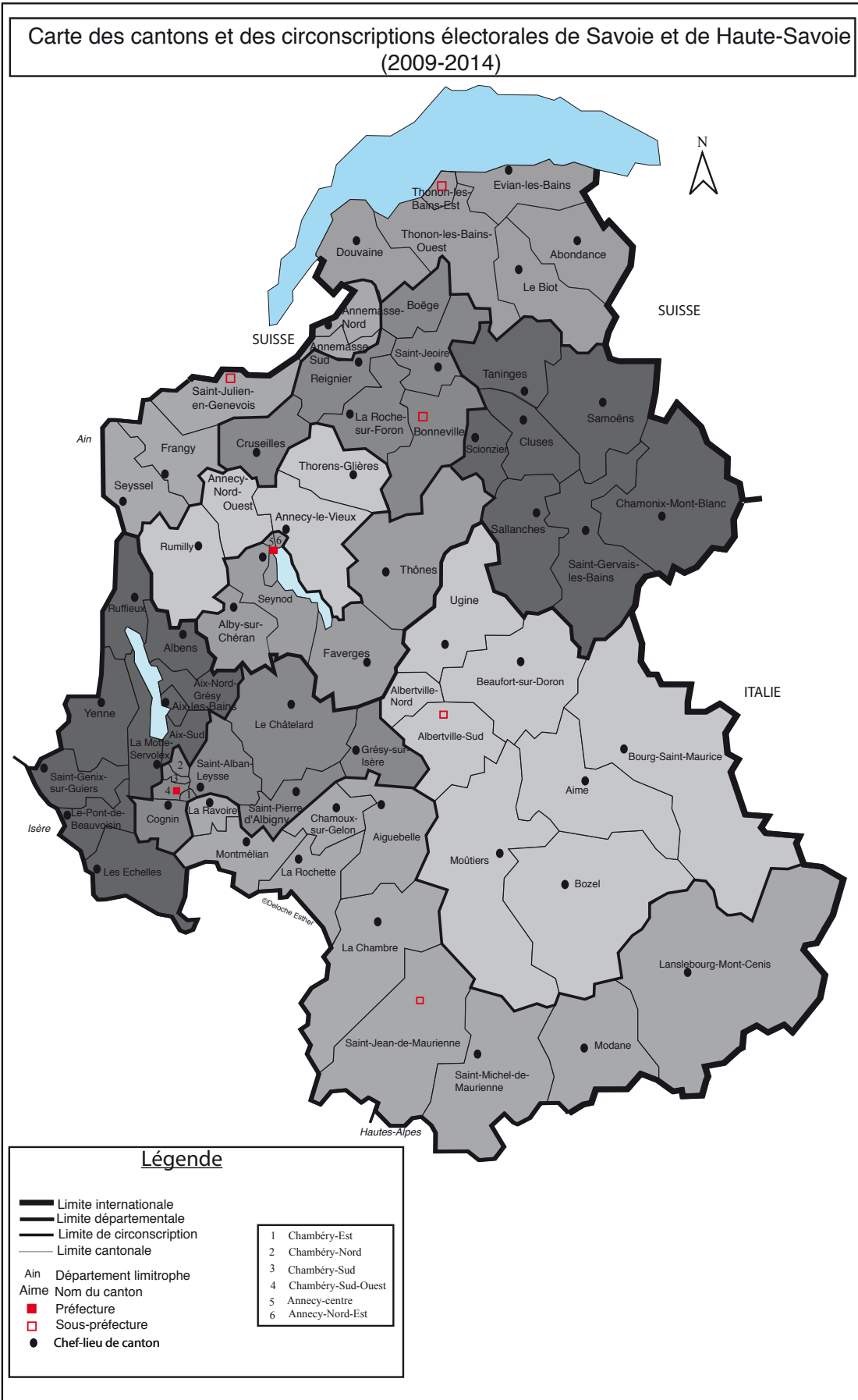


Légende

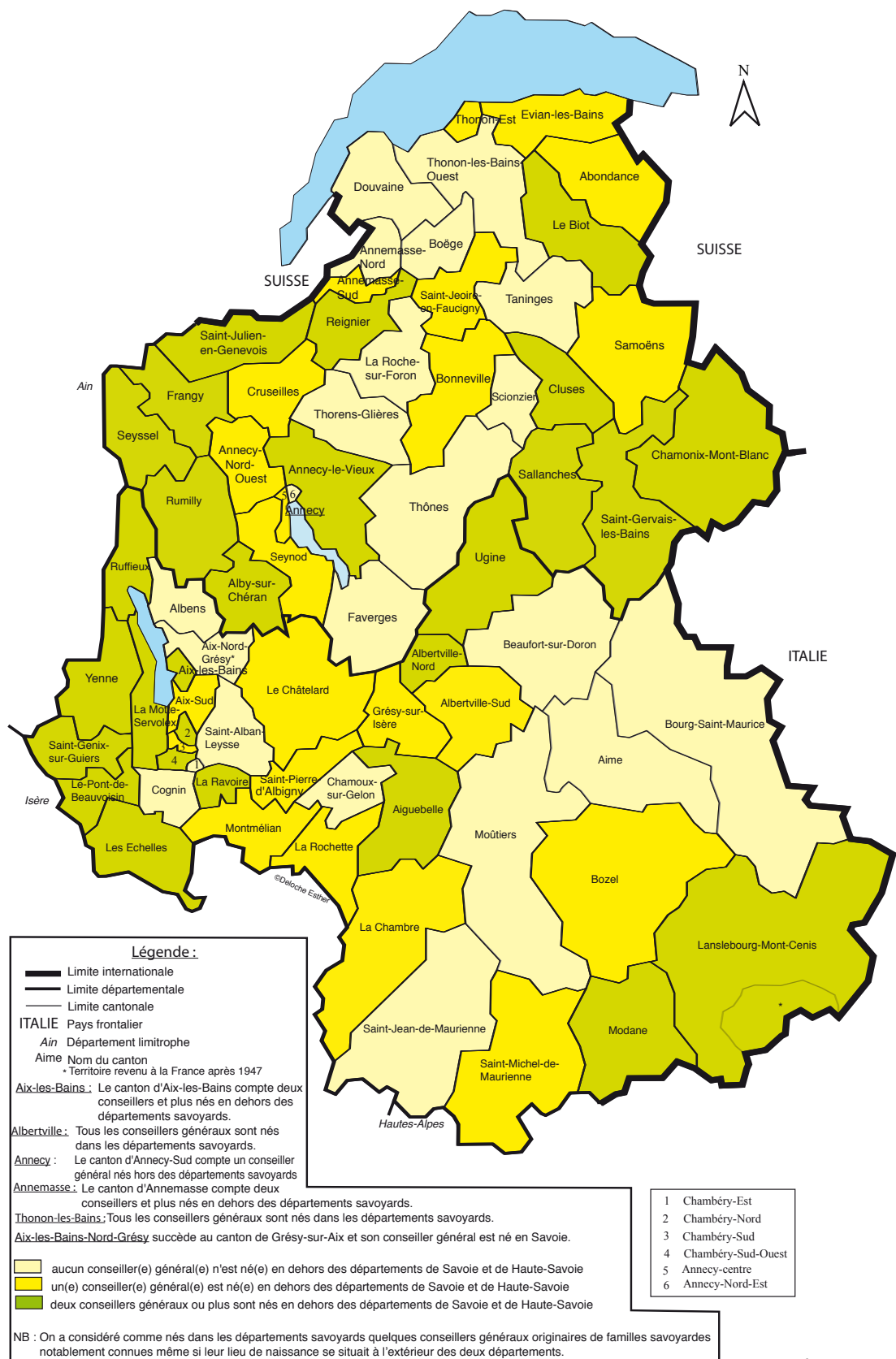
- Limite internationale
- Limite départementale
- Limite de circonscription
- Limite cantonale
- Ain Département limitrophe
- Aime Nom du canton
- Préfecture
- Sous-préfecture
- Chef-lieu de canton

- | | |
|---|--------------------|
| 1 | Chambéry-Est |
| 2 | Chambéry-Nord |
| 3 | Chambéry-Sud |
| 4 | Chambéry-Sud-Ouest |
| 5 | Annecy-centre |
| 6 | Annecy-Nord-Est |

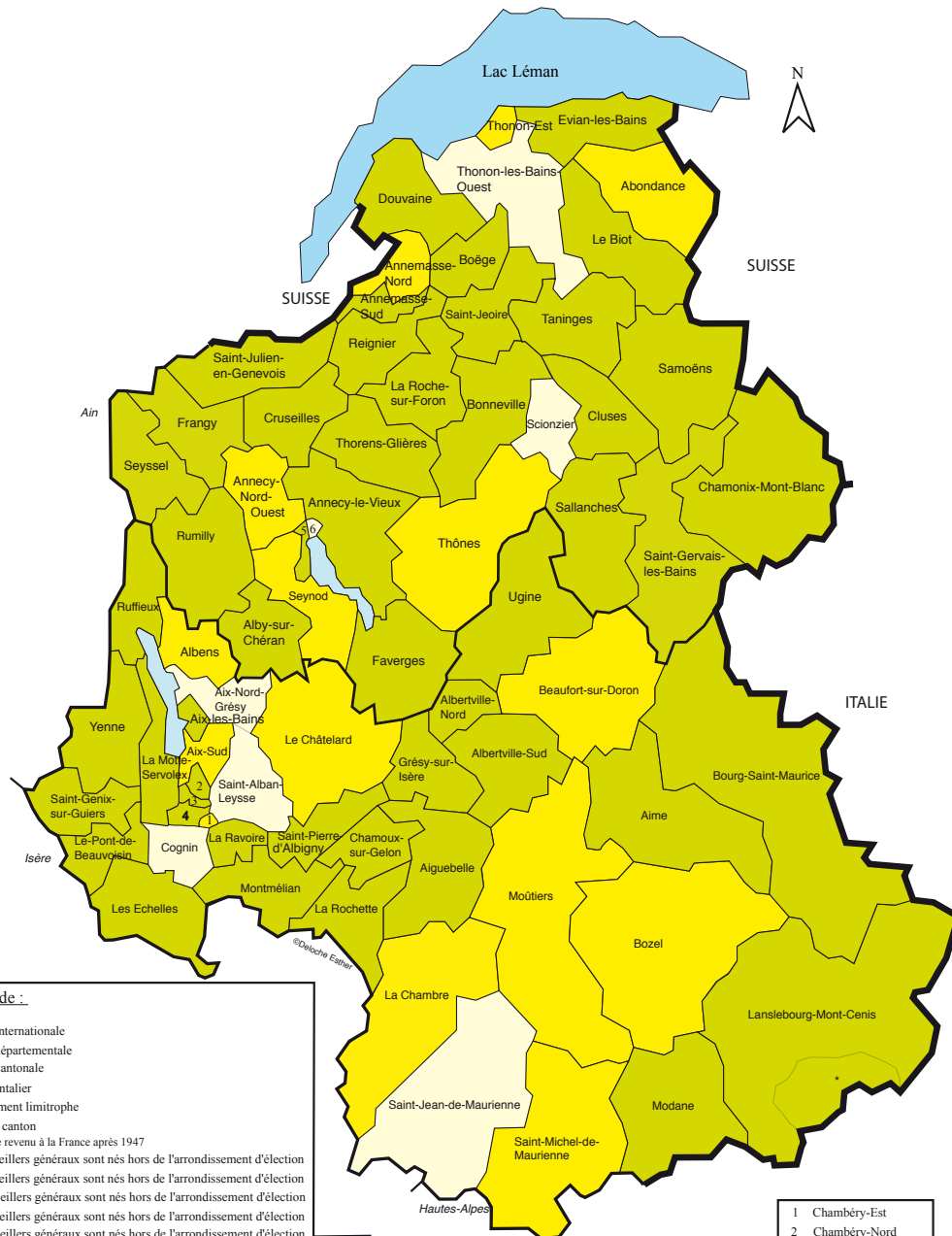




Conseillers généraux nés hors des deux départements savoyards (1860-2014)



Conseillers généraux nés en dehors de leur arrondissement d'élection (1860-2014)



Légende :

- Limite internationale
- Limite départementale
- Limite cantonale

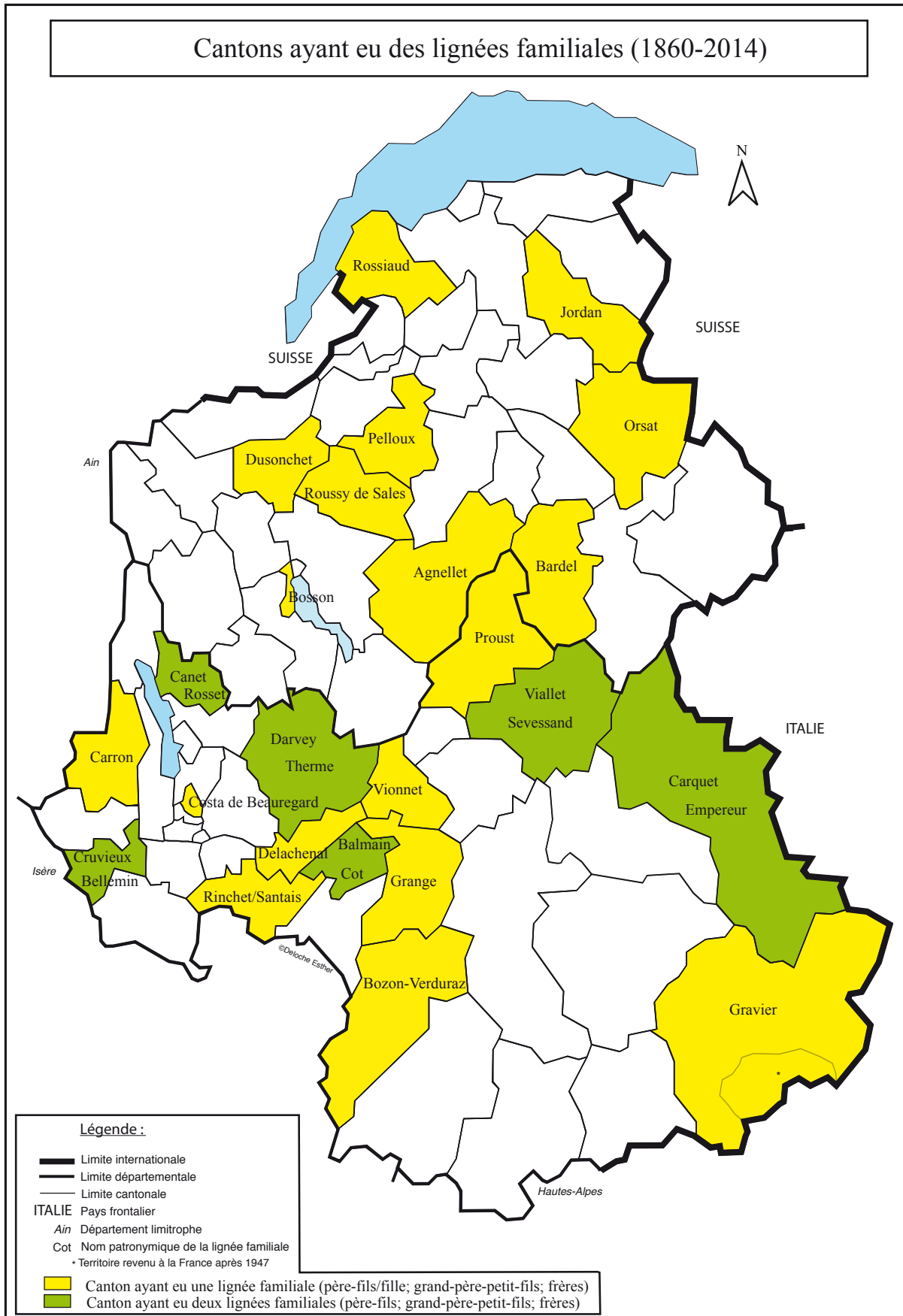
ITALIE Pays frontalier
Ain Département limitrophe
Aime Nom du canton

* Territoire revenu à la France après 1947

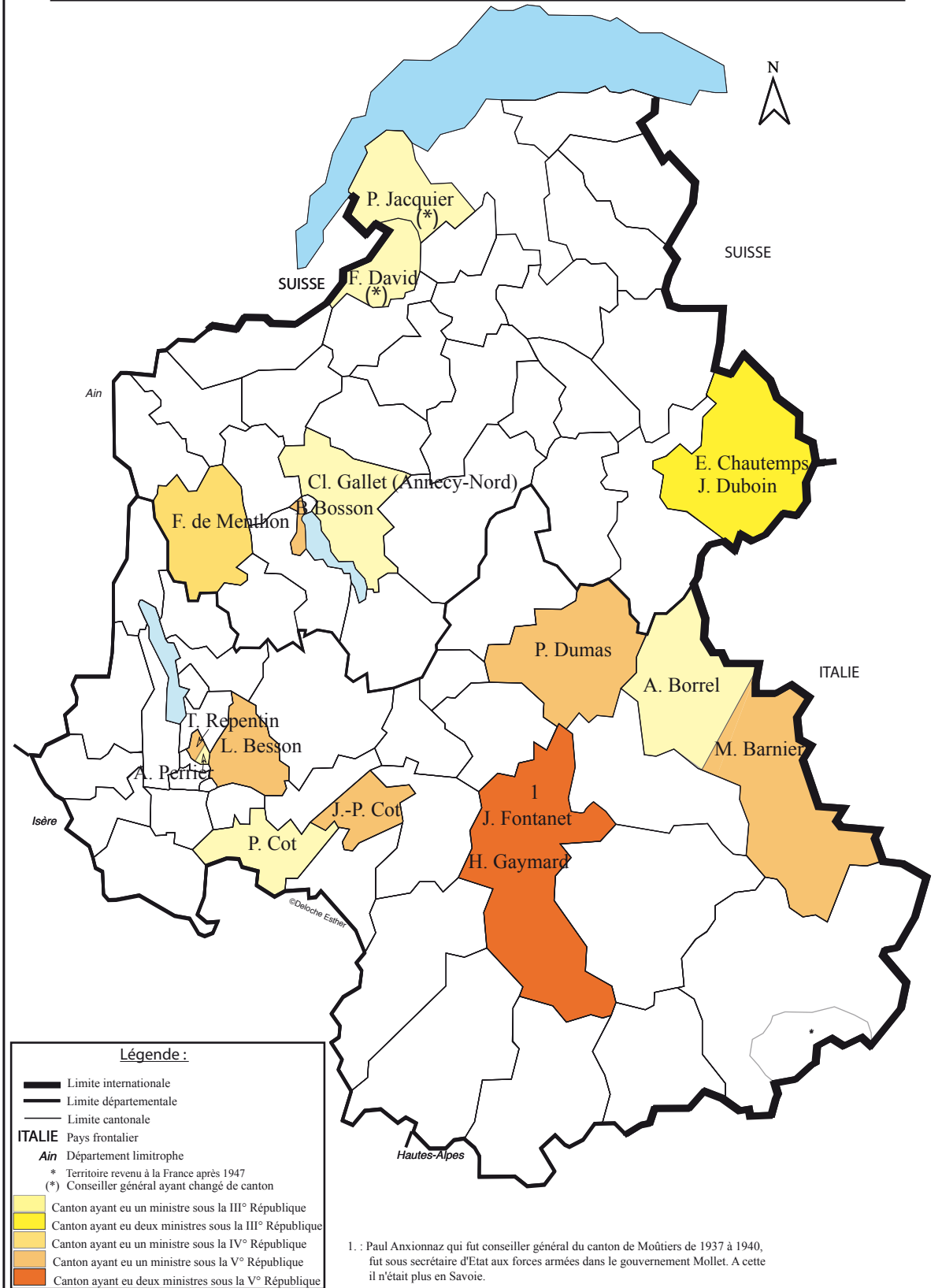
Aix-les-Bains : 5 conseillers généraux sont nés hors de l'arrondissement d'élection
Albertville : 2 conseillers généraux sont nés hors de l'arrondissement d'élection
Annecy-Nord : 3 conseillers généraux sont nés hors de l'arrondissement d'élection
Annecy-Sud : 3 conseillers généraux sont nés hors de l'arrondissement d'élection
Annemasse : 6 conseillers généraux sont nés hors de l'arrondissement d'élection
Thonon-les-Bains : 2 conseillers généraux sont nés hors de l'arrondissement d'élection

aucun conseiller(e) général(e) n'est né(e) en dehors de son arrondissement d'élection
un(e) conseiller(e) général(e) est né(e) en dehors de l'arrondissement d'élection
deux conseillers généraux ou plus sont nés en dehors de l'arrondissement d'élection

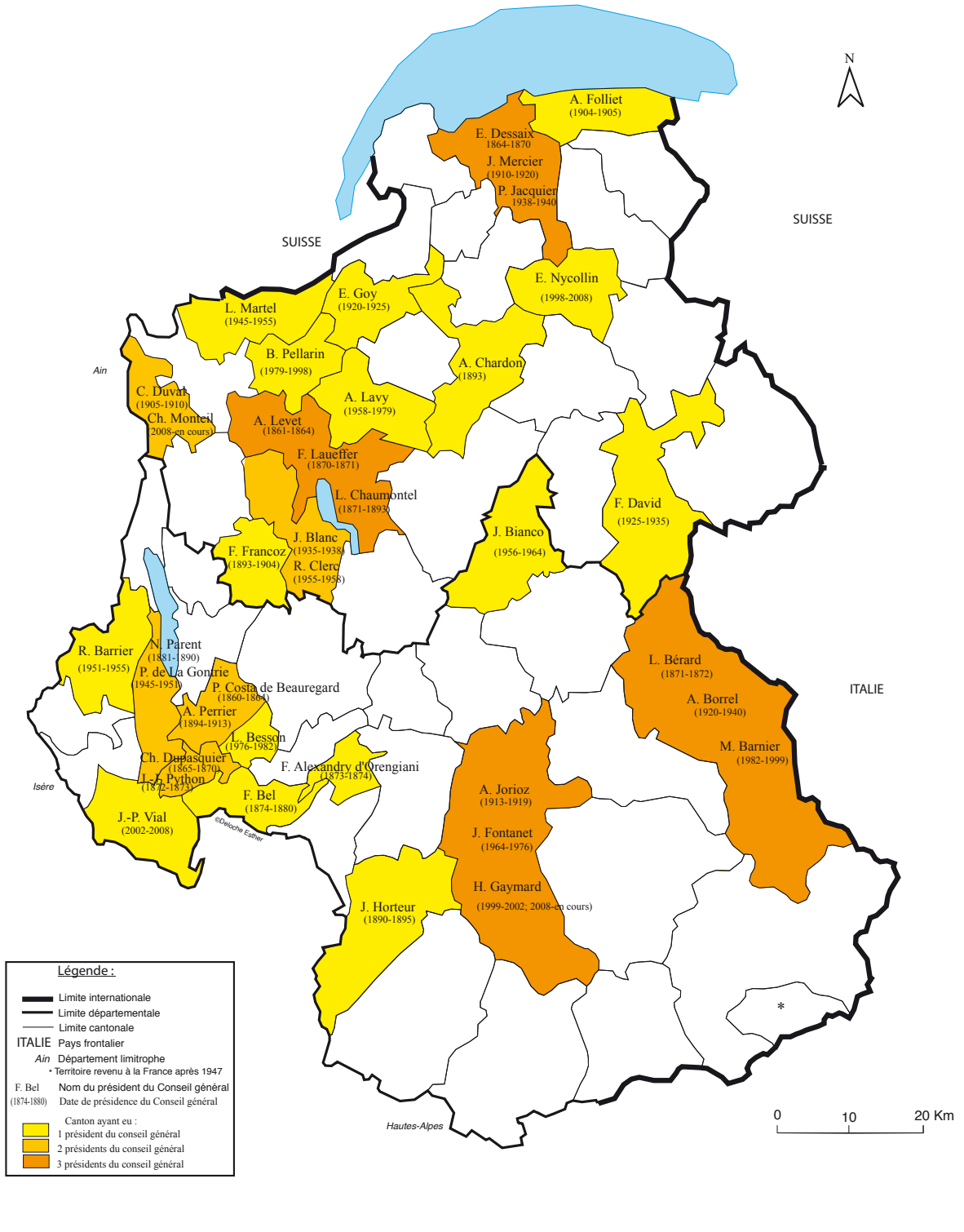
- | | |
|---|--------------------|
| 1 | Chambéry-Est |
| 2 | Chambéry-Nord |
| 3 | Chambéry-Sud |
| 4 | Chambéry-Sud-Ouest |
| 5 | Annecy-centre |
| 6 | Annecy-Nord-Est |



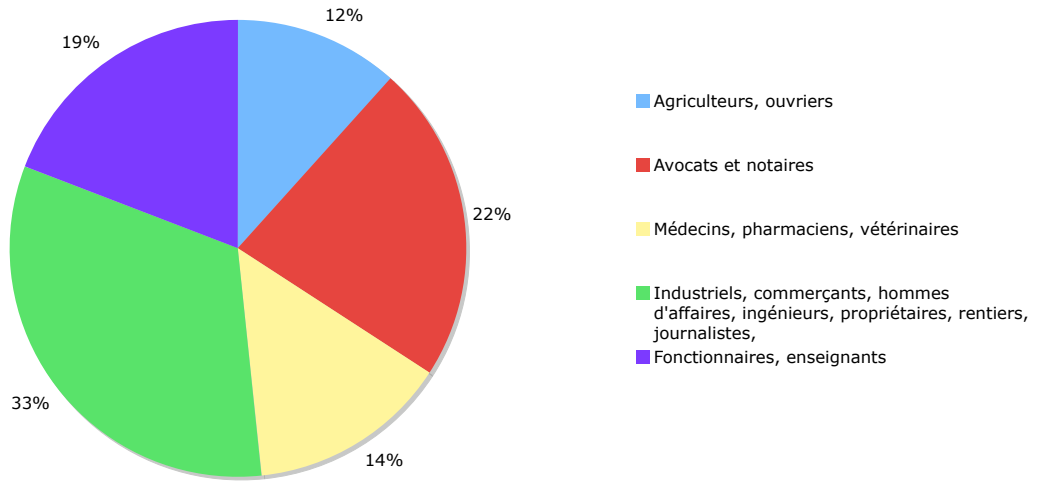
Conseillers généraux ayant occupé des fonctions ministérielles (1860-2014)



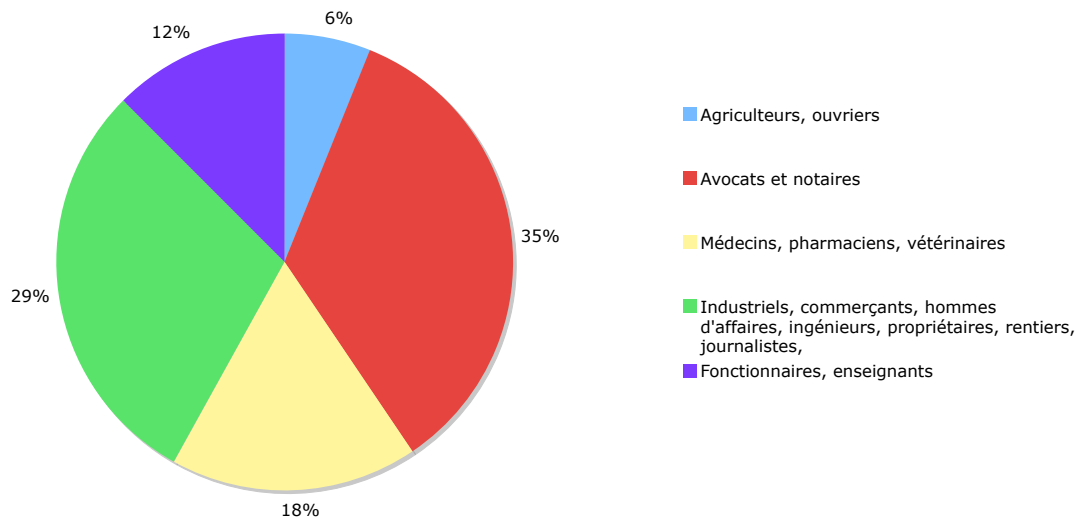
Cantons ayant eu un conseiller général devenu président du conseil général (1860-2014)



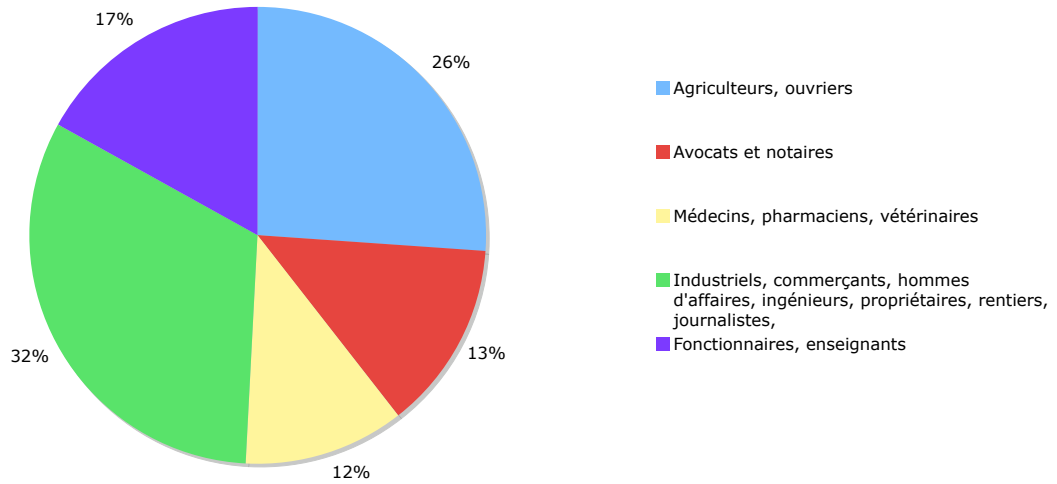
Origine socio-professionnelle des conseillers généraux de la Savoie et de la Haute-Savoie (1860-2014)



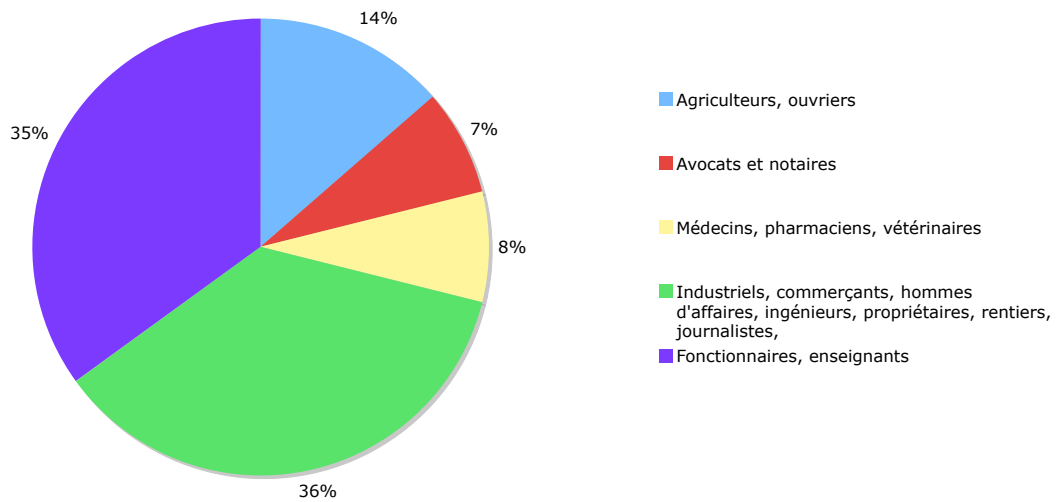
Origine socio-professionnelle des conseillers généraux de la Savoie et de la Haute-Savoie (1860-1940)



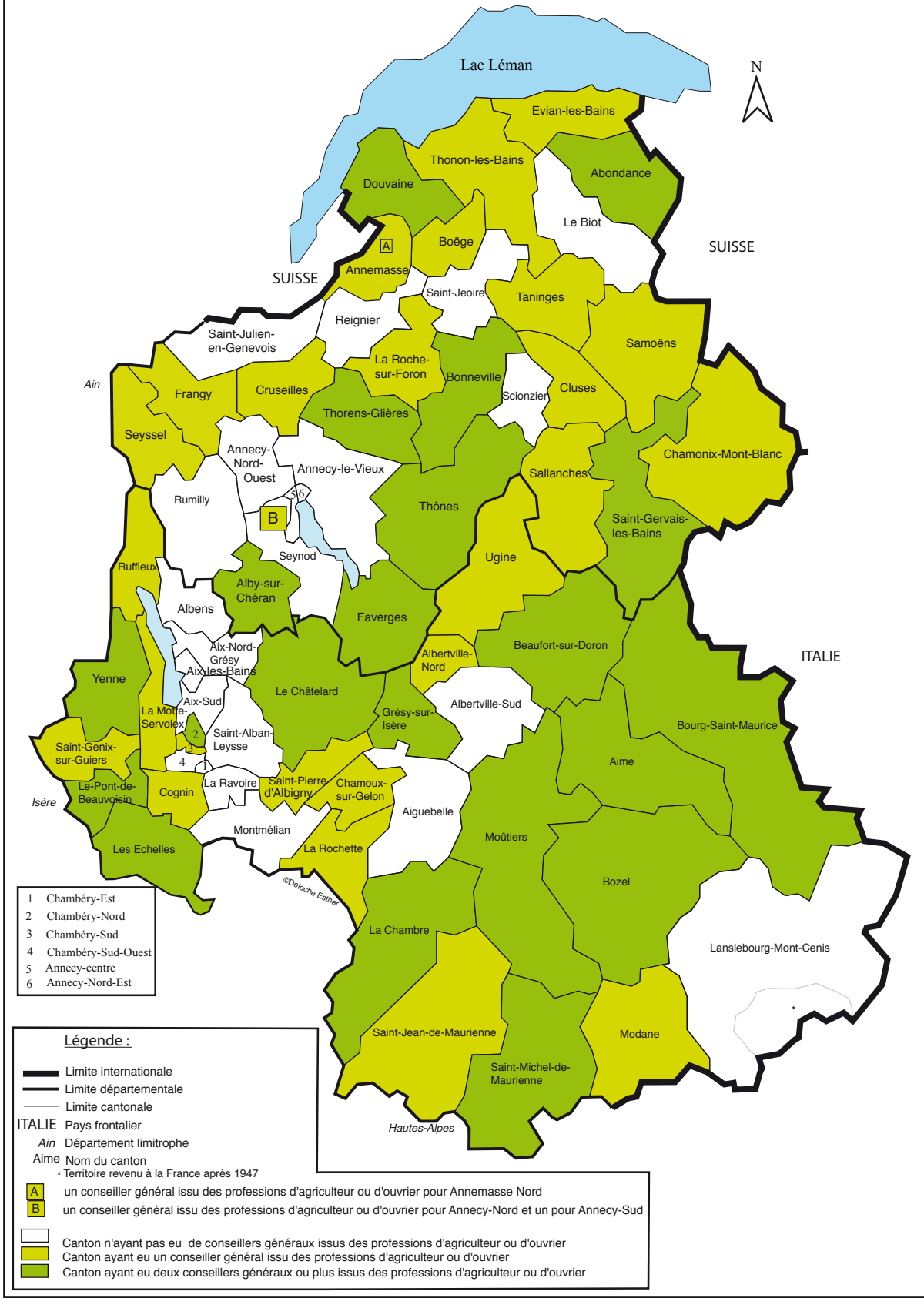
Origine socio-professionnelle des conseillers généraux de la Savoie et de la Haute-Savoie (1945-1973)



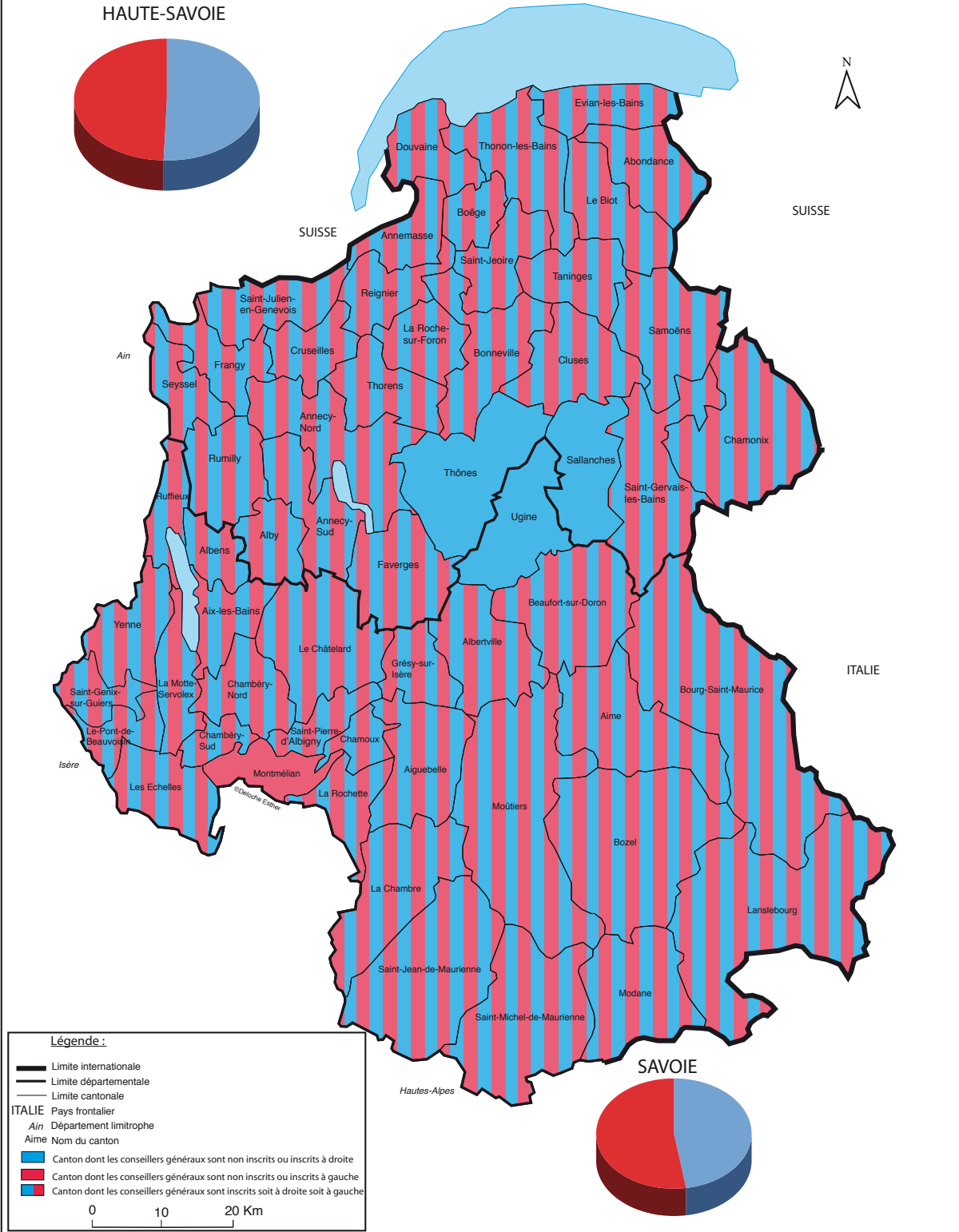
Origine socio-professionnelle des conseillers généraux de la Savoie et de la Haute-Savoie (1973-2014)



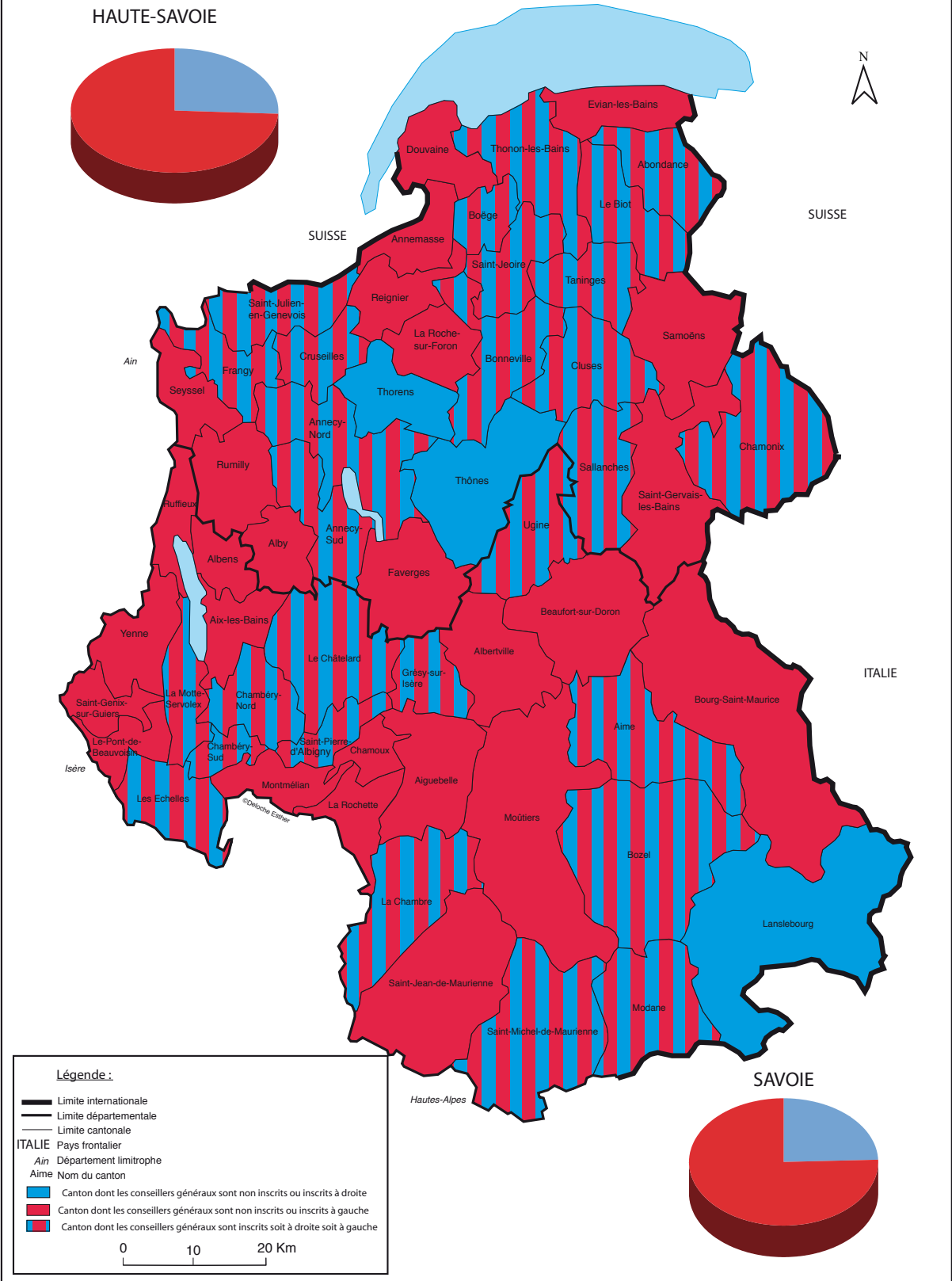
Conseillers généraux issus des professions d'agriculteur et d'ouvrier, par canton (1860-2014)



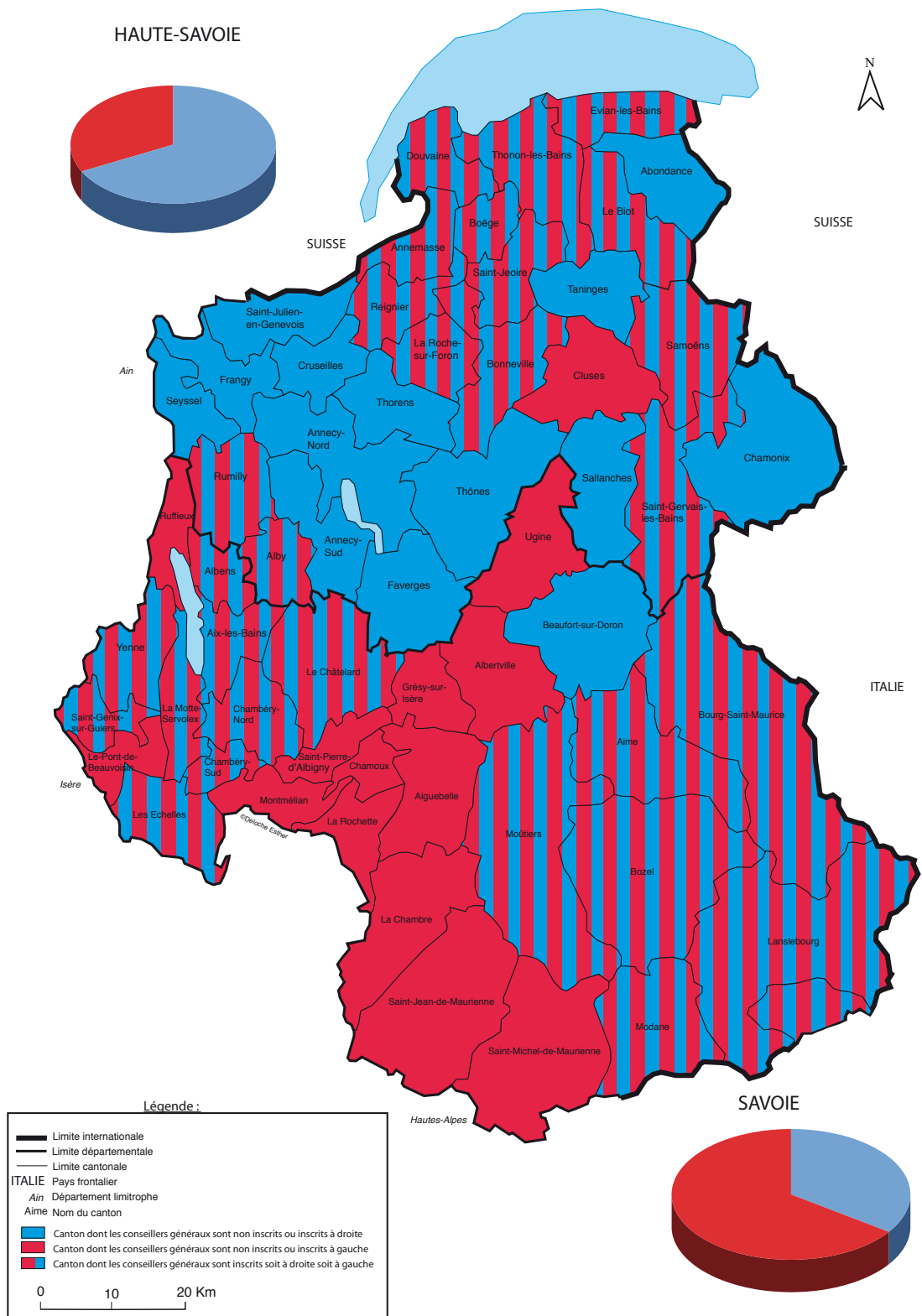
Orientation politique des conseillers généraux dans les deux départements de Savoie et de Haute-Savoie (1860-1913)



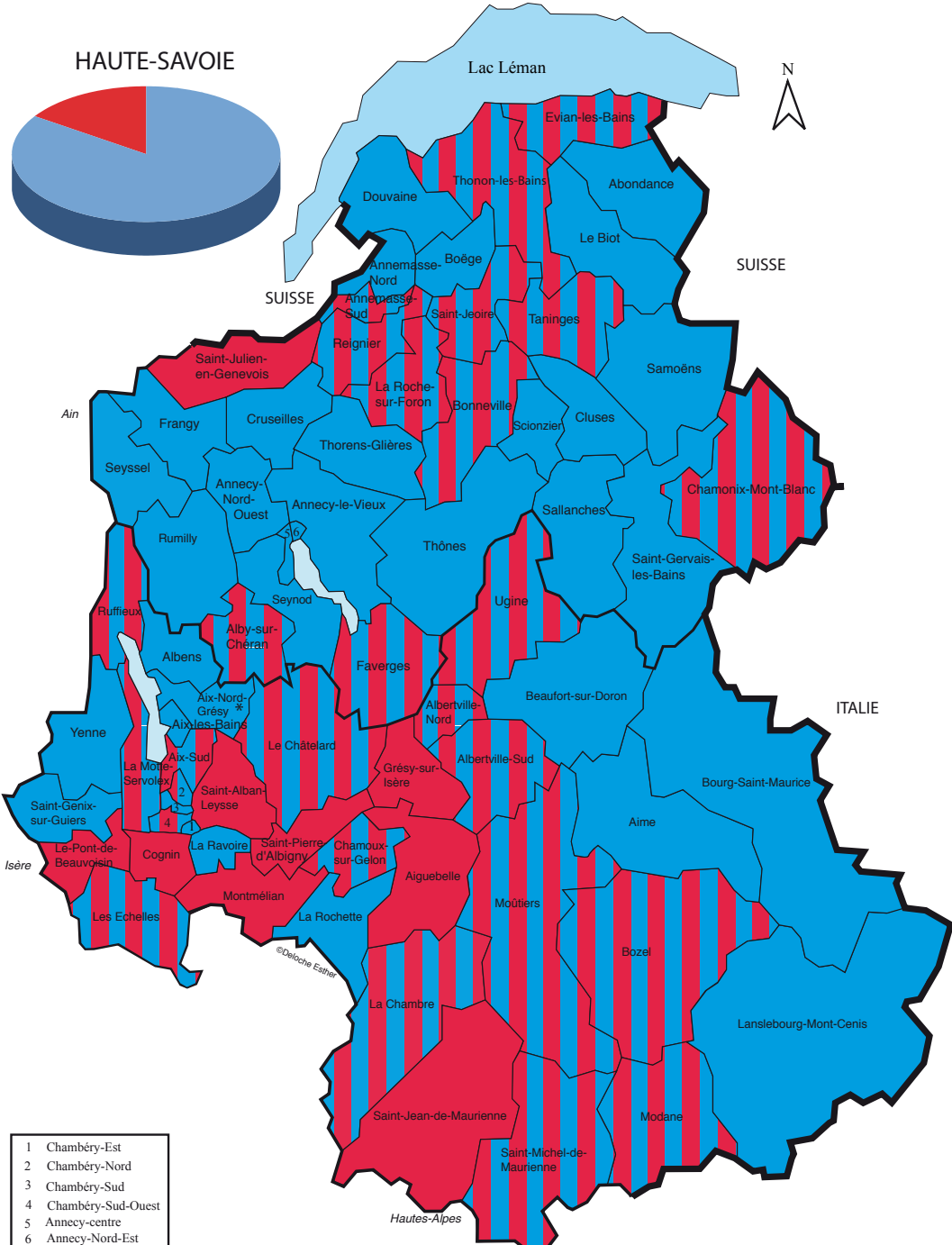
Orientation politique des conseillers généraux dans les deux départements de Savoie et de Haute-Savoie (1913-1940)

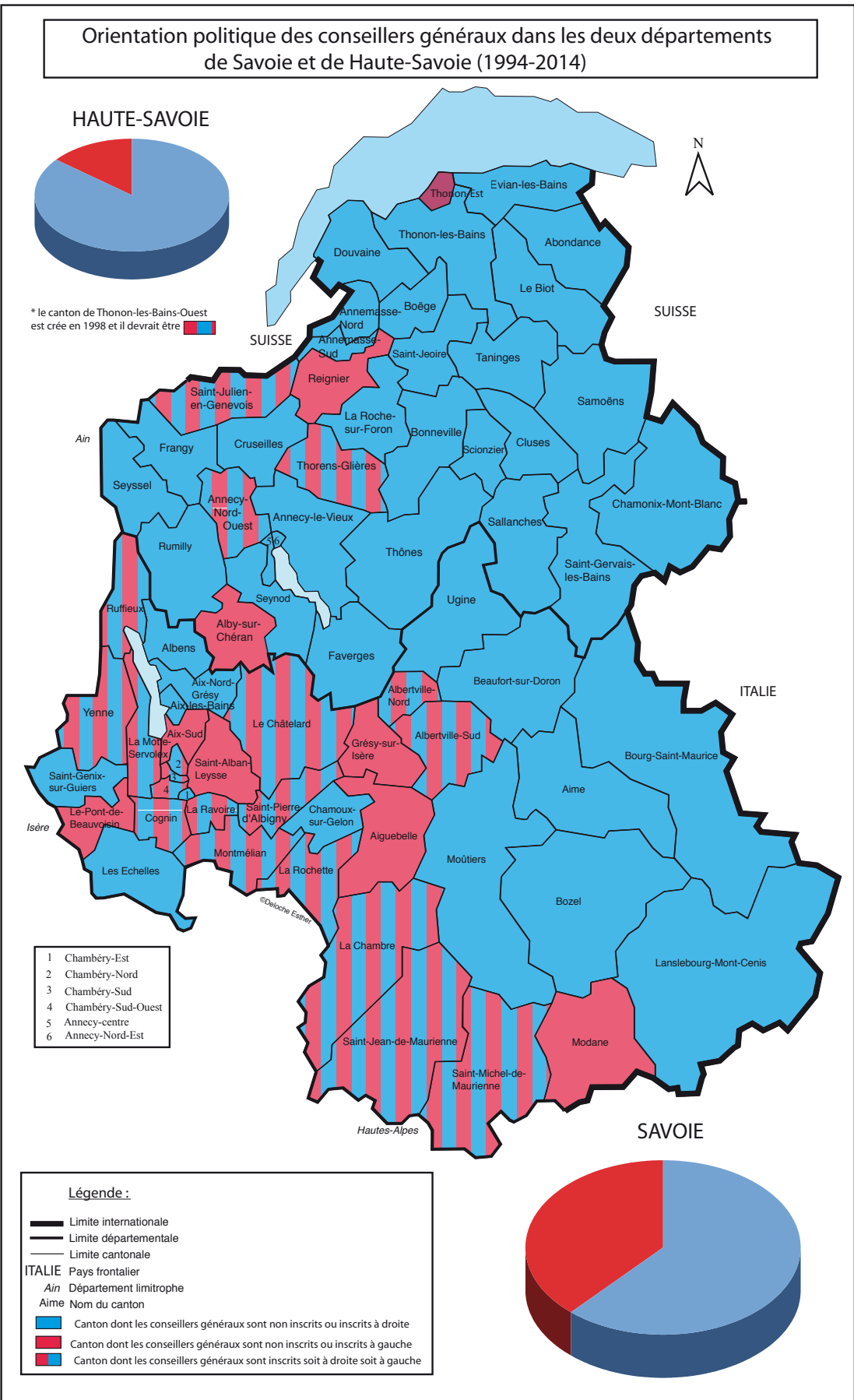


Orientation politique des conseillers généraux dans les deux départements de Savoie et de Haute-Savoie (1945-1973)



Orientation politique des conseillers généraux dans les deux départements de Savoie et de Haute-Savoie (1973-1994)





Annexes¹⁰

Tableau simplifié des circonscriptions administratives (civiles) des départements de Savoie et de Haute-Savoie au 1^{er} janvier 1861 (date officielle d'entrée en vigueur de la législation française dans l'ancien duché de Savoie)

Départements	Chefs-lieux de départements	Arrondissements	Sous-Préfectures	Cantons (et nombre de communes)
Savoie (4 arrondissements, 28 cantons et 328 communes)	Chambéry	<p>Arrondissement de Chambéry (14 cantons et 164 communes)</p> <p>Arrondissement d'Albertville (4 cantons et 42 communes)</p> <p>Arrondissement de Moûtiers (4 cantons et 55 communes)</p> <p>Arrondissement de Saint-Jean de Maurienne (6 cantons et 67 communes)</p>	<p>Albertville</p> <p>Moûtiers</p> <p>Saint-Jean de Maurienne</p>	<p>Aix-les-Bains (14)</p> <p>Albens (9)</p> <p>Chambéry (19)</p> <p>Chamoux (10)</p> <p>Le Châtelard (14)</p> <p>Les Echelles (11)</p> <p>Montmélian (15)</p> <p>La Motte-Servolex (9)</p> <p>Pont-de-Beauvoisin (12)</p> <p>La Rochette (14)</p> <p>Ruffieux (8)</p> <p>Saint-Genix sur Guiers (10)</p> <p>Saint-Pierre d'Albigny (5)</p> <p>Yenne (14)</p> <p>Albertville (18)</p> <p>Beaufort (4)</p> <p>Grésy-sur-Isère (11)</p> <p>Ugine (9)</p> <p>Aime (12)</p> <p>Bourg-Saint-Maurice (9)</p> <p>Bozel (9)</p> <p>Moûtiers (25)</p> <p>Aiguebelle (12)</p> <p>La Chambre (13)</p> <p>Lanslebourg (7)</p> <p>Modane (8)</p> <p>Saint-Jean de Maurienne (20)</p> <p>Saint-Michel de Maurienne (7)</p>
Haute-Savoie (4 arrondissements, 28 cantons et 314 communes)	Annecy	<p>Arrondissement d'Annecy (7 cantons et 98 communes)</p> <p>Arrondissement de Bonneville (9 cantons et 68 communes)</p> <p>Arrondissement de Saint-Julien (6 cantons et 76 communes)</p> <p>Arrondissement de Thonon (6 cantons et 71 communes)</p>	<p>Bonneville</p> <p>Saint-Julien en Genevois</p> <p>Thonon</p>	<p>Alby (12)</p> <p>Annecy-Nord (24)</p> <p>Annecy-Sud (17)</p> <p>Faverges (10)</p> <p>Rumilly (20)</p> <p>Thônes (10)</p> <p>Thorens (6)</p> <p>Bonneville (15)</p> <p>Chamonix (4)</p> <p>Cluses (10)</p> <p>La Roche (11)</p> <p>Saint-Gervais (4)</p> <p>Saint-Jeoire en Faucigny (6)</p> <p>Sallanches (9)</p> <p>Samoëns (4)</p> <p>Taninges (5)</p> <p>Annemasse (14)</p> <p>Cruseilles (11)</p> <p>Frangy (13)</p> <p>Reignier (9)</p> <p>Saint-Julien (18)</p> <p>Seyssel (11)</p> <p>Abondance (7)</p> <p>Le Biot (9)</p> <p>Boège (8)</p> <p>Douvaine (16)</p> <p>Evian-les-Bains (14)</p> <p>Thonon (17)</p>

¹⁰ BERTHIER B., « Circonscriptions administratives (Après 1860) », dans C. SORREL et P. GUICHONNET (dir.), *La Savoie et l'Europe 1860-2010. Dictionnaire historique de l'Annexion*, La Fontaine de Siloé, 2009, p. 538-539 (second tableau inédit communiqué par l'auteur, que nous remercions).

Tableau simplifié des circonscriptions électorales (législatives) des départements de Savoie et de Haute-Savoie depuis l'annexion de 1860

Périodes	Département de Savoie	Département de Haute-Savoie
1860 -1871	<p>Circonscription de Chambéry-Aix-les-Bains : Cantons d'Aix-les-Bains, d'Albens, de Chambéry, de Chamoux, du Châtelard, des Echelles, de Montmélian, de La Motte-Servolex, de Pont-de-Beauvoisin, de La Rochette, de Ruffieux, de Saint-Genix sur Guiers, de Saint-Pierre d'Albigny et de Yenne.</p> <p><i>A compter de 1866 la circonscription comprend également les nouveaux cantons de Chambéry-Nord et de Chambéry-Sud, (en remplacement de l'ancien canton de Chambéry).</i></p> <p>Circonscription d'Albertville-Moùtiers-Saint-Jean de Maurienne : Cantons d'Aiguebelle, d'Aime, d'Albertville, de Beaufort, de Bourg-Saint-Maurice, de Bozel, de La Chambre, de Grésy-sur-Isère, de Lanslebourg, de Modane, de Moûtiers, de Saint-Jean de Maurienne, de Saint-Michel de Maurienne et d'Ugine.</p>	<p>Circonscription d'Annecy-Saint-Julien : Cantons d'Alby, d'Annecy-Nord, d'Annecy-Sud, d'Annemasse, de Cruseilles, de Faverges, de Frangy, de Reignier, de Rumilly, de Saint-Julien, de Seyssel, de Thônes et de Thorens.</p> <p>Circonscription de Bonneville-Thonon : Cantons d'Abondance, du Biot, de Boège, de Bonneville, de Chamonix, de Cluses, de Douvaine, d'Evian-les-Bains, de La Roche-sur-Foron, de Saint-Gervais, de Saint-Jeoire en Faucigny, de Sallanches, de Samoëns, de Taninges et de Thonon.</p>
1876 -1919	<p>Circonscription de Chambéry-Nord : Cantons d'Aix-les-Bains, d'Albens, de Chambéry-Nord, des Echelles, de Pont-de-Beauvoisin, de Ruffieux, de Saint-Genix sur Guiers et de Yenne.</p> <p>Circonscription de Chambéry-Sud : Cantons du Châtelard, de Chambéry-Sud, de Chamoux, de La Motte-Servolex, de Montmélian, de La Rochette et de Saint-Pierre d'Albigny.</p> <p>Circonscription d'Albertville : Cantons d'Albertville, de Beaufort, de Grésy-sur-Isère et d'Ugine.</p> <p>Circonscription de Moûtiers : Cantons d'Aime, de Bourg-Saint-Maurice, de Bozel et de Moûtiers.</p> <p>Circonscription de Saint-Jean de Maurienne : Cantons d'Aiguebelle, de La Chambre, de Lanslebourg, de Modane, de Saint-Jean de Maurienne et de Saint-Michel de Maurienne.</p> <p>Remarque : Les élections de 1885, 1919 et 1924 se déroulent selon le mode proportionnel d'un scrutin de liste départemental.</p>	<p>Circonscription d'Annecy : Cantons d'Alby, d'Annecy-Nord, d'Annecy-Sud, de Faverges, de Rumilly, de Thônes et de Thorens.</p> <p>Circonscription de Saint-Julien : Cantons d'Annemasse, de Cruseilles, de Frangy, de Reignier, de Saint-Julien et de Seyssel.</p> <p>Circonscription de Bonneville : Cantons de Bonneville, de Chamonix, de Cluses, de La Roche, de Saint-Gervais, de Saint-Jeoire en Faucigny, de Sallanches, de Samoëns et de Taninges.</p> <p>Circonscription de Thonon : Cantons d'Abondance, du Biot, de Boège, de Douvaine, d'Evian-les-Bains et de Thonon.</p> <p>Remarque : Les élections de 1885, 1919 et 1924 se déroulent selon le mode proportionnel d'un scrutin de liste départemental.</p>
1928-1940	<p>Circonscription de Chambéry-Nord : Cantons d'Aix-les-Bains, d'Albens, de Chambéry-Nord, des Echelles, de Pont-de-Beauvoisin, de Ruffieux, de Saint-Genix sur Guiers et de Yenne.</p> <p>Circonscription de Chambéry-Sud : Cantons du Châtelard, de Chambéry-Sud, de Chamoux, de La Motte-Servolex, de Montmélian, de La Rochette et de Saint-Pierre d'Albigny.</p> <p>Circonscription d'Albertville-Moùtiers : Cantons d'Aime, d'Albertville, de Beaufort, de Bourg-Saint-Maurice, de Bozel, de Grésy-sur-Isère, de Moûtiers et d'Ugine.</p> <p>Circonscription de Saint-Jean de Maurienne : Cantons d'Aiguebelle, de La Chambre, de Lanslebourg, de Modane, de Saint-Jean de Maurienne et de Saint-Michel de Maurienne.</p>	<p>Circonscription d'Annecy : Cantons d'Alby, d'Annecy-Nord, d'Annecy-Sud, de Faverges, de Rumilly, de Thônes et de Thorens.</p> <p>Circonscription de Saint-Julien : Cantons d'Annemasse, de Cruseilles, de Frangy, de Reignier, de Saint-Julien et de Seyssel.</p> <p>Circonscription de Bonneville : Cantons de Bonneville, de Chamonix, de Cluses, de La Roche, de Saint-Gervais, de Saint-Jeoire en Faucigny, de Sallanches, de Samoëns et de Taninges.</p> <p>Circonscription de Thonon : Cantons d'Abondance, du Biot, de Boège, de Douvaine, d'Evian-les-Bains et de Thonon.</p>
	<p>Remarque : Toutes les élections législatives de la IV^e République se jouent à la proportionnelle, sous la forme d'un scrutin de liste départemental pondéré, de 1951 à 1958, par le système complexe des "apparentements".</p>	<p>Remarque : Toutes les élections législatives de la IV^e République se jouent à la proportionnelle, sous la forme d'un scrutin de liste départemental pondéré, de 1951 à 1958, par le système complexe des "apparentements".</p>

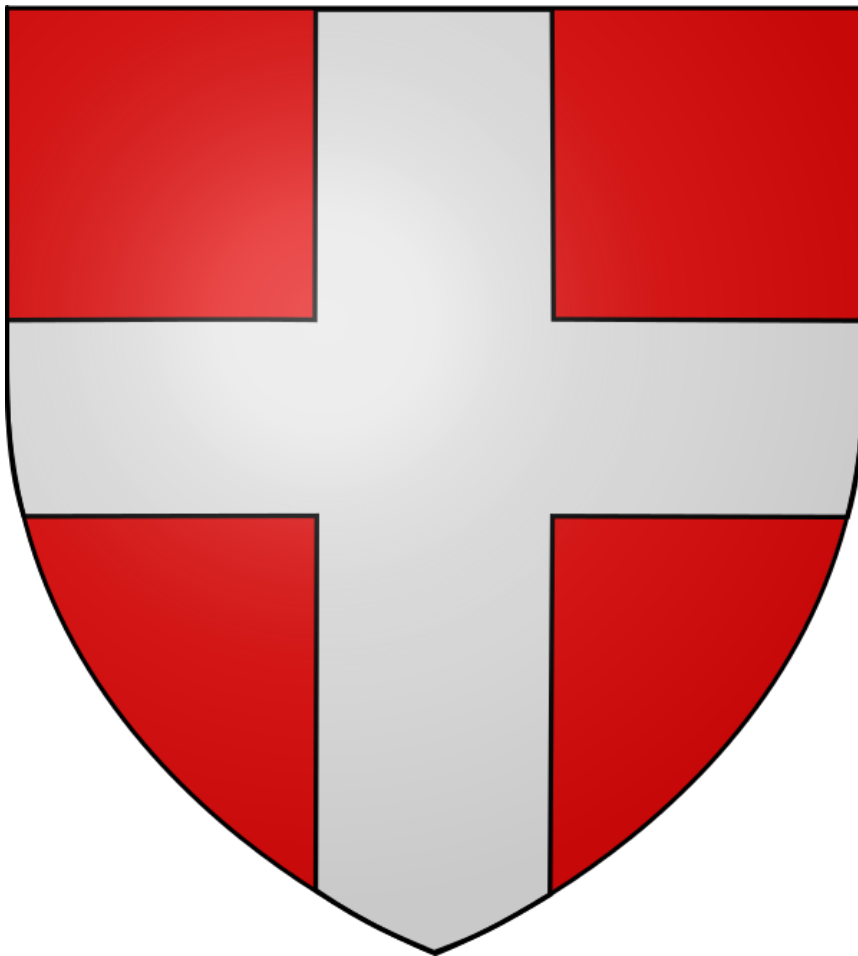
1958-1986	<p>1^{ère} Circonscription : Cantons d'Aix-les-Bains, d'Albens, de Chambéry-Nord, du Châtelard, des Echelles, de La Motte-Servolex, de Pont-de-Beauvoisin, de Ruffieux, de Saint-Genix sur Guiers, de Saint-Pierre d'Albigny et de Yenne. <i>A compter de 1973 la circonscription comprend également les nouveaux cantons d'Aix-les-Bains, de Grésy-sur-Aix, en remplacement de l'ancien canton d'Aix-les-Bains, et les nouveaux cantons de Chambéry-Nord et de Saint-Alban-Leysse, (en remplacement de l'ancien canton de Chambéry-Nord).</i> <i>A compter de 1985 la circonscription comprend également les nouveaux cantons d'Aix-les-Bains-Centre, d'Aix-les-Bains-Nord-Grésy et d'Aix-les-Bains-Sud (en remplacement des deux cantons d'Aix-les-Bains et de Grésy-sur-Aix), et le nouveau canton de Chambéry-Est, (détaché des cantons de Chambéry-Nord et de Saint-Alban-Leysse).</i></p> <p>2^e Circonscription : Cantons d'Aime, d'Albertville, de Beaufort, de Bourg-Saint-Maurice, de Bozel, de Grésy-sur-Isère, de Moutiers et d'Ugine. <i>A compter de 1973 la circonscription comprend également les nouveaux cantons d'Albertville-Nord et d'Albertville-Sud, (en remplacement de l'ancien canton d'Albertville).</i></p> <p>3^e Circonscription : Cantons d'Aiguebelle, de Chambéry-Sud, de La Chambre, de Chamoux-sur-Gelon, de Lanslebourg, de Modane, de Montmélian, de La Rochette, de Saint-Jean de Maurienne et de Saint-Michel de Maurienne. <i>A compter de 1973 la circonscription comprend également les nouveaux cantons de Chambéry Sud-Ouest et de La Ravoire, (détachés de l'ancien canton de Chambéry Sud).</i> <i>A compter de 1985 la circonscription comprend également le nouveau canton de Cognin, (détaché des deux cantons de La Motte-Servolex et de La Ravoire).</i></p> <p>Remarque : Les élections de 1986 se déroulent selon le mode proportionnel d'un scrutin de liste départemental.</p>	<p>1^{ère} Circonscription : Cantons d'Alby-sur-Chéran, d'Annecy-Nord, d'Annecy-Sud, de Cruseilles, de Faverges, de Frangy, de Rumilly, de Seyssel, de Thônes et de Thorens-Glières. <i>A compter de 1973 la circonscription comprend également les nouveaux cantons d'Annecy-Centre, d'Annecy-Nord-Est, d'Annecy-Nord-Ouest, d'Annecy, d'Annecy-le-Vieux et de Seynod, (en remplacement des anciens cantons d'Annecy-Nord et d'Annecy-Sud).</i></p> <p>2^e Circonscription : Cantons d'Abondance, du Biot, de Boège, de Douvaine, d'Evian-les-Bains, de Taninges, de Thonon-les-Bains, de Saint-Jeoire en Faucigny et de Samoëns.</p> <p>3^e Circonscription : Cantons d'Annemasse, de Bonneville, de Chamonix-Mont-Blanc, de Cluses, de Reignier, de La Roche-sur-Foron, de Sallanches, de Saint-Julien en Genevois et de Saint-Gervais-les-Bains. <i>A compter de 1973 la circonscription comprend également les nouveaux cantons d'Annemasse-Nord et d'Annemasse-Sud, (en remplacement du canton d'Annemasse), et le nouveau canton de Scionzier.</i></p> <p>Remarque : Les élections de 1986 se déroulent selon le mode proportionnel d'un scrutin de liste départemental.</p>
1986-2009	<p>1^{ère} Circonscription : Cantons d'Aix-les-Bains-Centre, d'Aix-les-Bains-Nord-Grésy, d'Aix-les-Bains-Sud, d'Albens, de Chambéry-Est, de Chambéry-Nord, du Châtelard, des Echelles, de La Motte-Servolex, de Pont-de-Beauvoisin, de Ruffieux de Sain-Alban-Leysse, de Saint-Genix sur Guiers.</p> <p>2^e Circonscription : Cantons d'Aime, d'Albertville-Nord, d'Albertville-Sud, de Beaufort, de Bourg-Saint-Maurice, de Bozel, de Grésy-sur-Isère, de Moutiers, de Saint-Pierre d'Albigny et d'Ugine.</p> <p>3^e Circonscription : Cantons d'Aiguebelle, de Chambéry-Sud, de Chambéry Sud-Ouest, de La Chambre, de Chamoux-sur-Gelon, de Cognin, de Lanslebourg, de Modane, de Montmélian de La Ravoire, de La Rochette, de Saint-Jean de Maurienne et de Saint-Michel de Maurienne.</p>	<p>1^{ère} Circonscription : Cantons d'Annecy-Nord-Ouest, d'Annecy-le-Vieux, de Cruseilles, de Frangy, de Rumilly, de Seyssel et de Thorens-Glières.</p> <p>2^e Circonscription : Cantons d'Alby-sur-Chéran, d'Annecy-Centre, d'Annecy-Nord-Est, de Faverges, de Seynod, de Thônes.</p> <p>3^e Circonscription : Cantons de Bonneville, de Chamonix-Mont-Blanc, de Cluses, de Saint-Gervais-les-Bains, de Sallanches et de Scionzier.</p> <p>4^e Circonscription : Cantons d'Annemasse-Nord, d'Annemasse-Sud, de Reignier, de La Roche-sur-Foron et de Saint-Julien-en-Genevois.</p> <p>5^e Circonscription : Cantons d'Abondance, du Biot, de Boège, de Douvaine, d'Evian-les-Bains, de Saint-Jeoire, de</p>

		<p>Samoëns, de Taninges et de Thonon-les-Bains. <i>A compter de 1997 la circonscription comprend également les nouveaux cantons de Thonon-les-Bains-Est et de Thonon-les-Bains-Ouest, (en remplacement du canton de Thonon-les-Bains).</i></p>
2009	<p>1^{ère} Circonscription : Cantons d'Aix-les-Bains-Centre, d'Aix-les-Bains-Nord-Grésy, d'Aix-les-Bains-Sud, d'Albens, des Echelles, de La Motte-Servolex, du Pont-de-Beauvoisin, de Ruffieux, de Saint-Genix-sur-Guiers et de Yenne.</p> <p>2^e Circonscription : Cantons d'Aime, d'Albertville-Nord, d'Albertville-Sud, de Beaufort, de Bourg-Saint-Maurice, de Bozel, de Moûtiers et d'Ugine</p> <p>3^e Circonscription : Cantons d'Aiguebelle, de La Chambre, de Chamoux-sur-Gelon, de Lanslebourg-Mont-Cenis, de Modane, de Montmélian, de La Ravoire, de La Rochette, de Saint-Jean-de-Maurienne et de Saint-Michel-de-Maurienne.</p> <p>4^e Circonscription : Cantons de Chambéry-Est, de Chambéry-Nord, de Chambéry-Sud, de Chambéry-Sud-Ouest, du Châtelard, de Cognin, de Grésy-sur-Isère, de Saint-Alban-Laysse et de Saint-Pierre-d'Albigny.</p>	<p>1^{ère} Circonscription : Cantons d'Annecy Nord-Ouest, d'Annecy-le-Vieux, de Rumilly et de Thorens-Glières.</p> <p>2^e Circonscription : Cantons d'Alby-sur-Chéran, d'Annecy-Centre, d'Annecy-Nord-Est, de Faverges, de Seynod et de Thônes.</p> <p>3^e Circonscription : Cantons de Boège, de Bonneville, de Cruseilles, de Reignier, de La Roche-sur-Foron et de Saint-Jeoire.</p> <p>4^e Circonscription : Cantons d'Annemasse-Nord, d'Annemasse-Sud, de Frangy, de Saint-Julien-en-Genevois et de Seyssel.</p> <p>5^e Circonscription : Cantons d'Abondance, du Biot, de Douvaine, d'Evian-les-Bains, de Thonon-les-Bains-Est et de Thonon-les-Bains-Ouest.</p> <p>6^e Circonscription : Cantons de Chamonix-Mont-Blanc, de Cluses, de Saint-Gervais-les-Bains, de Sallanches, de Samoëns, de Scionzier et de Taninges.</p>





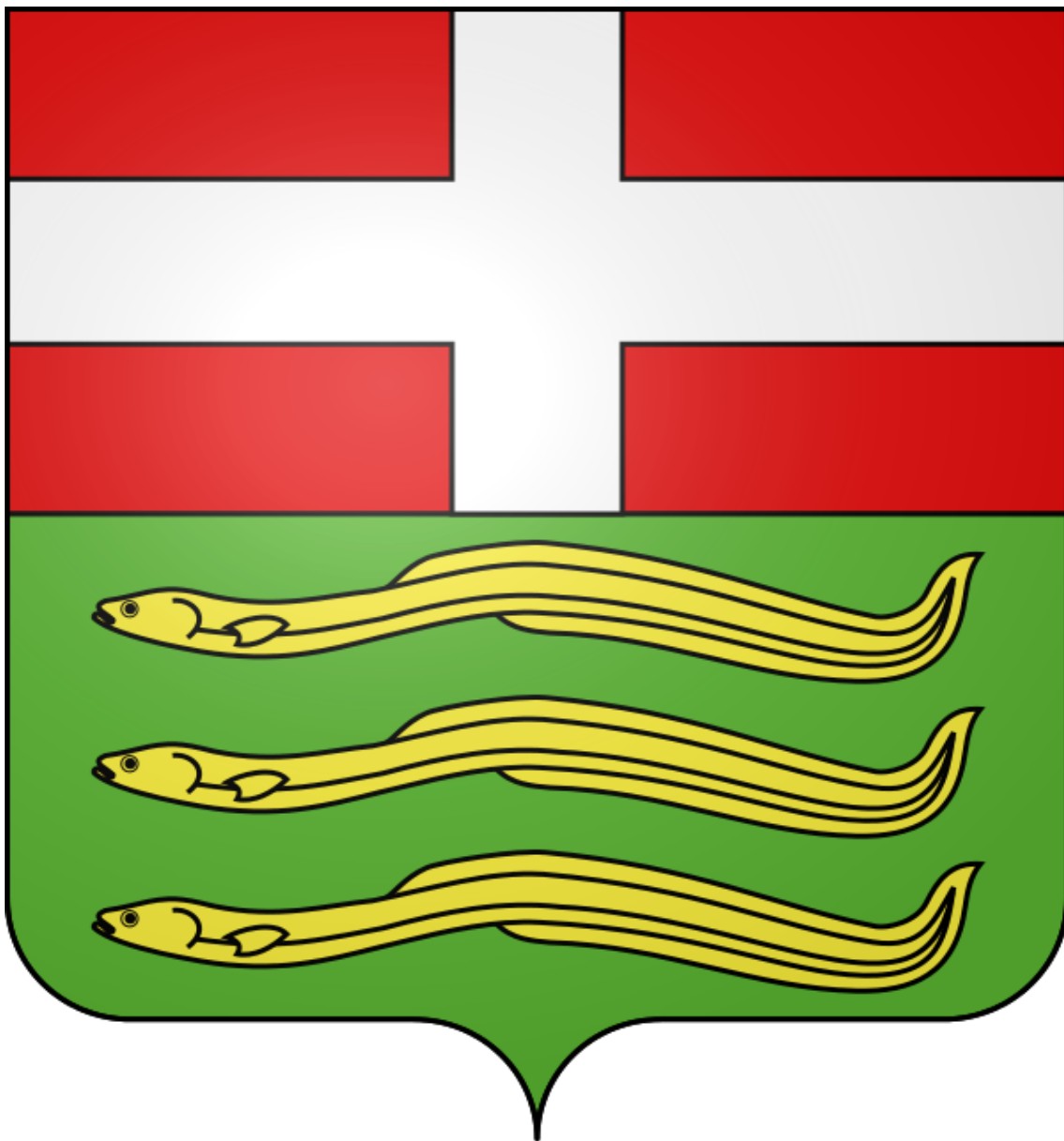
CONSEILLERS GENERAUX
DE SAVOIE



1860-2015



Canton d'AIGUEBELLE



Canton d'élection : Aiguebelle

Grange François



1801 Randens (Savoie) - 1861 Paris (Seine)

Profession : Avocat, propriétaire
Dates de mandats : 1860 - 1861 (1 an)
Sensibilité politique : Conservateur
Maire de Randens

Ses deux fils, Charles et Humbert seront conseillers généraux du canton d'Aiguebelle.



Grange Humbert



1830 Aiguebelle (Savoie) - 1889 Aiguebelle (Savoie)

Profession : Maître de forges, propriétaire
Dates de mandats : 1861 - 1877 (16 ans)
Sensibilité politique : Conservateur
Maire de Randens, député (1872-1876)

Il succède à son père en 1861. Frère de Charles Grange. Il se porte candidat pour succéder à Constantin Viallet, décédé Aidé par le conservateur Alexandry d'Orengiani, il remporte l'élection face à Jacquemoud, conseiller général de Moûtiers. Son élection est contestée, mais finalement validée. Sa candidature a été soutenue par Mgr Alexis Billiet, archevêque de Chambéry, ancien sénateur au temps sarde, qui dans une lettre pastorale n'a pas hésité à menacer de "péché grave ceux qui ne voteraient pas pour" Humbert Grange. A l'Assemblée nationale, il prend place à droite. Il vote favorablement au retour à Paris du Gouvernement. Il est favorable à une démission d'Adolphe Thiers, pour la prorogation des pouvoirs du maréchal Patrice de Mac-Mahon, pour la ministre Albert de Broglie. Il n'est favorable ni à l'amendement Wallon, ni aux lois constitutionnelles. Aux législatives de 1876, il est battu par Jules Horteur. Cette même année, *Le Courrier des Alpes* écrit : "Comme les autres conservateurs M. Grange a succombé ; la majorité des électeurs ne s'est souvenue d'aucune des nombreuses qualités qui faisaient de M. Grange un député fort désirable, même pour un arrondissement plus étendu que celui de Saint-Jean ; la majorité a préféré M. Horteur, imitant en cela les électeurs des autres départements qui, à peu près partout, ont été entraînés par le vent révolutionnaire qui souffle en tempête sur la France. Nous félicitons M. Grange d'avoir fait son devoir ; nous le remercions de toute la peine qu'il s'est donné dans l'intérêt des catholiques et des conservateurs. [...] Que serait devenue cette voix perdue au milieu de la cohue démocratique ?" Humbert Grange remercie ses électeurs en ces termes : "Je remercie les nombreux amis qui ont eu confiance en moi [...] Je remercie aussi les égarés du suffrage universel, plus nombreux encore – qui croient aux promesses, sans consulter les caractères et les actes. Ils m'ont évité une épreuve qui, sans être au-dessus de mon dévouement aux intérêts du pays, pouvait être au-dessus de mes forces". Il termine en rappelant qu'il restera fidèle aux principes conservateurs. L'année suivante, il se présente à nouveau mais une nouvelle fois Jules Horteur l'emporte. En mai 1889, il se jette dans l'Arc, non loin de sa ville natale. Il meurt ainsi à la suite d'un "accès de folie" selon le journal *Le patriote savoisien* qui l'avait soutenu lors des législatives de 1876.

J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Aiguebelle

Balmain Jean, Jacques, Louis, Joseph, **Antoine**



1832 Epierre (Savoie) - 1909 La Ravoire (Savoie)

Profession : Propriétaire

Dates de mandats : 1877 - 1889 (12 ans)

Maire d'Epierre (1864 - 1871)

Il est le frère de Joseph Balmain, conseiller général de Chamoux-sur-Gelon et donc l'oncle de Jacques Balmain, conseiller général de Chamoux-sur-Gelon. En mars 1871, il s'adresse au préfet pour se proposer comme volontaire afin d'aller se battre. Il est capitaine de la 2^e compagnie du 2^e bataillon de la 4^e Légion de la Garde Nationale mobilisée de Savoie. Cette légion aussitôt née à été dissoute, mais Antoine Balmain fait partie des rares Savoyards à s'être portés volontaires pour défendre la République contre les Communards. En 1883, il est élu sans concurrent. Il semble s'être particulièrement intéressé à l'éducation et à la culture. En 1883, il est élu sans concurrent. Il semble s'être particulièrement intéressé à l'éducation et à la culture.

Grange Charles, Benoît



1840 Randens (Savoie) - 1912 Aiguebelle (Savoie)

Profession : Ingénieur civil

Dates de mandats : 1889 - 1895 (6 ans)

Sensibilité politique : Conservateur

Conseiller d'arrondissement (1864-1871)

Frère d'Humbert Grange et fils de François Grange. Il se présente à plusieurs reprises aux élections législatives.

J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963.

Canton d'élection : Aiguebelle

Piot Charles, Jules



1846 Aiguebelle (Savoie) - 1919 Aiguebelle (Savoie)

Profession : Médecin

Dates de mandats : 1895 - 1907 (12 ans)

Sensibilité politique : Républicain (1901-1907), républicain modéré (1901)

Maire, conseiller d'arrondissement

Un document administratif dit qu'il est un "républicain timide, ménageant le parti clérical". Il démissionne du conseil d'arrondissement en 1895, c'est Hector Rey qui lui succède.

Rey Hector



1856 Aiguebelle (Savoie) - 1939 Aiguebelle (Savoie)

Profession : Banquier

Dates de mandats : 1907 - 1931 (24 ans)

Sensibilité politique : Radical (1908), radical-socialiste (1913)

Vice-président du Conseil général : 1920

Maire adjoint d'Aiguebelle (1894 - 1900), maire d'Aiguebelle (1900 - 1920 ; 1926 - 1939), conseiller d'arrondissement (1895-1907)

En 1882, il est instructeur des bataillons scolaires. Il conteste, sans succès, l'élection de Charles Piot. Il lui succède au conseil d'arrondissement. Conseiller municipal d'Aiguebelle pendant plus de quarante-et-un ans. Président du conseil d'arrondissement de Saint-Jean-de-Maurienne (1904-1907). Président de la commission administrative de l'hôpital municipal d'Aiguebelle pendant plus d'un quart de siècle. Président de la section cantonale de l'office des pupilles de la nation depuis sa fondation. Au cours de la Grande Guerre, ses trois fils sont mobilisés, il assure les services de l'administration municipale et se dévoue à toutes les oeuvres de guerre. Dès le début du conflit, il crée à Aiguebelle un hôpital auxiliaire d'une cinquantaine de lits pour les blessés militaires. Cet hôpital a fonctionné pendant plus d'une année et a dû cesser son activité à cause de l'impossibilité d'assurer le service médical.

Officier d'Académie (1906) ; Officier de l'Instruction publique (1912).

Canton d'élection : Aiguebelle

Cordel Maurice



1882 Bonvillaret (Savoie) - 1949 Aiguebelle (Savoie)

Profession : Géomètre-expert puis employé Société Nationale des Chemins de fer Français
Dates de mandats : 1931 - 1940 ; 1945 - 1949 (15 ans)
Sensibilité politique : Section Française de l'Internationale Ouvrière
Maire d'Aiguebelle (1944 - 1949)

Nommé maire d'Aiguebelle. Il a été au conseil municipal de Notre-Dame-de-Briançon avant 1931. En 1931, il est chef de gare à Notre-Dame-de-Briançon. Membre des conseils d'administration de plusieurs sociétés sportives. A combattu la politique de Vichy.
Officier d'Académie (1931) ; Chevalier des palmes académiques

Chatelain Jules, Fernand



1899 Argentine (Savoie) - 1973 Argentine (Savoie)

Profession : Cultivateur
Dates de mandats : 1949 - 1951 (3 ans)
Sensibilité politique : Communiste
Maire d'Argentine

Adhérent du parti communiste dès 1928, il est révoqué en 1940. Durant les années de la Seconde Guerre mondiale, il apporte son soutien à la Résistance, notamment en hébergeant des fugitifs.
Médaille de la Résistance.

Mudry Auguste



1913 Bellentre (Savoie) - 1973 Bellentre (Savoie)

Profession : Manoeuvre dans une mine de charbon puis électricien. Il entre ensuite dans une entreprise chimique.

Dates de mandats : 1951 - 1970 (19 ans)

Sensibilité politique : Communiste

Maire de Bellentre (1947-1973), député (1946-1951; 1956-1958)

Secrétaire de la Confédération Générale des Travailleurs dans l'usine en 1937-1938. Licencié à la fin 1938 suite à une grève nationale contre les accords de Munich. Au début de la Seconde Guerre mondiale, il est interné au Fort-Barraux puis à Saint-Sulpice-la-Pointe. Il s'évade et rejoint le maquis de Villette. Arrêté en mai 1943, il est déporté, mais réussit à s'évader et à rejoindre la Haute-Savoie puis la Savoie où il intègre les Francs-Tireurs et Partisans Français. Homologué lieutenant-colonel des Forces Françaises de l'Intérieur. Il devient ensuite permanent à Paris, chargé des œuvres sociales des Forces Françaises de l'Intérieur. Il est secrétaire de la Fédération Communiste de Savoie lorsqu'il est présenté comme candidat à la deuxième Assemblée Nationale constituante du 2 juin 1946. A cette occasion, il est en second sur la liste d'Union des Gauches qui est conduite par le député sortant Pierre Cot. Le 26 juin 1946, il est nommé membre de la commission de l'équipement national et de la production. Il dépose deux rapports, dont l'un porte sur la loi du 30 novembre 1941 et est relatif à l'aménagement et à l'assainissement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche. Lors de la seconde élection, il entre à la commission de la défense nationale pour une durée de un an. En mars 1950, il est désigné pour être membre de la sous-commission en charge du suivi et de l'appréciation de la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte. Le 27 décembre 1946, il avait été désigné comme juré à la Haute-Cour de justice. A l'Assemblée Nationale, il est un défenseur des intérêts de sa région et il s'intéresse plus particulièrement aux problèmes liés à la production d'électricité et aux grands travaux d'aménagement, mais également aux questions agricoles. En juillet 1949, il dépose une proposition de résolution "invitant le gouvernement à prendre des dispositions pour favoriser la percée d'un tunnel routier sous le Fréjus, afin d'assurer une liaison rapide entre la France et l'Italie". En 1951, après le départ de Pierre Cot pour une circonscription du Rhône, il mène la liste d'Union "républicaine, résistante et antifasciste pour l'indépendance nationale, le pain, la liberté, et la paix, présentée par le Parti Communiste Français et l'Union des Républicains Progressistes". Mais il n'est pas élu. L'année suivante, il se présente, sans succès au Conseil de la République. Après la dissolution de l'Assemblée Nationale par Félix Faure en 1956, il conduit une nouvelle fois une liste. Elu, il retrouve ainsi sa place dans la commission de la production industrielle et fait son entrée à la commission des Territoires d'Outre-Mer. S'intéressant toujours à sa région, il défend les intérêts des sinistrés des inondations de 1957. Il représente le Conseil général au sein du comité départemental Habitat à Loyer Modéré. Président d'honneur de l'Association Nationale des Anciens Combattants et Résistants et de la Fédération Nationale des Déportés et Internés Résistants et Patriotes. Secrétaire départemental du mouvement de la paix. Un monument est inauguré à sa mémoire à Bellentre. Chevalier de la Légion d'honneur. Croix de guerre 1939-1945. Médaille de la Résistance avec ruban (décret 11 juillet 1946). Médaille des évadés (1956).

Canton d'élection : Aiguebelle

Perrier Jean-Baptiste



1924 Argentine (Savoie) -

Profession : Chef de centrale aux Etablissements Mizguier

Dates de mandats : 1970 - 1976 (6 ans)

Sensibilité politique : Parti Socialiste

Maire d'Argentine

Conseiller municipal d'Argentine en 1969, il en devient maire l'année suivante. En 1970, il est président du syndicat intercommunal pour le fonctionnement du Collège d'Enseignement Général du canton d'Aiguebelle. Frère de Paul Perrier, conseiller général du canton de Saint-Jean-de-Maurienne.

Vair René, Jacques, Victor



1929 Faverges (Haute-Savoie) - 1978 Chambéry (Savoie)

Profession : Dessinateur industriel aux aciéries d'Ugine puis secrétaire fédéral du Parti Communiste (1956-1976)

Dates de mandats : 1976 - 1978 (2 ans)

Sensibilité politique : Communiste

Conseiller régional (1976-1978)

Il fut directeur du journal *Allobroges* et conseiller régional.

Canton d'élection : Aiguebelle

Bouvier Alain



1951 Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine) -

Profession : Médecin

Dates de mandats : 1978 - 2008 (30 ans)

Sensibilité politique : Communiste

Maire de Saint-Georges d'Hurtières (1983 - en cours)

Conseiller municipal de Saint-Georges d'Hurtières (1977-1983). Président du Syndicat Intercommunal de Voirie et de collecte du canton d'Aiguebelle. Président du Syndicat Intercommunal de Développement des Potentialités Touristiques des Hurtières. Membre de la Première commission de l'Assemblée des Pays de Savoie (2001-2005).

Lehmann Christiane



1947 Paris (18ème) -

Profession : Retraitée de l'éducation nationale

Dates de mandats : 2008 - en cours

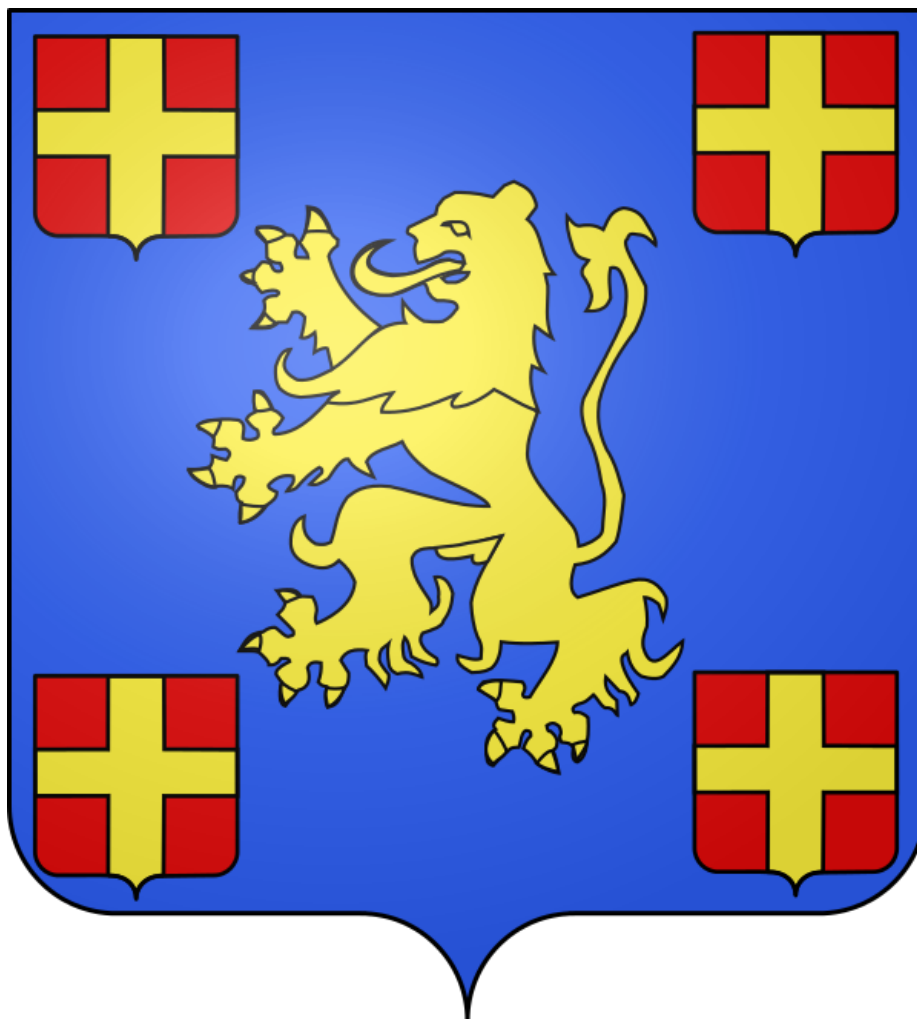
Sensibilité politique : Communiste

Adjointe au maire de Saint-Georges d'Hurtières

Présidente de l'Association Départementale pour l'Information sur le Logement (2011-en cours).
Chevalier des Palmes académiques (2003).



Canton d'AIME



Canton d'élection : Aime

Cordier Michel, François



1802 Villette (Savoie) - 1889 Villette (Savoie)

Profession : Propriétaire, professeur, secrétaire chef des bureaux du gouvernement sarde à Chambéry

Dates de mandats : 1860 - 1870 (10 ans)

Sensibilité politique : Bonapartiste

Maire de Villette

Sa fortune est estimée à 4000 francs. En 1860, il est proposé, sans succès, pour le poste de secrétaire général de la préfecture de Savoie. Considéré en 1867 comme "essentiellement conservateur de couleur religieuse. Dévoué au gouvernement".

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 28 août 1860).

J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963.

Collin François, Martin



1827 Peisey (Savoie) - 1899 Salins-les-Thermes (Savoie)

Profession : Avoué, notaire à Moûtiers

Dates de mandats : 1870 - 1871 (1 an)

Sensibilité politique : Conservateur libéral

Adjoint au maire de Moûtiers, conseiller d'arrondissement

Sa fortune est estimée à 4000 francs. Témoin lors de la naissance de Prosper Montmayeur. Au conseil d'arrondissement, il succède à Auguste Gonthier. En 1871, il est choisi par les conservateurs pour se présenter à la députation.

J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963.

Canton d'élection : Aime

Montmayeur Joseph, **Prosper**



1863 Moûtiers (Savoie) - 1925 Aime (Savoie)

Profession : Clerc d'avoué, notaire

Dates de mandats : 1907 - 1919 (12 ans)

Sensibilité politique : Radical (1913), républicain de gauche (1908)

Maire d'Aime, conseiller d'arrondissement (1902 - 1907)

Dans son acte de naissance, le prénom est orthographié : Prosper. Dans son canton, il est chef du parti républicain. En 1901, il décline la proposition de se faire élire au Conseil général. Au moment de sa naissance, ses parents sont dits domiciliés à Aime mais habitants temporairement à Moûtiers. François-Martin Collin est témoin pour son acte de naissance. Au Conseil général, il œuvre beaucoup pour les réseaux routiers, en permettant la réfection de ponts ou de routes.

Cérutti Marie, **Adrien**



1881 Aime (Savoie) - 1948 Aime (Savoie)

Profession : Il fait ses études de médecine à Lille. Médecin

Dates de mandats : 1919 - 1925 (6 ans)

Sensibilité politique : Conservateur

Maire d'Aime (1935 - 1944)

Après ses études, il revient s'installer en Savoie en 1908. Ancien combattant de 1914-1918, où il est médecin et se distingue par son dévouement. Il se présente en 1931 mais il est battu.

Canton d'élection : Aime

Tardy André



1861 Macot (Savoie) - 1939 Macot (Savoie)

Profession : Agriculteur

Dates de mandats : 1925 - 1931 (6 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Maire de Macot (1903 - 1933)

Conseiller municipal de Macot (1903-1904).

Chevalier (1908) puis officier du Mérite agricole (1914).

Jovet Jean-Marie



1881 Aime (Savoie) - 1950 Aime (Savoie)

Profession : Entrepreneur chauffagiste

Dates de mandats : 1931 - 1940 ; 1945 - 1951 (15 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste

Premier adjoint au maire d'Aime (1926), maire d'Aime (1929 - 1947), conseiller d'arrondissement (1928 - 1931)

Ancien combattant 1914-1918, blessé. Conseiller municipal d'Aime (1921-1926). Il se présente sans succès à l'élection cantonale de 1919. Président de l'association post-scolaire. Délégué cantonal. Président du Sou des écoles laïques d'Aime. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il s'est opposé à la politique de Vichy et a aidé efficacement la Résistance.

Chevalier de la Légion d'honneur (4 février 1949). Croix de guerre, Médaille militaire (1930). Officier d'Académie.

Canton d'élection : Aime

Brunet Alexandre



1895 Granier (Savoie) - 1970 Moûtiers (Savoie)

Profession : Cultivateur-négociant

Dates de mandats : 1951 - 1964 (13 ans)

Sensibilité politique : Proche de l'Union Républicaine et Démocratique

Maire d'Aime (1947 - 1959), conseiller d'arrondissement

Ancien combattant 1914-18, 4 blessures, il est cité à l'ordre de son régiment. Il a combattu sur le front d'Orient. Président de la mutuelle-bétail, du syndicat d'élevage et de la caisse du Crédit Agricole. Président de la Légion des combattants au temps de Vichy. Cela lui vaut, à la Libération, de perdre son mandat de conseiller municipal qu'il occupait depuis 1929.

Chevalier de la Légion d'honneur (1962). Croix de guerre 1914-1918. Chevalier des Palmes académiques. Officier du mérite agricole (1958).

Astier-Perret Marcel



1907 Paris (Seine) - 1988 Dreux (Eure-et-Loire)

Profession : Facteur, rédacteur, sous-chef de bureau, administrateur, inspecteur général aux Postes Télégraphes et Téléphones

Dates de mandats : 1964 - 1976 (12 ans)

Sensibilité politique : Union expansion cantonale

Son père est tué le 14 octobre 1918 et il devient pupille de la Nation. Jusqu'en 1914, il est élevé à Macôt, village d'origine de son père. Il fréquente ensuite l'école Primaire supérieure Turgot à Paris. En 1925, il passe le concours de surnuméraire des Postes Télégraphes et Téléphones, est nommé postier, rédacteur en 1938, sous-chef de bureau en 1944, administrateur en 1946. En 1945 et 1946, il est rapporteur du budget des Postes Télégraphes et Téléphones à l'Assemblée Constituante. En 1963, il est conseiller technique au cabinet Cornut-Gentille puis membre des cabinets Maurice-Bokanowski et Marette. Inspecteur général des Postes Télégraphes et Téléphones, il prend sa retraite en 1974. Conseiller municipal de Macôt.

Officier de la Légion d'honneur (1964). Chevalier du mérite postal.

Canton d'élection : Aime

Jannot Max



1934 Albertville (Savoie) -

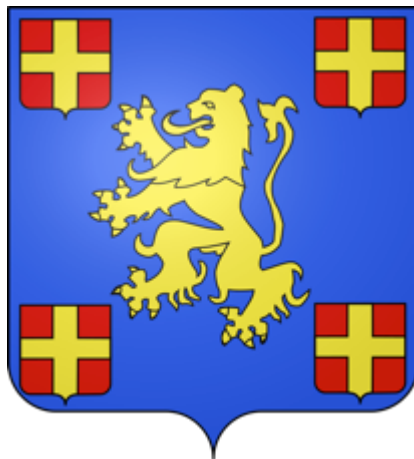
Profession : Pharmacien

Dates de mandats : 1976 - 1982 (6 ans)

Sensibilité politique : Sans Etiquette

Maire d'Aime (1971 - 1982)

Président de la Régie de La Plagne. Vice-président du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples d'Aime. Président de l'Office de tourisme de La Grande Plagne.



Canton d'élection : Aime

Picollet Auguste



1946 Epierre (Savoie) –

Profession : Entrepreneur dans le transport et terrassement, retraité aujourd'hui

Dates de mandats : 1982 - en cours

Sensibilité politique : Non-Inscrit

Vice-président du Conseil général : 1998 - en cours

Maire adjoint d'Albertville (1983 - 1995), maire de Macôt-la-Plagne (2001 - 2008), député (1995 - 1997 ; 2002)

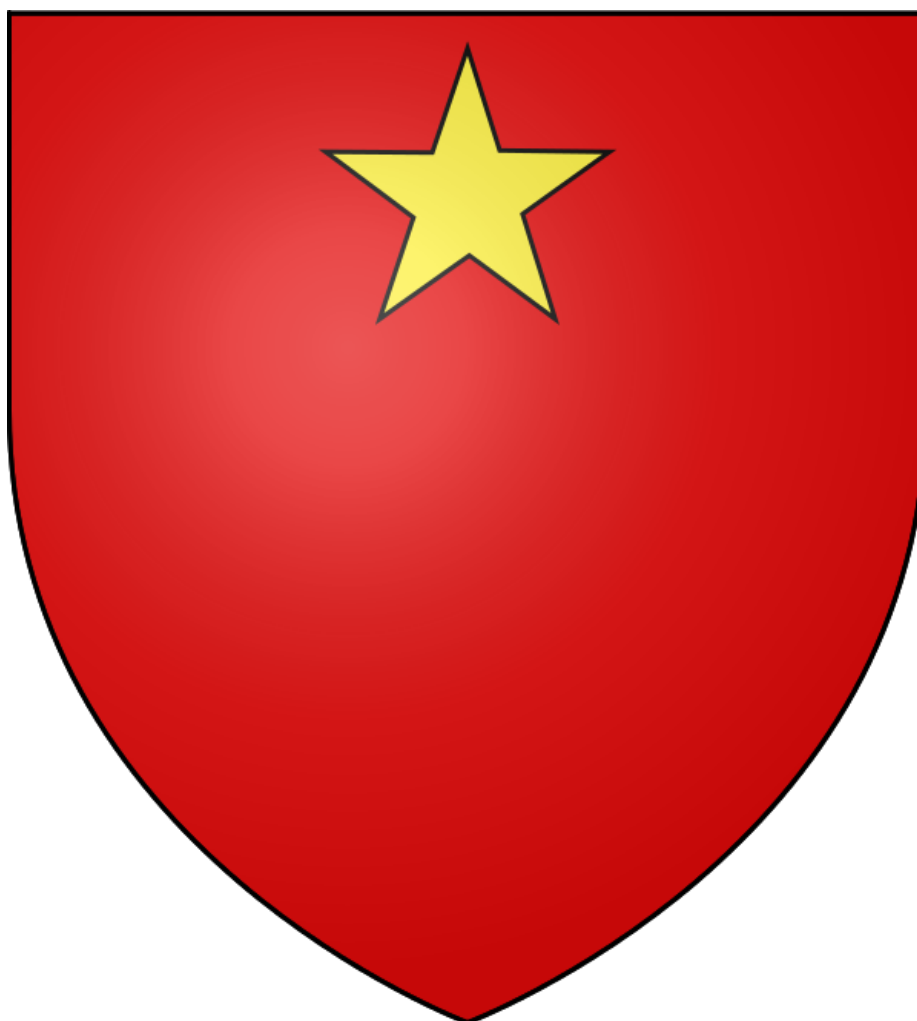
Alors qu'il travaille comme entrepreneur, il rejoint la liste d'Henri Dujol à Albertville. D'abord conseiller municipal d'Albertville (1977-1983), il est ensuite maire-adjoint en charge des travaux et de l'urbanisme (1983-1995). Il devient ensuite conseiller municipal d'Aime (1995-2001). En 2001, il est élu maire de Macôt-la-Plagne et en 2008, il ne se représente pas. Il a été suppléant de Michel Barnier, député, (1978-1986) puis de Pierre Dumas, sénateur (1986-1995), dont il a d'ailleurs été l'assistant parlementaire. Il devient le suppléant d'Hervé Gaymard en 1995. Il devient donc député du 17 août 1995 au 21 avril 1997, dates pendant lesquelles Hervé Gaymard est secrétaire d'Etat. Il siège alors à la commission de la Production et des échanges et à la Mission d'information sur l'avenir de l'industrie automobile. Il est à nouveau son suppléant de 1997 à 2002. Depuis 1990, il est président du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Savoie. Depuis 1998, il est président de l'Agence Savoyarde d'Aménagement de Développement et d'Aide aux Collectivités. Il a été président de l'Association des maires de stations de montagne de Tarentaise, structure qu'il a créé; du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples du canton d'Aime de 1983 à 1995 ; du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région d'Albertville de 1989 à 1995 ; du Syndicat Mixte de Traitement des Déchets Ménagers et Assimilés de 1989 à 1995. De 1992 à 2008, il a été président de la Maison des XVI^e Jeux Olympiques d'Albertville et de la Savoie. Depuis 1998, il est vice-président du Conseil général chargé des routes, avec de forts enjeux pour le développement touristique et la desserte de la Tarentaise.

Chevalier de la Légion d'honneur (2002). Chevalier de l'Ordre national du Mérite (1994). Chevalier du Mérite agricole.



Canton d'AIX-les-BAINS

**Cantons d'Aix-les-Bains-Centre
d'Aix-les-Bains-Nord-Grésy
d'Aix-les-Bains-Sud**



Canton d'élection : Aix-les-Bains

Davat Gaspard



1807 Aix-les-Bains (Savoie) - 1891 Aix-les-Bains (Savoie)

Profession : Médecin

Dates de mandats : 1860 - 1867 (7 ans)

Sensibilité politique : Républicain libéral

Maire-adjoint d'Aix-les-Bains, maire d'Aix-les-Bains (1863-1875)

Médecin des pauvres à partir de 1896. Premier inspecteur adjoint de l'établissement thermal.
Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 13 août 1863).

Bertier Louis-Sébastien



1816 Montcel (Savoie) - 1898 Montcel (Savoie)

Profession : Médecin, adjoint dans un établissement thermal

Dates de mandats : 1867 - 1871 (4 ans)

Sensibilité politique : Conservateur

Maire

Vaccinateur du mandement (puis canton) d'Aix-les-Bains de 1843 à 1863. En 1848, il était lieutenant de la garde nationale et a contribué au maintien de l'ordre dans la ville d'Aix-les-Bains. Nommé capitaine de la compagnie des Pompiers d'Aix-les-Bains en 1852. Conseiller municipal de Montcel (1859), il y est l'un des principaux propriétaires.

Chevalier de la Légion d'honneur (1869).

Canton d'élection : Aix-les-Bains

Degaillon Joseph, **Barthelemi**, Jacques



1820 Aix-les-Bains (Savoie) - 1886 Aix-les-Bains (Savoie)

Profession : Notaire

Dates de mandats : 1871 - 1874 (3 ans)

Sensibilité politique : Conservateur

Petit Joseph



1838 - ?

Profession : Docteur en médecine

Dates de mandats : 1874 - 1886 (12 ans)

Sensibilité politique : Républicain (1880)

Canton d'élection : Aix-les-Bains

Rebaudet Joseph, Claude dit Claudius



1847 Aix-les-Bains (Savoie) - 1924 Lyon (Rhône)

Profession : Propriétaire

Dates de mandats : 1886 - 1908 ; 1910 - 1919 (31 ans)

Sensibilité politique : Radical (1901), républicain de gauche (1908)

Conseiller d'arrondissement (1877 - 1886)

Sergent-major à la 1^{ère} compagnie du 1^{er} bataillon de la Garde Nationale Mobile de Savoie en 1870-1871. Il n'était pas candidat au Conseil général en 1910, mais est tout de même réélu. Conseiller municipal d'Aix-les-Bains (1874-1908 ; 1912-1919). Président du comice agricole depuis sa création. Membre de la commission des hospices pendant plus d'un quart de siècle. Fondateur du Sou des écoles en 1879, il en devient président en 1883. Membre du comité de patronage des écoles laïques d'Aix-les-Bains. Président de la commission de statistique du canton d'Aix-les-Bains depuis sa création. Fondateur de la société horto-agricole d'Aix-les-Bains. Proposé à la Médaille militaire après la campagne qu'il mène dans le bataillon des mobiles de Savoie en 1870-1871.

Chevalier de la Légion d'honneur

Gimet François Sylvestre



1846 Gadagne (act. Châteauneuf-de-Gadagne ; Vaucluse) - ?

Profession : Juge de paix et propriétaire

Dates de mandats : 1908 - 1910 (2 ans)

Sensibilité politique : Radical (1908)

Maire d'Aix-les-Bains (1892 - 1900), conseiller d'arrondissement

Deuxième adjoint du maire d'Aix-les-Bains. En 1908, il est souligné que les "réactionnaires ont voté pour M. Gimet en vue de faire échec à M. Reinach, député, qui était favorable à la candidature de M. Rey son concurrent également radical".

Canton d'élection : Aix-les-Bains

Navarro Philippe



1881 Mascara (Oran, Algérie) - 1934 Algérie

Profession : Agent des Postes Télégraphes et Téléphones

Dates de mandats : 1919 - 1928 (9 ans)

Sensibilité politique : Républicain-socialiste (1922)

Maire d'Aix-les-Bains (1919 - 1927)

Révoqué des Postes Télégraphes et Téléphones pour des accusations portées contre le chef du service algérien de la même administration en 1911. Exclu du parti radical socialiste en juillet 1914 pour avoir traité Théodore Reinach "d'immonde juif millionnaire". S'est présenté deux fois aux législatives mais n'a pas été élu. Maire de la cité thermale, il est conscient du rôle joué par les Britanniques et il souhaite que les gouvernements français et anglais entreprennent la construction d'un tunnel sous la Manche.

Chevalier de la Légion d'honneur (1919). Croix de guerre 1914-1918.

Gaillard François



1881 Aix-les-Bains (Savoie) - 1963 Aix-les-Bains (Savoie)

Profession : Etudiant en médecine à Lyon puis interne à Saint-Etienne. Chirurgien.

Dates de mandats : 1928-1940 ; 1945-1949 (16 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste (1945)

Adjoint au maire d'Aix-les-Bains, maire d'Aix-les-Bains (1945 - 1946, démission).

Lieutenant-médecin au cours de la guerre 1914-1918. Président du comice agricole du canton d'Aix-les-Bains. Conseiller municipal d'Aix-les-Bains de 1913 à 1941 (révoqué par Vichy), il fournit de faux certificats médicaux aux requis du Service du Travail Obligatoire. Arrêté par deux fois, notamment par la Gestapo. Nommé maire d'Aix-les-Bains (1945-1946). Vice-président de la Fédération Radicale de Savoie en 1949. Président du comité cantonal d'action laïque. Créateur d'un service de chirurgie aux hospices civils d'Aix-les-Bains, il en est titulaire pendant quarante ans.

Officier de la Légion d'honneur (au titre de la Santé publique). Croix de guerre 1914-1918. Chevalier du Mérite agricole. Chevalier de la couronne d'Italie.

Canton d'élection : Aix-les-Bains

Mollex Gaston



1906 Corbonod (Ain) - 1972

Profession : Etudes d'architecture à l'Ecole des Travaux Publics de Paris, crée une entreprise de travaux publics

Dates de mandats : 1949 - 1963 (14 ans)

Sensibilité politique : RGR (1949). Indépendant (n'adhère ni ne milite dans aucun parti), Indépendant total (1955)

Vice-président du Conseil général : 1951-1962

Maire de Brison-Saint-Innocent (1944 - 1963, démission)

Membre de la Chambre de Commerce, président du syndicat des entrepreneurs.

Chevalier de la Légion d'honneur au titre des travaux publics (1954). Chevalier des Palmes académiques.

Grosjean André



1926 Saint-Sylvestre (Haute-Savoie) -

Profession : Directeur de société

Dates de mandats : 1963 - 1983 (20 ans)

Sensibilité politique : Union pour la Défense de la République, Rassemblement Pour la République

Vice-président du Conseil général : 1982

Maire de Mouxy (1953 - 1961), maire d'Aix-les-Bains (1969 - 1985 ; 1995 - 2001)

Secrétaire du conseil général (1979-1985). Président de l'Association des maires du canton d'Aix-les-Bains. Il doit quitter son mandat en septembre 1983 pour des raisons judiciaires.

Chevalier de l'ordre national du Mérite. Chevalier des Palmes académiques.

Canton d'élection : Aix-les-Bains (1983-1985) puis Aix-les-Bains-Centre (1985-1992 ; 1993-1998)

Moucot Jacques



1926 Marseille (Bouches-du-Rhône) -

Profession : Ancien élève de l'école des Mines de Saint-Etienne, ingénieur

Dates de mandats : 1983 - 1992 ; 1993 - 1998 (14 ans)

Sensibilité politique : Divers Droite, Union pour la Savoie

Premier adjoint au maire d'Aix-les-Bains (1989 - 1995)

Il a fait partie des Forces Françaises de l'Intérieur en 1944. Conseiller municipal d'Aix-les-Bains (1971 - 1995). Président du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement. Il est élu au Conseil général la première fois en décembre 1983 (au 1^{er} tour), à l'occasion d'une élection partielle suite à la démission d'André Grosjean. En 1985, il est le premier conseiller général du nouveau canton d'Aix-les-Bains-centre et le reste jusqu'en 1992, date à laquelle il ne se représente pas, mais il revient l'année suivante pour succéder à Gratien Ferrari.

Canton d'élection : Aix-les-Bains Centre

Ferrari Gratien



1935 Aix-les-Bains (Savoie) –

Profession : Principal de collège

Dates de mandats : 1992 - 1993 (1 an)

Sensibilité politique : Union pour la Démocratie Française – Parti Républicain

Adjoint au maire d'Aix-les-Bains (1977 - 1983), maire d'Aix-les-Bains (1984 - 1995),
député (1986 - 1988 ; 1993 - 1997), conseiller régional

Conseiller municipal d'Aix-les-Bains (1971-1977).

Chevalier des Palmes académiques.

Dord Dominique



1959 Chambéry (Savoie) -

Profession : Diplômé de l'Institut Supérieur des Affaires (Jouy-en-Josas), Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées de Droit des affaires et fiscalité, diplôme de juriste conseil en entreprise, gérant de société

Dates de mandats : 1998 - 2001 (3 ans)

Sensibilité politique : Union pour la Démocratie Française

Vice-président du Conseil général : 1998 - 2001

Maire d'Aix-les-Bains (2001 - en cours), député (1997 - en cours), conseiller régional (1992 - 1998)

Attaché parlementaire de Michel Barnier (1984-1985). Il travaille, comme directeur export dans le groupe L'OREAL, de 1985 à 1987, avant d'intégrer Sciences Com à Nantes où il reste jusqu'en 1988 en tant que directeur. Directeur de marques à l'export de produits cosmétiques pour l'Europe et le Proche-Orient. L'année suivante, il devient directeur de la communication du conseil régional présidé par Charles Millon, alors ministre, et il occupe cette fonction jusqu'en 1991. A cette date, il fonde une agence de publicité. De 1992 à 1998, il est président de France Neige International. Président de la communauté d'agglomération du Lac du Bourget. Conseiller municipal de Chambéry (1995-1998). Conseiller municipal d'Aix-les-Bains (2001-2008). Membre de la commission des affaires sociales à l'Assemblée Nationale. Membre de nombreux groupes d'études parmi lesquels, nous pouvons citer : Artisanat et métiers d'art ; Chasse et territoires ; Climatisme et thermalisme ; Droits de l'enfant et de l'adolescent et protection de la jeunesse ; Economie sociale et solidaire ; Energies ; Enjeux du vieillissement ; Gaz de schiste ; Industrie de défense ; Intégration des personnes handicapées ; Montagne ; Patrimoine ; Pénibilité du travail, santé au travail et maladies professionnelles ; Politique de l'eau ; Politiques de la ruralité ; Protection et développement du littoral ; Pêche de loisir et protection du milieu aquatique ; République et religions ; Réserve citoyenne ; Responsabilité sociale des entreprises ; Santé environnementale ; Sida ; Tourisme ; Viticulture. Ancien Secrétaire-général adjoint de l'Union pour un Mouvement Populaire. Ancien secrétaire national de l'Union pour un Mouvement Populaire chargé des personnes âgées. Vice-président de l'Union pour un Mouvement Populaire à l'Assemblée Nationale de 2002 à 2007. En 2002, il devient l'un des conseillers de Jean-Pierre Raffarin, alors Premier ministre. Il succède à Eric Woerth comme trésorier de l'Union pour un Mouvement Populaire (2010). Il a également travaillé auprès d'Alain Madelin sur les questions économiques et sociales. Colonel de la réserve citoyenne (13^{ème} Bataillon de Chasseurs Alpins).

Canton d'élection : Aix-les-Bains-Centre

Loiseau Jean-Claude



1953 Cherbourg (Manche) -

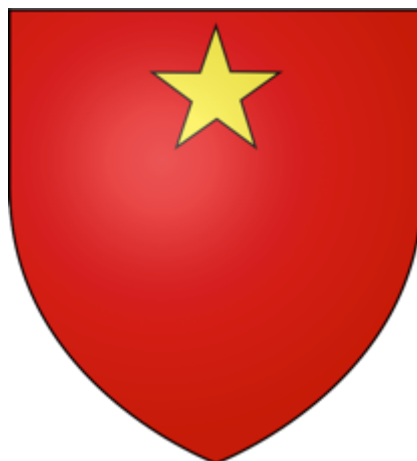
Profession : Commissaire-priseur judiciaire, président de la chambre de discipline des CP Lyon SE, expert judiciaire, officier public et ministériel

Dates de mandats : 2001 - en cours

Sensibilité politique : Rassemblement Pour la République, Union pour la Savoie (2004), Union pour un Mouvement Populaire

Maire de Tresserve (1989 - en cours)

Président de la Commission Locale d'Insertion d'Aix les Bains. Depuis 2008, il est 1^{er} Vice président de la Communauté d'Agglomération du Lac du Bourget, en charge des questions touristiques, puis en charge des dossiers stratégiques. Vice-président du Syndicat Intercommunal du Lac du Bourget en 1989 puis de la communauté de communes du lac du Bourget (en cours).



Canton d'élection : Aix-les-Bains-Nord-Grésy

Adam Maurice, Jean



1931 Les Echelles (Savoie) –

Profession : Fait ses études à Grenoble, travaille dans le secteur bancaire avant de devenir directeur adjoint de banque

Dates de mandats : 1985 - 1998 (13 ans)

Sensibilité politique : Non Inscrit, Union pour la Savoie (1985), Rassemblement Pour la République (1992)

Après avoir été élève des conservatoires de Chambéry, de Grenoble et de Lyon, il entre dans une harmonie à l'âge de douze ans. Il assure dès le début des années 1960 la direction de l'harmonie municipale de Moûtiers, après avoir dirigé celle des Echelles au début des années 1950. C'est à Moûtiers qu'il crée l'école de musique. En 1961, il est président de la fédération musicale de Savoie puis en 1976, il devient président de la fédération musicale Rhône-Alpes et l'année suivante, il est président de l'Association Départementale de Diffusion et d'Initiation de la Musique en Savoie. Très engagé dans le milieu musical il devient président de la Confédération Internationale des Sociétés musicales. Conseiller municipal de Moûtiers (1971-1977) puis d'Aix-les-Bains (1977-1995).

Chevalier de la Légion d'honneur (1998). Chevalier de l'Ordre national du Mérite (1982). Chevalier des Palmes académiques (1973). Chevalier des Arts et des Lettres (1982).

Clerc Robert



1949 Aix-les-Bains (Savoie) –

Profession : Cadre technique

Dates de mandats : 1998 - en cours

Sensibilité politique : Divers Droite, Union pour la Savoie

Vice-président du Conseil général : 2002 - en cours

Maire de Grésy-sur-Aix (1993 - en cours)

Membre du comité d'administration de l'Assemblée des Pays de Savoie. Président du Syndicat Départemental d'Energie de la Savoie (1996-en cours). Président de la société d'aménagement de la Savoie (2000 - en cours). Président de l'Office Public d'Aménagement et de Construction de la Savoie (2008-2011) puis vice-président (2011-en cours). A été Président de l'Association Départementale d'Information sur le Logement.

Canton d'élection : Aix-les-Bains-Sud

Calloud Jean-Paul



1957 Aix-les-Bains (Savoie) –

Profession : Maîtrise de droit privé, avocat. Bâtonnier de l'ordre des avocats de Chambéry (2012)

Dates de mandats : 1992 - 2004 (12 ans)

Sensibilité politique : Parti Socialiste

Député (1989 - 1993)

Conseiller municipal d'Aix-les-Bains. Suppléant du député Louis Besson, il devient député lorsque celui-ci est appelé au Gouvernement. Conseiller municipal d'Aix-les-Bains (1983-1995). Membre de section du comité Economique et Social. Il est élu, en 2012, bâtonnier de l'ordre des avocats.

Canton d'élection : Aix-les-Bains-Sud

Sarzier Jean-Louis



1947 L'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse) –

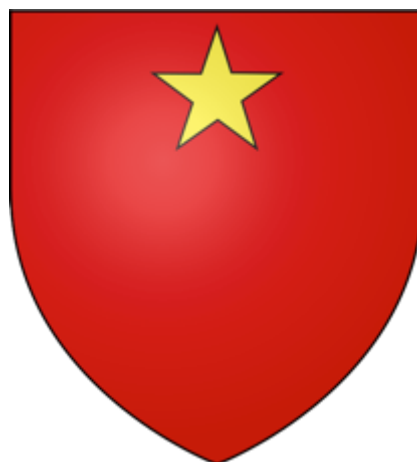
Profession : Retraité Société Nationale des Chemins de fer Français

Dates de mandats : 2004 - en cours

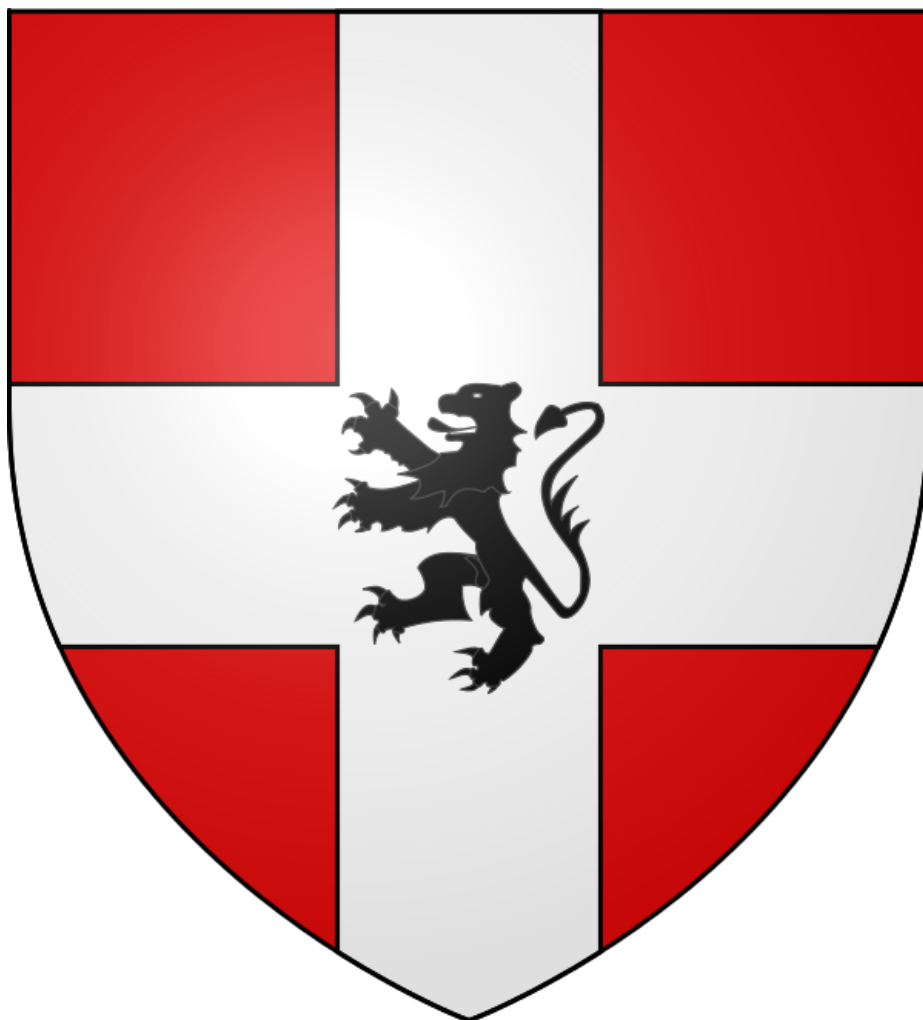
Sensibilité politique : Divers Gauche

Premier adjoint au maire de Drumettaz-Clarafond (1995 - 2008), maire de Drumettaz-Clarafond (2008 - 2014)

Membre du comité d'administration de l'Assemblée des Pays de Savoie. Conseiller municipal de Drumettaz-Clarafond (1989-1995). Président de Savoie Hexapôle. Membre du bureau de la communauté d'agglomération du Lac du Bourget. Membre du comité directeur de l'Union des Conseillers Généraux de France.



Canton d'ALBENS¹¹



¹¹ La commune d'Albens n'ayant pas d'armoiries, le blason retenu est l'un de ceux proposés pour la province historique dite de « Savoie Propre » ou « Savoie Ducale ».

Mollard Félix, Philibert



© Musée d'Art et d'Histoire de Chambéry

1801 Albens (Savoie) - 1873 Chambéry (Savoie)

Profession : Général de division, aide de camp de l'Empereur

Dates de mandats : 1860 - 1871 (11 ans)

Sensibilité politique : Bonapartiste

Sénateur (1866 -1870)

Issu d'une famille de cultivateurs, son père meurt en 1803 et peu après sa mère doit vendre les parcelles de la propriété. Philibert Mollard, attaché à la terre de ses aïeux, rachètera diverses parcelles de l'ancienne ferme et y fera construire sa résidence. Le 1^{er} mai 1819, il débute sa carrière comme cadet aux Gardes du Corps du Roi de Sardaigne. En 1822, il est nommé sous-lieutenant aux Gardes avant de rejoindre la Brigade d'Acqui. Il semble avoir été remarqué rapidement pour son aptitude au commandement. Lors de la naissance de son filleul Félix Canet, il est "capitaine au régiment de Savoie", poste qu'il occupe depuis 1834 au sein du 1^{er} régiment de la Brigade de Savoie. Le 11 novembre 1848, il est nommé colonel et affecté au 17^{ème} Régiment d'Infanterie après avoir servi, au cours de la campagne, au 5^{ème} Régiment d'Infanterie. Lors de la guerre de Crimée, il commande une brigade de la 2^{ème} division, aux ordres du général de la Marmora. Le 1^{er} août 1855, il est major-général. Quinze jours plus tard, il participe à la bataille de Traktir ou encore de la Tchernaiâ. Il est d'ailleurs récompensé pour son comportement en recevant une mention honorable pour "s'être distingué à la bataille de Tchernaiâ le 16 août 1855". Peu après, il est nommé chevalier de la Légion d'honneur par Napoléon III alors que le roi de Sardaigne le fait commandeur de l'Ordre militaire de Savoie. Le 26 juin 1856, il devient commandant de la brigade de Coni. Le 30 octobre 1857, il est le commandant de la brigade de Piémont qui est stationnée à Turin. C'est avec elle qu'il débute la campagne d'Italie en 1859. Le 10 juin 1859, le major-général qu'il est prend la tête de la 3^{ème} division. Lors de la bataille de San Marino, alors qu'il reçoit l'ordre du roi de "l'impérieuse nécessité de vaincre", il commande trois brigades soit vingt-sept bataillons, ce qui représente près de quinze mille hommes. Au lendemain de cette victoire, il est fêté en héros. Il est nommé lieutenant-général par le roi. Lui, dont l'épouse était originaire de l'autre côté des Alpes, fait un choix qui peut surprendre puisqu'il est l'un des rares officiers à faire le choix de la France en 1860. Par exemple, son frère François, également général, préférera l'Italie. Le 17 juin 1860, le roi de Sardaigne accepte sa démission de l'armée. Le 4 août 1860, il est admis dans la première section du cadre de l'Etat-Major général de l'armée française avec le grade de général de division. Il demande le service actif, mais devient finalement aide de camp de l'Empereur Napoléon III. Il est nommé inspecteur général d'infanterie pour l'année 1861. Nommé sénateur en 1866, il se retrouve seul candidat aux cantonales de 1867. En 1870, il demande à reprendre du service actif, mais il reçoit de Napoléon III le "service de garde et d'honneur auprès de l'Impératrice". En 1960, une plaque est inaugurée sur la façade de la mairie en présence d'un détachement du 27^{ème} Bataillon de Chasseurs Alpins. Contrairement à ce qui est indiqué dans le dictionnaire des parlementaires de Cougny et Robert, il n'est pas mort à Nice (Alpes-Maritimes) ; il est bien décédé à Chambéry où ses obsèques sont célébrées avant l'inhumation au cimetière de sa ville natale.

Grand-Officier de la Légion d'honneur. Grand croix des Saints Maurice et Lazare. Grand-croix de l'ordre néerlandais de la Couronne de Chine. Grand Officier de l'Ordre militaire de Savoie. Grand officier de l'ordre de la Couronne d'Italie.

Bordeaux (général), *Le Général Mollard, aide de camp de l'empereur (1801-1873)*, Chambéry, 1926 ; Heyries (H.), *Les militaires savoyards et niçois entre deux patries, 1848-1871*, Montpellier, 2001 ; C. Sorrel, P. Guichonnet (dir.), *La Savoie et l'Europe, 1860-2010*, Montmélian, 2010 ; Billiez (Henri), "Le général Philibert Mollard : une destinée hors du commun", in *Arts et mémoire, La lettre d'Arts et Mémoires*, N° 58, mars 2010.

Canton d'élection : Albens

Rosset Claudius, Amédée



1841 Albens (Savoie) - 1911 Chambéry (Savoie)

Profession : Avocat

Dates de mandats : 1871 - 1877 (6 ans)

Vice-président du conseil général : 1873

Il obtient la mention honorable pour le droit romain. Bâtonnier de l'ordre des avocats de Chambéry (1881-1882). Son fils, Jules, sera conseiller général du canton d'Albens.



Canton d'élection : Albens

Canet Félix



1837 Albens (Savoie) - 1911 Albens (Savoie)

Profession : Banquier, clerc de notaire

Dates de mandats : 1877 - 1901 ; 1907 - 1911 (27 ans)

Sensibilité politique : Bonapartiste sous l'Empire, Républicain (1883), Républicain modéré (1901), Républicain de gauche (1908)

Adjoint au maire d'Albens (1864 - 1865), maire d'Albens (1865 - 1905), député (1898 - 1902)

"Catholique pratiquant hostile au cléricisme, [il] rejoint les rangs républicains dès l'Empire" (C. Sorrel). Capitaine de la Compagnie des pompiers d'Albens (1861-1864). Conseiller municipal d'Albens de 1864 à 1911. Membre de la Commission départementale en 1880, il en devient président en 1894. Filleul de Félix-Philibert Mollard à qui il succède au Conseil général, comme son propre fils, Constant, lui succèdera à lui-même. Il est le neveu par alliance du député Jules Horteur et le beau-frère d'Alexandre Orsat, conseiller général du canton de Taninges (1870-1871). Il siège à la commission de la législation fiscale et il est à l'origine de quelques rapports sur les opérations électorales. En 1898, il est choisi par le congrès républicain de la circonscription de Chambéry-Nord pour être son représentant à la Chambre. En 1902, il décide de ne pas se représenter à la députation. Il n'a pris part à aucun débat lors de son mandat à l'Assemblée Nationale. Dans une profession de foi, il déclare : "Républicain sous l'empire, sous l'ordre moral, adversaire du boulangisme, j'ai toujours suivi le même programme. Défenseur énergique des droits du pouvoir civil, adversaire constant et résolu du cléricisme, que je ne confonds pas avec la religion, j'estime que la neutralité religieuse de l'Etat, rassure les consciences, fait régner la tolérance et garantit la paix intérieure. Je veux le maintien intégral des lois républicaines, des lois intangibles, des lois militaire et scolaire. Je suis partisan de toutes les économies ne nuisant pas à la défense nationale, de l'encouragement à l'agriculture, du développement du commerce et de l'industrie, de la décentralisation administrative, de la stabilité gouvernementale. C'est le programme d'un vieux républicain assez honnête pour ne prendre que les engagements qu'il pourra tenir".

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 19 juillet 1897). Officier d'Académie.

C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Albens

Rosset Jules, François



1873 Chambéry (Savoie) - 1942

Profession : Docteur en droit, avocat à Chambéry

Dates de mandats : 1901 - 1907 (6 ans)

Sensibilité politique : Nationaliste (1901), Réactionnaire (1905), il se dit "Républicain libéral"

Engagé volontaire en 1893 pour trois ans au 97^{ème} Régiment d'Infanterie. Il fait appliquer la loi du 24 avril 1906 sur la protection des sites et monuments naturels de caractère artistique. Ancien combattant de la Grande Guerre. Fils de Claudius, Amédée Rosset, conseiller général d'Albens de 1871 à 1877.

Canet Constant



1869 Albens (Savoie) - 1952 Paris (Seine)

Profession : Procureur de la République

Dates de mandats : 1911 - 1931 (20 ans)

Sensibilité politique : Radical

Il se lance dans la politique après le décès de son père à qui il succède au Conseil général. En tant que conseiller, il est à l'origine de la création des postes de dactylographes dans les deux sous-préfectures savoyardes, en même temps qu'il s'occupe de la location de la prison de Saint-Jean-de-Maurienne au Génie ou encore de la vente aux enchères de la prison de Moûtiers.

Canton d'élection : Albens

Montillet Jean-Marie



1884 Albens (Savoie) - 1960 Albens (Savoie)

Profession : Géomètre-expert

Dates de mandats : 1931 - 1940 ; 1945 - 1951 (15 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste

Maire adjoint d'Albens (1945), maire d'Albens (1928 - 1939)

Conseiller municipal d'Albens de 1919 à 1928. Il est adjoint au maire à la Libération.
Officier de l'Instruction publique. Chevalier du Mérite agricole.

Philippe Léon, François



1914 Albens (Savoie) - 1982 Albens (Savoie)

Profession : Négociant en quincaillerie

Dates de mandats : 1951 - 1970 (19 ans)

Sensibilité politique : Indépendant

Maire-adjoint d'Albens

Ancien combattant 1939-40, prisonnier de guerre (1940-1945). Président de l'association des anciens combattants du canton. Membre du comité directeur des prisonniers de guerre.

Canton d'élection : Albens

Mathieu Marcel



1933 Saint-Ours (Savoie) -

Profession : Transports et Travaux publics
Dates de mandats : 1970 - 1976 (6 ans)
Sensibilité politique : Union pour la Défense de la République
Maire de Saint-Ours (1963 - 2001)

Délégué cantonal

Giroud Claude



1946 Annecy (Haute-Savoie) -

Profession : Fait ses études à Grenoble, notamment à l'Institut d'Etudes Politiques puis à la faculté de droit et à l'école de notariat de Lyon, aux facultés de Clermont-Ferrand, Paris-Dauphine et Aix-en-Provence, diplôme d'études supérieures de sciences politiques, d'urbanisme, de gestion de patrimoine et de droit fiscal. Notaire.

Dates de mandats : 1976 - en cours

Sensibilité politique : Sans Etiquette, Centre des Démocrates Sociaux (1982), Union pour la Savoie (1994), Union pour un Mouvement Populaire

Vice-président du Conseil général : 1998 - en cours

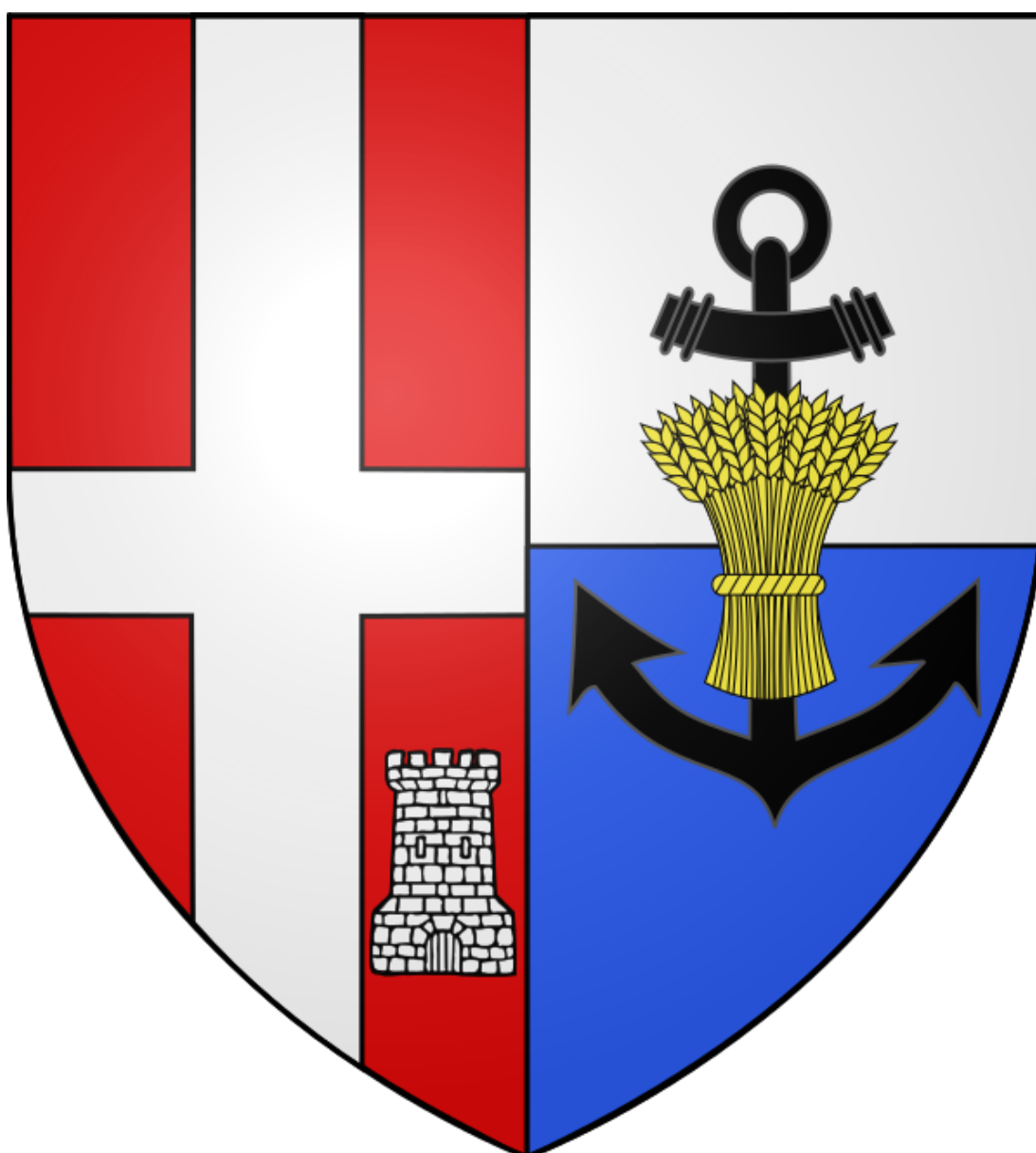
Maire d'Albens (1977 - en cours)

En 2008, il préside le groupe de la majorité départementale, l'Union pour la Savoie. Vice-président de la communauté de communes du canton d'Albens depuis sa création. Député suppléant de Dominique Dord (1997-en cours). Président de l'association des maires de l'arrondissement de Chambéry (2001-en cours). Président de l'Office Public d'Aménagement et de Construction de Savoie (2004-2008). Chevalier de la Légion d'honneur (2002).



Canton d'ALBERTVILLE

Cantons d'Albertville-Nord
d'Albertville-Sud



Canton d'élection : Albertville

Perrier de La Bathie, René



1833 Conflans (Savoie) - 1886 Chambéry (Savoie)

Profession : Il entre au barreau de Chambéry en 1854 et est inscrit au tableau en 1857. Quatre fois bâtonnier, presque constamment membre du conseil de l'ordre, clerc puis associé de Greyfié de Bellecombe. Il est juge adjoint près le tribunal de Moûtiers par décret du 13 janvier 1856. Il est transféré avec la même qualité à Annecy par décret du 3 mars 1857. Il est mis en expectative sur sa demande par décret du 26 avril 1857.

Dates de mandats : 1860 - 1871 (11 ans)

Sensibilité politique : Conservateur

Il se présente aux législatives de 1876 mais n'est pas élu. Il n'a approché la majorité que dans le canton d'Ugine. A ce moment, il est considéré comme appartenant à la "droite catholique". Son fils, Henri, sera botaniste et travaillera beaucoup sur Madagascar. Ses travaux sont d'ailleurs encore aujourd'hui utilisés. Une salle du muséum d'histoire naturelle de Paris porte son nom.

L. Pillet, *Histoire du barreau de Chambéry*, Chambéry, Imprimerie Savoisiennne, 1894 ; L. Morand, "Nécrologie de M. René Perrier de la Bathie", in *Académie de Savoie (I)*, vol. 2, 1887, p. XLII-XLIII ; F. Descotes, *Maître Perrier de la Bâthie*, Chambéry, Imprimerie Savoisiennne, Jacquelin et Cie, 1886.

Rey François, Marie, Nicolas



1827 Annecy (Haute-Savoie) - 1884 Albertville (Savoie)

Profession : Banquier

Dates de mandats : 1871 - 1884 (13 ans)

Sensibilité politique : Républicain (1880)

Maire d'Albertville (1870 - 1882)

Sa fortune est estimée à 5000 francs. En 1882, il démissionne de son poste de maire. Officier d'Académie.

Gravin François



1845 Albertville (Savoie) - 1921 Meyzieu (Isère)

Profession : Négociant

Dates de mandats : 1884 - 1910 (26 ans)

Sensibilité politique : Radical (1901, 1905, 1908)

Vice-président du Conseil général : 1889 - 1908

Adjoint au maire d'Albertville (1882), maire d'Albertville (1884 - 1896 ; 1898 - 1904 ; 1912 - 1919), sénateur (1891-1920)

Il fait ses débuts dans la politique sous le Second Empire en militant dans les rangs des républicains. Il est élu conseiller municipal d'Albertville en 1878 puis en avril 1882, il devient maire adjoint de la cité. En tant que maire d'Albertville, il œuvre à la modernisation de la cité, tout en privilégiant la politique scolaire. Il entretient de très bons rapports avec l'administration. Neveu de Pierre Blanc, député d'Albertville (1876-1898). En 1896, il décide de ne pas se représenter à la mairie d'Albertville pour " tenir compte du recul des radicaux face aux modérés ". Cependant, deux ans plus tard, il se présente de nouveau à la mairie et il est élu. En 1891, il se présente à la succession de Carquet au Sénat et il est élu. Il est secrétaire du Sénat en 1910 et 1911, mais malgré tout ses interventions sont peu nombreuses. Au Sénat, il s'est principalement préoccupé, des intérêts des classes laborieuses, notamment en votant pour les lois susceptibles d'améliorer le sort des travailleurs. Il s'est également prononcé pour le maintien des lois militaires et scolaires, pour une répartition plus équitable de l'impôt, pour la protection de l'agriculture et de l'industrie. Il se retire de la vie politique après la fin de la Première Guerre mondiale où il perdit l'un de ses fils, décédé des suites d'une maladie contractée en service. Dans la même période, il perdit également une fille.

C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, Montmélian, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Albertville

Sondaz Joseph, Marie, Barthelemy, Paul



1873 Brides-les-Bains (Savoie) - 1929 Lyon (Rhône)

Profession : Docteur en médecine

Dates de mandats : 1910 - 1919 (9 ans)

Sensibilité politique : Radical

En 1913, le préfet écrit à son propos : "au début de son mandat, (il) affirmait en toute occasion ses tendances républicaines, se tient depuis quelques temps en marge de la politique républicaine et à l'écart de l'administration". Cette attitude semble déplaire à bon nombre de ses confrères. Au cours de la Grande Guerre, il est médecin chef de l'hôpital de convalescents de Rumilly avant d'être affecté dans une formation sanitaire à Lyon. En 1919, il se retire au second tour.

Chevalier de la Légion d'honneur.

Milliand Louis



1871 Albertville (Savoie) - 1960 Albertville (Savoie)

Profession : Il fait ses études à Lyon puis à Paris. Avocat

Dates de mandats : 1919 - 1928 (9 ans)

Sensibilité politique : Républicain de gauche

Maire d'Albertville (1919 - 1921)

S'occupe activement du projet interdépartemental (Savoie-Ain) du sanatorium de Bellecombe. S'occupe plus généralement de la question des sanatoria et de la lutte contre la tuberculose. Cousin germain de Louis Berthet, conseiller général d'Ugine et député.

Canton d'élection : Albertville

Périllat Claudius, François



1877 La Balme-de-Sillingy (Haute-Savoie) - 1952 Albertville (Savoie)

Profession : Notaire

Dates de mandats : 1928 - 1940 (12 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste

Premier adjoint au maire d'Albertville (1919 - 1921), maire d'Albertville (1921 - 1940)

Conseiller municipal d'Albertville dès 1912. Délégué du comité exécutif du parti radical socialiste. Président de la caisse du Crédit agricole d'Albertville. Egalement président de la caisse départementale de réassurance-accidents agricoles. Président de la caisse des écoles. Président de la chambre des notaires. Fondateur et président du conseil d'administration de l'Office public d'Habitation à Bon Marché. Président de l'association des maires de l'arrondissement d'Albertville. Fondateur et président de l'association des communes forestières de Savoie; de la caisse de crédit immobilier de l'arrondissement d'Albertville; du syndicat intercommunal de la Haute-Isère. Membre du conseil d'administration de l'Ecole normale d'instituteurs. Trésorier du comice agricole dès 1906 (il l'est toujours 30 ans plus tard). Membre de la caisse départementale des assurances sociales. Président de la commission administrative des hospices d'Albertville. Membre de la commission sanitaire d'Albertville. Délégué cantonal depuis 1907. Conseiller municipal d'Albertville (1912). Il a beaucoup œuvré pour Albertville. Proposé pour être officier d'académie (1936), à cette occasion il est rappelé qu'il est l'une "des personnalités de la Savoie qui ont le plus fait pour l'enseignement". Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 16 janvier 1936). Chevalier du Mérite agricole.



Mathias Jean-Baptiste, Joseph



1913 Albertville (Savoie) - 1974 Albertville (Savoie)

Profession : Docteur en médecine de l'université de Paris

Dates de mandats : 1945 - 1973 (28 ans)

Sensibilité politique : Jeune République / Socialiste indépendant (1945)

Maire adjoint d'Albertville (1953 -1958), maire d'Albertville (1958-1971), sénateur (1968 - 1974)

Mobilisé en 1939 en qualité de médecin, il retrouve sa ville natale après la signature de l'Armistice et il ouvre un cabinet médical. Résistant depuis 1942, médecin de l'Armée Secrète, il participe à la campagne de Tarentaise et à celle du Petit-Saint-Bernard. Rappelé le 23 avril 1945 comme médecin auxiliaire, il est démobilisé le 24 août 1945. Conseiller municipal d'Albertville (1944-1974). Chrétien avant d'être socialiste, il rejoint Lucien Rose et la Jeune République. En 1948, il devient président départemental de la Jeune République et après la disparition de ce mouvement, comme Lucien Rose, il rejoint l'Union Démocratique et Socialiste de la Résistance, dont il devient directeur du bureau départemental jusqu'en 1955. A cette période, ce mouvement est dominé par des personnalités comme René Pleven ou encore François Mitterand. Jean-Baptiste Mathias est réélu aux élections municipales de 1947 alors qu'il ne figurait pas sur la liste Républicaine de défense des intérêts albertvillois. En 1959, il devient suppléant de Paul Chevallier, sénateur sortant. En 1968, Jean-Baptiste Mathias se présente sur une liste " d'Union et d'action pour le développement de toutes les collectivités locales " avec Jean Blanc, conseiller général de Chambéry-Sud et figure du Mouvement Républicain Populaire dans le département. Jean-Baptiste Mathias est élu au second tour alors que Paul Chevallier l'est au premier tour. Au Sénat, il rejoint le groupe de l'Union des démocrates pour la République. A la Haute-Assemblée, il se spécialise dans les questions de santé publique mais également celles liées à la situation des travailleurs. Membre de la commission des affaires sociales, en 1970, il est le rapporteur de la loi qui concerne la "délivrance obligatoire de certificats de santé à l'occasion de certains examens médicaux préventifs". Toujours dans le domaine médical, il intervient pour approuver "à la fois l'esprit et le texte du projet de loi de réforme hospitalière". Toujours en 1970, il demande que la formation professionnelle des adultes soit développée, alors que deux ans plus tard, se préoccupant des personnes âgées et sans emploi, il est le rapporteur d'un projet de loi qui concerne la garantie de ressources pour les "personnes de plus de soixante ans et privés d'emploi". Mais même à Paris, il n'oublie pas la Savoie et dans une discussion relative à la mise en valeur "pastorale dans les régions d'économie montagnarde", il rappelle que pour lui, il faut "permettre le maintien d'une présence humaine dans les régions montagnardes". En 1972, il se prononce pour la création et l'organisation des régions. Il représente le Conseil général dans le conseil d'administration du sanatorium départemental, du comité d'expansion, au comité départemental d'Habitat à Loyer Modéré, à la commission départementale de l'équipement et auprès de la société départementale de développement du thermalisme et du tourisme d'été. En tant que maire d'Albertville, il fait évoluer la ville qui voit sa population doubler sous ses mandats successifs.

Chevalier de la Légion d'honneur (1960). Médaille d'argent de la Reconnaissance française pour faits de Résistance (1949). Officier des Palmes académiques (1953).

Canton d'élection : Albertville-Nord

Marin-Matholaz Louis, Auguste



1915 Villard-sur-Doron (Savoie) - 1997 Villard-sur-Doron (Savoie)

Profession : Professeur technique adjoint

Dates de mandats : 1973 - 1979 (6 ans)

Sensibilité politique : Communiste

Conseiller municipal puis adjoint à Ugine. Conseiller municipal à Albertville. Président de l'Office Public d'Habitat à Loyer Modéré d'Albertville. Ancien du 70^{ème} Bataillon Alpin de Forteresse. Chevalier des Palmes académiques.

Collombier Robert



1934 Esserts-Blay (Savoie) -

Profession : Ouvrier aux Aciéries d'Ugine puis formateur technique

Dates de mandats : 1979 - 1985 (6 ans)

Sensibilité politique : Parti Socialiste

Vice-président du Conseil général : 1982 - 1985

Conseiller municipal d'Albertville (1977, réélu en 1983). Président de l'Office Public d'habitation à Loyer Modéré (1977 - 1983). Se présente, sans succès, aux législatives de 1981 et de 1988.

Canton d'élection : Albertville-Nord

Bailly Michel



1944 Voujeaucourt (Doubs) -

Profession : Licencié en droit, diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon, avocat
Dates de mandats : 1985 - 1998 (13 ans)
Sensibilité politique : Rassemblement Pour la République
Maire adjoint (1989-1995) puis premier adjoint au maire d'Albertville.

Membre du comité d'organisation des Jeux Olympiques d'Albertville (1992). Ancien président du Skilex. Conseiller municipal à Albertville (1983-1989). Président de l'Agence économique de Savoie (1996).

Rieu François



1959 Nevers (Nièvre) –

Profession : Ouvrier puis journaliste
Dates de mandats : 1998 - en cours
Sensibilité politique : Parti Socialiste
Maire de Grignon (2008 - 2014)

Il arrive à Albertville alors qu'il n'a que quatre ans. A partir de 1978, il travaille comme ouvrier dans le Bâtiment et Travaux Publics puis comme coupeur-préparateur aux ateliers de valises et de gainerie Barnier. Ayant écrit un premier roman en 1987, il débute une carrière de journaliste avec *la Savoie* en 1990 et, deux ans plus tard, en tant que photographe, il couvre les Jeux Olympiques d'Albertville. En 1997, il organise la Semaine fédérale du cyclotourisme où participent plus de 12000 personnes. Il a d'ailleurs collaboré à plusieurs ouvrages sur le cyclotourisme. Depuis 2011, il préside le Service Départemental d'Incendie et de Secours. Conseiller municipal d'Albertville (2001-2008). En mars 2014, il est conseiller municipal d'opposition à Grignon. Depuis 35 ans, il dirige diverses associations notamment sportives.

F. Rieu, *La cavale du chômeur*, Messidor, 1987 / -, *Quelques sommets de légende*, éd. 73, 1989 / -, *Quinze jours en Savoie : 8-23 février 1992*, La Fontaine de Siloé, 1992 / -, *Arêches-Beaufort : 1947-1997 : un siècle de tourisme, 50 ans de remontées mécaniques*, préface de Marcel Perrier, La Fontaine de Siloé, 1997 / -, *La Léchère, 1972-2002, histoire d'une commune*. En collaboration : *Le voyage à vélo*, éd. CCI, 1988 ; *Le guidon et la plume*, éd. FFCT, 2001 ; *40 ans d'histoire du club en cent cols*, 2012.

Canton d'élection : Albertville-Sud

Rochaix Marcel



1924 Cevins (Savoie) -

Profession : Conducteur principal des Travaux Publics et de l'Équipement

Dates de mandats : 1973 - 1985 (12 ans)

Sensibilité politique : Communiste

Vice-président du Conseil général : 1976 - 1982

Maire de Cevins (1959 - 1995), conseiller régional (1978 - 1985)

Président du syndicat de ramassage scolaire d'Albertville-Ugine. Membre du bureau de l'association de l'arrondissement d'Albertville. Secrétaire de la section locale du Parti communiste. Militant syndicaliste de l'équipement. Conseiller municipal de Cevins. Vice-président de l'association des maires d'Albertville. En 1979, il est président de l'association des élus communistes et républicains. Chevalier de la Légion d'honneur. Croix du combattant volontaire 1939-1945. Chevalier des Palmes académiques (1986).

Gibello Albert



1947 Chambéry (Savoie) -

Profession : Comptable dans une entreprise de travaux publics. Cadre.

Dates de mandats : 1985 - 2004 (19 ans)

Sensibilité politique : Union pour la Savoie (1985), Rassemblement Pour la République (1992), Union pour un Mouvement Populaire

Vice-président du Conseil général : 1992 - 2004

Maire adjoint d'Albertville (1983-1995), maire d'Albertville (1995 - 2008)

Assistant parlementaire de Michel Barnier (1978-1993). Membre de la 2^{ème} commission de l'Assemblée des Pays de Savoie (2001; 2003). Membre du bureau et du comité directeur de l'Association française du conseil des communes et régions d'Europe (novembre 2001-avril 2004). Membre de la section des affaires sociales du Conseil économique, social et environnemental - liste B (février 2009).

Canton d'élection : Albertville-Sud

Paviol Marcel, Jean



1941 Albertville (Savoie) -

Profession : Retraité

Dates de mandats : 2004 - 2011 (7 ans)

Sensibilité politique : Parti Socialiste (Savoie pour Tous)

Maire de Grignon (1989 - 2008)

Membre du conseil communautaire de la communauté des communes de la région d'Albertville.

Loubet Pierre



1954 Le Puy-en-Velay (Haute-Loire) –

Profession : Diplômé de l'Ecole Nationale des Impôts. Contrôleur principal des Finances publiques

Dates de mandats : 2011 - en cours

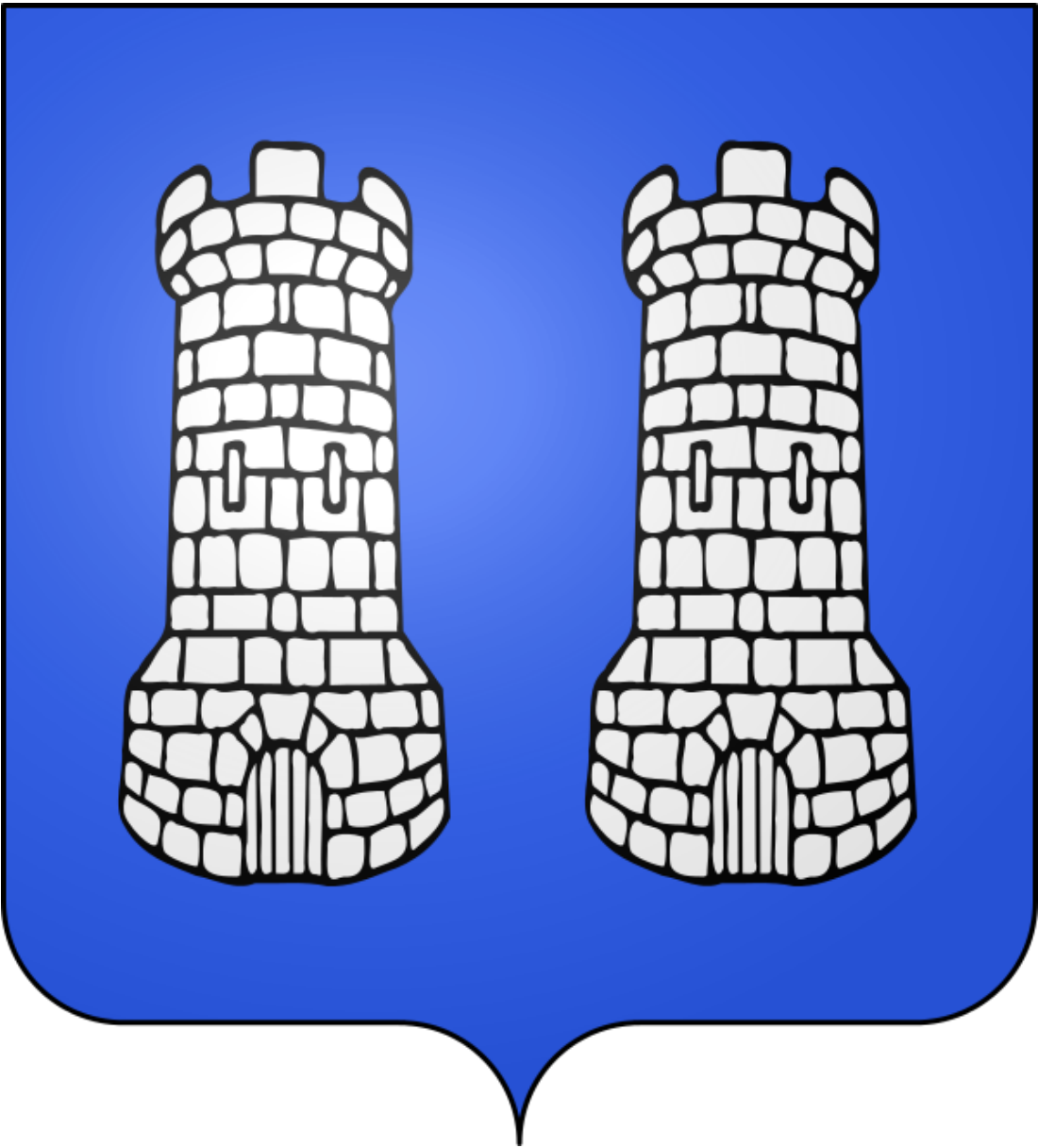
Sensibilité politique : Parti Socialiste

Maire de Gilly-sur-Isère (2001 - en cours)

D'abord comptable dans une entreprise de textile de la Haute-Loire, il rejoint l'administration des Finances publiques et en 1979, il est affecté à Moutiers où il reste jusqu'en 1990, date à laquelle il rejoint Albertville. En 1989, il était déjà entré au conseil municipal d'Albertville et il reste jusqu'en 2001. En tant que maire de Gilly-sur-Isère, il est à l'origine de l'aménagement d'un cœur de village, d'un espace associatif-bibliothèque (l'Atrium), d'une nouvelle école. Il a également fait construire des logements dont les premiers logements sociaux de la commune. Vice-président de la communauté de communes de la région d'Albertville de 2008 à 2014. Il est également président du Syndicat Intercommunal des Eaux de la Belle-Etoile depuis 2008 (son mandat ayant été renouvelé en 2014).



Canton de BEAUFORT-SUR-DORON



Canton d'élection : *Beaufort-sur-Doron*

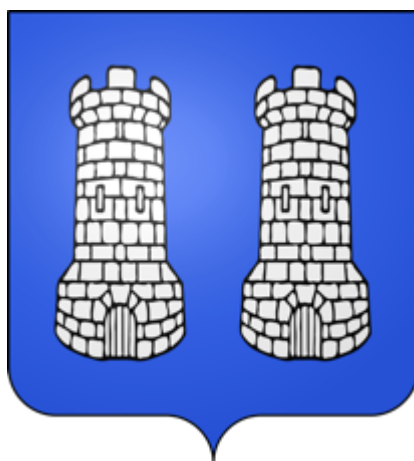
Monod Jean-Baptiste, Stanislas



? - ?

Profession : Conseiller honoraire à la cour impériale
Dates de mandats : 1860 - 1864 (4 ans)

Sa fortune est estimée à 4 000 francs.
Officier des Saints Maurice et Lazare.



Blanc Pierre



1806 Beaufort (Savoie) - 1896 Saint-Sigismond (Savoie)

Profession : Docteur en droit de l'université de Turin (3 août 1831). Inscrit au tableau des avocats près le Sénat de Savoie le 20 juillet 1834. Avocat à Chambéry dès 1836.

Dates de mandats : 1864 - 1871 (7 ans)

Sensibilité politique : Libéral modéré (1864). Radical

Maire de Saint-Sigismond (1871 - 1896), député (1876 - 1896), député du parlement de Turin

Il est élu à plusieurs reprises député sous le régime sarde. Il est, avec François Carquet, conseiller général et député, le seul élu savoyard de la période sarde à terminer sa carrière politique sous la Troisième République. Conseiller de la province de Haute-Savoie [*sic*] dès la constitution sarde et ce jusqu'en 1860. Conseiller divisionnaire en 1858-1860. En tant que député à Turin, il est "ministériel" et il soutient le gouvernement, notamment en votant la loi sur les couvents en 1855, qui supprime aussi les congrégations religieuses non enseignantes ou caritatives. Il accepte "sans enthousiasme [...] l'annexion de la Savoie à la France", et il reste relativement en retrait de la vie politique pendant toute la période du Second Empire à l'exception de son appartenance au Conseil général. En 1864, sa fortune est estimée à 3 000 francs. C'est donc la naissance de la Troisième République qui lui donne l'occasion de renouer avec une vie politique et parlementaire. Elu lors des législatives de 1876, il remporte un succès incontestable sur son adversaire. Après le coup d'Etat, il fait partie des 363 députés qui refusent la dissolution de la Chambre en mai 1877. Il est réélu, toujours avec une forte avance sur son adversaire, lors des législatives de 1877. C'est pour lui le début d'une longue carrière qu'il débute alors qu'il est déjà âgé de 70 ans. La presse de droite ne cessera d'ailleurs de railler celui qui se définit comme un "vieil Allobroge". En 1885, *Le Courrier des Alpes* le traite de "vieux bonhomme usé, décati" ou encore de "véritable momie et singe préhistorique". Lors de sa réélection à l'Assemblée Nationale, en septembre 1889, il reste doyen d'âge et cette qualité lui donne la possibilité de présider les séances d'ouverture de la session ordinaire au cours desquelles était renouvelé le bureau. Toutefois, en 1896, sa santé étant fragile, il ne peut présider la séance inaugurale. A l'Assemblée nationale, il a notamment voté pour le rétablissement du scrutin uninominal (11 février 1889), pour les poursuites contre trois députés membres de la ligue des Patriotes (14 mars), pour le projet de loi Lisbonne restrictif de la liberté de la presse (2 avril), pour les poursuites contre le général Boulanger (4 avril) et il s'est opposé à l'ajournement indéfini de la révision des lois constitutionnelles (14 février). Il a également déposé une proposition de loi tendant à organiser le personnel des bureaux des préfectures et des sous-préfectures. Le docteur Jules Armand, dans ses *Souvenirs*, rappelle que Pierre Blanc était "anticléric, mais point sectaire ni anticatholique" et surtout qu'il conservait un "fonds de religiosité", même s'il avait pu se rapprocher ou entretenir des relations avec la loge albertvilloise "Les Allobroges", créée en 1883. Il rappelle également qu'en 1893, Pierre Blanc lui avait déclaré qu'il souhaitait comme successeur à la députation Emile Chautemps, car il l'appréciait et parce qu'il souhaitait quitter la capitale. Il est l'oncle du conseiller général et sénateur François Gravin.

J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Beaufort-sur-Doron

Molliet Maxime, Napoléon



1812 Beaufort (Savoie) - 1883 Beaufort (Savoie)

Profession : Ancien percepteur, propriétaire
Dates de mandats : 1871 - 1883 (12 ans)
Vice-président du Conseil général : 1875 - 1876
Maire de Beaufort (1871 - 1879)

Viallet Joseph-Elie



1836 Beaufort (Savoie) - 1889 Beaufort (Savoie)

Profession : Avoué à la cour d'appel
Dates de mandats : 1883 - 1889 (6 ans)
Sensibilité politique : Républicain (1883), Radical-socialiste

Frère de Constantin Viallet (1820-1871), député en 1871. Conseiller municipal de Beaufort. Collaborateur du *Patriote savoisien*, il cultive également la poésie comme son frère Constantin. J. Garin, *Une belle vallée de Savoie, Le Beaufortain*, Montmélian, La Fontaine de Siloé, 1996. Préface d'Hélène Viallet.

Viallet Jean-Emile, Joseph, Ambroise



1839 Beaufort (Savoie) - 1914 Arêches (Savoie)

Profession : Conducteur des Ponts et Chaussées, il reprend l'étude de son frère Constantin, ancien député, notaire

Dates de mandats : 1890 - 1915 (25 ans)

Sensibilité politique : Républicain modéré (1901), Radical (1905, 1908), républicain de gauche (1913)

Maire de Beaufort (1878 - 1904), conseiller d'arrondissement (1874 - 1890)

Ses rapports avec l'administration sont assez bons. En 1905, l'autorité préfectorale écrit : "A été candidat à la députation mais doit comprendre qu'il a moins de chances que jamais d'être élu". Frère de Constantin Viallet (1820-1871), député en 1871 et de Joseph-Elie, conseiller général à qui il succède. Il est issu d'une famille de quatorze enfants. Conseiller municipal de Beaufort (1874 - 1878). En 1870, engagé volontaire dans les mobilisés de la Savoie, il a commandé un bataillon de la 3^{ème} Légion, bien qu'il fut dispensé puisqu'il était alors fonctionnaire indispensable au service. En 1874, il est poursuivi, sous l'Ordre moral, pour avoir protesté contre la fermeture d'un café noté pour propagande républicaine. Proposé pour la Légion d'honneur par les membres de la commission départementale en décembre 1911.

Lyard François



? - ?

Profession : Ingénieur aux colonies d'Asie

Dates de mandats : 1919 - 1925 (6 ans)

Sensibilité politique : Radical (1919), Républicain de gauche

Il n'est pas originaire de Savoie. Lorsqu'il arrive au Conseil général il interpelle François Milan sur une question financière, en même temps qu'il reproche à Maurice Mollard d'être "juge et partie" puisqu'il est administrateur d'une société d'électricité qui travaille pour le Conseil général. Ses différentes interventions le rendent peu populaire au sein de l'assemblée.

Canton d'élection : Beaufort-sur-Doron

Viallet Joseph Eugène



1862 Beaufort (Savoie) - 1925 Beaufort (Savoie)

Profession : Il obtient son brevet d'instituteur en 1881, nommé successivement à Grésy-sur-Isère, Beaufort, Hauteluce, Arvillard et Mercury-Gémilly.

Dates de mandats : 1925 - 1925

Sensibilité politique : Républicain de gauche

Maire de Beaufort

Elu de justesse (53 voix) face à Léger, ancien député du Bloc National et directeur de *La Savoie*, journal imprimé à Chambéry. Il prend sa retraite en 1923 et décède deux ans plus tard. Elu le 19 juillet, il décède le 27 août.

Gachet Jean-Baptiste



1870 Villard-sur-Doron (Savoie) - 1937 Villard-sur-Doron (Savoie)

Profession : Propriétaire

Dates de mandats : 1925 - 1937 (12 ans)

Sensibilité politique : Républicain de gauche (1925), radical-socialiste (1931)

Maire de Villard-sur-Doron (1922 - 1937)

Conseiller municipal de Villard-sur-Doron (1899 - 1912). Au Conseil général, il fait réaliser des routes pour désenclaver son canton, Roselend, route du col des Saisies (Hauteluce). Il est proposé pour être officier du Mérite agricole. Il est considéré comme "bon agriculteur et éleveur" puisqu'il a "préconisé la diffusion des engrais chimiques dans la commune". Il fait partie des sociétés du syndicat d'élevage, de la mutuelle-bétail, du Crédit agricole...

Officier d'académie. Chevalier du Mérite agricole (1924).

Canton d'élection : Beaufort-sur-Doron

Perrier-Gustin Marc, Jean



1898 Aiguebelette (Savoie) - 1989 Bassens (Savoie)

Profession : Instituteur

Dates de mandats : 1937 - 1940 (3 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste

Maire de Bassens (1953 - 1979)

Incorporé à 19 ans au 97^{ème} Régiment d'Infanterie Alpine de Chambéry, il participe aux combats dans l'Est et le Nord de la France. En tant que conseiller général, il est le premier à subventionner les sorties scolaires de ski. Secrétaire de mairie (Hauteluze, Villard-sur-Doron et Queige). Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, il réorganise l'Union Fédérale dont il fut l'un des animateurs en 1947, il est ensuite secrétaire général jusqu'en 1954 puis vice-président de 1956 à 1964.

Chevalier de la Légion d'honneur (1985). Officier de l'ordre national du Mérite. Croix de Guerre 1914 - 1918. Médaille interalliée.

Revil-Signorat François, Léon



1891 Queige (Savoie) - 1973 Queige (Savoie)

Profession : Agriculteur

Dates de mandats : 1945 - 1958 (13 ans)

Sensibilité politique : Droite, Mouvement Républicain Populaire

Maire de Queige (1919 - 1953), conseiller d'arrondissement (1928 - 1940)

Ancien combattant 1914 - 1918. Président de l'association des anciens combattants (1921 - 1973). Résistant. En 1944, il est pris en otage, mais rapidement libéré. Il a facilité l'installation de jeunes réfractaires dans sa commune. A la Libération, il est considéré comme le premier conseiller général Mouvement Républicain Populaire. En 1953, il est conseiller municipal de Queige, fonction qu'il conserve jusqu'en 1965.

Chevalier de la Légion d'honneur (1956). Croix de guerre 1914-1918. Chevalier des Palmes académiques (1953). Officier du Mérite agricole (1951).

Voir J. d'Arbaumont, *Capitaine Bulle, 1913-1944, Résistance en Savoie, 1940-1944*

Canton d'élection : Beaufort-sur-Doron (1958-1973) puis Chambéry-Sud (1973-1986)

Dumas Pierre, Albert



1924 Chambéry (Savoie) - 2004 Chambéry (Savoie)

Profession : Licencié de droit, diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, chargé de mission à la préfecture de la Seine et à la présidence du conseil municipal de Paris. Directeur commercial aux cartonneries de La Rochette

Dates de mandats : 1958 - 1986 (28 ans)

Sensibilité politique : Union pour la Nouvelle République (1958 ; 1964), Union pour la Défense de la République, Rassemblement Pour la République (1982)

Vice-président du Conseil général : 1982 - 1986

Maire de Chambéry (1959 - 1977 ; 1983 - 1989), député (1958 - 1973), sénateur (1986 - 1995), conseiller régional, secrétaire d'Etat (1962 - 1969)

Ses parents résident au 17 de la rue de Boigne, à Chambéry, à quelques pas seulement du château des Ducs de Savoie qui est le siège de la préfecture et où se réunit le Conseil général. Son père, François Dumas, chef de service chargé des Finances à la préfecture est également le secrétaire général du Conseil général, à titre bénévole. C'est ainsi qu'il côtoie Antoine Borrel, président du Conseil général durant toute la période de l'entre-deux-guerres. Ce dernier se rend régulièrement chez les Dumas où il déjeune. Le père de Pierre Dumas se rend également le dimanche dans les communes du département pour expliquer "aux élus savoyards l'intérêt de déposer des dossiers de demande d'implantation d'un réseau d'adduction d'eau, financé à 80% par l'Etat". Lors de ces déplacements dominicaux, le jeune Pierre Dumas accompagné de sa mère participe à la découverte de son département et c'est aussi une occasion pour lui de se rendre compte "de la difficulté de la vie en Savoie à cette époque", c'est ainsi qu'il apprend "la mentalité du monde rural" et pour lui, ses souvenirs lui ont été utiles très longtemps. Son père ne souhaite pas qu'il entre en politique, il a même fait pression sur lui pour qu'il se tourne vers l'entreprise. Pierre Dumas rappelle que la dernière joie qu'il a pu donner à son père "fut de lui annoncer, deux jours avant sa mort, [s]on entrée aux Cartonneries de La Rochette". Militant catholique, il a fait partie des scouts dans sa jeunesse. Dès 1940, il est marqué par l'action du général Charles de Gaulle à qui il restera fidèle toute sa vie. Résistant, il fait partie de groupes francs qui accomplissent les premiers coups de main, sabotages de matériel ferroviaire. Dès 1942, il contribue au journal clandestin *Combat*, après avoir écrit dès 1940 dans le bulletin *Espoir*. En 1942, il est l'instigateur de la manifestation de protestation suite à l'enlèvement de la statue de la Sasson, qui était destinée à être fondue par l'occupant. Avec certains camarades de lycée, il distribue des journaux clandestins, fait des raids nocturnes dans les rues de Chambéry, en prenant les pots de peinture stockés chez ses parents. Pierre Dumas est emprisonné durant six semaines dans une caserne de Grenoble où se trouve l'état-major des troupes italiennes. De retour en Savoie, ses parents lui demandent de poursuivre ses études, mais il est trop connu, il choisit donc la clandestinité pour préparer le baccalauréat de Philosophie qu'il passe avec succès à Grenoble, après avoir étudié grâce à un répétiteur du lycée. Il participe ensuite à des opérations de sabotages lors des premiers raids alliés. Un temps, il avait pensé rejoindre l'Ecole Nationale d'Administration alors naissante, mais il ne le fait pas pour différentes raisons. Il effectue alors un

premier essai dans la vie professionnelle en entrant comme stagiaire aux Cartonneries de La Rochette, mais l'expérience n'est pas poursuivie. Il entre alors au service de Pierre de Gaulle, le frère du Général. Il instruit et prépare les dossiers importants pour le "compte du président du Conseil de Paris", en même temps qu'il rédige certains de ses discours. En juin 1947, il devient responsable du groupe d'étudiants du Rassemblement Pour la France de Paris et sa région, puis il est délégué national de 1947 à 1951, et enfin président. En 1952, de retour en Savoie, il retrouve les Cartonneries de La Rochette où il devient directeur commercial. C'est à cette période que son père décède et qu'il "prend sa suite éditoriale dans *La Renaissance*, l'hebdomadaire fondé naguère par Antoine Borrel" et sur proposition de ce dernier. C'est dans ces colonnes qu'il propose la création d'un comité d'expansion, l'aménagement de zones industrielles ou encore qu'il évoque des idées pour une implantation durable du tourisme. Il évoque également le percement d'un tunnel routier entre la France et l'Italie qui passerait par la Maurienne. De 1954 à 1958, il est rédacteur en chef de *La Renaissance savoyarde*. A cette date, il est élu au Conseil général et il estime que "c'était le moyen idéal d'effectuer son entrée en politique et d'obtenir ce lien fort qu'[il] désirait tant avec la Savoie". Quelques jours après cette première victoire, Joseph Fontanet, lui dira : "Vous entrez dans la vie politique savoyarde par effraction". Si dans un premier temps les deux hommes se sont affrontés, ils apprennent à mieux se connaître en 1960 et ils deviennent des amis. Ils siègeront d'ailleurs ensemble, pendant quelques mois, au Conseil des Ministres. Aux législatives de 1958, il bat, à sa grande surprise, Pierre Cot, mais en 1973, c'est le fils de Pierre Cot, Jean-Pierre, qui bat Pierre Dumas. C'est au soir de sa victoire aux législatives de 1958 que des amis lui proposent de se présenter aux municipales de Chambéry l'année suivante. Dans un premier temps, il refuse, puis il accepte. En 1960, à Chambéry, il reçoit le général Charles de Gaulle venu pour célébrer le centième anniversaire du rattachement de la Savoie à la France. En 1961, il crée son journal qu'il baptise *Savoie d'aujourd'hui*. Pierre Dumas a été plusieurs fois secrétaire d'Etat dans les gouvernements Pompidou. En 1962, il est nommé Secrétaire d'Etat aux Travaux Publics. Dans un gouvernement remanié, il devient Secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement. C'est à ce poste que pendant cinq années, il donne la pleine mesure de ses talents de pondération et de diplomatie. En 1967, il est nommé secrétaire d'Etat au tourisme. L'année suivante, Maurice Couve-de-Murville, ayant remplacé Georges Pompidou à Matignon, le nomme secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, puis à la tête de la délégation française au Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies. Il occupe ce poste de 1973 à 1977. Président de la Société française du tunnel routier du Fréjus durant trente-sept années (1962-1999). En 2003, il reçoit d'ailleurs le titre de Président Fondateur du GIE Tunnel du Fréjus. Il fut aussi président du parc national de la Vanoise (1963-1983), succédant ainsi à Joseph Fontanet. Il a été aussi président de l'Office National des Forêts (1973-1983). Il a été également président du groupe des députés-maires de l'Assemblée nationale de 1969 à 1973. Vice-président du comité d'expansion économique ; président de l'Entente régionale Savoie. En tant que maire de Chambéry, c'est sous son mandat qu'est réalisée la fusion de Bissy et de Chambéry-le-Vieux avec Chambéry, qu'est créée la voie rapide urbaine, que le tunnel des Monts est percé. La liaison routière vers Chamnord et la zone industrielle de Bissy devient ainsi effective. C'est aussi sous son mandat que la Leysse est recouverte. C'est également sous ses mandats successifs que le faubourg Maché est détruit. Il confiera que "c'était une œuvre de salubrité nécessaire". S'il regrettait d'avoir dû en arriver là il disait devoir retenir cette leçon : "entretenir, restaurer, voire rénover si on ne veut pas être condamné à démolir un jour". En 1969, il crée un secteur sauvegardé dans le centre de la cité qui s'étend sur 17 hectares. En 1988, il décide de ne pas se représenter à la mairie de Chambéry. Il quitte la vie politique en 1995, bien qu'il reste vice-président du Conseil régional jusqu'en 1998, poste qu'il occupait depuis sa première élection en 1986. Il était alors en charge des transports. Une fondation Pierre Dumas est créée par l'Institut de France en 2005. Maire honoraire de Chambéry, il a reçu le 18 juin 1989, la médaille d'or de la ville de Chambéry, remise par son successeur, Louis Besson. Commandeur de la Légion d'honneur. Médaille de la Résistance.

S. Perrin, P. Plaisance, *Pierre Dumas. Chambéry, une vie, une ville*, 2001 ; A. Mollard, *La Résistance en Savoie, 1940-1944, Les Mouvements Unis de la Résistance*, Sadag, 1980.

Canton d'élection : Beaufort-sur-Doron

Avocat Lucien, Jean



1925 Beaufort-sur-Doron (Savoie) - 2006 Beaufort-sur-Doron (Savoie)

Profession : Médecin

Dates de mandats : 1973 - 2001 (28 ans)

Sensibilité politique : Sans étiquette, divers Droite (1994)

Maire de Beaufort (1971 - 1989)

Pendant la période de la Résistance, il fut agent de liaison du capitaine Bulle. Conseiller municipal de Beaufort (1965 - 1971). En tant que maire de Beaufort, il s'engage dans une démarche politique fondée sur la coopération intercommunale, jouant également un rôle moteur dans l'ouverture du territoire à l'extérieur notamment par la recherche de partenariats institutionnels et financiers.

Sevessand Martial



1949 Albertville (Savoie) - 2003 Queige (Savoie)

Profession : Ouvrier vendeur en optique

Dates de mandats : 2001 - 2003 (2 ans)

Sensibilité politique : Sans Etiquette

Maire adjoint de Queige, maire de Queige (1990-1995)

Frère de Guy Sevessand qui lui succède.

Canton d'élection : Beaufort-sur-Doron

Sevessand Guy



1951 Albertville (Savoie) -

Profession : Travaille dans l'industrie avant de devenir professeur d'électrotechnique en lycée professionnel.

Dates de mandats : 2004 - en cours

Sensibilité politique : Union pour la Savoie, divers droite

Président de la commission locale d'insertion d'Albertville. Il est l'un des créateurs de la course de ski-alpinisme "La Pierra Menta". Il a été président de la Maison du Beaufortain, qui assure la coordination de la politique touristique du massif. Il est président de la société d'économie mixte d'Arêches-Beaufort. Il succède à son frère, Martial, décédé en cours de mandat.



Canton de BOURG-SAINT-MAURICE



Canton d'élection : Bourg-Saint-Maurice

Carquet François



1810 Moûtiers (Savoie) - 1891 Paris (Seine)

Profession : Fait ses études au collège royal de Moûtiers. Docteur en droit, avocat à Moûtiers

Dates de mandats : 1860 - 1862 ; 1871 - 1878 (9 ans)

Sensibilité politique : Gauche républicaine

Syndic de Moûtiers (1849 - 1851), député (1871 - 1876), sénateur (1882 - 1891), député au parlement sarde, conseiller divisionnaire (1852 - 1854)

Son père arrive en Tarentaise après avoir quitté Faverges, sa ville natale. François est le onzième enfant d'une famille de douze. Très bon élève, il obtient en 1828 trois prix : un pour bonne conduite, l'autre pour la philosophie et le dernier pour la physique. A 23 ans, il s'établit comme avocat. Conseiller communal de Moûtiers en 1847. Député au parlement sarde, il démissionne en 1854, mais revient en 1858. Cavour disait de lui qu'il avait une parole sympathique et puissante. Alors qu'il siège au Palais Carignan à Turin, il vote les mesures contre les Jésuites et les congrégations religieuses. Quelques années plus tard, lors d'une discussion sur un programme de développement du tout jeune réseau ferré savoyard, il demande une ligne qui desservirait la Tarentaise et qui déboucherait sur un tunnel sous le Petit-Saint-Bernard, ligne qui se poursuivrait dans la vallée voisine d'Aoste et dans le Piémont. Même lorsque la Savoie aura rejoint la France, il continuera la défense de ce projet, qui sera finalement abandonné à cause des coûts et du manque de rentabilité. Dans un premier temps, il semble que François Carquet ne soit pas vraiment favorable à l'Annexion, mais en avril 1860, il appelle ses électeurs à voter "oui". A la même période, sa fortune est estimée à 5 000 francs. En 1862, il démissionne de son mandat de conseiller général. Il adresse un message qui est lu dans la séance du 26 août 1862 et dans lequel il déclare qu'il lui est "absolument impossible de prendre part aux travaux du Conseil général" et qu'il se fait "un devoir" d'adresser sa démission au président. Le maire de Moûtiers s'adressant au préfet écrit : "Je regrette vivement que cet homme éclairé se soit retiré des affaires". A la même période, le préfet note qu'il s'oppose discrètement au régime en place puisqu'il écrit : "Instruit, agissant peu ostensiblement, très considéré. Grande influence sur le parti libéral avancé, c'est-à-dire antireligieux. Ne désire rien. Profondes convictions, vivant isolé, travaillant beaucoup, parlant peu, à l'écart des affaires et administration publique depuis l'Annexion, probablement pour conserver sa liberté d'action". C'est donc la chute de l'Empire qui lui ouvre les portes d'une seconde carrière parlementaire. En septembre 1870, il refuse le poste de procureur général de la Cour d'appel de Chambéry. Conseiller municipal de Moûtiers (1871-1888). En tant que député, il fait partie de la gauche modérée. Il vote pour la ratification du traité de paix de Francfort du 10 mai 1871. Il vote contre le septennat mais est favorable à la Constitution de 1875. Il s'oppose à l'Ordre Moral. Il avait voté contre la démission de Thiers. Il accède au Palais du Luxembourg en 1882 et il siège avec les républicains opportunistes. Il montre son soutien aux ministères de Léon Gambetta et de Jules Ferry. Il soutient d'ailleurs la politique d'expansion coloniale de ce dernier. Il vote pour les crédits du Tonkin. Un peu plus tard, il vote pour la nouvelle loi militaire. En 1889, il est favorable à la loi Lisbonne qui est restrictive pour la liberté de la presse et il est également favorable au rétablissement du scrutin uninominal. Christian Sorrel rappelle qu'en 1891, "il doit retirer sa candidature devant l'hostilité d'une fraction de la gauche qui accepte mal la double carrière du père et de fils". Membre de l'Académie de la Val d'Isère, comme son fils Francis, qui lui succède au Conseil général.

A. Robert, G. Cugny, E. Bourlonton, *Dictionnaire des parlementaires français ...*, Bourlonton, 1889-1895 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009 ; P. Guichonnet, *Vieille Savoie. Les députés et les sénateurs savoyards au Parlement de Turin, 1848-1860*, La Fontaine de Siloé, 2013.

Canton d'élection : **Bourg-Saint-Maurice**

Martin Joseph, Marie



1805 Bourg-Saint-Maurice (Savoie) - 1877 Bourg-Saint-Maurice (Savoie)

Profession : Médecin, rentier

Dates de mandats : 1862 - 1863 (1 an) (Invalidé)

Sensibilité politique : Républicain modéré

Syndic puis maire de Bourg-Saint-Maurice (1853 - 1863 ; 1871 - 1878), député au parlement sarde (1855 - 1857)

Lors de son mandat à Turin, il vote pour l'alliance de Crimée et en 1860, il fait partie des pro-français. Son élection est annulée puisqu'un certain nombre de personnes venant de divers hameaux n'ont pu venir voter à cause des fortes chutes de neige. Il est dit conseiller général en 1859 [*sic*]. Ancien conseiller provincial de Tarentaise (1848-1859). Sa fortune est estimée à 3000 francs. En 1876, sa fille épouse Empereur Constantin dit César, conseiller général du même canton de 1892 à 1919.



Canton d'élection : Bourg-Saint-Maurice

Palluel Joseph Ferdinand



1796 Chambéry (Savoie) - 1866 Cléry-Fontenex (Savoie)

Profession : Avocat

Dates de mandats : 1863 - 1866 (3 ans)

Sensibilité politique : Bonapartiste (candidat officiel)

Député (1862 - 1866), député au parlement sarde, conseiller provincial conseiller divisionnaire

Son père était secrétaire général du département du Mont-Blanc (1793-1815), ce que Ferdinand Palluel ne manque pas de rappeler à ses électeurs en 1862. En avril 1848, Ferdinand Palluel est député sarde puis le 10 juillet, il démissionne avant de reprendre son siège en décembre 1849 et de devenir vice-président de la Chambre en 1849-1850. Alors qu'il est député au Parlement du Turin, et après l'échec des Voraces, il "interpelle le gouvernement sur la présomption d'une collusion des autorités de Turin avec la France, pour une aide militaire contre l'Autriche, moyennant l'abandon de la Savoie", ce qui est vigoureusement refusé par le ministère. Au cours de cette même année 1848, dans un contexte particulier où une certaine politique de laïcisation apparaît, il est un fervent défenseur du clergé et des congrégations religieuses. Il met d'ailleurs en parallèle "l'anticléricalisme des sphères dirigeantes du Piémont avec la large tolérance envers l'Église, pratiquée par la Seconde République française". En 1852, il est remplacé par Du Verger. Il a été membre du conseil provincial et du conseil divisionnaire dont il a été le vice-président et le président. En 1862, il est élu député en remplacement de Greyfié de Bellecombe, démissionnaire. Il est également favorisé par la mise à l'écart de Frédéric d'Alexandry d'Orengiani. Dans une lettre du 8 mars 1862, le préfet informe le ministre de l'Intérieur que l'élection de "Palluel ne souffrira d'aucune difficulté ; le succès paraît certain" puisque ce candidat "est soutenu [...] par le parti conservateur impérialiste qui forme la grande majorité du pays". Pourtant dans une dépêche télégraphique du 17 mars 1862 le chef de station de Chambéry attire l'attention du sous-préfet de Moûtiers et du préfet sur le fait que Ferdinand Palluel n'a pas encore fait distribuer sa profession de foi, il souligne que "si M. Palluel ne fait rien distribuer il a tort". Dans cette profession de foi, il rappelle que "comme député et comme conseiller [divisionnaire], [il s'est] livré à l'étude consciencieuse des besoins de la Savoie" et qu'il saisira toutes les occasions pour les exposer ou appeler sur eux l'attention de l'administration et du gouvernement". Il est conseiller municipal de Chambéry, où il réside. Le préfet s'adressant au ministre écrit le 17 juin 1864 : "M. Palluel a le tort de s'endormir, de ne pas visiter son canton. Cette apathie a froissé la population". Malgré cette appréciation peu favorable, Ferdinand Palluel est élu dans les jours qui suivent cette appréciation. Dans sa session du 27 août 1866, Charles Dupasquier alors président du Conseil général déclare qu'ils avaient accueilli avec "la plus vive satisfaction" l'entrée de Ferdinand Palluel au sein du Conseil général. Il poursuit en rappelant son "esprit éclairé, son élocution élégante et facile" à quoi s'ajoutait une "bonté de cœur [et une] politesse exquise" qui faisait de cet homme quelqu'un de "toujours dévoué aux intérêts de son pays".

Chevalier de la Légion d'honneur (décret 13 août 1864).

A. Robert, G. Coughy, E. Bourloton, *Dictionnaire des parlementaires français (comprenant tous les membres des Assemblées françaises et tous les ministres depuis le 1^{er} mai 1789 jusqu'au 1^{er} mai 1889)*, Bourloton, 1889-1895 ; J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963 ; C. Sorrel, P. Guichonnet (dir.), *La Savoie et l'Europe, 1860-2010*, Montmélian, La Fontaine de Siloé, 2009 ; P. Guichonnet, *Vieille Savoie. Les députés et les sénateurs savoyards au Parlement de Turin, 1848-1860*, La Fontaine de Siloé, 2013.

Canton d'élection : Bourg-Saint-Maurice (1867-1871) puis Aime (1871-1907)

Bérard Louis



1827 Moûtiers (Savoie) - 1909 Chambéry (Savoie)

Profession : Avocat, il prête serment le 3 novembre 1853

Dates de mandats : 1867 - 1907 (40 ans)

Sensibilité politique : Bonapartiste, conservateur

Président du Conseil général : 1871 - 1872

Député (1866 - 1870), conseiller d'arrondissement

Ancien membre du conseil provincial de Tarentaise. En 1864, sa fortune est estimée à 80 000 francs. Conseiller municipal de Moûtiers de l'Annexion à 1871. En 1863, il adresse un courrier au préfet où il dit que de nombreuses personnes l'incitent à succéder à Daniel Mayet au Conseil général mais il refuse. Il acceptera de se présenter au Conseil général en 1867 pour remplacer Ferdinand Palluel, décédé. Suite au décès de ce dernier, qui était député, plusieurs noms sont évoqués pour les législatives et il semblerait que celui de Louis Bérard ait été soufflé par Amédée Greyfié de Bellecombe. L'avantage de Louis Bérard, "personnage discret" fut que "nul n'avait rien à dire, ce qui donnait des chances dans les trois régions de la circonscription". Il sera élu député, obtenant plus de voix à Albertville et en Tarentaise qu'en Maurienne. Le 7 septembre 1866 le sous-préfet de Saint-Jean-de-Maurienne avait informé le préfet de la circulation d'un tract anonyme "contre la candidature officielle de M. Bérard". Avant son élection à la députation, un télégramme du préfet au ministre de l'Intérieur, rappelle que le résultat des élections lui paraît assuré, il croit même qu'il "sera complètement satisfaisant si M. Bérard est candidat du gouvernement". D'ailleurs le 30 juillet, soit 3 jours seulement après le décès de Ferdinand Palluel il écrit que l'opinion publique lui paraît prendre une bonne orientation et que les premiers renseignements lui indiquent clairement "que les électeurs sont décidés à ne donner leur mandat qu'à un député hautement dévoué au gouvernement". A la même date, le préfet rappelle que les "les amis du gouvernement qui voudraient empêcher la candidature de M. Richard [...] ont mis en avant un concurrent sérieux, très honorable et très acceptable. C'est M. Bérard" dont la personnalité est restée jusqu'alors "modestement à l'écart", s'occupant utilement mais sans bruit des affaires publiques. Il souligne que personne ne lui supposait "l'ambition de devenir député ; lui-même [...] ne l'avait pas". Dans un courrier du 21 août 1866, le sous-préfet de Moûtiers écrit au préfet que "la candidature de Bérard [lui] paraît accueillie avec tellement de ferveur en Tarentaise qu'il ne doute pas de son plein succès". Dans sa profession de foi, il rappelle qu'il n'aurait pas osé prétendre aux suffrages et "solliciter l'honneur de succéder à un homme de bien [...] si de nombreux encouragements n'étaient pas venus [le] déterminer". Il précise qu'il aidera de toutes ses forces les réformes utiles : "Allègement des charges qui pèsent sur la propriété rurale, développement des voies de communication, premier besoin de l'agriculture et de toutes les industries, développement progressif de l'instruction à tous ses degrés". En tant que député, il s'intéresse aux écoles, aux forêts, aux capitaux agricoles, aux routes, autant de sujets qu'il juge "vitaux" pour la Savoie. En 1869, il souligne qu'il cherche les libertés civiles, celles "de la commune et du département", il applaudit donc "à l'œuvre de décentralisation commencée par le Gouvernement". Il est désigné pour les législatives de 1876, à cette occasion, l'autorité préfectorale précise qu'il ne se rattache "au bonapartisme que par des liens très relâchés", mais il n'est pas élu. En 1865, il est l'un des membres fondateurs de l'Académie de la Val d'Isère. Président du Conseil d'arrondissement. Président du comice agricole de Moûtiers (1860-1874), il est l'un des défenseurs du classement de la race bovine "Tarine". Président du Club Alpin de Tarentaise (1872-1880). Beau-frère du Baron Rosset de Tours. Membre de l'Académie de Savoie. Aquarelliste à ses heures perdues. Chevalier de la Légion d'honneur (30 juin 1866).

J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963.

Canton d'élection : Bourg-Saint-Maurice

Carquet François, Joseph dit Francis



1845 Séez (Savoie) - 1899 Paris (Seine)

Profession : Avocat. Juge de paix
Dates de mandats : 1878 - 1892 (14 ans)
Sensibilité politique : Républicain
Député (1889 - 1899)

Il participe à la campagne 1870-1871. Incorporé le 26 août 1870 comme garde à la 4^{ème} compagnie du 2^{ème} bataillon de la Garde Nationale Mobile de Savoie, il est nommé sergent-major le 2 septembre. Il est promu sous-lieutenant le 17 décembre 1870, après la bataille de Beaune-la-Rolande. Il devient alors le porte drapeau du bataillon. A compter du 2 février 1871, il est interné en Suisse avec le 2^{ème} bataillon et il est libéré le 17 mars 1871. En 1878, il succède à son père, François Carquet, au Conseil général. En 1884, il est initié à la loge albertilloise, de rite écossais, "Les Allobroges". Conseiller municipal de Séez de 1874 à 1889, date à laquelle il est élu aux législatives face à Camille Laissus, candidat conservateur, ancien conseiller général du canton de Moûtiers. Comme son père, François Carquet, il porte un intérêt particulier au chemin de fer et comme lui, il s'intéresse au percement d'un tunnel sous le Petit-Saint-Bernard. Il publie d'ailleurs un ouvrage sur cette question. Elu au Palais Bourbon, il est un défenseur du dossier ferroviaire de son département. Il est membre de la commission des Chemins de fer et à plusieurs reprises il a été le rapporteur de projets de loi relatifs aux chemins de fer et ayant un intérêt local. Son successeur au Palais Bourbon, César Empereur sera aussi un défenseur des chemins de fer. En 1891, il devient vice-président de la section Tarentaise du Club Alpin Français, et il en devient président en 1892-1893. Membre du conseil départemental de l'Instruction publique. Bien que franc-maçon, il reçoit les sacrements de l'Église et *La Croix de Savoie* rend hommage à ce "républicain à l'esprit droit", qui était le "partisan d'une République large, tolérante, ouverte à tous". Le journal poursuit en précisant que "le meilleur député, ce n'est pas celui qui se livre, à la tribune, à une débauche de paroles et de gestes, mais bien celui qui, plus modeste et plus utile comme M. Carquet, s'occupe activement dans les bureaux, dans les commissions, dans les couloirs des ministères". Son décès survient au cours de l'intersession, ce qui explique qu'aucun éloge funèbre ne soit prononcé à la Chambre des députés. Comme son père, il a été membre de l'Académie de la Val d'Isère.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009 ; F. Carquet, *Le percement du Petit-Saint-Bernard, pour l'étude d'une nouvelle voie ferrée*, 1880.

Canton d'élection : Bourg-Saint-Maurice

Empereur Constantin dit César



1848 Sainte-Foy-de-Tarentaise (Savoie) - 1929 Tournon (Savoie)

Profession : Il débute ses études au petit séminaire de Moûtiers avant de rejoindre le lycée de Chambéry puis Paris où il intègre une faculté de médecine. Médecin

Dates de mandats : 1892 - 1919 (27 ans)

Sensibilité politique : Républicain radical (1892), Radical (1901, 1905), Radical-socialiste (1908)

Vice-président du Conseil général : 1901 - 1905 ; 1912 - 1919

Maire de Bourg-Saint-Maurice (1892 - 1898), député (1899 - 1909), sénateur (1909 - 1919), conseiller d'arrondissement

Après l'obtention de son doctorat en médecine, il s'installe à Bourg-Saint-Maurice où il ouvre un cabinet en 1876. Il entretient de bons rapports avec l'administration. Bien qu'ayant débuté ses études au petit séminaire, il est un anticlérical affirmé. Le docteur Jules Armand dans ses *Souvenirs* dit de lui qu'il est "le radical intégral incarnant la république des camarades". En tant que conseiller général, il est l'un des instigateurs du chemin de fer reliant Moûtiers à Bourg-Saint-Maurice. Il est également le créateur de l'assistance médicale gratuite de Savoie et il est à l'origine de la construction de l'hôpital de Moûtiers. En 1901, le préfet note à son sujet qu'il est "très estimé dans son canton" mais qu'il a un "caractère d'une pièce et d'une grande loyauté". Il poursuit en rappelant qu'il a une "grande influence dans son arrondissement [et] une bonne situation au Conseil général". Aux différentes périodes où il est élu, les notes préfectorales soulignent la même chose et notamment qu'il défend les intérêts liés au chemin de fer. C'est le décès de Francis Carquet, son opposant, mais comme lui défenseur du chemin de fer, qui lui permet d'entrer au Palais Bourbon. En effet, en 1898, les deux hommes s'étaient violemment opposés lors des législatives. Son mauvais caractère semble lui poser quelques problèmes puisqu'il se brouille même avec des membres de son parti. Le docteur Jules Armand, dans ses *Souvenirs*, écrit que César Empereur n'est "pas un orateur, mais [qu'] il sait se faire écouter". Il rejoint le groupe républicain radical. Christian Sorrel rappelle qu'il se rallie "à l'Alliance démocratique républicaine en s'inscrivant à la Chambre, non sans contradiction, dans le groupe de l'Union démocratique qui représente son aile modérée et le groupe radical-socialiste qui attire son aile avancée". En tant que député, il dépose des propositions de loi relatives notamment aux droits de douane, ou au repos hebdomadaire, pour lequel il interpelle le gouvernement sur l'application de la dite loi. Il se voit aussi confier un certain nombre de rapports sur les questions de transports publics. En 1909, il choisit de quitter le Palais Bourbon pour celui du Luxembourg, où il rejoint le groupe de la Gauche démocratique radicale et radicale-socialiste. Comme lors de son mandat de député, il reste très actif et s'intéresse particulièrement aux questions budgétaires. Il ne semble pas avoir été franc-maçon, même s'il aurait peut-être cherché à être initié. A ce propos, Christian Sorrel rappelle que la Franc Maçonnerie lui reproche "des propos antimaçonniques en 1909 et en 1912". Il est lauréat de la faculté de médecine de Paris.

Officier d'Académie (1885). Officier de l'Instruction publique (1897).

C. Empereur : *Essai sur la nutrition dans l'hystérie ; Les eaux thermales de Bonneval-les-Bains*, 1886 / -, *La réglementation du privilège des bouilleurs de cru* / -, *Travaux d'adduction d'eau potable dans les communes, les formalités, les subventions* ; J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; C. Sorrel, *Servir la République, députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Borrel Antoine



1878 Moûtiers (Savoie) - 1961 Paris (Seine)

Profession : Formation de composition (imprimerie) puis journaliste. Publiciste

Dates de mandats : 1919 - 1940 (21 ans)

Sensibilité politique : Républicain-socialiste (1922), radical-socialiste (1934)

Président du Conseil général : 1920 - 1940

Député (1909 - 1931), sénateur (1931 - 1940), secrétaire d'Etat (1920 - 1921)

Par sa mère, il a des attaches avec la vallée de Thônes et la Haute-Savoie comme quelques autres conseillers généraux de Tarentaise. Fils unique, il est orphelin de père à quinze ans. Il doit alors travailler pour aider sa mère handicapée et c'est le soir qu'il étudie. En 1901, il réside dans le 17^{ème} arrondissement de Paris. C'est dans la capitale qu'il fait donc ses premiers pas dans le journalisme en collaborant dans différents journaux tels que la *Petite République*, *Gil Blas* ou encore *L'Eclaireur*. En 1904 et 1905, il habite à Annecy (26 puis 36 rue Vaugelas), où il est typographe et c'est dans cette ville qu'il fonde le journal *L'Avenir savoyard*, journal consacré aux idées républicaines et à la lutte contre la presse conservatrice. Les bureaux du dit journal sont installés au 36 rue Vaugelas. Le premier numéro paraît le 9 janvier 1904. C'est l'entrée de César Empereur au Sénat qui permet à Antoine Borrel d'entrer au Palais Bourbon en 1909. Il est réélu l'année suivante lors des législatives, et dans sa profession de foi, il déclare qu'"une large décentralisation et une plus grande autonomie communale s'imposent". A l'Assemblée nationale, il rejoint le groupe des républicains socialistes et il intègre alors différentes commissions dont celle de l'Agriculture, celle des Postes et télégraphes ou encore celle de la Répression du vagabondage et de la mendicité. Son activité est grande tant ses interventions sont nombreuses à la fois à la tribune mais également dans les commissions auxquelles il appartient. Soucieux des intérêts de son département, il dépose plusieurs fois des propositions de loi qui tendent "à ouvrir des crédits extraordinaires pour venir en aide aux victimes de diverses calamités" dont souffrent certaines localités. Il prend part également aux projets de loi concernant les voies d'accès au Simplon. Dès son premier mandat, il porte un intérêt particulier pour le tourisme. D'ailleurs, en 1914, il avait été chargé par les syndicats d'initiative d'une démarche auprès de Raymond Poincaré, alors Président de la République, pour qu'il effectue au cours de l'été, un voyage touristique dans le Sud-Est et notamment dans les Alpes. Il avait accepté cette demande d'autant plus facilement que cela lui rappelait des lieux admirés pendant ses périodes de manœuvres militaires, mais les événements empêchent cette visite. En 1911, alors qu'il est secrétaire de l'Assemblée nationale, Antoine Borrel dépose une proposition de loi relative aux incompatibilités parlementaires, dans le même temps, il demande à interpeller le Gouvernement sur la situation de l'aviation militaire française en 1913. A la même période, il vote contre la loi des trois ans pour le service militaire. Elu à nouveau en 1914, il intègre plusieurs commissions (Armée, Travaux publics, Révision des lois constitutionnelles). En tant que membre de la Chambre des députés, il est en "sursis d'appel de 7 jours" lors de la mobilisation d'août 1914. Il débute la Grande Guerre comme caporal et la termine comme lieutenant (1916). Il est mis en congé le 25 mai 1916 "pour accomplir son mandat de député" et il est réintégré à Chambéry le 12 décembre 1919. Il est cité plusieurs fois notamment après l'attaque du 21 octobre 1914 où il a "fait preuve [...] d'un entrain et d'une crânerie remarquable. A la tête d'une demi section a franchi un réseau de fil de fer ennemi et

s'est jeté à la baïonnette sur les tranchées allemandes, entraînant ses hommes à l'exemple de sa vaillance" (Journal Officiel du 31 janvier 1915). Au cours du conflit, il poursuit son travail parlementaire et il propose une loi permettant d'accorder une allocation spéciale pour les mères qui allaitent leurs enfants (1916) en même temps qu'il demande la création d'une carte nationale d'identité. Lors des premières élections d'après-guerre (1919), il est le seul élu de la liste d'Union Républicaine. Il a du à faire face aux attaques de César Empereur son prédécesseur à la Chambre des députés, qui lui reproche son amitié pour le "traître Malvy". Il intègre alors la commission des Mines et des travaux publics. A la même période, il entre au conseil municipal de Moûtiers. En 1920, il est appelé par Alexandre Millerand pour devenir sous-secrétaire d'Etat aux Travaux publics en charge des mines et des forces hydrauliques. Il conserve son poste dans le cabinet composé par Georges Leygues. Il reste donc une année sous-secrétaire d'Etat. A la même période, une note préfectorale rappelle qu'il "exerce au Conseil général une influence prépondérante en raison de sa situation au Parlement et à la tête du parti républicain du département". De retour au Palais Bourbon, il propose des lois visant à la création d'un office des routes ou relative à la vente des carburants. Au temps du Cartel des Gauches, il prend place dans les commissions des Mines et de la force motrice, des Travaux publics et des moyens de communication ou encore des Finances. Son intérêt porte également sur l'équipement hôtelier en France et dans ce cadre il propose une loi visant à modifier le code pénal par rapport à la "filouterie d'aliments dans les hôtels". En novembre 1927, il propose la création d'un Office national du cinématographe. Après les législatives de 1928, il quitte le groupe Républicain socialiste et il rejoint le groupe Républicain radical et radical-socialiste. C'est le décès d'Emile Machet, conseiller général de Bozel et sénateur, qui lui permet d'accéder au Sénat en 1931. Il rejoint alors le groupe de la Gauche démocratique radicale et radicale-socialiste. En 1936, il devient vice-président de la commission des Travaux publics. Très attaché au développement du tourisme, il a publié des opuscules destinés à valoriser la richesse française, et plus particulièrement celles de la Savoie. Mais c'est également dans l'optique de développer le tourisme qu'il œuvre pour le développement des routes, des chemins de fer, des infrastructures hôtelières, notamment en tant que président du Conseil général. Il est président de la Fédération des syndicats d'initiative du comité de tourisme en montagne. En juillet 1940, il vote les pleins pouvoirs au maréchal Philippe Pétain et à la Libération le jury d'honneur est défavorable à sa réhabilitation. En 1945, il explique d'ailleurs au jury d'honneur "qu'arrivé à Vichy le 9 juillet", il aurait fait part à ses collègues "des craintes" qu'il avait en ce qui "concernait les prétentions italiennes et, [qu']en même temps, [il s'] élevai[t] contre un armistice dont les conséquences paraissaient inquiétantes pour la Savoie". En effet, certaines localités, notamment de Tarentaise, sont occupées dès 1940 par les troupes italiennes. Pourtant à partir de 1941 il se serait rapproché de la Résistance. Il ne reviendra pas sur la scène politique après 1945. Cependant, en 1951, il devient vice-président de l'amicale des anciens sénateurs, dont il a été l'un des initiateurs. Il reste toutefois très attaché à la Savoie et bien qu'éloigné de son département d'origine, il ne cesse de conserver des liens avec les Savoyards, notamment avec ceux de Paris. Il se tient informé de ce qui se passe en Savoie. Cela ne fait que poursuivre ce qu'il avait entrepris lorsqu'il était parlementaire puisqu'en 1929, il avait fondé l'Union mondiale des sociétés savoyardes, en même temps qu'il animait le Foyer savoyard de Paris. A l'occasion du centième anniversaire du rattachement de la Savoie à la France, il participe aux préparatifs. Christian Sorrel rappelle qu'après avoir fondé *La Renaissance savoyarde*, il participe aux activités des Amis du Vieux Conflans et qu'il "plaide inlassablement pour l'unité de la province en apparaissant comme une figure tutélaire dans les deux départements et à Paris". Il poursuit en rappelant que son souvenir a été évoqué par la classe politique, toutes tendances confondues, jusque dans les années 1980. En 1969, une stèle à son effigie est inaugurée à Albertville et en 1971, un monument est érigé à Aix-les-Bains, par l'Union mondiale des Savoyards, dans le parc des Thermes, pour lui et Louis Martel. Chevalier de la Légion d'honneur (1916). Médaille militaire (25 novembre 1914). Croix de guerre 1914-1918.

A. Borrel, *La Savoie pendant la guerre*, Chambéry, s. d. / - , "Le dépeuplement de la Savoie, ses causes, ses effets, ses remèdes", in *Revue de Géographie Alpine*, t. VII, Fasc. III (1919), p. 563-588 ; A. Borrel, H. Bordeaux, *Les plus beaux sites de Savoie*, Chambéry, Les malles de France ; J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; M. Hudry, "Antoine Borrel (1878-1961)", in *Cahiers du vieux Conflans*, n° 112, 1977 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Bourg-Saint-Maurice

Empereur César, Armand



1911 Sainte-Foy-de-Tarentaise (Savoie) - 1975 Bourg-Saint-Maurice (Savoie)

Profession : Entrepreneur en plomberie - zinguerie

Dates de mandats : 1945 - 1949 (4 ans)

Sensibilité politique : Section Française de l'Internationale Ouvrière

Maire de Bourg-Saint-Maurice à la Libération

Il fut l'un des animateurs de la Résistance dans la Haute vallée de la Tarentaise. Il ne semble pas avoir eu d'activité politique avant la Seconde Guerre mondiale. Il s'occupe de l'association familiale du canton. Participe aux côtés des habitants de Tignes à la résistance contre les expropriations. Elu conseiller municipal de Sainte-Foy-de-Tarentaise il est à l'origine de la création du syndicat d'initiative. Président-fondateur de l'aéroclub Tarentaise-Vanoise. Membre de la confrérie du Sarto. Chevalier des Palmes académiques.

Freppaz Célestin, Marcel



1893 Beziers (Hérault) - 1986 Bourg-Saint-Maurice (Savoie)

Profession : Cordonnier

Dates de mandats : 1949 - 1961 (12 ans)

Sensibilité politique : Républicain Indépendant, tendance de gauche, Centre National des Indépendants et Paysans (1961)

Vice-président du Conseil général : 1952 - 1961 (désigné à l'unanimité vice-président honoraire)

Maire de Sééz (1935 - 1965), conseiller d'arrondissement (1937 - 1940)

Sa mère est originaire de Montvalezan-sur-Sééz. Ancien combattant 1914-1918. Blessé. Fondateur de la fanfare "la Gaité". Président du groupe folklorique "les frontières de Tarentaise". Président-fondateur de la bibliothèque "les amis de la lecture" (1930). Membre de l'Académie de la Val d'Isère (1934). Sympathisant de la Légion des combattants, ce qui lui valut d'être remplacé comme maire à la Libération. Il a fait preuve de diplomatie sous l'occupation. Il s'est vu décerné le prix Descottes pour sa monographie de Sééz. Un fonds d'archives est déposé aux archives départementales de la Savoie (13 J). En 1936, il se voit décerné la croix des services militaires volontaires.

Chevalier de la Légion d'honneur (1953). Médaille Militaire. Officier de l'Ordre national du Mérite (1976). Croix de guerre 1914-1918, deux citations. Officier des Palmes académiques (1958). Croix de Serbie. Chevalier du Mérite militaire (1960).

C. Freppaz, *La Haute-Tarentaise dans la tourmente. La guerre 1939-1945*, Didier Richard, 1978.

Canton d'élection : Bourg-Saint-Maurice

Poret (de) Bernard



1921 Bissy (Savoie) - 1997 Roquebrune-sur-Argens (Var)

Profession : Agent de fabriques

Dates de mandats : 1961 - 1967 (6 ans)

Sensibilité politique : UNR

Secrétaire du Conseil général (1964)

Borrel Alexis



1907 Saint-Laurent de la Côte (Savoie) - 1977 Bourg-Saint-Maurice (Savoie)

Profession : Prêtre

Dates de mandats : 1967 - 1973 (6 ans)

Sensibilité politique : Divers Droite

Il s'oppose aux projets des stations de ski qui se développent dans son canton, menant presque une lutte anti touristique, à l'inverse de son confrère de Moûtiers, Joseph Fontanet qui favorise ce développement.

C. Sorrel (dir.), *Dictionnaire du monde religieux*, tome 8, La Savoie, Beauchesne, 1996.

Canton d'élection : Bourg-Saint-Maurice

Barnier Michel, Jean



1951 La Tronche (Isère) -

Etudes : Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris

Dates de mandats : 1973 - 1999 (26 ans)

Sensibilité politique : Union pour la défense des intérêts de la Haute-Tarentaise (1973), Union pour la Défense de la République, Union pour la Savoie (1985), Rassemblement Pour la République (1992), Union pour un Mouvement Populaire

Président du Conseil général : 1982 - 1999

Vice-président du Conseil général : 1979 - 1982

Député (1978 - 1993), sénateur (1997 - 1999), député européen (2009 - 2010), ministre (1993 - 1995 ; 2004 - 2005 ; 2007 - 2009)

Il a été le plus jeune conseiller général élu en Savoie depuis 1860. De 1973 à 1974, il est chargé de mission au cabinet de Robert Poujade, puis de 1974 à 1976 il entre dans celui de Pierre Mazeaud et de 1976 à 1977 il rejoint celui d'Antoine Rufenacht. De 1974 à 1976, il est membre de section au Conseil Economique et Social. De 1977 à 2008, il est président du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples de Haute-Tarentaise. Il est élu député en 1978 et il est alors à nouveau le plus jeune député. A l'Assemblée nationale, il siège à la commission des Finances, de l'économie générale et du Plan. De 1982 à 1986, il est vice-président du Conseil Régional. De 1982 à 1999 il préside le Conseil général et à ce titre, il participe au développement de l'infrastructure routière de son département, notamment en Maurienne et Tarentaise, poursuivant ainsi le travail lancé sous la présidence de Joseph Fontanet. Le 2 mai 1983, il est le premier président de l'Entente Régionale de Savoie, et il est à nouveau élu en 1988 pour une durée de trois années. De 1983 à 1987, il est président de la Société d'Aménagement de la Savoie. De 1984 à 1999, il reste président de la Fondation pour l'Action Culturelle Internationale en Montagne ; il sera remplacé dans cette fonction par son homologue de Moûtiers, Hervé Gaymard. Ce dernier a d'ailleurs été son suppléant à l'Assemblée nationale. Il a été président du Comité de candidature des Jeux Olympiques d'Hiver 1992. De 1987 à 1992, il est co-président, avec Jean-Claude Killy, du comité d'organisation des XVI^e Jeux Olympiques d'Hiver d'Albertville. Il participe à l'ouverture des dits Jeux puisqu'il est également président du Conseil général. En tant que président du Conseil général, il est également à l'origine de la reconversion de la base aérienne du Bourget-du-Lac en pôle technologique "Savoie Technolac", et c'est également sous sa présidence qu'est lancé le projet de valorisation du lac du Bourget à travers le projet "Grand Lac". En 1997, c'est également grâce à lui que les championnats du monde d'aviron ont lieu sur le lac d'Aiguebelette. De 1992 à 1999, il est président de l'Agence touristique départementale. En 1994, il est élu président du Syndicat Mixte pour l'élimination des déchets. De 1993 à 1995, il est ministre de l'Environnement dans le gouvernement d'Edouard Balladur, où il retrouve son homologue annecien Bernard Bosson. Après son départ de ce ministère, il est nommé dans le gouvernement d'Alain Juppé comme ministre délégué auprès du ministre des Affaires Etrangères, chargé des Affaires Européennes, poste qu'il occupe de 1995 à 1997. En novembre 1997, il succède à Jacques Chaban-Delmas comme président du comité directeur de l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe. Il conserve cette présidence jusqu'en

1999. Date à laquelle, il quitte le Conseil général et sa présidence puisqu'il est nommé commissaire européen chargé de la politique régionale et *ad personam* des réformes institutionnelles. Il occupe cette fonction jusqu'en 2004, date à laquelle il est appelé, en avril, par Jean-Pierre Raffarin pour faire partie du gouvernement en tant que ministre des Affaires Etrangères, fonction qu'il occupe jusqu'en mai 2005. En 1998, il est élu président de la délégation du Sénat pour l'Union Européenne. Le 26 janvier de la même année, il est nommé pour quatre ans, suppléant du Comité des régions de la communauté européenne. En 1999, comme en 1995, c'est son suppléant Jean-Pierre Vial qui le remplace au Sénat. De juin 2005 à janvier 2006, il est membre du Conseil d'Etat. De février 2006 à mai 2007, il est vice-président du groupe Merieux (aujourd'hui Institut Mérieux) ; sa mise en disponibilité du Conseil d'Etat avait été accordée en Conseil des ministres. Dans le même temps de janvier à mai 2006, il est conseiller spécial du président de la Commission Européenne José Manuel Barroso, où il présente un rapport "proposant la création d'une force européenne de protection civile : Europe Aid". Depuis mars 2006, il est vice-président du Parti Populaire Européen. A partir d'octobre 2012, il partage cette vice-présidence avec l'irlandaise Lucinda Creighton. Toujours en 2006, il devient conseiller politique de l'Union pour un Mouvement Populaire. Au cours du premier semestre de cette même année 2006, il est chargé de cours à l'Institut de Sciences Politiques de Paris, dans le cadre du Master "Affaires publiques, questions internationales". De janvier à juin 2007, il est membre du groupe "International Adversory Committee of Robert Bosch GmbH". En juin 2007, François Fillion, alors Premier Ministre, l'appelle au ministère de l'Agriculture et de la Pêche, où il reste jusqu'en juin 2009. De juin 2009 à février 2010, il est député européen et président de la délégation française du Parti Populaire Européen. De 2010 à 2014, il est vice-président de la Commission Européenne en charge des services et du marché intérieur. Il est membre à titre bénévole du comité d'honneur de l'Association Fraternité Universelle, qui s'occupe de l'action humanitaire pour Haïti. Toujours à titre bénévole, il est membre du conseil d'orientation de la Fondation "Notre Europe". En mai 2003, il devient le président fondateur du club "Nouvelle République". Il est membre de la commission "Environnement" du Comité International Olympique. Depuis 1998, il est membre du conseil stratégique de l'université Saint-Joseph de Beyrouth (Liban). Officier de la Légion d'honneur (2007). Grande Croix de commandeur de l'Ordre de Gediminas (Lituanie, 2005).

M. Barnier, *Vivre la politique*, Stock, 1985 / -, *Atlas des risques majeurs*, Plon, 1992 / -, *Le défi écologique - Chacun pour tous*, Hachette, 1994 / -, *Sortir l'Europe des idées reçues*, Plon, 2005 / -, *Atlas pour un monde durable*, Acropole, 2007 / -, *Qui va nourrir le monde : pour une nouvelle révolution agricole*, Acropole, 2008 / -, *Europe, cartes sur table*, Acropole, 2008 / -, *Se reposer ou être libre*, Gallimard, 2014.

Canton d'élection : Bourg-Saint-Maurice

Poletti (née Anselmo) Jacqueline



1939 Bourg-Saint-Maurice (Savoie) -

Profession : Chef d'entreprise

Dates de mandats : 1999 - 2011 (12 ans)

Sensibilité politique : Rassemblement Pour la République, Union pour la Démocratie Française, Union pour un Mouvement Populaire

Maire adjointe de Bourg-Saint-Maurice (2014 - en cours), maire de Bourg-Saint-Maurice (1991 - 2001 ; 2011 - 2014)

Présidente de l'Agence économique de Savoie depuis 2001. Membre du Bureau de l'Assemblée du Pays de Tarentaise-Vanoise depuis 2005. Présidente de l'Association des maires de Tarentaise-Vanoise (1992-2001). Présidente de l'Agence économique de la Savoie (2001 ; réélue en 2004). Elle succède ainsi à Jean-Pierre Vial. En 2014, elle est 2^o adjoint au maire de Bourg-Saint-Maurice et chargée du développement du territoire, à l'urbanisme et au foncier

Officier de la Légion d'honneur (1998). Chevalier de l'Ordre national du Mérite (1993). Officier des Palmes académiques.

Minoret Eric



1961 Bourg-Saint-Maurice (Savoie) -

Profession : Commerçant

Dates de mandats : 2011 - en cours

Sensibilité politique : Sans étiquette

Maire adjoint de Bourg-Saint-Maurice (2001 - 2008)

Il a été conseiller municipal de 1995 à 2001. Il a également été président du Syndicat Intercommunal de l'Aiguille Grive de 2001 à 2008. Au cours de cette même période, il a été vice-président du Syndicat Intercommunal Espace Mont-Blanc.



Canton de BOZEL



Greyfié de Bellecombe Amédée, Charles, Henri



1811 Moûtiers (Savoie) - 1879 Brides-les-Bains (Savoie)

Profession : Il fait ses études chez les Jésuites de Chambéry avant de rejoindre Turin pour étudier le droit à l'université. Président de Chambre à Chambéry, conseiller d'appel, avocat

Dates de mandats : 1860 - 1871 (11 ans)

Sensibilité politique : Conservateur clérical

Député (1860 - 1862), député du parlement sarde, ancien conseiller divisionnaire

Comte. Amédée Greyfié de Bellecombe débute sa carrière de magistrat à Turin. En 1841, il obtient sa mutation à la Cour d'appel de Chambéry. Il fait son entrée dans le monde politique en 1848, date à laquelle il est marqué par l'affaire des "Voraces", tuant l'un des membres de cette colonne d'ouvriers savoyards venus de Lyon en croyant qu'il le menace. Paul Guichonnet souligne qu'en 1860, le procureur général Millevoeye écrit que lors "de l'invasion des Lyonnais [Amédée Greyfié de Bellecombe] s'arma de son fusil et fit feu sur un des hommes de cette triste expédition qui passait, seul, devant sa maison pour aller rejoindre les siens qui déjà battaient en retraite. [...] Je ne mets pas en doute, quant à moi, le fait qu'il n'ait agi légitimement en frappant un de ceux qui étaient venus, en pleine paix, envahir son pays, mais ce fait n'en prouve pas moins l'ardeur de son caractère et celle de ses opinions piémontaises à cette époque". En 1849, il est l'un de ceux qui fait entrer en Savoie la société de Saint-Vincent-de-Paul. En 1853, alors qu'il est accusé d'ingérence dans la campagne électorale, on lui propose une mutation pour la Cour d'appel de Gênes. Refusant ce déplacement, il est révoqué. Il prend alors sa robe d'avocat pour défendre les ordres religieux touchés par la loi du 28 mai 1855. La loi sur les couvents est à l'origine de sa rupture avec le gouvernement et la monarchie de Turin. A la veille de l'Annexion, le ministre Rattazzi lui propose un poste à la Cour de Cassation. Il refuse, mais accepte cependant au début 1860 d'être réintégré dans son ancien poste. Cela entraîne des remous dans le parti annexionniste, mais "Greyfié n'en reste pas moins son chef pour la Savoie méridionale" agissant en lien avec Eugène Lachenal à Annecy pour éviter un démembrement de la Savoie au profit de la Suisse. Il joue d'ailleurs un rôle non négligeable dans l'Annexion et fait partie de la délégation des Tuileries en mars 1860 durant laquelle il prend la parole. Paul Guichonnet écrit à son propos : "figure emblématique de l'Annexion, il en fut, sur le plan savoyard, le grand protagoniste". En 1860, il est élu sans concurrent au Palais Bourbon mais il ne siège pas longtemps. En effet, comme un certain nombre de ses collègues, il est heurté par les événements liés à la papauté. Il signe en mars 1862, un "amendement destiné à ne pas blesser le pape" et démissionne peu après. Il est alors remplacé par Ferdinand Palluel. Son attitude déplaît au pouvoir qui refuse sa réintégration dans la magistrature chambérienne. On lui propose alors un poste à Paris, qu'il refuse. Mais en 1866, le temps ayant passé, il réussit à obtenir une présidence de chambre à la Cour d'appel de Chambéry, suite à "l'intervention du cardinal [Alexis] Billiet et de [Hyppolite] Dieu, ancien préfet de la Savoie". Il semble également que Charles Dupasquier soit intervenu. Cela lui permit en tout cas de vaincre l'ostracisme qui le frappait depuis 1861 et sa démission de député. Il a été conseiller municipal de Jacob-Bellecombette, où il réside. Suite à son échec aux cantonales de 1871, où il est battu par Camille Laissus, il abandonne la vie politique.

Commandeur de la Légion d'honneur (31 mai 1860). Commandeur de Saint-Grégoire-le-Grand (Rome, 1862). Commandeur des Saints Maurice et Lazare.

F. de Mareschal, *L'Annexion de la Savoie à la France. Le grand artisan du rattachement de la Savoie à la France. Un noble savoyard : Greyfié de Bellecombe*, Grenoble, 1957 ; J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963 ; P. Guichonnet, *Vieille Savoie. Les députés et les sénateurs savoyards au Parlement de Turin, 1848-1860*, La Fontaine de Siloé, 2013.

Canton d'élection : Bozel

Laissus Camille



1835 Moûtiers (Savoie) - 1924 Moûtiers (Savoie)

Profession : Il fait ses études chez les Frères la Croix, élève au collège de Moûtiers où il est le camarade d'André Folliet. Il fait ses études de médecine à Turin, docteur en médecine (1859)

Dates de mandats : 1871 - 1880 (9 ans)

Sensibilité politique : Conservateur

Adjoint au maire, maire de Brides-les-Bains, conseiller d'arrondissement (1868-1870), ancien député sarde

Conseiller municipal de Moûtiers (1871-1874). Médecin-inspecteur des pharmacies (1860-1890). Médecin consultant à Brides-les-Bains au cours des périodes estivales. Pendant quarante années, il s'occupe de l'Hôtel-Dieu de Moûtiers. Médecin de la compagnie du Paris-Lyon-Méditerranée, de l'établissement thermal de Salins. Il est co-fondateur de la section Tarentaise du Club Alpin Français. Il est également président du syndicat d'initiative de Tarentaise. Membre fondateur de l'Académie de la Val d'Isère (1865). Il en est successivement vice-président (1891-1910) et président (1910-1924). Membre du conseil d'hygiène et de la salubrité publique. Auteur de plus d'une vingtaine de brochures. Conseiller municipal de Moûtiers. Proposé pour la Légion d'honneur en 1920.

Officier d'Académie (1911). Chevalier de l'Ordre royal de la Couronne d'Italie (1884). Chevalier de l'ordre d'Isabelle la catholique (1882). Chevalier de Saint-Grégoire-le-Grand (1887).

J.-P. Bergeri, *Histoire de Moûtiers, capitale de la Tarentaise*, La Fontaine de Siloé, 2007.



Canton d'élection : Bozel

Mayet Daniel, Henri



1815 Bourg-Saint-Maurice (Savoie) - 1900 Moûtiers (Savoie)

Profession : Il fait des études de droit avant de devenir avoué puis procureur à Moûtiers. Il est ensuite directeur d'un établissement thermal, juge de paix, hôtelier et propriétaire

Dates de mandats : 1880 - 1882 (2 ans)

Sensibilité politique : Républicain (1880)

Maire de Brides-les-Bains (1884 - 1888), maire de Moûtiers (23 février 1896 - 9 mai 1896), député (1876 - 1885), conseiller d'arrondissement (1861 - 1885)

Il est le frère de Maurice Mayet. Ce dernier est l'aîné alors que Daniel est l'avant-dernier. Leur père est originaire de Magland (Haute-Savoie). En 1848, Daniel Mayet entre dans la vie politique. Il est directeur – sans appointements – de l'établissement thermal de Brides-les-Bains. Il entre au conseil municipal de Moûtiers en 1863 et reste jusqu'en 1875. En 1864, en tant que conseiller d'arrondissement, il est dit "conservateur dévoué" ou "dévoué au gouvernement impérial avec une nuance plus avancée libérale" que les autres conseillers d'arrondissement. En décembre 1870, il est nommé juge de paix suppléant, mais il préfère renoncer pour se consacrer à la politique. Membre du conseil municipal de Brides-les-Bains (1881-1884) et de Moûtiers (1888-1896). En 1896, il est maire intérimaire après la démission de Jarre. Aux élections municipales suivantes, il n'est pas élu puisque c'est Emile Reyne qui devient maire. A l'Assemblée nationale, il rejoint la gauche républicaine et comme plusieurs de ses confrères, il refuse de voter la confiance au ministre Albert de Broglie. Il refuse comme 362 autres députés de voter la dissolution du 16 mai 1877. Au moment des propositions de loi de Paul Bert évoquant la question de la suppression des diocèses de Maurienne et de Tarentaise, Daniel Mayet défend celui de Tarentaise. Christian Sorrel rappelle à ce propos que le "préfet le tient pour hostile, sur le fond, à son maintien". Vice-président puis président du comice agricole de Moûtiers (1879-1896), il est l'auteur d'une brochure sur la race tarine. Il se représente en 1898 à Bourg-Saint-Maurice mais sans succès, il est battu par César Empereur. L'une de ses filles épousera successivement deux fils d'Emile Reyne, son successeur au Conseil général.

Officier du Mérite agricole (1889), il est décoré par Sadi Carnot, alors en visite en Savoie.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Bozel

Reyne Guillaume dit **Emile**



1835 Saint-Bon (Savoie) - 1907 Moûtiers (Savoie)

Profession : Docteur en droit de l'université de Turin (10 août 1860), avocat, juge de paix
Dates de mandats : 1882 - 1904 (22 ans)
Sensibilité politique : Républicain (1901)
Maire de Moûtiers (1896-1900), conseiller d'arrondissement

Dans son acte de baptême, le nom patronymique est Rennaz. Bons rapports avec l'administration. Conseiller municipal de Moûtiers. Il épouse une jeune rochoise, Joséphine Favre en 1866 et son témoin est François Carquet. Conseiller municipal de Moûtiers (1871-1892). En 1896, il devient maire de Moûtiers en battant Daniel Mayet, qui avait assuré l'intérim après la démission de Jarre. Reyne tente en vain une élection de maire de Brides-les-Bains. C'est lui qui succède à Jarre, comme juge de paix lorsque celui-ci est nommé au Châtelard. Certains lui reprochèrent d'avoir fait "un magnifique chemin pour desservir la Saulce (son lieu de résidence), en négligeant des routes plus importantes". Deux de ses fils épousent la fille de Daniel Mayet. L'un d'eux, Jules, veuf de Sophie Mayet, épousera en 1915, Angélique Mayet, la filleule de Daniel Mayet.

Gerfaux Victor



1867 Moûtiers (Savoie) - 1942 Albertville (Savoie)

Profession : Avocat, il termine sa carrière comme président du tribunal d'Annecy
Dates de mandats : 1904 - 1910 (6 ans)
Sensibilité politique : Républicain (1904), Radical (1905, 1908)
Maire de Moûtiers (1904 - 1908), conseiller d'arrondissement

La famille Gerfaux est originaire de Serraval (Haute-Savoie). Victor Gerfaux est conseiller municipal de Moûtiers dès 1896, il devient maire en 1904. Antoine Borrel intervient pour qu'il soit nommé chevalier de la Légion d'honneur. C'est sous son mandat que la cathédrale de Moûtiers est classée monument historique. Après son départ de la mairie, le conseil municipal de Moûtiers ne comptera plus d'avocat.

Chevalier de la Légion d'honneur (1932).

Machet Georges, Emile



1867 Bozel (Savoie) - 1931 Paris (Seine)

Profession : Huissier

Dates de mandats : 1910 - 1931 (21 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste (1922)

Maire de Bozel (1908 - 1931), sénateur (1920 - 1931), conseiller d'arrondissement (1907 - 1910)

A l'âge de vingt-trois ans, il part à Paris où "par son travail et son intelligence, il réussit à se faire une jolie situation dans le commerce". Dès 1901 et son retour en Savoie, il ouvre une étude d'huissier. Trois ans après sa première élection, le préfet considère qu'il est très populaire dans son canton et qu'il "a su y former un fort parti républicain". A la Haute Assemblée il siège au sein de la Gauche démocratique radicale et radicale-socialiste. Il en est d'ailleurs secrétaire. Il est membre de plusieurs commissions parmi lesquelles nous pouvons citer celle des Colonies, celle des Douanes et conventions commerciales, ou encore la commission de l'Agriculture. Il est rapporteur de nombreux projets parmi lesquels celui qui est relatif à l'électrification des campagnes. Ses interventions sont souvent tournées vers des questions agricoles et il porte un intérêt particulier pour le "travail agricole", mais également à la condition des cultivateurs. Dans une France encore largement rurale, il s'intéresse à l'administration des communes rurales, à leurs besoins et se préoccupe de leurs ressources qui se révèlent parfois insuffisantes. D'ailleurs, en 1924, il dépose "une proposition de résolution invitant le gouvernement à rétablir d'urgence les permissions agricoles aux périodes des grands travaux" qui ont lieu dans les campagnes. Le développement et la réfection des réseaux routiers sont également des sujets qu'il traite. Avec son homologue haut-savoyard, Fernand David et avec le normand Henri Chéron, il dépose une proposition de loi "relative aux mesures à prendre contre la pollution en vue de la conservation des eaux". En 1925, il accède à la fonction de secrétaire du Sénat, poste qu'il occupe jusqu'en 1927. En 1931, il en est questeur, précédant ainsi son collègue haut-savoyard Claudius Gallet. Au Conseil général, dès son premier mandat, il s'intéresse aux questions scolaires et à celles des mutualités. Son décès étant survenu à Paris et ses obsèques étant célébrées à Bozel, les honneurs militaires lui sont rendus par un régiment d'infanterie coloniale ainsi que par un détachement de la Garde républicaine à Paris. Bien que franc-maçon, il reçoit des obsèques religieuses, selon *Le Figaro*. Dans la séance du Conseil général du 27 avril 1931, Antoine Borrel, président du Conseil général, et successeur d'Emile Machet au Sénat, rappelle qu'Emile Machet était "cordial, loyal, souriant", il poursuit en déclarant que si "Emile Machet jouissait en Savoie de la sympathie et de la déférence générale, c'est parmi nous qu'après ses amis du canton de Bozel, on le connaissait, on l'appréciait, on l'aimait le mieux". Il poursuit en rappelant qu'ils n'avaient pas été "sans éprouver un amer et un funèbre orgueil à voir le Sénat s'associer entièrement" à leurs regrets ; "l'hommage unanime que les membres de la Haute-Assemblée ont voulu rendre au questeur nous a touchés au plus intime de nos sentiments en [...] montrant qu'au Palais du Luxembourg la perte de notre ami était ressentie aussi vivement que dans son canton de Bozel, que dans son département de la Savoie, qu'au sein du Conseil général".

Officier de l'Instruction publique.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009 ; J.-F. Mongellaz, *Emile Machet, sénateur-maire de Bozel (1867-1931). Les étapes de sa vie politique à travers la presse*, s.l.n.d., 23 p.

Canton d'élection : Bozel

Excoffier Germain, Jean-Baptiste



1866 Bozel (Savoie) - 1951 Bozel (Savoie)

Profession : Il obtient son brevet en 1884 et entre en fonction la même année. Instituteur successivement à Pralognan, Bozel, Bourg-Saint-Maurice, Les Allues, Bonneval et Champagny.

Dates de mandats : 1931 - 1940 (9 ans)

Sensibilité politique : Républicain Indépendant, Union Républicaine et Démocratique

Maire de Bozel (1936 - 1939)

Il prend sa retraite en 1928. Conseiller municipal. Secrétaire, trésorier et président de sociétés agricoles. Commissaire dans les concours départementaux et les comices. Secrétaire-trésorier de la caisse locale "le Crédit Agricole de Champagny". Président de la caisse de Crédit Agricole de Bozel depuis 1931. Il est élu à la mairie de Bozel en 1935. Au fil des ans, il est devenu un "spécialiste" des questions scolaires au sein de l'assemblée départementale. Proposé au grade d'officier du Mérite agricole (1938). Titulaire du brevet agricole (1922).

Chevalier du Mérite agricole (1921).

Pachod Joseph, Louis



1888 Saint-Bon (Savoie) - 1963 Bozel (Savoie)

Profession : Garçon de magasin à Paris (4^{ème} arrondissement), il s'engage dans l'armée. Après son retour en France, il devient chef-comptable à l'usine Bozel-Maletra du Planay

Dates de mandats : 1945 - 1949 (4 ans)

Sensibilité politique : Républicain de gauche, après la Libération se rapproche du Rassemblement des Gauches Républicaines

Adjoint au maire de Bozel (1935 - 1939), maire de Bozel (1939 - 1941, démission, 1943 - 1944), conseiller d'arrondissement (1931 - 1939)

Engagé volontaire en 1907 pour trois ans à la mairie de Paris (4^{ème} arrondissement). Caporal en 1909, il se réengage pour deux ans en 1910. Il est d'abord en Tunisie avant de rejoindre le Maroc alors en guerre. Il participe à la campagne du Maroc où il est blessé le 5 août 1911 à Balhil. Il est sergent en 1912. Adjudant en 1917, il est adjudant-chef en 1921. Cité plusieurs fois à l'ordre de la division et du régiment. En 1922, il est toujours résident au Maroc et revient à Chambéry l'année suivante. Sympathisant de la Résistance.

Chevalier de la Légion d'honneur. Médaille militaire. Croix de guerre 1914-1918. Médaille commémorative du Maroc.

Canton d'élection : Bozel

Ruffier-Meray Emile



1888 Moûtiers (Savoie) - 1981 Argonay (Haute-Savoie)

Profession : Menuisier-ébéniste

Dates de mandats : 1949 - 1955 (6 ans)

Sensibilité politique : Radical socialiste (1949), accepte l'investiture RPF

Maire adjoint de Bozel (1929 - 1932), maire de Bozel (1931 - 1934 ; 1948 - 1958)

Faisant une campagne "anti-Courchevel", il bat Louis Pachod. A eu une attitude neutre pendant la guerre. Président de l'Union des Combattants du canton de Bozel. Secrétaire du Sou des écoles. Proposé pour être Officier d'Académie (1927).

Peindarie Edouard



1899 Montcuq (Lot) - 1983 Brides-les-Bains (Savoie)

Profession : Diplômé de la faculté de médecine de Toulouse

Dates de mandats : 1955 - 1961 (6 ans)

Sensibilité politique : Indépendant

Maire de Bozel (1942)

Ancien combattant 1914 - 1918. Capitaine de réserve. Mobilisé en 1939 - 1940 dans le service de santé. Chef cantonal de la Légion des anciens combattants. Maire de Bozel, il est relevé de ses fonctions par Vichy en raison de son attitude vis-à-vis de la Résistance. Il avait établi de nombreux faux certificats médicaux en faveur des jeunes astreints au service du travail obligatoire. Il est d'ailleurs interné plusieurs mois à Saint-Paul d'Eyjau.

Chevalier de la Légion d'honneur (1953). Croix de guerre avec plusieurs citations (à l'ordre de l'armée, de la division).

Canton d'élection : Bozel

Mollier Honoré, Joseph



1924 Hauteluce (Savoie) -

Profession : Pharmacien

Dates de mandats : 1961 - 1966 (5 ans)

Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire

Maire de Bozel. Maire de Hauteluce (1971 - 1976)

Blanc Camille



1914 Hauteville-Gondon (Savoie) - 2008 Hauteville-Gondon (Savoie)

Profession : Après l'obtention de son certificat d'études et d'un brevet élémentaire, il suit des cours de dessinateur industriel. Il devient ensuite agent de maîtrise puis contremaître général d'entretien

Dates de mandats : 1966 - 1979 (13 ans)

Sensibilité politique : Socialiste

Maire de Planay (1953 - 1976)

Conseiller municipal de Planay (1944 - 1953). Il a été le suppléant du sénateur Roger Rinchet. Chevalier de l'ordre national du Mérite. Officier des Palmes académiques (1967).

Canton d'élection : Bozel

Chedal-Anglay Camille



1939 Albertville (Savoie) -

Profession : Formation en gestion informatique, comptabilité, droit à l'Université d'Aix-en-Provence, directeur de l'école de ski de Courchevel

Dates de mandats : 1979 - 1998 (19 ans)

Sensibilité politique : Mouvement Démocrate Français (1979), Union pour la Savoie, non Inscrit
Maire de La Perrière (1972 - 1995)

Président du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples du canton de Bozel. Président de l'Association des maires de Tarentaise-Vanoise (1982-1992). Président de la commission permanente du Parc National de la Vanoise (1983-1994). Président du conseil d'administration du Parc de la Vanoise (1983-1994). Vice-président du comité Dauphiné-Savoie de l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale. Président du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (1992-1994).



Canton d'élection : Bozel

Rolland Vincent



1970 Moûtiers (Savoie) -

Profession : Il effectue ses études au collège de Bozel puis à celui de Bourg-Saint-Maurice, et enfin au lycée de Moûtiers dans les sections ski études. Il poursuit ses études à Lyon et à Grenoble, titulaire d'une maîtrise en sciences économiques, assistant parlementaire d'Hervé Gaymard (1995 - 2002 et 2008 - en cours). Cadre

Dates de mandats : 1998 - en cours

Sensibilité politique : Rassemblement Pour la République, Union pour un Mouvement Populaire, Union pour la Savoie (2011)

Vice-président du Conseil général : 2004 - en cours

Maire adjoint de Pralognan-la-Vanoise (1996 - 2008), maire adjoint d'Albertville (2014 - en cours), député (2002 - 2007)

En 1995, peu après son service militaire, il est recruté comme assistant parlementaire d'Hervé Gaymard, dans le sillage duquel il s'engage en politique. Conseiller municipal de Pralognan-la-Vanoise dès 1995, il devient adjoint l'année suivante, et le reste jusqu'en 2008. Il est président du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples de Bozel de 2001 à 2004 et vice-président de l'Assemblée de Pays Tarentaise-Vanoise depuis 2005. De 2003 à 2006, il a été président de l'Association Nationale pour l'Etude de la Neige et des Avalanches. De 2008 à 2014, il a été Président de la Maison des Jeux Olympiques d'Albertville. Depuis 2004, il est président de l'Agence Touristique Départementale. Il est conseiller municipal d'Albertville depuis 2008 et lors des municipales de 2014, il devient premier adjoint. Il est vice-président de la Communauté de Communes de la région d'Albertville. Depuis 2008, il est président de Savoie Stations participation. Depuis 2011, il est président de l'Ecole Nationale des Sports de Montagne. Cette dernière regroupe deux sites : l'Ecole Nationale de Ski et d'Alpinisme à Chamonix-Mont-Blanc et le Centre National de Ski Nordique et de Moyenne Montagne à Prémaman (Jura). Il est membre du conseil d'administration de l'Assemblée des Pays de Savoie. Il est co-président de Savoie Mont-Blanc tourisme. Passionné de ski, il est diplômé moniteur de ski depuis 1996. Il a été également membre du Conseil d'Administration du Parc National de la Vanoise. En tant que conseiller général, il est vice-président en charge du tourisme et de la communication depuis 2004. Il a été notamment actif dans l'obtention par Val d'Isère des championnats du monde de ski en 2009. Elu en juin 2002, député suppléant d'Hervé Gaymard, il devient député de la 2^{ème} circonscription à partir de juillet 2002, Hervé Gaymard étant ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales. Vincent Rolland occupe le siège jusqu'au 10 juin 2007, date de fin de la législature. Au cours de ce mandat, Vincent Rolland a été chargé en 2006 d'une mission "sur l'attractivité des stations de sports d'hiver françaises", répondant ainsi à la demande de Dominique de Villepin, alors Premier ministre. Il a été membre de la commission des Affaires culturelles. Il a également été membre de plusieurs groupes d'études tels que ceux portant sur la chasse, l'élevage, la montagne, les parcs nationaux ou encore le tourisme et la viticulture. Aux législatives de juin 2012, il est à nouveau suppléant du député sortant Hervé Gaymard, comme il l'était depuis les législatives de juin 2007.



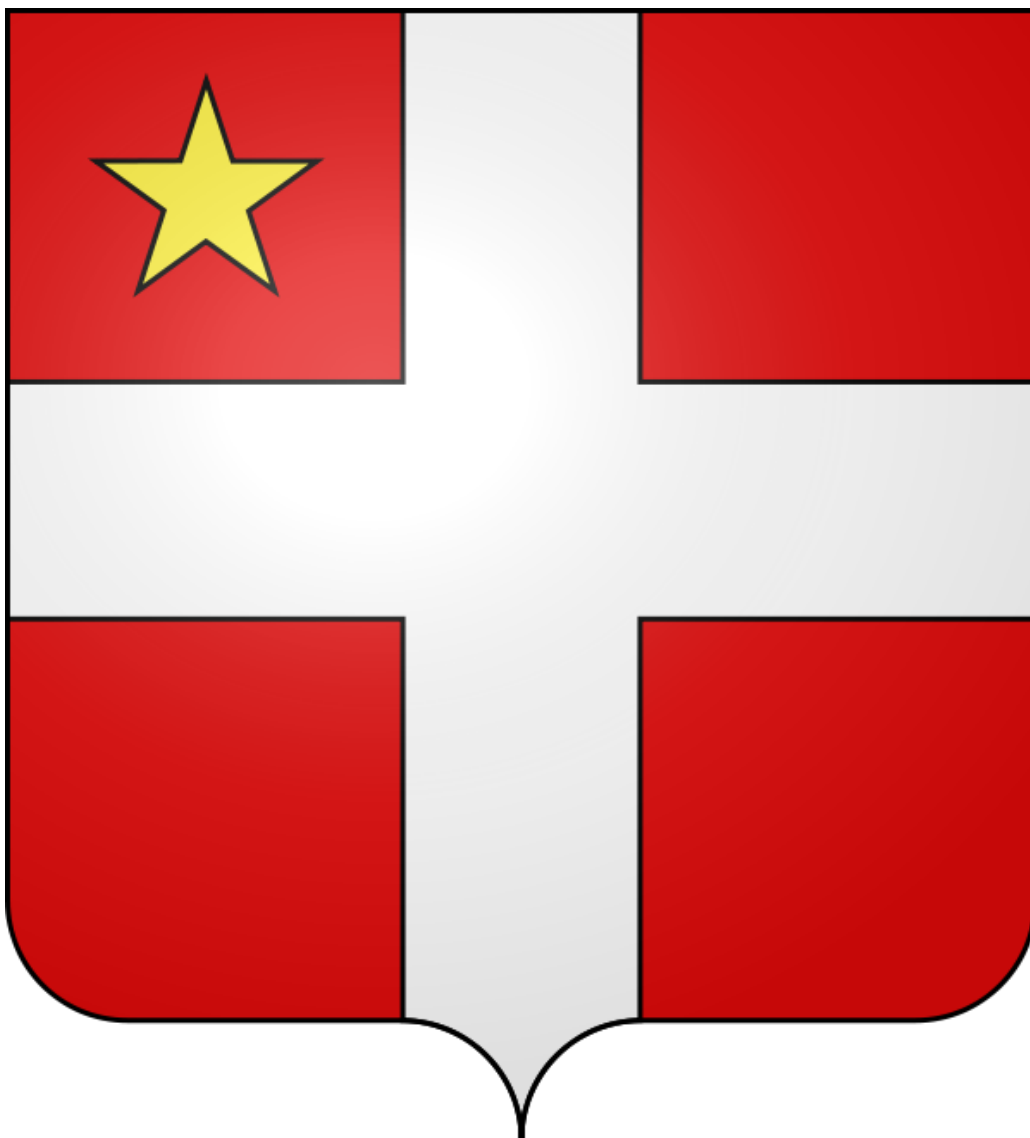
Canton de CHAMBERY

Cantons de Chambéry-Est

Chambéry-Nord

Chambéry-Sud

Chambéry-Sud-Ouest



Costa de Beauregard Louis, Marie, Pantaléon



1806 Sainte-Blandine (Isère) - 1864 La Motte-Servolex (Savoie)

Profession : Propriétaire, général de l'armée Sarde

Dates de mandats : 1860 - 1864 (4 ans)

Sensibilité politique : Conservateur

Président du Conseil général : 1860 - 1864

Député sarde (1848 - 1849 ; 1854 - 1860)

Député au parlement Sarde. Gentilhomme de la maison du roi de Sardaigne, il est l'aîné d'une famille de six enfants. En 1827, il est sous-lieutenant dans le régiment Piémont-Royal. La même année il est nommé Ecuyer du prince Charles-Albert de Savoie-Carignan, futur roi de Piémont. Costa de Beauregard est un ami de Cavour. En 1834, il épouse la fille du marquis Saint-Georges de Vérac, qui lui donnera onze enfants, dont Marie Charles Albert, qui lui succédera au conseil général. Ce mariage lui permet d'entrer dans la haute société parisienne. Peu avant son mariage, il avait été promu capitaine et Premier Ecuyer du roi. En 1848, alors qu'il combat en Lombardie, il est nommé sénateur et quelques semaines plus tard, il est élu député face à Charles Dupasquier. Sur autorisation du roi, il abandonne le mandat sénatorial, lui préférant celui de député. En 1849, il refuse d'entrer dans le gouvernement de Launay et démissionne de son mandat de député. Elu à nouveau en 1853, il le reste jusqu'à l'Annexion. En 1858, il fait partie du petit cercle à connaître l'entrevue de Plombières, qui prévoyait les événements de 1860. Contrairement à nombre de ses confrères, il ne participe pas à la délégation des Tuileries de mars 1860. En 1860, sa fortune est estimée à 200 000 francs. Président de l'Académie Impériale de Savoie. Il est également le grand père de Léon Costa de Beauregard.

Commandeur de la Légion d'honneur et des Saints Maurice et Lazare.

J. Lovie, *La Savoie dans la vie française, 1860-1875*, PUF, 1963 ; C. Sorrel (dir), *Dictionnaire du monde religieux*, tome 8, La Savoie, Paris, Beauchesne, 1996 ; P. Guichonnet, *Vieille Savoie. Les députés et les sénateurs savoyards au Parlement de Turin, 1848-1860*, La Fontaine de Siloé, 2013



Costa de Beauregard Marie, Charles, Albert



1835 La Motte-Servolex (Savoie) - 1909 Paris (Seine)

Profession : Il fait ses études au collège royal de Chambéry après avoir été élève de l'abbé Favre, son précepteur. Après l'expulsion des Jésuites, il rejoint la Belgique et le collège de Brugelette. Propriétaire rentier

Dates de mandats : 1864 - 1871 (7 ans)

Sensibilité politique : Conservateur

Député (1871 - 1876)

Sa fortune est estimée à 50 000 francs. En 1864, il succède à son père au Conseil général et "il prend son relais dans le patronage des populations de La Motte-Servolex". Alors qu'au début des années 1860, il résidait beaucoup à Paris, il semble qu'après le décès de son père, il soit plus présent en Savoie. Ami de Gustave de Martinel, il lui écrit "vous êtes le seul ami vrai que m'ait laissé mon père". Il va voir l'Empereur qui lui demande s'il continue l'œuvre de son père. Au début de l'année 1870, il "s'associe à l'appel du Comité libéral conservateur en faveur du "oui" au plébiscite constitutionnel" en même temps qu'il accepte la présidence du comité de patronage du *Courrier des Alpes*, dont l'orientation catholique se fait plus nette "tout en se réclamant du programme impérial du 2 janvier". Au cours de la guerre contre la Prusse, il est commandant du 1^{er} bataillon de la Garde Nationale Mobile de la Savoie. Dans les différents courriers datant de cette période de guerre, il dénonce d'ailleurs le désordre général, le manque de vivres et de fournitures, une fatigue extrême et le peu de nouvelles du pays. Il est blessé et fait prisonnier, le 16 janvier 1871, lors du combat de Bethoncourt (Doubs), l'un des épisodes de la Bataille de la Lizaine. Prisonnier, il est interné à Karlsruhe, en Allemagne, lorsque les conservateurs le désignent comme candidat pour l'Assemblée nationale. Son élection lui permet alors d'être libéré par anticipation. Son nom avait été prononcé comme l'incarnation de l'héroïsme traditionnel de la province. Il est le seul des quatre candidats conservateurs à être élu, et encore ne l'est-il qu'en cinquième position. Après sa libération, il rejoint Chambéry puis Bordeaux où il est "acclamé par ses collègues lors de son entrée dans la salle des séances, appuyé sur des béquilles". Il n'intervient à la tribune que deux fois au cours de son mandat : en janvier 1872 et en avril 1874 pour "rappeler le sens de l'annexion de 1860". Il est hostile à Adolphe Thiers. En janvier 1873, il est envoyé à Rome par les députés catholiques afin de "sonder" le pape Pie IX "qui l'assure qu'il ne désespère pas de la France". Après 1871, il semble se détacher de plus en plus de la Savoie, et s'occupe d'œuvres catholiques à Paris. En 1896, il est élu à l'Académie Française au fauteuil 32, au second tour (19 voix contre 12), il succède à Camille Doucet et précède Hippolyte Langlois. Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 12 mars 1871).

A. Costa de Beauregard, *Un homme d'autrefois*, 1877 / -, *Mémoires historiques sur la maison de Savoie*, 1888 / -, *La jeunesse du roi Charles-Albert*, 1889 / -, *Les dernières années du roi Charles-Albert*, 1890 / -, *Le roman d'un royaliste sous la Révolution, souvenirs du comte de Virieu*, 1892 / -, *Prédestinée*, 1895 / -, *La charité sociale en Angleterre*, 1896 / -, *Emigration, souvenirs tirés des papiers du comte A. de La Ferronnays*, 1900 / -, *Courtes pages*, 1902 / -, *Liberté, Egalité, Fraternité*, 1904 / -, *Madame Loyse de Savoie*, 1907 / -, *Comment mon oncle le général mérita la Croix de Marie-Thérèse*, 1908 / -, *Pages d'histoire et de guerre*, 1909 ; R. Naz, *Le marquis Albert Costa de Beauregard (1835-1909)* ; J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963 ; C. Sorrel (dir.), *Dictionnaire religieux de la France contemporaine*, La Savoie, Beauchesne, 1996 / -, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Chambéry-Nord

Chevallay Bernard dit **Bernardin**



1816 Chambéry (Savoie) - 1883 Paris (Seine)

Profession : Copiste aux bureaux des douanes de Chambéry, commis dans un magasin parisien, secrétaire de mairies (1860), il est ensuite propriétaire-rentier

Dates de mandats : 1871 - 1883 (12 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Maire de Thoiry, de Puygros, (1871 - 1874), député (1880 - 1883)

Après ses études à Chambéry, il quitte la France pour le Brésil avant de revenir en France où il exerce différents métiers. Selon Christian Sorrel, il "appartient à la génération qui s'enthousiasme pour les événements de 1848". Il précise également qu'il "incarne alors en fait la démocratie rouge, comme le suggère l'avocat Chapperon, fin observateur des événements, en le présentant comme "communiste"". D'ailleurs, il poursuit en soulignant qu'il avait rejoint les Voraces à Yenne et avait essayé de convaincre leurs chefs "que la population les attendait avec impatience". Il est initié à la loge annecienne "L'Allobrogie" en 1863. Il est hostile à l'Empire. Au tournant des années 1860-1870, il rejoint Nicolas Parent et fait même partie du comité du journal *Le Patriote Savoisien*. En 1871, il devient maire de Puygros, dont il avait d'ailleurs été secrétaire de mairie, mais il est révoqué en 1874. Il choisit alors de rejoindre le conseil municipal de Thoiry, où il était également secrétaire de mairie. Mais finalement en 1878, il revient à Puygros. En 1880, il est membre du Conseil académique, du conseil départemental de l'Instruction publique. Il accède à la députation suite à l'élection de Nicolas Parent au Sénat, qui l'a d'ailleurs imposé comme candidat. Bien qu'arrivé tard à la politique, il pourrait être considéré comme le "dauphin" de Nicolas Parent, même si "sa mort subite arrête une carrière politique courte et timide". Dans sa séance du 2 avril 1883, le président du Conseil général Nicolas Parent rappelle que Bernardin Chevallay "n'était pas seulement un des doyens de la cause républicaine, il avait conquis l'estime et l'affection de tous par son dévouement à la République et au département, par l'activité qu'il avait mise à leur service et par son cœur si chaud, si impressionnable et si chevaleresque". Il termine en soulignant que "sa mort sera pour [lui] toujours une blessure saignante".

C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Chambéry-Nord (1883) puis La Motte-Servolex (1890-1901)

Bal Joseph



1837 Chambéry (Savoie) - 1919 Chambéry (Savoie)

Profession : Tanneur - corroyeur

Dates de mandats : 1883 ; 1890-1901 (12 ans)

Sensibilité politique : Républicain modéré

Conseiller d'arrondissement (1879 - 1883 ; 1887 - 1890)

Conseiller municipal de Chambéry depuis 1871. Président du conseil d'arrondissement. Membre de la chambre de commerce. Il obtient trois médailles d'argent et quatre d'or dans les grandes expositions internationales. Il est élu en 1883 en remplacement de Chevallay, décédé. Il ne se représente pas au renouvellement d'août 1883. Il doit attendre 1890 et un changement de canton pour retrouver un poste de conseiller général.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 13 juillet 1889).

Marchand Pierre, Henri



1814 Chambéry (Savoie) - 1887 Chambéry (Savoie)

Profession : Notaire

Dates de mandats : 1883 - 1887 (4 ans)

Sensibilité politique : Républicain (1883)

Canton d'élection : Chambéry-Nord

Perrier Claude, Antoine



1836 La Rochette (Savoie) - 1914 Chambéry (Savoie)

Profession : Avoué

Dates de mandats : 1887 - 1913 (26 ans)

Sensibilité politique : Radical (1901), Républicain de gauche (1908, 1913)

Président du Conseil général : 1895 - 1913

Maire de Chambéry (1884 - 1893), député (1889 - 1900), sénateur (1900 - 1914), conseiller d'arrondissement, ministre (1911)

Conseiller municipal de Chambéry en 1881, il accède à la mairie trois ans plus tard et il conserve ce poste un peu moins de dix années. Elu au Conseil d'arrondissement, il en devient le président le 20 août 1883. Afin de concurrencer le *Patriote Savoisien*, journal de Nicolas Parent, il crée en 1883, le *Républicain de Savoie*. Dix ans plus tard, il quitte la mairie de Chambéry préférant s'occuper de son mandat de député. Selon Christian Sorrel, il aurait surtout "préparé son élection à la présidence du [C]onseil général", qu'il obtient en 1894. En effet, ce poste est plus "utile que la mairie pour asseoir la stratégie électorale qui le conduira au Sénat". Lors des législatives de 1893, le comité républicain des Marches demande aux électeurs de voter pour Antoine Perrier afin que la commune ne forme pas une "tâche noire au milieu des autres [communes] qui lui donnent la majorité", car voter contre M. Perrier, c'est une "désertion, une trahison à la Patrie et au Gouvernement de la République qu'elle s'est librement donnée". En 1895, il réussit "la fusion des deux journaux républicains de Chambéry sous le titre *Le Patriote Républicain* dont il devient le directeur politique" jusqu'en 1914. En tant que député, il se préoccupe du sort des populations rurales et il demande l'amélioration de leurs conditions par des réformes qui sont aussi utiles que pratiques. Il est rapporteur d'une proposition de loi qui viserait à supprimer l'ordre des avocats et il prend une part importante à la discussion de la loi "portant extension de la compétence des juges de paix", comme pour celle relative au traitement et au classement des instituteurs. Député actif, il est l'auteur d'un rapport "remarquable sur le rattachement à la Guerre des services de la télégraphie militaire". Il s'est d'ailleurs beaucoup intéressé à la question frontalière et au rôle de l'armée. En 1900, il est élu au Sénat où le "siège de l'inamovible Albert Grévy est attribué à la Savoie après son décès". A cette même période, le préfet rappelle qu'Antoine Perrier a acquis en Savoie une situation politique "absolument prépondérante et nul, dans ce département, n'a exercé une influence supérieure ni même égale à la sienne". Il poursuit en rappelant qu'il a fait preuve d'une remarquable activité, que sa parole est "toujours, bien qu'un peu incorrecte et hachée, chaude et entraînant", mais il est doué d'une éloquence "populaire, qui dans une réunion, manque rarement son effet". Le préfet poursuit en insistant bien sur le fait qu'Antoine Perrier est "très sincèrement et très fermement républicain, [...] ancien modéré qui se rapproche du radicalisme, il est surtout nettement anticlérical". Pourtant, étant partisan de la paix religieuse, il n'est pas favorable à la séparation des Eglises et de l'Etat. En 1908, il est président de l'Union républicaine du Sénat. En 1910, il est vice-président du Sénat. En mars 1911, il devient garde des Sceaux et ministre de la Justice dans le cabinet Monis dont il devient ensuite vice-président (21 mai 1911), suite à l'accident qui a blessé le président du Conseil lors d'une démonstration d'aéroplanes et où le

ministre de la Guerre, Maurice Berteaux, est d'ailleurs tué. A l'occasion de son accession au ministère de la Justice, les comités républicains lui envoient de nombreuses adresses de félicitations. Toutes soulignent la joie de voir un Savoyard accéder à ce poste. Le comité républicain d'Attignat-Oncin souligne que c'est "la juste récompense pour une vie consacrée entièrement à la défense de la République laïque et à la préparation des réformes sociales". En tant que maire de Chambéry il réalise des travaux d'importance, c'est ainsi qu'est construit le lycée de jeunes filles ou encore qu'est reconstruit le lycée de garçons. C'est également à cette période qu'est construit le bâtiment musée-bibliothèque ou encore la nouvelle grenette, c'est également dans ces années que sont réalisés d'importants efforts pour l'alimentation en eau potable de la ville. Dès le début de son mandat de maire, il participe à l'édification du quartier Joppet où sera caserné le 13^{ème} Bataillon Alpin de Chasseurs à Pied, il se trouve alors en périphérie de la ville (1884-1889). En 1887, il participe à la construction de l'Ecole Normale d'Institutrices, trois ans plus tard, il s'intéresse à la réédification de l'école préparatoire à l'Enseignement Supérieur. En 1892, il participe également à l'agrandissement du cimetière du Paradis. En 1905, la ville de Chambéry souhaite acquérir pour 50 000 francs la propriété des Charmettes et Antoine Perrier intervient auprès du sous-secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts pour qu'une subvention de 23 000 francs soit accordée pour l'acquisition de cette demeure. Ainsi devenue monument historique, la maison est ainsi préservée de la mutilation et de la destruction. Il est également à l'origine du doublement de la voie ferrée entre Culoz (Ain) et le Mont-Cenis. Victime d'un accident cardiaque à Paris, sa famille le fait revenir en Savoie espérant que le climat de son pays lui redonnerait la santé, mais il décède chez son neveu, M. Gravier, trésorier-payeur général de la Savoie. Chevalier de la Légion d'honneur (1886).

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; C. Sorrel, *La Troisième République à la ville : Chambéry de 1870 à 1914*, Mémoires et Documents publiés par la Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie, tome LXXXVII, 1980 / - , *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009 ; L. Demouzon, *La Savoie sous l'uniforme*, 2012.

Canton d'élection : Chambéry-Nord

Oncieu de la Bâtie (d') Eugène



1857 Chambéry (Savoie) - 1917 Barby (Savoie)

Profession : Officier de cavalerie avant de démissionner et de s'occuper de ses terres et de sa famille

Dates de mandats : 1913 - 1917 (4 ans)

Sensibilité politique : Conservateur, réactionnaire (1913)

Maire de Barby (1907), conseiller d'arrondissement

L'élection est contestée par Joseph Vicher (1529 voix), dont la requête est rejetée par le Conseil d'Etat le 13 mars 1914. Très engagé dans les milieux catholiques. Il fut l'instigateur de plusieurs œuvres charitables parmi lesquelles : l'œuvre des veuves ou celle des orphelins.



Carron Hyacinthe



1879 Chambéry (Savoie) - 1953 Voulx (Seine-et-Marne)

Profession : Propriétaire exploitant puis négociant en vins

Dates de mandats : 1919 - 1940 (21 ans)

Sensibilité politique : Radical socialiste

Maire adjoint de Saint-Alban-Leysses (1919 - 1925), maire de Saint-Alban-Leysses (1925 - 1940), conseiller d'arrondissement (1913), député (1924 - 1940)

Conseiller municipal de Saint-Alban-Leysses (1912). Ancien combattant de la Grande Guerre qu'il termine comme sergent-fourrier. Lors des législatives de 1924, il est le troisième inscrit de la liste du Cartel des gauches de Savoie. A l'Assemblée nationale, il s'inscrit au groupe républicain radical et radical-socialiste au sein duquel il reste tout au long de ses mandats successifs. Il est facilement réélu plusieurs fois et c'est seulement en 1936 qu'il est élu député au second tour. En tant que député, il travaille beaucoup sur la viticulture et le milieu agricole, il essaie notamment de faire aboutir une proposition de loi qui permettrait de développer les lotissements ruraux pour faciliter l'accession à la petite propriété paysanne (1927), et une autre relative au crédit agricole mutuel (1928). En 1936, il intervient et défend plusieurs amendements au cours de la discussion du projet de loi créant l'Office du Blé. Le 10 juillet 1940, il vote les pleins pouvoirs au maréchal Philippe Pétain. Il est révoqué de son poste de maire de Saint-Alban-Leysses et il choisit de se retirer en Seine-et-Marne, département d'origine de son épouse. C'est là qu'ils passent toute la guerre, où il n'a pas d'activité particulière. Il n'a ni collaboré, ni été vichyste. A la Libération, il tente de retrouver sa place au Conseil général. Il demande au Jury d'honneur de le relever de son inéligibilité qui le frappait par rapport au vote du 10 juillet 1940, mais par décision du 31 juillet 1945, ce Jury d'honneur rejette sa requête, pourtant le préfet semblait plutôt favorable à son relèvement. Il semble avoir été très appuyé par le Front national mais très contesté par les radicaux.

C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009 ; "Portrait de Hyacinthe Carron, conseiller général", in *Avenir d'Aix*, 24 mai 1930.

Canton d'élection : Chambéry-Nord

Rose Lucien, Joseph, François



1916 Goncelin (Isère) - 2004 Betton (Ille-et-Vilaine)

Profession : Il fait ses études secondaires au collège de La Motte-Servolex puis au collège d'enseignement primaire supérieur de Chambéry. Employé à la Société Nationale des Chemins de Fer. Il entre ensuite dans la presse et devient directeur régional de l'agence Havas à Rennes (1962-1981) après avoir travaillé pour différents autres titres de la presse nationale ou régionale

Dates de mandats : 1945 - 1951 (6 ans)

Sensibilité politique : Jeune République puis Socialiste indépendant

Vice-président du Conseil général : 1945 - 1951

Maire adjoint de Rennes (1977 - 1995), député (1945 - 1946)

Titulaire de son brevet d'enseignement élémentaire il commence à travailler à l'âge de dix-sept ans en entrant dans le service administratif des Papeteries de France à Saint-Alban-Laysse. Il rejoint ensuite "l'Etoile des Alpes" à Chambéry, de 1933 à 1936. En juin 1937, il entre, au service du personnel, dans la toute jeune Société Nationale des Chemins de Fer. En 1935, il entre dans la Jeune République, qui est un peu l'héritière du Sillon ou tout au moins une résurgence. Dans le même temps, il milite à la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens avant de devenir secrétaire adjoint du syndicat des cheminots Confédération Française des Travailleurs Chrétiens. En ces temps mouvementés, il rejoint le groupe "Nouvelles Equipes Françaises", mouvement chrétien anti-nazi et anti-munichois, où se retrouvent Francisque Gay ou encore Georges Bidault, et dont il devient responsable départemental. En 1940, mobilisé, il participe notamment à la bataille de Narvik en Norvège. Résistant, sous le pseudonyme de "Dulac", il est à l'origine de la création, en Savoie et dans le Dauphiné, des mouvements "Libération" et "Franc-Tireur". Devenu chef sous-régional des Mouvements Unis de la Résistance, adjoint d'Alban Vistel, il participe à l'unification des forces "Armée Secrète" et "Francs-Tireurs et Partisans". A la fin de l'année 1942, il se rend à Paris en vue de travailler à l'organisation du Mouvement Ouvrier Français. Ce mouvement est créé notamment à l'initiative de syndicalistes chrétiens et confédérés, et de Léon Morandat (Yvon). Ce dernier étant une connaissance de Lucien Rose puisqu'en 1939, il était secrétaire des syndicats chrétiens de Savoie. Lucien Rose est également président du Comité Départemental de Libération, et à ce titre, il assure les fonctions de préfet de la Savoie jusqu'au 10 septembre 1944. Il est secrétaire de la Jeune République de 1945 à 1949 et c'est sous cette étiquette qu'il est élu député à la 1^{ère} Assemblée nationale constituante. Il est élu secrétaire de l'Assemblée nationale, et nommé juré à la Haute cour de Justice. Au Palais Bourbon, il s'inscrit au groupe Résistance démocratique et sociale et devient membre de plusieurs commissions parmi lesquelles celle de l'Intérieur, de l'Algérie ou encore de l'Administration générale, départementale et communale. Il est aussi membre de la commission du Travail et de la sécurité sociale. En 1946, il ne retrouve pas son siège de député et il choisit alors de se présenter dans un autre département. C'est à cette période qu'il débute une carrière dans la presse. Un fonds Lucien Rose est conservé aux Archives départementales de la Savoie sous la cote 10 J.

Commandeur de la Légion d'honneur. Officier de l'Ordre national du Mérite. Croix de guerre 1939-1945. Rosette de la Résistance. Croix du combattant volontaire de la Résistance. Médaille de la reconnaissance Norvégienne.

A. Mollard, *La Résistance en Savoie, 1940-1944, Les Mouvements Unis de la Résistance*, Sadag, 1980 ;
C. Sorrel, *Les Catholiques savoyards, histoire du diocèse de Chambéry, 1890-1940*, La Fontaine de Siloé, 1995 ;
E. Hervé, L. Besson, L. Petraz, *Lucien Rose (1916-2004). Humanisme, fidélité, amitié*, 2005, 55 p. ;
Archives départementales de la Savoie, *La Savoie des Ombres. 1939-1945. Les Savoyards, Vichy, l'occupant*, La Fontaine de Siloé, 2005.

Canton d'élection : Chambéry-Nord

Lavareille (de) Paul



1920 Chambéry (Savoie) - 2013

Profession : Entre à Saint-Cyr avant la Seconde Guerre mondiale. En 1946, il entre dans la société de son beau-père les Pâtes Richard. Industriel

Dates de mandats : 1951 - 1970 (19 ans)

Sensibilité politique : Centre National des Indépendants, Républicain Indépendant, Parti Républicain

En 1940, il combat dans les corps francs puis après l'instauration du régime de Vichy, il entre dans la Résistance. Il participe, au sein des Forces Françaises de l'Intérieur à la Libération. Il quitte l'armée en 1946 avec le grade de commandant. Conseiller municipal de Chambéry (1947-1965). Président pour la Savoie du Centre National des Indépendants (1956-1974). Malgré plusieurs sollicitations pour revenir sur la scène politique, il choisit de se consacrer exclusivement à son travail d'entreprise. De 1958 à 1973, il est député suppléant de Jean Delachenal.

Chevalier de la Légion d'honneur (1963). Croix de guerre 1939-1945, citation à l'ordre de l'armée.

P. de Lavareille, *Les rendez-vous de la chance. Souvenirs de la guerre 1939-1945*, s.l., 1971.



Canton d'élection : Chambéry-Nord (1970-1973) puis Saint-Alban-Leyse (1973-2001)

Besson Louis



1937 Barby (Savoie) -

Profession : Il fait ses études au lycée de Chambéry. Il devient ensuite surveillant à Rumilly, puis à Chambéry, tout en étant inscrit à l'IEP de Grenoble. Attaché d'administration universitaire (1963 - 1966) puis directeur de la Maison de la Promotion Sociale de Chambéry (1966 - 1973)

Sensibilité politique : Indépendant de Gauche puis Parti Socialiste

Dates de mandats: 1970 - 2001 (31 ans)

Président du Conseil général : 1976 - 1982

Maire de Barby (1965 - 1989), Maire de Chambéry à partir de 1989, Premier Adjoint puis Conseiller municipal jusqu'en 2014, Député (1973 - 1989), Ministre (1989 - 1991 ; 1997 - 2001)

Président de Chambéry métropole, communauté d'agglomération (2005 – 2014)

Adolescent, il se passionne pour l'agriculture. Au cours du drame algérien, il rencontre au début de 1957 un français d'Algérie "libéral" qui avait dû se réfugier à Annecy car sa publication « *Espoir Algérie* » était constamment saisie par les Autorités. Comme lui il est convaincu qu'une négociation est urgente, estimant irréversible l'émancipation des peuples mais indispensable la préservation de la présence sur le sol algérien de la communauté française. Affecté à l'Inspection d'Académie à Chambéry il est chargé d'appliquer la loi Debré et de négocier les contrats qui lieront désormais les établissements privés et l'Etat. Préalablement, il avait encadré des camps cyclistes d'adolescents pour le compte de l'AROVET, dont le responsable était Robert Dalban. C'est ce dernier qui lui proposera le poste de directeur de la MPS. Il s'engage à 28 ans dans la vie publique en devenant maire de Barby. En 1970 il est élu dans le canton de Chambéry-Nord jusqu'à la création en 1973 de celui de Saint-Alban-Leyse où il reste élu jusqu'en 2001. Au lendemain de son succès, il est félicité par Lucien Rose, l'ancien Président du Comité Départemental de Libération et ancien conseiller général, qu'il ne connaissait pas et dont il deviendra l'ami. Au moment des prémices de la régionalisation, il souhaite un processus progressif avec préalablement une entente avec la Haute-Savoie de manière à conforter – avant de rejoindre Rhône-Alpes – l'Université de Savoie mais aussi les spécificités agricoles et touristiques savoyardes. Après que le Conseil général l'ait élu à la succession de Joseph Fontanet, il eut le souci de proposer un rattrapage à des secteurs savoyards qui se sentaient exclus du développement et de prendre des initiatives susceptibles de préfigurer la décentralisation (dont la création de l'Entente Régionale de Savoie que poursuivra ensuite l'APS). Au plan des adhésions politiques, il débute par des liens avec un groupe militant chambérien qui avait rejoint le Mouvement de Libération du Peuple, puis adhère à l'UGS et au PSU jusqu'en 1968. Il adhèrera au PS après les "Assises" à l'occasion desquelles l'ont rejoint Michel Rocard et Jacques Delors. Après qu'il eut refusé de s'opposer au référendum de 1969 sur la régionalisation, il fut candidat aux législatives en 1973. Classé "indépendant de gauche", il avait reçu, sans l'avoir demandé, le soutien du PSU. Apparenté socialiste, il s'inscrit à la commission des Affaires sociales. La même année, ses choix personnels le conduisent dans le Pacifique avec le Général de la Bollardière, Jean Toulat, le père Avril, Jean-Jacques Servan-Schreiber et trois autres députés pour demander la cessation des essais atomiques dans l'atmosphère. En 1974, il vote la loi Veil sur l'IVG et en 1981, il est favorable à l'abolition de la peine de mort. Entre temps, il fait adopter au Parlement un amendement qui permettra une revalorisation significative des aides de l'Etat aux organisations familiales, ce qui lui vaudra de recevoir la médaille d'or de l'Union Nationale des Associations Familiales. A la même époque, il a agi pour un partage, en

cas de remariage, des pensions de réversion proportionnellement aux durées de chaque mariage. Lors de la première loi d'orientation sur le handicap, il réalise un travail préparatoire avec les associations et plaide pour que soit créée une instance consultative de dialogue entre les acteurs publics et les grandes associations : le Conseil National Consultatif des Personnes Handicapées. Près de 10 ans plus tard, il lui sera demandé de le présider. Avec le changement de majorité en 1981, il se fait un devoir de concourir à ce que la Montagne soit dotée de la loi qui lui avait été promise à l'occasion de la loi pastorale de janvier 1972. A cette fin il est à l'initiative d'une résolution parlementaire créant une commission d'enquête sur le sujet en vue de la rédaction d'un texte législatif. Rapporteur de cette commission, il sera nommé ensuite « parlementaire en mission » pour tester le contenu d'un pré-projet de loi, puis deviendra président de la commission spéciale chargée de la discussion parlementaire du projet gouvernemental. A l'issue de cet important travail législatif pour la montagne ses collègues lui demandent d'accepter de jouer un rôle actif dans la création de l'Association Nationale des Elus de la Montagne dont il devint ainsi le Président fondateur. Au plan savoyard, il a accompagné l'évolution de sa commune qui passe de 300 à 3 000 habitants en quelques années. C'est sous l'un de ses mandats que la cité accueille le 13^{ème} BCA. En tant que Maire de Chambéry, il a beaucoup œuvré pour la rénovation de Chambéry le Haut et du Biollay mais également pour la réalisation de grands travaux comme la reconstruction du nouvel hôpital ou la réhabilitation des Halles. Sous ses mandats, la ville s'est dotée d'équipements nombreux dont des « locomotives » telles que la Médiathèque, la Galerie Eurêka, le Manège, la Cité des Arts, la Maison du Patrimoine, le Centre funéraire, la Maison des Associations... mais aussi deux structures dédiées aux plus démunis : l'Espace Abbé Pierre et le pôle d'accueil Geneviève de Gaulle. Président de Chambéry Métropole (2005-2014), c'est sous son mandat que sont menées à bien la construction du grand équipement "le Phare", de l'Usine d'Incinération et de Valorisation énergétique des déchets, de la nouvelle Usine de Dépollution des Eaux, et engagée l'adaptation du site de la gare SNCF à la perspective du Lyon/Turin. Il interviendra en 1985 en faveur de la candidature d'Albertville à l'organisation des Jeux Olympiques d'hiver et fera partie de la délégation qui se rend devant le CIO. Dans les mêmes années 80 il partage un travail avec le Maire d'Annemasse, Robert Borrel, autour du thème de l'enjeu technologique et de l'axe privilégié que constitue à cet égard l'espace savoyard séparant Genève et Grenoble, dont la création de Technolac avec l'objectif de développer la composante scientifique de l'Université et d'accueillir de la recherche et des entreprises de pointe sera une forme de concrétisation. Il sera appelé par Michel Rocard pour rejoindre le gouvernement en mars 1989, nommé ministre délégué chargé du Logement (1989-1990). Il souhaite alors que la loi reconnaisse la nécessité d'un habitat non ségrégué et accessible aux plus démunis. A ce titre, la loi du 31 mai 1990 crée notamment le Fonds de Solidarité Logement, le soutien aux associations d'insertion par le logement et rend accessibles aux prêts de la CDC les projets de création de logements très sociaux à la fois par les HLM et par des associations agréées. Après le vote de la loi, l'Abbé Pierre dira : "C'est la première fois depuis quarante ans qu'on aborde convenablement le problème du logement des plus démunis". Quittant le Gouvernement en même temps que le Premier ministre, il devient administrateur de la Fondation Abbé Pierre dont il avait aidé à la création. Lors de la constitution du Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées, les grandes associations se mobilisent pour que Louis Besson en assure la présidence. Il sera rappelé en 1997 par le Premier Ministre Lionel Jospin qui lui demande de revenir au Secrétariat d'Etat au Logement. Outre la loi sur l'accueil des gens du voyage, il fait aboutir la loi « SRU » avec les obligations faites aux villes de construire 20 % de logements locatifs mais aussi avec la création des SCOT et le remplacement des POS par les PLU. Depuis le début des années 90, il est un militant du projet ferroviaire Lyon-Turin et a été nommé en 2001 chef de la délégation française à la Commission intergouvernementale chargée de ce dossier.

Commandeur de la Légion d'honneur. Officier de l'Ordre national du Mérite.

L. Besson, *Lettre aux 400 000 chambériens*, 1994 ; P. Revil, *Louis Besson. Itinéraire d'un ministre savoyard*, 1991.

Canton d'élection : Chambéry-Nord

Monin Jean-Claude



1943 Chambéry (Savoie) -

Profession : Technicien SNCF

Dates de mandats : 1973 - 1982 (9 ans)

Sensibilité politique : Socialiste Union de la Gauche Démocrate et Socialiste

Maire de Saint-Jean d'Arvey (1970 - 2014)

Président du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (1978-1992). Président de l'Association des maires de communes forestières. En 1984-1985, il a été chargé de mission au cabinet de Paul Quilès, ministre de l'Urbanisme et détaché à la direction régionale du Tourisme rural. Il reçoit la Légion d'honneur des mains du président François Mitterrand. Président de la fédération nationale des Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (1981-1992), puis président d'honneur. Ne se représente pas aux municipales de 2014.

Officier de la Légion d'honneur. Chevalier de l'ordre national du Mérite.



Canton d'élection : Chambéry-Nord (1982-1985) puis Chambéry-Est (1985-en cours)

Bouvard Michel, Jean, Claude



1955 Argenteuil (Val d'Oise) -

Profession : Il fait ses études à La Ravoire puis à Chambéry avant de partir à Paris pour étudier le droit et intégrer Sciences Po Paris. Il travaille ensuite dans des collectivités publiques et territoriales. Chargé de mission

Dates de mandats : 1982 - en cours

Sensibilité politique : Rassemblement Pour la République, Union pour un Mouvement Populaire

Vice-président du Conseil général : 1988 - en cours

Maire adjoint de Chambéry (1983 - 1989), député (1993 - 2012), sénateur (2014 - en cours)

A son élection au Conseil général, il est le benjamin de l'assemblée. En 1985 lors du redécoupage du canton de Chambéry-Nord, Michel Bouvard conserve son mandat dans un canton qui change de physionomie et de nom puisqu'il devient Chambéry-Est. A cette date, il est conseiller municipal de Chambéry, ayant figuré en troisième position sur la liste conduite par Pierre Dumas, ancien conseiller général, sénateur et ministre. Ce dernier lui confie la présidence de l'office Habitations à Loyers Modérés de la ville qui devient ensuite Office Public d'Aménagement et de Construction. Il est ensuite conseiller municipal d'opposition de Chambéry (1989-2001) dans la municipalité de Louis Besson. Proche de Philippe Seguin, il n'est pas favorable au référendum de Maastricht en 1992. A l'Assemblée nationale, en 1999, il est nommé vice-président de la commission des Finances. Il est en charge de la mise en place de la réforme de la procédure budgétaire de l'État. Il conserve cette vice-présidence jusqu'à son dernier mandat. Il a été également membre de nombreux groupes d'études dont celui de "chasse et territoires", du "climatisme et thermalisme" ou encore du "Tibet". Il a aussi été membre titulaire du Conseil d'orientation des finances publiques, de la commission de surveillance de la Caisse des Dépôts et Consignations, du conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'inter modalité dans les transports, du Conseil national pour le développement, l'aménagement et la protection de la montagne. De 2005 à 2008, il a été secrétaire de l'Assemblée Nationale. En 2009, il participe à la loi de défiscalisation "Censi-Bouvard". Ce dispositif gouvernemental est réalisé en faveur des résidences de services de type étudiant, d'affaires, de tourisme, ou médicalisé type Etablissement d'Hébergement pour les Personnes Agées Dépendantes. En 2007, il est nommé président de la commission de surveillance de la Caisse des Dépôts et Consignations, poste qu'il occupe jusqu'en 2012. En 2013, il est nommé "au tour extérieur" conseiller maître à la Cour des Comptes. De 1998 à 2000, il a été président de l'Association Nationale des Elus de la Montagne, puis de 2002 à 2005, il a présidé l'Association Européenne des Elus de la Montagne. De 2004 à 2010, il a été président du comité de massif des Alpes. A ce titre, il s'engage à défendre les éleveurs face aux attaques toujours plus nombreuses du loup, qui fait son retour sur le territoire national. Il ne se représente pas à la députation aux élections de juin 2012. Le 15 septembre 2012, Michel Bouvard est appelé par le Conseil d'Administration pour occuper la fonction de Président Directeur Général du Crédit Immobilier de France qui est confronté à une incapacité de refinancement qui a justifié la demande de la garantie de l'Etat. Malgré ses actions, les représentants des actionnaires refusent de ratifier sa nomination en janvier 2013.

Canton d'élection : Chambéry-Nord

Dantin Michel, Charles



1960 Lyon (7^{ème}, Rhône) -

Profession : Salarié puis cadre des organisations professionnelles agricoles de Savoie de 1981 à 2002
Chargé de mission (2005) puis Inspecteur général de l'agriculture (2007 - en cours)

Dates de mandats : 1985 - 1998 (13 ans)

Sensibilité politique : Divers Droite puis Union pour un Mouvement Populaire depuis 2003

Vice-président du Conseil général : 1994 - 1998

Maire adjoint de Chambéry (1983 - 1989), maire de Chambéry (2014 - en cours), député européen (2009 - en cours)

Lors de son élection, il est le benjamin du Conseil général. Conseiller municipal de Chambéry en 1983 sur la liste de Pierre Dumas. Adjoint au maire, chargé de la commune associée de Chambéry-le-Vieux. Il reste conseiller municipal jusqu'en mars 2014, date à laquelle il est élu maire de Chambéry. Il siège à Chambéry métropole, dont il est membre du bureau depuis 2001. Administrateur de la Fondation du Bocage (1985), il en est ensuite président. Proche de Michel Barnier, Michel Dantin préside de nombreux organismes départementaux : Conseil de gestion du Laboratoire départemental d'Analyses (1992-1998) ; Fonds Départemental pour l'Environnement et le Paysage-Espaces naturels sensibles ; Société d'Economie Mixte Savoie Labo (1992-1998) ; Conservatoire du patrimoine naturel de la Savoie (1991-1997) ; Office Public d'Aménagement et de Construction (1998-2004). Dans le cadre de ses mandats locaux, Michel Dantin s'est investi dans la question des ressources en eau. Depuis 1994, il siège au Conseil d'Administration de l'Agence de l'eau. Depuis 1999, il est président du Contrat de bassin versant du lac du Bourget et depuis 2008, il est président du Comité intersyndical d'assainissement du lac du Bourget (en charge du projet Grand Lac). En 1985, il est membre du comité du bassin Rhône-Méditerranée-Corse ; il en devient président en 2008 et son mandat est reconduit en 2014. En 2002, alors qu'Hervé Gaymard est ministre de l'Agriculture, il rejoint son cabinet en tant que conseiller technique chargé de la montagne et de l'environnement. Deux ans plus tard, lorsque qu'il est appelé au ministère de l'Economie et des finances, Michel Dantin le rejoint à nouveau comme conseiller technique, cette fois-ci en charge du développement économique durable. Après le départ de son collègue savoyard de Bercy, il retrouve à nouveau le ministère de l'Agriculture, où il rejoint Dominique Bussereau et il devient conseiller technique pour l'aménagement du territoire, l'environnement et la mise en œuvre de la Politique Agricole Commune. En 2007, il retrouve un savoyard puisqu'il rejoint l'ancien conseiller général Michel Barnier, nouveau ministre de l'Agriculture qui le nomme conseiller spécial chargé de l'aménagement durable et de l'enseignement technique, poste qu'il occupe jusqu'en 2009. Il devient député européen en 2009, à la suite de l'entrée de Nora Berra au Gouvernement. Il est membre de la commission de l'Agriculture et du Développement rural et vice-coordonateur Parti Populaire Européen de la commission de l'Agriculture et du Développement rural. Membre de la délégation pour les relations avec les pays de l'Asie du Sud-Est et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Il a une délégation pour les relations avec la Suisse et la Norvège, à la commission parlementaire mixte Union Européenne-Islande et à la commission parlementaire mixte de l'Espace économique européen. Membre suppléant de la commission de l'Environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire. Suppléant également de la délégation pour les relations avec les pays de Machrek et délégation à l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée. Il est membre du groupe du Parti Populaire Européen. Il est président de la fédération de Savoie de l'Union pour un Mouvement Populaire.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite (2002). Officier du Mérite agricole (2006).

Canton d'élection : Chambéry-Nord

Repentin Thierry, Jean-Michel



1963 Saint-Pierre-d'Albigny (Savoie) -

Profession : Il fait ses études à Chambéry puis à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble. Il est diplômé en sciences politiques et relations internationales

Dates de mandats : 1998 - en cours

Sensibilité politique : Parti Socialiste

Maire adjoint de Chambéry (1995 - 2004), maire adjoint de Sonnaz (2008 - 2014), sénateur (2004 - 2012 ; 2014), ministre délégué de la formation professionnelle et de l'apprentissage (2012 - 2013), ministre délégué auprès du ministre des Affaires Etrangères, chargé des affaires européennes (2013 - 2014).

Thierry Repentin est dans un premier temps collaborateur du député européen (ancien conseiller général et ministre) Jean-Pierre Cot (1988-1989) avant de rejoindre Louis Besson à la mairie de Chambéry en 1989. Jusqu'en 1995, il est directeur de cabinet du maire de Chambéry. Lorsque Louis Besson est nommé ministre, Thierry Repentin le suit à Paris et en 1997, il devient son conseiller technique au ministère où il a participé à l'élaboration de la loi Solidarité et Renouvellement urbains qui impose un quota de 20% d'Habitats à Loyers Modérés à chaque commune. D'ailleurs au Sénat, en 2008, il intervient pour empêcher la suppression de ces 20% de logements sociaux. Toujours attaché au logement, il propose la création d'une taxe sur les logements vacants. Lors de la campagne présidentielle de Ségolène Royal en 2007, il est responsable des questions de logement. Lors de la campagne présidentielle de François Hollande (2012), il est responsable du pôle habitat et ville au sein de l'équipe du futur Président de la République. Elu au Conseil général en 1998, il devient le chef de file de l'opposition du Conseil général. En 2001, il devient président de Chambéry Métropole et c'est à ce titre qu'il organise la transformation de Chambéry Métropole en Communauté d'Agglomération. Il assure cette présidence jusqu'en 2004, date à laquelle il est élu au Sénat. Il doit alors renoncer à l'un de ses mandats, ce sera celui de Chambéry Métropole. Par là même, il abandonne également son mandat de maire adjoint de Chambéry. Lors de son élection au Palais du Luxembourg, il est le plus jeune des sénateurs élus au scrutin majoritaire. En 2008, il est élu à Sonnaz, dont il devient d'ailleurs adjoint et il devient vice-président de Chambéry Métropole (2008-2014). Il est alors désigné président de Métropole Savoie où il conduit l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale. Il a été membre du Conseil d'Administration de l'Assemblée des Pays de Savoie. En décembre 2008, il est élu président de l'Union Sociale pour l'Habitat, qui fédère le mouvement Habitations à Loyers Modérés. Il conserve cette présidence jusqu'en juillet 2012. Il est reconnu comme un spécialiste de la question du logement et est l'auteur d'un rapport parlementaire sur le logement social en France. Depuis 2008, il est également président de l'Etablissement Public Foncier Local. Depuis 2011, il est président de l'Office Public d'Aménagement et de Construction de Savoie. En tant que sénateur, il est vice-président de la commission Economie, développement durable, aménagement du territoire (octobre 2011). Après l'élection de François Hollande, son nom circulait pour le ministère du Logement, mais finalement il est appelé par Jean-Marc Ayrault, alors Premier Ministre, pour être ministre délégué de la Formation professionnelle et de l'apprentissage (2012-2013) auprès de Michel Sapin, ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du dialogue social. C'est à ce poste qu'il a dû gérer

en urgence le "délicat dossier de la survie de l'Association pour la Formation Professionnelle des Adultes", cet établissement étant menacé par l'ouverture à la concurrence. Après avoir occupé ce poste pendant une dizaine de mois, il est nommé, en mars 2013, dans le nouveau gouvernement de Jean-Marc Ayrault, ministre délégué auprès du ministre des Affaires Etrangères, chargé des Affaires européennes. Il est le troisième savoyard à occuper ce poste, après Bernard Bosson de 1986 à 1988 et Michel Barnier de 1995 à 1997. Thierry Repentin occupe ce poste jusqu'au 31 mars 2014, date du départ de Jean-Marc Ayrault. Le 29 juillet 2014, Thierry Repentin devient président la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier. Cette dernière devrait accélérer les cessions de terrains à l'Etat à bas prix pour la construction de logements. Il a été vice-président de l'Assemblée des communautés de France de 2001 à 2004. Il est membre d'honneur du bureau de 2004 à 2008, puis il retrouve sa vice-présidence de 2008 à 2012 et il est en charge de l'urbanisme.
Chevalier de l'ordre du mérite agricole (2000).

Canton d'élection : Chambéry-Sud

Dupasquier Charles



1804 Chambéry (Savoie) - 1880 Chambéry (Savoie)

Profession : Docteur en droit de l'Université de Turin (1826), président de chambre à la Cour d'appel de Chambéry en 1860, il devient premier président en 1866

Dates de mandats : 1860 - 1870 (10 ans)

Sensibilité politique : Conservateur catholique

Président du Conseil général : 1865 - 1870

Vice-président du Conseil général : 1861 - 1864

Conseiller divisionnaire (1857 - 1860). Sénateur sarde (il reçoit le titre en 1845, lequel devient effectif en 1848). Sénateur (1876 - 1880)

Après avoir réussi ses études de droit dans la cité turinoise, il effectue deux années de stage dans un cabinet d'avocats et, en 1828, il travaille au bureau de "l'avocat des pauvres". L'année suivante, il se porte volontaire pour travailler au bureau de l'avocat fiscal général. En 1831, il devient substitut surnuméraire au bureau de l'avocat fiscal général et devient substitut effectif deux ans plus tard. Comme Amédée Greyfié de Bellecombe qui, comme lui, est annexionniste, il obtient la confiance à la fois de Paris et de Turin. C'est à ce titre qu'il est nommé gouverneur-régent de Chambéry entre la signature du traité d'Annexion et la remise du Duché de Savoie à la France, soit entre le 2 avril et le 14 juin 1860. En 1860, sa fortune est estimée à 15 000 francs. En 1866, il appuie la candidature de Greyfié de Bellecombe pour qu'il le remplace au palais de justice de Chambéry. Il fut conseiller communal (1848-1860) puis municipal de Chambéry (1860-1870). En 1870, il signe avec d'autres conservateurs un manifeste "du comité libéral conservateur" qui était "vraisemblablement une antenne du comité central plébiscitaire de Paris". Parmi les autres signataires se trouvaient le comte Greyfié de Bellecombe, le comte de Chambost, de Martinel, le baron d'Alexandry d'Orengiani. En 1876, il ne semblait pas attiré par le Sénat, puisqu'il avait initialement refusé de se présenter. Ayant changé d'avis, il se présente et il est élu en battant Nicolas Parent.

Commandeur de la Légion d'honneur. Grand Officier des Saints Maurice et Lazare (1868).

J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009 ; C. Sorrel, P. Guichonnet (dir), *La Savoie et l'Europe, 1860-2010*, La Fontaine de Siloé, 2010 ; P. Guichonnet, *Vieille Savoie. Les députés et les sénateurs savoyards au Parlement de Turin, 1848-1860*, La Fontaine de Siloé, 2013 ; J.-B. Bern, "Charles Dupasquier (1804-1880) : du rattachement de la Savoie à la France aux débuts de la III^e République", *in Mémoires de l'académie des sciences de Savoie*, 8^e série, tome XI, 2011, p. 277-296.

Canton d'élection : Chambéry-Sud

Python Jean-Jacques



1820 Bissy (Savoie) - 1874 Chambéry (Savoie)

Profession : Avoué

Dates de mandats : 1871 - 1874 (3 ans)

Sensibilité politique : Républicain de gauche

Président du Conseil général : 1872 - 1873

Vice-président du Conseil général : 1871 - 1872

Maire de Chambéry de novembre 1870 à octobre 1871

A sa naissance son nom patronymique est : Pithon. Dans son acte de naissance, il ne porte que le prénom "Jacques". Il est nommé procureur en 1853 par décret de la Cour d'Appel de Chambéry. Par décret impérial du 10 novembre 1860, il est nommé avoué auprès du tribunal de première instance de Chambéry (étude au 14, rue de Boigne). En 1869, il fait partie, notamment avec Nicolas Parent, du comité qui prépare la réapparition du journal *Le Patriote Savoisien*. Membre du comité républicain de Chambéry en 1872. Il est élu président du Conseil général au bénéfice de l'âge. Membre du conseil départemental d'Instruction.



Forest Charles, Romain



1827 Chambéry (Savoie) - 1915 Jacob-Bellecombette (Savoie)

Profession : Professeur de physique-chimie et de mécanique jusqu'en 1870. Il devient ensuite directeur des papeteries de Leysse

Dates de mandats : 1874 - 1910 (36 ans)

Sensibilité politique : Républicain (1880, 1901), Républicain de gauche (1905, 1908)

Vice-président du Conseil général : 1874 - 1881

Conseiller d'arrondissement, sénateur (1890 - 1909)

Ses rapports avec l'administration sont bons. Comme son père, Guillaume Forest, il est membre de la Franc-maçonnerie. Il a été initié dans la loge lyonnaise "Le Parfait Silence". Il est d'ailleurs l'un des fondateurs de la loge chambérienne "La Renaissance", rattachée au Grand Orient de France, dont il sera vénérable. Conseiller municipal de Chambéry de 1861 à 1870. Au cours de l'hiver 1867-1868, il "préside le bureau de secours" qui a été créé par les loges de la cité, à savoir "La Renaissance " et "L'Espérance savoisienne", et "l'Union des arts et métiers" (une société de secours mutuels) pour aider la population durement touchée par le choléra. En 1869, il fait partie de ceux qui permettent la réapparition du journal *Le Patriote Savoisien*, parmi lesquels figurent Nicolas Parent ou encore Jean-Jacques Python. Lieutenant-colonel, il commande la première légion des mobilisés de Savoie. Il fut membre de la commission départementale qui devait maintenir l'ordre et s'imposer aux partis dans les heures douloureuses du début des années 1870. Membre de la commission supérieure de l'enseignement technique. A son entrée au Conseil général, sa fortune est estimée à 15 000 francs. En 1876, avec son frère Félix, il fonde la société "Forest Frères" dont le siège social est établi au 1 rue de Maistre à Chambéry. La papeterie du "Bout du monde" qui aurait appartenu au dix-huitième siècle à la famille ardéchoise des Montgolfier avant d'être acquise par les Aussedat, aussi ardéchois, puis par le Guillaume Forest, fait partie de la biens qui constituent la mise sociale de Charles Forest dans la société. Charles Forest est élu au Sénat en 1890, succédant ainsi à Nicolas Parent, "auquel il s'était opposé par sa collaboration au journal *Le Républicain de la Savoie*", fondé par Antoine Perrier, conseiller général. Tout au long de ses mandats au Sénat, il se fait "le porte-parole infatigable de la population savoyarde". Il porte donc un intérêt particulier pour ce qui touche la région dont il est le représentant. Il participe activement par exemple à permettre des améliorations à l'établissement thermal aixois, ou encore à la construction d'un chemin de fer à crémaillère menant d'Aix-les-Bains au Revard. Il est également actif dans le domaine de la convention franco-suisse pour le bornage de la frontière. Dans des domaines plus vastes, il se préoccupe par exemple de la législation économique et sociale ou encore de l'enseignement. Il demande également des crédits pour les archives afin de pallier l'insuffisance et l'inconfort de leurs locaux. A son sujet, le docteur Jules Armand écrira dans ses *Souvenirs* qu'il est un homme "fort distingué, sympathique, obligeant, sénateur depuis 20 ans, il était sous le coup de deux graves accusations : trop vieux et trop modéré". Après son échec aux sénatoriales de 1909, il ne se représente pas aux cantonales l'année suivante et il quitte la scène politique. Il est le frère de Félix Forest, conseiller général de La Motte-Servolex. Sa fille épouse le fils d'Edouard Pailleron. Membre de la Société Savoisiennne d'Histoire et d'Archéologie.

Officier de l'Instruction publique. Chevalier des Saints Maurice et Lazare.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Chambéry-Sud

Lansard Joseph, André



1854 Chambéry (Savoie) - 1925 Chambéry (Savoie)

Profession : Trésorier à la Caisse d'Épargne

Dates de mandats : 1910 - 1919 (9 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Maire adjoint de Chambéry, conseiller d'arrondissement (1900-1910)

Conseiller municipal de Chambéry. Président du conseil d'arrondissement (1904-1910). Il est le premier à faire appliquer la loi de 1912, donnant droit à une indemnité pour les conseillers généraux. Président de la commission mixte de ravitaillement, de la Ligue d'Éducation Physique et de l'harmonie municipale. Membre du conseil d'administration du journal *Le patriote républicain*. Délégué cantonal. Célibataire, il lègue une partie de sa fortune aux hospices. Proposé pour la Légion d'honneur, il est victime d'un certain capitaine Martin qui s'oppose à cette nomination, mais il est malgré tout nommé en 1912.

Chevalier de la Légion d'honneur (1912). Officier d'Académie (1897). Chevalier du Mérite agricole

Costa de Beauregard Albert, Marie, Pantaléon dit **Léon**



1870 Tremblay (act.Tremblay-sur-Mauldre, Yvelines) - 1955 Paris (Seine)

Profession : Propriétaire

Dates de mandats : 1919 - 1928 (9 ans)

Sensibilité politique : Progressiste (1919), Entente Républicaine Démocratique

Maire de La Ravoire (1908 - 1944)

Membre du conseil d'administration de l'association diocésaine. Nommé membre du Conseil national par le gouvernement de Vichy. Chef départemental de la Légion. Le Comité Départemental de Libération estimera qu'il est grandement responsable de l'organisation du Service d'Ordre Légionnaire et demandera son arrestation. Il sera libéré par le préfet de la Savoie.

Chevalier de la Légion d'honneur.

C. Sorrel (dir), *Dictionnaire du monde religieux*, tome 8, La Savoie, Beauchesne, 1996.

Canton d'élection : Chambéry-Sud

Julliand Eugène



1879 Belley (Ain) - 1949 Chambéry (Savoie)

Profession : Docteur en médecine
Dates de mandats : 1928 - 1934 (6 ans)
Sensibilité politique : Radical-socialiste
Maire de Chambéry (1925 - 1933)

Médecin capitaine pendant la Grande Guerre. Secrétaire de la commission de contrôle pour les soins aux victimes de la guerre depuis sa création. Président de la commission administrative des hospices civils de Chambéry, de l'asile pour la vieillesse, de Saint-Benoît, de la maison de retraite Sainte-Hélène. Médecin des services hospitaliers depuis 1909. Médecin du service de prophylaxie antivénérienne de la prison de Chambéry. En tant que maire de Chambéry, il a beaucoup œuvré pour l'amélioration de la cité. Créateur du stade municipal, de la mise en souterrain de l'Albanne, il réalise de grands projets d'adduction d'eau pour permettre la distribution à toute la population. Organisateur des cantines scolaires, de colonies de vacances. Organisateur du service médical le dimanche. Proposé pour être chevalier du Mérite agricole (1928). Après 1940, il a toujours refusé de faire partie d'organismes liés au régime de Vichy. Il a d'ailleurs fait de nombreux certificats médicaux pour éviter à des jeunes de partir en Allemagne. Membre du Comité Départemental de Libération à titre de représentant du Parti Radical Socialiste. Le Comité Départemental de Libération pensait d'ailleurs le nommer conseiller général. Chevalier (1925) puis Officier de la Légion d'honneur. Croix de guerre 1914-1918.

Barlet Jules, Bernardin



1886 Chambéry (Savoie) - 1961 Chambéry (Savoie)

Profession : Entrepreneur
Dates de mandats : 1934 - 1940 (6 ans)
Sensibilité politique : Républicain indépendant

Conseiller municipal de Chambéry. Président de la chambre syndicale des entrepreneurs du bâtiment et travaux publics de Savoie. Ses compétences dans le domaines des travaux publics et du bâtiments sont appréciées au sein de la 3^{ème} commission. C'est à partir de lui que les travaux départementaux ne sont plus adjugés en un seul lot mais en plusieurs, ce qui permet à un plus grand nombre d'entrepreneurs et d'artisans de travailler.

Canton d'élection : Chambéry-Sud

Marcet François



1895 Chambéry (Savoie) - 1970 Chambéry (Savoie)

Profession : manœuvre, ouvrier, contremaître, gérant de coopérative, directeur des établissements Gachet puis employé à l'office des HLM

Dates de mandats : 1945 - 1949 (4 ans)

Sensibilité politique : Section Française de l'Internationale Ouvrière

Adjoint au maire de Chambéry, maire de Chambéry (1945 - 1947)

Il adhère en 1921 à la Section Française de l'Internationale Ouvrière. Dix ans plus tard, il est nommé trésorier de la Fédération à l'occasion du congrès de Saint-Jean-de-Maurienne. Président de l'Association Républicaine des Anciens Combattants et de l'Union Fédérale des Anciens Combattants. Syndicaliste Confédération Générale des Travailleurs puis Force Ouvrière, secrétaire de la Confédération Générale des Travailleurs à Grenoble. Il entre dans la Résistance dès 1941 sous le nom de "Germaine", aux côtés de Lucien Rose. Il participe à la création de Libération-Sud et à la diffusion de la presse clandestine. Il est chef départemental des affaires politiques des Mouvements Unis de la Résistance, adjoint au chef départemental et au chef de région. Membre du Comité de Libération, il est nommé membre du Conseil municipal de Chambéry par la Résistance en 1944, il le reste jusqu'en 1949. Candidat aux législatives de 1946 (3^{ème} sur la liste de Pierre Cot). Candidat aux sénatoriales de 1946. En 1947, il est écarté de la Fédération Socialiste de Savoie, celle-ci estimant qu'il est trop communiste. En 1958, il participe à la création du Parti Socialiste Autonome qui fusionnera plus tard avec le Parti Socialiste Uni.

Médaille Militaire. Croix de guerre 14-18 avec Palmes. Croix de guerre 39-45. Rosette de la Résistance (décret du 13 janvier 1946). Croix du combattant volontaire de la Résistance. Chevalier des Palmes académiques.

A. Mollard, *La Résistance en Savoie, 1940-1944, Les Mouvements Unis de la Résistance*, Sadag, 1980.



Chevallier Paul, François



1893 Chambéry (Savoie) - 1971 Chambéry (Savoie)

Profession : Limonadier

Dates de mandats : 1949 - 1961 (12 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste (tendance Herriot) ; Rassemblement des Gauches Républicaines (1952) ; radical (1961)

Maire adjoint de Chambéry (1935 - 1941), maire de Chambéry (1947 - 1959), sénateur (1952 - 1968), conseiller d'arrondissement (1931 - 1937)

Ancien combattant 1914-1918, gazé, il est réformé à 90% pour blessures de guerre. Il a été blessé trois fois, cité plusieurs fois. Président départemental des mutilés de guerre. Conseiller municipal de Chambéry (1925-1941). Créateur des cantines scolaires de Chambéry dont il sera président. Administrateur du sanatorium départemental de Hauteville et du préventorium Reinach, de l'asile de Bassens. Administrateur de la Caisse d'Épargne de la ville de Chambéry (1925). Il est l'un des animateurs de la section radicale-socialiste de Chambéry. Membre de la Chambre de commerce de Savoie. Membre du conseil d'administration des anciens élèves et amis des écoles laïques. Membre du comité de patronage de l'école professionnelle. Membre du comité des mutilés et réformés de d'arrondissement de Chambéry. Administrateur de l'Union de Crédit Immobilier pour mutilés et anciens combattants. En 1941, avec ses collègues, il démissionne de ses fonctions municipales. Malgré ses titres de guerre, il s'est refusé à adhérer à la Légion Française des Combattants et sera hostile à la politique de Vichy. Pourtant, il n'a pas une attitude particulière au cours de la Seconde Guerre mondiale. En 1952, c'est le décès de François Dumas, le père de Pierre Dumas, qui lui permet d'accéder au Palais du Luxembourg. Lorsqu'il est élu au Conseil de la République, il est alors "l'un des notables les plus en vue du département". Déjà en 1947, il a une grande influence à Chambéry, dans les sphères radicales-socialistes modérées, tout comme dans les milieux commerçants et industriels. A la même époque, "son dévouement au bien public est reconnu même par ses adversaires politiques". Il est également considéré comme un "excellent administrateur". Il est anti-communiste, mais il n'est pas "foncièrement hostile au RPF. [II] est considéré par de très nombreuses personnes comme ayant évolué vers la droite". Il est considéré comme un ardent défenseur de la laïcité. Il intervient peu en séance publique, si ce n'est en 1952, où il s'exprime au sujet de la vente d'immeubles et d'appartements. L'année suivante, il s'exprime sur le projet de loi "portant aménagements fiscaux". Plus tard, il est nommé membre suppléant de la commission des Finances et à ce titre, il est chargé du rapport "sur la réparation des dégâts causés par les inondations au début de 1955". En 1957, il participe à la discussion à propos d'un tunnel routier sous le Mont-Blanc, auquel d'ailleurs les élus savoyards ne sont guère favorables. En 1958, il participe à la discussion relative à la réparation des dommages causés par les inondations de juin 1957, qui ont particulièrement touché la Maurienne. En juin 1958, il vote les pleins pouvoirs et il est favorable à la révision constitutionnelle. En 1959, il se présente aux sénatoriales sur une liste conduite par Pierre de La Gontrie. Il s'inscrit alors au groupe de la Gauche démocratique, qui est justement présidé par son collègue savoyard. Il siège alors à la commission des Finances de mai 1959 à octobre 1968. Il est le rapporteur spécial pour le budget des monnaies et médailles. En 1964, il "exprime le souhait que soit construite une usine de fonderie et de laminage dans le but de maintenir la renommée des monnaies et médailles fabriquées en France". Il est également rapporteur spécial du budget de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la Libération de 1959 à 1967. Il se prononce régulièrement sur les questions qui touchent la Savoie.

Commandeur de la Légion d'honneur à titre militaire. Médaille Militaire. Croix de guerre 1914-1918. Officier d'Académie.

Canton d'élection : Chambéry-Sud (1961-1973) puis La Ravoire (1973-1998)

Blanc Jean



1920 Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) - 2004 La Ravoire (Savoie)

Profession : Cultivateur (1961), maraîcher

Dates de mandats : 1961 - 1998 (37 ans)

Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire, Centre Démocrate, Centre Démocratie et Progrès, Union pour la Démocratie Française - Centre des Démocrates Sociaux (1992)

Vice-président du Conseil général : 1982 - 1998

Maire adjoint de La Ravoire, maire de La Ravoire (1953 - 2001), sénateur (1968 - 1995), conseiller régional (1973 - 1998)

Conseiller municipal de La Ravoire en 1947. C'est à cette date qu'il s'installe à son compte. Ancien militant de la Jeunesse Agricole Catholique, il se rapproche du Mouvement Républicain Populaire. A partir de 1964, il est l'un des plus fidèles soutiens de Joseph Fontanet, président du Conseil général - et, comme lui, ancien de l'Association Catholique de la Jeunesse Française - qu'il côtoie également au sein du Parti Démocrate-Chrétien. Jean Blanc est élu du canton de Chambéry-Sud (1961-1973), puis il quitte ce canton à la création de celui de La Ravoire (1973-1998). A la création de l'Union pour la Démocratie Française, il devient président du parti en Savoie. Lorsqu'il accède au palais du Luxembourg, il s'inscrit au groupe de l'Union centriste "avec l'étiquette Progrès et démocratie moderne". Il est rapidement membre de la commission des Lois, de la législation, du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale où il reste jusqu'en 1971, date à laquelle il rejoint la commission des affaires culturelles. Il a une activité importante puisqu'il est l'auteur de plusieurs propositions de loi tout comme de résolutions, en même temps qu'il pose de nombreuses questions au Gouvernement, qu'elles soient écrites ou orales. Il intervient fréquemment lors des séances publiques. En 1970, il est le rapporteur de deux propositions de lois qui visent à abaisser l'âge de l'éligibilité pour les députés, les conseillers municipaux et généraux. Il est favorable à la décentralisation et il vote, à dix ans d'intervalle, les lois s'y rapportant. En 1974, il vote la loi abaissant la majorité à dix-huit ans. La même année, il est favorable à la loi sur l'Interruption volontaire de grossesse et l'année suivante, il vote pour la loi sur le divorce. Il s'intéresse beaucoup aux questions agricoles mais également à la défense du petit commerce pour lequel il vote la loi Royer en 1973. Issu du monde agricole, il en connaît bien les problématiques et c'est tout naturellement qu'il défend cette filière, non pas seulement d'un point de vue national, mais aussi d'un point de vue européen puisqu'il "s'inquiète régulièrement de la Politique Agricole Commune". Etant élu local depuis de nombreuses années et connaissant donc bien la problématique des finances locales, il dépose une "proposition de loi ayant pour objet d'augmenter le montant de la dotation globale d'équipement pour les petites communes". Il s'intéresse également aux questions d'éducation et il s'associe à plusieurs propositions de loi qui visent l'augmentation "de la part du financement public des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales". En 1981, il ne se prononce pas en faveur de la peine de mort. Une dizaine d'années plus tard, il est favorable au traité de Maastricht (1992). L'année suivante, il accepte la réforme de la sécurité sociale. Battu aux sénatoriales de 1995, il devient sénateur honoraire. En tant que maire de La Ravoire, il doit accompagner l'évolution de sa ville qui voit le nombre de ses habitants passé de 2000 à 7500 habitants, sous ses mandats successifs. En homme de culture, il est à l'origine de la création du centre culturel, qui aujourd'hui porte son nom. Lors des cantonales de 1998, il soutient la candidature de Patrick Mignola. Ce dernier est également son successeur à la mairie de La Ravoire.

Chevalier de la Légion d'honneur. Chevalier du Mérite agricole

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977.

Bollon Jean-Pierre



1947 Chambéry (Savoie) -

Profession : Cadre commercial

Dates de mandats : 1986 - 2008 (22 ans)

Sensibilité politique : Parti Radical (1986), Union pour la Démocratie Française

Vice-président du Conseil général : 1999 - 2008

Premier adjoint au maire de Chambéry (1983 - 1989)

Conseiller municipal de Chambéry (1971-1977 ; 1989-1990). Membre du Bureau de l'Assemblée des Pays de Savoie (2001-2006). Suppléant de Gratien Ferrari aux législatives de juin 1988. Administrateur puis président directeur général de la Société Coopérative Habitation à Loyer Modéré "La Savoisienne", et de la Société Anonyme "Allobroges Habitat" depuis 1988. Président Directeur Général de "Isère Habitat" (1996-2002, administrateur depuis 2002). Président de la section départementale du Parti Républicain (1987-1998). Vice-président du comité départemental de l'Union pour la Démocratie Française.

Chevalier des Palmes académiques (2004).

Guilhaudin Nicole



1946 Aix-les-Bains (Savoie) -

Profession : Elle fait ses études à Sciences Po Grenoble puis Paris. Elle débute sa carrière comme attachée de presse à Paris. Consultante

Dates de mandats : 2008 - en cours

Sensibilité politique : Les Verts

Maire adjointe de Chambéry (2001 - 2014), conseillère régionale (1995 - 2004)

Elle rejoint Chambéry en 1977, où elle intègre la mairie aux côtés du maire socialiste Francis Ampe. En 1983, elle adhère aux Verts et elle devient assistante parlementaire de la députée européenne Claire Joanny (1989-1994). En tant que maire adjointe de Chambéry, elle est en charge de la démocratie participative. Vice-présidente de Chambéry-Métropole (2008-2014), elle est en charge des relations avec les usagers et de la démocratie participative. Membre du conseil d'administration de l'Assemblée des Pays de Savoie. Conseillère communautaire. En août 2014, elle choisit de quitter les Verts, critiquant leur perte d'autonomie et leur positionnement à gauche.

Canton d'élection : Chambéry-Sud-Ouest

Lemordant Guy, Robert



1908 Brest (Finistère) - 1987 Bergen (Norvège)

Profession : Médecin inspecteur de la santé

Dates de mandats : 1973 - 1979 (6 ans)

Sensibilité politique : Tendance majoritaire

Membre de la France Libre. Déporté à Mathausen (avril 1944). Il est affecté à Melk (17 mai 1944) puis à Ebensee (avril 1945) d'où il est libéré le 6 mai 1945 et rapatrié le 19 mai 1945. Président d'honneur de la Société Savoisienne des Beaux Arts. Il meurt à bord du M/S Mermoz dans le port de Bergen (Norvège).

Commandeur de la Légion d'honneur.

Bonfils Colette



1947 Tabarka (Tunisie) -

Profession : Docteur es Sciences en Biologie

Dates de mandats : 1979 - 1985 ; 1998 - en cours

Sensibilité politique : Divers gauche

Adjointe au maire de Chambéry (1989 - 2008), conseillère régionale (1986 - 1992)

Première femme élue au Conseil général de Savoie. Vice-présidente de la communauté d'agglomération en charge de l'habitat (jusqu'à 2008). Présidente de l'Office Public d'Aménagement et de Construction de Chambéry (1989-2008). Vice-présidente du Centre Communal d'Action Sociale de Chambéry (2001-2008). Présidente de l'Etablissement public foncier local de 2006 à 2008.

Chevalier de la Légion d'honneur (1999).

Canton d'élection : Chambéry-Sud-Ouest

Bosser Claude



1930 Remiremont (Vosges) -

Profession : Docteur en médecine, chef de clinique à la faculté de Lyon, médecin

Dates de mandats : 1985 - 1998 (12 ans)

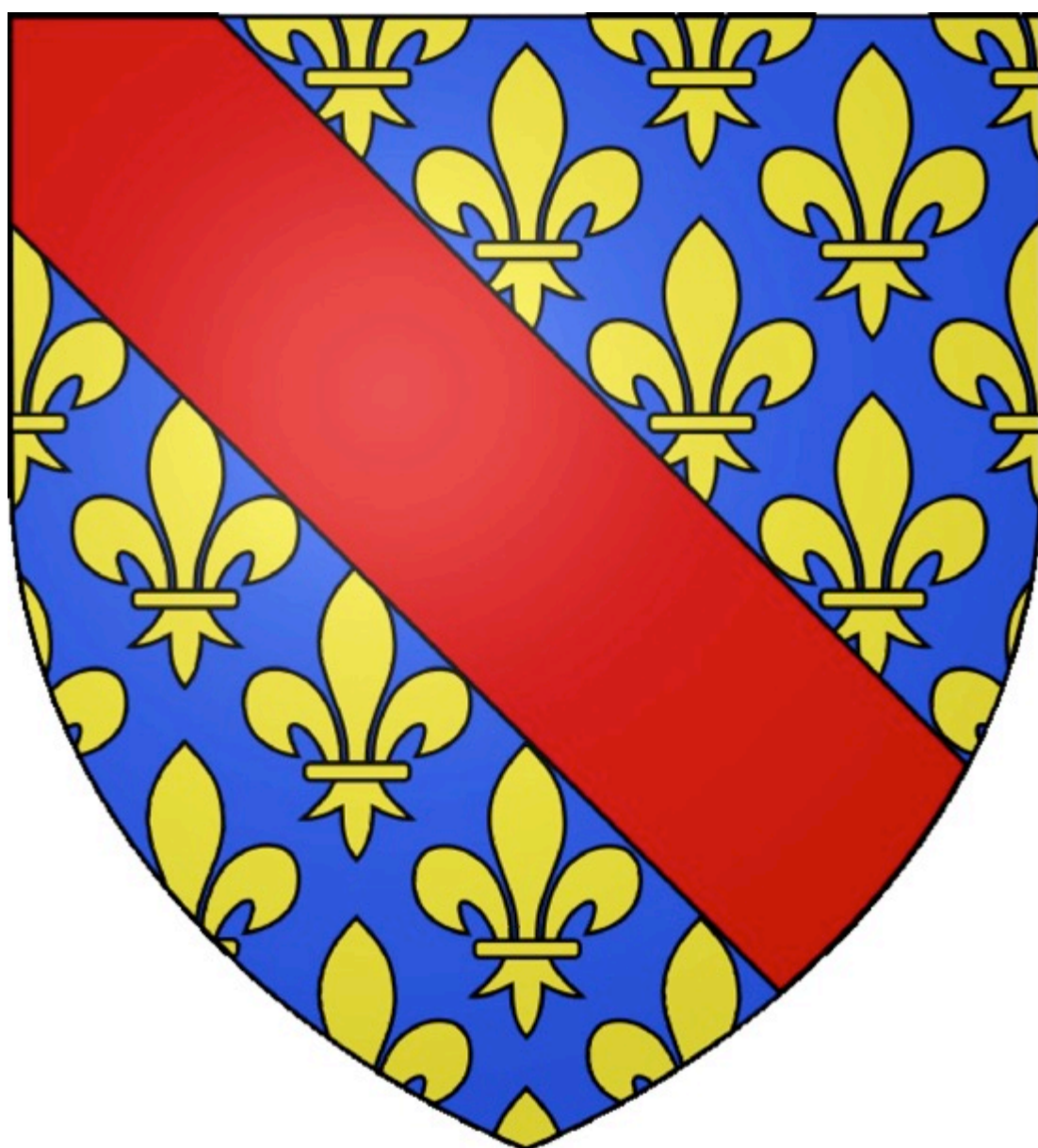
Sensibilité politique : Union pour la Savoie - Rassemblement Pour la République

Vice-président du Conseil général : 1987 - 1998

Conseiller municipal de Chambéry. Deuxième adjoint au maire de Chambéry en 1989. Président de l'Association Départementale de Diffusion et d'Initiation Musicale (1991-1992). Président de l'Orchestre des Pays de Savoie. Fondateur de la chambre des Professions libérales de la Savoie en 1979. Chevalier de la Légion d'honneur (1994).



Canton de LA CHAMBRE



Canton d'élection : La Chambre

Ckert Jean-François



1796 La Chapelle (Savoie) – 1874 Saint-Remy (Savoie)

Profession : Conseiller impérial à la Cour de Chambéry, avocat, juge, conseiller d'appel. Il est admis avocat au Sénat de Turin le 12 septembre 1823. Il entre dans la carrière judiciaire le 8 avril 1824 par sa nomination de substitut avocat fiscal et il est promu successivement jusqu'au poste de conseiller à la Cour.

Dates de mandats : 1860 - 1871
Conseiller divisionnaire en 1854

Membre de la commission de surveillance des prisons. Il est inscrit à l'état-civil sous le nom de Clerc. C'est lui qui demande et obtient en 1867 que son nom soit orthographié CLERT et non plus Clerc. Il est nommé conseiller provincial par décret du 14 septembre 1843. Il est élu en 1848. Au moment de son élection au Conseil général, il est dit résident de Chambéry.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 15 août 1868). Chevalier des Saints Maurice et Lazare (1850) puis Officier en 1858.



Horteur Jules, François



1842 Les Chavannes (Savoie) - 1895 Les Chavannes (Savoie)

Profession : Licencié en droit, avocat

Dates de mandats : 1871 - 1895 (24 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Président du Conseil général : 1890 - 1895

Vice-président du Conseil général : 1877 - 1890 ; 1895

Député (1876 - 1895), maire des Chavannes (1871 - 1895 avec une interruption d'un an), conseiller d'arrondissement (élu en 1870)

Partisan d'une république modérée, il débute sa carrière politique en 1870, puisqu'il entre au conseil municipal de son village natal et au conseil d'arrondissement. Au cours du conflit franco-prussien, il est lieutenant de la garde mobilisée de Savoie. Lors des législatives de 1876, il élimine le conseiller général Humbert Richard et bénéficie du désistement, en sa faveur, de Maurice Petit, également conseiller général. Au premier tour, il avait déjà éliminé l'ancien conseiller général de Lanslebourg, Cyrille Richard. Le *Courrier des Alpes* du 7 mars 1876 écrit : "L'avenir dira si cette substitution des républicains avancés aux conservateurs est bien à l'avantage de la Savoie, et si nos cinq députés, quelle que soit d'ailleurs la nuance du nouveau cabinet, ont quelque chance de se faire écouter des membres du gouvernement". Il siège au centre gauche, se montrant plus modéré en matière religieuse que les gouvernements républicains du moment, tout en leur restant fidèle. Il est contre "l'amnistie plénière". Il n'est pas favorable au cabinet Albert de Broglie-Oscar Bardi de Fourtou. Bien que républicain, il est favorable à l'augmentation du traitement des desservants. Après la dissolution de l'Assemblée nationale, suite au 16 mai 1877, il est à nouveau élu député de Maurienne, en battant Humbert Grange, ancien conseiller général d'Aiguebelle et candidat du gouvernement du maréchal Patrice de Mac-Mahon. Il s'inscrit alors à l'Union républicaine puis en 1881, après sa nouvelle réélection – cette fois-ci sans concurrent – il siège au sein de la gauche modérée. En 1889, il se prononce pour le rétablissement du scrutin d'arrondissement. Comme un certain nombre de ses confrères savoyards, il est favorable au projet de loi Lisbonne, qui restreint la liberté de la presse. Il est favorable aux poursuites contre le général Boulanger. Cette même année, il siège au sein de la commission du budget. Il est d'ailleurs désigné pour être le rapporteur dans la discussion du budget du ministère de la Justice pour l'exercice 1891. Son rôle à l'Assemblée nationale semble malgré tout modeste bien qu'il en soit à plusieurs reprises secrétaire. Il ne paraît intervenir que rarement et lorsqu'il le fait, c'est presque toujours pour des "préoccupations d'ordre local". Dans la séance du Conseil général du 19 août 1895, Jules Horteur déclare qu'ayant "été plusieurs fois de suite investi de la présidence du Conseil général, il lui paraît nécessaire d'appeler à cette haute fonction un autre membre de l'Assemblée". Antoine Perrier accède ainsi à la présidence ; Jules Horteur devient à nouveau vice-président, mais pour peu de temps puisqu'il s'éteint moins d'un mois plus tard. Il est l'oncle par alliance de Félix Canet, conseiller général d'Albens.

A. Robert, G. Cougny, E. Bourlonton, *Dictionnaire des parlementaires français (comprenant tous les membres des Assemblées françaises et tous les ministres depuis le 1^{er} mai 1789 jusqu'au 1^{er} mai 1889)*, Bourlonton, 1889-1895 ; J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : La Chambre

Laymond Laurent, Victor, Jean-Baptiste



1852 Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) - 1918 Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie)

Profession : Fait ses études au collège Lambert puis au lycée de Grenoble, avoué à Saint-Jean-de-Maurienne

Dates de mandats : 1895 - 1898 (3 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Il obtient des voix aux élections de 1898 alors qu'il ne s'est pas présenté. Propriétaire de vignobles et de fermes à Saint-Jean-de-Maurienne et à Saint-Etienne-de-Cuines. Il porte un intérêt particulier pour les questions agricoles. Secrétaire adjoint de la Société d'histoire de Maurienne. Au cours de la Grande Guerre, il fait partie de la commission des allocations de l'arrondissement. Son fils, Paul, tombe au champ d'honneur alors qu'il est lieutenant au 51^{ème} Bataillon de Chasseurs Alpins.

Bozon-Verduraz Jacques, Emmanuel



1860 Saint-Alban-des-Villard (Savoie) - 1925 Saint-Etienne de Cuines (Savoie)

Profession : Industriel (pâtes)

Dates de mandats : 1898 - 1908 (10 ans)

Sensibilité politique : Républicain "très timide" (1901), Républicain "très modéré" (1904), "Réactionnaire" (1905, 1908)

Maire de Saint-Etienne-de-Cuines (1897 - 1925), conseiller d'arrondissement

Ses rapports avec l'administration sont bons. Président du comité cantonal des pupilles de la Nation. En 1910, lors des cantonales, il récolte 737 voix alors qu'il n'est pas candidat.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 9 avril 1925).

B. Loschi, *Les petites savoyardes ont décroché la lune*, Société d'Histoire et d'Archéologie de Maurienne, 1995 ; M. Morin Collomb, "Les établissements Bozon-Verduraz", in *Aredes* N° 10, p. 33-35 ; A. Reffet, *L'évolution démographique, économique et sociale du canton de La Chambre de 1860 à 1920*, dactylographié, Chambéry, 1972, 160 p.

Canton d'élection : La Chambre

Sigaud Albert



1851 Nantes-en-Rattier (Isère) - 1922 La Chambre (Savoie)

Profession : Docteur en médecine
Dates de mandats : 1908 - 1910 (2 ans)
Sensibilité politique : Radical
Maire de La Chambre (1904 - 1919)

Fondateur et président du Sou des écoles de Pontcharra (1890). Président et fondateur de la Société de secours mutuels de La Chambre. Président des comités républicains.

Crozet Pierre-Antoine



1848 Saint-Martin-la-Chambre (Savoie) - 1921 Saint-Avre (Savoie)

Profession : Rentier
Dates de mandats : 1910 - 1919 (9 ans)
Sensibilité politique : Républicain
Maire de Saint-Avre ; conseiller d'arrondissement (1904 - 1910)

Il demande à ce que le cours du torrent du Saint-Colomban des Villards soit modifié, puisqu'en 1912 il a ravagé une partie du village.

Canton d'élection : La Chambre

Bozon-Verduraz Léon, Lucien, Camille



1891 Saint-Etienne-de-Cuines (Savoie) - 1957 Rabat (Maroc)

Profession : Ingénieur des Arts et Manufactures

Dates de mandats : 1919 - 1928 (9 ans)

Sensibilité politique : Entente Démocratique Républicaine (1922), le préfet le considère comme conservateur

Engagé volontaire en 1910 au titre de l'Ecole Centrale. Ancien combattant 1914-1918. Capitaine de réserve du 2^{ème} Régiment d'Artillerie de Montagne. Il a commandé une escadrille d'observation en Champagne après l'obtention du brevet de pilote. Prisonnier, il s'évade le 2 mai 1917 et se retrouve ensuite en convalescence. Il a combattu en Orient en 1916-1917. En 1940, il participe à la campagne des Flandres avant de rejoindre Dunkerque où il est embarqué pour l'Angleterre. Il ne peut alors rejoindre son unité et est affecté dans une autre unité. Il est à l'origine de la création d'une ligne de bus reliant Lescheraines (Savoie) à Annecy. Etant économiste, il refuse les projets qu'il considère comme trop onéreux.

Chevalier de la Légion d'honneur (arrêté du 4 décembre 1920). Trois citations.

B. Loschi, *Les petites savoyardes ont décroché la lune*, Société d'Histoire et d'Archéologie de Maurienne, 1995, 159 p.



Falcoz Antoine, Henri



1884 Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) - 1936 Neuilly-sur-Seine (Seine)

Profession : Docteur en droit le 4 décembre 1911. Avocat

Dates de mandats : 1928 - 1934 (6 ans)

Sensibilité politique : Action libérale (1914) ; Républicain-socialiste indépendant (1919-1926), Radical-socialiste (1926-1928), radié

Maire de Saint-Jean-de-Maurienne (1919 - 1935), député (1924 - 1936), sous-secrétaire d'Etat (1930)

En 1903, il s'engage pour trois ans à la mairie de Chambéry au titre du 97^{ème} Régiment d'Infanterie. Caporal en 1904, il est nommé sergent en 1906. Après sa libération, il réside à Grenoble avant de venir s'établir à Saint-Jean-de-Maurienne à l'automne 1909. Lors de ses études, il préside l'Association générale des étudiants de Grenoble durant deux années de 1907 à 1909. Conseiller municipal de Saint-Jean-de-Maurienne. Il se présente aux élections législatives de 1914, mais il est battu par Antoine Deléglise. Rappelé à l'activité lors de la mobilisation générale d'août 1914, il part aux armées le 12 août. Le 16 juin 1915, il est nommé sous-lieutenant à titre temporaire après être passé au 149^{ème} Régiment d'Infanterie le 17 mars. Il est affecté au 8^{ème} escadron du train le 25 août 1915 et le 4 mai 1917, il rejoint le 9^{ème} escadron du Train. Il est sous-lieutenant à titre définitif le 16 juin 1917. Il se fait remarquer par son courage et son dévouement sur le front et il est cité plusieurs fois. En novembre 1915, il l'est pour avoir "fait preuve du plus grand courage et de la plus crâne initiative en allant avec des conducteurs volontaires sauver d'une destruction certaine dix camions de munitions pris sous un violent bombardement dans une gare que le commissaire militaire avait fait évacuer". En mai 1916, il est cité à l'ordre de la Division pour avoir "dirigé avec beaucoup de courage et sang-froid les transports automobiles sur le front de la [76^{ème}] division pendant une période où les tirs de l'artillerie ennemie sur les voies de communication étaient fréquents et violents". Une autre citation à l'ordre de la Division rappelle qu'il a assuré "avec les meilleures conditions le service automobile de la division pendant les opérations de 1918 sur l'Aisne et en Belgique", ainsi le "29 octobre [il] est allé, malgré un bombardement violent reconnaître en première ligne des camions allemands abandonnés par l'ennemi". Après son retour du front, il est l'un des fondateurs de l'Union amicale des mobilisés et anciens combattants de Maurienne. En tant que maire de Saint-Jean-de-Maurienne il participe à la modernisation de la ville. A l'occasion des élections législatives de 1919, il rejoint l'Union républicaine, mais seul Antoine Borrel sera élu. Il est le fondateur du *Progrès de la Savoie*, journal qui est "rallié au Parti républicain socialiste". Il est élu en 1924 à l'Assemblée nationale sur la liste du Cartel des gauches. Deux ans plus tard, il "accepte l'Union nationale derrière Raymond Poincaré". Il appartient successivement au groupe républicain socialiste puis au groupe radical et radical-socialiste. Au Palais Bourbon, il est membre des commissions des douanes et des conventions commerciales, puis il travaille ensuite à la commission des Travaux publics et des moyens de communication. Il est également membre de la commission de l'Administration générale, départementale et communale. Les thèmes qu'il travaille à l'Assemblée nationale se rapprochent de ceux qu'il traite en Savoie. En effet, portant un

intérêt particulier au développement des sports d'hiver en Maurienne, il est à l'origine de la création d'un service d'électrobus partant de Modane à six heures du matin et reliant Lanslebourg du 1^{er} décembre au 15 avril. En tant que conseiller général, il dirige un programme spécial de désenclavement en 1932-1933, alors que l'année précédente il avait dressé un tableau des communes restant à électrifier dans le département de la Savoie. Dans le climat tendu des années Trente, il est "partisan de l'arbitrage appuyé sur une force internationale mise à la disposition de la Société des Nations et d'un désarmement progressif et contrôlé, se recommandant aussi de la politique suivie par Léon Bourgeois, [Aristide] Briand, [Edouard] Herriot". Le 28 novembre 1930, il doit démissionner du cabinet de André Tardieu où, depuis le 2 mars, il était sous-secrétaire d'Etat aux Travaux Publics pour sa mise en cause dans l'affaire dite de la banque "Oustric". A la même période, il se verra exclure du Parti radical qui "refuse la concentration à droite". En 1932, en battant Louis Sibué, qui le battra en 1936, il réussit à conserver son siège de député et il rejoint la Gauche radicale. Il sera visé dans une autre affaire en 1936, qui lui vaudra sa radiation du barreau de Paris, bien qu'il soit acquitté. Cela affaiblit le député sortant et il ne retrouve pas son siège. A ces élections, il se présente à droite, avec selon le préfet "l'aide des Croix-de-Feu" qui sont animés par le président de l'Union Diocésaine des Hommes, André Roche, "et l'appui ostensible du clergé qui semble avoir oublié la guérilla entre l'évêque de Maurienne, Mgr Grumel, et le député désireux de transformer l'église Notre-Dame en salle de concert". Il a été également président du Club Alpin Français (Maurienne). Chevalier de la Légion d'honneur (arrêté du 30 décembre 1920). Croix de guerre 1914-1918 avec étoile d'argent et palme.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Borrel Pierre, François



1889 Saint-Etienne-de-Cuines (Savoie) - 1943 Saint-Etienne-de-Cuines (Savoie)

Profession : Vermicelier aux entreprises Bozon-Verduraz

Dates de mandats : 1934 - 1940 (6 ans)

Sensibilité politique : Républicain de gauche

Maire de Saint-Etienne-de-Cuines (1932 - 1943)

Il est maire de Saint-Etienne-de-Cuines suite à la démission de Benjamin Bozon-Verduraz, le 21 février 1932. Il le reste jusqu'au 25 juin 1943, une nouvelle fois après le refus de Benjamin Bozon-Verduraz.

André Sylvain, Victor



1882 Les Chavannes (Savoie) - 1961 Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie)

Profession : Travaille à la Compagnie du Gaz de Paris. Cultivateur après sa retraite

Dates de mandats : 1945 - 1955 (10 ans)

Sensibilité politique : Communiste

Vice-président du Conseil général : 1945 - 1949

Maire de La Chambre (1945 - 1947)

En 1940, il est interné au Fort Barraux (Isère). En 1944, il est vice-président du Comité de Libération du canton de La Chambre. Le Comité Départemental de Libération souligne qu'il a toujours pris une part active à la Résistance et qu'il serait bon de le nommer conseiller général. Doyen de l'Assemblée Départementale de 1951 à 1955.

Canton d'élection : La Chambre

Vinit Charles, Emile



1908 Epierre (Savoie) - 1976 Chambéry (Savoie)

Profession : Instituteur. Elève de l'école normale d'Albertville.

Dates de mandats : 1955 - 1973 (18 ans)

Sensibilité politique : Section Française de l'Internationale Ouvrière

A sa sortie de l'école, il est nommé à Aussois. Il part ensuite pour Modane, où il reste trois années avant de rejoindre La Chambre, où il enseignera jusqu'en 1945. Il est, avec Paul Perrier, à l'origine de la création du syndicat intercommunal de ramassage scolaire de Maurienne. Vice-président du syndicat intercommunal de la route de la Madeleine. Créateur d'une troupe de théâtre pour les amateurs. Président fondateur de l'Amicale des pêcheurs de l'Arc, de l'Entente Cuines-La Chambre Football. Il fut également président fondateur des sports d'hiver dans son secteur. Il fut l'un des premiers à faire connaître Saint-François Longchamp. En 1945, il crée des cours agricoles pour la formation des jeunes élèves à la culture. Officier des Palmes académiques (1958). Chevalier du Mérite agricole (1954).

Berthier Sébastien



1916 La Chapelle (Savoie) - 1987 Chambéry (Savoie)

Profession : Instituteur à Montpascal, à Hermillon, puis à Saint-Jean-de-Maurienne en 1949 où il termine sa carrière comme directeur

Dates de mandats : 1973 - 1985 (12 ans)

Sensibilité politique : Communiste

Adjoint au maire de La Chapelle (1983 - 1987)

Dès 1932, il adhère à l'Union Générale des Etudiants. Il prend part à la Résistance. Début août 1944, il est chef du détachement des Francs-Tireurs et Partisans Français ; il obtient le grade de commandant. Il poursuit le combat en intégrant l'état-major de la cinquième demi-brigade. C'est dans les dernières années de la guerre qu'il adhère au Parti Communiste Français. Secrétaire de la cellule de La Chambre (1945-1947). La maladie le contraint à s'arrêter en 1947-1948. Secrétaire de la section de Saint-Jean-de-Maurienne (1949-1952 ; 1954-1970). En 1945 il est responsable du Syndicat National des Instituteurs, puis délégué cantonal de la Confédération Générale du Travail à Saint-Jean-de-Maurienne. Membre du comité fédéral communiste jusqu'en 1970. Conseiller municipal d'opposition à Saint-Jean-de-Maurienne (1965-1971) il est élu en 1977 et devient deuxième adjoint. J. Maitron (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, Ed. ouvrières, 1964-1993 ; R. Perrier, *J'appartiens au silence*, La Fontaine de Siloé, 1997.

Canton d'élection : La Chambre

Dufreney Daniel



1947 Aiguebelle (Savoie) -

Profession : Fait ses études à Lyon II. Sa thèse porte sur "Les contraintes d'aménagement des territoires. L'élu local et l'implantation des entreprises industrielles et d'activités économiques". Retraité du secteur privé et de l'éducation nationale.

Dates de mandats : 1985 - 2011 (26 ans)

Sensibilité politique : Union pour la Savoie (1985), Rassemblement Pour la République (1992), divers droite (1998), Comité National des Indépendants et Paysans (2011)

Maire de La Chambre (1989 - 2014)

Membre du comité directeur du Centre National des Indépendants et Paysans, il demande son retrait après l'élection de 2011. En 2011, suite à son échec aux cantonales, il demande l'annulation des élections et l'obtient (Conseil d'État 5 décembre 2011, nouvelle élection au printemps 2012). Cependant, il perd face à Jean-Louis Portaz en février 2012.

Portaz Jean-Louis



1947 Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) -

Profession : Retraité de l'enseignement

Dates de mandats : 2011 - en cours

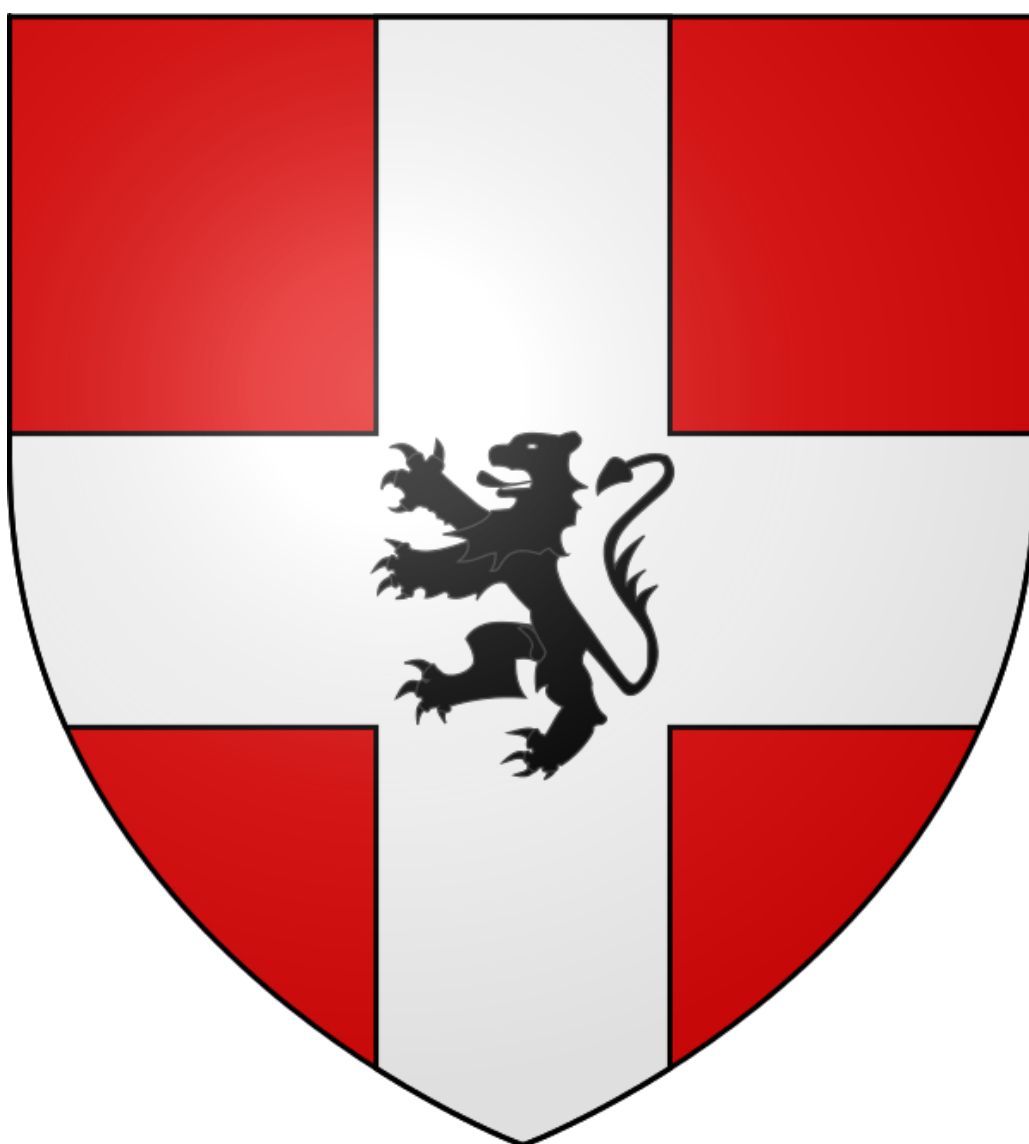
Sensibilité politique : Front de Gauche (2011)

Maire de La Chapelle (2001 - en cours)

Vice-président du syndicat intercommunal du collège de Saint-Etienne-de-Cuines. En 2011, suite à la demande d'annulation de Daniel Dufreney, l'élection est invalidée par le Conseil d'Etat en décembre. Cependant, il est réélu le 18 février 2012 au second tour avec 53,88% des voix.



Canton de CHAMOUX-SUR-GELON¹²



¹² La commune de Chamoux-sur-Gelon n'ayant pas d'armoiries, le blason retenu est l'un de ceux proposés pour la province historique dite de « Savoie Propre » ou « Savoie Ducale ».

Canton d'élection : Chamoux-sur-Gelon

Pillet Pierre, Victoire



1800 Chambéry (Savoie) - 1882 Chambéry (Savoie)

Profession : Avocat

Dates de mandats : 1860 - 1871 (11 ans)

Sensibilité politique : Radical

Son acte de naissance porte bien le prénom de Victoire. Le préfet dit de lui que "c'est un des hommes les plus honorables et les plus considérés du pays". Conseiller général en 1849 (sic). Chevalier de la Légion d'honneur et des Saints Maurice et Lazare.

Balmain Jean, Baptiste, Charles, Joseph, Henri



1839 Epierre (Savoie) - 1901 Chambéry (Savoie)

Profession : Propriétaire, ingénieur civil

Dates de mandats : 1880 - 1901 (21 ans)

Sensibilité politique : Républicain (1880), Radical

Maire de Châteauneuf, conseiller d'arrondissement

Il est le frère d'Antoine Balmain, conseiller général d'Aiguebelle. Il est également le beau-fils de Louis Chaumontel, ancien conseiller général d'Annecy-Nord et sénateur, et le père de Jacques Balmain, qui lui succède. La famille Balmain a exploité pendant plusieurs générations des hauts-fourneaux. Il a fait ses études à l'université de Turin.

Canton d'élection : Chamoux-sur-Gelon

Mamy Jean-François



1860 Hauteville (Savoie) - 1921

Profession : Etudes de droit à Grenoble, notaire
Dates de mandats : 1901 - 1910 (9 ans)
Sensibilité politique : Radical (1905, 1908)
Maire de Chamoux (1888-1919), conseiller d'arrondissement

Il s'installe en juin 1887 à Chamoux, où il succède à son oncle, comme notaire. Le préfet le considère comme un homme "intelligent", influent dans son canton mais de santé fragile. En effet, il écrit : "S'il jouissait d'une meilleure santé [il] pourrait avoir un autre avenir politique".

Balmain Jacques, Louis



1883 Annecy (Haute-Savoie) - 1917 Scintheim (Alsace)

Profession : Fait ses études de droit à Grenoble où il obtient le 2^e prix de droit civil du concours entre étudiants de 3^e année. Titulaire d'une thèse de doctorat en droit soutenue en 1910. Avocat.
Dates de mandats : 1910 - 1913 (3 ans)
Sensibilité politique : Républicain

Il est le fils de Joseph Balmain et le neveu d'Antoine Balmain. Il est également le petit-fils de Louis Chaumontel. Son élection est contestée mais validée. Il a travaillé sur les franchises d'Aiton et écrit deux monographies sur Aiton et Châteauneuf. Par testament, écrit à la veille de la mobilisation de 1914, il fait don d'un fonds aux Archives départementales de la Savoie. Il a été en charge de la pêche au sein de la 4^{ème} commission. Il est le premier conseiller général à mettre en place un alevinage régulier dans le lac du Bourget. Il occupe des fonctions municipales à Châteauneuf, où il est propriétaire. Neveu de Charles Guillermin, président de l'Académie de Savoie de 1862 à 1867. Engagé volontaire en 1902, il effectue son service militaire au 97^{ème} Régiment d'Infanterie. Mobilisé en 1914, il est sergent au 13^{ème} Bataillon de Chasseurs Alpins. Mort pour la France le 28 janvier 1917 en Alsace (Scintheim, ambulance 16/2) des suites de blessures de guerre.

G.-H. Soutou, "Jacques Balmain (1883-1917)", dans *L'histoire en Savoie*, 1997, n° 128 ; J. Balmain, *Les franchises et la communauté d'Aiton*, Grenoble, Rey, 1910, 212 p. / -, *Jacques de Blonay et son "Alphabet d'érudition"*, Paris, 1911, 18 p. / -, *Un oublié, Marc-Claude de Buttet, Le Savoyard de bon sens*, 1912, 23 p.

Canton d'élection : Chamoux-sur-Gelon

Replat Louis, Guillaume, **Georges**



1875 Annecy (Haute-Savoie) - 1925 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Procureur

Dates de mandats : 1913 - 1925 (12 ans)

Sensibilité politique : Radical (1913), Radical socialiste (1922)

Président du syndicat de dessèchement du Gelon.

Chevalier du mérite agricole.

Jeandet François, **Michel**



1891 Chamoux (Savoie) - 1954 Chamoux (Savoie)

Profession : Cultivateur puis entrepreneur de travaux

Dates de mandats : 1925 - 1940 ; 1949 - 1954 (20 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste

Maire de Chamoux (1919 - 1940 ; 1945 - 1947), conseiller d'arrondissement (1923 - 1926)

Ancien combattant 1914-1918. Il se présente aux élections cantonales suite au décès de Georges Replat. Il s'est toujours opposé à la politique de Vichy au cours des années sombres. Battu en 1945, il se représente en 1949 et est élu. Il est à l'origine de la création du syndicat intercommunal d'adduction d'eau de Chamoux qui groupe onze communes. Cette réalisation de plusieurs millions de francs a permis l'adduction de l'eau dans la canton. Président de la Chambre syndicale des transports routiers de Savoie.

Officier de la Légion d'honneur. Croix de guerre 1914-1918. Officier des Palmes académiques (1951) et de l'Instruction publique.

Canton d'élection : Chamoux-sur-Gelon

Villermet Jean-François



1906 Chamoux-sur-Gelon (Savoie) - 1998 Chambéry (Savoie)

Profession : Cafetier, entrepreneur de battage et distillateur

Dates de mandats : 1945 - 1949 (4 ans)

Sensibilité politique : Communiste (exclu du parti en 1949)

Maire de Chamoux (1944 ; 1945 ; 1947 - 1959)

Conseiller municipal de Chamoux dès 1935. Résistant dans les Francs Tireurs et Partisans. Nommé maire de Chamoux à la Libération.



Cot Jean-Pierre



1937 Genève (Suisse) -

Profession : Professeur agrégé de droit public (1966). Professeur, puis Doyen de la faculté de droit d'Amiens (1967-1968). Professeur de droit international et de sociologie politique à l'Université de Paris-I (1969-1989)

Dates de mandats : 1973 - 1985 (12 ans)

Sensibilité politique : Socialiste

Maire de Coise-Saint-Jean-Pied-Gauthier (1971 - 1995), député de la Savoie (1973 - 1981), député européen (1984 - 1999), ministre (1981 - 1982)

Il est le fils de Pierre Cot, à qui il succède à la mairie de Coise et au Conseil général. Il entre au Parti socialiste en 1969 avec Alain Savary. Membre du comité directeur du parti socialiste, il est délégué national pour les Communautés européennes. Il rejoint le courant de Michel Rocard au congrès de Metz du Parti Socialiste. Il est élu député de la Savoie en 1973, battant le maire de Chambéry, Pierre Dumas (qui avait battu son père en 1958). Nommé ministre délégué à la coopération et au développement dans le premier gouvernement Mauroy en 1981, il assume son étiquette "tiers-mondiste" et quitte le gouvernement en 1982, en désaccord avec la politique de la cellule africaine de l'Élysée. Élu au Parlement européen en 1984, il devient président du groupe parlementaire des socialistes européens de 1989 à 1994, puis vice-président du Parlement européen (1997-1999). En 1983-1984, il est membre du Conseil exécutif de l'UNESCO (1983-1984). Depuis 2002, il est juge au Tribunal international du droit de la mer.

J.-P. Cot. *Pour une sociologie politique*. Le Seuil, 1974 / -, *Les syndicats américains*. Flammarion, 1977 / -, *A l'épreuve du pouvoir*. Le Seuil, 1984 / -, *La Charte des Nations Unies. Commentaire article par article*. Economica, 3^e édition. 2005.

Canton d'élection : Chamoux-sur-Gelon

Vouthier Marcel



1942 Chambéry (Savoie) -

Profession : Diplômé de l'Ecole Nationale d'Horlogerie de Cluses, technicien au laboratoire des cartonneries de La Rochette, il revient en 1973 dans le canton, où il crée une entreprise d'électricité à Châteauneuf

Dates de mandats : 1985 - 1992 (7 ans)

Sensibilité politique : Parti Socialiste

Maire de Châteauneuf (1977 - 2001)

Vice-président du Syndicat Intercommunal des eaux de Chamoux-sur-Gelon.

Dalla Mutta Alexandre



1939 Chamoux-sur-Gelon (Savoie) -

Profession : Directeur honoraire des services techniques de la ville d'Albertville

Dates de mandats : 1992 - en cours

Sensibilité politique : Union Pour la Savoie, non Inscrit (SE), Divers Droite

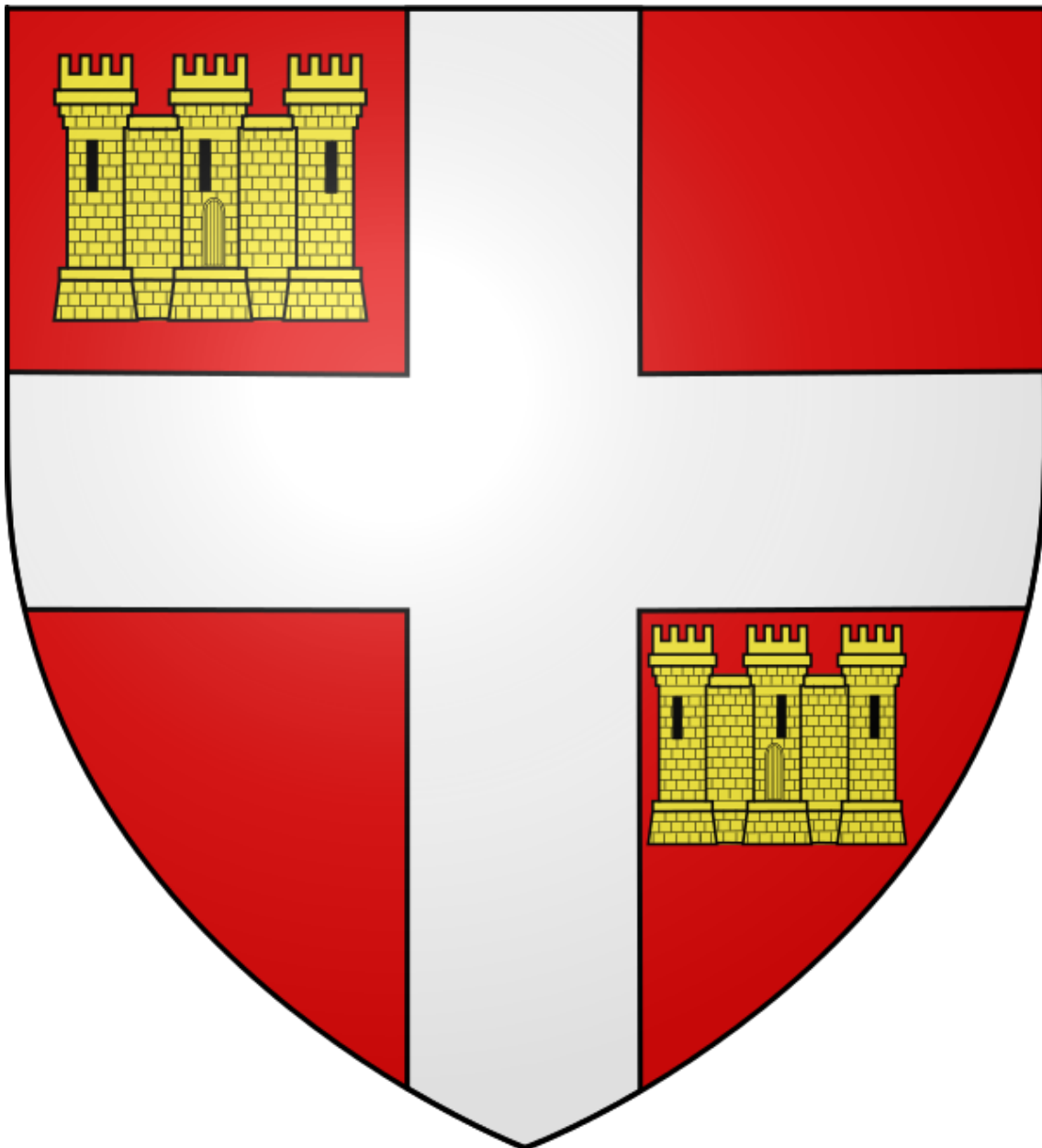
Maire adjoint de Chamoux-sur-Gelon (1989 - 2001 ; 2008 - 2011)

Conseiller municipal de Chamoux-sur-Gelon (1977-1989 ; 2001-2008), il devient premier adjoint en mars 2001. Vice-président départemental du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale (1983-en cours). Membre du Syndicat mixte de l'Isère et de l'Arc en Combe de Savoie depuis 2007. Membre suppléant du Syndicat Arlysère à Albertville depuis 2008. Président du Syndicat mixte Arc-Isère pour l'aménagement d'une zone à vocation économique depuis 2003. Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Savoie depuis 2001. Administrateur de l'Office Public d'Aménagement et de la Construction de la Savoie (1998-2011). Administrateur des maisons de retraite d'Aiguebelle (2001-en cours) et de La Rochette (2004-en cours). Administrateur de l'hôpital local de Saint-Pierre-d'Albigny (1992-2003). Administrateur de la Maison des Jeux Olympiques (1998-en cours). Membre du conseil d'administration départemental de l'Office National des Anciens Combattants (2003-en cours). Président du Comité des fêtes de la ville d'Albertville (2003), il en est membre depuis 1964. Vice-président du Groupe Folklorique de Conflans depuis 1978 puis président d'honneur. Membre du Conseil d'Administration des "Amis du Vieux Conflans" (1975-en cours). Membre du conseil d'administration de l'Office de Tourisme d'Albertville depuis 1980 et actuellement de la Maison du tourisme du pays d'Albertville.

Officier de l'Ordre national du Mérite (2011). Croix de la Valeur militaire (1961). Chevalier des Palmes académiques (1984). Médaille commémorative des opérations de maintien de l'ordre d'Afrique du Nord (1960).



Canton du CHATELARD



Canton d'élection : Le Châtelard (1860-1871) puis Chamoux-sur-Gelon (1871-1880)

Alexandry d'Orengiani (d') Frédéric, Lucien, Balthazard



1829 Chambéry (Savoie) - 1894 Villard-d'Héry (Savoie)

Profession : Bachelier, il fait ses études sous la direction de précepteurs ecclésiastiques. Propriétaire rentier, avocat

Dates de mandats : 1860 - 1880 (20 ans)

Sensibilité politique : Conservateur

Président du Conseil général : 1873 - 1874

Vice-président du Conseil général : 1865 - 1869 ; 1872

Nommé syndic de Villard-d'Héry (1851 - 1860), puis maire de Chambéry (1860 - 1870), maire de Villard d'Héry (1871 - 1894), sénateur (1876 - 1882)

Baron. Il est le beau-frère d'Ernest Rosset de Tours. Il est nommé syndic de Villard-sur-Héry à la suite du refus de son père pour ce poste. En 1860, sa fortune est estimée à 50 000 francs. Il sera secrétaire du comité central annexionniste de Chambéry, ce qui lui permet de jouer un rôle majeur dans l'Annexion. En février 1860, il est des 43 notables chambériens qui protestent contre l'éventuel démembrement de la Savoie au profit de la Suisse. Il fait partie de la délégation du 21 mars 1860 aux Tuileries. Il contribue au succès "du plébiscite des 22 et 23 avril en parcourant le département et en donnant des consignes pour exciter le zèle des habitants de chaque commune et solliciter vivement les abstentionnistes du premier jour à se rendre aux urnes le lendemain". En 1860, il se présente dans le canton du Châtelard, alors qu'il aurait pu se présenter dans celui de Montmélian où se trouvent ses nombreuses propriétés terriennes, mais ce dernier est acquis aux Libéraux dont le représentant sera François Bel, qui succèdera d'ailleurs à Frédéric d'Alexandry d'Orengiani à la présidence du Conseil général en 1874. Secrétaire du Conseil général de 1860 à 1864. Il "aurait refusé la préfecture de la Savoie début 1872". La même année, aux législatives il soutient la candidature d'Humbert Grange, par ailleurs conseiller général conservateur d'Aiguebelle. En 1876, il se présente aux élections sénatoriales, comme "catholique avec l'Eglise" et "Français avant tout", "partisan de la paix, de la liberté d'enseignement à tous les degrés, de l'égalité des charges et d'une sage économie dans les dépenses". Au Sénat, il intervient pour la conservation des trois diocèses savoyards, qui étaient menacés par Paul Bert. Il semble que son influence "électorale décline face à la montée en puissance du vote républicain". En 1880, lors de l'élection partielle sénatoriale ouverte après le décès de Charles Dupasquier, avec qui il avait été élu au Sénat, il essaie de faire entrer au Palais du Luxembourg un magistrat monarchiste, Ernest Arminjon, mais c'est sans succès. Un fonds d'Alexandry est conservé aux Archives départementales de la Savoie à Chambéry.

Chevalier (31 mai 1860) puis officier de la Légion d'honneur (20 mai 1869). Officier des Saints Maurice et Lazare.

Le baron d'Alexandry d'Orengiani, ancien maire de Chambéry, ancien sénateur de la Savoie, décédé le 27 octobre 1894 en son château de Montchabod, Chambéry, 1895 ; M.-F. Fleuriau, Le baron Frédéric d'Alexandry d'Orengiani 1829-1894, mémoire de maîtrise, Université de Savoie, 1999 ; J. Lovie, La Savoie dans la vie Française, 1860-1875, PUF, 1963 ; C. Sorrel, Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940, La Fontaine de Siloé, 2009 ; C. Sorrel, P. Guichonnet (dir.), La Savoie et l'Europe, 1860-2010, La Fontaine de Siloé, 2010.

Canton d'élection : Le Châtelard

Aymonier Charles-François



1839 Le Châtelard (Savoie) - 1885 Le Châtelard (Savoie)

Profession : Greffier à la Justice de Paix
Dates de mandats : 1871 - 1874 (3 ans)
Sensibilité politique : Conservateur libéral
Conseiller d'arrondissement

Son parrain est Charles Therme (tanneur), sans doute le père du futur conseiller général. Secrétaire du Conseil général en 1872-1873. Conseiller municipal du Châtelard.
E. A., *La famille Aymonier du Chatelard en Bauges*, Le Puy, 1908, 44 p.

Therme Denis



1842 Le Châtelard (Savoie) - 1902 Le Châtelard (Savoie)

Profession : Tanneur
Dates de mandats : 1874 - 1902 (28 ans)
Sensibilité politique : Radical (1901)
Maire du Châtelard (1874 - 1902)

Pour le préfet, il est "ancien progressiste, ayant évolué vers le radicalisme". Ses rapports avec l'administration sont bons. Son fils Charles sera conseiller général.

Canton d'élection : Le Châtelard

Dumaz Charles, Auguste



1870 Le Noyer (Savoie) - 1939 Le Noyer (Savoie)

Profession : Propriétaire

Dates de mandats : 1902 - 1922 (20 ans)

Sensibilité politique : Radical (1905, 1908, 1919), radical-socialiste (1922)

Maire du Noyer (1896 - 1929)

Conseiller municipal du Noyer (1896). Délégué cantonal. Il n'effectue qu'une année de service militaire parce que sa mère est veuve. Mobilisé en 1914, il est affecté d'abord au 108^{ème} Régiment territorial puis comme agent de liaison à l'Etat-Major du Génie du 2^{ème} Corps d'Armée à Dieu (Meuse). Détaché le 14 juillet 1917 au Noyer pour travaux agricoles.

Chevalier de la Légion d'honneur.

Poignon Joseph, Henri



1879 Toul (Meurthe-et-Moselle) - 1938 Le Châtelard (Savoie)

Profession : Docteur en médecine

Dates de mandats : 1922 - 1924 (2 ans)

Sensibilité politique : Bloc National, Entente Républicaine Démocratique (1922)

Elève de la faculté de médecine de Lyon. Sa thèse portait sur une "contribution à l'étude de l'œdème dur traumatique", sous la direction d'Alexandre Lacassagne. Nommé médecin auxiliaire de réserve le 20 juillet 1905, il est mobilisé en 1914 et arrive à la 14^{ème} section d'infirmiers le 30 août 1914 avant de rejoindre le 1^{er} régiment d'artillerie de montagne le 11 février 1915 et de passer ensuite au 97^{ème} régiment d'infanterie à compter du 1^{er} février 1916. En avril 1915, il se trouve à l'ambulance alpine 2/75, poste de Gaschney en Alsace. A l'occasion de la déclaration d'un décès, il est dit "médecin auxiliaire". En 1922, son élection au Conseil général est contestée mais validée. Il a été soutenu personnellement par Joseph Delachenal. Il démissionne du Conseil général parce qu'il a dû s'absenter deux fois pour raisons professionnelles et ne veut pas renouveler ses absences (lettre 3 septembre 1924).

Canton d'élection : Le Châtelard

Therme Charles, Luc



1867 Le Châtelard (Savoie) - 1944 Le Châtelard (Savoie)

Profession : Négociant

Dates de mandats : 1924 - 1939 (15 ans)

Sensibilité politique : Républicain, radical-socialiste (1934)

Maire du Châtelard (1902 - 1938)

Président de la délégation cantonale depuis 1919. Président de la section cantonale des pupilles de la Nation depuis 1921.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 1^{er} août 1894). Officier d'Académie.

Ferroud François



1895 La Compôte (Savoie) - 1960 La Compôte (Savoie)

Profession : Cultivateur

Dates de mandats : 1939 - 1940 ; 1945 - 1960 (16 ans)

Sensibilité politique : Union Républicaine et Démocratique, Centre National des Indépendants

Maire de La Compôte (1931 - 1943), démissionne, puis de nouveau maire après la guerre, conseiller d'arrondissement (1933 - 1939)

Ancien combattant 1914-1918, il revient gazé de la Grande Guerre. Nommé membre du Comité Départemental de Libération de Savoie, il échoue aux législatives de 1945. Président des Eaux du Haut-Chéran et du syndicat de l'électricité. A démissionné de son poste de maire en 1943. Conseiller municipal de La Compôte (1925-1931).

Chevalier de la Légion d'honneur (1959) et du Mérite agricole (1951).

Canton d'élection : Le Châtelard

Moine Francisque, Hilaire



1885 Lescheraines (Savoie) - 1951 La Motte-en-Bauges (Savoie)

Profession : Instituteur. Il a été instituteur au Châtelard, à Feissons-sous-Salins, Esserts-Blay, Méry et à La Motte-en-Bauges.

Dates de mandats : 1945 - 1949 (4 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste (1945)

Maire de La Motte-en-Bauges (1947)

Il débute sa carrière d'instituteur en 1905 et la termine en 1941. Libre-penseur. Conseiller municipal de La Motte-en-Bauges. Il est nommé vice-président du Comité Départemental de Libération. Président du syndicat intercommunal d'électrification.

Bouvier Henri



1924 Le Châtelard (Savoie) - 1997 Le Châtelard (Savoie)

Profession : Comptable

Dates de mandats : 1960 - 1967 (7 ans)

Sensibilité politique : Mouvement pour un Rassemblement Populaire

Trepier Gaston



1921 Aillon-le-Jeune (Savoie) -

Profession : Exploitant agricole jusqu'en 1965, employé de banque
Dates de mandats : 1967 - 1979 (12 ans)
Sensibilité politique : Centriste d'opposition
Maire d'Aillon-le-Jeune (1965 - 1989)

Conseiller municipal d'Aillon-le-Jeune (1954-1965). Président fondateur de l'Amicale des conseillers généraux et anciens conseillers généraux (1981-1992).
Chevalier de l'ordre national du Mérite (1982). Chevalier de l'ordre du Mérite agricole (1970).

Darvey Edmond



1920 Lescheraines (Savoie) - 2000 Chambéry (Savoie)

Profession : Artisan (bois)
Dates de mandats : 1979 - 1985 (6 ans)
Sensibilité politique : Parti Socialiste, communiste
Maire de Lescheraines (1971 - 1995)

Il s'occupe de ses sœurs et de son frère après la mort prématurée de leur père des suites de la guerre 1914-1918. Créateur d'une entreprise de charpente qui fabrique des maisons à ossature bois, modulaires et peu onéreuses qui seront utilisées dans les programmes de logements sociaux. Pendant ses différents mandats, il cherche à développer sa commune et le canton avec le tourisme et l'industrie, cherchant à mettre fin à l'exode rural et à créer des emplois dans le massif. Il est le père d'Albert Darvey.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite. Croix du combattant. Médaille de la Résistance.

Canton d'élection : Le Châtelard

Poncet Guy, Auguste



1956 Aix-les-Bains (Savoie) -

Profession : Inspecteur du Trésor

Dates de mandats : 1985 - 1989 (4 ans)

Sensibilité politique : Rassemblement Pour la République

Conseiller municipal de La Ravoire (1983). Président de l'Association des gîtes ruraux (en 1988).

Guerraz André, Robert



1949 Aix-les-Bains (Savoie) -

Profession : Gérant de société

Dates de mandats : 1989 - 2004 (15 ans)

Sensibilité politique : Non Inscrits, Union pour la Savoie (1998)

Vice-président du Conseil général : 1992 - 2004

Maire d'Aillon-le-Jeune (1989 - 2008)

Il a été président du Parc Naturel régional des Bauges. Il est membre de la commission Coopération décentralisée du Parc des Bauges.

Canton d'élection : Le Châtelard

Darvey Albert



1955 Aix-les-Bains (Savoie) -

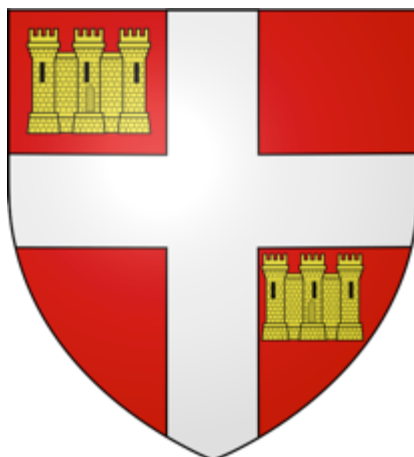
Profession : Il étudie d'abord au lycée à Chambéry, avant de partir à Grenoble pour y faire une classe préparatoire (lycée Champollion). Il rejoint ensuite l'Ecole Supérieure du Bois à Paris où il est diplômé ingénieur. Il reprend l'entreprise familiale de charpente et de construction de maisons bois (1979 - 2002), et vend l'entreprise au décès de son épouse pour créer un bureau d'études.

Dates de mandats : 2004 - en cours

Sensibilité politique : Savoie pour Tous, divers gauche (2011)

Maire adjoint de Lescheraines (1995 - 2008), maire de Lescheraines (2014 - en cours)

Il a été successivement 2^{ème} adjoint au maire de Lescheraines (1995-2001) puis 1^{er} adjoint (2011-2008). Il a été conseiller municipal de cette même localité de 2008 à 2014. Depuis 2004, il est membre du conseil d'administration de l'Assemblée des Pays de Savoie. Il est également vice-président, depuis 2014, de la communauté de communes du cœur des Bauges en charge de l'économie et du tourisme. Depuis 2008, il est vice-président du parc naturel régional des Bauges en charges des relations "urbain-rural". du massif des Bauges. De 2008 à 2014, il a été président de la commission "forêt filière bois" du Parc des Bauges. En 2009, il est élu président du Syndicat d'Aménagement et de Gestion d'Aillon-Margéraz, poste qu'il conserve jusqu'en 2012. Il est le fils d'Edmond Darvey.



Canton de COGNIN



Canton d'élection : Cognin

Fressoz Jean, Marie



1935 Cognin (Savoie) -

Profession : Faculté de droit de Paris, licence en droit, Ecole Nationale des Impôts, inspecteur central des Impôts

Dates de mandats : 1985 - 2008 (23 ans)

Sensibilité politique : Divers gauche, Parti Socialiste, Savoie 2000 (1994), Savoie pour tous apparenté Parti Socialiste (2001)

Maire de Cognin (1971 - 2001), adjoint au maire de Cognin (1965 - 1971)

Conseiller municipal de Cognin (2001-2014). Vice-président du district urbain de la cluse de Chambéry (1995-2001). Président du Syndicat intercommunal de l'agglomération chambérienne (1978-1983). Membre du conseil d'administration de l'Office Public d'Aménagement et de Construction (1988). Président de Savoie Solidaire. Président de la Deuxième commission de l'Assemblée des Pays de Savoie (2001) puis vice-président (2003-2005).

Chevalier de la Légion d'honneur (1996). Officier des Palmes académiques (1990).

Mithieux Lionel



1966 Chambéry (Savoie) -

Profession : Comptable puis conseiller de gestion agricole

Dates de mandats : 2008 - en cours

Sensibilité politique : Union des Démocrates et Indépendants

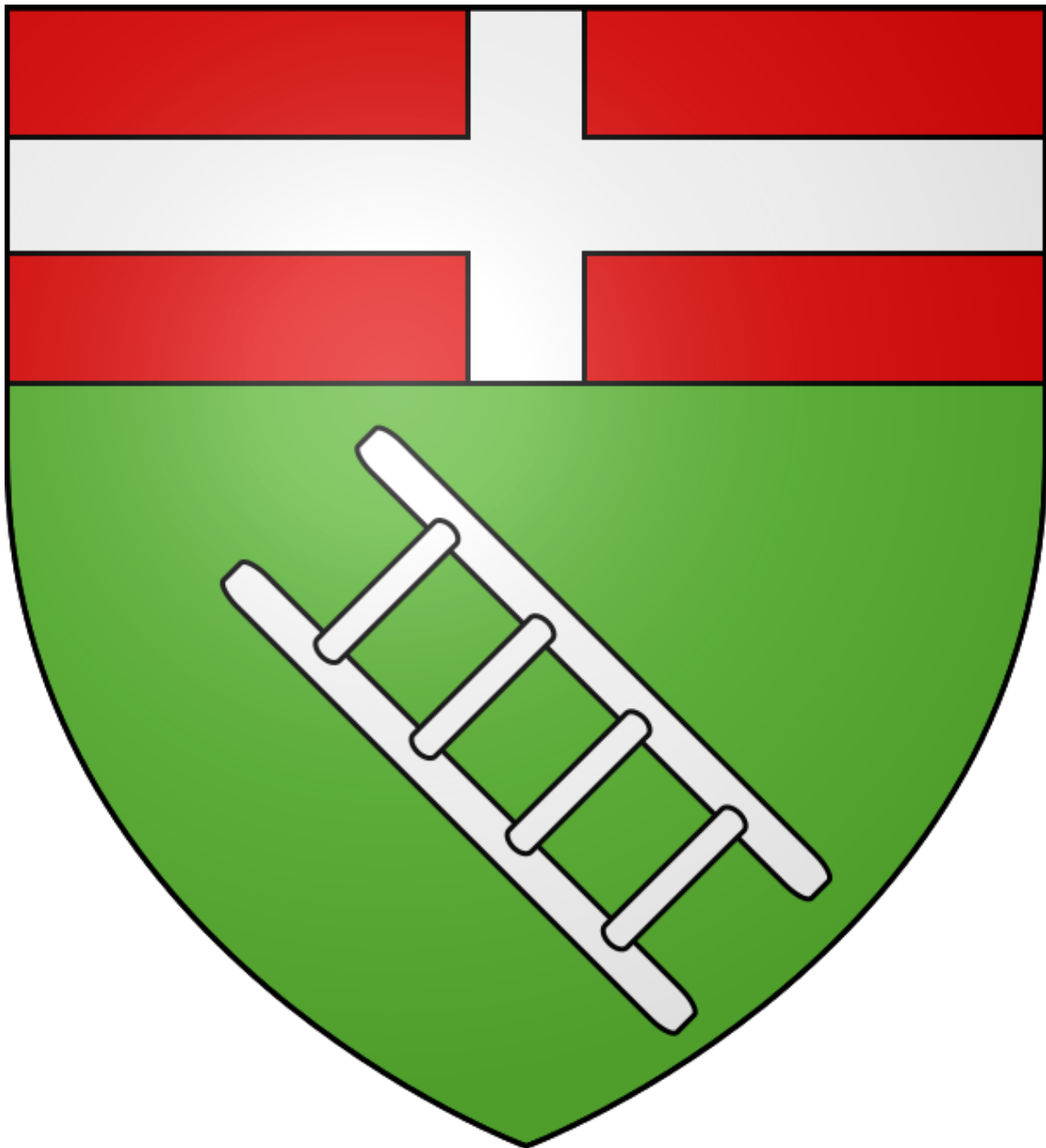
Vice-président du Conseil général : 2011 - en cours

Premier adjoint au maire de Vimines (1995 - 2001), maire de Vimines (2001 - en cours)

Il a été également président du Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple du canton de Cognin. Vice-président aux ressources humaines de la communauté d'agglomération de Chambéry Métropole (2001-2008), puis chargé de la gestion des déchets et assimilés (2008-2011). Depuis 2010, il est président du syndicat mixte Savoie Déchets. En 2014, il est 2^{ème} vice-président de Chambéry Métropole en charge des politiques contractuelles, du projet d'agglomération et des évolutions de compétence. Il est également le président fondateur pôle d'excellence bois des Pays de Savoie.



Canton des ECHELLES



Canton d'élection : Les Echelles

Millioz Claude



1793 Saint-Jean-de-Couz (Savoie) - 1876 Les Echelles (Savoie)

Profession : Notaire, suppléant du juge de paix
Dates de mandats : 1860 - 1870 (10 ans)
Maire des Echelles (1865)

Membre du Conseil provincial. Membre de la chambre et du conseil de discipline des notaires. En 1870, il n'obtient que 6 voix.
Chevalier de la Légion d'honneur (1869).

Millioz Jean-Baptiste



1825 Les Echelles (Savoie) - 1894 Saint-Christophe (Savoie)

Profession : Briquetier
Dates de mandats : 1870 - 1894 (24 ans)
Sensibilité politique : Conservateur libéral (1870), Républicain (1883)
Maire de Saint-Christophe (jusqu'en 1895)

Sa fortune est estimée à 5 000 francs. Président de la Commission départementale.
Chevalier de la Légion d'honneur. Officier d'Académie.

Canton d'élection : Les Echelles

Vichet Claude



1845 Saint-Thibaud-de-Couz (Savoie) - ?

Profession : Propriétaire
Dates de mandats : 1894 - 1901 (7 ans)
Sensibilité politique : Républicain modéré
Adjoint au maire

Gallet Aimé



1861 Saint-Geoire-en-Valdaine (Isère) - 1909 Les Echelles (Savoie)

Profession : Industriel
Dates de mandats : 1901 - 1906 (5 ans)
Sensibilité politique : Radical (1901 et 1905)
Maire des Echelles (1901 - 1904), conseiller d'arrondissement

Elu sans concurrent. Il entretient de bons rapports avec l'administration. Conseiller municipal en 1898.

Canton d'élection : Les Echelles

Frot Coutaz (nom d'usage Coutaz) Joseph



1869 Les Echelles (Savoie) - 1930 Les Echelles (Savoie)

Profession : Négociant
Dates de mandats : 1906 - 1907 (1 an)
Sensibilité politique : Républicain
Maire des Echelles (1906 - 1919)

L'élection est annulée par décision du Conseil d'Etat du 19 juin 1907. Il se présente à nouveau en août mais est battu par Laurent Périnel.

Perinel Charles, Laurent, Marie



1858 Entre-Deux-Guiers (Isère) - 1937 Chambéry (Savoie)

Profession : Industriel
Dates de mandats : 1906 - 1925 (18 ans)
Sensibilité politique : Réactionnaire (1908, 1913), progressiste (1922)
Maire de Saint-Christophe (1904 - 1922)

Il "a été élu avec peu de voix" et n'a "aucun rapport avec l'administration" considère le préfet dans les années 1920. Suite à une requête de Périnel, datée de juillet 1906, le Conseil d'Etat annule l'élection où Joseph Coutaz était vainqueur. Apparenté à Jean-Baptiste Millioz, parenté qu'il utilise pour obtenir un électorat plutôt âgé et rural. Membre de la Chambre de commerce de Chambéry (1905-1920), il en devient vice-président (1920-1932) puis président de 1932 à son décès. Candidat sans succès aux sénatoriales de 1920 face à Emile Machet. Beau-frère du conseiller général Richard Humbert. Il a été l'un des administrateurs de la Banque de Savoie de 1919 à son décès. De même, il fut administrateur de la succursale de la Banque de France (1918-1936). Juge puis président du tribunal de commerce de Chambéry (1896-1906). Il s'est beaucoup occupé des œuvres philanthropiques et sociales, notamment en ce qui concerne les allocations familiales de guerre et les pupilles de la nation. Il est vice-président du Comité départemental des pupilles dès 1924. Vice-président du conseil d'administration de la XII région économique. Il est président de plusieurs conseils d'administration (Société des Hauts Fourneaux et forges d'Alleverd, société des produits tréfilés de la Bridoire, société générale d'entreprises Léon Grosse...).

Chevalier de la Légion d'honneur (1933).

Canton d'élection : Les Echelles

Rebotton Benoît



1864 Saint-Thibaud-de-Couz (Savoie) - 1942 Saint-Thibaud-de-Couz (Savoie)

Profession : Cultivateur

Dates de mandats : 1925 - 1940 (15 ans)

Sensibilité politique : Radical socialiste (1925)

Maire de Saint-Thibault-de-Couz (1922 - 1935), conseiller d'arrondissement

Il perd son père jeune et devient soutien de famille. Conseiller municipal (1885-1922). Délégué cantonal. Président de la caisse du Crédit Agricole et de toutes les autres œuvres agricoles de sa commune. Proposé pour être officier d'Académie (1932).

Chevalier du Mérite agricole (1920).

Coutaz Gabriel



1899 La Bauche (Savoie) - 1985 Moûtiers (Savoie)

Profession : Ebéniste et cultivateur

Dates de mandats : 1945 - 1958 (13 ans)

Sensibilité politique : Socialiste indépendant

Maire de La Bauche (1944 - 1959)

Pendant la Seconde Guerre mondiale, il aide des réfractaires au Service du Travail Obligatoire. Candidat aux législatives de 1956 en 2^{ème} position sur la liste de Sibué (Section Française de l'Internationale Ouvrière), il n'est pas élu.

Chevalier du Mérite agricole (1951), Officier de l'Instruction publique (1957).

Loridon Louis



1926 Saint-Pierre-de-Genebroz (Savoie) –

Profession : Agriculteur, puis ouvrier en usine avant de rejoindre le Crédit Agricole (1946-1984)

Dates de mandats : 1958 - 1970 (12 ans)

Sensibilité politique : Mouvement pour un Rassemblement Populaire, Divers Droite

Maire de Saint-Pierre-de-Genebroz (1953 - 1971), adjoint au maire (1971 - 1977)

Militant catholique (ancien de la Jeunesse Agricole Chrétienne). Il est vice-président des jeunes de la Chambre générale de l'Agriculture en 1958 (il s'occupe du secteur Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole). Engagé dans le milieu agricole, il est vice-président du syndicat agricole local. Succède à son père à la mairie.

Chevalier du Mérite agricole.

Gaviot Robert



1929 La Bauche (Savoie) - 2000 La Bauche (Savoie)

Profession : Boulanger-pâtissier

Dates de mandats : 1970 - 1976 (6 ans)

Sensibilité politique : Union pour la Défense de la République

Maire de La Bauche (1965 - 1971; 1983 - 1995)

Canton d'élection : Les Echelles

Gros Hubert



1931 Saint-Paul-sur-Yenne (Savoie) -

Profession : Directeur de collège

Dates de mandats : 1976 - 1982 (6 ans)

Sensibilité politique : Parti Socialiste

Maire des Echelles (1977 - 1983), maire de Gerbaix (1984 - 2001)

Canton d'élection : Les Echelles (1982-2008) puis La Motte-Servolex (2008-en cours)

Vial Jean-Pierre



1951 Chambéry (Savoie) -

Profession : Etudes de droit à Paris, maîtrise de droit obtenu à Paris I, avocat

Dates de mandats : 1982 - en cours

Sensibilité politique : Sans Etiquette, Rassemblement Pour la République, Union pour la Savoie (1994), Union pour un Mouvement Populaire

Président du Conseil général : 2002 - 2008

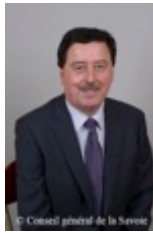
Vice-président du Conseil général : 1992 - 2002 ; 2008 - en cours

Maire des Echelles (1983 - 1995), maire du Bourget-du-Lac (1995 - 2001), sénateur (1995 - 1997 ; 1999 - en cours)

Après des études de droit à l'Université ASSAS à Paris et à l'Institut de Criminologie et d'Études Judiciaires de Paris II, Jean-Pierre Vial travaille comme avocat dans un cabinet parisien avant de revenir en Savoie. En 1983, il est élu maire des Echelles, d'où il est originaire. Il a été président du nouveau Syndicat Mixte de l'Avant-Pays Savoyard (1987-2008). En 1995, il devient maire du Bourget-du-Lac, où il réside, et il reste jusqu'en 2001 et la loi sur le cumul des mandats. Il s'implique sur l'aménagement de la Nationale 504, dans le projet Grand Lac (1997) et sur le développement de Technolac, tout en revendiquant préserver l'identité de commune lacustre et de montagne. Au Conseil général, Il s'est constamment impliqué dans l'action économique et l'enseignement supérieur. Il préside depuis 1986 le Sypartec, un syndicat mixte chargé depuis 1985 d'aménager en parc technologique l'ancienne base aérienne 725 du Bourget-du-Lac, devenue Savoie Technolac (9 000 chercheurs, salariés et étudiants). Son action a permis l'installation de l'Institut National de l'Énergie Solaire (INES) en 2005. Il a aussi présidé l'Agence Économique de la Savoie. Il devient président le 24 juin 2002 suite à l'entrée d'Hervé Gaymard au gouvernement. Il sera réélu le 1^{er} avril 2004 mais devra lui céder son siège après le renouvellement de 2008 et il redeviendra premier Vice-président. Durant sa présidence, il impulse une volonté décentralisatrice, la Savoie étant département d'expérimentation dans l'organisation des services publics, notamment postaux, (2003), du RMA (2003, devenu RSA), puis du contrat unique d'insertion (2008). Le soutien au développement économique est renforcé et à l'enseignement supérieur. L'action du département est réorganisée autour de sept territoires déconcentrés. Sa présidence connaît également la mise en place de l'ADPA (2005), la réforme de la protection de l'enfance, le transfert par l'État des personnels administratifs et techniques des collèges et des routes départementales (2006), la création de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (2007). Un plan tourisme de 60 M€ avait été adopté (2006) sous sa présidence pour conforter la Savoie comme première destination française pour les sports d'hiver et à s'ouvrir au tourisme vert ou culturel et toutes saisons (aides aux stations, à l'hébergement touristique, au thermalisme, etc...). L'opposition avait contesté son financement par la vente d'une partie du capital de la Société des Trois Vallées, (créée lors de la construction de Courchevel par le Conseil général en 1946) et du foncier de la station. Élu suppléant de Michel Barnier lors des élections sénatoriales de 1995, il entre aussitôt au Palais du Luxembourg puisque Michel Barnier est alors membre du Gouvernement. Quand celui-ci n'est pas reconduit en 1997 Jean-Pierre Vial démissionne pour provoquer une élection partielle remportée par Michel Barnier. Quand ce dernier est nommé commissaire européen en 1999, Jean-Pierre Vial remporte l'élection partielle. Au Sénat il a siégé successivement à la commission des Affaires économiques jusqu'en 2000, puis à celle des Affaires sociales et enfin à la commission des Lois depuis 2007. Intervenant fréquemment pour défendre le Lyon-Turin, l'énergie solaire et la politique de la montagne, fortement actif depuis son départ de la présidence du Conseil général, Jean-Pierre Vial a notamment été le rapporteur de la loi transférant les Directions Départementales de l'Équipement aux départements (2006) et actif dans plusieurs commissions thématiques. Jean-Pierre Vial est également membre du Conseil national de la montagne et du conseil d'administration de l'agence française de l'adoption, et a siégé au Conseil d'administration du Palais de la Découverte et de la Cité des sciences et de l'industrie (2006-2009). Chevalier de la Légion d'honneur (1999).

Canton d'élection : Les Echelles

Claret Jean-Paul



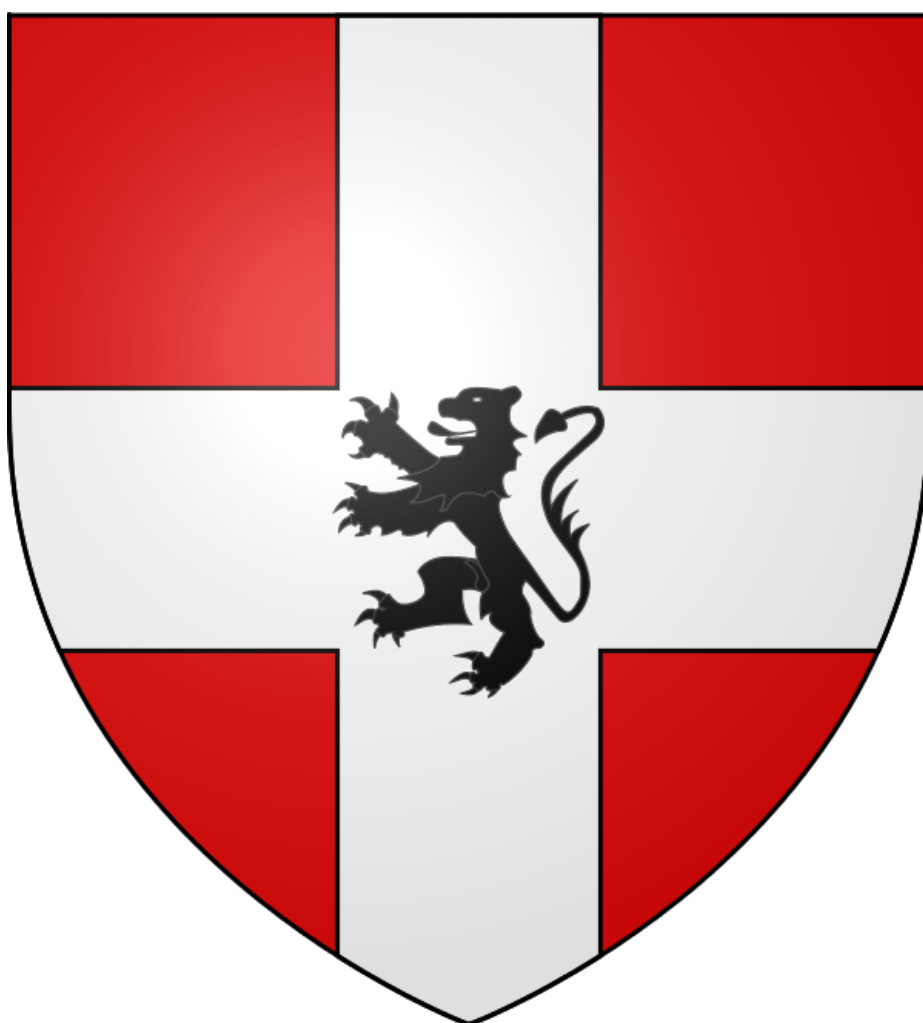
1948 Chambéry (Savoie) -

Profession : Evalueur France domaine
Dates de mandats : 2008 - en cours
Sensibilité politique : Sans Etiquette
Maire d'Entremont-Le-Vieux (1983 - en cours)

Membre du conseil d'administration de l'Assemblée des Pays de Savoie. En 1992, il est président de du district des Entremont puis en 2002, il est président de la communauté de communes des Entremont. Depuis 1995, il est vice-président du parc naturel régional de Chartreuse.



Canton de GRESY-SUR-AIX



Canton d'élection : Grésy-sur-Aix (1973-1985) puis Aix-les-Bains-Sud (1985-1992)

Murguet Jean



1930 Aix-les-Bains (Savoie) – 2012 Aix-les-Bains (Savoie)

Profession : Ingénieur spécialisé en horticulture, directeur adjoint à la Chambre d'agriculture, directeur de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles

Dates de mandats : 1973 - 1992 (19 ans)

Sensibilité politique : Majorité, Union pour la Savoie

Vice-président du Conseil général : 1985 - 1989

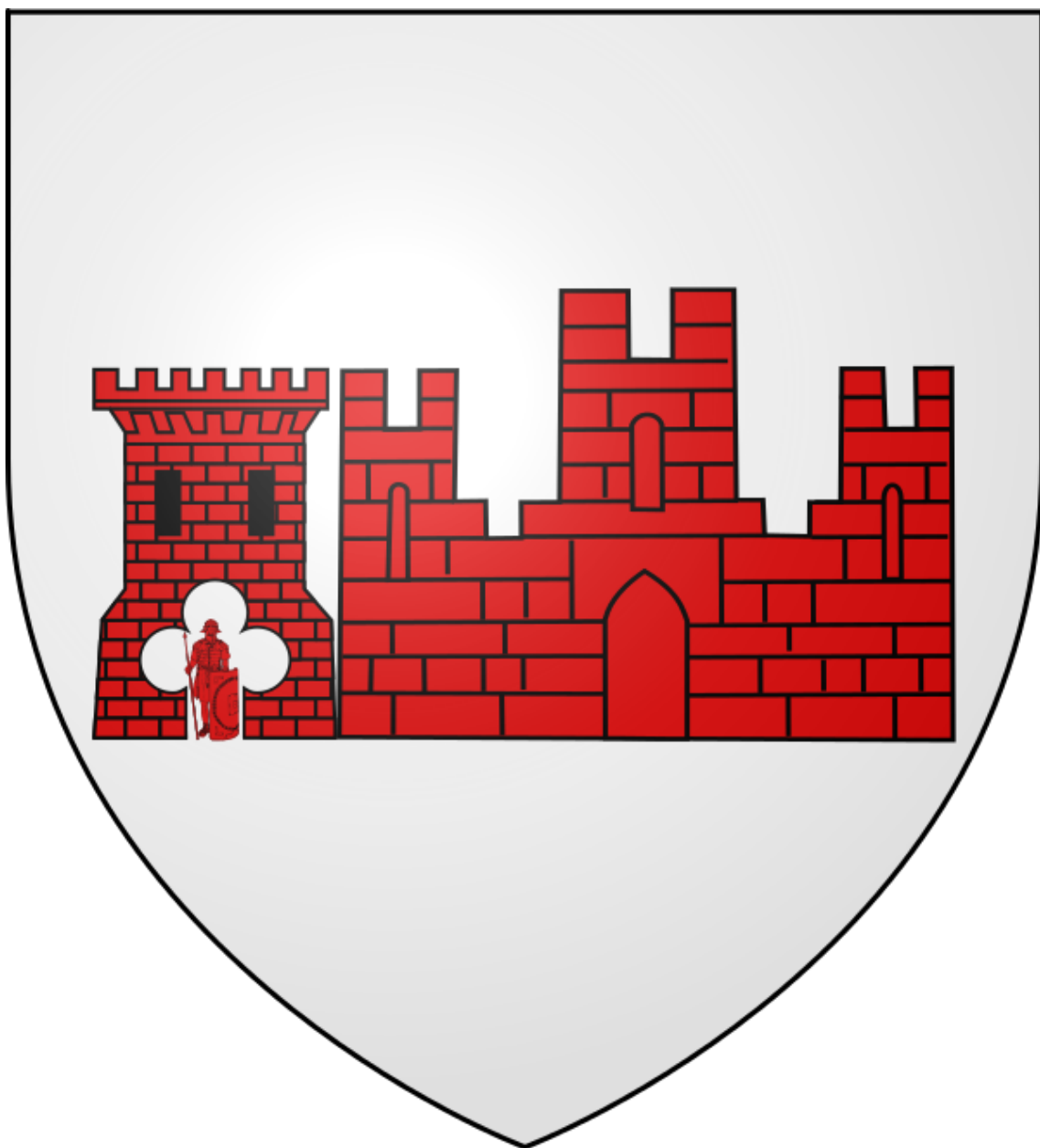
Adjoint au maire d'Aix-les-Bains puis premier adjoint au maire d'Aix-les-Bains (1969 - 1989 ; 1995 - 2001)

Conseiller municipal d'Aix-les-Bains (1954-1963 ; 1989-1995). Président du Syndicat intercommunal du Revard (1977-1989). En 1985, il est le premier conseiller général du nouveau canton d'Aix-les-Bains-Sud. En 1993, il se présente à la succession de Gratien Ferrari à Aix-les-Bains-Centre, mais il est battu par Jacques Moucot. Conseiller général honoraire (2004).

Chevalier de l'Ordre national du Mérite (1991). Chevalier des Palmes académiques (1979). Chevalier du Mérite agricole (1970).



Canton de GRESY-SUR-ISERE



Canton d'élection : Grésy-sur-Isère

Rey François, Alexis



1810 Verrens-Arvey (Savoie) - 1873 La Rochette (Savoie)

Profession : Suppléant du juge de paix, propriétaire, rentier

Dates de mandats : 1860 - 1873 (13 ans)

Sensibilité politique : Conservateur assez influent en 1864. Neutre (1867), Républicain de gauche
Maire de Grésy-sur-Isère

Il est promu à la Légion d'honneur à l'occasion de l'anniversaire de la naissance du Prince Impérial. Il est le frère de Maurice Rey, conseiller général du canton de La Rochette, chez qui il décède. Nommé conseiller provincial en 1852.

Chevalier de la Légion d'honneur (1870).

Vionnet Joseph, Clément



1814 Grésy-sur-Isère (Savoie) - 1886 Grésy-sur-Isère (Savoie)

Profession : Propriétaire, cultivateur, secrétaire de mairie

Dates de mandats : 1873 - 1874 (1 an)

Sensibilité politique : Républicain

En 1873, son concurrent est Jean-Pierre Fontanet, grand-père de Joseph. Son fils, Edouard sera conseiller général en 1922.

Canton d'élection : Grésy-sur-Isère

Rosset de Tours (de), Ernest, François, Marie, Albertin



1813 - 1902

Profession : Docteur en droit civil et en droit canon. Attaché au parquet en 1840. Suppléant du juge en 1840. Substitut du parquet de première instance de Chambéry en 1842. Juge au tribunal de Bonneville en 1846. Substitut avocat des pauvres en 1848. Substitut avocat général en 1851. Premier substitut au parquet de la Cour en 1860 et chargé de la direction de ce parquet en avril 1860. Conseiller à la cour d'appel sur sa demande.

Dates de mandats : 1874 - 1880 (6 ans)

Sensibilité politique : Conservateur

Vice-président du Conseil général : 1873

Conseiller d'arrondissement

Baron. Beau-frère de Frédéric d'Alexandry d'Orengiani. Proposé par le sous-préfet pour devenir président du Conseil d'arrondissement. Sa fortune est estimée à 20 000 francs. De 1842 à 1847, il a été plusieurs années durant membre du congrès provincial près de l'Intendance de la Haute-Savoie (*sic*). Membre du Conseil municipal de la ville de Chambéry pendant une dizaine d'années. En 1880, il obtient 2 voix. Membre de l'Académie de la Val d'Isère.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 12 août 1865). Chevalier des Saints Maurice et Lazare.

Gotteland Antoine



1821 Chambéry (Savoie) - 1893 Chambéry (Savoie)

Profession : Conseiller à la cour d'appel

Dates de mandats : 1880 - 1886 (6 ans)

Sensibilité politique : Radical

Conseiller d'arrondissement

Chevalier de la Légion d'honneur

Sibuet Jean



1856 Saint-Vital (Savoie) - 1934 Saint-Vital (Savoie)

Profession : Propriétaire, cultivateur. En 1919, le préfet donne comme profession pour Jean Sibuet "rebouteux"

Dates de mandats : 1886 - 1892 ; 1910 - 1919 (15 ans)

Sensibilité politique : "Réactionnaire", catholique conservateur

Maire de Saint-Vital (1884 - 1889), député (1914 - 1924), conseiller d'arrondissement

Conseiller municipal de Saint-Vital en 1883. Il se dit "Catholique, Savoyard et Français toujours". Il est révoqué de la mairie en 1889, réélu en 1891 et 1900, il démissionne les deux fois. Il est élu député en se présentant face à Félix Chautemps. Cultivateur il est aussi "rebouteux", don hérité de son père, ce qui lui vaut des condamnations pour "exercice illégal de la médecine". Lors des cantonales de 1910, il déclare qu'il ne connaît "ni les grandes phrases, ni les habiletés de langage" qu'il ne sait "dire que la vérité toujours" et que "le bon sens savoyard sera la règle de [s]es actes". En 1914, lors des élections législatives, il rappelle dans sa profession de foi qu'il vient "tout simple paysan qu[il est], [se] présenter" à ses électeurs afin qu'ils puissent "acclamer sur [son] nom la République des travailleurs libres et indépendants, de toutes les classes et de tous les partis". Il se déclare "partisan d'une République honnête, respectueuse des droits de chacun ; d'une République de paix et de concorde ; d'une République enfin, soucieuse du sort des humbles". Il demande à ce que les sénateurs et les députés soient payés par des "jetons de présence". En 1919, il est dit qu'il réside à Frontenex et le préfet écrit à son propos : "Elu aux élections de 1910 comme candidat réactionnaire dans un canton qui depuis longtemps donnait cinq ou six cents voix de majorité à tous les candidats républicains. A dû son élection à sa profession de rebouteux qui l'a mis fréquemment en rapport avec les populations rurales. L'a due aussi à son adversaire M. Bonnard, conseiller d'arrondissement dont la politique étroite a mécontenté beaucoup de républicains". En tant que conseiller général, il s'intéresse aux problèmes des planteurs de tabac. Dans un premier temps, il fait le vœu de voir une augmentation générale des prix du tabac plutôt qu'une prime à la finesse qui serait accordée aux planteurs. Mais finalement, il renie son vœu et s'exprime en faveur d'une prime à la finesse, s'opposant ainsi à Joseph Delachenal. Il a été également au Conseil général un spécialiste des questions relatives à la réglementation de la chasse, bien avant l'établissement des plans de chasse, il s'intéresse au repeuplement du gibier, notamment en réglementant la chasse au chamois ou à la caille. A l'Assemblée nationale, il a été un député d'une rare discrétion, il appartient à la commission des Comptes définitifs et ne se rend jamais à la tribune.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Grésy-sur-Isère

Dénarié Pierre, Auguste, Anatole



1853 Reignier (Haute-Savoie) - 1929 Sainte-Helène-sur-Isère (Savoie)

Profession : Notaire, receveur économe à l'asile d'aliénés de Bassens (1908)

Dates de mandats : 1892 - 1910 (18 ans)

Sensibilité politique : Radical (1901, 1905, 1908)

A échoué trois fois à la députation (avant 1901). Membre du comice agricole de l'arrondissement d'Albertville. Trésorier, président puis président d'honneur du comice. Membre du jury dans les grands concours régionaux. Membre de société horto-agricole d'Albertville. Membre du syndicat agricole du département de la Savoie et de la Société d'apiculture "Le rucher des Allobroges" depuis sa fondation. A fait d'importantes reconstructions de vignobles. Proposé pour le grade d'officier du Mérite agricole (1906). Chevalier du Mérite agricole (1901).

Maige Joseph, Léon



1862 Grésy-sur-Isère (Savoie) - 1930 Grésy-sur-Isère (Savoie)

Profession : Huissier

Dates de mandats : 1919 - 1922 (3 ans)

Sensibilité politique : Radical

Maire adjoint de Grésy-sur-Isère (1909) ; conseiller d'arrondissement

Le 1^{er} avril 1880, il contracte, à la mairie de Chambéry, un engagement pour cinq ans. Il est successivement brigadier (1881), maréchal des Logis (1882), maréchal des logis fourrier (1884). En 1882, il est au Sénégal où il est dit comptable. A son retour, atteint par la fièvre jaune, il est contraint à rester en quarantaine au port de Toulon avant de pouvoir rejoindre Grésy-sur-Isère. Conseiller municipal de Grésy-sur-Isère (1902-1909). Vice-président du conseil d'arrondissement d'Albertville. Il perd son fils au cours de la Grande Guerre.

Canton d'élection : Grésy-sur-Isère

Vionnet Jean, Eugène, Edouard



1876 Grésy-sur-Isère (Savoie) - 1959 Aix-les-Bains (Savoie)

Profession : Agriculteur

Dates de mandats : 1922 - 1928 (6 ans)

Sensibilité politique : Radical (1922)

Maire de Grésy-sur-Isère (1908)

Conseiller municipal de Grésy-sur-Isère de 1902 jusqu'à son élection à la mairie en 1908. Ancien combattant de 1914-1918. Fils de Joseph Vionnet.

Piquand Marie, Joseph



1882 Allondaz (Savoie) - 1954 Frontenex (Savoie)

Profession : Industriel (filère bois)

Dates de mandats : 1928 - 1940 (12 ans)

Sensibilité politique : Radical, Radical Socialiste (1934)

Maire de Frontenex

Délégué cantonal. Il a offert dans un immeuble qui lui appartient une salle pour y installer une classe. Proposé pour être officier d'Académie.

Canton d'élection : Grésy-sur-Isère

Raucaz François



1899 Verrens-Arvey (Savoie) - 1961 Verrens-Arvey (Savoie)

Profession : Cultivateur

Dates de mandats : 1945 - 1949 (4 ans)

Sensibilité politique : Section Française de l'Internationale Ouvrière

Adjoint au maire puis Maire de Verrens-Arvey (1944 - 1959)

Conseiller municipal. Nommé maire à la Libération puis élu en 1947 et 1953. Président de la Mutuelle Chevaline. Désigné par le comité cantonal de Libération. Résistant actif.

Blondin Louis, Charles



1891 Paris (17ème, Seine) - 1963 Grésy-sur-Isère (Savoie)

Profession : Greffier de justice de paix

Dates de mandats : 1949 - 1955 (6 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste (avant guerre), socialiste indépendant (1945)

Maire de Grésy-sur-Isère (1929 - 1944 ; 1947 - 1961), conseiller d'arrondissement (1936)

Mutilé de la guerre de 1914-1918. Il rachète le greffe au décès de Léon Maige.

Officier de l'Instruction publique (1953).

Canton d'élection : Grésy-sur-Isère

Martin Ferdinand, Jean, Joseph



1918 Grignon (Savoie) -

Profession : Industriel et directeur de sociétés, négociant, agent immobilier, il exploite l'une des deux scieries familiales qui se situe à Moûtiers avant de venir s'établir à Frontenex, où il travaille avec son beau-père

Dates de mandats : 1955 - 1992 (37 ans)

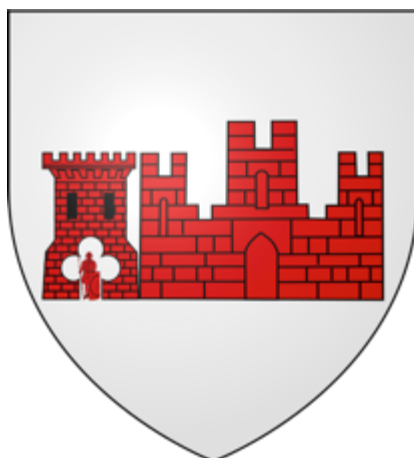
Sensibilité politique : Radical-socialiste (1955) puis Indépendant non-inscrit, radical (1961)

Vice-président du Conseil général : 1985

Maire de Frontenex (1955 - 1995)

Ancien de l'Armée Secrète. Président de la régie départementale des transports, de la société des remontées mécaniques de Val Thorens. Conseiller municipal de Moûtiers au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (1947). Membre du comité directeur de la Fédération Nationale des Bois Résineux. Vice-président de la Société d'aménagement de la vallée des Belleville, il participe, aux côtés de Joseph Fontanet, au lancement des stations de la vallée des Belleville. De 1972 à 1992, il est président de la Société des Téléphériques Tarentaise Maurienne à Val Thorens. Dans son canton, il a été le président de plusieurs organismes intercommunaux. En 1985, il est doyen d'âge du Conseil général.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite. Chevalier des Palmes académiques et du Mérite agricole.



Vairetto André



1960 Saint-Pierre-d'Albigny (Savoie) -

Profession : Professeur d'histoire-géographie de 1988 à 1998, il est ensuite documentaliste, puis assistant parlementaire

Dates de mandats : 1992 - en cours

Sensibilité politique : Parti Socialiste

Maire de Notre-Dame-des-Millières (1989 - 2001 ; 2008 - en cours), conseiller régional (1998 - 2008), sénateur (2012 - 2014)

Fils d'un ouvrier d'Ugine, il devient après des études universitaires à Grenoble professeur d'histoire-géographie de 1988 à 1998 à Beaufort-sur-Doron puis à Ugine. Très tôt investi dans la vie associative (maison des jeunes et de la culture d'Albertville, comité des fêtes, apiculture...), il devient à 29 ans maire de Notre-Dame-des-Millières, commune de moins de 1 000 habitants où il a grandi. Il ne se représentera pas en 2001, touché par le cumul des mandats. Il est membre du Parti Socialiste depuis 1981. Il a été le secrétaire de la section de Grésy-sur-Isère lors de sa création en 1986. Il a été élu conseiller régional en 1998, et il s'investit fortement pour la rénovation des lycées de Tarentaise et dans la création des comités de lignes réunissant les usagers des trains régionaux. Réélu en 2004, il démissionne en 2008 lorsqu'il redevient maire de Notre-Dame-des-Millières et vice-président chargé de l'agriculture, du tourisme, des transports de la Communauté de Communes de la Haute Combe de Savoie. En 2004, il est élu suppléant du sénateur Thierry Repentin et devient son assistant parlementaire. Il le remplace au Sénat en juillet 2012 lorsque celui-ci devient ministre. Il quitte le Sénat en mai 2014, au départ de Thierry Repentin du gouvernement. Au Sénat, où il a été le relais actif des préoccupations des collectivités locales et des entrepreneurs de sa circonscription, André Vairetto était membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire et le rapporteur des projets de loi approuvant le traité franco-italien sur la construction de la liaison ferroviaire Lyon-Turin et créant la Banque publique d'investissement.



Canton de LANSLEBOURG-MONT-CENIS



Richard Cyrille



1816 Termignon (Savoie) - 1890 Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie)

Profession : Avocat, suppléant au juge de paix. Bâtonnier de l'ordre des avocats.

Dates de mandats : 1860 – 1870 ; 1873 - 1880 (17 ans)

Sensibilité politique : Conservateur, libéral conservateur (1873)

Vice-président du Conseil général : 1873

Maire de Saint-Jean-de-Maurienne (1860 - 1862), conseiller provincial sous le régime sarde

Conseiller communal dès 1848. Membre du conseil de l'Instruction publique en 1851. Membre du Conseil d'hygiène et de salubrité. Capitaine de la Garde Nationale en 1854. Il est nommé maire de Saint-Jean-de-Maurienne le 7 février 1860. En 1860, sa fortune est estimée à 8 000 francs. En 1873, il est élu en remplacement de Lucien Molin, démissionnaire. Il se présente en 1876 aux législatives mais sans succès. A cette occasion, l'autorité préfectorale précise qu'il est considéré comme "bonapartiste mitigé".

Chevalier de la Légion d'honneur (1861) et des Saints Maurice et Lazare (1860).

Molin Alexis, Lucien



1832 Lanslebourg (Savoie) - 1906 Chambéry (Savoie)

Profession : Avocat à Chambéry où il réside

Dates de mandats : 1870 - 1873 (3 ans)

Sensibilité politique : Libéral avancé

Sa fortune est estimée à 5 000 Francs. Il est membre de la commission départementale qui, en 1870, a dû maintenir l'ordre public et s'imposer aux partis. Le 5 septembre 1870, c'est sous son impulsion, qu'à Chambéry une délégation municipale de douze personnes - avec un président et deux adjoints - est désignée. L'année suivante, il est choisi par les conservateurs pour se présenter à la députation.

J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963.

Canton d'élection : Lanslebourg-Mont-Cenis

Valloire Alexandre



1829 Bramans (Savoie) - 1899 Lanslebourg (Savoie)

Profession : Maître d'Hôtel

Dates de mandats : 1880 - 1886 ; 1890 - 1898 (14 ans)

Sensibilité politique : Républicain (1880)

Conseiller d'arrondissement (1879 - 1880)

En 1886, il est battu par Maurice Cimaz, et en 1898 il n'obtient qu'une seule voix, ce qui laisse penser qu'il ne s'est pas représenté.

Cimaz Jean, Maurice



1837 Bessans (Savoie) - 1891 Suse (Italie)

Profession : Notaire

Dates de mandats : 1886 - 1890 (4 ans)

Sensibilité politique : Réactionnaire

L'élection est contestée mais validée. Il est le cinquième d'une famille de douze enfants. Passionné d'histoire et de généalogie. Membre de la Société d'histoire et d'archéologie de Maurienne. Il avait entrepris d'écrire l'histoire des notables de Maurienne mais n'a pu terminer son projet. Il s'est présenté aux élections du Conseil d'arrondissement en 1879 mais est battu par Alexandre Valloire. Et en 1886, aux élections du Conseil général, il bat Alexandre Valloire.

Canton d'élection : Lanslebourg-Mont-Cenis

Jouart Celestin Charles François Xavier



1850 Gray (Haute-Saône) - ? (vers 1920)

Profession : Etudes chez les Jésuites, licencié en droit, avocat. Il embrasse ensuite une carrière préfectorale, successivement chef de cabinet à Angoulême (1878), conseiller de préfecture au même lieu puis Grenoble (1878 - 1887), sous-préfet à Saint-Jean-de-Maurienne. Après un bref passage comme secrétaire général de la préfecture de la Somme, il reprend une carrière d'avocat.

Dates de mandats : 1898 - 1904 (6 ans)

Sensibilité politique : Républicain de gauche (1898), Réactionnaire (1901)

Député (1895 - 1902)

Il s'engage en 1870. Il participe à la campagne de la Loire dans l'armée Chanzy. Il appartient d'abord au "10^{ème} régiment de chasseurs à cheval puis au 2^{ème} régiment de chasseurs de marche". Il arrive en Savoie en 1887, suite à sa nomination comme sous-préfet de Saint-Jean-de-Maurienne. En 1893, alors qu'un poste de sous-préfet lui est proposé à Villefranche-de-Rouergue, il préfère refuser et rester en Savoie. Mais quelques mois plus tard, il doit accepter le poste qui lui est proposé dans la Somme. Il ne reste que deux années à la préfecture d'Amiens puisqu'il reprend ensuite sa carrière à la Cour d'appel de Paris. Il revient en Savoie après le décès de Jules Horteur. Il revenait tous les ans en vacances en Maurienne. C'est donc à l'occasion d'une élection partielle qu'il est élu député en 1895. Il est réélu aux législatives de 1898, mais en 1902, il est battu par son adversaire Antoine Deléglise. En 1901, il avait d'ailleurs contesté son élection au Conseil général, mais sans succès puisque le conseil d'Etat, dans sa décision du 17 janvier 1902, n'adhère pas à sa demande rappelant qu'il a été frappé d'une suspension de trois mois de sa fonction de député de Saint-Jean-de-Maurienne pour diffamation du sous-préfet. Dans un autre document, on trouve qu'à l'occasion du banquet du 14 juillet, il aurait giflé le sous-préfet et, l'affaire ayant été portée devant le tribunal, été condamné à une amende de cent francs. Christian Sorrel rappelle à ce propos : "Inscrit au groupe de l'Union progressiste, il refuse la politique de Défense républicaine de Waldeck-Rousseau et polémique à ce sujet avec le sous-préfet de Saint-Jean-de-Maurienne, ce qui lui vaut une condamnation pour diffamation à cent francs d'amende". Bien que député républicain, il fait "en pratique une politique conservatrice". Il est très populaire notamment par son "alliance avec le maire de Saint-Jean [-de-Maurienne] Truchet et le conseiller général [Charles] Piot". A l'Assemblée nationale, il porte un intérêt particulier aux problèmes municipaux. Il est également rapporteur de plusieurs projets de loi "autorisant des collectivités locales à contracter des emprunts ou prévoyant la création de surtaxes à l'octroi". Il rapporte également des projets de loi ayant trait au droit international privé. En 1904, il quitte la vie politique savoyarde et le département. Au cours de la Première Guerre mondiale, il est mêlé à une affaire d'escroquerie, puis disparaît après avoir été acquitté en 1917. En effet, Il a été impliqué dans l'affaire "Aquasciati dit Palmarini" qui, finalement, s'est soldée, en appel, par un acquittement ; il semble bien qu'il ait été "abusivement" condamné en 1^{ère} instance. Le jugement d'appel démontre, en effet, l'extrême faiblesse des arguments développés par l'accusation. Ses date et lieu de décès ne sont pas connus.

Ch. Jouart, *Mémoire sur les difficultés entre la commune française de Lanslebourg et la commune italienne de Ferrera-Cenisio au Mont-Cenis*, Imp. Vuilliermet fils, 1898 ; J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Lanslebourg-Mont-Cenis

Gravier Cosme, Jean, Antoine



1873 Lanslebourg (Savoie) - 1946 Lanslebourg (Savoie)

Profession : Etudes secondaires au petit-séminaire de Mélan (Haute-Savoie). Notaire.

Dates de mandats : 1904 - 1940 (36 ans)

Sensibilité politique : "Douteux"(sic, 1905), Réactionnaire (1908), Entente Démocratique Républicaine (1922)

Maire de Lanslebourg (1908 - 1945)

Ancien combattant de la Grande Guerre. Tout au long de son mandat, il se préoccupe des intérêts français du Mont-Cenis. Conseiller municipal de Lanslebourg depuis le 13 novembre 1898. Administrateur de la Société des secours mutuels des sapeurs-pompiers pendant plus de 35 ans. Membre fondateur et président du syndicat agricole. Membre de la Chambre d'agriculture depuis sa création en 1927. Eleveur particulièrement écouté qui a introduit des méthodes de culture moderne. Il est le père d'Ernest Gravier.

Chevalier de la Légion d'honneur (1933). Chevalier (1923) puis officier (1931) du Mérite agricole.

Richard Michel, Joseph, Alexis



1903 Bramans (Savoie) - 1971 Chambéry (Savoie)

Profession : Négociant en vin puis agent immobilier

Dates de mandats : 1945 - 1949 (4 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste (1945)

Conseiller d'arrondissement (1929 - 1940)

Il échoue aux élections de 1936. Lieutenant des Forces Françaises de l'Intérieur à la Libération. Le comité départemental de Libération pense à sa nomination au Conseil général. Conseiller municipal de Bramans jusqu'en 1947, date à laquelle il se porte candidat à Chambéry. Son élection est contestée par Ernest Gravier, mais finalement validée par le Conseil d'Etat. Candidat aux cantonales de 1955 mais battu. Officier d'Académie.

Canton d'élection : Lanslebourg-Mont-Cenis

Gravier Ernest Justinien, Eugène



1908 Lanslebourg (Savoie) - 1962 La Tronche (Isère)

Profession : Notaire

Dates de mandats : 1949 - 1955 (6 ans)

Sensibilité politique : Indépendant de droite (proche de Delachenal)

Adjoint au maire de Lanslebourg

Fils de Cosme Gravier. Ancien combattant de 1939-1940. Résistant, agent de renseignements et de ravitaillement pour le maquis de la Vanoise et de Bonneval. Elu conseiller municipal de Lanslebourg. Il joue un rôle important dans le rattachement du Mont-Cenis à la France après 1945. Président fondateur de la société de pêche du Mont-Cenis et administrateur de la caisse régionale du Crédit Agricole. L'élection de 1949 est contestée par Richard Joseph. Par un arrêté du 4 mai 1949, le conseil de préfecture interdépartemental de Grenoble annule l'élection. Toutefois, cet arrêté est annulé par une décision du Conseil d'Etat (7 juin 1949).

Chevalier du Mérite agricole (1951).

Colon Raymond



1924 Montaïguet-en-Forez (Allier) - 1988 Lyon (Rhône)

Profession : Docteur en médecine

Dates de mandats : 1955 - 1958 ; 1958 - 1961 (6 ans)

Sensibilité politique : candidat indépendant, modéré (1961)

Il participe aux maquis du Lot. Condamné à mort à 18 ans, il est sauvé par les Francs-Tireurs et Partisans. Engagé volontaire dans le service de santé en 1944-1945 avec le grade de médecin-aspirant. En février 1958, il démissionne par solidarité avec les sinistrés des inondations de 1957. Réélu en avril 1958.

Canton d'élection : Lanslebourg-Mont-Cenis

Gravier Emile, Fulgence



1900 Lanslebourg (Savoie) - 1991 Chambéry (Savoie)

Profession : Négociant

Dates de mandats : 1961 - 1973 (12 ans)

Sensibilité politique : Centre majoritaire

Girard René, André, Jean



1927 Saint-Julien-Montdenis (Savoie) –

Profession : Fait ses études d'ingénieur à Grenoble. Ingénieur, chef de service à Electricité De France.

Dates de mandats : 1973 - 2004 (31 ans)

Sensibilité politique : Union pour la Savoie (1985), Union pour la Démocratie Française (1992),

Rassemblement Pour la République (1998)

Vice-président du Conseil général : 1983 - 2004

Maire de Bramans (1966 - 2001), conseiller régional (désigné en 1976, élu 1986 - 1992)

Son père Florimond Girard, suppléant de Pierre Dumas de 1962 à 1968, a été l'un des fondateurs de la Résistance en Maurienne. C'est presque naturellement que René entre dans la Résistance en devenant agent de liaison. Membre fondateur de l'Association des maires de Maurienne en 1973. Administrateur du parc de la Vanoise. Président de la Maison de Savoie (1985-1998). Secrétaire de l'Union régionales des maires ruraux (1979-1992). Membre du Bureau de l'Assemblée des Pays de Savoie (2001). Membre de la 3^{ème} commission de l'Assemblée des Pays de Savoie (2001). Chevalier de la Légion d'honneur (1988). Officier de l'Ordre national du Mérite. Chevalier des Palmes académiques (1981).

R. Perrier, *J'appartiens au silence*, La Fontaine de Siloé, 1991.

Canton d'élection : Lanslebourg-Mont-Cenis

Hars Rozenn



1958 Morlaix (Finistère) -

Profession : Administrateur de sociétés

Dates de mandats : 2004 - en cours

Sensibilité politique : Divers Droite, Union pour un Mouvement Populaire

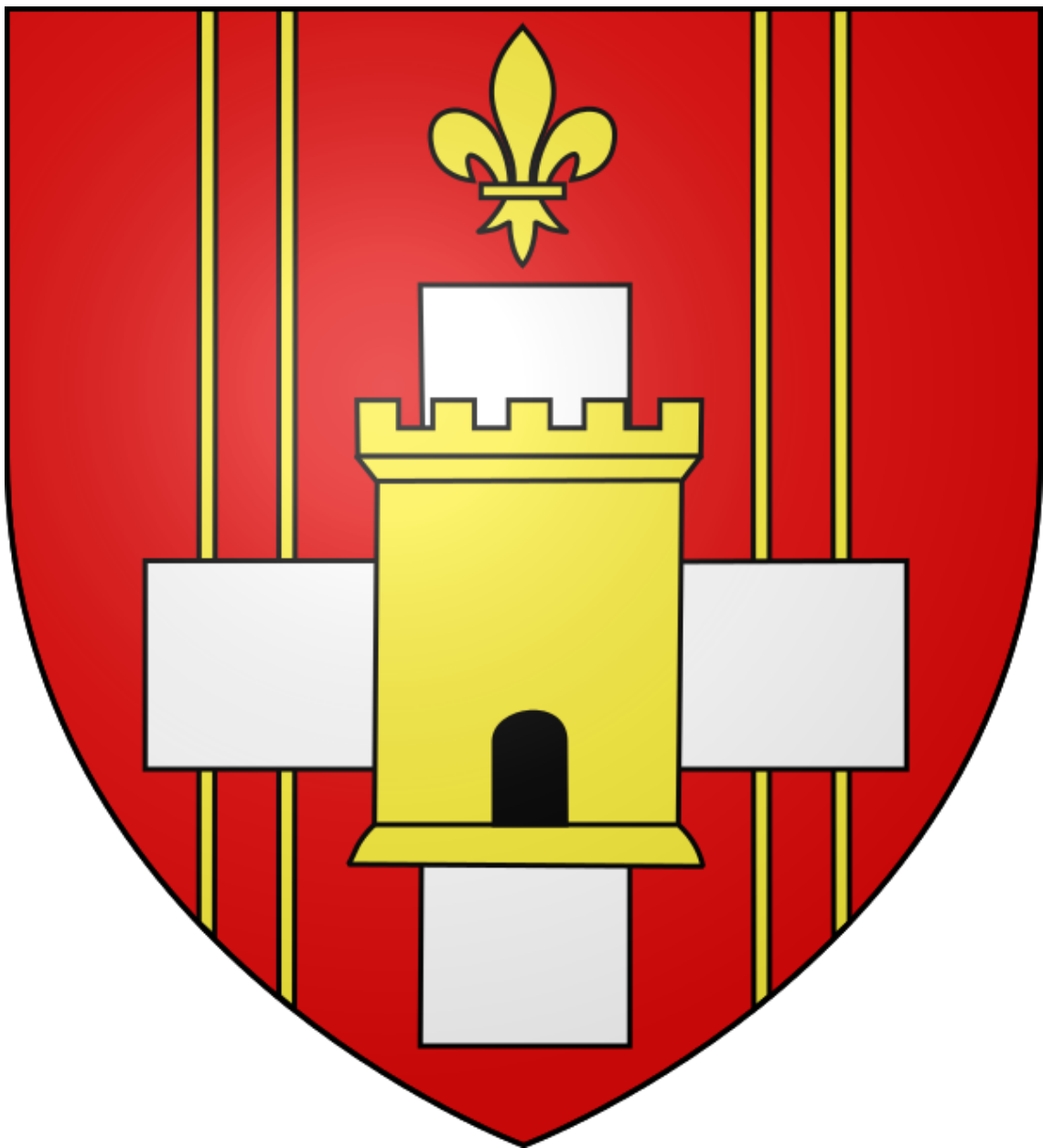
Vice-présidente du Conseil général : 2008 - en cours

Maire de Termignon (1989 - 1997)

Chevalier de la Légion d'honneur (2010).



Canton de MODANE



Canton d'élection : Modane

Falcoz Alexis, François, Cyrille



1821 Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) - 1874 Bourg-en-Bresse (Ain)

Profession : Avocat

Dates de mandats : 1860 - 1864 (4 ans)

Sensibilité politique : Aucune indication

Sa fortune est estimée à 13 000 francs. Il a fait partie de la délégation de mars 1860 aux Tuileries. Il démissionne le 5 juin 1864.

Jourdain Alexandre



1812 Saint-André (Savoie) - 1870 Saint-André (Savoie)

Profession : Notaire, suppléant du juge de paix. Lieutenant du mandement de Modane dès le 1^{er} septembre 1845 et ce jusqu'en 1860

Dates de mandats : 1864 - 1871 (6 ans)

Sensibilité politique : Conservateur

Maire de Saint-André, conseiller d'arrondissement

Sa fortune est estimée à 4 000 francs. Conseiller provincial de Maurienne (1848, 1852, 1857). Il démissionne du Conseil d'arrondissement et il est remplacé par Emilien Gravier. En 1871, il n'obtient que 2 voix, ce qui laisse penser qu'il ne s'est pas représenté.

Canton d'élection : Modane

Gravier Paul, Emilien, Marie



1833 Lanslebourg (Savoie) - 1903 Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie)

Profession : Etudes à l'université de Turin, docteur en médecine
Dates de mandats : 1871 - 1903 (32 ans)
Sensibilité politique : Réactionnaire (1883), Républicain Rallié (1901)
Maire de Modane (1883 - 1902) ; conseiller d'arrondissement (1865 - 1879)

Membre de la Société d'histoire et d'archéologie mauriennaise dès le 1er mars 1896. Il s'installe à Saint-Jean-de-Maurienne en 1901. Son fils François est pharmacien.

Bergin Gabriel



1837 Montmélian (Savoie) - ?

Profession : Propriétaire
Dates de mandats : 1903 - 1907 (4 ans)
Sensibilité politique : Radical (1905)
Maire de Fourneaux, conseiller d'arrondissement

Président du comice agricole de l'arrondissement de Saint-Jean-de-Maurienne. Suppléant du juge de paix du canton de Modane. Secrétaire du comice agricole du canton de Modane. Délégué cantonal. Propriétaire de vignobles importants dans la région de Saint-Jeoire, Apremont... Ceux-ci ayant été victimes du phylloxéra, il s'est imposé de lourds sacrifices pour les reconstituer. Officier d'académie. Chevalier du Mérite agricole.

Canton d'élection : Modane

Gravier Joseph, Antoine



1872 Modane (Savoie) - 1938 Lyon (Rhône)

Profession : Clerc de notaire

Dates de mandats : 1907 - 1925 (18 ans)

Sensibilité politique : Réactionnaire (1908, 1913)

Maire (1905 - 1920)

En 1908, l'autorité préfectorale écrit : "A été élu à la suite d'une division du parti républicain". Ses rapports avec l'administration sont nuls. Neveu d'Emilien Gravier.

Charvoz Emile



1892 Modane (Savoie) - 1933 Modane (Savoie)

Profession : Comptable. Négociant en vin, propriétaire d'un bar.

Dates de mandats : 1925 - 1933 (8 ans)

Sensibilité politique : Radical

Maire de Modane (1923 - 1933)

Délégué cantonal. Ancien combattant de 1914-1918. En janvier 1927, il devient membre du Comité départemental des mutilés et réformés de la guerre. Membre de la section cantonale des pupilles de la Nation de Modane (1920-1933). Il a été l'un des artisans de la création à Modane d'un dispensaire anti-tuberculose. Membre du conseil d'administration de l'Office Départemental d'Hygiène sociale et de prévention anti-tuberculeuse. En tant que maire de Modane, il a apporté d'importantes améliorations à la situation matérielle des écoles de garçons et de filles ainsi qu'aux deux cours complémentaires.

Officier d'Académie.

Canton d'élection : Modane

Ros Constantino dit Constantin



1890 Constantine (Algérie) - 1985 Alès (Gard)

Profession : Docteur en médecine de l'université de Montpellier, radiologue

Dates de mandats : 1933 - 1940 ; 1945 - 1958 (25 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste (1945)

Conseiller d'arrondissement (1928 - 1933)

Ancien combattant 1914-1918. Blessé 2 fois, cité 5 fois. Il se présente aux législatives de 1936, sans succès. Le sous-préfet dit de lui "qu'il peut être appelé à jouer un rôle très important au point de vue politique". Conseiller municipal de Modane. Secrétaire puis président du Conseil d'arrondissement de St Jean de Maurienne. Délégué cantonal. Pendant la Seconde Guerre mondiale il s'est opposé à la politique de Vichy.

Officier de la Légion d'honneur (1952). Médaille militaire. Croix de guerre 1914-1918. Officier d'académie (1934). Officier de l'instruction publique (1951).

Buisson Pierre



1921 Modane (Savoie) - 1987 Modane (Savoie)

Profession : Chef de bureau à la Société Nationale des Chemins de Fer

Dates de mandats : 1958 - 1987 (29 ans)

Sensibilité politique : Mouvement pour un Rassemblement Populaire, Centre des Démocrates Sociaux
Maire de Modane (1959 - 1965)

Militant catholique (Association Catholique de la Jeunesse Française). Scout. Réfractaire au Service du Travail Obligatoire, il entre dans la Résistance. Militant de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens dont il devient délégué national. Vice-président du Mouvement pour un Rassemblement Populaire (Savoie). Il s'est présenté plusieurs fois aux législatives (1956, 1958, 1962) mais sans succès. Oncle de Xavier Lett, conseiller général.

Chevalier de l'ordre national du Mérite (1978) et des Palmes académiques (1975).

C. Sorrel (dir.), *Dictionnaire du monde religieux de la France contemporaine*, tome 8 La Savoie, Beauchesne, 1995 ; P. Buisson, "Le conseil général devant le problème culturel", in *Bulletin d'information de la préfecture*, n° 24, 1971, p. 33-36.

Canton d'élection : Modane

Gauthier Jean-Louis



1929 Orléans (Loiret) - 1997 Modane (Savoie)

Profession : Brevet d'enseignement industriel, technicien principal hors classe ONERA

Dates de mandats : 1987 - 1994 (7 ans)

Sensibilité politique : Parti Socialiste

Maire de Modane (1977 - 1983)

Conseiller municipal de Modane (1983-1993). Démissionne de son poste de conseiller municipal en 1993. Il est à l'origine de la station de Valfréjus.

Bolatto, née Mori Irène, Claudine



1942 Marsanne (Drôme) -

Profession : Aide artisan-commerçant

Dates de mandats : 1994 - 2001 (6 ans)

Sensibilité politique : Divers Droite

Maire de Fourneaux (1989 - 2001), adjointe au maire de Fourneaux (1983 - 1989)

Présidente de la SEMICROF (1995). Présidente du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement. Présidente de l'Association Départementale de Diffusion et d'Initiation Musicale (dès juillet 1998).

Canton d'élection : Modane

Lett Xavier, Henri, René



1955 Modane (Savoie) -

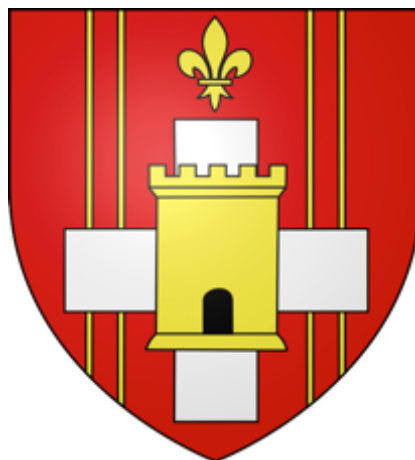
Profession : Professeur d'arts plastiques

Dates de mandats : 2001 - en cours

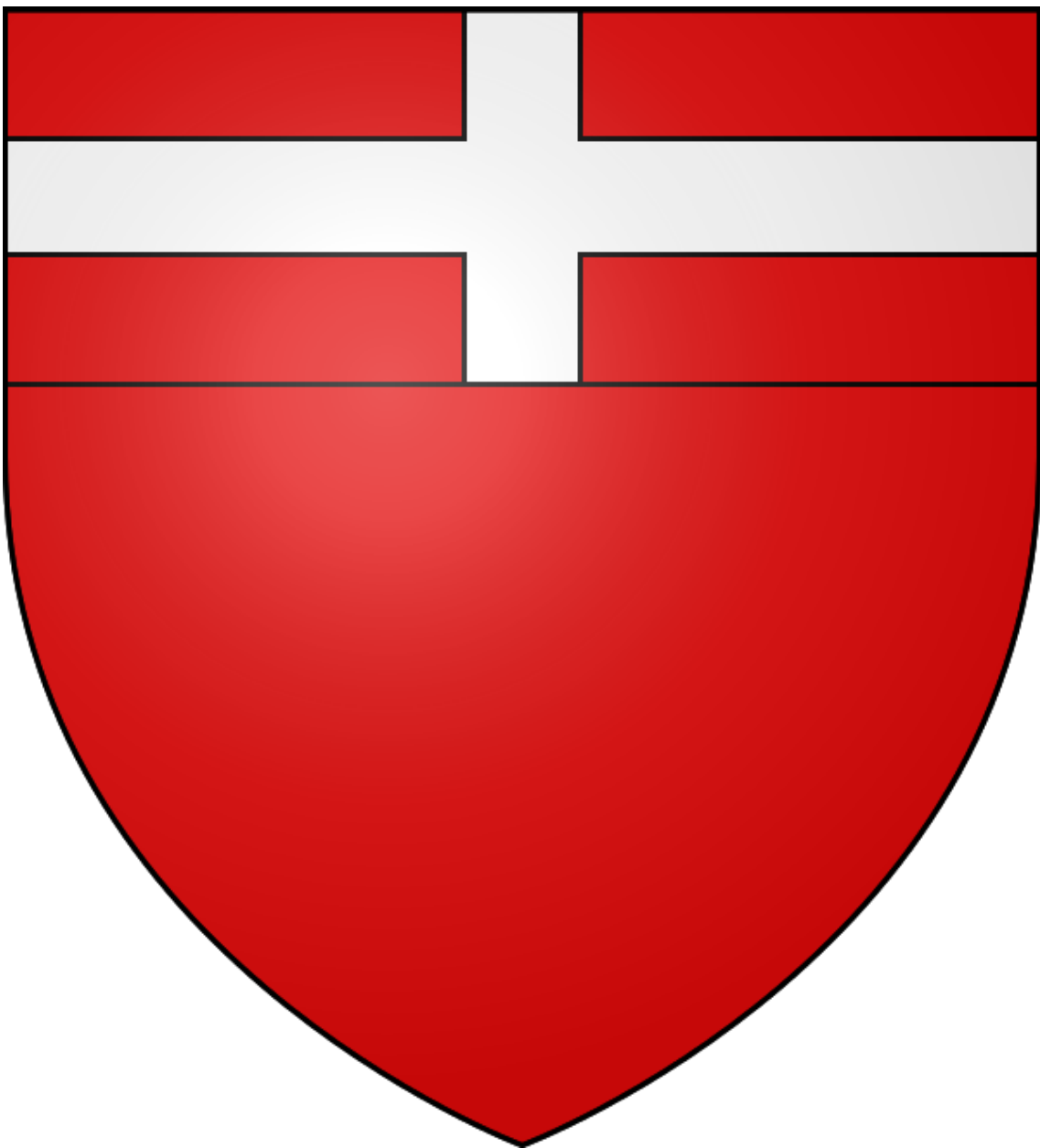
Sensibilité politique : Parti Socialiste, divers gauche

Maire adjoint de Modane (1995 - 2001)

Conseiller municipal de Modane depuis 1994. Vice-président du syndicat intercommunal de Modane, en charge de la culture et de la communication. Vice-président de la Communauté de Communes Terra Modana (culture, communication, animation). Président de l'association "mémoires sans frontière". Il est le neveu de l'ancien conseiller général Pierre Buisson.



Canton de MONTMELIAN



Bel François



1805 Rumilly (Haute-Savoie) - 1891 Saint-Hélène-du-Lac (Savoie)

Profession : Il fait ses études au collège de Rumilly puis d'Annecy avant de rejoindre l'Université de Turin, où il est reçu docteur *in utroque iure* le 14 décembre 1827. Avocat, propriétaire. Juge de mandement à Montmélian, il redevient avocat en 1849

Dates de mandats : 1860 - 1886 (26 ans)

Sensibilité politique : En 1864, il est dit "dévoué à l'Empereur" et en 1880 il est dit Républicain de gauche.

Président du Conseil général : 1874 - 1880

Syndic (1858) puis maire de Montmélian (1860 - 1874), député (1876 - 1885), conseiller d'arrondissement, conseiller divisionnaire

Membre dès les années 1820 ou 1830 d'une société secrète de propagation des idées républicaines, il a une attitude ambiguë en 1848 lors de l'entrée des Voraces à Chambéry : étant juge de mandement de Montmélian, il aurait attendu cette colonne d'ouvriers savoyards et lyonnais au chômage venus tenter de rattacher la Savoie à la France. Cette attitude entraîne sa nomination à Lanslebourg l'année suivante, soit en 1849. Membre du Conseil municipal de Montmélian (1849) et du conseil divisionnaire de Savoie propre (1851, 1859), il est révoqué de sa fonction de maire en 1874. Directeur du syndicat de l'Arc et de l'Isère. Dans sa profession de foi François Bel qualifie les bonapartistes de "parti qui s'est emparé de la France en 1851, par un guet-apens" et qui n'a pu se "maintenir au pouvoir que par des guerres incessantes et un arbitraire inouï". Ses adversaires lui reprochent alors d'avoir accepté des dits bonapartistes, à la fois ses fonctions municipales et surtout sa Légion d'honneur. Cette dernière lui est décernée en remerciements des services rendus à l'armée française en route vers les champs de bataille par-delà les Alpes, lorsqu'il était syndic de Montmélian en 1858. En 1860, sa fortune est estimée à 5 000 francs. Il s'est rallié "*de facto* à l'Empire" et il dirige *le Journal de la Savoie*, "organe officieux" dont le préfet lui retire "les annonces légales en 1869 et le place sous la tutelle d'un comité de rédaction". Il semble accueillir favorablement la proclamation de la République. Il est élu député en 1876 et il rejoint la Gauche républicaine. A l'Assemblée Nationale, il soutient le ministre Léon Gambetta et Jules Ferry, il vote pour le projet de collation des grades (1876), il est favorable à un projet de loi s'intéressant à l'élection des maires (1876) et en 1877 il s'oppose aux menées ultramontaines. Il proteste – comme plus de 300 de ses collègues – face aux événements du 16 mai 1877. A l'automne, il est favorable au retour du Parlement à Paris. Il vote pour l'application des lois relatives aux congrégations non autorisées, mais en 1881, il s'abstient à l'occasion du scrutin relatif au rétablissement du divorce. Pourtant il votera pour le maintien du Concordat. Il défend les "droits acquis" par la Savoie en 1860, à savoir "la cour d'appel de Chambéry, les sièges épiscopaux, l'institut des sourds et muets, l'école d'horlogerie de Cluses". Concernant la France à l'étranger, il vote pour l'expédition du Tonkin. Par ses qualités d'agronome, il est l'introducteur du tabac dans la Combe de Savoie, il se révèle également être un spécialiste de la lutte contre le phylloxera. Il est considéré comme autoritaire mais décidé, "intelligent, sympathique et poussé par sa famille". Il est le père de Jean-Baptiste Bel qui lui succède au Conseil général.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret 6 novembre 1861).

A. Robert, G. Cugny, E. Bourlonton, *Dictionnaire des parlementaires français...*; J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963 ; R. Bouvet, *François Bel, 1805-1891* ; C. Sorrel, *Servir la République, députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Montmélian

Bel Jean-Baptiste, Pie, Charles, François, Joseph, Henri, Antoine, Scipion



1841 Montmélian (Savoie) - 1915 Chambéry (Savoie)

Profession : Il soutient sa thèse le 9 avril 1862 et est admis au stage d'avocat le 21 novembre 1862. Inscrit au barreau, il ouvre un cabinet d'abord à Montmélian puis à Chambéry.

Dates de mandats : 1886 - 1904 (18 ans)

Sensibilité politique : Républicain-radical (1898), Républicain (1901), Libéral (1904)

Vice-président du Conseil général : 1890 - 1895

Adjoint au maire de Chambéry (1878 - 1880)

Fils de François Bel, il lui succède au Conseil général. Ancien bâtonnier de l'ordre des Avocats. Mobilisé en 1870-1871. Conseiller municipal de Chambéry (1874-1900). Membre de la société d'histoire naturelle en 1870. Il fut membre du bureau d'administration du lycée de Chambéry, de la commission de surveillance des prisons, de celle consultative de l'école nationale des sourds-muets de Chambéry, de celle de l'école normale d'instituteurs de Chambéry ou encore du conseil départemental de l'Instruction.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 4 septembre 1892). Officier d'Académie. Officier de l'Instruction publique.

Armand Pierre, Désiré dit **Antoine**



1857 Lyon (1^{er}, Rhône) - 1915 La Chavanne (Savoie)

Profession : Propriétaire rentier

Dates de mandats : 1904 - 1910 (6 ans)

Sensibilité politique : Radical (1905, 1908)

Maire de La Chavanne (1884 - 1908 ; 1911 - 1915), conseiller d'arrondissement (1894 - 1904)

Girard-Madoux Jean-Claude, Pierre, Marie



1882 Chignin (Savoie) - 1929 Chambéry (Savoie)

Profession : Etudes de droit à Grenoble, avocat, bâtonnier (1907)

Dates de mandats : 1910 - 1929 (19 ans)

Sensibilité politique : Radical (1919), Radical-socialiste (1922)

Vice-président du Conseil général : 1919

Maire de Chignin (1908 - 1929), député (1914 - 1919)

Orphelin de père très jeune, il part étudier le droit à Grenoble. En 1901, il obtient le premier prix du concours d'éloquence. Il s'inscrit comme avocat au barreau de Chambéry en 1904. Il est le fondateur du syndicat des planteurs de tabacs du canton de Montmélian. Lors des cantonales de 1910, il fait porter son programme principalement sur les questions agricoles. Il se présente aux législatives de 1914 face à Joseph Delachenal, défenseur comme lui des planteurs de tabac. Il le bat avec 8052 voix contre 7340. A cette occasion, il s'était présenté comme un "ardent républicain et sincère démocrate" qui se présentait "ni par ambition, ni pas intérêt", mais qui remplissait "le devoir auquel [l']ont convié les républicains de la circonscriptions de Chambéry-Sud et qui [lui] impose [s]a conscience". Il précise qu'il sera un défenseur de la laïcité, en conservant la "liberté de conscience et de pensée dans l'Etat laïque et neutre", mais qu'il souhaite également l'organisation "de l'enseignement complémentaire technique et professionnel pour remédier à la crise de l'apprentissage". Il est mobilisé au cours de la Grande guerre. En 1908, il avait été classé dans les services auxiliaires, mais la commission de réforme de Chambéry du 3 septembre 1914, le classe dans le service armé. D'abord caporal fourrier le 4 septembre 1914, il gravit les échelons et le 21 mars 1915, il est nommé sous-lieutenant à titre temporaire et il est affecté au 95^{ème} Régiment d'Infanterie. En 1919, il est nommé à la tête de la Chambre d'agriculture de la Savoie. Cela semble presque normal pour celui qui en 1914, déclarait qu'il défendrait énergiquement l'agriculture et tous les intérêts agricoles et qui rappelait qu'il était "fils du peuple, appartenant à une famille de paysans, ce dont [il était] fier" et qui précisait que rien de ce qui intéresse[rait] l'agriculture ne pourra[it] [le] laisser indifférent". A cette même date, il ne se représente pas à la députation. Malgré tout il reste un homme important de la gauche et à ce titre il va aider Pierre Cot à s'installer dans la circonscription de Chambéry-sud en 1928, à l'occasion des législatives. Il devra tout de même faire face à la réticence d'un certain nombre de radicaux. Président de l'Office départemental agricole, du comice agricole de Chambéry. Membre de la commission de surveillance des prisons, de la commission administrative du lycée de garçons, de la commission administrative de l'asile d'aliénés de Bassens. Fondateur de la Ligue des familles nombreuses de Chambéry. Il est également le fondateur du syndicat des planteurs de tabac du canton de Montmélian. Président du conseil d'administration de la Compagnie des chevaliers tireurs de Chambéry. Propagateur des idées mutualistes. Il avait des "dons d'orateur" et une "dilection pour le sol natal". Antoine Borrel, président du Conseil général, lui rend hommage dans sa séance du 5 mai 1930 en rappelant qu'il avait exercé sa fonction de président de la commission départementale avec "un zèle et une autorité unanimement appréciés", ajoutant que "la bonté de son cœur, la clarté de ses jugements, la fermeté de ses opinions attireraient sur lui toutes les sympathies". Il poursuivait en déclarant : "Quels regrets de ne plus chez tous ici, de ne plus entendre sa voix cordiale et chaude. Quelle perte pour notre assemblée d'être privée d'un tel collaborateur. C'est bien un des meilleurs serviteurs de la Savoie qui a disparu".

Chevalier de la Légion d'honneur (1926). Officier de l'Instruction publique. Chevalier du Mérite agricole.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Montmélian (1929 - 1940 ; 1945 - 1949) puis Chamoux-sur-Gelon (1954 - 1973)

Cot Pierre, Jules



1895 Grenoble (Isère) - 1977 Coise-Saint-Jean-Pied-Gonthier (Savoie)

Profession : Il fait ses études à l'externat Notre-Dame à Grenoble. Il intègre ensuite la faculté de droit, dont il est lauréat en 1913 et 1914. Il termine ses études de droit à Paris après sa démobilisation. Il soutient deux thèses en 1920 et 1922. Docteur en sciences politiques et économiques. Il enseigne quelques mois à la Faculté de Rennes. Avocat et juriste international, professeur de droit

Dates de mandats : 1929 - 1940 ; 1945 - 1949 ; 1954 - 1973 (34 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste (1945) ; Union des Gauches et Apparenté communiste (1961)

Maire de Coise (1929 - 1940 ; 1945 - 1971), député de Savoie (1928 - 1942 ; 1945 - 1951), député du Rhône (1951 - 1958), député dans le 13^{ème} arrondissement de Paris (1967 - 1968), sous-secrétaire d'Etat (1932), ministre (1932 - 1933 ; 1936 - 1938 ; 1938)

Etudiant des milieux catholiques, il milite à l'Association Catholique de la Jeunesse Française et en 1912 il entre d'ailleurs au comité diocésain du mouvement. L'année suivante, il est élu vice-président de la Conférence Saint-Hugues, qui regroupait les étudiants catholiques. Il est alors influencé par le "jésuite Auguste Décisier, le futur archevêque de Cambrai Emile Guerry" ou encore l'abbé Raoul Naz, "un Savoyard proche du Sillon". C'est au titre de cet engagement qu'il participe à la création de cercles d'études. Déjà à cette époque, il révèle des talents d'orateur. Il se préoccupe également des questions sociales en "s'intéressant aussi bien à la moralité des apprentis boulangers qu'au syndicalisme féminin". Il accompagne le catholique Joseph Delachenal lors des législatives de 1914. Cette même année, il s'engage (il a alors 19 ans) pour participer au conflit, en rejoignant le 9^{ème} régiment de Hussards. Il revient de la Grande Guerre avec le grade lieutenant et plusieurs citations. Après la Première Guerre mondiale, il se lie avec l'abbé Pierre-Marie Gerlier (futur cardinal) qui est alors sous-directeur des œuvres diocésaines de Paris. En 1921, il prête serment et devient le "premier secrétaire de la prestigieuse conférence du stage des avocats à la cour et de celle des avocats au Conseil d'Etat". En décembre 1922, il rencontre Raymond Poincaré, alors président du Conseil et ministre des Affaires étrangères par l'intermédiaire de Pierre Masse, "un grand nom du barreau". Cette rencontre "semble décisive" puisqu'il est "aussitôt promu jurisconsulte du Quai d'Orsay [et] il est associé au règlement des questions juridiques entre la France et le Vatican". C'est encore Raymond Poincaré qui lui offre sa première expérience politique en le faisant se porter candidat, dans les Hautes-Alpes, sur une liste de la droite modérée. Sa candidature en Isère ayant été refusée par "le Bloc national [...] en raison de son passé clérical et de ses ambitions parisiennes". C'est à la suite de ce premier échec qu'il commence une rupture avec ses engagements précédents et tout au long de la décennie, son orientation vers la gauche se poursuit. En 1926, il adhère au Parti Républicain Socialiste. Aux législatives de 1928, déjà introduit dans la circonscription de Chambéry-Sud par Jean-Claude Girard-Madoux, conseiller général à qui il succède l'année suivante, il s'oppose à Joseph Delachenal, qui fut pourtant l'un de ses "maîtres" avant la guerre de 1914. Il est élu alors qu'il est à peine âgé de 33 ans et qu'il n'a encore occupé aucun mandat local, contrairement à nombre de ses confrères. A l'Assemblée nationale, il s'inscrit alors au groupe radical et radical-socialiste puis il siège dans diverses commissions parmi lesquelles celle des Affaires étrangères, celle d'Alsace-Lorraine, celle du Suffrage universel ou encore celle de l'Aéronautique civile, commerciale, militaire, maritime et coloniale. En 1929, il devient délégué de la France à la Société Des Nations. Cela n'est pas étranger au fait qu'il ait fréquenté dès 1923 les milieux pacifistes. Aux législatives de 1932, il est à nouveau élu au premier tour. Il siège alors dans la commission des Douanes et des conventions commerciales et il retrouve celle de l'Aéronautique. Le 18 décembre 1932, il est appelé par

Joseph Paul-Boncour pour être sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères. Mais le 28 janvier 1933, il démissionne, terminant les affaires courantes jusqu'au 31 janvier, date à laquelle il est appelé par Edouard Daladier pour devenir ministre de l'Air. Lors de son accession au ministère de l'Air, il choisit comme directeur de cabinet Jean Moulin qu'il avait rencontré lorsque celui-ci était en poste à la préfecture de la Savoie et qui, en 1932, avait alors assisté à la transformation du journal *Le Réveil des gauches* en *Démocrate savoyard*. Après la chute du cabinet d'Edouard Daladier le 24 octobre, Albert Sarraut, devenu président du Conseil, maintient Pierre Cot au ministère de l'Air. Camille Chautemps fera de même jusqu'au 27 janvier 1934, date de la chute de son second cabinet. C'est alors le retour d'Edouard Daladier à la présidence du Conseil, Pierre Cot reste au même poste, mais pour peu de temps puisque les événements du 6 février obligent la démission du président du Conseil et de ce fait, le départ de Pierre Cot qui retrouve son siège de député. A l'Assemblée nationale, il se préoccupe de l'organisation de la défense passive en 1935 ; la même année, il s'intéresse au statut organique de l'armée de l'air. N'oubliant pas son passage au Quai d'Orsay, il se préoccupe du conflit italo-éthiopien et en 1936 c'est le traité franco-soviétique qui l'intéresse. Cette même année, il est élu à nouveau député au premier tour et il siège toujours dans le groupe radical et radical-socialiste. Il retrouve également la commission de l'Aéronautique. En juin 1936, Léon Blum, devenu président du Conseil, l'appelle au ministère de l'Air. Il s'agit là d'un poste délicat en ces périodes de troubles internationaux, il doit donc répondre "aux interpellations concernant la livraison au Gouvernement des Soviétiques, d'un avion-canon, type 23", en même temps qu'il évoque la "nationalisation et la fabrication des matériels de guerre". C'est également en tant que ministre de l'Air qu'il rend hommage à Jean Mermoz, l'un des pionniers de l'aviation d'après-guerre, inspecteur d'Air France, que Pierre Cot a contribué à créer en réorganisant l'aviation civile. Il est également à l'origine de l'aéroport du Bourget. Ayant obtenu son brevet de pilote, Pierre Cot défend l'aviation car il est persuadé du bien fondé "des thèses du général Douhet affirmant la primauté de la lutte aérienne dans les conflits armés futurs" mais il se heurte à la résistance des ministères de la Guerre et de la Marine qui ne partagent pas sa vision. Malgré tout, il réussit à faire adopter un programme de lancement d'avions de combat. En juin 1937, le cabinet de Léon Blum est remplacé par celui de Camille Chautemps qui reste jusqu'en janvier 1938. Le président du Conseil compose son cabinet et Pierre Cot occupe le ministère du Commerce, poste qu'il conserve après la chute du quatrième cabinet Chautemps, dans celui composé par Léon Blum. En tant que ministre du commerce, il s'intéresse aux débits de boisson en 1938, aux magasins à prix unique ou encore à la protection du commerce et de l'industrie de la chaussure. Combattant de la paix, il préside dès 1937 le Rassemblement Pour la Paix avec Lord Cécil. 1938 marque la fin de ses fonctions ministérielles, c'est aussi l'année des Accords de Munich, contre lesquels il s'oppose. D'ailleurs en novembre 1938, il refuse la confiance à Edouard Daladier et au printemps suivant, il lui refuse les pleins pouvoirs. Il ne prend pas part au vote du 10 juillet 1940. En juin 1940, il s'exile en Angleterre où de Gaulle refuse son concours. Il part alors aux Etats-Unis où il enseigne à l'Université de Yale. Il conserve des liens avec son pays natal (bien qu'il soit déchu de la nationalité française depuis le 23 juillet 1940) et notamment avec Jean Moulin. Après les Etats-Unis, il rejoint l'Afrique du Nord, où à l'automne 1943 il est désigné par les radicaux pour être leur représentant à l'Assemblée consultative d'Alger. Il avait d'ailleurs justifié sa demande de visa en "s'inquiétant ouvertement des intentions dictatoriales de [Charles] de Gaulle". Malgré tout, ce dernier l'enverra en mission en Union des Républiques Socialistes Soviétiques pour être "officiellement chargé d'étudier les conditions de la reconstruction". En octobre 1945, il est élu à la première Assemblée constituante. Il est nommé rapporteur du premier projet de constitution qui n'est pas adopté par référendum. Il se rapproche à cette époque du Parti Communiste. Il est exclu du Parti Radical. Elu à la seconde Assemblée, puis à l'Assemblée nationale législative en 1947, il fonde le Parti Progressiste, une petite formation alliée au Parti Communiste. Il siège à la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée et, dans un contexte de guerre froide, prône le neutralisme. En 1949, il préside le Mouvement de la Paix. Dans le cadre du Conseil général de la Savoie, il participe à la création de la station de Courchevel, à laquelle il souhaite donner un caractère social. En 1951, menacé en Savoie par la loi électorale sur les apparentements, il est élu député du Rhône, qu'il représente jusqu'en 1958. En 1954, il reçoit le prix Staline de la paix. En 1958, il s'oppose au retour du général de Gaulle au pouvoir. Il s'engage au cours des années 1960 contre la guerre d'Algérie et pour la décolonisation. Elu député de Paris en 1968, il est battu en 1969 et se retire de la vie politique. Il est le père de Jean-Pierre Cot, qui lui succède au Conseil général et à la mairie.

Officier de la Légion d'honneur (1965). Croix de guerre 1914-1918.

P. Cot, *Le droit de la riveraineté. Contribution à l'étude de la houille blanche*, Grenoble, Imp. Saint-Bruno, 1920 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009 ; S. Jansen, *Pierre Cot, un antifasciste radical*, Fayard, 2002 ; "Pierre Cot. La formation d'un jeune républicain catholique (1895-1924)", *Cahiers trimestriels* n° 140, 1996, p. 67-80 ; D. Cordier, *Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon, tome 1 : Une ambition pour la République*, J.-C. Lattès, 1994.

Canton d'élection : Montmélian

Serraz Albert



1912 Montmélian (Savoie) - 1973 Montmélian (Savoie)

Profession : Géomètre puis architecte

Dates de mandats : 1949 - 1973 (24 ans)

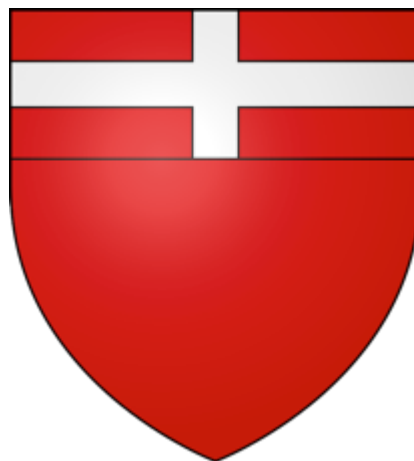
Sensibilité politique : Radical-socialiste (se présente sans étiquette en 1949, mais est considéré RGR par la préfecture) puis Union Démocratique et Socialiste de la Résistance

Maire-adjoint de Montmélian (1944 - 1947), maire de Montmélian (1947 - 1973)

En 1949, pour sa première élection, il bat le sortant Pierre Cot. Président savoyard de l'UDSR (1966-1967). Deux fois candidat aux sénatoriales, il est battu. Président du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples de Montmélian. Représente le Conseil général dans la société d'autoroute Lyon-Chambéry, au Comité départemental des Habitations à Loyer modéré. Créateur de la nouvelle ville de Montmélian et à l'origine de son dynamisme.

Médaille d'argent de la Reconnaissance française (1947). Officier des Palmes académiques (1958). Chevalier du Mérite agricole (1955).

Georges Bouvet, *Il y a deux décennies, Albert Serraz nous quittait*, association des Amis de Montmélian et de ses environs, n°51, décembre 1993.



Rinchet Roger



1933 Planaise (Savoie) -

Profession : Il fait ses études à l'École Normale d'Albertville puis à l'Université de Grenoble. Enseignant

Dates de mandats : 1973 - 2001 (28 ans)

Sensibilité politique : Parti Socialiste

Vice-président du Conseil général : 1976 - 1982

Maire adjoint de Montmélian (1969 - 1973), maire de Montmélian (1973 - 2008), député (1988 - 1993), sénateur (1977 - 1986 ; 1995 - 2004), conseiller régional (nommé 1977 - 1986, élu 1986 - 1988)

En 1951, il participe à la renaissance de l'équipe de rugby de Montmélian, dont il est longtemps le capitaine. Revenu de son service militaire en Algérie, où il a servi comme sous-lieutenant (1955-1957, il est hospitalisé quatre mois), il enseigne l'anglais à Beaufort, à Ugine et à Montmélian, où il devient sous-directeur du collège. Pendant cinq ans, Roger Rinchet est également secrétaire départemental de la Fédération de l'Éducation nationale. Élu conseiller municipal de Montmélian en 1965, il devient maire-adjoint à l'administration générale, jeunesse et sports en 1969, puis maire en juillet 1973 après le décès soudain d'Albert Serraz. Roger Rinchet lui succède également au Conseil général en septembre. Son rôle politique s'accroît rapidement ; élu président du Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple du canton en 1975, vice-président du Conseil général en 1976, président du Comité pour l'aménagement et l'expansion économique de la Savoie en 1977 (jusqu'en 1988). Candidat du Parti Socialiste lors des sénatoriales de septembre 1977 il est élu grâce aux voix des nouveaux élus de gauche de Chambéry et de Saint-Jean-de-Maurienne et à son image de modéré. Agé de seulement 44 ans, il quitte alors l'enseignement. Conseiller régional de 1986 à sa démission en 1988, il remporte cette année-là les législatives dans la troisième circonscription. De nouveau candidat aux sénatoriales en 1995, après des élections municipales favorables à la gauche, Roger Rinchet et son suppléant Roland Merloz (conseiller général de Saint-Jean-de-Maurienne) sont élus. Il a été un parlementaire actif. Inscrit à la commission des Affaires économiques et du Plan (1977-1983), puis des Affaires économiques (1983-1986 ; 1995-2004), membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification (1982-1986, 1995-2004), Roger Rinchet s'investit fortement sur l'aménagement du territoire (il est le rapporteur pour avis de ce budget au cours de son premier mandat) et lors de l'adoption de la loi Montagne, en 1984, puis au cours de son second mandat sur les questions environnementales et d'énergie solaire. Réputé pour sa franchise, travailleur infatigable, Roger Rinchet a dirigé 35 ans sa commune, transformant à la suite d'Albert Serraz le vieux bourg en une commune moderne, avec 50% de logements sociaux. Après la création de réseaux d'assainissement et d'eau potable et de la première station d'épuration de la Savoie, Montmélian devient l'une des premières communes à utiliser des panneaux solaires thermiques en 1982. Tout en réhabilitant le centre historique, de nombreux chantiers sont ensuite lancés ; gymnases, halle de gymnastique, foyer des jeunes travailleurs, terrains de football, médiathèque, maison de l'enfance, école Jean Moulin, deux musées et l'Espace François Mitterrand, qui intègre notamment l'amphithéâtre Pierre Cot de 800 places. En 1984, la nouvelle mairie et la salle des fêtes sont inaugurées par le président François Mitterrand, dont il était un proche, à l'occasion des quarante ans de la libération de la ville. Fier de la réussite du parc d'activités économiques Alpespace qu'il a imaginé et dont il a été président fondateur de 1986 à 2001, Roger Rinchet a été à l'origine de la communauté de communes (2005), qu'il présida jusqu'en 2008. De 2001 à 2008, Roger Rinchet a été également président de Métropole Savoie (chargé de réaliser le SCOT). En outre, Roger RINCHET a été vice-président de l'Office Public d'Aménagement et de Construction de la Savoie pendant 20 ans, et vice-président de la caisse régionale du Crédit Agricole pendant 23 ans. Officier de la Légion d'Honneur (2012). Rosette de Commandeur de l'ordre de Saint-Olav (Norvège), 1983.

Canton d'élection : Montmélian

Magnin Pierre



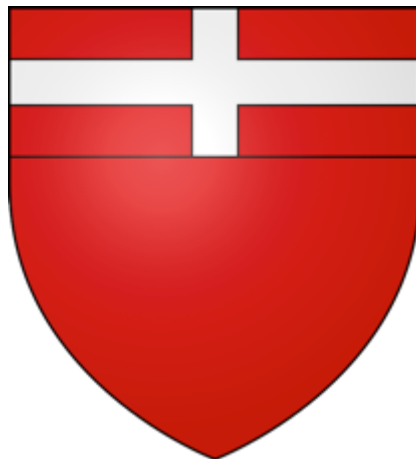
1933 Saint-Genix-sur-Guiers (Savoie) -

Profession : Expert-comptable

Dates de mandats : 2001 - 2004 (3 ans)

Sensibilité politique : Union pour la Savoie, Rassemblement Pour la République

Maire d'Arbin (1965 - 2001)



Canton d'élection : Montmélian

Santais (née Rinchet) **Béatrice**



1964 Montmélian (Savoie) -

Profession : Fait ses études à Grenoble (Université Pierre Mendès-France). Directrice territoriale. Elle a été directrice des finances de la ville d'Annemasse avant de devenir directrice des marchés publics de la ville de Chambéry.

Dates de mandats : 2004 - 2012 (7 ans)

Sensibilité politique : Parti Socialiste

Maire adjointe (2002 - 2008), maire de Montmélian (2008 - en cours), députée (2012 - en cours)

Elle est la fille du sénateur-maire Roger Rinchet et adhère au Parti Socialiste au cours de ses études de Droit Public à l'Université Pierre Mendès France de Grenoble. Elle a été Directrice des Finances de la ville d'Annemasse de 1988 à 1992 avant de devenir Directrice des Marchés Publics de la ville de Chambéry de 1992 à 2007. Elue conseillère municipale de Montmélian en 2001. Elle devient en 2002 adjointe en charge de la vie associative et de la vie des quartiers. Elle est également vice-présidente de la Communauté de communes du pays de Montmélian de 2008 à 2014. En tant que conseillère générale, elle est membre de divers conseils d'administration, dont celui de la Société d'aménagement de la Savoie de 2004 à 2012, de celui de l'Agence économique de la Savoie de 2004 à 2012. De 2011 à 2012, elle a été présidente de la Mission Développement Prospective et à la même période, elle est vice-présidente du Service Départemental d'Incendie et de Secours. En tant que Maire de Montmélian, où elle succède à son père, elle poursuit la politique de construction de logements et développe un haut niveau d'équipements publics. Elle réalise également une importante politique en faveur de l'énergie solaire et d'un urbanisme durable. Elle obtient, en 2014, le Grand Prix Européen de l'Urbanisme pour le projet d'aménagement du secteur Sud de la ville en éco-quartier solaire. Elle favorise également le dynamisme économique avec le parc d'activités Alpespace, dont elle est présidente depuis 2008. Elle préside la Communauté de Communes Cœur de Savoie, qui est créée en 2014, par fusion des intercommunalités du Pays de Montmélian, de La Rochette-Val Gelon, de la Combe de Savoie et du Gelon-Coisin réunissant 43 communes pour 35 000 habitants. Elue aux élections législatives de juin 2012, elle quitte le Conseil général pour rejoindre le Palais Bourbon où elle siège à la Commission des Affaires Economiques. Elle a également été désignée pour siéger au Conseil national pour le développement, l'aménagement et la protection de la montagne. Elle intervient fréquemment sur les questions environnementales et numériques, mais également attentives aux questions de sa circonscription avec le loup, le tourisme ou encore les collectivités territoriales. Elle s'est fortement investie dans la défense des emplois industriels. Elle a été nommée vice-présidente de la commission spéciale "transition énergétique et croissance verte".

Canton d'élection : Montmélian

Masin Grégory



1979 Chambéry (Savoie) -

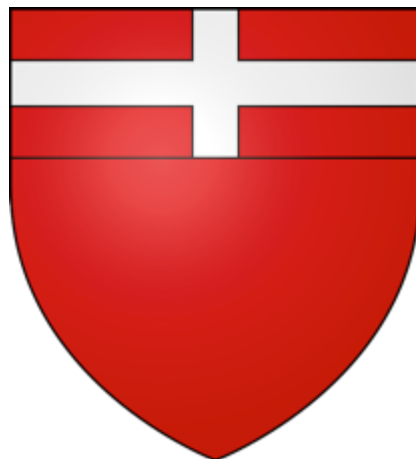
Profession : Responsable méthodes et qualité chez Euromag

Dates de mandats : 2012 - en cours

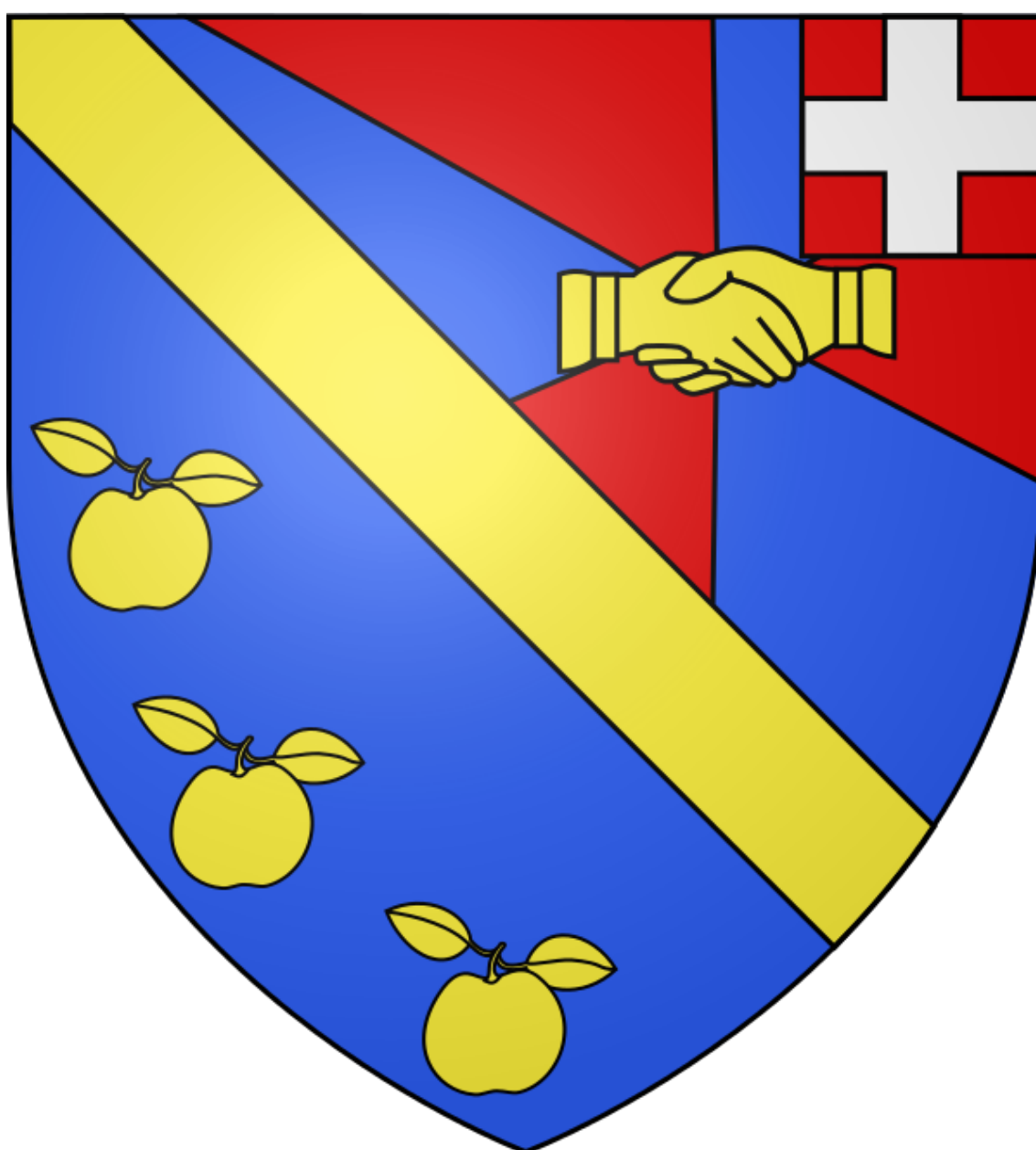
Sensibilité politique : Savoie pour Tous, divers gauche (2011)

Maire adjoint de Villaroux (2009 - en cours)

Conseiller municipal de Villaroux depuis 2008. Elu comme suppléant de Béatrice Santais en 2011, il lui succède lorsqu'elle rejoint le palais Bourbon l'année suivante. Il est installé au Conseil général le 20 juillet 2012. Membre du bureau de la communauté de communes du Pays de Montmélian. En 2014, il devient premier adjoint au maire de Villaroux, alors que lors du précédent mandat, il était troisième adjoint.



Canton de LA MOTTE-SERVOLEX



Martinel (de) François, Joseph, **Gustave**



1813 Chambéry (Savoie) - 1901 Chambéry (Savoie)

Profession : Propriétaire

Dates de mandats : 1860 - 1871 (11 ans)

Sensibilité politique : Tendance conservatrice

Ancien syndic de Cognin, député sarde (1848 - 1860)

Membre du conseil municipal de Chambéry avant 1848, puis de celui d'Aix-les-Bains. Syndic et membre du conseil municipal de Cognin. Député depuis l'établissement du régime représentatif dans les Etats Sardes jusqu'en 1860 (avec Joseph Chenal en Haute-Savoie il est le seul à être constamment réélu). En 1854, il s'oppose à l'alliance de Crimée et à l'engagement dans un conflit qui risque d'être coûteux. A la veille de l'Annexion, il se rallie à l'idée française comme nombre de membres de la moyenne noblesse. En 1859, il fait partie de la délégation qui reçoit à Chambéry Napoléon III de retour d'Italie. L'année suivante, il fait partie de la délégation des Tuileries. En 1870, comme Dupasquier, le comte Greyfié, le comte de Chambost ou encore le baron d'Alexandry, il signe un manifeste du "comité libéral conservateur".

Chevalier de la Légion d'honneur (28 août 1860). Officier des Saints Maurice et Lazare.

J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963 ; P. Guichonnet, *Vieille Savoie. Les députés et les sénateurs savoyards au Parlement de Turin, 1848-1860*, La Fontaine de Siloé, 2013.

Frumy François, Michel, Gaspard



1820 Chambéry (Savoie) - 1884 Chambéry (Savoie)

Profession : Avocat, suppléant du Juge de paix de Chambéry (1861 - 1870). Juge de Paix en 1870.

Dates de mandats : 1871 - 1878 (7 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Maire de Bissy (1860 - 1880)

En 1860, il reçoit Napoléon III et l'Impératrice Eugénie. A cette occasion, c'est sa propre fille qui offre des fleurs à l'Impératrice au nom de la population de Bissy. Napoléon III offre alors trois cents francs pour les pauvres de la commune. En 1877, il fait l'objet d'une instruction correctionnelle à la suite de fraudes électorales qui se seraient tenues dans sa commune lors des législatives de 1877 alors qu'il présidait le bureau de vote. Il est condamné à quinze jours de prison et à une amende de deux mille francs. Il démissionne alors du Conseil général et est remplacé par Félix Forest. En mars 1879, il est complètement gracié. Membre du conseil départemental de l'Instruction.

Canton d'élection : La Motte-Servolex

Forest Félix



1833 Chambéry (Savoie) - 1879 Chambéry (Savoie)

Profession : Banquier

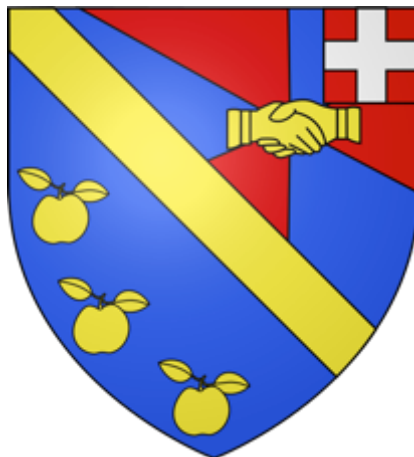
Dates de mandats : 1878 - 1879 (1 an)

Sensibilité politique : Républicain

Maire de Chambéry (1872)

Il est le frère de Charles Forest, conseiller général de Chambéry-Sud et sénateur.

J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963 ; C. Sorrel, *La République dans la ville. Chambéry 1870-1914*, Chambéry, Société savoisienne d'histoire et d'archéologie, Mémoires et documents, t. 87, 1980.



Parent Nicolas, Eugène



1817 Sallanches (Haute-Savoie) - 1890 Chambéry (Savoie)

Profession : Il fait ses études chez les Jésuites de Chambéry avant de rejoindre l'Université de Turin, où il obtient son doctorat en droit en 1841. En 1844, il ouvre un cabinet d'avocats à Chambéry

Dates de mandats : 1879 - 1890 (11 ans)

Sensibilité politique : Gauche républicaine, Républicain (1883)

Président du Conseil général : 1881 - 1890

Maire adjoint de Chambéry (1870), député (1871 - 1880), sénateur (1880 - 1890)

Nicolas Parent joue un "rôle majeur dans les événements de 1848" en se plaçant "dans le sillage de son père, ancien séminariste, juge de mandement compromis dans la tentative de révolution libérale de 1821" et qui, révoqué, avait décidé ensuite de s'installer à Chambéry. Nicolas apparaît comme le "le leader des démocrates savoyards partisans de l'annexion à la France" et il croira même à une éventuelle intervention de la France. Il sera considéré "par les conservateurs et les constitutionnels " comme l'un des acteurs les plus compromis lors de l'entrée des Voraces à Chambéry. Franc-maçon, il est initié en 1858 dans la loge genevoise "Temple unique", puis en 1862, il rejoint la loge chambérienne "La Renaissance". Il est fondateur du *Patriote Savoisien*, journal alors incisif et plutôt anticlérical, et devient une figure du mouvement démocratique chambérien créé en juillet 1848. Peu après, il doit quitter la gérance du journal pendant quelques mois parce qu'il est condamné à trois mois de prison pour avoir qualifié de "mouchard" un intendant général. Il abandonne ensuite la gérance du journal avant de le quitter après le coup d'Etat du 2 décembre 1851. Au début de cette même année, il avait fondé pour les habitants des campagnes la *Feuille des paysans*, journal qui n'est qu'éphémère. En 1860, son premier fils, alors à l'école de marine de Gênes, optera pour le Piémont, Nicolas Parent restant pour sa part en retrait de la campagne annexionniste. Après les législatives de 1869, où il est forcé de jurer "obéissance à la Constitution et fidélité à l'Empereur" et où il a été battu par le comte Ernest de Boigne, il redonne vie à son journal *Le Patriote Savoisien* qui "préconise l'abstention lors du plébiscite de mai 1870 sur la réforme constitutionnelle". Il est membre de la commission départementale provisoire et de la commission municipale provisoire de Chambéry. Le 8 février 1871, il est élu représentant de la Savoie à l'assemblée de Bordeaux. Il est l'un des fondateurs de la Gauche Républicaine, proche de Jules Ferry. Rapidement, il semble établir une influence sur le parti républicain de Savoie, mais aussi dans les milieux de l'émigration comme à Lyon, "où il est élu président d'honneur de la Société Philanthropique Savoisienne dès sa création en 1878". En tant que député, il vote pour la paix, pour le retour à Paris, contre la pétition des évêques, pour le service de trois ans, contre la démission d'Adolphe Thiers, contre le septennat, contre le ministère Albert de Broglie, pour l'amendement Wallon, pour les lois constitutionnelles. C'est à l'occasion d'une élection partielle causée par le décès de son ancien adversaire de 1876, Charles Dupasquier, que Nicolas Parent entre au Sénat en juin 1880. Il devient un important responsable de l'enracinement républicain en Savoie, exerçant un poids réel sur la vie politique locale jusqu'à sa mort, malgré "la montée en puissance d'Antoine Perrier". En 1876, le préfet le qualifie de "remuant et intrigant de bas étage" alors qu'en 1890, un autre préfet le qualifiera de "plus grand démocrate de la province". Il pourrait être qualifié de "chef prestigieux du parti républicain de la Savoie dont il est le plus ancien membre, fort de l'amitié de [Léon] Gambetta". Le docteur Jules Armand, dans ses *Souvenirs* écrit que Nicolas Parent était prêt "à tout sacrifier pour ses idées, fidèle à ses amis, impitoyable pour ses adversaires politiques, il s'imposait".

C. Sorrel, *La République dans la ville. Chambéry 1870-1914*, Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie, Mémoires et documents, t. 87, 1980 / -, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : La Motte-Servolex

Roché Victor, Marie



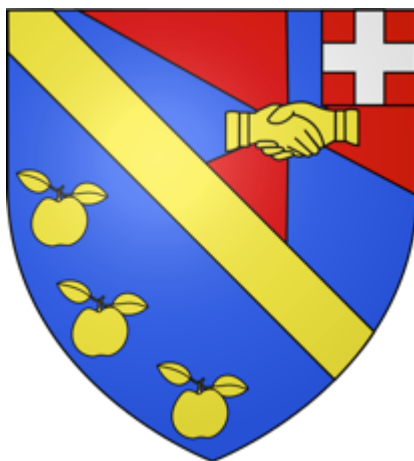
1847 Chambéry (Savoie) - 1905 Chambéry (Savoie)

Profession : Liquoriste, confiseur

Dates de mandats : 1901 - 1905 (4 ans)

Sensibilité politique : Radical (1901, 1905)

Il entretient de bonnes relations avec l'administration. Conseiller municipal de Chambéry.
Officier d'Académie



Chambon Claude, Jean, Marie dit **Claudius**



1872 Chambéry (Savoie) - 1912 Marseille (Bouches-du-Rhône)

Profession : Il fait ses études de droit à Lyon, il est second prix du concours général des Facultés. Il s'installe comme avocat à Chambéry en 1894

Dates de mandats : 1905 - 1911 (6 ans)

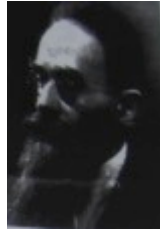
Sensibilité politique : Radical, Radical-socialiste (1908)

Député (1900 - 1910), conseiller d'arrondissement (1898)

Tôt engagé dans la vie politique locale, il est dreyfusard et membre fondateur de la société de la Libre pensée de Chambéry. C'est à l'occasion d'une élection partielle causée par le passage d'Antoine Perrier du Palais Bourbon au Palais du Luxembourg, que Claudius Chambon accède à la députation. A l'Assemblée nationale, il s'inscrit au groupe de la Gauche radicale-socialiste et siège dans diverses commissions parmi lesquelles nous pouvons citer celle des "Associations et congrégations" ou celle du Travail. Lors de son second mandat, il retrouve la commission du Travail, et rejoint celle des Usines hydrauliques et celle des Jeux. Il semble très actif pour aider les thermes d'Aix-les-Bains, mais aussi pour favoriser la culture du tabac ou encore accélérer l'aménagement du lac du Bourget. En 1901, il est chargé de rapporter un projet de loi tendant "à autoriser la ville d'Aix-les-Bains à contracter un emprunt", la même année il interpelle le Gouvernement sur la Cour d'appel de Chambéry et "sur l'exécution des conventions de 1860". La même année, il intervient à propos du projet de loi sur "le contrat d'association". Toujours en ce début de siècle, il interpelle à nouveau le Gouvernement à propos d'une double catastrophe survenue au cours de manœuvres des troupes alpines à Bessans et au col du Fréjus. En 1902, il est l'auteur d'une proposition de loi portant sur les courses de chevaux. L'année suivante, il participe aux discussions et se fait entendre à propos du pari mutuel et les sociétés de courses. En 1905, au cours des discussions relatives au budget du ministère des Finances, il expose "la situation des commis de culture des tabacs". Il interpelle à nouveau le gouvernement à ce même propos pour l'exercice du budget 1906. La même année, au sujet du budget du ministère de la Guerre, il évoque les chaussures des troupes alpines. L'année suivante, à propos du budget du ministère de l'Intérieur, il évoque l'institution des sourds-muets de Chambéry. Il se manifeste à nouveau à ce sujet en 1908, pour l'exercice 1909. En 1907, il est le rapporteur d'un projet de loi "concernant le contrat de travail" mais aussi de la "proposition de loi sur le paiement des salaires des ouvriers et employés du commerce et de l'industrie". Il participe à la discussion du budget du ministère des Travaux Publics pour l'année 1910 et évoque l'aménagement du lac du Bourget. Il est secrétaire de la Chambre en 1903 et 1904, mais en 1905, il ne présente pas sa candidature. Il soutiendra en 1905 la politique du ministère Combes en particulier contre les congrégations religieuses. Il contribue avec Fernand David à éliminer dans la loi de séparation des Eglises et de l'Etat toute spécificité sur la propriété ecclésiastique dans les territoires annexés en 1860. Pourtant, il essaie de conserver les "droits acquis" en matière judiciaire comme le "maintien de la Cour d'appel de Chambéry". Il participe à la création en 1905 du *Démocrate savoisien*. Lors des cantonales, il y a une lutte entre les radicaux et les conservateurs qui soutiennent Joseph Richard. Ce dernier tentant de faire annuler l'élection.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Richard Humbert, Joseph, Marie



1874 Chambéry (Savoie) - 1953 Chambéry (Savoie)

Profession : Licencié en droit de l'université de Lyon. Devenu avocat, il exerce d'abord à Annecy puis à Chambéry, bâtonnier en 1924

Dates de mandats : 1911 - 1925 (14 ans)

Sensibilité politique : Réactionnaire selon le préfet (1913), Progressiste (1922), Union Républicaine Démocratique en 1925, conservateur catholique

Maire de La Motte-Servolex (1919 - 1944), député (1919 - 1924)

Originaire d'une famille de juristes et notables catholiques il est élu, recueillant la succession de son frère aîné, ancien maire et avocat comme lui, conseiller municipal de La Motte-Servolex (1912-1919). Mobilisé dans les services auxiliaires en 1914. En 1919, le préfet le considère comme "populaire et sympathique dans son canton et dans l'arrondissement". Il fait alors partie de la minorité du Conseil général, mais "ses avis sont très écoutés et son influence est assez sensible sur cette assemblée". En raison de ses fonctions d'avocats pour de grandes entreprises ou des firmes industrielles, il ne prend pas part, au sein du Conseil général, aux débats qui pourraient être délicats. Il a été l'un des défenseurs des travailleurs municipaux et lors de son dernier mandat de conseiller général, il est à l'origine de la rénovation d'une partie du château des Ducs de Savoie, qui abrite la préfecture et le Conseil général. En 1919, il est élu député et siège de manière assez active à la Chambre dans les rangs de l'Entente Républicaine Démocratique. Il est élu sur la liste des Républicains indépendants qui est dirigée par Joseph Delachenal. Cette dernière remporte d'ailleurs quatre des cinq sièges de député. Il demande à ce que l'assurance contre les accidents soit obligatoire pour tout propriétaire ou locataire de véhicules automobiles. Il dépose également des amendements relatifs aux salles de jeux, aux taxes de séjours ou encore par rapport à la législation sur les loyers. Il ne se représente pas à la députation, en 1924, officiellement pour raisons de santé. Il tentera en vain de revenir dans la circonscription de Chambéry-Nord en 1928, mais il sera battu par Hyacinthe Carron, conseiller général du canton de Chambéry-Nord. Il est maintenu adjoint spécial du Tremblay (section de La Motte-Servolex) jusqu'en mars 1941. Il est le beau-frère de Laurent Périnel.

C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : La Motte-Servolex

Champenois Louis, Camille



1871 Cognin (Savoie) - 1946 Cognin (Savoie)

Profession : Ecole de commerce à Lyon, industriel en soierie à Cognin

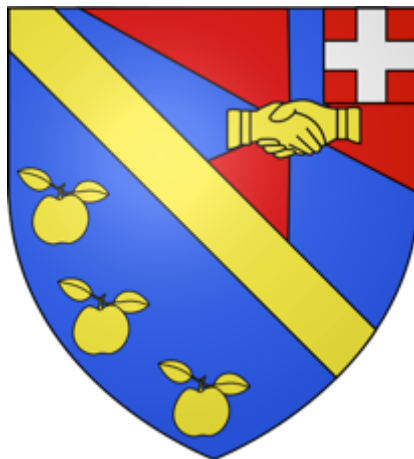
Dates de mandats : 1925 - 1937 (12 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste

Conseiller d'arrondissement (1901 - 1925), maire de Cognin (1899 - 1935)

Président du conseil d'arrondissement en 1919. Il aurait appartenu à la loge maçonnique d'Aix-les-Bains (*Echo de la Motte et des communes du canton*). Membre de la Chambre de commerce de Chambéry. Dans son dossier de la Légion d'honneur, il est considéré comme un "républicain sincère" et l'un "des meilleurs auxiliaires de la politique républicaine". Il est précisé que "sa nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur serait très bien accueillie dans le département".

Chevalier de la Légion d'honneur (1927). Officier d'Académie, chevalier du Mérite agricole (1921).



La Gontrie (Mossion de) Pierre



1902 La Rochelle (Charente-Maritime) - 1971 Paris (Seine)

Profession : Avocat à la cour, trois fois bâtonnier de l'ordre des avocats. Inscrit au barreau de Chambéry en 1930. En 1954, il est juge suppléant de la Haute-Cour de Justice

Dates de mandats : 1937 - 1940 ; 1945 - 1951 (9 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste (1945)

Président du Conseil général : 1945 - 1951

Maire de Saint-Bon (1959 - 1968), sénateur (1948 - 1968)

Pierre Cot le fait venir en Savoie en 1929. Les hommes s'étaient côtoyés au sein du parti radical-socialiste. En 1936, il devient secrétaire du Front Populaire en Savoie, ce qui lui vaut le surnom de "Vicomte rouge". Pourtant en 1937, après son accession au Conseil général, il se préoccupe particulièrement de la question agricole et de celle des agriculteurs. Il souhaite l'application des lois sociales pour les paysans qui n'en bénéficient pas ou peu. Il demande une juste répartition des allocations familiales pour ces mêmes agriculteurs. Il espère un rôle du crédit agricole, qui doit devenir la véritable banque des agriculteurs et enfin il souhaite la création d'une caisse centrale des calamités agricoles pour que les agriculteurs puissent être remboursés en cas de dommages. Il forme avec Paul Anxionnaz, conseiller général du canton de Moûtiers, un duo très écouté au sein du Parti radical savoyard, dont ils sont d'ailleurs membres du comité exécutif et conférenciers. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il est recherché par la Gestapo. Il réussit à passer en Afrique du Nord en passant par l'Espagne où il est interné jusqu'en 1943 sous le nom de Pierre Garnier. Il réussit ensuite à rejoindre la France Libre à Alger. Il est nommé capitaine de justice militaire. Après la Libération, il retrouve son siège de conseiller général. Conseiller municipal de Chambéry (1945-1947). En 1951, il est élu président de l'Association Nationale des Présidents des Conseils Généraux. Au Conseil de la République, il est membre de la commission de l'Intérieur, de celle de la Justice et de la législation civile, criminelle et commerciale. Il en devient d'ailleurs le vice-président en 1951. Ayant toujours porté un intérêt particulier pour le monde agricole, en tant que conseiller de la République, il dépose une proposition de résolution pour que le gouvernement vienne en aide aux agriculteurs de Bonneval (Maurienne) victimes d'un incendie. Ce village avait déjà subi des dommages importants à la fin de la Seconde Guerre mondiale. En 1950, il demande une aide pour les "habitants de Villard-sur-Doron qui ont dû faire face aux conséquences d'un éboulement". Il s'intéresse également aux questions des colonies et à celles de la défense de la France. Nommé membre suppléant de la commission de la Défense nationale, il participe au "contrôle de l'organisation des procès des collaborationnistes devant les tribunaux militaires". En 1958, il vote pour les pleins pouvoirs au général Charles de Gaulle mais lors de son second mandat, il se montrera de plus en plus opposé au pouvoir gaullien. Au Sénat, il préside le groupe de la Gauche démocratique de 1959 à 1968. Il est à nouveau vice-président de la "commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale". Conscient du rôle que pourra jouer le tourisme, il s'implique dans la réalisation du projet des "Trois vallées" et plus particulièrement dans la construction de Courchevel 1950, où il prend d'ailleurs la tête du Syndicat des propriétaires de la station. Si il a de fervents défenseurs, il a aussi de farouches détracteurs. Le nouvel élan des stations de ski en Savoie n'est sans doute pas étranger à son travail, à ses initiatives et à sa ténacité. Sa fille, Marie-Pierre, est conseillère municipale de Paris et première vice-présidente du Conseil régional d'Ile-de-France.

Chevalier de la Légion d'honneur au titre de la Résistance (1948). Médaille des Evadés.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977.

Canton d'élection : La Motte-Servolex

Biset Lucien, Joseph



1913 Viviers-du-Lac (Savoie) - 1982 Vimines (Savoie)

Profession : Il quitte l'école à onze ans puis aide ses parents sur l'exploitation agricole. Exploitant agricole.

Dates de mandats : 1951 - 1958 (7 ans)

Sensibilité politique : Divers Droite

Maire de Viviers-du-Lac (1953 - 1960)

Militant formé par la Jeunesse Agricole Catholique. Après l'armistice, en tant que jeune agriculteur, il est appelé à siéger dans les organisations corporatives mises en place par le régime de Vichy. Il s'éloigne du régime en place, mais cela lui vaut d'être écarté des organisations professionnelles de la Libération. Président de la Fédération Nationale des Producteurs de Lait jusqu'en 1965. Membre du Conseil économique et social (1947-1953). Il joue un rôle important dans la création de l'Ecole Départementale d'Agriculture de La Motte-Servolex. Secrétaire général (1947-1957) puis vice-président de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles. Président de l'Union Nationale des Coopératives d'Elevage et d'Insémination artificielle (1956-1980). Membre de la Chambre d'agriculture depuis la refondation de 1952, il en devient président en 1959. Président du Salon International de l'Agriculture (1970-1982). Louis Besson déclarera : "C'est bien dans le sillon qu'il avait ouvert qu'est née la Loi Montagne française, une loi qu'on peut sans réserve lui dédier avec reconnaissance".

Commandeur de la Légion d'honneur. Croix de guerre 1939-1945. Commandeur du Mérite agricole. Officier de l'ordre de Léopold.

Gilbert Delaunay, "Lucien Biset, paysan de Savoie (1913-1982)", in *Mémoires de l'Académie de Savoie*, 8e série, VII, p. 81-92 ; Mélanie Atrux-Tallau *Histoire d'un corps intermédiaire : l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (1924-1974)*, thèse, Lyon II, 2010.

Cabaud Jean



1903 La Motte-Servolex (Savoie) - 1986 Chambéry (Savoie)

Profession : Industriel

Dates de mandats : 1958 - 1965 (7 ans)

Sensibilité politique : Indépendant

Maire-adjoint de La Motte-Servolex (1929), maire de La Motte-Servolex (1945 - 1965)

Membre actif de la commission chargée de la création du parc national de la Vanoise. Chevalier du Mérite agricole.

Canton d'élection : La Motte-Servolex

Hochard Jacques, Auguste, Antoine



1920 Mouy (Oise) - 1998 Barberaz (Savoie)

Profession : Il passe son enfance à Lille, fait ses études chez les Lazaristes à Dax, puis fait deux années de noviciat et trois années de séminaire. Docteur en Sciences-économiques, il entre comme employé à la Caisse d'Allocations Familiales de Paris (1943), directeur de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Allier à Moulins (1948), avant d'être nommé à Chambéry directeur des allocations familiales (1950), et d'exercer pendant 20 ans une carrière d'enseignant du supérieur

Dates de mandats : 1965 - 1976 ; 1982 - 1994 (23 ans)

Sensibilité politique : Centre des Démocrates Sociaux, Union pour la Savoie

Vice-président du Conseil général : 1982 - 1994

Maire de La Motte-Servolex (1965 - 1986), conseiller régional (1973 - 1976)

Premier président de la Fédération Française Confédération Française des Travailleurs Chrétiens des syndicats d'agents des organismes de sécurité sociale et institutions sociales. Expert au Bureau International du Travail. En 1963, il devient président de l'Office public départemental d'Habitations à Loyers Modérés et c'est sous sa présidence que sont réalisées les premières structures destinées aux personnes âgées (Les grillons, à Aix-les-Bains, La Quiétude au Pont-de-Beauvoisin). Il a présidé l'Association Départementale pour l'Information sur le Logement, l'Office Public d'Aménagement et de Construction (1988-1998). Dès son arrivée en Savoie, il milite au Mouvement Républicain Populaire. En 1972 il donne sa démission de président du Centre Démocrate de la Savoie. En 1986 il démissionne de son poste de maire de La Motte-Servolex, tout en restant conseiller municipal.

Officier de la Légion d'honneur (1990). Chevalier de l'Ordre national du Mérite (1967). Officier des Palmes académiques (1975).

J. Hochard, *L'institution française des prestations familiales : études*, Paris, 1963 /-, *Nouveau manuel de droit social : travail, sécurité sociale, aide sociale, emploi*, Nérét, 1973.

Benattar Pierre, Marie



1941 Largentière (Ardèche) -

Profession : Commissaire du commerce intérieur et des prix

Dates de mandats : 1976 - 1982 (6 ans)

Sensibilité politique : Parti Socialiste

Canton d'élection : La Motte-Servolex

Germain Jean



1933 Villevieux (Jura) -

Profession : Ecole Nationale Supérieure des Sciences Agronomiques Appliquées, Ingénieur

Dates de mandats : 1994 - 2001 (7 ans)

Sensibilité politique : Union pour la Savoie, Démocratie Libérale

Premier adjoint au maire de La Motte-Servolex (1977 - 1986), maire de La Motte-Servolex (1986 - 2001)

Directeur-adjoint du Lycée de Savoie à La Motte-Servolex de 1969 à 1975. Responsable du Service "production et économie agricoles" à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de la Savoie (1975-1993).

Chevalier des Palmes académiques. Officier du Mérite agricole.

Parpillon Jean-Noël



1948 Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) -

Profession : Elève de l'institut d'études politiques de Grenoble, cadre administratif (fonction publique territoriale)

Dates de mandats : 2001 - 2008 (7 ans)

Sensibilité politique : Parti Socialiste

Par son père, il est issu d'une vieille famille du canton de La Motte-Servolex. A Grenoble, alors qu'il est étudiant, il est élu président de l'Unef Renouveau pour l'ensemble de la faculté. D'abord membre du parti communiste auquel il adhère en 1969, il adhère ensuite au Parti Socialiste en Savoie en 1995. En 1975, il devient directeur de cabinet du maire d'Echirrolles, Georges Kioulou. En 1981, il est secrétaire général de la mairie, poste qu'il occupe jusqu'en 2001, date à laquelle il devient directeur général du Syndicat Intercommunal des Eaux de la Région Grenobloise. Conseiller municipal de La Motte-Servolex (1989-1995). Elu en 1995, il démissionne. Conseiller municipal délégué de La Motte-Servolex (2001-2008). Vice-président de Chambéry Métropole, en charge de la communication. Depuis 1984, il préside l'association Connaissance du Canton de La Motte-Servolex et il est l'auteur de nombreux articles. En tant que conseiller général, il intervient beaucoup pour le patrimoine.



Canton de MOUTIERS



Mayet Maurice



1801 Moûtiers (Savoie) - 1863 Moûtiers (Savoie)

Profession : Avocat

Dates de mandats : 1860 - 1863 (3 ans)

Sensibilité politique : Conservateur

Vice-syndic (1838 - 1841 ; 1853) puis syndic (1841 - 1846 ; 1860) et enfin maire de Moûtiers (1860 - 1863)

En 1860, sa fortune est estimée à 7 000 francs. Frère de Daniel Mayet, dont il est l'aîné. Conseiller ordinaire de la ville de Moûtiers (1832-1853 ; 1856-1860). Il a participé à l'ouverture du col du Petit-Saint-Bernard. Capitaine de la garde Nationale (1848-1851). Conseiller provincial (1841-1859), président du Conseil provincial (1848-1859). Vice-président du conseil provincial de santé (1848-1860). Membre de diverses autres commissions.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 14 août 1862).

Avet Jacques, Antoine



1793 Moûtiers (Savoie) - 1879 Albertville (Savoie)

Profession : Inspecteur de l'Enregistrement, conservateur des hypothèques, notaire

Dates de mandats : 1863 - 1867 (4 ans)

Sensibilité politique : Bonapartiste

Maire d'Aigueblanche (1865 - 1870), conseiller d'arrondissement. Conseiller provincial et conseiller divisionnaire (1846 - 1860)

En 1863, sa fortune est estimée à 5 000 francs. Son père a été le premier sous-préfet en 1802. Membre du Conseil divisionnaire pendant dix-sept ans. De 1815 à 1816, il est employé à l'Intendance (sous-préfecture de Moûtiers). De 1816 à 1821, il est notaire dans la même ville. Conservateur des Hypothèques à Bonneville (1833-1846), il quitte cette ville pour Chambéry où il exerce la même fonction jusqu'en 1865. En 1846, il est élu conseiller provincial de Tarentaise. Jacques Avet est décrit par l'administration comme "essentiellement conservateur de couleur religieuse et dévoué au gouvernement".

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 14 août 1867). Chevalier des Saints Maurice et Lazare (1861). Chevalier de la Couronne d'Italie.

Canton d'élection : Moûtiers

Gonthier Auguste



1822 Sainte-Foy-de-Tarentaise (Savoie) - 1904 Chambéry (Savoie)

Profession : Banquier, notaire

Dates de mandats : 1867 - 1871 (4 ans)

Sensibilité politique : Dévoué au gouvernement avec une forte coloration religieuse conservatrice

Maire de Moûtiers (1863 - 1870), conseiller d'arrondissement (1864 - 1867)

En 1867, sa fortune est estimée à 6 000 francs. Conseiller municipal de Moûtiers dès juin 1860. En 1867, il adresse un courrier à ses électeurs pour leur rappeler que si en 1863 il avait refusé la demande de se présenter aux élections, il l'acceptait en 1867 suite aux "pressantes sollicitations d'un grand nombre de (ses) concitoyens".

Chevalier de la Légion d'honneur (1869).

Jacquemoud Jean Antoine



1806 Moûtiers (Savoie) - 1887 Moûtiers (Savoie)

Profession : Docteur en médecine

Dates de mandats : 1871 - 1876 (5 ans)

Sensibilité politique : Libéral

Vice-président du Conseil général : 1871 - 1872

Maire de Moûtiers (1870-1871), ancien député sarde de Moûtiers et de Bozel (1848 - 1852 ; 1857 - 1860), et une fois de Gênes et de Rapallo, ancien conseiller divisionnaire de Chambéry, ancien conseiller provincial de Tarentaise, ancien syndic, ex-président de la Commission municipale.

En 1860, sa candidature aux législatives est rejetée pour vice de forme dans la prestation de serment et remise du dossier en dehors des délais. En 1870, il est élu par acclamation maire de Moûtiers. Conseiller municipal de Moûtiers. En 1871, sa fortune est estimée à 4000 francs. Membre de plusieurs sociétés savantes, de l'Académie Royale de médecine de Turin. Ses oeuvres poétiques sont couronnées par l'Académie de Savoie. C'est lui qui est l'auteur de la citation "Nos coeurs vont où va notre Isère et le penchant de nos vallons". Citation reprise et quelque peu déformée plus tard. Il est très affecté par le décès de son fils et à la suite de cet événement, il choisit de soigner gratuitement les pauvres.

J. Lovie, *La Savoie dans la vie française, 1860-1875*, PUF, 1963 ; C. Sorrel, P. Guichonnet (dir), *La Savoie et l'Europe, 1860-2010*, La Fontaine de Siloé, 2010 ; P. Guichonnet, *Vieille Savoie. Les députés et les sénateurs savoyards au Parlement de Turin, 1848-1860*, La Fontaine de Siloé, 2013

Canton d'élection : Moûtiers

Jarre Alexis, Julien



1823 Les Chapelles (Savoie) - 1904 Paris (Seine)

Profession : Avocat

Dates de mandats : 1876 - 1889 (13 ans)

Sensibilité politique : Tendances républicaine

Adjoint au maire de Moûtiers en 1878, maire de Moûtiers (1900-1901)

Sa fortune est estimée à 5 000 francs. L'élection de 1883 est contestée mais validée par le Conseil d'Etat. Conseiller municipal de Moûtiers. Elu maire, il démissionne le 23 juillet 1901.

Jorioz Jean, Baptiste, Adolphe



1842 Aigueblanche (Savoie) - 1924 Moûtiers (Savoie)

Profession : Notaire

Dates de mandats : 1889 - 1919 (30 ans)

Sensibilité politique : Républicain (1901), Radical (1908, 1913)

Président du Conseil général : 1913 - 1920

Conseiller d'arrondissement (1878 - 1892)

Il a servi avec Jean-Henri Viallet dans les mobilisés de Savoie en 1870-1871, où il était capitaine adjudant major à la 3^{ème} Légion des mobilisés de la Savoie. A l'occasion du décès de ce dernier, en 1914, il déclare : "Tous deux nous avons [...] alors assisté aux malheurs de la France ; je reste seul à entrevoir l'aurore de la revanche qui, j'en suis sûr, sera complète". Il œuvre pour le désenclavement du canton de Moûtiers. Il siège dans les commissions sanitaire, des fruitières ou encore des chemins vicinaux. Président de la Fédération des mutuelles bétails du département. Conseiller municipal de Moûtiers. Délégué cantonal pendant plus de trente ans. En 1900, il est vice-président du Club Alpin Français (section de Tarentaise). Secrétaire du Conseil d'arrondissement (1877-1889). Son fils sera maire de Moûtiers de 1941 à 1944 et s'installera en Haute-Savoie après 1945. Officier de la Légion d'honneur.

Donnet Gabriel



1870 Genève (Suisse) - 1944 Moûtiers (Savoie)

Profession : Industriel

Dates de mandats : 1919 - 1931 (12 ans)

Sensibilité politique : Radical, radical-socialiste (1925)

Maire de Moûtiers (1908 - 1919 ; 1926 - 1929 ; 1935 - 1941), conseiller d'arrondissement

Conseiller municipal de Moûtiers en 1904, il succède à son père qui fut conseiller de 1878 à 1904. C'est sous son mandat que la mairie est équipée d'un téléphone, en 1910. G. Donnet se représente, au Conseil général, en 1933, à la mort de Jean Allemoz mais n'est pas élu. Membre puis président de la commission administrative des hospices civils de Moûtiers depuis 1904. Président-fondateur de la caisse locale de Crédit Agricole. Président du syndicat d'initiative de Tarentaise. Vice-président du Sou des écoles laïques. Créateur, à Moûtiers, de l'école supérieure professionnelle. Délégué cantonal. Chevalier de la Légion d'honneur (1933). Officier de l'instruction publique.

Allemoz Jean, François



1880 Notre-Dame-de-Briançon (Savoie) - 1933 Notre-Dame-de-Briançon (Savoie)

Profession : Cultivateur

Dates de mandats : 1931 - 1933 (2 ans)

Sensibilité politique : Section Française de l'Internationale Ouvrière

Maire de Notre-Dame-de-Briançon.

Conseiller municipal de Notre-Dame-de-Briançon (1908 - 1933), il meurt accidentellement en tombant dans un ravin. Président fondateur de la caisse de crédit agricole du syndicat agricole, du syndicat d'élevage, de la société d'alpage. Il entretient entre 12 et 15 vaches de race tarine. En 1931, il est proposé pour être promu officier du Mérite agricole
Chevalier du mérite agricole (1923).

Canton d'élection : Moûtiers

Ancenay Jules, Emile



1861 Grand-Coeur (Savoie) - 1939 Grand-Coeur (Savoie)

Profession : Propriétaire, il a également été instituteur

Dates de mandats : 1933 - 1937 (4 ans)

Sensibilité politique : Républicain modéré (1892), Radical-socialiste

Maire de Grand-Cœur, conseiller d'arrondissement (1926 - 1931)

Ancien vice-président du Conseil d'arrondissement. Secrétaire-chef honoraire de la sous-préfecture de Moûtiers. En 1903, il a reçu une mention honorable du ministre de l'Agriculture pour la statistique agricole. Secrétaire du comice agricole. En 1893 et 1894, il a obtenu respectivement une médaille de bronze et une autre d'argent pour l'enseignement agricole par le comice agricole de Moûtiers. Il a été instituteur. En 1928, il est proposé pour être officier du Mérite agricole. En 1928, l'administration rappelle qu'il "a bénéficié sur ses concurrents d'une rivalité locale qui existe entre les habitants de la vallée d'Aigueblanche et ceux de Moûtiers" et qu'en "donnant la majorité à M. Ancenay sans distinction d'opinions (les habitants) ont marqué leur désir de voir leur représentant au Conseil général résider en aval de Moûtiers".

Officier d'Académie ; chevalier du Mérite agricole (1908).



Anxionnaz Paul, Marius



1902 Aime (Savoie) - 1997 Louveciennes (Yvelines)

Profession : Il fait ses études au lycée de Chambéry. Boursier, il intègre Polytechnique (promotion 1921). Il obtient un diplôme d'ingénieur de l'industrie chimique et mécanique en 1923. Egalement licencié en droit, titulaire de deux diplômes d'études supérieures de droit. Il rejoint son département d'origine en étant nommé ingénieur dans une usine de Maurienne

Dates de mandats : 1937 - 1940 (3 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste

Conseiller général d'Ecully-sur-Ecole, député de la Marne (1946 - 1951 ; 1956 - 1958), secrétaire d'Etat (1956 - 1957)

Fils d'instituteurs et petit-fils d'agriculteurs. Franc-maçon, il est initié à Paris et il entre en 1926 dans la loge "Liberté" (Grand Orient). Candidat aux législatives de 1932 et de 1936, en Savoie, il se désiste les deux fois. En 1937 le préfet prévoit que le second tour des élections se passera entre lui-même et le candidat de la Section Française de l'Internationale Ouvrière. A cette même période, il note également qu'il est secrétaire adjoint du Parti Radical Socialiste. Au cours des années Trente, avec Pierre de La Gontrie, il est l'un des plus jeunes et des plus actifs conseillers généraux. Tous deux forment un tandem très écouté au sein du Parti Radical savoyard, dont ils sont d'ailleurs membres du comité exécutif et conférenciers. Il semble avoir un franc parler qui ne paraît pas être du goût de tous ses collègues. D'ailleurs, lors de l'une de ses déclarations au Conseil général sur l'adoption d'un statut pour les étrangers et la dénonciation des traités de réciprocité qu'il ne considère que comme des duperies, il déclenche une tempête. Il a effectué son service militaire à Thionville, dans l'armée de l'air. En 1939, il est mobilisé avec le grade de capitaine aviateur. Membre du deuxième bureau, il est attaché à l'Air dans la capitale Danoise où il est arrêté par les Allemands. En mai 1940, expulsé du Danemark, il part à Budapest. Le 21 juin, alors qu'il a rallié le général Charles de Gaulle, il est désigné par celui-ci comme représentant de la France Libre en Hongrie. À nouveau expulsé, cette fois-ci du territoire hongrois, pays natal de son épouse, il rejoint le général Catroux alors au Liban après être passé par l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et Le Caire (Egypte). Alors qu'il est engagé dans les troupes des Forces Françaises Libres, il occupe des responsabilités au sein de l'Etat-Major du général Catroux (1942-1943). Muté ensuite en Afrique du Sud puis à Londres, où il est attaché d'état-major des généraux Cochet puis Lombard. Il est désigné par le Conseil National de la Résistance, pour rejoindre l'Assemblée consultative provisoire à Alger, au printemps 1944. Il sera le représentant du Parti Radical-Socialiste et l'un des principaux artisans de la reconstruction du parti. "Selon le journal d'Henri Queuille" cette reconstruction "fut entreprise dès mars 1943 par Paul Anxionnaz et Jacques Maroselli". A l'occasion du congrès d'Alger, les 10 et 11 juin 1944, il est désigné comme secrétaire général du Comité Exécutif Provisoire. En 1945, il quitte l'armée avec le grade de lieutenant-colonel. Après la fin des hostilités, il est confirmé "à l'Assemblée consultative provisoire de Paris", dont il préside d'ailleurs la commission des Finances après en avoir été le vice-président. Il est également membre des commissions de l'Education nationale, de la Réforme de l'Etat, de celle de l'Alsace et de la Lorraine ou encore de la commission permanente de Coordination. Secrétaire général adjoint du Parti Radical et Radical-Socialiste de 1936 à 1939, puis de décembre 1944 à août 1945, il est ensuite secrétaire général (1945-1948 ; 1955-1957). D'ailleurs en décembre 1944, à l'occasion du congrès du Parti Radical, il présente le

"rapport de politique générale" qui est adopté à l'unanimité. Il est l'un des dirigeants nationaux du Rassemblement des Gauches Républicaines. Il se présente dans le département du Lot en octobre 1945, comme tête de liste du Parti Radical-Socialiste, mais il n'est pas élu. En juin 1946, il renouvelle l'expérience, dans la Marne cette fois-ci et comme tête de liste du Rassemblement des Gauches Républicaines, mais toujours sans succès. Il doit attendre novembre 1946 pour être élu député de la Marne. A partir de 1947, en tant que député, il préside la commission de la Défense nationale en même temps qu'il siège à la Haute-Cour de justice. En 1947, il est favorable au statut de l'Algérie. A la fin de l'année 1948, il s'oppose à Henri Queuille, pourtant radical, et président du Conseil. En octobre 1948, il démissionne de son poste de secrétaire général "lorsque fut prise la décision de reporter les élections cantonales". Une année après, il est le seul "élu radical à refuser de voter l'ordre du jour de l'Assemblée constatant que dans l'affaire des généraux, Paul Ramadier et Henri Queuille "ont été guidés par des considérations d'ordre national" ". Il est également membre des commissions du Règlement et du suffrage universel, de celle des Pensions, de la commission de la Reconstruction, de celle de la Presse ou encore de celle relative aux territoires d'outre-mer. En 1949, il est élu conseiller général du canton d'Ecury-sur-Ecole, succédant ainsi à un conseiller radical-socialiste qui n'avait pas souhaité se représenter. A partir de 1951, il est membre de la commission de la Reconstruction et des dommages de guerre. Il semble être un député actif puisqu'il dépose pas moins d'une trentaine de propositions de loi ou de résolution, principalement pour ce qui touche le domaine de l'organisation et de la réglementation militaires. C'est à cette époque qu'il devient conseiller municipal de Châlons-sur-Marne. En juin 1955, alors que des luttes internes ont lieu au sein parti radical, les "dirigeants radicaux firent appel à ce fin connaisseur de la machine du parti, patron de la fédération de la Marne" pour tenter de mettre fin à la lutte qui opposait Pierre Mendès-France "à ses adversaires de la rue de Valois qui l'avait fait tomber du gouvernement en février". Paul Anxionnaz est alors à nouveau désigné comme secrétaire général du Parti Radical et il "géra un parti [...] en pleine croissance d'effectifs, grâce à l'attraction mendésiste et appuya fermement [Pierre] Mendès[-France] entouré d'une équipe de fidèles". Elu à nouveau député de la Marne au début de 1956, il retrouve la commission de la Défense nationale, en même temps qu'il intègre celle de la Famille, de la population et de la santé publique. En mai 1956, Guy Mollet forme un nouveau gouvernement et il appelle Paul Anxionnaz comme secrétaire d'Etat aux Forces Armées (Marine). Poste qu'il conserve même après le départ de Pierre Mendès-France, ce dernier ayant demandé à ses amis de rester dans le gouvernement. Mais avec la chute de Guy Mollet en juin 1957, il quitte son poste où il ne sera resté qu'à peine une année. Redevenu député, il vote contre le gouvernement Maurice Bourgès-Maunoury, en septembre 1957, en revanche le 13 mai 1958, il est favorable à la confiance à Pierre Pflimlin et à la révision de la Constitution à la fin du mois de mai 1958. Le 1^{er} juin, il refuse de voter l'investiture du général Charles de Gaulle, tout comme il refuse le 2 juin de voter les pleins pouvoirs. Ayant subi un échec aux législatives de 1958 dans la Marne, il se présente en 1962 dans la Vienne, mais là encore sans succès. En février 1959, il est exclu du Parti radical à cause de son appartenance à l'Union des Forces Démocratiques. Resté fidèle à Pierre Mendès-France, il adhère – comme lui – au Parti Socialiste Autonome en octobre 1960. En 1964, il est élu "grand maître" du Grand Orient de France et le reste un an avant d'être réélu en 1966 et d'occuper ce poste jusqu'en 1969. Etant en poste au moment des événements de Mai 68, il a approuvé le soutien apporté par le grand Orient aux étudiants et aux grévistes. Officier de la Légion d'honneur. Croix de guerre 39-45. Médaille de la Résistance avec rosette. Chevalier des Palmes académiques. Grand officier du Ouissam Alaouite (Maroc).

P. Anxionnaz, *Mes trois républiques : un itinéraire aléatoire*, Paris, La pensée Universelle, 1988 ; J. Maitron (dir), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, Ed. ouvrières ; Nicolet Claude, "La modernité du radicalisme", in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2001, n°. 63-64 ; "Pierre Mendès France et la Modernité" - Actes du colloque - Assemblée nationale - 15 juin 2001, pp. 91-93.

Canton d'élection : Moûtiers

Rubin Emile, Pierre



1899 Bellecombe-Tarentaise (Savoie) - 1982 Moûtiers (Savoie)

Profession : Cultivateur

Dates de mandats : 1945 - 1951 (6 ans)

Sensibilité politique : Socialiste-indépendant

Maire de Bellecombe (1937 - 1977)

Membre du Comité départemental d'action agricole puis de la Chambre d'agriculture. Administrateur de la caisse du Crédit Agricole (30 ans). Résistant, membre du Comité de Libération de son arrondissement. Il fait partie des radicaux de gauche qui ont suivi Pierre Cot au sein de l'Union Républicaine et Résistance animée en Savoie par le Parti Communiste. Il figure en 3^{ème} position sur la liste de Pierre Cot lors des législatives du 21 octobre 1945.

Chevalier de la Légion d'honneur. Chevalier des Palmes académiques. Commandeur du Mérite agricole.



Fontanet Joseph, Paul, Marie



1921 Frontenex (Savoie) - 1980 Paris (Seine)

Profession : Il fait ses études secondaires chez les Chartreux de Lyon avant d'être diplômé des Hautes Etudes Commerciales et de devenir docteur en droit

Dates de mandats : 1951 - 1976 (25 ans)

Sensibilité politique : Mouvement pour un Rassemblement Populaire (1946 - 1956), Républicains Populaires et du Centre Démocratique (1958 - 1962), Centre Démocrate (1962 - 1967), Progrès et Démocratie Moderne (1967 - 1968), Centre Démocratie et Progrès (1968 - 1974)

Président du Conseil général : 1964 - 1976

Vice-président du Conseil général : 1961 - 1964

Maire de Saint-Martin-Belleville (1965 - 1977), député (1956 - 1974), secrétaire d'Etat (1959 - 1962), ministre (1951 ; 1961 - 1962 ; 1969 ; 1972)

Sa mère assure son instruction jusqu'à son entrée chez les Chartreux alors qu'il apprend le latin avec le prêtre de Frontenex. Il a été étudiant à Paris en même temps que François Mitterrand. En effet, dans un discours prononcé en 1984, lors de sa venue en Savoie pour le 40^{ème} anniversaire de la Libération, ce dernier, alors Président de la République, dira avoir été reçu en Savoie par Joseph Fontanet, séparé de lui par le choix politique, mais "resté fidèle comme [lui] à [leurs] souvenirs d'adolescence communs, aux années passées ensemble" lorsqu'ils étaient étudiants. Joseph Fontanet prend pension chez les Frères Maristes de la rue de Vaugirard, comme François Mitterrand et André Bettencourt. C'est à cette période qu'il s'engage dans les Equipes Sociales, qui ont été créées par Robert Garric. Une fois diplômé, il devient directeur commercial dans l'entreprise familiale, ainsi que le souhaitait son père. Il reste jusqu'en novembre 1940, date à laquelle il rejoint Lyon pour étudier le droit et c'est là qu'il adhère à la Jeunesse Etudiante Chrétienne. Réfractaire au Service du Travail Obligatoire, il rejoint le camp de Frontenex et se mêle aux autres combattants, lui le fils du patron vit comme un reclus, dans les bois. En juillet 1943, il décide de rejoindre l'armée libre d'Afrique du Nord. Il est interné quatre mois en Espagne avant de pouvoir rejoindre le Maroc et les Forces Françaises Libres. Il participe à la Libération de la France dans l'armée du général de Lattre de Tassigny. Il participe à la libération de Mulhouse, puis Colmar avant de poursuivre vers l'Allemagne. Il est décoré deux fois sur le champ de bataille. Sa citation à l'ordre de la Brigade rappelle qu'il est un "jeune chef de char, qui en toutes circonstances conserve le plus grand calme. D'un courage magnifique et d'une grande habileté manœuvrière, a toujours été en pointe du détachement du 14 au 30 avril 1945. A par son feu ajusté, causé de lourdes pertes à l'ennemi, ayant par deux fois été atteint par les Panzerfaust. Il a fait preuve de la plus belle endurance". Il avait découvert la démocratie chrétienne chez les Chartreux puis chez les Maristes et cette idée l'avait séduit. "Il était plein d'admiration pour les prêtres qui lui avaient révélé cette doctrine. C'est donc tout naturellement au Mouvement des Républicains Populaires, le MRP, qu'il entra". En 1950, il est nommé directeur de cabinet de Jules Catoire, alors ministre de la Santé publique et de la population. A peu près à la même période, il passe du bureau d'études du Mouvement Républicain Populaire à la fonction de secrétaire adjoint puis de secrétaire général. Entre 1959 et 1962, il est secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce puis au Commerce intérieur. Pour le commerce, il essaya la modernisation et il tenta la rénovation de l'artisanat en allouant des crédits, modifiant la composition des Chambres des métiers et développant l'apprentissage artisanal. En 1961, il est nommé ministre de la Santé publique et de la population. Il démissionne en 1962 suite à un désaccord avec la politique européenne de Charles de

Gaulle. En 1969, il est appelé par Jacques Chaban-Delmas pour rejoindre le Ministère du travail. En tant que ministre du Travail, il est à l'origine de la création du Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance, de la mensualisation, en même temps qu'il fait de l'Association Nationale Pour l'Emploi un grand service public. En juillet 1972, il rejoint le ministère de l'Education nationale. C'est à cette période que sont créés les Diplômes d'Etudes Universitaires Générales, la mise en place de la formation continue des instituteurs. Le drame du lycée Pailleron a lieu alors qu'il est ministre de l'Education Nationale. En tant que député, il rejoint la commission des Moyens de communication et du tourisme en 1956-1957, en même temps qu'il est inscrit à celle de la Presse et à celle de l'Education nationale. Au cours de ce premier mandat, il dépose trois propositions de loi ou résolution, toutes relatives aux inondations survenues dans les départements alpins (la Savoie a été particulièrement touchée en Maurienne) et à l'organisation d'un système de bons d'essence à tarif réduit pour les touristes étrangers. En janvier 1956, il vote la confiance au gouvernement de Guy Mollet en même temps qu'il soutient sa politique en Algérie. En juin 1957, il s'abstient lors du vote de confiance à Maurice Bourgès-Maunoury. Il est en revanche favorable à l'investiture de Pierre Pflimlin et à l'instauration de l'état d'urgence en mai 1958. Au début juin de la même année, il vote la confiance au général Charles de Gaulle et il est favorable aux pleins pouvoirs et à la révision constitutionnelle. En 1958, il rejoint la commission chargée d'enquêter sur les opérations électorales de la Réunion. Ayant très rapidement compris les enjeux et les atouts du tourisme, il va beaucoup développer cet aspect tout au long de sa présence au Conseil général. Président de la Société pour le Développement de la vallée des Belleville, il est à l'origine de la création de la station des Ménuires. Sous son impulsion est constitué le Fonds d'Aide aux Communes pour leur Equipement Touristique. Au Conseil général, il œuvre beaucoup pour l'ouverture touristique, notamment de son canton. C'est grâce à sa persévérance que la route du col de la Madeleine est créée, permettant ainsi de relier la Tarentaise et la Maurienne. Il participe également, avec son confrère du canton de Beaufort, Pierre Dumas, à faire relier par le Cormet de Roselend, Beaufort à Bourg-Saint-Maurice. Il est à noter que les relations entre les deux hommes ont été conflictuelles au début de leur carrière. C'est d'ailleurs à l'occasion de la venue du général De Gaulle à Chambéry en 1960, qu'ils devinrent amis et lorsque Pierre Dumas fut battu par Jean-Pierre Cot aux législatives, Joseph Fontanet fut le premier à l'appeler. En 1964, il accède à la présidence du Conseil général. Il a été défini comme un homme droit, courageux, travailleur, à l'écoute avec une sévérité courtoise mais souriante et surtout un sens de la communication et une parfaite connaissance des dossiers à traiter. Devant faire face à la question de la diminution de l'industrie, notamment dans son canton, il est à l'origine de la création du Comité d'expansion économique de la Savoie ; en même temps qu'il favorise, et que le département finance, la création des zones industrielles. Avec Jean Blanc, conseiller général de Chambéry-Sud et sénateur, il œuvre pour l'agriculture en tentant le maintien du plus grand nombre d'exploitations à une période où la Savoie comptait à peine plus de 4% d'agriculteurs. Il est également à l'origine de la création du parc national de la Vanoise, dont la naissance n'a pas été sans remous. Il en a d'ailleurs été le premier président. Il doit faire face à l'opposition du sénateur, le général Antoine Béthouart, celui-là même qui commanda l'expédition de Norvège en 1940 et qui commandera les troupes d'occupation en Autriche cinq ans plus tard. En bon communicant, Joseph Fontanet lance une opération de promotion des produits agricoles à destination d'un nouveau marché : le tourisme. C'est également sous sa présidence que les autoroutes en direction de Lyon, de Grenoble ou encore d'Annecy et de Genève furent lancées. C'est également à cette période qu'est lancé le percement du tunnel du Fréjus. Il est à l'origine - avec Pierre Dumas entre autre - de la création de la Maison de la promotion sociale de Savoie, implantée à Chambéry et qui eut pour premier directeur Louis Besson, rival de Joseph Fontanet et qui fit échouer Jean Delachenal aux législatives. Défendant naturellement les intérêts de son département, il se montrera – comme Pierre Dumas – quelque peu réticent à ce qu'un pôle universitaire soit créé à Annecy, mais il dut reconnaître que l'Université avait aussi le droit de s'implanter en Haute-Savoie et de bénéficier de la proximité du Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire. Il fonde un quotidien intitulé *J'informe* qui paraît de septembre à décembre 1977 et publie deux ouvrages : *Face aux communisme* et *Le Social et le vivant*. Dès 1978, il quitte la scène politique. Il est cependant président de la Société d'Etude et de Réalisation pour les Equipements Collectifs, poste qu'il conserve jusqu'à son décès. Dans la nuit du 31 janvier au 1^{er} février 1980, alors qu'il rentre d'une réunion, des individus lui tirent dessus, le blessant mortellement. Les raisons de cet acte n'ont jamais été élucidées. Président d'honneur du Conseil général.

Chevalier de la Légion d'honneur. Croix de guerre 1939-1945. Commandeur des Palmes académiques. Médaille des Evadés.

C. Cabaud, *Joseph Fontanet*, éd. France Empire, 1991.

Canton d'élection : Moûtiers

Blanc Maurice



1939 Albertville (Savoie) -

Profession : Il fait ses études à l'Ecole Normale d'Albertville, il devient ensuite instituteur puis professeur de Collège d'Enseignement Secondaire

Dates de mandats : 1976 - 1982 (6 ans)

Sensibilité politique : Parti Socialiste

Vice-président du Conseil général 1976 - 1979

Maire d'Aigueblanche (1971 - 2001), député (1974 - 1978), conseiller régional (1978 - 1985)

C'est la démission de Georges Peizerat, qui lui permet d'accéder au Palais Bourbon, où il siège durant quatre années. Au moment de son élection à la députation, il est le premier secrétaire départemental du Parti Socialiste. Dans sa profession de foi, il rappelle qu'il souhaite défendre la retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes, en même temps qu'il demande une revalorisation des allocations familiale et la gratuité des transports et des livres scolaires. Il souhaite que les femmes puisse accéder à la formation professionnelle en même temps qu'elles puissent accéder à tous les emplois avec l'égalité des salaires. Pour les communes, il demande le remboursement de la TVA sur les travaux et les aides plus substantielles de l'Etat et il précise qu'avec les deux autres députés socialistes savoyards, Jean-Pierre Cot et Louis Besson, ils s'attacheront à ce que soit admis un véritable statut de la montagne "garantissant la rémunération du travail de la terre et l'entretien de l'environnement", mais aussi l'équilibre "fondamental des activités agricoles, industrielles et touristiques" ou encore l'arrêt de l'exode rural par le maintien des écoles primaires des communes de montagne". Il a été vice-président de l'association des maires de Tarentaise.

Canton d'élection : Moûtiers

Tartarat Gilbert



1931 Saint-Paul-sur-Isère (Savoie) -

Profession : Employé PUK

Dates de mandats : 1982 - 1994 (12 ans)

Sensibilité politique : Sans Etiquette ; Rassemblement Pour la République

Maire de Moûtiers (1983 - 1995)

Conseiller municipal de Moûtiers (1971-1977), adjoint au maire de Moûtiers (1977-1983).
Chevalier de l'ordre national du Mérite.



Gaymard Hervé, Louis



1960 Bourg-Saint-Maurice (Savoie) -

Profession : Etudes de droit, diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Ancien de l'Ecole Nationale d'Administration (promotion Diderot). En 1990, il est nommé attaché financier pour le Proche-Orient puis à l'ambassade de France au Caire (jusqu'en 1992). Administrateur civil en détachement. Il a été avocat au barreau de Paris dans un cabinet parisien du 30 août 2009 au 30 juin 2011

Dates de mandats : 1994 - en cours

Sensibilité politique : Union pour la Savoie ; Rassemblement Pour la République (2001) ; Union pour un Mouvement Populaire (2008)

Président du Conseil général : 1999 - 2002 ; 2008 - en cours

Vice-président du Conseil général : 2002 - 2008

Secrétaire d'Etat (1995 - 1997), ministre (2002 - 2005), député (1993 - 1995 ; 1997 - 2002 ; 2007 - en cours), conseiller régional (2004 - 2007)

En 2004, à propos de son engagement politique, il écrit : "A l'âge d'homme, après une décennie d'éloignement, c'est la solitude de Jacques Chirac, dans l'hiver 1994, qui m'a redonné la volonté de me battre. Une volonté qui, depuis, ne m'a plus quitté et n'a fait que grandir. Car la politique est d'abord affaire de désir. Il en va avec elle comme de l'amour". Il poursuit en rappelant que "la vie politique est un long chemin qui emprunte de sinueux détours et de rugueux replis". Comme Michel Barnier dont il a été le suppléant, il est élu conseiller général sans avoir eu de mandat local auparavant. Elu député suppléant en mars 1993, il devient député de la 2^{ème} circonscription peu après lorsque Michel Barnier est nommé ministre de l'Environnement dans le gouvernement d'Edouard Balladur. Hervé Gaymard reste député jusqu'en juin 1995, c'est d'ailleurs à cette date qu'il crée dans sa circonscription un "comité de bassin d'emploi réunissant à la fois les organisations professionnelles et syndicales, les salariés, les élus et les administrations", ce qui a permis de faire émerger "plusieurs projets". Il doit démissionner de son mandat de député puisqu'il est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie et des Finances, chargé des Finances (mai-novembre 1995), dans le gouvernement d'Alain Juppé. Il est ensuite appelé, toujours par Alain Juppé, comme secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail et des Affaires Sociales, chargé de la Santé et de la Sécurité Sociale (1995-1997). C'est alors, Auguste Picollet, son suppléant qui devient député. Alors qu'Hervé Gaymard a été élu à nouveau député en 1997, il doit une nouvelle fois démissionner en 2002 lorsqu'il est nommé ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales dans le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin. Il apprend d'ailleurs sa nomination alors qu'il préside une séance du Conseil général, dont il est président depuis 1999, après avoir succédé à Michel Barnier. Il ne quitte pas le Conseil général, puisqu'il en devient vice-président. Il souligne régulièrement son attachement à la Savoie, ce département qu'il considère comme "génétiquement agricole". Cet attachement est d'ailleurs souvent rappelé par celui qui apprécie particulièrement la vallée des Chapieux, lieu paisible dominé par l'Aiguille des Glaciers et qui a été le lieu de la résistance d'hommes déterminés à ne pas voir leur armée vaincue et leur département occupé par les troupes italiennes en juin 1940. C'est là qu'il se rend à la veille de son élection à la présidence du Conseil général en 2011. D'ailleurs, lorsqu'il est entendu au Sénat, par la commission commune chargée de dresser un bilan de la politique de la montagne et dont le rapporteur est le sénateur haut-savoyard Jean-Paul

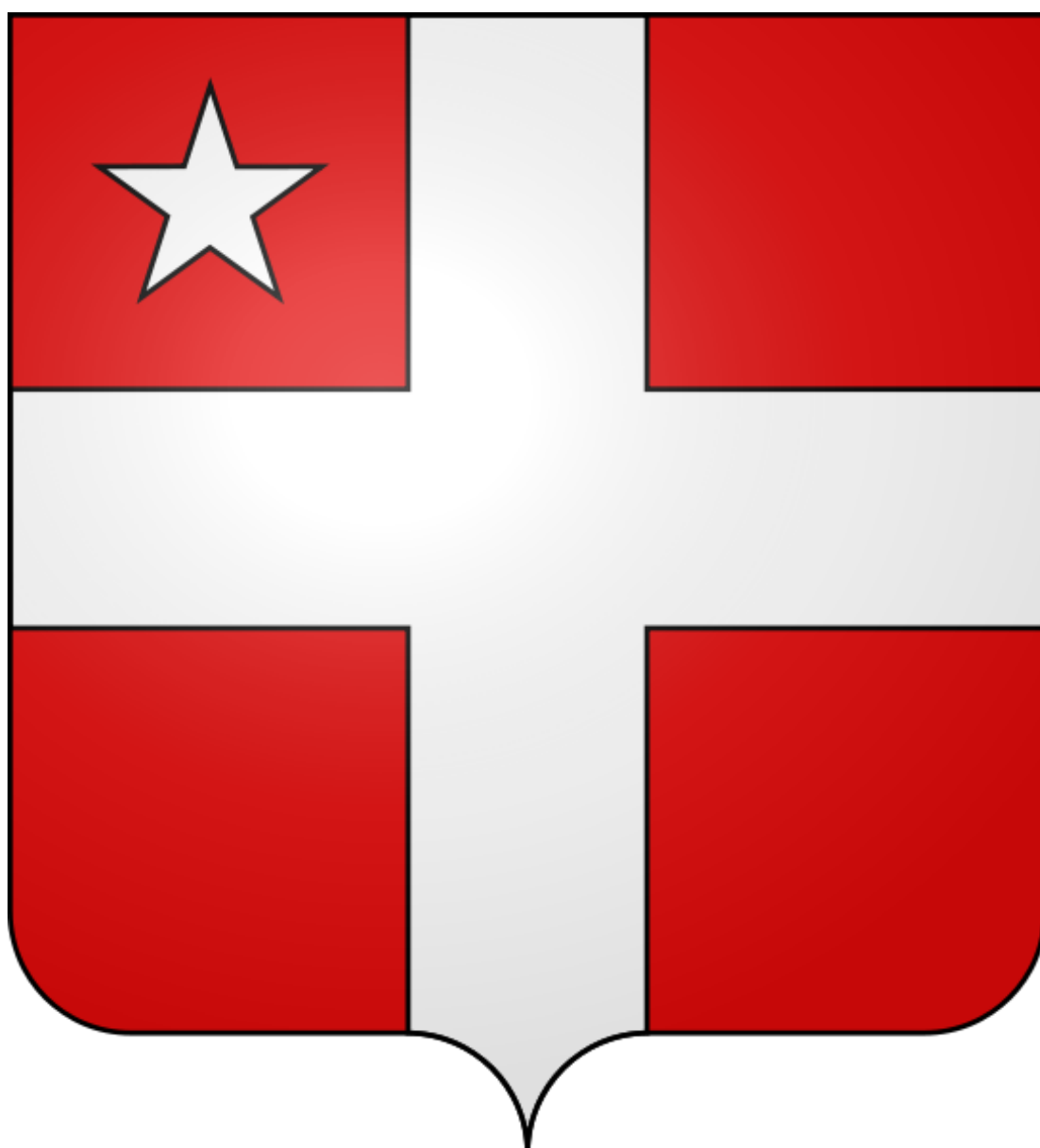
Amoudry, il déclare : "Etant né en montagne, étant élu du département qui me fait confiance, habitant dans un village de montagne entouré d'exploitants agricoles de montagne, je suis particulièrement heureux d'être avec vous. J'espère améliorer la politique de la montagne, qu'il s'agisse des mesures nationales ou des mesures dépendant de la Politique Agricole Commune". Il a d'ailleurs choisi de s'entourer d'hommes de terrain dont Michel Dantin, qui a été président pendant plusieurs années des organisations agricoles. En 2004, au Conseil régional, il prend la tête du groupe Union pour une Majorité Populaire. A la même période, il quitte le ministère de l'Agriculture pour rejoindre Bercy où il succède à Nicolas Sarkozy. Il occupe son poste de ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie durant une année. Bercy n'était pas totalement nouveau pour Hervé Gaymard puisqu'à sa sortie de l'Ecole Nationale d'Administration, il avait été affecté à la direction du budget au ministère des Finances. C'est donc son suppléant Vincent Rolland qui siège à partir du 18 juillet 2002 et qui reste député jusqu'en juillet 2007, date à laquelle Hervé Gaymard est réélu et retrouve son siège. Au cours de ces années, il a été membre des diverses commissions dont celle des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire (1993-1995 ; 1997-2002), celle des affaires culturelles et de l'éducation (2009 ; 2011-2012), celle des affaires culturelles, familiales et sociales (2002 ; 2007-2009). Il a également siégé dans la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances (2000-2002). Il a été membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique relatif à la nomination des présidents des sociétés de l'audiovisuel public et le projet de loi sur le service public de la télévision (2008-2012). Réélu en 2012 au Palais Bourbon, il est actuellement membre de la commission des Affaires étrangères, où il siège depuis 2009, de celles des affaires européennes, de la commission d'enquête relative aux coûts passés, présents et futurs de la filière nucléaire, à la durée d'exploitation des réacteurs à divers aspects économiques et financiers de la production et de la commercialisation de l'électricité nucléaire. Il est membre de la délégation aux outre-mer. En 2012, il a été membre de la commission d'enquête sur la situation de la sidérurgie et de la métallurgie françaises et européennes dans la crise économique et financière et sur les conditions de leur sauvegarde et de leur développement. Membre de plusieurs groupes d'études parmi lesquels nous pouvons citer : "Arctique, Antarctique et Terres australes et antarctiques françaises", "Changements climatiques", "Climatisme et thermalisme", "Industrie de défense", "Famille et adoption", "Forêt, bois, meuble et ameublement", "Intégration des personnes handicapées", "Internet et société numérique", "Langues régionales", "Montagne", "Papiers et imprimés", "Elevage". Il est membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Il est membre titulaire du Conseil d'Administration de l'Institut français et du Conseil supérieur des archives. Il a été président de l'Association Nationale pour l'Etude de la Neige et des Avalanches (1998-2003). En février 2005, il est président de l'Assemblée du Pays de Tarentaise Vanoise. De 2010 à 2013, il a été président du conseil d'administration de l'Office National des Forêts. Ce poste a été occupé par Pierre Dumas de 1973 à 1983. Président de l'Agence touristique départementale (2000-2001). Premier vice-président de l'Assemblée des Pays de Savoie (2001-2003). Président de l'Union pour un Mouvement Populaire en Savoie (mai 2003 à mai 2006), il en devient vice-président en 2013 et occupe ce poste jusqu'en 2014. Depuis 1999, il est président de la Fondation pour l'Action Culturelle Internationale en Montagne. Désigné par l'Assemblée des Départements de France, comme suppléant, au Centre National du Livre (juin 2009). Chargé par le Conseil du Livre d'une mission pour l'évaluation de la loi sur le prix unique du livre (juillet 2008). Particulièrement attaché à cette question, il dépose un amendement qui prévoit "d'accorder une remise de peine aux détenus ayant lu un livre et rédigé une fiche de lecture". S'il était adopté, cet amendement permettrait à chaque détenu de bénéficier d'une remise de peine de cinq jours. En avril 2007, au Sénat, il a reçu une Marianne d'or du développement pour son action en tant que président de l'Assemblée du Pays Tarentaise-Vanoise. A titre bénévole, il est membre du conseil d'administration de la société Dargaud SA.

Chevalier de la Légion d'honneur.

H. Gaymard, *Pour Malraux – Table ronde*, 1996 / -, *La route des Chapieux, la politique et la vie*, 2004 / -, *Un nouvel usage du monde : propositions pour une France plus active dans les pays émergents*, 2007 / -, *Le Fil de l'épée*, présentation de l'ouvrage de Charles de Gaulle, 2010 / -, *Nation et engagement*, CNRS, 2010 / -, *Délivrez-nous de la France*, 2011.



Canton du PONT-DE-BEAUVOISIN



Canton d'élection : Le Pont-de-Beauvoisin

Berlioz Pierre-Auguste Désiré



1822 Pont-de-Beauvoisin (Isère) - 1876 Pont-de-Beauvoisin (Isère)

Profession : Licencié en droit. Banquier, nommé suppléant au juge de paix de Pont-de-Beauvoisin (Isère) en 1860.

Dates de mandats : 1860 - 1870 (10 ans)

Sensibilité politique : "Dévoué à l'Empereur à la France et à la cause de l'Église".

Maire du Pont-de-Beauvoisin

En 1860, sa fortune est estimée à 25 000 francs. Président du comice agricole du Pont-de-Beauvoisin. Son père, Etienne Augustin, né en 1789, a servi le Premier Empire, sera médaillé de Saint-Hélène, et est nommé en 1816 maire-adjoint de Pont-de-Beauvoisin, puis maire en 1818, fonction qu'il occupe pendant trente-cinq ans.

Chambost de Lépin Tancrède



1827 Chambéry (Savoie) - 1901 Lépin (Savoie)

Profession : Propriétaire

Dates de mandats : 1870 - 1871 (1 an)

Maire de Bassens en 1860

En 1870, sa fortune est estimée à 30 000 francs. Son père est chevalier des Saints Maurice et Lazare. Aide-major général d'Infanterie. Officier de la garde du roi d'Espagne.

Canton d'élection : Le Pont-de-Beauvoisin

Joubert Charles



1825 Le Pont-de-Beauvoisin (Savoie) - 1879 Saint-Béron (Savoie)

Profession : Propriétaire

Dates de mandats : 1871 - 1879 (8 ans)

Sensibilité politique : Conservateur libéral

Maire de Saint-Béron, adjoint au maire, conseiller d'arrondissement

En 1871, sa fortune est estimée à 10 000 Francs. Secrétaire du comice agricole. Membre de la Chambre d'agriculture.

Bourbon Pierre



1821 Le Pont-de-Beauvoisin (Savoie) - 1884 Le Pont-de-Beauvoisin (Savoie)

Profession : Notaire

Dates de mandats : 1879 - 1884 (5 ans)

Sensibilité politique : Républicain (1880, 1883)

Conseiller d'arrondissement

En 1879, il démissionne du conseil d'arrondissement et il est remplacé par Claude Perrier. Il adresse une lettre de démission en 1883. Le préfet estime qu'il faut attendre les prochaines élections avant de faire quoi que ce soit.

Canton d'élection : Le Pont-de-Beauvoisin

Goud François



? - ?

Profession : Négociant

Dates de mandats : 1885 - 1886 (1 an)

Sensibilité politique : Républicain

On ne sait pas s'il se représente ou s'il est battu (il a 6 voix).

Perrier Jean, Claude



1834 Le Pont-de-Beauvoisin (Savoie) - 1899 Le Pont-de-Beauvoisin (Savoie)

Profession : Banquier à Pont-de-Beauvoisin

Dates de mandats : 1886 - 1898 (12 ans)

Sensibilité politique : Union républicaine

Conseiller d'arrondissement (1879 - 1886)

Aux cours des législatives de 1883, il soutient la candidature "Union Républicaine" de Mottet.

Canton d'élection : Le Pont-de-Beauvoisin

Crousaz-Crétet (de) Léon-Joseph



1853 Paris (Seine) - 1931 Le Pont-de-Beauvoisin (Savoie)

Profession : Auditeur au Conseil d'Etat (1878). Rentier

Dates de mandats : 1898 - 1904 (6 ans)

Sensibilité politique : Réactionnaire (1901)

Il arrive en Savoie en 1860. Il est l'arrière-petit-fils du baron Emmanuel Cretet, qui fut cosignataire du concordat de 1801 et premier gouverneur de la Banque de France. Pour le préfet, il "n'a été élu qu'à la faveur des divisions du parti républicain". Ancien du lycée Louis-le-Grand. Très clérical. Ses rapports avec l'administration sont corrects. Défenseur des écoles libres, il est notamment le fondateur de l'école libre du Pont-de-Beauvoisin. Conseiller municipal. Il est membre fondateur et vice-président de l'Alliance Catholique Savoisienne de Paris. Mgr Castellan, archevêque de Chambéry, rappelle l'ardeur de ce "grand chrétien".

C. Sorrel, *Dictionnaire du monde religieux de la France contemporaine*, tome 8 La Savoie ; C. Sorrel, *Les catholiques savoyards. Histoire du diocèse de Chambéry, 1890-1940*, La Fontaine de Siloé, 1995.

Laubin Etienne, Alexandre



1844 Le Pont-de-Beauvoisin (Savoie) - 1924 Le Pont-de-Beauvoisin (Savoie)

Profession : Industriel. Suppléant du juge de paix.

Dates de mandats : 1904 - 1919 (15 ans)

Sensibilité politique : Républicain de gauche (1905, 1908)

Maire du Pont-de-Beauvoisin (1900 - 1919), maire-adjoint du Pont-de-Beauvoisin (1896 - 1900)

Il se préoccupe beaucoup des écoles laïques. En 1870, il a servi comme sous-lieutenant à la Garde Nationale mobilisée de Savoie. Conseiller municipal du Pont-de-Beauvoisin (1878-1900).

Canton d'élection : Le Pont-de-Beauvoisin

Liénard Jacques, Paul, Isaac



1845 Dieulefit (Drôme) - 1930 Le Pont-de-Beauvoisin (Savoie)

Profession : Etudes de médecine à Lyon, s'installe comme médecin en 1885 à Pont-de-Beauvoisin

Dates de mandats : 1919 - 1922 (3 ans)

Sensibilité politique : Radical

Adjoint au maire du Pont-de-Beauvoisin (1900 - 1904), Maire du Pont-de-Beauvoisin (1912 - 1919)

Incorporé comme sergent au 3^{ème} bataillon des Mobiles de l'Ardèche en 1870. Détaché comme infirmier à l'hôpital militaire de Toulouse jusqu'à la fin de la guerre. Médecin détaché aux Usines de Tenay (Ain) (1881-1885). Il s'installe aux Echelles en 1885. En 1891, il est médecin des épidémies et de la protection du 1^{er} âge du canton du Pont-de-Beauvoisin, fonctions qu'il exerce jusqu'en 1921. Au cours de la Grande Guerre, il se met volontairement "à la disposition de l'autorité militaire pour secourir les blessés dirigés sur Pont-de-Beauvoisin et a assuré bénévolement, de 1914 à 1916, un service à l'hôpital temporaire de cette ville". De plus, durant toute la durée du conflit, il est resté le médecin traitant de l'hôpital des réfugiés. Délégué cantonal. Conseiller municipal du Pont-de-Beauvoisin. Il s'occupe d'un dossier d'importance avec la question d'un sanatorium d'altitude.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 10 août 1928).

Cruvieux François



1873 Ayn (Savoie) - 1963 Saint-Béron (Savoie)

Profession : Cultivateur

Dates de mandats : 1922 - 1940 (18 ans)

Sensibilité politique : Républicain-socialiste (1922)

Maire de Saint-Béron

Conseiller municipal de Saint-Béron depuis 1899. Délégué cantonal. Au cours des années quarante, il s'est toujours opposé à la politique de Vichy. Le Comité Départemental de Libération dit à son égard : "agé mais toujours combatif" et propose de le "conserver parce que très estimé dans (son) canton". Il est le grand-père de Pierre Cruvieux, conseiller général de 1979 à 2011.

Officier d'Académie (1931).

Canton d'élection : Le Pont-de-Beauvoisin

Martin Louis, Benoît



1904 La Bridoire (Savoie) - 1991 La Bridoire (Savoie)

Profession : Ouvrier-ébéniste, en 1949 il est propriétaire cultivateur

Dates de mandats : 1945 - 1949 (4 ans)

Sensibilité politique : Communiste

Maire de La Bridoire (1944 - 1977)

Candidat aux élections de 1937 pour le Conseil d'arrondissement, il se retire au second tour. Combattant 1939-1940, il s'engage dans la Résistance et devient lieutenant de la compagnie Franc Tireur et Partisans 92-15. Conseiller municipal de La Bridoire (1935-1940), élu maire en 1945 et réélu en 1947. Président du syndicat des Echelles.

Croix de guerre 1939-1945. Médaille d'argent de la Résistance.

Bellemin Louis



1897 Domessin (Savoie) - 1969 Domessin (Savoie)

Profession : Certificat d'études complété par deux années de cours complémentaires. Négociant en machines agricoles.

Dates de mandats : 1949 - 1967 (18 ans)

Sensibilité politique : Union Démocratique et Socialiste de la Résistance

Maire de Domessin (1945-1965)

Ancien combattant de la Grande Guerre. Au cours des années noires, il cache des Juifs. Candidat aux législatives de 1956 (3^{ème} position sur la liste Rose). Son fils, Jean, lui succède au Conseil général. Officier d'Académie (1956). Chevalier du Mérite agricole.

Canton d'élection : Le Pont-de-Beauvoisin

Bellemin Jean



1933 Domessin (Savoie) -

Profession : Ecole normale d'Albertville, instituteur à Saint-Pierre-d'Entremont (Savoie), carrossier automobile puis marchand de biens

Dates de mandats : 1967 - 1979 (12 ans)

Sensibilité politique : Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

Maire de Domessin (1965 - 1971)

Cruvieux Pierre



1940 Pont-de-Beauvoisin (Isère) -

Profession : Agriculteur

Dates de mandats : 1979 - 2011 (32 ans)

Sensibilité politique : Parti communiste, Non Inscrit, Divers droite (*sic*, 2004)

Maire de Saint-Béron (1977 - 2011)

Il cesse tous ses mandats en 2011. Membre de la 6^{ème} commission de l'Assemblée des Pays de Savoie. Il est le petit-fils de François Cruvieux qui fut conseiller de 1922 à 1940.

Chevalier de la Légion d'honneur (1999).

Canton d'élection : Le Pont-de-Beauvoisin

Guigue Gilbert



1948 Domessin (Savoie) -

Profession : Professeur d'économie-gestion, retraité

Dates de mandats : 2011 - en cours

Sensibilité politique : Sans étiquette

Maire de Domessin (1995 - en cours)

Membre du conseil d'administration de l'Assemblée des Pays de Savoie. Vice-président du syndicat interdépartemental mixte des eaux et d'assainissement du Guiers de l'Ainan. Administrateur de l'Office Public d'Aménagement et de Construction de la Savoie. Président de la Communauté de Communes Val Guiers (1992-2008). Il s'est présenté sans succès aux cantonales de 1998.



Canton de LA RAVOIRE



Canton d'élection : La Ravoire

Mignola Patrick



1971 Chambéry (Savoie) –

Profession : Major de Sciences Po Paris (1993), il intègre le cabinet du ministre de la Défense, François Léotard, puis travaille dans l'entreprise familiale "Mignola carrelages" basée à Challes-les-Eaux, Lyon et Paris dont il est le PDG aujourd'hui

Dates de mandats : 1998 - 2010 (12 ans)

Sensibilité politique : Union pour la Démocratie Française, Union pour la Savoie (2004), MoDem

Vice-président du Conseil général : 2002 - 2010

Adjoint au maire de La Ravoire (1995 - 2001), maire de La Ravoire (2001 - en cours)

Soutenu par Jean Blanc en 1998 à qui il succède à la mairie de La Ravoire. Président national du Mouvement des Jeunes Républicains (1992). A son élection au Conseil général, il est le benjamin de l'assemblée départementale. En 1998, il devient délégué national de l'Union pour la Démocratie Française, chargé des Fédérations auprès de François Bayrou. En 1999, il est élu président de l'Union pour la Démocratie Française Savoie. En 2004, il est président de Savoie vivante. En 2007, il est délégué national du Modem. Il est à l'origine des "Estivales du château" dont la volonté est de faire un événement de culture populaire et gratuite dans un patrimoine savoyard. En 2014, il est élu président de Métropole Savoie.

Leoutre Jean-Marc



1949 Lyon (3^{ème}, Rhône) -

Profession : Directeur général de société

Dates de mandats : 2010 - 2011 (1 an)

Sensibilité politique : Union pour la Savoie

Maire de Saint-Jeoire-Prieure (1989 - en cours)

De 2000 à 2011, il a été président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Savoie. Il est premier vice-président de Chambéry Métropole en charge des finances, du budget et de la fiscalité. En juillet 2014, il a été élu président des Etablissements Publics Fonciers Locaux, après en avoir été vice-président et administrateur depuis sa création.

Chevalier de la Légion d'honneur. Chevalier de l'Ordre national du Mérite. Chevalier des Palmes académiques.

Canton d'élection : La Ravoire

Gardette Robert



1946 Lyon (2^{ème}, Rhône) -

Profession : Proviseur du lycée du Granier à La Ravoire. Retraité de l'éducation nationale

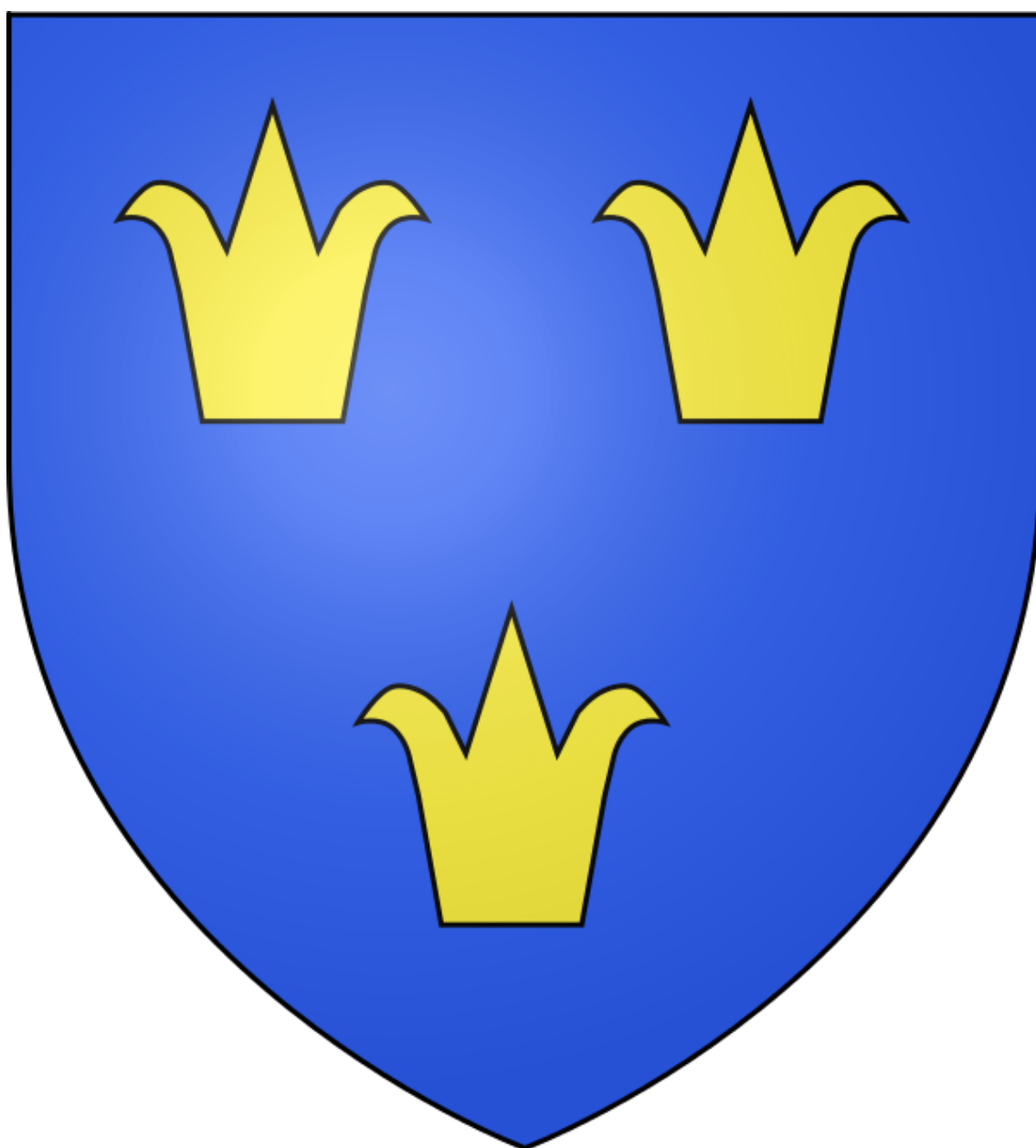
Dates de mandats : 2011 - en cours

Sensibilité politique : Parti Socialiste

Conseiller municipal de La Ravoire (2008-2014). Conseiller communautaire à Chambéry Métropole et membre des Commissions administratives paritaires de Chambéry Métropole. En 2012, après le départ de Béatrice Santais, élue députée, il la remplace à la commission permanente.
Commandeur des Palmes académiques.



Canton de LA ROCHETTE



Canton d'élection : La Rochette

Rey Maurice, Philibert



1813 Verrens-Arvey (Savoie) - 1885 La Rochette (Savoie)

Profession : Sériculteur, filateur
Dates de mandats : 1860 - 1864 (4 ans)
Sensibilité politique : Libéral
Maire de La Rochette (1860 - 1865)

Sa fortune est estimée à 10 000 francs. Conseiller provincial. Le préfet dit de lui : "S'il est réélu, il devra son succès à l'absence de concurrents possibles". Frère de François Rey, conseiller général du canton de Grésy-sur-Isère.

Chevalier de la Couronne d'Italie.

J. Lovie, *La Savoie dans la vie française*, PUF, 1963.

Obry Jean-Baptiste



1801 La Rochette (Savoie) - 1889 La Rochette (Savoie)

Profession : Propriétaire, géomètre
Dates de mandats : 1864 - 1871 (7 ans)
Sensibilité politique : Républicain
Maire de La Rochette (1878 - 1881), conseiller d'arrondissement

En 1864, sa fortune est estimée à 4 000 francs.

Canton d'élection : La Rochette

Falquet Francis



1812 - ?

Profession : Propriétaire rentier, greffier du tribunal civil de Chambéry

Dates de mandats : 1871 - 1877 (6 ans)

Conseiller d'arrondissement

En 1871, sa fortune est estimée à 5 000 francs.

Milan François



1827 La Rochette (Savoie) - 1897 Chambéry (Savoie)

Profession : Propriétaire

Dates de mandats : 1877 - 1895 (18 ans)

Sensibilité politique : Républicain (1883)

Maire

En 1895, il obtient 4 voix ce qui laisse à penser qu'il ne s'est pas représenté.

Canton d'élection : La Rochette

Arnaud Joseph, Antoine, Léopold



1856 Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) - ?

Profession : Médecin

Dates de mandats : 1895 - 1901 (6 ans)

Sensibilité politique : Républicain modéré (1901)

Dijoud Gaspard



1846 La Rochette (Savoie) - 1920 La Rochette (Savoie)

Profession : Industriel

Dates de mandats : 1901 - 1907 (6 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste (1901)

Maire de La Rochette (1898 - 1908)

En tant que maire, il est à l'origine de travaux relatifs à l'adduction d'eau pour sa commune.

Milan François, Séraphin



1873 La Rochette (Savoie) - 1954 Paris (Seine)

Profession : Elève du petit-séminaire de Saint-Pierre-d'Albigny. Il étudie à la faculté de Droit de Grenoble, devenu notaire il reprend l'étude familiale

Dates de mandats : 1907 - 1940 (33 ans)

Sensibilité politique : Radical (1913) ; radical-socialiste

Vice-président du Conseil général : 1918 - 1940

Maire de La Rochette (1910 - 1944), sénateur (1914 - 1940)

Conseiller municipal de La Rochette depuis 1899. Franc-maçon. Secrétaire-trésorier de l'association "La Saint-Hubert du salon" qu'il a fondé en 1902. Cette société fait surveiller activement le braconnage, elle a fait empoisonner une grande partie des renards. Il est élu au Sénat à l'occasion d'une élection partielle ouverte par le décès d'Antoine Perrier. Il participe à la Première Guerre mondiale en tant que sous-lieutenant au 8^{ème} bataillon de chasseurs à pied, celui de Sidi-Brahim. Sa fiche matricule ne comporte pas cette affectation, mais le 5^{ème} bataillon territorial de chasseurs (décision ministérielle du 3 février 1915) et précise qu'il arrive au corps le 9 août 1914, qu'il est nommé à sous-lieutenant de l'armée territoriale à titre temporaire. Au cours de la Grande Guerre, il est décoré de la Croix de guerre, mais il refusera la Légion d'honneur. Afin d'aider au redressement suite à la Grande Guerre, il suggère la création de "la Caisse autonome d'amortissement" dont le but est de réduire la dette publique suite à la guerre. En juin 1926, il devient membre du conseil de gérance avant d'être désigné président du comité financier en août de la même année. En 1932, alors qu'Albert Lebrun quitte le conseil d'administration, il lui succède, charge qu'il conserve jusqu'à 1945. C'est cette caisse d'amortissement qui a par exemple le monopole des allumettes et à ce titre François Milan demande à ce que cesse la "légende de l'allumette française qui ne s'enflamme jamais". Après la fin de la Grande Guerre, il retrouve le Sénat où il siège à la commission des Finances en même temps qu'à celle des Travaux publics. Il s'inscrit au sein de la Gauche démocratique radicale et radicale-socialiste. Il porte un intérêt particulier pour les questions financières, au Sénat comme au Conseil général. C'est à ce titre qu'il s'oppose à la loi créant un impôt sur la plus-value des fonds de commerce et qu'il fait voter la loi supprimant le registre des transcriptions hypothécaires. Il est le rapporteur de grands projets nationaux, comme l'aménagement du Rhône, l'agrandissement du port de Marseille ou encore l'aménagement de celui de Strasbourg. De 1921 à 1924, il est secrétaire du Sénat. En 1928, il aide - comme d'autres - Pierre Cot à s'implanter dans la circonscription de Chambéry-Sud et ce à la demande d'Edouard Daladier et de Maurice Sarraut. Il collabore à la rédaction de revues telles que celle de *L'Agence républicaine d'information* ou encore *La Revue politique des idées et des institutions*. En 1938, il préside le comité de direction de cette dernière. Il vote les pleins pouvoirs au maréchal Philippe Pétain en juillet 1940 et sa carrière politique ne reprendra pas après 1945, même si le jury d'honneur des parlementaires reconnaît la dignité de son attitude au cours des années noires. Il reste en fonction (maire) durant la période de la guerre.

Croix de guerre avec citation 1914-1918. Chevalier du Mérite agricole.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : La Rochette

Champiot Marcel



1901 La Table (Savoie) - 1970 La Rochette (Savoie)

Profession : Boulanger

Dates de mandats : 1945 - 1958 (13 ans)

Sensibilité politique : Communiste

Premier-adjoint puis maire de La Rochette (1945 - 1947)

Résistant. Nommé conseiller municipal de La Rochette par le Comité Départemental de Libération en 1944. Conseiller municipal de La Rochette jusqu'en 1965.

Médaille de la Reconnaissance française (1948).

Rey Albert, Maurice, Louis



1913 La Rochette (Savoie) - 1976 Chermignan (Valais, Suisse)

Profession : Ingénieur chimiste, travaille au sein de l'entreprise familiale "les tanins Rey"

Dates de mandats : 1958 - 1976 (18 ans)

Sensibilité politique : Sans étiquette

Maire de La Rochette (1959 - 1976), conseiller régional (1973 - 1976)

Président du Comité Départemental d'Expansion Economique dès 1959. Conseiller municipal de La Rochette (1953).

Officier de la Légion d'honneur. Chevalier des Palmes académiques et du Mérite civil.

Canton d'élection : La Rochette

Lozac' Hmeur Michel



1928 Arvillard (Savoie) - 1984 La Tronche (Isère)

Profession : Industriel

Dates de mandats : 1976 - 1982 (6 ans)

Sensibilité politique : Tendance Centre des Démocrates Sociaux, sans étiquette

Maire d'Arvillard (1965 - 1971)

Peu de temps avant son décès dans un accident de voiture, il avait repris la firme Charlet-Moser. Initiateur du stade de ski de Val Pelouse. En 1978, il perd son fils âgé de vingt ans dans une avalanche.

Peillex François



1940 Chambéry (Savoie) –

Profession : Médecin

Dates de mandats : 1982 - 2008 (26 ans)

Sensibilité politique : Sans étiquette, Union pour la Savoie (1994), Union pour un Mouvement Populaire

Vice-président du Conseil général : 1994 - 2008

Adjoint au maire de La Rochette (1983 - 1995, 2008 - 2014), premier adjoint au maire de La Rochette (1995 - 2001)

Candidat sans succès aux législatives de 1986. Président de la communauté de communes de La Rochette-Val Gelon (1993-2001). Suppléant du sénateur Jean-Pierre Vial (1999). Conseiller municipal de La Rochette (2001-2008). Président du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (2001-2008). Président de la Société Anonyme d'Economie Mixte Savoie Labo depuis 1998. Conseiller municipal de La Rochette depuis 2014. Chevalier du Mérite agricole (2005)

Canton d'élection : La Rochette

Cuchet François



1958 Grenoble (Isère) -

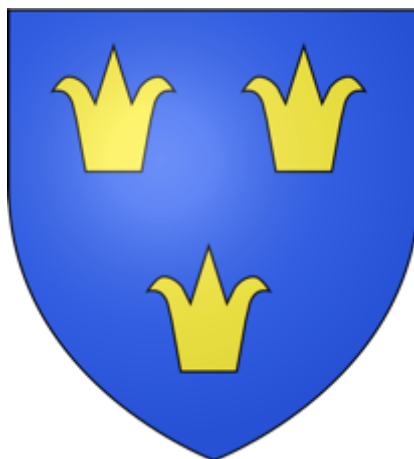
Profession : Agent Electricité De France

Dates de mandats : 2008 - en cours

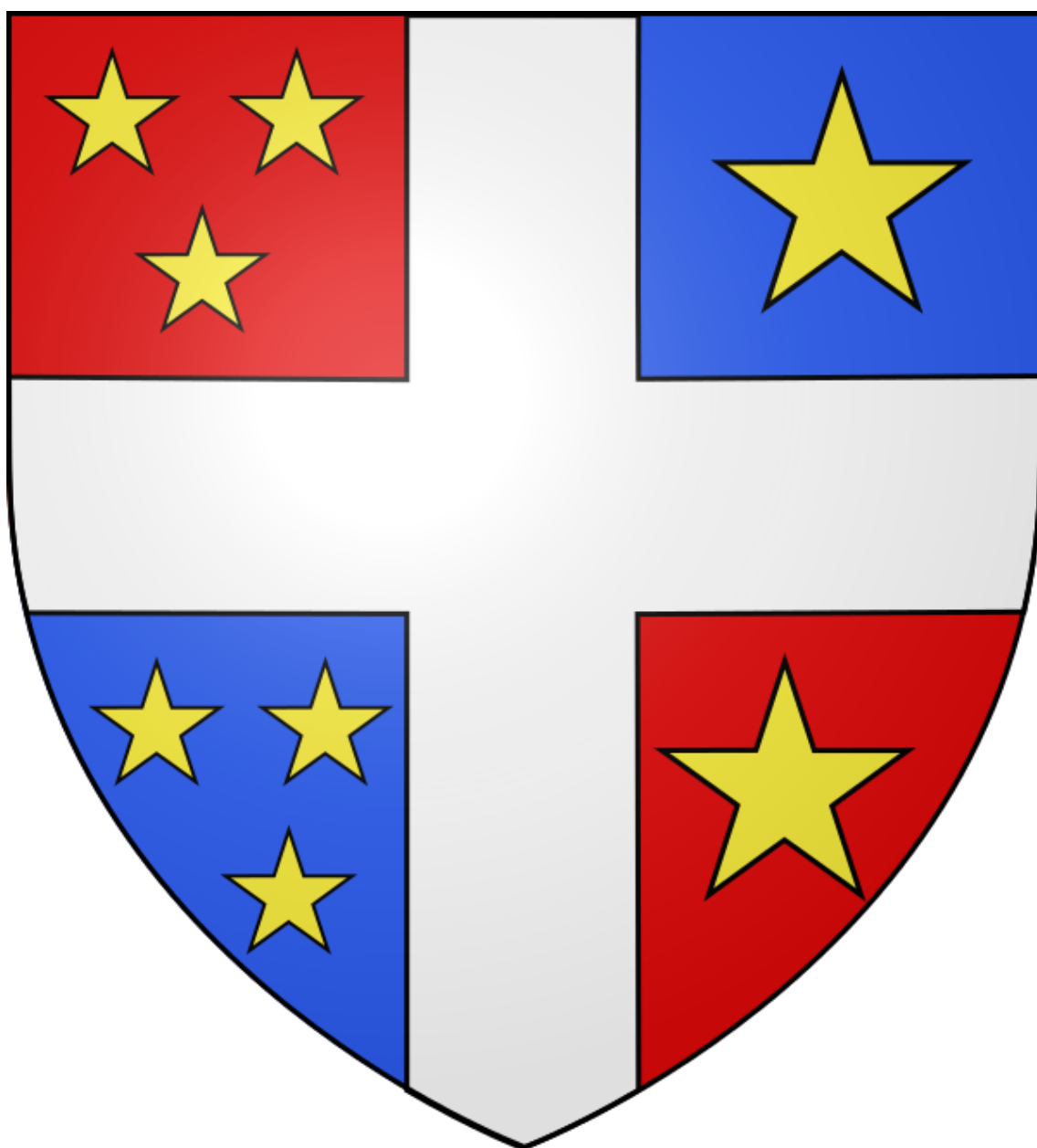
Sensibilité politique : Divers gauche

Maire d'Arvillard (2001 - 2014)

Président du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (2011-en cours). Vice-président des communes forestières de Savoie.



Canton de RUFFIEUX



Canton d'élection : Ruffieux

Vachaud Claude, Frédéric



1829 Chindrieux (Savoie) - ?

Profession : Notaire, suppléant du juge de paix

Dates de mandats : 1860 - 1883 (23 ans)

Sensibilité politique : Conservateur libéral

Bellile Alfred



1834 Rumilly (Haute-Savoie) - 1886 Chindrieux (Savoie)

Profession : Médecin

Dates de mandats : 1883 - 1886 (3 ans)

Sensibilité politique : Républicain (1883)

Maire de Chindrieux, conseiller d'arrondissement (1879 - 1883)

Canton d'élection : Ruffieux

Bouchage Jean, Baptiste, **César**



1847 Albertville (Savoie) - 1932 Nice (Alpes-Maritimes)

Profession : Clerc d'avoué et avocat à la cour d'appel de Paris. Secrétaire de maître Durier (1873 - 1895). Magistrat en 1895. Conseiller à la Guyane Française, puis à la Réunion (1902). Procureur général puis Président de la Cour d'Appel.

Dates de mandats : 1886 - 1889 ; 1890 - 1895 (8 ans)

Sensibilité politique : Républicain modéré

Membre fondateur de l'Association syndicale professionnelle des journalistes républicains français de Paris (1881). Membre de la Ligue de l'enseignement. Présenté à Jules Favre lors d'un voyage à Paris. Le député le prend "en affection". L'élection de 1889 qui voit le succès de Jules Masse est annulée et il est réélu en 1890.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 19 janvier 1919).

Masse Marie, Thérèse, Félix, **Jules**, Edouard



1848 Grenoble (Isère) - 1923 Grenoble (Isère)

Profession : Avocat

Dates de mandats : 1889 - 1890 (1 an)

Sensibilité politique : Réactionnaire

Historien de la Chautagne, il cède des documents aux Archives de la Savoie qui sont conservés sous la cote 5F.

Canton d'élection : Ruffieux

Emonet Claude-Félix



1861 Serrières-en-Chautagne (Savoie) - 1910 Chambéry (Savoie)

Profession : Médecin

Dates de mandats : 1895 - 1910 (15 ans)

Sensibilité politique : Républicain modéré (1901), Radical (1905)

Conseiller d'arrondissement, maire de Serrières-en-Chautagne

Affecté comme aide-médecin à la marine au port de Toulon, il soigne les cholériques pendant l'épidémie de 1884. Il démissionne après 1887. Engagé comme médecin de marine au moment du Tonkin. Conseiller municipal de Serrières-en-Chautagne pendant 6 ans. Médecin de l'Hôtel-Dieu de Chambéry. Médecin des prisons de Chambéry. Médecin de la protection du 1^{er} âge et chargé de la vaccination dans le canton de Ruffieux, il a fait le service pendant six ans gratuitement à cause de l'incompatibilité avec son mandat de conseiller général. Il a également soutenu "des luttes électorales très vives pour faire triompher le parti républicain dans le canton de Ruffieux où le parti réactionnaire était tout puissant. La lutte a été couronnée de succès et aujourd'hui ce canton est un des meilleurs au point de vue politique, le candidat républicain y obtient toujours une grande majorité", considérera le préfet.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 30 décembre 1906). Médaille commémorative du Tonkin (1886). Proposé pour les Palmes académiques (1899).

Dufayard Charles



1860 Coise-Saint-Jean-Pied-Gonthier (Savoie) - 1942 Serrières-en-Chautagne (Savoie)

Profession : Ancien de l'Ecole Normale Supérieure (1882), agrégé d'histoire en 1885 (il est reçu premier), docteur ès Lettres en 1892, professeur au Lycée Henri IV en 1894 puis professeur d'histoire à l'Ecole Normale de Sèvres

Dates de mandats : 1910 - 1940 (30 ans)

Sensibilité politique : Le préfet le déclare Radical-socialiste ; Républicain de gauche (1913 ; 1922)

Vice-président du Conseil général : 1937 - 1939

Maire de Serrières-en-Chautagne (1910 - 1925 ; 1934 - 1935)

Pour les élections de 1910, il n'avait pas fait acte de candidature. Président de la Commission départementale. Président d'âge du Conseil général dès 1931. Secrétaire du Conseil général. Président de la commission départementale de la natalité et de la protection de l'enfant. Auteur de plusieurs ouvrages. Chevalier (1^{er} août 1910) puis officier de la Légion d'honneur (décret du 12 août 1922).

Canton d'élection : Ruffieux

Genoud Joseph, Emile



1890 Motz (Savoie) - 1954 Serrières-en-Chautagne (Savoie)

Profession : Cultivateur

Dates de mandats : 1945 - 1951 (6 ans)

Sensibilité politique : Communiste

Maire de Serrières-en-Chautagne (1944 - 1954)

Ancien combattant de 1914-1918 et de 1939-1940. Résistant. Défenseur du monde agricole. Vice-président de la confédération générale agricole puis de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles. Il est exclu du Parti Communiste Français parce qu'indiscipliné en 1951. Battu en 1951 et 1953.

Pressevot François



1913 Serrières-en-Chautagne (Savoie) - 1988 Lyon (Rhône)

Profession : Minotier

Dates de mandats : 1951 - 1953 (2 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste

Maire de Serrières-en-Chautagne

Il est contraint de démissionner de son poste de conseiller général à la suite de démêlés avec la justice en relation avec la faillite de son entreprise.

Pignin Pierre



1913 Verdun (Meuse) - 1994 Aix-les-Bains (Savoie)

Profession : Ecole des Arts et Métiers et des Travaux Publics, ingénieur TPE, nommé subdivisionnaire des Ponts-et-Chaussées

Dates de mandats : 1953 - 1976 (23 ans)

Sensibilité politique : Indépendant de gauche

Vice-président du Conseil général : 1964 - 1976

Maire de Vions (1953 - 1977)

Il participe aux combats 1939-1940, est fait prisonnier et réussit à s'évader. Il entre ensuite dans l'Armée Secrète. Il suit les travaux du barrage de Génissiat et de celui de Seyssel. Délégué cantonal, président de la cave coopérative de Chautagne (1956-1978). Membre du comité régional de tourisme. Chevalier de l'ordre national du Mérite, des Palmes académiques et du Mérite agricole.

Rudkiewicz Francis



1944 Aix-les-Bains (Savoie) -

Profession : Artisan électricien

Dates de mandats : 1976 - 1988 (12 ans)

Sensibilité politique : Parti Socialiste

Maire de Motz (1971 - 1989 ; 1995 - 2001), adjoint du maire de Motz (1969-1971).

En 1988, il présente Yves Husson comme son successeur mais celui-ci est battu par Guy Dyen.

Canton d'élection : Ruffieux

Dyen Guy, Roger



1949 Aix-les-Bains (Savoie) -

Profession : Ecole Supérieure des Géomètres et Topographes, diplôme d'Ingénieur ESGT, géomètre-expert

Dates de mandats : 1988 - 2008 (20 ans)

Sensibilité politique : Non Inscrits (1988) ; Non Inscrits-Union pour la Savoie (2001)

Maire de Chindrieux (1987 - 2001)

Président de la Première commission de l'Assemblée des Pays de Savoie (2001-2003). Président de l'amicale des conseillers généraux (1999-en cours).

Husson Yves



1944 Aix-les-Bains (Savoie) -

Profession : Retraité de la fonction publique hospitalière (cadre)

Dates de mandats : 2008 - en cours

Sensibilité politique : Divers gauche

Maire de Chanaz (1977 - en cours)

Il est président des Maires ruraux de Savoie. Il est également vice-président de l'entente interdépartementale de démoustication. Il est administrateur du Service d'Incendie et de Secours de la Savoie. Il est également administrateur des Etablissements Publics d'Aide aux Personnes Handicapées et Dépendantes de Chindrieux et de Yenne, de la Maison d'enfants Le Val de Crène à Saint-Pierre-de-Curtille, de la Maison d'accueil spécialisé de Bassens et dans cette même ville, il est aussi administrateur de l'Institut Médico-Educatif Saint-Louis du Mont.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite (2006). Chevalier des Palmes académiques.



Canton de SAINT-ALBAN-LEYSSE



Canton d'élection : Saint-Alban-Leysse

Burdin Jean-Pierre



1947 Chambéry (Savoie) -

Profession : Ingénieur conseil en constructions civiles, en retraite

Dates de mandats : 2001 - en cours

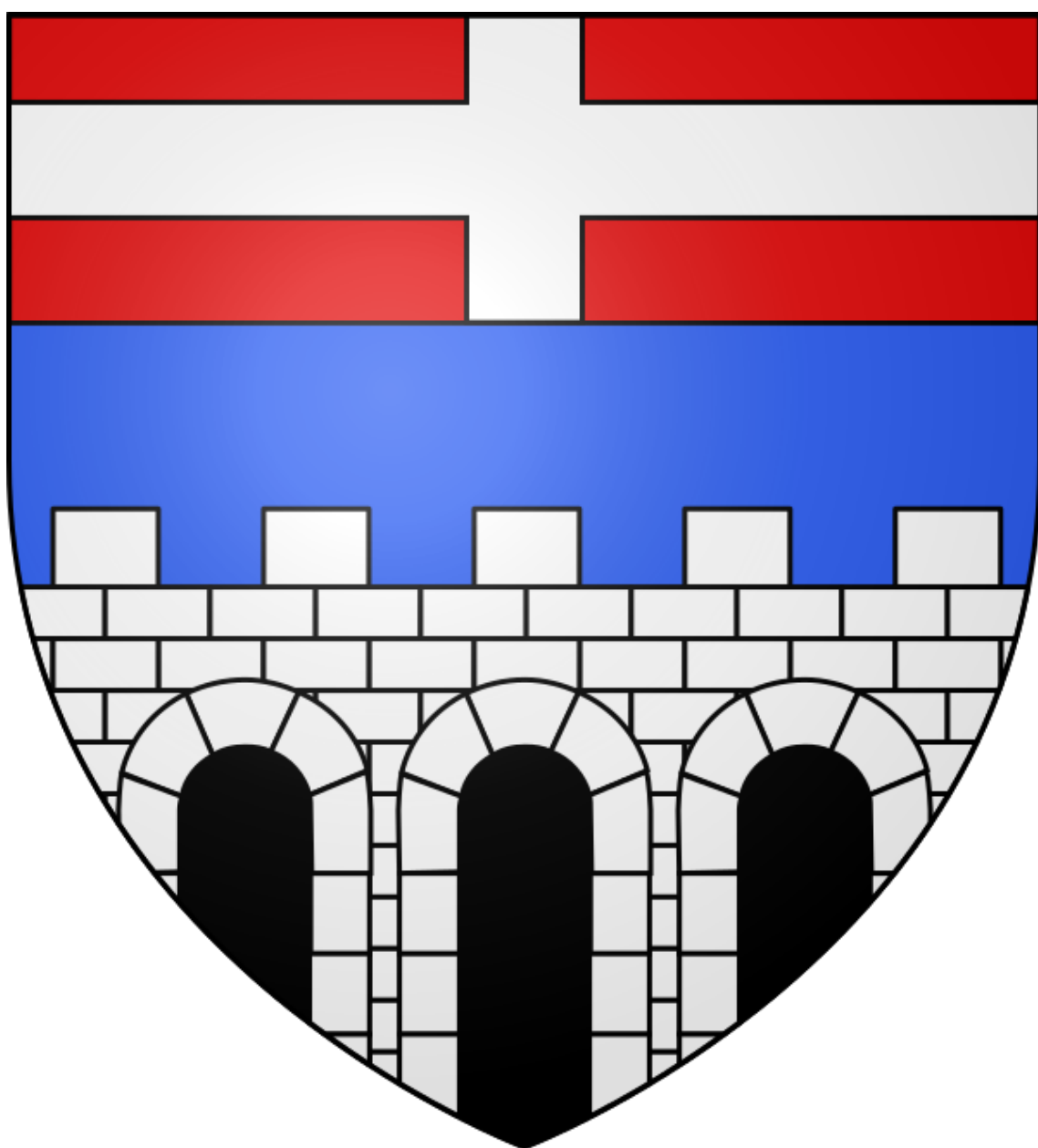
Sensibilité politique : Parti radical de gauche

Maire de Bassens (1995 - 2014)

Conseiller municipal de Bassens depuis 1995. Vice-président de Chambéry Métropole de 1995 à 2014, il en était devenu 3^{ème} vice-président, chargé de l'aménagement et du développement durable. Vice-président de la communauté d'agglomération de Chambéry à l'eau et à l'assainissement. Défenseur de la décentralisation, d'un équilibre des territoires et des services publics locaux, il engage d'importants chantiers de construction de logements dans sa commune. Président de la fédération de Savoie du Parti Radical de Gauche. Aux législatives de juin 2012, il se présente comme suppléant de la députée Bernadette Laclais (4^{ème} circonscription), qui est élue. Il est maire honoraire de Bassens.

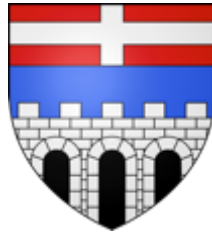


Canton de SAINT-GENIX-SUR-GUIERS



Canton d'élection : Saint-Genix-sur-Guiers

Picolet d'Hermillon Auguste



1798 Tarbes (Hautes-Pyrénées) - 1872 Saint-Genix-sur-Guiers (Savoie)

Profession : Ancien consul sarde
Dates de mandats : 1860 - 1870 (10 ans)
Sensibilité politique : Conservateur
Maire de Saint-Genix

Baron. Il naît à Tarbes où la Révolution avait jeté son père. Il participe à la campagne de 1815. Licencié de l'armée de la Loire, il rentre en Savoie et sert le Piémont. Lors de l'Annexion, étant dans la disponibilité en qualité de consul général de Barcelone, il quitte ce poste sur "la promesse d'un poste mieux rétribué". Il fut consul général du roi Charles-Albert au Chili (1838), puis à Barcelone (1852). Nommé syndic en 1860 puis maire de Saint-Genix. Sa fortune est estimée à 6 000 francs. Chevalier de la Légion d'honneur (1865).

Magnin Louis-François



1839 Saint-Genix-sur-Guiers (Savoie) - ?

Profession : Notaire puis banquier
Dates de mandats : 1870 - 1877 (7 ans)
Sensibilité politique : Conservateur libéral

En 1870, il bat Joseph Ange Bidal. Il cesse d'exercer le notariat en 1886. En 1891, on le retrouve banquier.

Canton d'élection : Saint-Genix-sur-Guiers

Bidal Joseph-Ange



1832 Saint-Genix-sur-Guiers (Savoie) - 1891 Sousse (Maroc)

Profession : Notaire

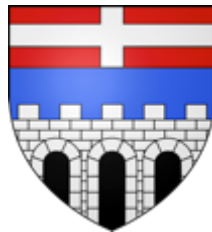
Dates de mandats : 1877 - 1883 (6 ans)

Sensibilité politique : Conservateur libéral

Maire de Saint-Genix-sur-Guiers

En 1870, il est battu par Louis-François Magnin. En 1883, il obtient 3 voix, ce qui laisse à penser qu'il ne s'est pas représenté.

Pravaz François, Hippolyte



1821 Pont-de-Beauvoisin (Isère) - 1892 Lyon (Rhône)

Profession : Propriétaire, fabricant de soieries à Lyon

Dates de mandats : 1883 - 1892 (9 ans)

Sensibilité politique : Républicain (1883)

Maire de Saint-Genix-sur-Guiers, conseiller d'arrondissement (1880 - 1883)

Délégué cantonal de l'instruction primaire. Membre de la Chambre consultative d'agriculture en 1887.

Président du comice agricole de Pont-de-Beauvoisin dès 1878.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 13 septembre 1890).

Canton d'élection : Saint-Genix-sur-Guiers

Desportes Jules-André



1843 Pont-de-Beauvoisin (Isère) - 1900 Saint-Genix-sur-Guiers (Savoie)

Profession : Industriel

Dates de mandats : 1892 - 1900 (8 ans)

Sensibilité politique : Républicain modéré (1901)

Maire de Saint-Genix-sur -Guiers

Jarre Albert



1869 Saint-Genix-sur-Guiers (Savoie) - 1940 Nice (Alpes-Maritimes)

Profession : Etudes de médecine à Lyon, docteur en médecine

Dates de mandats : 1901 - 1913 (12 ans)

Sensibilité politique : Républicain modéré (1901) ; Républicain de gauche (1905) ; progressiste de droite (1913)

Il est l'un des spécialistes de la question médicale en Savoie au début du XX^e siècle. Il s'est notamment occupé de la commission consultative des sourds et muets de Cognin.

Canton d'élection : Saint-Genix-sur-Guiers

Guillermin Jean-Louis, Victor



1867 Morestel (Isère) - 1953 Lyon (Rhône)

Profession : Notaire

Dates de mandats : 1913 - 1940 (27 ans)

Sensibilité politique : Républicain de gauche (1913) ; Radical socialiste

Maire de Saint-Genix-sur-Guiers (1901 - 1914), conseiller d'arrondissement (1905 - 1913)

Conseiller municipal de Saint-Genix (1900-1919). Membre de la commission administrative des hospices civils de Chambéry ; de la commission administrative de l'asile de Bassens ; de la commission administrative de l'établissement des sourds et muets de Cognin. Président de la caisse locale de Crédit Agricole de Saint-Genix dès 1911. Membre du conseil d'administration de la caisse régionale de Crédit Agricole de la Savoie, puis vice-président (1926-1927) et président. Président de la Fédération départementale des syndicats agricoles (1926).

Officier d'académie, officier du Mérite agricole.

Richard Jean-Marie



1898 Gerbaix (Savoie) - 1988 Novalaise (Savoie)

Profession : Créé une entreprise de travaux publics

Dates de mandats : 1945 - 1951 (6 ans)

Sensibilité politique : Section Française de l'Internationale Ouvrière

Maire de Novalaise (1944 - 1953), conseiller d'arrondissement (1936)

Ancien combattant 1914-1918. Résistant. Conseiller municipal en 1935. Président de la fanfare "l'écho de Montbel". Il succède à son oncle comme conseiller d'arrondissement.

Médaille Militaire. Croix de guerre 1914-1918. Chevalier des Palmes académiques.

Canton d'élection : Saint-Genix-sur-Guiers

Pralliaud Jean



1910 Aimargues (Gard) - 1986 Saint-Genix-sur-Guiers (Savoie)

Profession : Docteur en médecine

Dates de mandats : 1951 - 1970 (19 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste, socialiste Section Française de l'Internationale Ouvrière. Entre à la FDGS.

Maire de Saint-Genix-sur-Guiers (1953 - 1977)

Ancien interne des hôpitaux de Marseille. Membre du Conseil municipal de Saint-Genix-sur-Guiers. En 1958, il se présente aux législatives, mais il est battu par Jean Delachenal. Il ne se représente pas à sa succession à la mairie de Saint-Genix-sur-Guiers.

Officier des Palmes académiques (1966).

Guicherd Henri



1934 Avressieux (Savoie) - 1999 Avressieux (Savoie)

Profession : Agriculteur

Dates de mandats : 1970 - 1999 (29 ans)

Sensibilité politique : CDS (1985), Union pour la Savoie Front de droite (1994)

Maire d'Avressieux (1965 - 1995)

Premier président du syndicat d'aménagement du lac du Bourget, chargé de lutter contre la pollution des eaux, il a également présidé le syndicat mixte du lac d'Aiguebellette (1989-1995). Suppléant de Jean Blanc, sénateur, jusqu'en 1985. Président de la Marque Collective Savoie (décembre 1985-1987; 1993-1998). Président du Fonds Forestier Départemental. Président du Fonds d'Aide départementale pour l'Équipement des Groupements d'Agriculteurs depuis 1979.

Chevalier de l'ordre national du Mérite. Chevalier des Palmes académiques. Officier du Mérite agricole.

Canton d'élection : Saint-Genix-sur-Guiers

Arthaud-Berthet Gaston



1945 Sainte-Marie-d'Alvey (Savoie) -

Profession : Retraité des entreprises

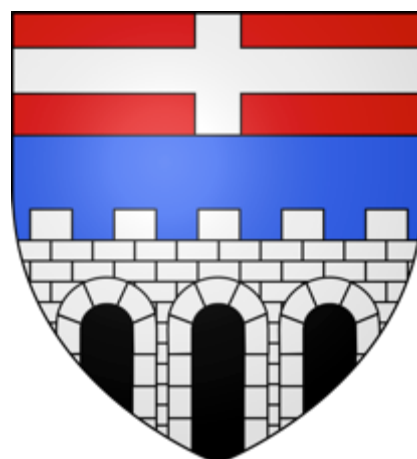
Dates de mandats : 1999 - en cours

Sensibilité politique : Divers Droite ; Union pour un Mouvement Populaire

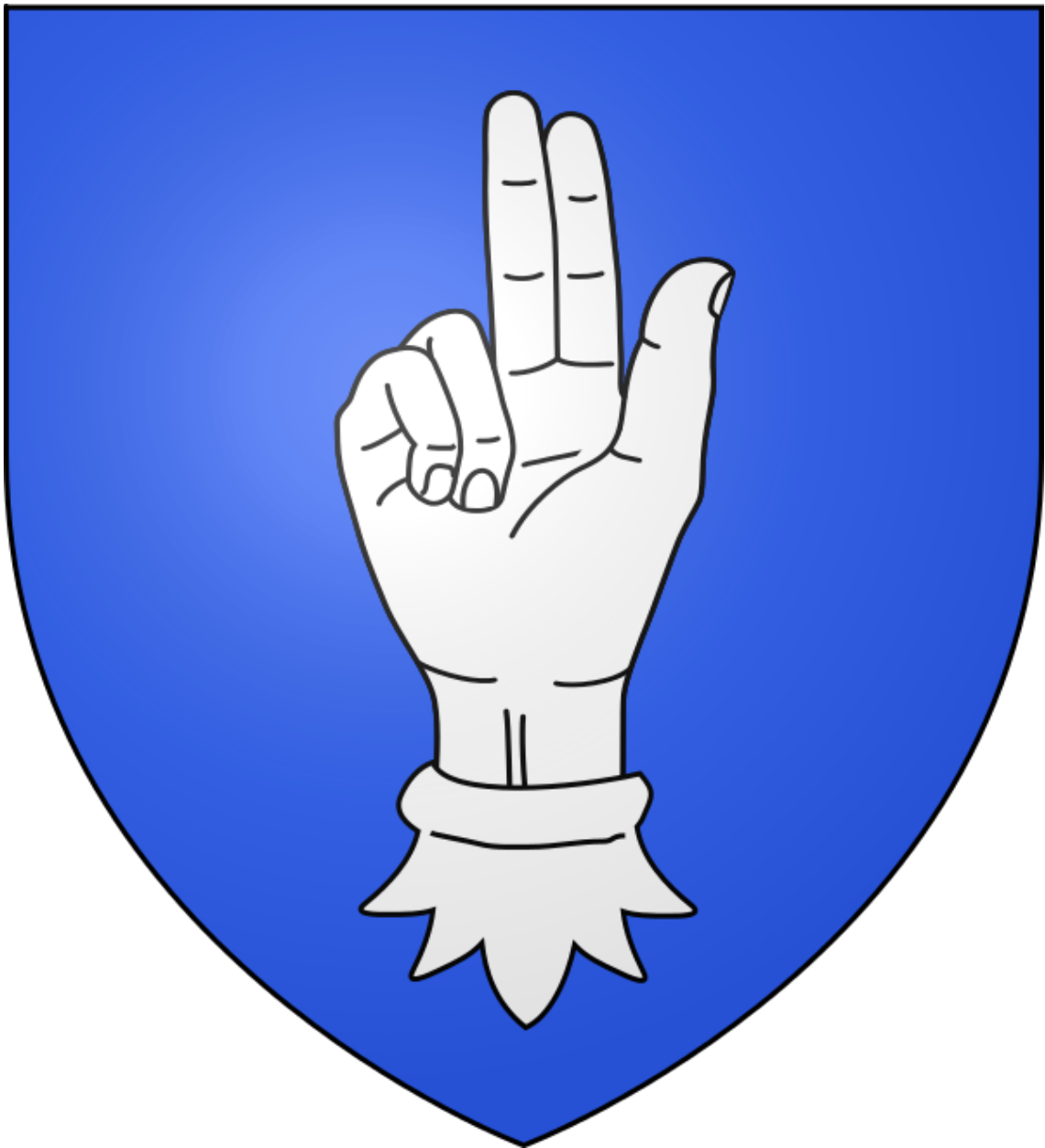
Vice-président du Conseil général : 2008 - en cours

Maire de Sainte-Marie d'Alvey (1989 - en cours)

Conseiller municipal dès 1971. Vice-président de la communauté de communes Val Guiers (2001-2014). Président du Syndicat des eaux du Paluel (1995-2013). Président de la commission locale d'insertion et du fonds solidarité logement de l'Avant-Pays Savoyard (1999-en cours). Président du Syndicat Mixte de l'Avant Pays Savoyard (2008 - en cours). Membre suppléant de la Commission nationale d'Evaluation de la Sécurité des Ouvrages Routiers.



Canton de SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE



Canton d'élection : Saint-Jean-de-Maurienne

Fay Jean-Pierre



1802 Saint-Jean-d'Arves (Savoie) - 1874 Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie)

Profession : Propriétaire, avocat au barreau de Saint-Jean-de-Maurienne. Premier adjoint et suppléant du juge de paix.

Dates de mandats : 1860 - 1871 (11 ans)

Sensibilité politique : Libéral modéré

Membre du conseil communal dès 1833. Syndic de 1839 à 1845 puis de 1845 à 1860. Conseiller provincial de 1839 à 1859. Conseiller divisionnaire en 1854.

Sa fortune est estimée à 3 000 francs. Membre du Conseil d'hygiène et du bureau de bienfaisance (1854-1861) et de la commission des hospices. C'est lui qui est à la tête de la municipalité lors du passage de l'armée d'Italie et il doit faire face à cette situation d'urgence.

Chevalier des Saints Maurice et Lazare (1854).

Petit Maurice



1816 Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) - 1885 Hermillon (Savoie)

Profession : Docteur en médecine

Dates de mandats : 1871 - 1885 (14 ans)

Sensibilité politique : Républicain (1883)

Maire de Saint-Jean-de-Maurienne

En 1870, il fait partie de la "commission municipale adjointe au maire" qui adhère sans réserve au nouveau régime. En 1871, sa fortune est estimée à 3 000 francs. Aux législatives de 1876, il se désiste en faveur de Jules Horteur.

Canton d'élection : Saint-Jean-de-Maurienne

Truchet Etienne, François, Florimond



1842 Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) - 1916 Saint-Michel-de-Maurienne (Savoie)

Profession : Etudes au collège de Saint-Jean de Maurienne, à Grenoble, pharmacien

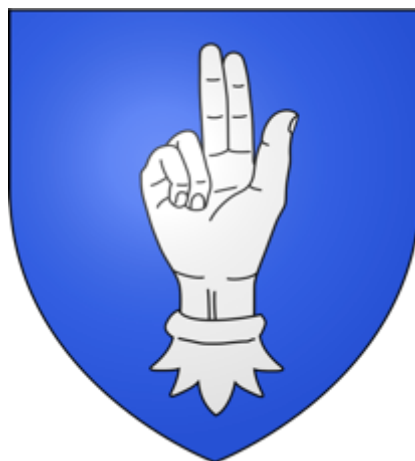
Dates de mandats : 1885 - 1901 (16 ans)

Sensibilité politique : Républicain modéré

Vice-président du Conseil général : 1896 - 1900

Maire de Saint-Jean-de-Maurienne, conseiller d'arrondissement

Il quitte le conseil d'arrondissement et il est remplacé par Antoine Deléglise. Président de la Société d'archéologie et d'histoire de Maurienne (1904-1916). Il a écrit de nombreux articles et ouvrages sur l'histoire de la Savoie, le théâtre... Fondateur du Souvenir français (pour la Maurienne) en 1909. Vice-président du syndicat départemental des pharmaciens. En 1896, écrit un essai historique sur *L'aumône du Carême*. Il est l'un des fondateurs de la Société de secours mutuels "L'Union". Président du comice agricole, du Herd-Book. Membre du Club Alpin Français. Membre honoraire des pompiers. Chevalier de la Légion d'honneur (remise par Félix Faure lors de sa visite en Savoie).



Deléglise Antoine



1856 Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) - 1917 Paris (Seine)

Profession : Avoué

Dates de mandats : 1901 - 1917 (16 ans)

Sensibilité politique : Radical (1901, 1905) ; Radical-socialiste (1913)

Vice-président du Conseil général : 1913-1917

Conseiller d'arrondissement (1885 - 1898), député (1902 - 1917)

Avoué, il prend la succession de son père. En 1895, après le décès de Jules Horteur, il se présente à l'élection législative partielle. A cette occasion, il rappelle qu'il votera "contre la séparation de l'Église et de l'Etat" qu'il considère comme "une mesure dangereuse pour la République". Il fonde en 1901 le journal *Le Mauriennais* et entre vraiment en politique avec l'affirmation du radicalisme en Savoie. Très soutenu par les républicains de son canton, il sera actif à la Chambre des députés, plutôt sur les questions fiscales et financières, il défend également les petits agriculteurs ou les intérêts savoyards. Au Palais Bourbon, il siège dans le groupe des radicaux-socialistes et il est membre de plusieurs commissions. Conseiller municipal de Saint-Jean-de-Maurienne. Vice-président du comice agricole (1885-1898), il en devient président. Il porte d'ailleurs un intérêt particulier pour les questions agricoles, en demandant de nombreuses subventions pour les syndicats d'éleveurs et les mutuelles bétail, en même temps qu'il participe à la création de l'école pratique d'agriculture en Savoie. Il est également l'un des défenseurs des planteurs de tabac, dont l'importance à cette période n'est pas à négliger puisque le Conseil général comportait même une commission des tabacs. Il s'intéresse à la promotion économique de l'arrondissement de Saint-Jean-de-Maurienne, notamment par rapport à l'élevage de mulets, aux aides qui pouvaient apporter aux forêts, ou encore à l'encouragement de l'électrométallurgie. Il est l'un des fondateurs de la caisse des écoles de Saint-Jean-de-Maurienne. Pour le sous-préfet de Saint-Jean-de-Maurienne, Antoine Deléglise est un "caractère personnel et autoritaire" qui n'a pas "l'influence qu'il pourrait avoir au Conseil général dont il est un des secrétaires". Dans un premier temps, ses rapports avec l'administration semblent peu favorables puisque le sous-préfet souligne en 1913 que "ses rapports avec l'administration paraissent redevenir satisfaisants". Peut-être à cause d'un caractère parfois difficile, il semble avoir plusieurs ennemis parmi lesquels le clergé qui "lui fit une guerre au couteau", selon un document administratif. Il semble également avoir été un ennemi personnel de Florimond Truchet son prédécesseur au Conseil général. Il réussit d'ailleurs à le faire démettre de ses fonctions de maire de Saint-Jean-de-Maurienne en intervenant à propos d'une irrégularité dans la gestion de l'hôpital. Le sous-préfet de Saint-Jean-de-Maurienne ira jusqu'à écrire qu'il était "du miel avec une pointe d'ail, une crème de vanille avec un fil de vinaigre". Malgré tout, et bien qu'étant un orateur discret, il œuvra pour le développement de son canton puisqu'il participe à l'agrandissement de la gare ferroviaire de Modane. Il demande également le doublement de la voie sur la ligne du Mont-Cenis entre Beaulard et Turin. Dans la séance du 22 avril 1918, le président du Conseil général évoque l'ardeur et la ténacité avec lesquelles il défendait au Conseil général, comme au Parlement, les intérêts de son "cher arrondissement". Il ajoute que "la Maurienne a fait une grande perte et que cette perte sera difficilement réparable" car Antoine Deléglise associait à ses capacités intellectuelles une grande puissance de travail. Il n'en "était pas moins patriote ardent que républicain sincère et convaincu". Considéré comme un "républicain [...] sans défaillances", dans une circonscription très catholique, il sera incinéré sans obsèques religieuses et léguera 10 000 francs à l'hospice de Saint-Jean. Très actif et très compétent en matière financière, il jouissait "d'un pouvoir presque absolu en Maurienne".

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Saint-Jean-de-Maurienne

Covarel Jean, Saturnin



1859 Fontcouverte (Savoie) - 1949 Fontcouverte (Savoie)

Profession : Cultivateur

Dates de mandats : 1919 - 1931 (12 ans)

Sensibilité politique : "Quelque peu opportuniste" ; progressiste (1922)

Conseiller d'arrondissement (1898 - 1919), maire de Fontcouverte

Il se préoccupe beaucoup des questions agricoles. Conseiller municipal de Fontcouverte, puis maire pendant plus de 27 ans. Vice-président de la Chambre départementale d'agriculture, de la Fédération départementale des syndicats d'élevage de la race bovine de Tarentaise. Administrateur de la Caisse départementale de réassurance mutuelle contre la mortalité du bétail. Président du comice agricole de l'arrondissement de Saint-Jean-de-Maurienne. Président du syndicat agricole, du syndicat d'élevage bovin, de la Caisse d'assurances mutuelles agricoles contre les accidents de Fontcouverte. Président de la commission administrative du bureau de bienfaisance de Fontcouverte pendant plus d'un quart de siècle.

Officier d'Académie (1913) ; commandeur du Mérite agricole.

Arnaud Jean-Marie, Octavien



1896 Saint-Sorlin d'Arves (Savoie) - 1938 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Commerçant

Dates de mandats : 1931 - 1937 (6 ans)

Sensibilité politique : Républicain-socialiste

Maire de Saint-Sorlin d'Arves (1929 - 1935)

Il obtient son certificat d'études en 1907 puis part à Paris où il est taxi. Ancien combattant 1914-1918, il a servi dans le 3^{ème} régiment de Zouaves. Il s'est présenté aux législatives de 1928 mais est battu. Mis en examen en 1935 pour escroquerie. En tant que président du syndicat de l'Arvan il aurait détourné d'importantes sommes d'argent. Il est exclu du parti Section Française de l'Internationale Ouvrière en 1937. Conseiller municipal de Saint-Sorlin d'Arves (1928).

Canton d'élection : Saint-Jean-de-Maurienne

Sibué Louis, Camille



1902 Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) - 1957 Paris (Seine)

Profession : Professeur à l'école primaire supérieure puis économe. Employé du ministère de la Reconstruction

Dates de mandats : 1937 - 1940 ; 1945 - 1957 (15 ans)

Sensibilité politique : Section Française de l'Internationale Ouvrière

Vice-président du Conseil général : 1945 - 1951

Député (1936 - 1940 ; 1951 - 1956)

Issu d'un milieu modeste, il obtient une bourse pour ses études. Il sort major de l'Ecole Normale d'Albertville où il est entré à 16 ans, il part ensuite à Lyon pour étudier les lettres et l'histoire. Il revient en Savoie pour enseigner à Saint-Jean-de-Maurienne puis devenir professeur à l'Ecole Normale d'Albertville en 1932. Dès 1925, il milite à la Section Française de l'Internationale Ouvrière. Il devient le porte-parole de tendance Léon Blum en Savoie. Il est marxiste, sans être favorable aux communistes. Directeur politique du *Socialiste savoyard* (1933), secrétaire fédéral à la fin des années 1940. En 1936, lors de sa seconde tentative aux législatives, il bat le député sortant Henri Falcoz, "en bénéficiant d'un retour de flamme anticléricale, de la peur des Croix-de-Feu et de l'appui décisif d'Antoine Borrel", président du Conseil général et député. Le 29 décembre 1938, il somme le "ministre des Affaires étrangères, Georges Bonnet, de s'expliquer sur l'inquiétant silence dont il avait, le 19 décembre, entouré la note de l'Italie fasciste de l'avant-veille et [il] dénonce les accords de Rome". En 1938, il refuse les accords de Munich. Bien qu'ayant voté les pleins pouvoirs au maréchal Philippe Pétain il est révoqué par Vichy de son poste d'enseignant. Il devient secrétaire régional de la Section Française de l'Internationale Ouvrière clandestine. Il est arrêté après 1943 par la Milice, ce qui lui permet d'être réhabilité par le jury d'honneur des parlementaires en 1945 pour son attitude durant la Résistance. En effet, le jury d'honneur note que "dès 1940 [il] a manifesté d'une manière constante son opposition politique à l'usurpateur, en particulier par l'organisation de réunions clandestines, la diffusion de tracts et de journaux clandestins". Il est maintenu dans le Parti Socialiste, mais est suspendu de toute délégation pour la durée d'une législature. Conseiller municipal de Saint-Jean-de-Maurienne (1929-1935 ; 1945-1957). Il quitte la Maurienne pendant la période de la guerre et n'y revient qu'après la Libération. Président des logements Habitations à Loyer Modéré (1951-1957). Il porte un intérêt particulier pour les "réalisations de logements, d'écoles ou encore de routes, d'adductions d'eau ou d'équipements électriques et touristiques". Il échoue aux législatives de 1956 et entre alors comme chef adjoint au cabinet de M. Hamadoun Dicko (ce dernier étant d'abord sous-secrétaire d'État à l'Industrie et au Commerce, puis sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil dans le cabinet Guy Mollet). En tant que député, il s'est opposé au projet d'un tunnel sous le Mont-Blanc, estimant que cela serait préjudiciable à la Maurienne. Il défend naturellement les intérêts de son arrondissement et de son département alors que François de Menthon, conseiller général et député de la Haute-Savoie mettra tout en œuvre pour que ce projet aboutisse. Libre-penseur il a des obsèques civiles à l'hôtel de ville de Saint-Jean-de-Maurienne.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; J. Maitron (dir.), *Dictionnaire biographique du monde ouvrier français*, Ed. Ouvrières, t. 41, 1992 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs*, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Saint-Jean-de-Maurienne

Pasquier Samuel, Germain



1913 Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) - 1971 Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie)

Profession : Diplômé d'études supérieures de droit public et de droit privé de la faculté de Paris, avocat

Dates de mandats : 1957 - 1958 (1 an)

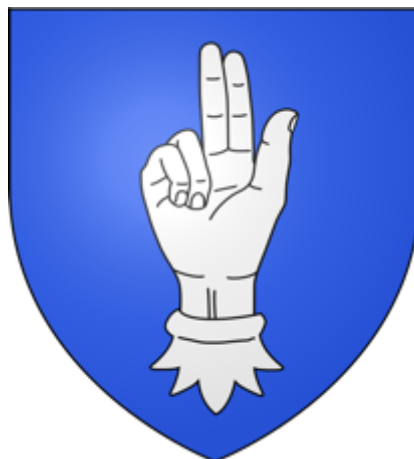
Sensibilité politique : Radical indépendant

Maire de Saint-Jean-de-Maurienne (1953 - 1971)

Ancien combattant 1939-1940. Membre du Comité départemental de la Légion, il est contacté par l'Armée Secrète pour mettre en place le maquis de Maurienne. Arrêté à deux reprises en 1943 et 1944, il est notamment incarcéré à Montluc, où il retrouve comme geôlier l'un de ses anciens officiers du fort du Lavoir. Il réussit à s'évader et rejoint l'Angleterre. Membre du réseau Carmel en janvier 1944, il est parachuté plusieurs fois pour des opérations de sabotage ou de renseignements. Administrateur de la Caisse d'Épargne depuis 1942. Vice-président du Foyer Mauriennais (société Habitat à Loyer Modéré). Bâtonnier de l'Ordre des avocats en 1970.

Officier de la Légion d'honneur. Croix de guerre 1939-1945. Médaille de la Résistance française. Médaille des évadés. Croix des services militaires volontaires. Officier du Mérite militaire, Croix du combattant volontaire. Médaille franco-britannique. Officier des Palmes académiques.

R. Perrier, *J'appartiens au silence*, La Fontaine de Siloé, 1991.



Canton d'élection : Saint-Jean-de-Maurienne

Perrier Paul, Germain, César



1921 Argentine (Savoie) - 1996 Villargondran (Savoie)

Profession : Il débute ses études à l'Ecole Primaire Supérieure de Saint-Jean-de-Maurienne avant d'intégrer l'Ecole normale d'Albertville (1939 - 1942), instituteur, directeur du collège d'enseignement technique de Saint-Michel-de-Maurienne en 1961, il est ensuite proviseur du lycée professionnel jusqu'à sa retraite

Dates de mandats : 1958 - 1994 (36 ans)

Sensibilité politique : Section Française de l'Internationale Ouvrière, Parti Socialiste

Maire de Villargondran (1953 - 1996), député (1981 - 1986), conseiller régional (1973 - 1986)

Fils d'un charron militant de la Section Française de l'Internationale Ouvrière, Paul Perrier adhère, à 15 ans, aux Jeunesses Socialistes. Il effectue une période de quelques mois dans les Chantiers de jeunesse, mais étant de la classe 1941, il est concerné par la loi du 16 février 1943, et il choisit donc de devenir réfractaire au Service du Travail Obligatoire. Il trouve alors refuge à Villargondran, le village natal de son épouse. Il y vitra les heures douloureuses du retrait des troupes allemandes à l'été 1944 et les incendies qui ont été nombreux dans la vallée de la Maurienne. Secrétaire de mairie depuis 1943 et secrétaire du comité des sinistrés de Villargondran. Après la Libération, il reprend ses activités d'enseignement en même temps qu'il poursuit celles liées à la politique. Il devient conseiller municipal de Villargondran (1947-1953) et milite au sein du Syndicat National des Instituteurs de Savoie. Conseiller syndical des instituteurs pour le canton de Saint-Jean-de-Maurienne (1951). Membre de la CAP des instituteurs en 1954, délégué des instituteurs au Conseil départemental de l'enseignement primaire. Il s'investit également dans la reconstruction du village dont il va rapidement devenir maire jusqu'à son décès. C'est sur sa commune que Péchiney implante dans les années soixante son usine d'aluminium. Membre de la Fédération des sinistrés de Savoie dès 1948. Cette fonction lui permet d'acquérir une notoriété importante. En 1957, une crue de l'Arc emporte une partie du bourg dont il est maire, mais endommage également une grande partie de la Haute-Maurienne, alors qu'il est président de la Fédération des sinistrés de Savoie. C'est en tête des manifestants qu'il a arrêté le train Paris-Rome le 22 février 1958 devant les maisons effondrées et enneigées du hameau sinistré, ce qui lui permet d'acquérir une certaine notoriété. Fondateur et animateur du Syndicat intercommunal de défense contre les émanations industrielles, il est le premier président du District de Moyenne Maurienne constitué des quatre communes de St-Jean-de-Maurienne, Villargondran, Hermillon et Le Châtel. Il impulse la zone d'activités du Pré de la Garde et la création de la Société d'Economie Mixte Maurienne Expansion. En 1973, il se présente comme suppléant de Jean-Pierre Cot. Lorsque ce dernier accède à des fonctions ministérielles, en 1981, Paul Perrier le remplace au Palais Bourbon. Il est d'abord membre de la commission des Affaires étrangères pendant deux années, il rejoint ensuite la commission de la Production et des échanges. Il participe notamment au maintien et à la modernisation, en 1982, de l'usine récemment nationalisée Aluminium Pechiney de Saint-Jean-de-Maurienne, et au développement des cartonneries de La Rochette. Il est président de l'Association des maires de Maurienne de 1974 à 1981. Un monument est inauguré en 1998 à Villargondran à la mémoire de Paul et Rosine Perrier. Il est le frère de Jean-Baptiste Perrier, conseiller général du canton d'Aiguebelle et le beau-père du conseiller régional Edouard Simonian.

Chevalier de la Légion d'honneur (1989, remise par François Mitterrand). Officier des Palmes académiques.

Canton d'élection : Saint-Jean-de-Maurienne

Merloz Roland, Jean, Louis



1939 Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) -

Profession : Instituteur pendant dix années avant de devenir conseiller pédagogique en 1970
Dates de mandats : 1994 - 2001 (7 ans)
Sensibilité politique : Parti Socialiste
Maire de Saint-Jean-de-Maurienne (1977 - 2008)

Conseiller municipal de Saint-Jean-de-Maurienne (1971-1977). Président de Maurienne Expansion en octobre 1995. Suppléant de Roger Rinchet lors de son élection au Sénat en 1995. Chevalier de l'ordre national du Mérite (1992). Chevalier des Palmes académiques (1984).

Charvoz Pierre-Marie



1967 Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) -

Profession : Secrétaire général de société (2008)
Dates de mandats : 2001 - en cours (12 ans)
Sensibilité politique : Union pour un Mouvement Populaire ; Union des Démocrates et Indépendants
Vice-président du Conseil général : 2004 - en cours
Maire de Saint-Jean-de-Maurienne (2008 - en cours)

Député suppléant du député Michel Bouvard de 2002 à 2012. En 2011, il annonce ne pas se reconnaître dans les valeurs de l'Union pour un Mouvement Populaire. Il se présente aux législatives de juin 2012 (3^{ème} circonscription) et se retrouve en ballottage face à Béatrice Santais, mais est battu. En 2013, il reçoit une médaille de bronze du tourisme en tant que maire de Saint-Jean-de-Maurienne.



Canton de SAINT-MICHEL-DE-MAURIENNE



Canton d'élection : Saint-Michel-de-Maurienne

Rostaing Jean-François



1824 Saint-Michel-de-Maurienne (Savoie) - 1887 Saint-Michel-de-Maurienne (Savoie)

Profession : Médecin

Dates de mandats : 1860 - 1871 ; 1880 - 1887 (11 ans)

Sensibilité politique : Conservateur (1864) ; Réactionnaire (1880)

Syndic (1857 - 1860), puis maire de Saint-Michel-de-Maurienne (1860 - 1887)

En 1860, sa fortune est estimée à 5 000 Francs. Sous le régime sarde, il a été conseiller provincial. En tant que maire, il participe à la rénovation du bourg de Saint-Michel-de-Maurienne. Son neveu, M. Ancenay, "fait don de tous ses biens à la commune" en son souvenir. "On lui doit notamment le champ de foire que le docteur permettait déjà d'utiliser de son vivant ainsi que deux parcelles de forêt situées sur la commune de Saint-Martin d'Arc".

B. Juillard, "Entre l'Arc et le Roc, une étape. Saint-Michel-de-Maurienne", in *L'histoire en Savoie*, n° 81, mars 1986.

Durand César



1833 Saint-Michel-de-Maurienne (Savoie) - 1898 Saint-Michel-de-Maurienne (Savoie)

Profession : Avocat

Dates de mandats : 1871 - 1874 (3 ans)

Sensibilité politique : Tendance conservatrice

Conseiller d'arrondissement (1864)

Il est président du conseil d'arrondissement. Membre du bureau d'assistance judiciaire près le tribunal de Saint-Jean-de-Maurienne. Un refuge est baptisé en 1899 à la mémoire de César Durand qui fut un membre actif de la section du Club Alpin Français de Maurienne.

Canton d'élection : *Saint-Michel-de-Maurienne*

Bonnet Alexandre



1841 Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) - 1904 Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie)

Profession : Avoué

Dates de mandats : 1874 - 1880 (6 ans)

Bertrand Francisque



1857 - ?

Profession : Imprimeur à Saint-Jean-de-Maurienne

Dates de mandats : 1887 - 1891 (4 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Membre de la Société savoisienne d'Histoire et d'Archéologie.

Canton d'élection : Saint-Michel-de-Maurienne

Gros Charles



1849 Saint-Michel-de-Maurienne (Savoie) - 1937 Saint-Michel-de-Maurienne (Savoie)

Profession : Ecrivain au chemin de fer au moment de son incorporation, greffier
Dates de mandats : 1891 - 1898 (7 ans)
Sensibilité politique : Républicain modéré
Conseiller d'arrondissement

Président de la Société de Secours de Saint-Michel-de-Maurienne.

Perrin Alexis



1843 Valmeinier (Savoie) - 1910 Chambéry (Savoie)

Profession : Industriel
Dates de mandats : 1898 - 1904 (6 ans)
Sensibilité politique : Républicain-indépendant (1901)
Maire de Valmeinier, conseiller d'arrondissement

Souvent absent lors des séances. L'élection est contestée par Charles Gros, mais elle n'est pas invalidée.

Canton d'élection : Saint-Michel-de-Maurienne

Richard Joseph François



1848 Saint-Michel-de-Maurienne (Savoie) - 1929 Saint-Michel-de-Maurienne (Savoie)

Profession : Propriétaire-cultivateur

Dates de mandats : 1904 - 1919 (15 ans)

Sensibilité politique : Rallié (1905)

Maire de Saint-Michel-de-Maurienne (1888 - 1908), conseiller d'arrondissement

Lors des élections de 1919, il est malade et il ne se représente pas, appelant ses électeurs à voter pour Félix Buttin.

Buttin Joseph, Félix



1868 Saint-Michel-de-Maurienne (Savoie) - 1926 Chambéry (Savoie)

Profession : Etudes de droit, notaire

Dates de mandats : 1919 - 1926 (7 ans)

Sensibilité politique : Entente Républicaine (1922)

Maire de Saint-Michel-de-Maurienne (1919 - 1926), conseiller d'arrondissement (1901 - 1919)

Conseiller municipal (1892 - 1926).

"Eloge nécrologique de M. Félix Buttin", *Société d'histoire et d'archéologie de Maurienne*, 1928, S. II, T. VII, p. 13.

Canton d'élection : Saint-Michel-de-Maurienne

Fayen Rémi, Charles



1863 Allevard (Isère) - 1937 Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie)

Profession : Industriel

Dates de mandats : 1926 - 1934 (8 ans)

Sensibilité politique : Républicain de gauche

Maire de Saint-Michel-de-Maurienne (1910 - 1919 ; 1926 - 1929)

Administrateur de la société des plâtrières du Sud-Est. Il est directeur de la société des mines de Saint-Michel et de Sordières. Conseiller municipal de Saint-Michel-de-Maurienne. Président de la section cantonale des pupilles de la Nation. Proposé en 1927 pour être officier d'Académie.

Ferrier Vincent



1890 Saint-Michel-de-Maurienne (Savoie) - 1960 Chambéry (Savoie)

Profession : Chef-comptable à la Compagnie d'Alais-Frogès et Camargue

Dates de mandats : 1934 - 1940 (6 ans)

Sensibilité politique : Républicain de gauche

Maire de Saint-Michel de Maurienne (1931 - 1935)

Président de la commission municipale scolaire (1925-1932). Fondateur et président de la Caisse des écoles de Saint-Michel-de-Maurienne (1932-1935). Proposé pour les Palmes d'officier d'Académie (1935).

Canton d'élection : Saint-Michel-de-Maurienne

Charvoz Joseph



1899 Saint-Michel-de-Maurienne (Savoie) - 1976 Aix-les-Bains (Savoie)

Profession : Cultivateur. Employé à la sécurité sociale.

Dates de mandats : 1945 - 1949 (4 ans)

Sensibilité politique : Communiste

Maire de Saint-Michel-de-Maurienne (1944 - 1947)

Secrétaire de la Confédération Générale des Travailleurs. Organisateur des maquis de Maurienne malgré son infirmité. Directement en liaison avec Lucien Rose, il a organisé la Résistance en Haute-Maurienne. Il accepte sur proposition de l'Armée Secrète que sa boulangerie soit le lieu de réception des réfractaires. Il ravitaille également le maquis. Suite à une dénonciation de trois réfractaires, il est arrêté par les Italiens le 25 avril 1943, et interné au fort de l'Esseillon. Il est libéré en septembre 1943 à la suite de l'armistice. Il entre dans la clandestinité et contribue à la formation des groupes Francs-Tireurs et Partisans du Mont Vernier et du Mont Pascal. Militant syndicaliste dévoué de la Confédération Générale des Travailleurs, il a également la confiance des syndicats chrétiens. Président cantonal du Comité Départemental de Libération. Nommé maire de Saint-Michel puis élu en 1945, il démissionne en 1947 suite à une inculpation dans une affaire d'attentat par explosifs en 1946. Médaille de la Résistance (JO du 13 janvier 1946).

Roger More (abbé), *Totor chez les FTP ou la résistance vécue*, Chambéry, 1973, 160 p. ; R. Perrier, *J'appartiens au silence*, La Fontaine de Siloé, 1991.

Chinal Donat Philippe



1906 Orelle (Savoie) - 1989 Chambéry (Savoie)

Profession : Dessinateur industriel puis ingénieur en génie civil

Dates de mandats : 1949 - 1979 (30 ans)

Sensibilité politique : Centre gauche, proche de l'Union Démocratique et Socialiste de la Résistance ; radical (1961)

Maire d'Orelle (1947 - 1989)

Sur certains documents, il est possible de trouver : Chinal-Donat. Il a de nombreuses responsabilités notamment au sein de l'Office départemental d'Habitat à Loyer Modéré. En 1979, il est doyen d'honneur du Conseil général.

Chevalier de la Légion d'honneur. Chevalier des Palmes académiques et du Mérite agricole (1946).

Canton d'élection : Saint-Michel-de-Maurienne

Anselme Félix



1943 Fontcouverte (Savoie) -

Profession : Instituteur spécialisé
Dates de mandats : 1979 - 1992 (13 ans)
Sensibilité politique : Parti Socialiste
Maire de Saint-Michel-de-Maurienne (1989 - 2008)

Conseiller municipal de Saint-Michel-de-Maurienne (1977-1989). Président d'honneur du comité "Espace alu". C'est lui qui a été à l'origine de la création de cet espace dédié à l'épopée de l'aluminium dans les Alpes. En effet, c'est en 1999, qu'il décide son Conseil municipal pour qu'il réponde favorablement à la demande de l'Association pour un musée mauriennais de l'aluminium qui collectait des informations depuis plusieurs années. Le musée est alors inauguré en 2007.

Juillard Bernard, François



1952 Saint-Michel-de-Maurienne (Savoie) -

Profession : Professeur
Dates de mandats : 1992 - 2004 (12 ans)
Sensibilité politique : Union pour la Savoie ; Divers Droite (1998)
Maire de Saint-Michel-de-Maurienne (1986 - 1989)

Membre la commission permanente.

Canton d'élection : Saint-Michel-de-Maurienne

Gallioz Jean-Michel



1946 Saint-Michel-de-Maurienne (Savoie) -

Profession : Retraité France Télécom

Dates de mandats : 2004 - en cours

Sensibilité politique : Savoie Pour Tous ; Divers Gauche (2011)

Premier adjoint au maire de Saint-Michel (1989 - 2008), maire de Saint-Michel-en-Maurienne (2008 - en cours)

Vice-président du Syndicat du Pays de Maurienne en charge de l'agriculture et de la forêt.
Chevalier du Mérite Agricole.





Canton de SAINT-PIERRE D'ALBIGNY



Canton d'élection : *Saint-Pierre d'Albigny*

Perret Claude-François



1807 Saint-Pierre d'Albigny (Savoie) - 1865 Saint-Pierre d'Albigny (Savoie)

Profession : Médecin

Dates de mandats : 1860 - 1864 (4 ans)

Maire de Saint-Pierre d'Albigny

En 1860, sa fortune est estimée à 25 000 francs. Sous le régime sarde, il fut conseiller provincial.

Millioz Auguste



1809 Saint-Pierre d'Albigny (Savoie) - 1884 Saint-Pierre d'Albigny (Savoie)

Profession : Notaire, suppléant du juge de paix

Dates de mandats : 1864 - 1883 (19 ans)

Sensibilité politique : Libéral de droite puis de gauche

Adjoint au maire de Saint-Pierre d'Albigny, conseiller d'arrondissement (1860 - 1864)

C'est lui qui enregistre l'acte de décès de Claude-François Perret à qui il succède au Conseil général.

Canton d'élection : *Saint-Pierre d'Albigny*

La Chambre (de) Guillaume, Alban, César, Marie dit **William**



1844 Chambéry (Savoie) - 1929 Cruet (Savoie)

Profession : Propriétaire
Dates de mandats : 1883 - 1889 (6 ans)
Sensibilité politique : Réactionnaire (1883)
Maire de Cruet

Marquis. Son parrain est Alban-Jean de Ville de Quincy, le père de Jules et Ernest Ville de Quincy. Il se présente en 1876, puis en 1881, aux législatives dans le canton de Chambéry-Sud mais est battu par François Bel. Il reste dix-huit années à la mairie de Cruet et il a fait de don de plusieurs terrains, notamment celui où se trouve l'église. En tant que conseiller général, il a été l'un des artisans de l'assèchement des marais le long de l'Isère.

Laurent Guy, Jacques, **Jules**



1859 La Chavanne (Savoie) - 1915

Profession : Négociant, industriel
Dates de mandats : 1889 - 1907 (19 ans)
Sensibilité politique : Républicain modéré, républicain (1901), radical (1905)
Maire de Saint-Pierre-d'Albigny

On peut également le trouver sous le nom de Guy.

Canton d'élection : Saint-Pierre d'Albigny

Delachenal Joseph



1881 Chambéry (Savoie) - 1970 Paris (Seine)

Profession : Il débute ses études au collège de Saint-Pierre-d'Albigny. Une fois bachelier, il rejoint Grenoble où il étudie le droit. Il est ensuite étudiant à Lille. Il remporte le premier prix du concours général de licence des Facultés de droit en 1900. Docteur en droit civil et en droit public, il échoue à l'agrégation de droit. En 1906, il ouvre un cabinet d'avocat.

Dates de mandats : 1907 - 1931 ; 1937 - 1940 (24 ans)

Sensibilité politique : Fédération républicaine (1910), Progressiste (1922), Union Républicaine et Démocratique (1945)

Maire de Saint-Pierre-d'Albigny (1925 - 1947), député (1910 - 1914 ; 1919 - 1924 ; 1945 - 1958)

Il est issu d'une famille de la bourgeoisie savoyarde du canton d'Ugine, son grand-père ayant été député au Parlement de Turin et syndic de Chambéry. Son père est titulaire d'une chaire de droit civil, en 1875, lors de la création de l'Université catholique de Lille. En 1900, il soutient deux thèses qui sont consacrées aux pouvoirs de la femme mariée sur les biens communs et aux caisses régionales de Crédit agricole. En 1902, il débute une carrière universitaire à Lille, mais celle-ci sera de courte durée puisqu'en 1906, il ne peut obtenir un poste à l'Université de Grenoble pour des raisons politiques. Après le décès de son père, survenu en 1906, et son échec à l'agrégation, il choisit d'ouvrir un cabinet d'avocat à Chambéry. L'année suivante il s'installe à Saint-Pierre-d'Albigny, dont il devient conseiller municipal en 1908. En rapport avec l'abbé Théophile Paravy, il participe au développement, dans le diocèse de Chambéry, des œuvres sociales et participe à l'implantation de l'Association Catholique de la Jeunesse Française, même s'il ne bénéficie pas d'un véritable soutien de la part de l'archevêque Mgr Dubillard. En 1908, il crée l'hebdomadaire *La Vie du Peuple*, dans "lequel il se propose de démontrer aux paysans et aux ouvriers les avantages de l'organisation professionnelle et des mutuelles". Christian Sorrel rappelle qu'en dix-huit mois de 1907 à 1908, Joseph Delachenal "participe à une vingtaine de projets sociaux". Lors de ses tournées pour les législatives de 1914, il est accompagné par le jeune Pierre Cot. En tant que député, il défend "des propositions de loi sur les assurances mutuelles et les retraites ouvrières". L'élection de 1925 est contestée mais validée par le Conseil d'Etat (11 juin 1926). Au cours de cette élection, les militants d'Action française avaient d'ailleurs essayé d'entraver son élection, notamment suite à la création - à son initiative - au milieu des années 1920 de l'Union Républicaine de Savoie, un organisme électoral auquel participait le tout jeune Mouvement Démocrate Populaire. Son élection à la mairie de Saint-Pierre-d'Albigny en 1919 est annulée et il doit attendre 1925 pour obtenir le siège. En 1931, après son échec aux élections du Conseil général, il devient professeur à l'Institut catholique de Paris. En 1937, il bat John Charrière qui l'avait battu aux précédentes élections. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, il ne semble pas avoir une attitude particulière et en avril 1945 il est même réélu à la mairie de Saint-Pierre-d'Albigny. Après 1945, il se retire de la politique locale, son fils Jean lui succédant. Elu à nouveau au Palais Bourbon, il est inscrit au groupe Indépendant et Paysan. Il vote les lois Marie et Barangé. Concernant la question indochinoise, il se singularise, le 27 octobre 1953, car il est le seul Indépendant et Paysan à voter contre l'ordre du jour favorable au Gouvernement Laniel et le 9 mars 1954, il propose de répondre favorablement à l'invitation au cessez-le-feu formulée par Nehru. Le 23 juillet, il est rejoint par la majorité de ses amis pour approuver les accords de Genève qui mettent fin aux hostilités en Indochine.

C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009 / -, *Les Catholiques savoyards. Histoire du diocèse de Chambéry, 1890-1940*, La Fontaine de Siloé, 1995 / -, "Un modéré en politique : le catholique Joseph Delachenal (1881-1970), député de la Savoie", *Chrétiens et sociétés*, 18, 2012, p. 137-163.

Canton d'élection : Saint-Pierre d'Albigny

Charriere John



1891 Cranves-Sales (Haute-Savoie) - 1970 Saint-Pierre d'Albigny (Savoie)

Profession : Vétérinaire

Dates de mandats : 1931 - 1937 (6 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste

En 1931, il bat Delachenal qui le rebat en 1937. La médaille de Juste parmi les Nations lui est décerné pour l'aide apportée, avec son épouse, à des enfants Juifs qu'ils cachaient dans le préventorium dont son épouse était en charge à Saint-Jean-de-La-Porte.

Canton Marius



1905 Cruet (Savoie) - 1983 Chambéry (Savoie)

Profession : Viticulteur

Dates de mandats : 1945 - 1951 (6 ans)

Sensibilité politique : Section Française de l'Internationale Ouvrière

Maire de Cruet (1935 - 1971)

Résistant, membre du Comité Départemental de Libération. Président de la Mutualité Sociale Agricole de Savoie. Vice-président de la commission départementale du syndicat de l'Isère et de l'Arc. Il a beaucoup œuvré pour la reconnaissance des vignobles. Il se représente en 1958 mais est battu par Jean Delachenal. Il s'est présenté aux législatives de 1945 sur la liste Marcet, mais n'est pas élu. Officier du Mérite agricole.

Canton d'élection : Saint-Pierre d'Albigny

Delachenal Jean



1924 Saint-Pierre-d'Albigny (Savoie) -

Profession : Fait ses études à Grenoble puis à Lyon, licencié en droit. Avocat à la cour. Inscrit au barreau de Chambéry de 1946 à 1991

Dates de mandats : 1951 - 1976 (25 ans)

Sensibilité politique : Indépendant

Vice-président du Conseil général : 1961 - 1976

Maire de Saint-Pierre d'Albigny (1947 - 1971), député (1958 - 1973)

Il est le fils de Joseph Delachenal, conseiller général de Saint-Pierre-d'Albigny et député. Il est le frère de Pierre Delachenal, premier commandant de la Patrouille de France. A 20 ans, en 1944, il s'engage dans la section d'Eclaireurs Skieurs du 13^{ème} Bataillon de Chasseurs Alpains, où il participe aux combats de la Libération, notamment au Roc Noir, ce qu'il ne manque pas de mettre en valeur lors des législatives de 1958. Il souligne en effet son engagement patriotique. Il est le plus jeune maire de France en 1947. Le 5 octobre 1957, un congrès des Indépendants et Paysans de Savoie, réuni à Chambéry, choisit Jean Delachenal, par un vote secret où il remporte 823 voix sur les 859 votants, pour être leur représentant aux législatives de l'année suivante. Il accepte cette proposition en sachant pourtant "grâce à l'exemple donné par [s]on père, combien la tâche de parlementaire demande du dévouement, de l'esprit civique et ne peut être source de profit personnel lorsqu'elle est exercée honnêtement". Dans sa profession de foi, en ces temps troublés, il écrit qu'"une politique généreuse à l'égard des territoires d'outre-mer et de l'Algérie nécessaire pour permettre aux peuples issus de races différentes de pouvoir vivre fraternellement ne doit pas pour autant faire oublier les difficultés monétaires et économiques" du pays. Il souligne également que l'agriculture savoyarde, encore importante, doit être soutenue, car elle "constitue une ressource essentielle pour [la] région". Il évoque le problème de la sécurité sociale dans le monde agricole, en soulignant que les cultivateurs doivent avoir les mêmes garanties que les autres professions et surtout que la "sécurité sociale doit être appliquée à tous" car il estime qu'il s'agit là d'une "œuvre de solidarité nationale". Inscrit parmi les Indépendants et Paysans d'Action Sociale puis les Indépendants Paysans (Giscardien), Jean Delachenal est vice-président de la commission des Lois à partir de 1971. La même année, il est élu vice-président de l'Assemblée nationale en 1971. Président du Comité Régional de Tourisme en 1976, de la Société départementale d'équipement, il est également membre de la société d'autoroute Lyon-Chambéry, de la Société du développement du thermalisme et du tourisme d'été, du Comité départemental d'Habitation à Loyer Modéré. Secrétaire du Conseil général de 1951 à 1962. Benjamin du Conseil général au moment de son élection.

Chevalier de la Légion d'honneur. Croix de guerre 1939-1945.

Canton d'élection : Saint-Pierre d'Albigny

Ménart Michel



1928 Livry-Gargan (Seine-et-Oise) -

Profession : Faculté de médecine de Paris, ancien interne des hôpitaux de Paris, médecin

Dates de mandats : 1976 - 2001 (25 ans)

Sensibilité politique : Parti Socialiste

Adjoint au maire de Saint-Pierre d'Albigny (1971 - 1989), maire de Saint-Pierre d'Albigny (1995 - 2001)

Secrétaire du Conseil général (1979-1985). Conseiller municipal de Saint-Pierre d'Albigny (1989-1995). Président du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples du canton de Saint-Pierre d'Albigny (1976-1989). Président du Syndicat à la carte du canton de Saint-Pierre d'Albigny.

Boisson Jean-Louis



1940 Saint-Pierre d'Albigny (Savoie) - 2014

Profession : Diplômé de l'Ecole Nationale des Arts et Métiers. Directeur général des services de la commune de La Ravoire.

Dates de mandats : 2001 - 2008 (6 ans)

Sensibilité politique : Divers Droite

Président de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'énergie du canton de Saint-Pierre d'Albigny. Président du syndicat inter-hospitalier de Savoie. Membre de la 2^{ème} commission de l'Assemblée des Pays de Savoie.

Canton d'élection : Saint-Pierre d'Albigny

Brunet Christiane



1964 Chambéry (Savoie) -

Profession : Responsable du secteur Asie dans une entreprise de transport international. Elle effectue ensuite une reconversion dans l'enseignement et travaille dans un lycée professionnel pour des classes de BEP vente et préparation aux concours.

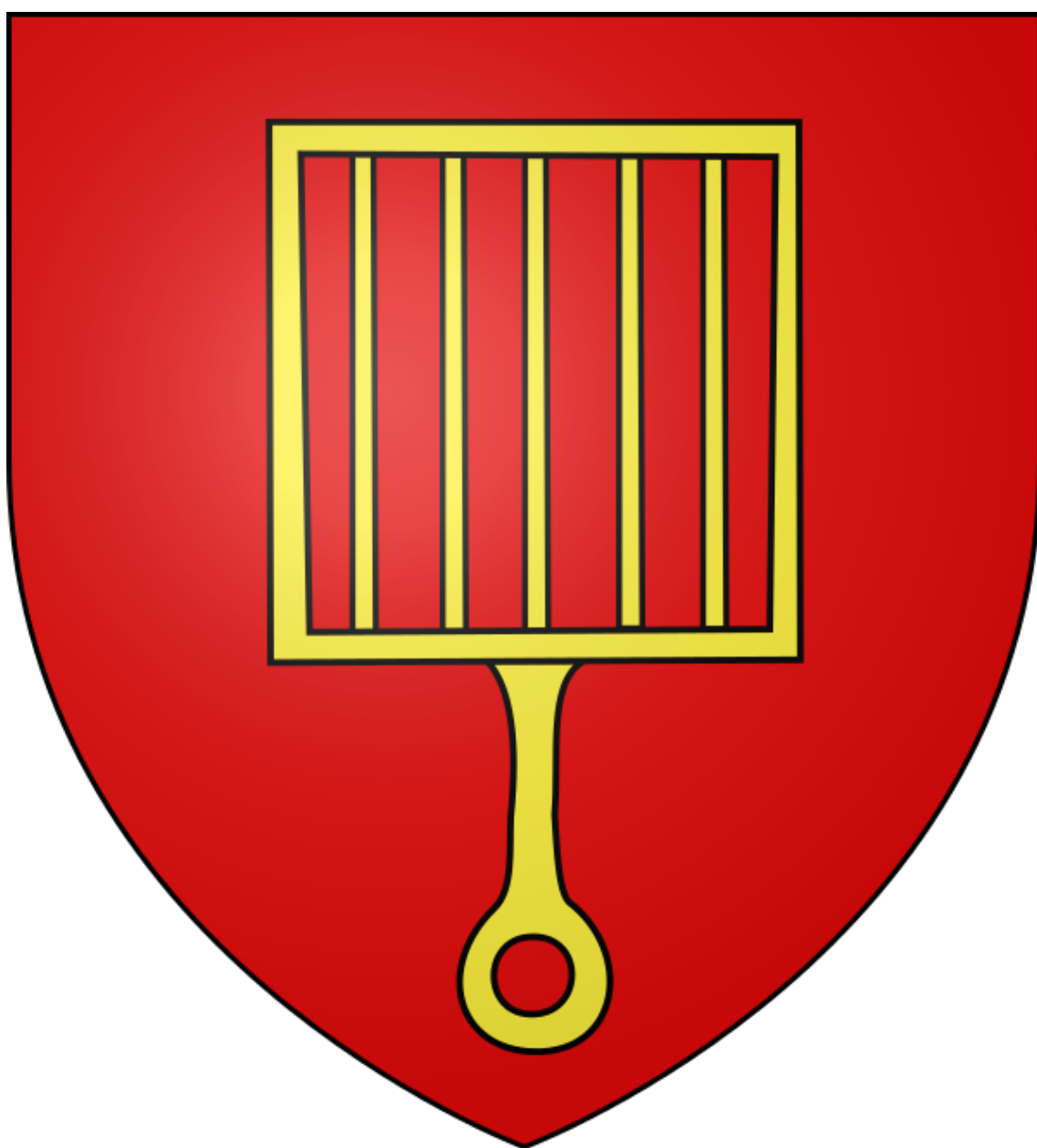
Dates de mandats : 2008 - en cours

Sensibilité politique : Divers Droite

Membre actif de l'association d'animation de la commune de Freterive. Présidente d'une association à vocation humanitaire sur Majunga (Madagascar). Déléguée par le Conseil général au conseil d'administration du collège les Frontailles (Saint-Pierre d'Albigny). Conseillère municipale à Saint-Pierre d'Albigny. Conseillère communautaire à la communauté de communes de la Combe de Savoie.



Canton d'UGINE



Canton d'élection : Ugine

Berthet Isidore, François



1826 Ugine (Savoie) - 1889 Ugine (Savoie)

Profession : Notaire

Dates de mandats : 1860 - 1867 ; 1871 - 1889 (25 ans)

Sensibilité politique : Libéral (1864) ; Républicain modéré

Vice-président du Conseil général : 1884 - 1889

Syndic (1857 - 1860), puis maire d'Ugine (1860 - 1889)

Capitaine de la Garde Nationale du 21 mai 1848 au 6 février 1857. Secrétaire des communes d'Ugine, de Cohennoz, Héry de 1848 à 1860, il s'occupe de Marthod en plus des autres communes en 1859. Conseiller provincial d'Albertville (1856-1858). En 1859, alors qu'il est syndic d'Ugine, il fait face à l'inondation et pour les services exceptionnels rendus à cette occasion, il reçoit une lettre de l'Intendant d'Albertville en date du 28 novembre 1859. Suppléant du juge de paix (1868-1889). Par décision du conseil municipal d'Ugine de 1884, il est le parrain de la cloche destinée la paroisse Saint-Laurent d'Ugine alors que sa fille unique Alix en est la marraine. Cette dernière est l'épouse d'Auguste Proust, conseiller général d'Ugine et de ce fait la mère de Paul Proust, conseiller général et député. Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 29 décembre 1882).

Martin Constant



1817 Flumet (Savoie) - 1900 Albertville (Savoie)

Profession : Notaire, suppléant du juge de paix, géomètre

Dates de mandats : 1867 - 1871 (4 ans)

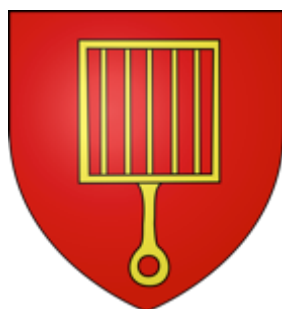
Sensibilité politique : Neutre

Maire (1848), Conseiller d'arrondissement

Membre des commissions de patentes pour le canton d'Ugine. Procureur fiscal pour le mandement d'Albertville.

Canton d'élection : Ugine

Berthet Louis, Jean, Hyacinthe



1857 Ugine (Savoie) - 1896 Paris (Seine)

Profession : Interne des hôpitaux de Lyon (promotion 1880), docteur en médecine de l'université de Lyon

Dates de mandats : 1889 - 1896 (7 ans)

Sensibilité politique : Républicain progressiste ; Républicain modéré

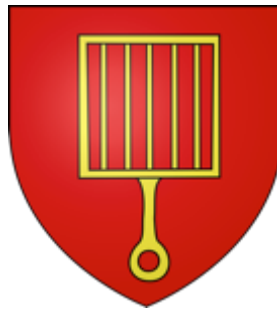
Député (1896)

Il est le neveu d'Isidore Berthet à qui il succède comme conseiller général. A son propos, Jules Armand dans ses *Souvenirs* écrit : "Fils du percepteur d'Albertville, neveu du notaire Berthet [...] précédé d'une réputation méritée par des fortes études [...] allié à une des plus honorables familles d'Albertville, la famille Horteur, le docteur Berthet ne pouvait être que favorablement accueilli comme médecin praticien. Ajouter une belle prestance, une haute stature, du dévouement, du désintéressement. Au point de vue médical, c'était parfait. Mais au fond de sa pensée, Berthet ne venait point à Albertville pour y exercer le dur métier de médecin des campagnes". Il poursuit en rappelant que "Pierre Blanc portait allègrement ses 86 ans ; cependant il ne pouvait vivre éternellement. Une vacance ne tarderait pas à se produire. Berthet aspirait à remplacer le vieil Allobroge et cette ambition était fort légitime". Il est l'un des fondateurs du journal *Le Réveil d'Albertville*. Du côté maternel, il est apparenté au poète Ducis. Il se rend à Marseille au moment de l'épidémie de choléra. Il exerce dans des villes d'eau (Divonne-les-Bains ; Bourbon-Lancy) avant de revenir s'établir à Albertville, avec des ambitions politiques explicites. Il est à plusieurs reprises secrétaire du Conseil général. Il est également rapporteur d'une commission spéciale qui, en août 1891, sur sa proposition, décide d'employer les 45 000 francs provenant du pari mutuel pour l'achat de rentes dont le revenu servira à l'envoi et l'entretien d'enfants scrofuleux ou rachitiques aux eaux de Salins. En tant que médecin, il montre les bienfaits de ces eaux. La décision est acceptée. C'est le décès de Pierre Blanc qui lui permet d'accéder au Palais Bourbon, où il ne siège que peu de temps puisqu'il est élu en juin et il décède le 1^{er} décembre de la même année. Dans son éloge funèbre, qui est prononcé au cours de la séance du 2 décembre 1896, le président de l'Assemblée nationale, Henri Brisson, rappelle que Berthet est le "digne continuateur de Pierre Blanc dont les allocutions étaient toutes pleines de la mémoire de ces Allobroges qui s'étaient donnés à nous [à la France] en 1792". Il est le cousin germain de Louis Milliand, conseiller général d'Albertville en 1919. C'est d'ailleurs ce dernier qui déclare son décès alors qu'il est étudiant en droit à Paris.

C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009 ; *Entre médecine et République. Souvenirs du docteur Jules Armand*, Albertville, Société des Amis du Vieux Conflans, 1997.

Canton d'élection : Ugine

Proust Auguste, Pierre



1852 Sorigny (Indre-et-Loire) - 1921 Ugine (Savoie)

Profession : De 1877 à 1885, il est receveur de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Ugine, puis à Russey (Doubs) et à Ouzouer-le-Marché (Loir-et-Cher). Notaire

Dates de mandats : 1897 - 1907 (10 ans)

Sensibilité politique : Républicain modéré (1901) ; Réactionnaire (1905)

Maire d'Ugine (1896 - 1908), député (1901 - 1906)

Il est le beau-fils d'Isidore Berthet, conseiller général d'Ugine, puisqu'en 1878, il épouse sa fille unique Alix. Après 1885, il revient à Ugine où il reprend l'étude notariale de son beau-père. En 1901, à l'occasion d'une élection partielle ouverte par le décès du député Jules Forni, il se présente à la députation et il est élu en battant Anatole Dénarié, conseiller général de Grésy-sur-Isère. A l'Assemblée nationale, il s'inscrit à l'Union républicaine. Etant membre de la commission de la Réforme judiciaire, il dépose "une proposition de loi portant modification du code de procédure civile". En tant que député, il est favorable au service militaire de deux ans et il accepte le principe "des retraites ouvrières". Lors de son élection, l'autorité préfectorale écrit : "N'a été élu député que par les voix réactionnaires. Rapports froids avec l'administration". En 1902, lors des élections générales, il est élu en battant Jean-Emile Viallet, conseiller général de Beaufort. En 1905, il est dit qu'il est un "ancien progressiste". Une note préfectorale rappelle que "beaucoup de républicains [lui] reprochent de les avoir trompés au point de vue politique et ils ajoutent qu'il est trop clérical pour les représenter". D'ailleurs, il s'oppose à la fermeture des écoles congréganistes insoumises à la loi de 1901. Après sa seconde élection, il est membre de la commission du Règlement et de celle de la Législation fiscale. C'est à ce titre qu'il fait "deux propositions de loi". Il s'intéresse principalement aux problèmes agricoles et il "fait partie des groupes parlementaires qui les étudient". Il sera en fait un républicain modéré, se disant hostile "à toute ingérence du pouvoir religieux dans les affaires publiques", mais enterré selon des obsèques catholiques. Ayant été battu par Félix Chautemps, fils d'Emile Chautemps, conseiller général de Chamonix, député et ministre, lors des législatives de 1906 et ayant son "influence en forte décroissance dans le canton" depuis 1904, il choisit de céder sa place à son fils Paul qui lui succède au Conseil général et qui comme lui sera élu député. Membre de la Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; R. Devos et alii, "Histoire d'Ugine", *Mémoires et documents publiés par l'Académie Salésienne*, tome XLVIII bis, Annecy, 1975 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Ugine

Proust Pierre Paul, Louis, Isidore



1882 Ouzouer-le-Marché (Indre-et-Loire) - 1914 Saint-Nicolas-les-Arras (Pas-de-Calais)

Profession : Il fait ses études à Chambéry, à l'externat Saint-François-de-Sales avant de rejoindre Paris où il fait ses études de droit et où il obtient son doctorat en 1907. Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Dates de mandats : 1907 - 1914 (7 ans)

Sensibilité politique : Conservateur ; Réactionnaire (1913)

Député (1914)

En 1902, à la mairie de Chambéry, il s'engage pour trois ans au titre du 97^{ème} Régiment d'Infanterie. Après sa libération, il réside à Paris. Se disant passionné par la politique, il y fait ses premiers pas en 1907 lorsqu'il est élu au Conseil général où il succède à son père, Auguste Proust. Il ne manque d'ailleurs pas de rappeler qu'il est issu d'une famille dont plusieurs membres ont été conseillers généraux (grand-père, père, cousin) et que voter pour lui, c'est rendre hommage à la conduite de son père. S'il naît en Indre-et-Loire où son père occupe un poste de receveur de l'enregistrement, des domaines et du timbre, il a, par sa mère, des attaches savoyardes puisqu'elle est la fille d'Isidore Berthet, maire d'Ugine et conseiller général d'Ugine. Il ne manque d'ailleurs pas de rappeler cette appartenance savoyarde, dans sa profession de foi et il ne manque pas non plus de souligner qu'il parle patois, soulignant ainsi qu'il fait partie de la même communauté que ses électeurs. En 1913, après sa seconde élection comme conseiller général, le préfet note qu'il est un "politicien très remuant et très confiant en lui-même", qu'il vient d'être "réélu [...] avec une majorité de 80 voix dans le canton d'Ugine, qui aux élections législatives dernières [1907] donnait 100 voix de majorité aux républicains". Il explique donc que ce "résultat est dû moins à la sympathie dont jouit M. Proust qu'à la trop grande confiance des républicains". Au sein du Conseil général, il semble employer son "activité à des interventions intempestives qui ne sont jamais prises au sérieux". Pourtant, il réussit à faire aboutir nombre de dossiers parmi lesquels le lancement, grâce à des subventions, de la société mauriennaise d'élevage de mulets, ou encore la création de nouvelles foires. Il choisit de se présenter aux législatives de 1914, dans la circonscription de Chambéry-Nord, face au député sortant Théodore Reinach. Il se définit alors comme "nettement catholique, franchement républicain". Sa profession de foi rappelle qu'il a été "appelé par la confiance de [s]es amis à être, [...] le porte-drapeau des républicains progressistes et libéraux". Il poursuit en se déclarant pour "la République, la liberté de conscience, la liberté d'enseignement [...] la justice, [...]" et contre "le radicalisme, le sectarisme, le favoritisme, [...] l'augmentation des impôts, [...] les ploutocrates démagogues". Il rappelle également qu'il est contre "l'augmentation du nombre des périodes de réserve" et qu'il votera "la réduction du service militaire lorsque, grâce à une bonne politique extérieure, la chose sera possible sans compromettre la sécurité du pays et sans [s] exposer au fléau terrible que serait la guerre". Il est élu au second tour avec une "avance confortable", bénéficiant aussi de la fragilisation de la position de son adversaire. Il est Non-Inscrit à la Chambre et il n'a pas le temps de participer aux travaux, étant mobilisé en août 1914. Nommé sergent-fourrier, il se porte volontaire pour une unité combattante. Il est tué à la tête de sa section le 24 octobre 1914 lors du combat de Vaucourt à Saint-Nicolas-les-Arras (Pas-de-Calais). Jules Armand dans ses *Souvenirs* donne une autre version puisqu'il écrit que "posté dans une tranchée, dont il avait la garde, fumant tranquillement sa pipe, il recevait [...], un éclat d'obus qui le tuait net". Comme le relève Christian Sorrel, "il est l'un des dix députés tombés au champ d'honneur durant la Grande Guerre, dont sept étaient fils ou gendre de parlementaires".

Médaille Militaire à titre posthume (journal officiel 13 décembre 1920).

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Pringolliet André



1879 Ugine (Savoie) - 1965 Ugine (Savoie)

Profession : Agriculteur puis commerçant

Dates de mandats : 1919 - 1940 (21 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste (1913). Section Française de l'Internationale Ouvrière puis Néo-Socialisme (1933 - 1936) et de nouveau Section Française de l'Internationale Ouvrière

Maire d'Ugine (1908 - 1941 ; 1944 - 1945 ; 1947 - 1965), député (1932 - 1940), conseiller d'arrondissement (1910 - 1919)

Fondateur et secrétaire de la fruitière de Soney (1896). Fondateur et président de la mutuelle bétail d'Ugine. Président de la Fédération des mutuelles bétail de la Savoie. Fondateur et président de la caisse du Crédit Agricole d'Ugine. Membre de jury aux concours agricoles des comices dès 1901. Engagé volontaire en 1914 au 13^{ème} Bataillon de Chasseurs Alpins, il fait toute la guerre. Franc-maçon, il est initié dans la loge albertvilloise "L'Avenir des Alpes" en 1924. En tant que conseiller général, il œuvre pour le désenclavement de la haute vallée de l'Arly, ouvre le col des Saisies et électrifie la Giettaz. En tant que maire d'Ugine, il s'attache rapidement à un vaste projet d'adduction qui apportera l'eau courante dans tous les hameaux. En 1913, ce réseau est de vingt-deux kilomètres, en 1932, il atteint quarante-cinq kilomètres. Il fait réaliser des chemins larges, empierrés, les pâturages - communaux et particuliers - sont ainsi accessibles plus facilement. André Pringolliet s'attache également à l'instruction, notamment en offrant la gratuité des fournitures scolaires à tous les élèves et ce dès le début de son mandat à la mairie. En accord avec son Conseil municipal, il crée l'Office Public d'Habitation ce qui permet d'accueillir de nombreuses familles. En 1927, il fonde *Le Socialiste Savoyard*, dont il devient le gérant. En 1932, il est le premier député socialiste Section Française de l'Internationale Ouvrière élu en Savoie dans la circonscription Albertville-Moùtiers. Il semble d'ailleurs que cette victoire soit plus celle d'un homme que celle des "idées socialistes". A l'Assemblée nationale, en 1933, il quitte le groupe Section Française de l'Internationale Ouvrière pour adhérer au groupe des Néo-Socialistes, mais inquiet des tendances prises par ce parti fondé par Marcel Déat, il se rapproche de la Section Française de l'Internationale Ouvrière dès 1934. Après les élections du printemps 1936, il rejoint le groupe de l'Union socialiste et républicaine, avant de réintégrer celui sein de la Section Française de l'Internationale Ouvrière. En 1941, il est "démissionné de conseiller général". La même année, une délégation spéciale est nommée à Ugine pour remplacer sa municipalité. Résistant, il répond au nom de *Steurcé* et il dirige un groupe dont fait partie Jules Bianco, son beau-frère. A la Libération, il retrouve son siège de maire, mais il donne sa démission au début 1945 car en tant que député, il avait voté les pleins pouvoirs au maréchal Philippe Pétain le 10 juillet 1940. Cependant, le Comité Départemental de Libération écrit à son propos : "Le bureau du CDL est unanime pour informer les pouvoirs publics de l'attitude patriotique pendant l'Occupation de M. Pringolliet qui a pris une part très active à l'action civile et militaire menée dans le département par la Résistance". Il est proposé au grade d'officier du Mérite agricole.

Médaille Militaire. Croix de guerre 1914-1918 avec 2 étoiles de bronze. Plusieurs citations. Officier d'Académie. Chevalier du Mérite agricole.

J. Maitron (dir), *Dictionnaire biographique du monde ouvrier français*, Ed. Ouvrières ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009 ; J. d'Arbaumont, *Capitaine Bulle, 1913-1944, Résistance en Savoie, 1940-1944* ; P. Broise, B. Demotz, R. Devos et alii, "Histoire d'Ugine", *Mémoires et documents publiés par l'Académie Salésienne*, tome XLVIII bis, Annecy, 1975.

Canton d'élection : Ugine

Bianco Jules



1895 Héry-sur-Ugine (Savoie) - 1986 Ugine (Savoie)

Profession : Négociant en vin et charbon

Dates de mandats : 1945 - 1964 (19 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste (1945), Union Des Républicains (1958)

Président du Conseil général : 1956 - 1964

Maire d'Ugine (1959 - 1966)

Ancien combattant 1914-1918. Résistant au cours de la Seconde Guerre mondiale, notamment avec son beau-frère André Pringollet à qui il succède au Conseil général. C'est un peu sur les encouragements de ses camarades de clandestinité qu'il se lance dans la politique. Fondateur de l'Amicale des anciens élèves et des amis de l'école laïque d'Ugine (1934). Délégué cantonal à l'instruction publique. Président de l'Union départementale des sapeurs-pompiers. Président de l'Office Public départemental d'Habitation à Loyer Modéré (1957-1961). En novembre 1966, il démissionne de son poste de maire et il est remplacé par l'un des membres de son équipe municipale : Jean-Marie Meunier.

Chevalier de la Légion d'honneur. Chevalier de l'Ordre national du Mérite (1961). Croix de guerre 1914-1918. Médaille de la Résistance et médaille d'or de la Reconnaissance Française. Officier du Mérite social.

Jond Jacques



1932 Orléans (Loiret) - 2009 Flumet (Savoie)

Profession : Fait ses études au lycée d'Orléans. Il s'installe à Flumet en 1951. Hôtelier. Il crée en 1956 une société d'équipements en remontées mécaniques et construit le premier télésiège de Saint-Nicolas-de-Véroce.

Dates de mandats : 1964 - 1970 (6 ans)

Sensibilité politique : Action Locale

Maire de Flumet (1995 - 2001), conseiller régional

Il exploite l'hôtel du Mont-Blanc à Flumet, établissement fondé par ses arrière-grands-parents paternels. Il reconstruit et préside le syndicat d'initiative de Flumet-Saint-Nicolas. En 1960, il est à l'origine de la création du groupement des stations du Val d'Arly. S'est présenté sans succès aux législatives de 1978. Président de la Fédération autonome générale de l'industrie hôtelière touristique qu'il fonda en 1968. Il a participé activement aux négociations de la baisse de la TVA. Au Conseil régional, il fut rapporteur général du Budget et vice-président. Sous son impulsion, l'assemblée régionale a mis en place une aide spécifique à l'hôtellerie saisonnière indépendante, de 1989 à 2007, pour faciliter sa modernisation.

Canton d'élection : Ugine

Meunier Jean-Marie



1922 Seyssel (Ain) - 1993 Ugine (Savoie)

Profession : Etudes à l'école des Travaux Publics. Il travaille à la Compagnie du Rhône, puis s'établit à Ugine en 1947 où il est directeur des travaux routiers et souterrains à la société Bianco. Directeur d'entreprise

Dates de mandats : 1970 - 1993 (23 ans)

Sensibilité politique : Parti Socialiste

Maire d'Ugine (1966 - 1989), conseiller régional (1982 - 1992)

Désigné (1973) comme premier président de la Commission interdépartementale des Conseils généraux des deux départements. Président du syndicat des entrepreneurs du Bâtiment et Travaux Publics de la Savoie. Président de l'Office Habitation à Loyer Modéré de 1964 à 1973. Président de la Fédération de Savoie du Bâtiment et Travaux Publics (1975-1991).

Officier de la Légion d'honneur. Chevalier des Palmes académiques.

Lombard Franck



1954 Ugine (Savoie) -

Profession : Chef d'agence

Dates de mandats : 1993 - en cours

Sensibilité politique : Non Inscrits, sans étiquette (1994) ; Divers Droite (2001) ; Non Inscrit (2011)

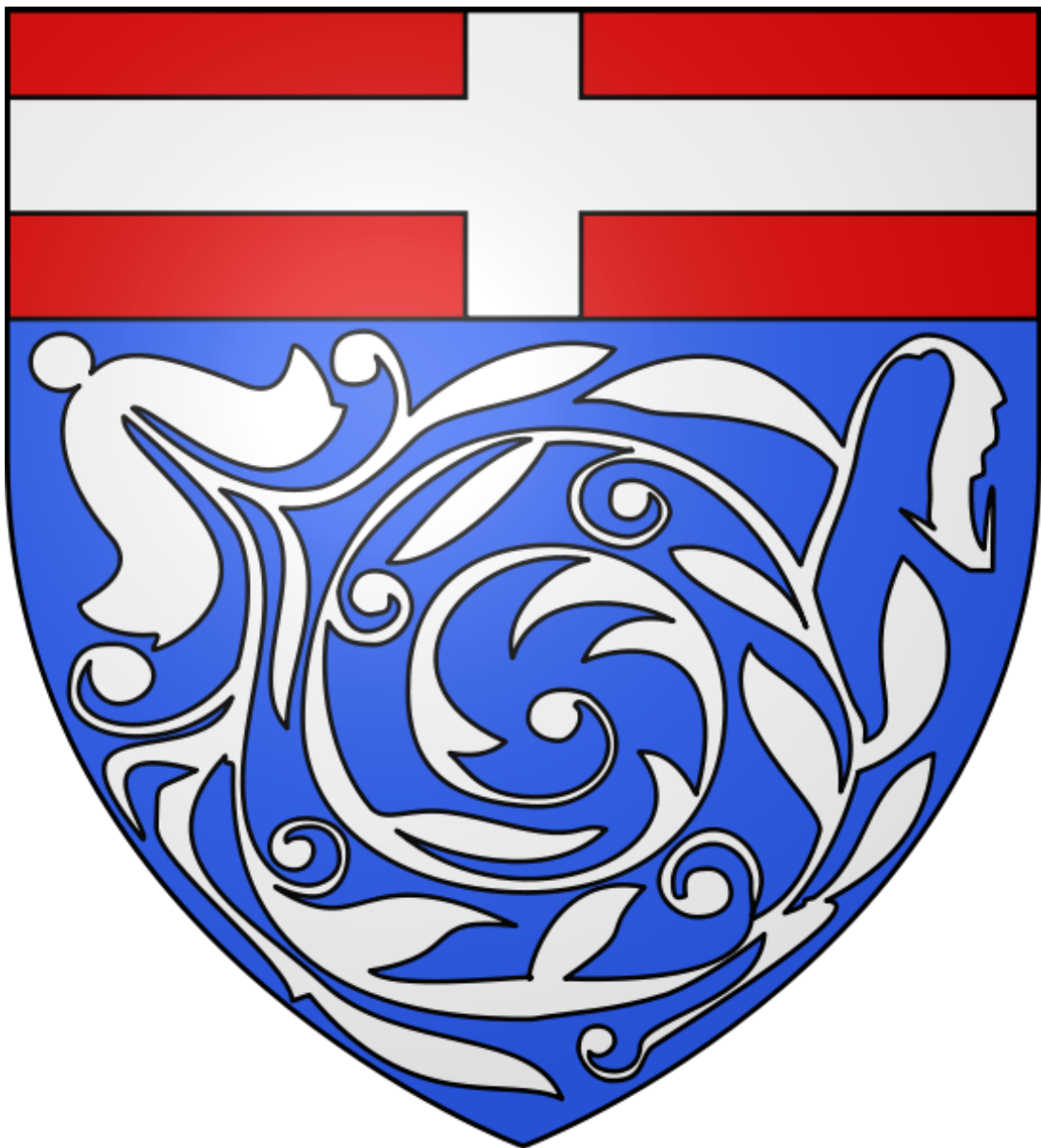
Vice-président du Conseil général : 2004 - en cours

Maire d'Ugine (1995 - en cours)

Président du syndicat Arlysère. Vice-président de la communauté de communes de la région d'Albertville. Président de l'Office Habitation à Loyer Modéré d'Ugine.



Canton de YENNE



Canton d'élection : Yenne

Boigne (de) Ernest, Marie, Paul



1829 Chambéry (Savoie) - 1895 Barberaz (Savoie)

Profession : Propriétaire rentier, commandant des pompiers de Chambéry

Dates de mandats : 1860 - 1871 (11 ans)

Sensibilité politique : Candidat officiel à la députation (1860) ; Conservateur (1870)

Maire de Lucey, (1860 - 1895), député (1860 - 1870)

Comte. Il est le petit-fils de Benoît Leborgne, ancien général des Mahrattes (1786-1794) et ancien gouverneur des établissements français des Indes à la période du Consulat. Il a fait partie de la délégation des Tuileries en mars 1860. En 1860, il est élu sans concurrent, le marquis Costa de Beauregard, député sortant, ne s'étant pas présenté. A cette occasion, il rappelle d'ailleurs qu'il se présente aux élections suite à la "sollicitation des hommes éminents que la Savoie est habituée à suivre et qui l'ont dirigée dans le grand acte de son annexion à la France". Il poursuit en soulignant qu'il bénéficie de l'appui de celui qui a pendant de nombreuses années et si "dignement représenté au parlement sarde, le marquis Costa de Beauregard". En 1863, il vote un amendement qui demande que la presse soit placée sous "l'empire du droit commun". Lors des législatives de 1869, le baron de Lassus Saint-Geniès, préfet de la Savoie, adresse un courrier aux maires de la première circonscription électorale où il rappelle que le comte de Boigne est le "candidat recommandé par le Gouvernement impérial". Le comte Ernest de Boigne, qui a juré "obéissance à la Constitution et fidélité à l'Empereur" le 10 mai 1869, souligne que le Gouvernement [...] qui vient d'assurer une honorable existence aux vieux serviteurs de la patrie, ne pouvait que se montrer sympathique à un candidat qui porte le nom de l'un des bienfaiteurs de la Savoie". Le comité électoral conservateur rappelle que voter pour Ernest de Boigne, c'est faire "acte de citoyens honnêtes et intelligents, fidèles à leurs principes et à leurs sentiments". En 1869, il se déclare partisan de la liberté d'enseignement à tous les degrés. A la même période, il dit s'être opposé dans la limite de ses forces aux "événements qui se sont passés en Italie et en Prusse" puisqu'il estime qu'à l'étranger, ils ont "eu pour conséquence la diminution du pouvoir temporel du Pape" ce qu'il considère comme une "injustice et un malheur". En tant que candidat officiel, il fait partie de la majorité et jusqu'au 4 septembre 1870, il vote en accord avec la politique de l'Empereur. Il vote donc la déclaration de la guerre. En 1877, il tente une nouvelle fois les législatives, mais il est battu par Nicolas Parent.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 28 août 1860). Chevalier de Saint-Grégoire le Grand (1863) et des Saints Maurice et Lazare.

J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963.

Canton d'élection : Yenne

Goybet Pierre, Luc



1828 Yenne (Savoie) - 1896 Chambéry (Savoie)

Profession : Avocat à la cour
Dates de mandats : 1871 - 1880 (9 ans)
Sensibilité politique : Monarchiste
Conseiller d'arrondissement

Il est nommé chevalier de la Légion d'honneur par l'Empereur, à l'occasion de l'anniversaire du Prince Impérial. Il démissionne du Conseil d'arrondissement en 1867. En 1876, il est désigné pour les législatives, mais il est battu, y compris dans des régions pourtant conservatrices comme la Chautagne et dans son propre fief de Yenne.

Chevalier de la Légion d'honneur (1864).

J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963.

Berthet Jean-Marie



1839 Yenne (Savoie) - 1898 Yenne (Savoie)

Profession : Banquier
Dates de mandats : 1880 - 1887 (7 ans)
Sensibilité politique : Républicain
Maire d'Yenne

Elu sans concurrent en 1880 et en 1886, il est déclaré démissionnaire d'office le 18 avril 1887 suite à un jugement par lequel il est déchu de ses droits électoraux aux termes de l'article 15, 17^{ème} alinéa du décret du 2 février 1852.

Canton d'élection : Yenne

Barlet Victor



1827 Jongieux (Savoie) - 1907 Chambéry (Savoie)

Profession : Propriétaire, rentier
Dates de mandats : 1887 - 1904 (17 ans)
Sensibilité politique : Réactionnaire (1901)

Ses rapports avec l'administration sont devenus à peu près nuls. D'ailleurs pour le préfet, il est un "ancien républicain devenu réactionnaire par peur du socialisme". Conseiller municipal de Yenne en 1873.

Maunand Maurice



© Musée d'Art et d'Histoire de Chambéry

1864 Novalaise (Savoie) - 1936 Yenne

Profession : Pharmacien
Dates de mandats : 1904 - 1912 (8 ans)
Sensibilité politique : Républicain de gauche (1905)
Maire-adjoint de Yenne (1890 - 1900), maire de Yenne (1900 - 1908), conseiller d'arrondissement (1901-1904)

En 1908, il est à nouveau élu mais il démissionne peu après.

Canton d'élection : Yenne

Cesari Paul



1870 Casalabriva (Corse) - 1917 Yenne (Savoie)

Profession : Docteur en médecine de l'université de Paris (1902). Il s'installe ensuite à Yenne.

Dates de mandats : 1912 - 1917 (5 ans)

Sensibilité politique : Républicain de gauche

Son sujet de thèse porte sur l'acide picrique en dehors des brûlures. En 1904, il se présente pour la première fois aux cantonales, mais le président du Conseil général lui demande de retirer sa candidature. En 1910, il se représente, mais est battu. Au sein du Conseil général, il s'occupe plus particulièrement de la protection du 1^{er} âge et de l'assistance aux vieillards.

Officier d'Académie.



Canton d'élection : Yenne

Mollard Maurice



1863 Saint-Jean-de-Chevelu (Savoie) - 1947 Paris (Seine)

Profession : Il étudie d'abord dans une école d'agriculture, puis il devient ingénieur civil spécialisé dans les travaux publics et en particulier dans l'électricité et les aménagements hydrauliques

Dates de mandats : 1919 - 1940 (21 ans)

Sensibilité politique : Républicain indépendant (1919) ; Radical (1922)

Maire de Saint-Paul-sur-Yenne (1919 - 1925), puis d'Aix-les-Bains (1932 - 1937), sénateur (1920 - 1940)

Il est le neuvième enfant d'une famille de douze dont les conditions de vie sont modestes. Après ses études, il débute sa carrière d'ingénieur à Lyon. Il a été l'un des auteurs d'un projet d'aménagement du Rhône qui fut choisi par un concours international en 1911. Il est à l'origine de l'installation en France du premier tramway électrique allant de Lyon à Sainte-Foy, puis plus tard du funiculaire de Fourvière. Conseiller municipal de Saint-Paul-sur-Yenne. Il participe au projet de la percée du tunnel du Chat et il participe à la création de la route du tunnel. En tant qu'ingénieur, il possédait des bureaux à Paris et des succursales à Buenos-Aires (Argentine), Montevideo (Uruguay), Rio de Janeiro (Brésil), New-York (Etats-Unis) où il occupait une vingtaine d'ingénieurs. Après la Grande Guerre, et son entrée en politique, il abandonne ses bureaux à l'étranger. En tant que conseiller général, il est également à l'origine de la création d'un nouvel établissement thermal à Aix-les-Bains, mais aussi plus particulièrement dans son canton, il est à l'origine de l'électrification de Verthemex, en même temps qu'il faisait amener l'eau. Après son élection au Sénat, il rejoint le groupe de la Gauche démocratique radicale et radicale-socialiste. A partir de 1930, il devient président de la commission des Travaux publics à la Haute-Assemblée. Alors qu'il est issu d'un département qui a une importante production électrique hydraulique, il essaie de faire "évoluer la politique énergétique de la France en mettant en cause les privilèges des compagnies concessionnaires" dans une proposition de loi qu'il dépose, en 1926, avec François Milan et Emile Machet, tous députés de la Savoie. En tant que maire d'Aix-les-Bains, il semble que sa gestion financière ait été parfois critiquée notamment parce qu'il envisageait de grands projets coûteux. Le 10 juillet 1940, il vote les pleins pouvoirs au maréchal Philippe Pétain. En 1946, Robert Barrier, ancien de la Résistance affirme que Maurice Mollard, passant fréquemment la ligne de démarcation, lui a remis des documents "de la plus haute importance" destinés à différentes personnalités parisiennes. Il aurait mis à la disposition du chef du réseau Brutus-Nord un appartement à Paris qui aurait servi de lieu de rendez-vous à des personnes traquées par la Gestapo.

M. Mollard, *L'électrification de la France : le gaspillage de nos ressources énergétiques*, 1927 / -, *Sortir de l'ornière*, 1928 / -, *Eléments d'agriculture pour notre jeunesse*, 1935 ; J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; C. Sorrel, *Servir la République, Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Yenne

Barrier Robert, César, Jean-Baptiste



1907 Bellegarde (Ain) - 1955 Aix-les-Bains (Savoie)

Profession : Il fait ses études au collège Sainte-Marie de Rumilly avant de rejoindre le lycée de Chambéry. Docteur en pharmacie de l'Université de Lyon

Dates de mandats : 1945 - 1955 (10 ans)

Sensibilité politique : Socialiste-indépendant ; Jeune République (1945) ; Union Démocratique et Socialiste de la Résistance (1949)

Président du Conseil général : 1951 - 1955

Maire de Yenne (1944 - 1947), maire d'Aix-les-Bains (1953 - 1955), député (1951 - 1955)

Orphelin à sept ans. Il est élevé par un oncle, entrepreneur de fonderie à Alby-sur-Chéran (Haute-Savoie). Lors de ses études à Lyon, il doit travailler pour subvenir à ses besoins. Il est d'abord employé à décharger des marchandises sur les quais avant d'être admis comme commis chez un pharmacien, ce qui était plus en rapport avec ses études. Il obtient son diplôme de pharmacien en 1935 et deux ans plus tard, il obtient son doctorat. Entre temps, il s'est établi comme pharmacien à Yenne. Réformé en 1939, il est affecté à la défense passive de l'usine d'Ugine. Plus tard, il s'engage dans la Résistance où il prend le nom de "Simon". Il est l'adjoint de Laurent Eugène, alias "Rodin" chef des Mouvements Unis de la Résistance du 5^{ème} secteur. Membre du Comité Local de Libération. En 1949, le préfet considère qu'il est très proche par sympathies et par affinités politiques de Pierre de La Gontrie. En 1951, il est élu député sur la liste de Joseph Delachenal. Au cours de ces élections, il figure en seconde position sur la liste qui défend la majorité de la troisième force contre le Rassemblement du Peuple Français et les communistes. Les membres de cette liste critiquent les déficits des entreprises nationalisées ou encore le système de la Sécurité sociale, mais ils soulignent leur attachement à la liberté de l'enseignement (Robert Barrier votera les lois Marie et Barangé). Au moment de son décès, il est vice-président national de l'Union Démocratique et Socialiste de la Résistance alors que le président est François Mitterrand. A l'Assemblée nationale, il est nommé à la commission des Moyens de communication et du tourisme, dont il devient d'ailleurs vice-président le 19 juillet 1951. Il est également membre de la commission de la Famille, de la population et de la santé publique. A la fin de l'année 1951, il entre à la commission de la Production industrielle avant de rejoindre celle de l'Intérieur en janvier 1953. Malgré tout, il se préoccupe de la situation en Savoie et c'est à ce titre qu'en mars 1952 il intervient à propos de la situation des habitants de Tignes qui se trouvent confrontés au départ forcé de leur village pour permettre la mise en eau du barrage. Un arrêt du Conseil d'Etat de juin 1954 modifie le calcul du droit proportionnel de patente pour les industries, qui sont de grandes consommatrices d'électricité. Dès lors certaines communes savoyardes voient très nettement diminuer leurs recettes. Il demande alors qu'elles puissent bénéficier de subventions facultatives prévues au budget de l'Intérieur. Il est d'accord pour le traité de la Communauté Economique du Charbon et de l'Acier tout comme pour le projet de la Communauté Européenne de Défense. En 1953, il préside le Comité régional du tourisme. L'année suivante, il est nommé président du Conseil supérieur du tourisme. En tant que maire d'Aix-les-Bains, il est l'un des artisans de la relance du Revard, de la construction de l'aérodrome mais aussi de l'aménagement des bords du lac du Bourget avec les grand et petit ports. Lors de ses obsèques, Mgr de Bazelaire, archevêque de Chambéry, salue en lui "un bon chrétien".

Médaille de la Résistance.

C. Sorrel (dir.), *Dictionnaire du monde religieux de la France contemporaine*, tome 8 La Savoie, Beauchesne, 1996 ; *Dictionnaire des parlementaires Français (1940-1958)*, La documentation Française.

Canton d'élection : Yenne

May Michel, Jean-Marc



1913 Belley (Ain) - 1999 Yenne (Savoie)

Profession : Bac Maths-Elem, ingénieur agricole de l'Ecole Nationale d'Agriculture à Grignan

Dates de mandats : 1956 - 1961 (5 ans)

Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire, Non Inscrit (1961)

Maire Adjoint de Yenne, maire de Yenne (1953 - 1962)

Prisonnier de guerre en Allemagne (1940-1945). Ancien du 5^{ème} Régiment de Tirailleurs Marocains, il est capitaine. Il s'est consacré à la défense des intérêts du monde agricole auquel il était attaché. Il a repris l'exploitation de ses grands-parents. S'occupant du contrôle laitier, il est secrétaire-trésorier du Syndicat départemental du contrôle laitier et du herd-book. Il devient même assistant technique à la Chambre d'agriculture. Il est vice-président de la coopérative d'insémination artificielle. Président de la fédération des coopératives d'utilisation de matériel agricole. Il est chargé, pour la Savoie, d'une enquête sur le progrès technique dont il est le rapporteur. Conseiller municipal de Yenne de 1947 à 1953.

Trousseau Michel



1927 Paris (18^{ème}, Seine) - 1987 Chambéry (Savoie)

Profession : Docteur en médecine

Dates de mandats : 1961 - 1967 (6 ans)

Sensibilité politique : Divers droite

Adjoint au maire de Yenne (1983 - 1987)

Grand sportif, il fut à plusieurs reprises champion de natation, tout comme son épouse.

Carron Albert



1920 Yenne (Savoie) - 2006 Yenne (Savoie)

Profession : Agriculteur
Dates de mandats : 1967 - 1992 (25 ans)
Sensibilité politique : Union pour la Savoie
Vice-président du Conseil général : 1982 - 1985
Maire de Yenne (1971 - 1983)

Toute sa vie, il est resté très attaché à son territoire et à la terre plus généralement. Conseiller municipal de Yenne dès 1947. Proche de Joseph Fontanet. En 1958, il s'engage au sein du Crédit Agricole de la Savoie. Il deviendra d'ailleurs président de la caisse régionale. Il est l'un des créateurs de la coopérative laitière en 1965. Son fils, René, lui succède au Crédit agricole, comme au Conseil général ou encore à la mairie de Yenne.

Officier de la Légion d'honneur (2003). Chevalier du Mérite agricole. Chevalier des Palmes académiques. Chevalier de l'ordre national du Mérite.

Carron René



1942 Yenne (Savoie) -

Profession : Agriculteur, président du Crédit Agricole
Dates de mandats : 1992 - 2004 (12 ans)
Sensibilité politique : Non inscrit, divers droite (1998)
Vice-président du Conseil général : 1994 - 1998
Maire de Yenne (1995 - 2001)

Il est le fils d'Albert Carron. Président de la Chambre d'agriculture de Savoie (1983-1992). Président de Savoie 92 (1988-92). Président de la Mission prospective du département de la Savoie (1988-1998). Président du Groupe d'étude et de mobilisation (Gem) Espaces ruraux (1991). Président du comité de suivi du plan stratégique Savoie an 2000 (1991-1998). Membre du Conseil économique et social (2000-2003). Conseiller de la Banque de France de la Savoie (1991). Président du Crédit Agricole des Savoie (octobre 1992-novembre 1994). Président du plan stratégique de l'INSEE. Président de la Fédération Nationale du Crédit Agricole (2000-2003) et de Crédit Agricole SA (depuis 2002).

Officier de la Légion d'honneur. Officier de l'ordre national du Mérite. Commandeur du Mérite Agricole et Chevalier des Arts et des Lettres.

R. Carron, *Réalités de l'agriculture en Savoie : atouts et handicaps*, Chambéry, 1986, p. 87-90.

Canton d'élection : Yenne

Michaud Maurice



1949 Yenne (Savoie) -

Profession : Agriculteur
Dates de mandats : 2004 - 2011 (7 ans)
Sensibilité politique : Sans étiquette
Maire de Yenne (2001 - 2014)

Vice-président de la communauté de communes de Yenne. Membre de la 6^{ème} commission de l'Assemblée des Pays de Savoie.

Padernoz René



1962 Chambéry (Savoie) -

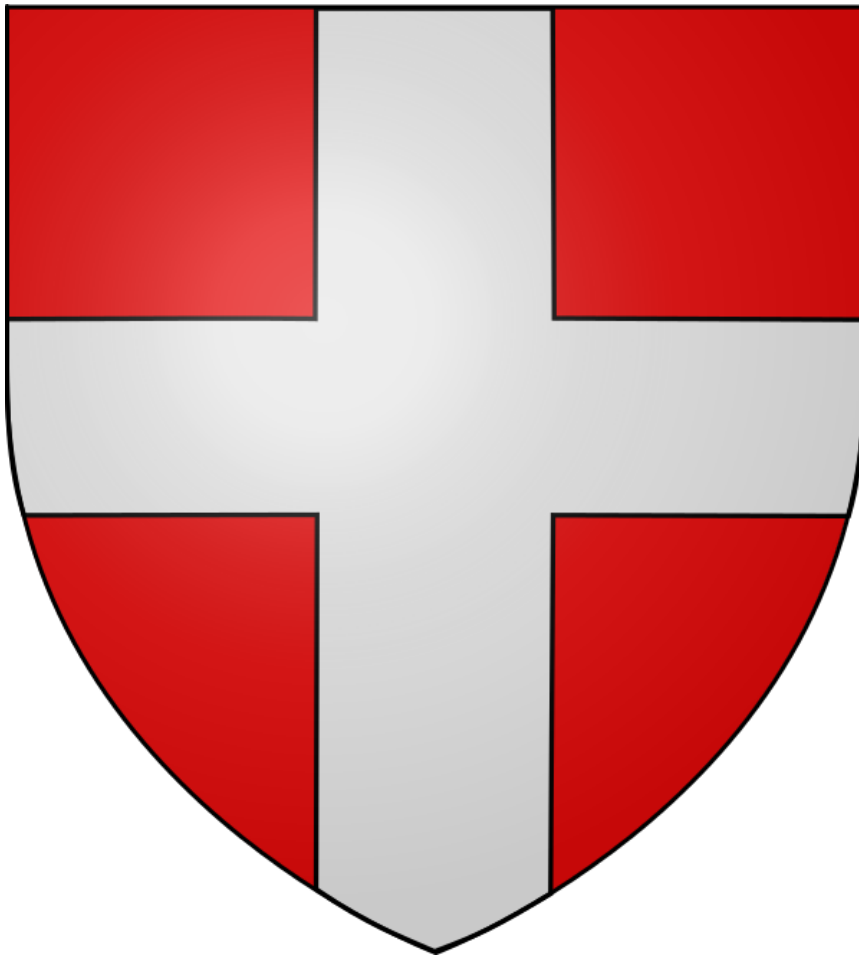
Profession : Horticulteur
Dates de mandats : 2011 - en cours
Sensibilité politique : Ecologiste
Maire de Yenne (2014 - en cours)

Conseiller municipal de Yenne. Il est élu maire en mars 2014. Suite à la réforme du découpage des cantons de 2013-2014, il propose d'appeler le nouveau canton "Entre Rhône et Lacs", mais finalement c'est le nom de "Bugey Savoyard" qui est choisi.

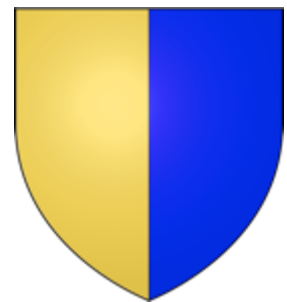




CONSEILLERS GENERAUX DE HAUTE-SAVOIE



1860-2015



Canton d'ABONDANCE



Canton d'élection : Abondance

Ramel François, Placide



1814 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) - 1899 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Avocat

Dates de mandats : 1861 - 1862 (1 an)

Sensibilité politique : Parti clérical

Maire adjoint de Thonon-les-Bains (1860 - 1861, démission), député au parlement de Turin (1849)

Conseiller divisionnaire. Il fait partie de la délégation savoyarde qui se rend aux Tuileries en mars 1860. Conseiller municipal de Thonon-les-Bains (1860-1861). Soutenu par le clergé, il est président de la Société Saint-Vincent-de-Paul. Il sert de modèle à Henry Bordeaux pour ses personnages d'avocat. Sa Légion d'honneur lui est remise par Napoléon III. Il démissionne de son poste de conseiller général le 18 août 1862.

Chevalier de la Légion d'honneur.

P. Guichonnet, *Vieille Savoie. Les députés et les sénateurs savoyards au Parlement de Turin, 1848-1860*, La Fontaine de Siloé, 2013.



Bartholoni César, Alexandre, Anatole



1822 Versailles (Yvelines) - 1902 Sciez (Haute-Savoie)

Profession : Ingénieur civil. Administrateur d'une compagnie de chemins de fer et de la compagnie d'assurances "La Providence"

Dates de mandats : 1862 - 1871 (9 ans)

Sensibilité politique : Candidat du gouvernement ; Bonapartiste (1875)

Vice-syndic puis maire de Sciez (1860 - 1870), député (1860 - 1869)

Issu d'une famille noble originaire de Florence. Il est inscrit à l'état-civil sous le nom de Bartholony. C'est une décision du tribunal civil de la Seine (1897) qui orthographie le nom de la façon dont nous le connaissons aujourd'hui : Bartholoni. Son père, François Bartholony, protestant, président de la Compagnie de chemins de fer du Paris-Orléans de 1839 à 1877, fonde à Genève un conservatoire de musique destiné à l'enseignement du "grand nombre" et au "développement du sens musical dans toutes les classes de la population". L'un de ses premiers professeurs de piano n'est autre que Franz Liszt. Ses parents, dans leur demeure de Sécheron (canton de Genève), reçurent des hôtes de marque tels que la reine Hortense, la reine du Danemark, Jérôme et Louis Bonaparte ou encore Maupassant et Lamartine. En 1860, à l'occasion du voyage du couple impérial en Savoie, Anatole Bartholoni propose ses "services pour tenter d'obtenir la reconnaissance de l'Annexion par la Suisse, une démarche imprudente que Thouvenel écarte". Son épouse, née Fraser Friell, était dame d'honneur et amie personnelle de l'impératrice Eugénie. Elle "était une des femmes les plus admirables de la cour des Tuileries". Anatole Bartholoni est nommé maire de Sciez et désigné pour les législatives de décembre 1860 dans la circonscription Bonneville-Thonon. Il est élu facilement. Cette élection est annulée à la suite d'une erreur de la préfecture "dans la convocation des électeurs pour le second tour". Malgré tout il est élu de nouveau en 1861. Il est le premier député bonapartiste de Haute-Savoie. Lors des élections cantonales de 1862, le sous-préfet déclare à son sujet : "Son élection est assurée par le concours des maires de toutes les communes qui sentent en lui un soutien puissant et dévoué à leurs intérêts. En présence de cette candidature, je ne vois aucun inconvénient à ce que l'administration lui donne, dans une juste mesure l'appui moral qui pourra contribuer au succès". Lors des élections législatives de 1869, la lutte électorale prend une autre ampleur puisqu'il se retrouve face à Jules Favre, qui se retire au second tour en faveur du baron François d'Yvoire, catholique libéral lié à Mgr Félix Dupanloup, évêque d'Orléans et natif de Saint-Félix. Bartholoni n'est pas élu. En 1875, il est considéré comme "le principal chef du parti bonapartiste". En 1876, il se présente sans succès aux législatives dans le septième arrondissement de Paris. Elu du conseil municipal de Paris (1880-1887) et de Sciez (1888-1896). Propriétaire du domaine de Coudrée. Président du comice agricole de Bonneville. Il est le frère de Fernand Bartholoni, conseiller général du canton de Chamonix et par ce fait, l'oncle du député René Bartholoni.

Chevalier de la Légion d'honneur. Chevalier de la Couronne d'Italie. Chevalier des Saints Maurice et Lazare. Chevalier du Christ (Portugal). Chevalier de Charles III d'Espagne.

J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963 ; C. Sorrel, P. Guichonnet (dir.), *La Savoie et l'Europe, 1860-2010*, La Fontaine de Siloé, 2010 ; N. Stoskopf, *Les Patrons du Second Empire. Banquiers et Financiers parisiens*, Ed. A. et J. Picard, 2002 ; H. Bonin, *Histoire de la Société générale (I), 1864-1890. Naissance d'une banque*, Droz, 2006 ; L. Bailly, "Une extraordinaire dynastie d'hommes d'affaires : les Bartholoni", *Académie Chablaisienne, Mémoires et documents*, T. LXIX, 2001, p. 3-34.

Canton d'élection : Abondance

Boccard André



1817 La Chapelle d'Abondance (Haute-Savoie) - 1901 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Propriétaire

Dates de mandats : 1871 - 1880 (9 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Maire adjoint de Thonon-les-Bains, conseiller d'arrondissement (1870 - 1871)

Alors qu'il réside à Thonon-les-Bains, il est envoyé par ses collègues pour battre le "réactionnaire" du canton d'Abondance. En 1874 se trouvant à égalité avec son concurrent Lochon, le Conseil général les départage et c'est Boccard qui a l'avantage (17 voix contre 7). Il décède cinq jours seulement après son fils Jules-André.

Folliet Gaspard, Marie



1846 Abondance (Haute-Savoie) - 1917 Neuvecelle (Haute-Savoie)

Profession : Notaire

Dates de mandats : 1880 - 1904 (24 ans)

Sensibilité politique : Républicain (modéré en 1898)

Maire d'Abondance (1888 - 1891)

Cousin du député André Folliet. En 1886, le préfet le trouve "timide" et estime qu'il doit son élection à "sa parenté avec le député et à la pénurie d'hommes en situation d'être candidats dans le canton". Elu conseiller municipal à Abondance. En 1896, le maire conteste l'élection devant le conseil de Préfecture et le Conseil d'Etat. Les deux instances confirment l'élection. En 1898, le sous-préfet émet des doutes quant à la réélection de Gaspard Folliet puisque sa popularité est déjà en baisse, pourtant il conserve son siège.

Canton d'élection : Abondance

Maxit François



1862 La Chapelle d'Abondance (Haute-Savoie) - 1924 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Tanneur, Propriétaire éleveur

Dates de mandats : 1904 - 1924 (20 ans)

Sensibilité politique : Républicain de gauche

Maire adjoint de La Chapelle d'Abondance (1890 - 1896), maire de La Chapelle d'Abondance (1896 - 1923), conseiller d'arrondissement (1901 - 1904)

A son propos, le préfet note : "caractère froid [...] Est en relation d'affaires avec la plupart des communes de son canton où il jouit d'une assez grande influence. Homme de bons sens". En 1896, lors de son élection à la mairie, il avait été considéré comme "réactionnaire".

Officier du Mérite agricole.

Cretin Joseph



1866 Abondance (Haute-Savoie) - 1940 Abondance (Haute-Savoie)

Profession : Agriculteur et aubergiste

Dates de mandats : 1925 - 1928 (3 ans)

Sensibilité politique : Modéré ; Républicain Union Républicaine et Démocratique (1925)

Maire adjoint d'Abondance (1892 - 1925), conseiller d'arrondissement (1907 - 1925)

Conseiller municipal d'Abondance après 1925. Président du Conseil d'arrondissement. A son propos le préfet note : "Homme de bon sens. Intelligent et actif, fait partie des associations agricoles de l'arrondissement dont il est l'un des dirigeants les plus écoutés". Il a œuvré pour la conservation du cloître d'Abondance et la sauvegarde de la race bovine "Abondance".

Chevalier du Mérite agricole.

Canton d'élection : Abondance

Chessel André, Alphonse



1886 Abondance (Haute-Savoie) - 1962 Bonnevaux (Haute-Savoie)

Profession : Agriculteur

Dates de mandats : 1928 - 1940 (12 ans)

Sensibilité politique : Radical ; Radical-socialiste

Père de douze enfants. Conseiller municipal d'Abondance. Ancien combattant, il est président la section cantonale. Président de la fanfare. Capitaine des pompiers. Président de l'association des démobilisés du haut-canton.

Officier de la Légion d'honneur. Médaille militaire. Croix de guerre 1914-1918.



Bernex Jean-Baptiste, Marie



1893 Saint-Paul-en-Chablais (Haute-Savoie) - 1947 Evian-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études au grand séminaire d'Annecy où il est ordonné portier en 1920 après avoir participé à la Première Guerre mondiale. Il le quitte pour suivre des études de médecine. Médecin.

Dates de mandats : 1945 - 1947 (2 ans)

Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire

Vice-président du Conseil général : 1945 - 1947

Maire adjoint d'Evian-les-Bains (1941 - 1942, démission), conseiller d'arrondissement (1934 - 1940), député (1936 - 1940)

Mobilisé en 1914, il passe deux années au front puis reste mobilisé à l'Intérieur. Il est nommé caporal le 13 mars 1919. En 1934, il est proposé (et reçu) pour une pension définitive de 30% suite à la Grande Guerre. Devenu médecin, il exerce d'abord dans un cabinet avant de devenir médecin-chef à l'hôpital de la cité thermale. Elu au conseil d'arrondissement de Thonon-les-Bains en 1934, il en devient président. En 1935, il se présente aux sénatoriales mais se retire au second tour. La même année, il entre au conseil municipal d'Evian-les-Bains. En 1936, il se présente sous l'étiquette Union Républicaine. En tant que député, il est l'instigateur de la création du carnet de santé puisqu'il a rédigé au nom de la "commission de la santé publique, un rapport sur cette proposition". Il a également demandé à interpeller le Gouvernement sur les "conséquences désastreuses que pourrait avoir l'application de la loi des quarante heures dans l'industrie hôtelière". Situation qu'il connaissait bien puisqu'il était médecin dans la cité thermale d'Evian-les-Bains. Lors d'une discussion sur le budget de l'exercice de l'année 1938, il demande à ce que les pêcheurs riverains du lac Léman puissent bénéficier d'une réduction sur le prix des permis de pêche. L'année suivante, il attire l'attention des députés sur les inconvénients qui pourraient survenir suite à la suppression des trains desservant des régions frontalières où les sports d'hiver étaient pratiqués. Ce qui est le cas de la Haute-Savoie avec Chamonix ou encore la toute jeune station de Megève. A nouveau mobilisé pour la Seconde Guerre mondiale, il est nommé médecin-capitaine par décret du 25 avril 1940. Le 10 juillet 1940, il vote les pleins pouvoirs au maréchal Philippe Pétain. Il organise la Résistance dans le secteur proche de Bernex. Il appartient à la compagnie des Francs Tireurs et Partisans Français 93/12 du 20 mars 1943 au 7 avril 1944, date à laquelle il est arrêté. Après avoir été emprisonné à Annemasse puis à Montluc, il est déporté à Dachau d'où il est rapatrié le 30 avril 1945. A la Libération, il est relevé de sa déchéance. Sollicité pour être candidat au Conseil de la République, il décline l'offre et la propose à Charles Bosson. Président cantonal des déportés. Sa santé a été fragilisée par les mois de détention et il décède à peine quelques années après son retour des camps de la mort. Chevalier de la Légion d'honneur à titre posthume remise par Vincent Auriol.

J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire sociale, économique et politique*, Champ Vallon, 2 tomes, 1983 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Abondance

Berthet Marie, Anselme



1903 Abondance (Haute-Savoie) - 1980 Abondance (Haute-Savoie)

Profession : Cultivateur

Dates de mandats : 1947 - 1955 (8 ans)

Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire

Maire adjoint d'Abondance (1945 - 1947), maire d'Abondance (1947 - 1959)

Mobilisé en 1939 il se rend auprès du sous-préfet de Thonon-les-Bains, avec ses huit enfants, pour lui en confier la charge. Le sous-préfet le renvoie chez lui. Conseiller municipal d'Abondance en 1944. En 1947, il se présente pour remplacer le docteur Bernex. Officier du Mérite agricole.

Blanc Marie, François



1918 Abondance (Haute-Savoie) - 2006 Abondance (Haute-Savoie)

Profession : Il est successivement cultivateur, secrétaire, comptable, conseiller juridique et fiscal

Dates de mandats : 1955 - 1992 (37 ans)

Sensibilité politique : Républicain indépendant ; Sans Etiquette (1985)

Maire d'Abondance (1959 - 1965)

Conseiller municipal d'Abondance en 1953 puis de 1965 à 1971.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite. Chevalier du Mérite agricole.

Canton d'élection : Abondance

Crépy-Banfin André



1932 Châtel (Haute-Savoie) -

Profession : Lignard (ouvrier monteur des lignes électriques ou téléphoniques), hôtelier puis agent immobilier

Dates de mandats : 1992 - 2004 (12 ans)

Sensibilité politique : Rassemblement Pour la République dissident (1992) ; Union pour la Démocratie Française (1998)

Maire de Châtel (1971 - 2001)

Conseiller municipal de Châtel en 1965 puis en 2001. Il a beaucoup œuvré pour la station de Châtel qu'il contribue à développer. Il a été trésorier de l'association des Maires. Président de la Société d'Economie Mixte Transports et Tourisme et du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples. Vice-président de la Société Economique Alpestre.

Chevalier de la Légion d'honneur.

A. Crépy-Banfin, *Mémoires d'un maire de montagne*, 2009.

Bel Pascal



1953 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) -

Profession : Pisteur-secouriste. Directeur des remontées mécaniques de Super Châtel (1980-1992). Commerçant.

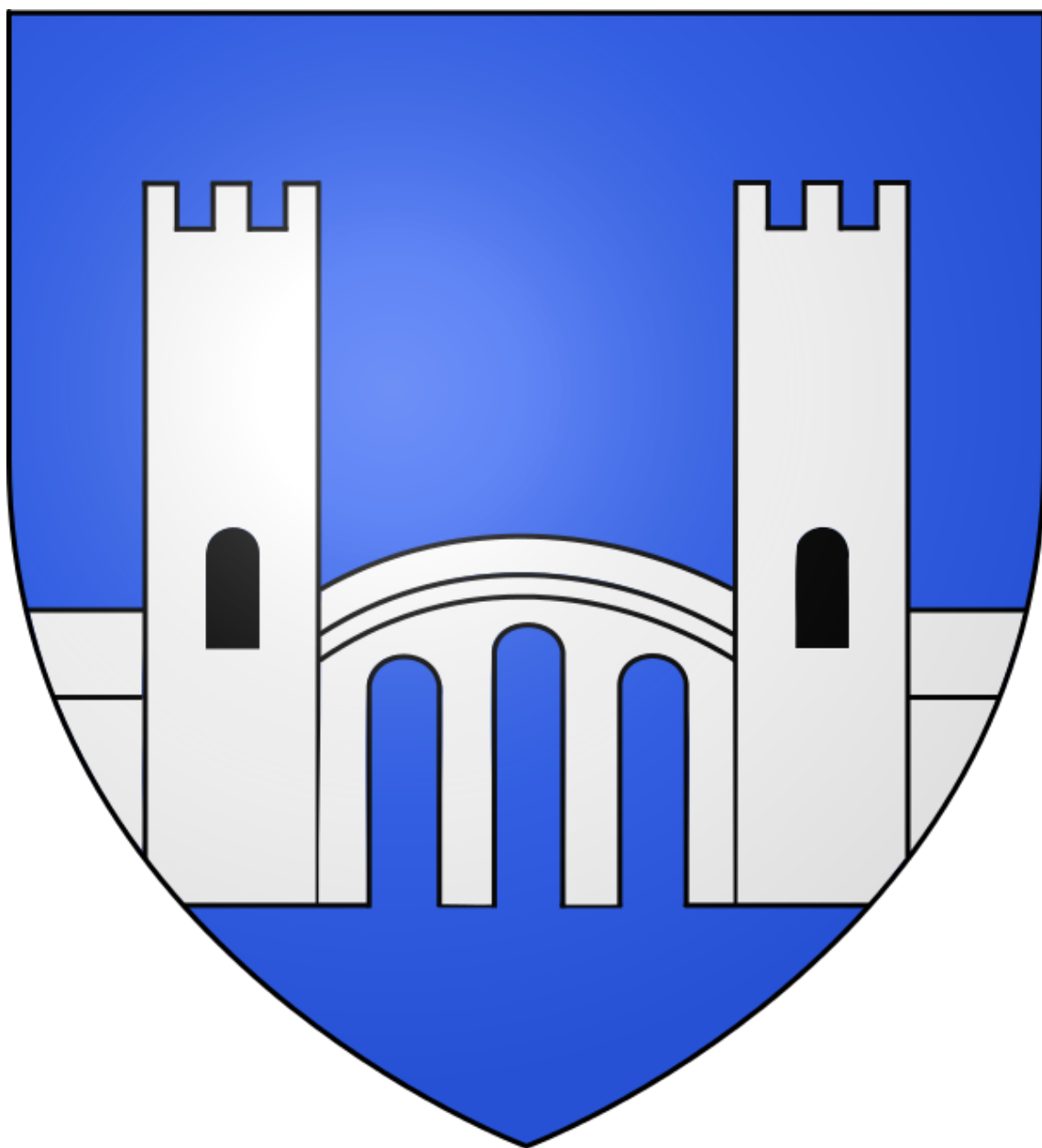
Dates de mandats : 2004 - en cours

Sensibilité politique : Divers droite ; Sans Etiquette (2011)

Conseiller municipal de Bonnevaux de 1986 à 1992. Président de l'A.I.C.A du Mont de Grange et Président de l'A.C.C.A de Bonnevaux. Membre actif de différentes associations de la vallée d'Abondance : association des commerçants de Châtel, associations de chasseurs, membre du ski-club de Châtel, secrétaire de l'Office du Tourisme de Châtel. Président de la commission des infrastructures routières et des bâtiments et de la commission d'appel d'offre du Conseil Général, Vice Président du Service Départemental d'Incendie, du Syndicat mixte d'eau et d'assainissement et de la COMEX (Maison Départementale des Handicapés).



Canton d'ALBY-SUR-CHÉРАН



Canton d'élection : Alby-sur-Chéran

Dagand François



1815 Alby-sur-Chéran (Haute-Savoie) - 1886 Alby-sur-Chéran (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études de médecine à Chambéry, Turin et Paris. Médecin et chirurgien

Dates de mandats : 1861 - 1886 (25 ans)

Sensibilité politique : Libéral

Syndic d'Alby (1857 - 1860), maire d'Alby (1860 - 1877 ; 1884 - 1886)

Conseiller municipal d'Alby-sur-Chéran où il s'est installé en 1840. En 1877, il démissionne de la mairie car il est en désaccord avec l'Ordre Moral et en 1886, c'est pour des raisons de santé. Il soigne souvent de façon gratuite. Il écrit différents ouvrages sur le goître, la variole ou encore la rage. Ces publications paraissent dans les *Mémoires de la Société médicale* de Grenoble. Membre actif de l'académie Florimontane. Secrétaire du Conseil général. En 1862, il reçoit la médaille d'or "grand modèle" du Conseil général pour son "dévouement en faveur des pauvres malades". Selon le préfet en 1874, Dagand a été "impérialiste ardent, décoré comme conseiller général et maire des plus dévoués au régime politique [il] est devenu depuis 1870 républicain non moins passionné".

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 14 août 1865).



Francoz Félix, Aimé



1847 Trévignin (Savoie) - 1921 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Interne des hôpitaux de Lyon. Médecin
Dates de mandats : 1886 - 1904 (18 ans)
Sensibilité politique : Républicain (modéré en 1892)
Président du Conseil général : 1893 - 1904
Maire adjoint d'Annecy (1881 - 1888), sénateur (1893 - 1909)

Mobilisé lors de la guerre de 1870 comme médecin aide-major, il se trouve à Bitche lors de l'encerclement prussien. Il arrive à Annecy après la guerre franco-prussienne et devient médecin à l'hôpital de la ville. Membre du conseil d'hygiène de la Haute-Savoie, il est médecin inspecteur des enfants en bas âge. Il est sollicité par la Société Républicaine pour se présenter au Conseil général. Conseiller municipal d'Annecy entre 1881 et 1896. Vice-président du bureau de bienfaisance. Au Sénat, il succède à Louis Chaumontel et il siège au groupe de la gauche républicaine. Il devient un spécialiste des questions d'hygiène publique au Sénat comme au Conseil général mais participe aussi à diverses commissions : octroi, postes de commis-greffiers, représentation des pauvres... Il a pourtant un sujet de prédilection : l'industrie mulassière (mules et mulets) en Savoie. Comme nombre de ses confrères, il reste attaché à sa région natale et essaie d'en défendre les intérêts. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'en novembre 1896, il s'oppose au projet de "loi approuvant la convention relative à la frontière franco-suisse entre le mont Dolent et le lac Léman". Quelques années plus tard, il intervient pour "réclamer l'augmentation des crédits destinés à la reconstitution du cadastre des deux départements savoisiens". Il ne faut pas omettre que dans certaines communes, les références cadastrales sont encore celles de la mappe sarde et que certains cadastres ne seront refaits que dans les années 1920 ! En 1898, le préfet déclare à son propos : "Très actif et doué d'une vive intelligence en même temps que d'un caractère très déterminé. Le Docteur Francoz aura une influence vive et légitime que lui a amenée sa longue pratique médicale. Il est très bien vu de la presque majorité de ses collègues du Conseil général et les sympathies ont pour résultat [...] la durable élection de monsieur Francoz au secrétariat et à la présidence du Conseil général". Après 1898, le préfet déclare que Félix Francoz a toujours "été un républicain très ferme" et que "la netteté de ses opinions lui a attiré l'hostilité du clergé et des réactionnaires qui poursuivent contre lui une campagne active pour l'empêcher d'être réélu sénateur. Homme excellent et sûr, son caractère un peu rude lui a créé des hostilités que sa bonté et sa bienfaisance connues ne justifient aucunement et qui servent de prétexte à la campagne faite contre lui par des intéressés suspects". Malgré tout, il est réélu au Sénat en 1900, mais deux ans plus tard il "gêne" la réélection à l'Assemblée nationale de Léon Berthet, élu depuis 1898. Ces deux hommes s'opposent sur la question de la zone franche. Léon Berthet "prend sa revanche" en 1904, en quittant son canton d'Annecy-sud pour se présenter aux cantonales dans celui d'Alby-sur-Chéran, celui là-même où Félix Francoz est élu depuis 1886. Félix Francoz est battu, il tente à plusieurs reprises de revenir sur la scène politique (cantonales, législatives, sénatoriales) mais sans succès. Secrétaire du Sénat (1901-1904). A l'occasion de l'élection de 1904, le préfet avait déclaré : "l'élection de M. Berthet est considérée comme assurée", pressentant ainsi l'échec du conseiller sortant. Officier d'Académie.

P. Mainguy, *Félix Francoz, mon grand-père*, s.d. ; J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire sociale, économique et politique*, Champ Vallon, 2 tomes, 1983 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Alby-sur-Chéran

Martin Jean-Marie



1878 Alby-sur-Chéran (Haute-Savoie) - 1935 Rabat (Maroc)

Profession : Clerc de notaire puis industriel en fonderie

Dates de mandats : 1919 - 1928 (9 ans)

Sensibilité politique : Progressiste ; Républicain de gauche ; Radical

Maire d'Alby-sur-Chéran (1919 - 1924)

Conseiller municipal d'Alby-sur-Chéran. Lors de son élection, le préfet note : "Industriel actif et intelligent, prendra très vite une place au Conseil général qui l'a déjà désigné comme membre de la commission départementale". En 1922, il note : "Actif et intelligent, M. Martin prend part à la discussion dans toutes les questions importantes". Rapporteur des affaires portant sur les voies ferrées d'intérêt local, l'électrification, l'aménagement du Rhône. Il quitte la Haute-Savoie pour le Maroc.

Pegaz-Toquet Jules, Albert



1888 Le Pont-de-Beauvoisin (Savoie) - 1950 Aix-les-Bains (Savoie)

Profession : Médecin

Dates de mandats : 1928 - 1934 (6 ans)

Sensibilité politique : Section Française de l'Internationale Ouvrière

Ancien combattant 1914-1918, il est blessé et cité à plusieurs reprises. Sous-lieutenant à titre définitif le 18 avril 1916, il est nommé lieutenant à titre définitif le 6 janvier 1921. Il devient ensuite médecin lieutenant de la 14^{ème} région militaire. Conseiller municipal d'Alby-sur-Chéran de 1919 à 1925. A son propos, le préfet note : "Intelligent et actif, exerçant la médecine en philanthrope" il est "très populaire dans le canton d'Alby où sa situation politique ne fera que croître".

Chevalier de la Légion d'honneur (13 mars 1933, sur rapport du ministre de la Guerre). Médaille militaire. Croix de guerre 1914-1918.

Canton d'élection : Alby-sur-Chéran

Blanchet François, Joseph



1888 Alby-sur-Chéran (Haute-Savoie) - 1969 Alby-sur-Chéran (Haute-Savoie)

Profession : Notaire

Dates de mandats : 1934 - 1940 (6 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste

Maire d'Alby-sur-Chéran (1934 - 1944)

Ancien combattant 1914-1918. Elu sans opposition en 1934. A cette occasion, le préfet déclare que Joseph Blanchet est un homme sympathique mais qu'il ne paraît pas "devoir jouer un rôle de premier plan au Conseil général et dans la politique départementale". Conseiller municipal d'Alby-sur-Chéran. Nommé conseiller départemental en décembre 1942, il refuse de siéger. Chevalier de la Légion d'honneur. Médaille militaire. Croix de guerre 1914-1918.

Matrod Joseph



1899 Gruffy (Haute-Savoie) - 1971 Gruffy (Haute-Savoie)

Profession : Scieur, négociant en bois

Dates de mandats : 1945 - 1949 (4 ans)

Sensibilité politique : Communiste

Maire de Gruffy (1944 - 1965)

Engagé volontaire en 1914-1918, mobilisé en 1939-1940. Résistant, il préside le Comité de Libération. Conseiller municipal de Gruffy.

Canton d'élection : Alby-sur-Chéran

Gourry Léon, François, Maurice



1896 Alby-sur-Chéran (Haute-Savoie) - 1965 Lyon (Rhône)

Profession : Etudiant en droit. Inspecteur des contributions directes (Alby-sur-Chéran, 1920 ; Albertville, 1927 ; Lyon, 1928)

Dates de mandats : 1949 - 1964 (15 ans)

Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire

Maire d'Alby-sur-Chéran (1947 - 1964)

Ancien combattant de 1914-1918, il est blessé à plusieurs reprises. Il est nommé lieutenant à titre définitif par décret présidentiel de 1925. Conseiller municipal d'Alby-sur-Chéran. En tant que conseiller général, il a fait adopter un classement financier des communes permettant de moduler les aides du Conseil général.

Chevalier de la Légion d'honneur. Médaille militaire. Croix de guerre 1914-1918. Officier du Mérite civil.

Daviet Gaston, Joseph, Antoine



1912 Viuz-la-Chiésaz (Haute-Savoie) - 2003 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Exploitant forestier, scieur

Dates de mandats : 1964 - 1973 (9 ans)

Sensibilité politique : Sans étiquette ; Indépendant de gauche

Maire de Viuz-la-Chiésaz (1947 - 1974)

Conseiller municipal de Viuz-la-Chiésaz (1944-1947). En 1973, il se retire après le premier tour étant distancé par celui qui lui succèdera : Pierre Paillet.

Canton d'élection : Alby-sur-Chéran

Paillet Pierre



1932 Vienne (Isère) - 1991 Lyon (Rhône)

Profession : Médecin

Dates de mandats : 1973 - 1991 (18 ans)

Sensibilité politique : PR-Union pour la Démocratie Française (1985)

Maire d'Alby-sur-Chéran (1983 - 1991)

Conseiller municipal d'Alby-sur-Chéran. Président de la commission agricole, de l'économie, de la solidarité, de la marque collective Savoie et de l'entente régionale de Savoie (1986). Suppléant du député Jean Brocard. Il est le dernier président de la commission départementale qui est supprimée par les lois de décentralisation de 1982.

Peilloud Fernand



1941 Annecy (Haute-Savoie) -

Profession : Ingénieur mécanicien

Dates de mandats : 1992 - 2011 (19 ans)

Sensibilité politique : Sans étiquette ; Divers gauche (1998)

Vice-président du Conseil général : 2004 - 2011

Maire d'Héry-sur-Alby (1977 - 2001)

Il a été président du syndicat d'équipement scolaire et de la communauté de communes du pays d'Alby. Il est président de THESAME (2000-2010) puis président d'honneur.

Election d'élection : Alby-sur-Chéran

Martin Jean-Claude



1955 Grenoble (Isère) -

Profession : Ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure, il en est agrégé. Il a travaillé au ministère des Affaires Etrangères puis a enseigné en classes préparatoires. Enseignant

Dates de mandats : 2011 - en cours

Sensibilité politique : Sans Etiquette

Maire adjoint d'Alby-sur-Chéran (1989 - 2001), maire d'Alby-sur-Chéran (2001 - en cours)

Conseiller municipal d'Alby-sur-Chéran. Président de la communauté de communes du pays d'Alby et du Syndicat intercommunal de traitement des ordures de l'Albanais. Initiateur et président de l'établissement public foncier de Haute-Savoie. Vice-président du Syndicat intercommunal du Lac d'Annecy. Président du SIGAL.



Canton d'ANNECY

Cantons d'Annecy-Centre
d'Annecy-Nord
d'Annecy-Nord-Est
d'Annecy-Nord-Ouest
d'Annecy-Sud



Canton d'élection : Annecy-Centre

Bosson Bernard, Marie, Antoine



1948 Annecy (Haute-Savoie) -

Profession : Il fait ses études de droit à Lyon. Licencié en droit, diplôme d'études supérieures en droit du travail, en droit public et administratif. Avocat

Dates de mandats : 1979 - 1988 (9 ans)

Sensibilité politique : Centre des Démocrates Sociaux

Maire d'Annecy (1983 - 2007), député (1986 ; 1988 - 1993 ; 1995 - 2007), conseiller régional (1983 - 1986), secrétaire d'Etat (1986) ; ministre (1986 - 1988 ; 1993 - 1995)

Conseiller municipal d'Annecy (1977-1983 et 2007). A la mairie d'Annecy, il succède à André Fumex, qui avait lui-même succédé à Charles Bosson, père de Bernard. Il poursuit l'œuvre d'agrandissement de la ville. En 1986, il est nommé Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, chargé des collectivités locales, dans le gouvernement de Jacques Chirac. D'août 1986 à mai 1988, il est ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé des Affaires européennes. C'est notamment à cette occasion qu'il travaille sur les conséquences de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans l'Union Européenne. Secrétaire général national du Centre des Démocrates Sociaux d'octobre 1991-1994. De 1993 à 1995, il est ministre de l'Equipement, des Transports et du Tourisme dans le gouvernement d'Edouard Balladur. En 1993, la droite ayant remporté les législatives, François Mitterrand nomme Edouard Balladur à Matignon et parmi ses proches figure Bernard Bosson à qui il demande ce qu'il souhaite. Ce dernier lui fait part de son désir d'obtenir le ministère de l'Equipement, ce que Balladur lui promet. Or, quelques jours plus tard, dans le bureau de René Monory, alors président du Sénat, il apprend que le ministère convoité a été donné à Charles Million. Il refuse alors les ministères qui lui sont proposés : l'Agriculture ou la Justice. Peu après, Edouard Balladur revient sur sa décision, Bernard Bosson obtient l'Equipement. C'est Nicolas Sarkozy, alors premier collaborateur d'Edouard Balladur, qui lui annonce. Au cours de sa première année de ministère, il doit faire face à la grève d'Air France. Président départemental et vice-président national de la nouvelle Union pour la Démocratie Française (1998-2004). Membre du comité national des Finances locales (1983-1995). Vice-président de l'association des maires de France (1989-1993). Premier vice-président du conseil français du mouvement européen (1990-1997). Président honoraire de la Communauté d'Agglomération Annécienne. Secrétaire du Conseil général (1982-1988). Lors de sa nomination comme ministre en 1986, il cède sa place de député à Claude Birraux et en 1993, il la cède à Pierre Hérisson.

Chevalier de la Légion d'honneur.

Corajoud Jean-Louis



1934 Présilly (Haute-Savoie) - 2013 Metz-Tessy (Haute-Savoie)

Profession : Il obtient un certificat d'études primaires et fréquente l'école Pigier. Commerçant, président de Client-Roi, agent immobilier (1977 - 1983) puis assistant parlementaire (1998 - 2000)

Dates de mandats : 1988 - 1998 (10 ans)

Sensibilité politique : Union pour la Démocratie Française - Rassemblement Pour la République
Adjoint au maire d'Annecy (1989 - 1995), conseiller régional désigné (1973 - 1983)

Il est désigné par la ville d'Annecy pour le Conseil régional. En 1998, Bernard Bosson préfère soutenir Yvette Martinet plutôt que Jean-Louis Corajoud qui lui avait pourtant succédé au Conseil général. Membre du bureau et secrétaire de l'Assemblée départementale. Conseiller municipal d'Annecy (1971-1989) en charge des services techniques, des travaux et de la circulation. Vice-président du district d'Annecy (1993-1995). Président du syndicat intercommunal de transports urbains (1983-1993) et de la Syndicat Intercommunal des Bus de la Région Annécienne (1983-1995). Président national de l'Association des Gestionnaires Indépendants de Réseaux de transports.

Martinet (née Mathieu) Yvette, Marie-Louise



1932 Cusy (Haute-Savoie) - 2000 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Assistante sociale

Dates de mandats : 1998 - 2000 (2 ans)

Sensibilité politique : Union pour la Démocratie Française

Maire-adjointe d'Annecy (1975 - 2000)

Conseillère municipale d'Annecy en 1965. Elle est la première femme adjointe à la mairie d'Annecy. Elle est chargée des affaires sociales, familiales et du logement de 1975 à 1995 puis de l'environnement de 1995 à son décès. En 1998, Bernard Bosson la préfère à Jean-Louis Corajoud. Une salle, située 15 avenue des Iles, porte son nom.

Chevalier de la Légion d'honneur. Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Canton d'élection : Annecy-Centre

Rigaut Jean-Luc



1959 Meaux (Seine-et-Marne) -

Profession : Ingénieur à la Société Nationale des Chemins de Fer. Directeur de l'équipement Haute-Savoie de 1997 à 2001, il est ensuite chargé de mission auprès de la direction des gares

Dates de mandats : 2000 - en cours

Sensibilité politique : Union pour la Démocratie Française puis Union des Démocrates et Indépendants

Premier adjoint au maire d'Annecy (2001 - 2007), maire d'Annecy (2007 - en cours)

Ancien champion du monde de canoë-kayak. Conseiller municipal d'Annecy dès 1995. Il succède à Bernard Bosson lorsque celui-ci démissionne en 2007. Vice-président de la Communauté d'Agglomération d'Annecy chargé des transports urbains de 2001 à 2007. Président de la Société Intercommunale des Bus de la Région Annecienne. Président de la Communauté d'Agglomération d'Annecy (2007-en cours). Administrateur de l'OPH Haute Savoie Habitat depuis 1998. Chevalier de la Légion d'honneur.



Canton d'élection : Annecy-Nord

Levet Aimé, Antoine



1806 Annecy (Haute-Savoie) - 1889 Annecy-le-Vieux (Haute-Savoie)

Profession : Docteur en droit de l'université de Turin. Avocat. Directeur de la succursale de la Banque de France à partir de 1865

Dates de mandats : 1861 - 1864 (3 ans)

Sensibilité politique : Royaliste libéral anticlérical (opportuniste)

Président du Conseil général : 1861 - 1864

Vice-syndic (1849 - 1852) puis syndic d'Annecy (1852 - 1860), maire d'Annecy (1860 - 1865), député au parlement de Turin (1848 - 1849)

Questeur à la Chambre de Turin. Franc-maçon. Il siège au conseil de Province dès sa création en 1848. Il siège également au Conseil de division. Il est nommé maire d'Annecy par Napoléon III, ce qui lui est reproché par certains de ses adversaires. Il se rallie à la France par raison et préside la réunion des conseillers provinciaux d'Annecy et de Chambéry qui envoie une délégation à Paris afin d'éviter tout démembrement de la Savoie. Membre du Comité central républicain d'Annecy en 1870. Conseiller municipal jusqu'en 1884.

Chevalier de la Légion d'honneur. Officier d'Académie. Officier des Saints Maurice et Lazare.

J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963 ; C. Sorrel, P. Guichonnet (dir.), *La Savoie et l'Europe, 1860-2010*, La Fontaine de Siloé, 2010.

Laeuffer Jean, Gottfried



1793 Carouge (Ge, Suisse) - 1874 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Directeur de la Manufacture de coton

Dates de mandats : 1864 - 1871 (7 ans)

Sensibilité politique : Conservateur

Président du Conseil général : 1870 - 1871

Il acquiert l'ancien couvent des Clarisses en 1828 pour en faire la Manufacture d'Annecy et de Pont. Les conditions de travail dans son entreprise sont telles que Mgr Louis Rendu, évêque d'Annecy, proteste dans son *Mémoire sur le prolétariat* daté du 15 novembre 1845. Laeuffer se retire au profit de Louis Chaumontel en 1871. Conseiller municipal d'Annecy en 1865-1871. Lors de la session extraordinaire d'octobre 1870, il est choisi comme président du Conseil général puisqu'il est alors le plus âgé. A la même période, il est membre d'un comité conservateur qui s'est constitué à Annecy.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 14 novembre 1860). Officier des Saints Maurice et Lazare.

Canton d'élection : Annecy-Nord

Chaumontel François, Louis



1828 Annecy (Haute-Savoie) - 1892 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études au collège chappuisien à Annecy avant de rejoindre Turin pour faire des études de droit. Docteur en droit en 1851. Suppléant du juge de mandement d'Annecy (1853 - 1860) puis du juge de paix. Avocat. Plusieurs fois bâtonnier de l'ordre des avocats d'Annecy

Dates de mandats : 1871 - 1892 (21 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Président du Conseil général : 1871 - 1893

Maire adjoint d'Annecy (1860 - 1870), maire d'Annecy (1871 - 1874 ; 1875 - 1877 ; 1878 - 1884), conseiller d'arrondissement (1861 - 1871), sénateur (1876 - 1892), conseiller provincial (1855 - 1860)

Beau-frère de Jules Philippe et de Frédéric Laeuffer, fils de Jean Gottfried Laeuffer, conseiller général du canton d'Annecy-Nord. En 1847, à Turin, il rencontre Alfred Chardon ; ils seront diplômés puis élus au Sénat ensemble. Tant que le régime est celui de l'Empire il refuse la mairie d'Annecy. Conseiller municipal de 1888 à son décès. En tant que maire, il était opposé au général Patrice de Mac Mahon. Il démissionne de son poste de maire du 11 février 1874 au 16 février 1875 en signe de protestation face à l'Ordre Moral. Il est révoqué le 5 octobre 1877. Cependant il est renommé dans cette fonction le 11 février 1878. Il est à l'origine de l'éclairage public par réverbères à huile (1871), du transfert des haras rue Guillaume Fichet. Franc-maçon, il est vénérable de la loge d'Annecy, mais il aura une sépulture religieuse. Il est secrétaire du conseil d'arrondissement. Ses électeurs lui reprochent ses nombreux déplacements à Paris, en même temps qu'ils déplorent la création de l'École Normale d'instituteurs à Albertville et non à Annecy. Il est élu au Sénat, en même temps que son confrère Alfred Chardon et face à Amédée de Foras, conseiller général du Biot. Comme Alfred Chardon, il prend place à gauche. Il se prononce contre le gouvernement du 16 mai et contre la dissolution de la Chambre des députés, mais il soutient les ministères Jules Dufaure et Jules Ferry, notamment en votant l'article 7 des lois sur l'enseignement (mars 1880), l'application des décrets aux congrégations. Il est pour le rétablissement du divorce et favorable à l'expulsion des princes. En 1889, il vote pour le rétablissement du scrutin d'arrondissement et pour la procédure "à suivre devant le Sénat pour juger les attentats contre la sûreté de l'Etat", mais il s'abstient pour le projet de loi Lisbonne relatif à la restriction de la liberté de la presse. En 1892, il hésite à se présenter du fait de son état de santé. En tant que sénateur, il a été le rapporteur de près de deux cent projets de loi. En républicain convaincu, il soutenait la politique de laïcisation, qu'il avait parfois "anticipée dans sa ville". Président d'honneur de la Société de gymnastique. Dans son éloge funèbre prononcé au Sénat, le président Philippe Le Royer dira : "Comme maire et conseiller général d'Annecy, [...] il s'était recommandé au choix de ses électeurs par son caractère accueillant, par la modération de ses convictions et par la correction de sa vie. Parmi nous, il s'est constamment montré le plus bienveillant et le plus dévoué des collègues, le plus résolument libéral et le plus sincère patriote parmi les derniers venus de la nation française". A Annecy, les honneurs militaires lui sont rendus par des soldats du 30^e Régiment d'Infanterie. Les cordons du poêle sont tenus entre autre par Alfred Chardon, son ami ; Charles Forest, sénateur de Savoie ; Jules Mercier, alors secrétaire du Conseil général ; Louis Boch, maire d'Annecy. Il aurait déclaré au préfet quelques jours avant son décès : "J'ai essayé dans ma vie de faire du bien, et je crois n'avoir jamais fait du mal à personne". Il est le grand-père de Jacques Balmain, et le beau-père de Joseph Balmain, tous deux conseillers généraux de Chamoux-sur-Gelon (Savoie).

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 12 juillet 1880). Officier d'Académie.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire économique, sociale et politique*, Champ Vallon, 1983 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Annecy-Nord

Grivaz Louis, Marie, Joseph, François



1864 Annecy (Haute-Savoie) - 1917 Blanzay (Aisne)

Profession : Il fait ses études de droit à Grenoble. Notaire, il reprend l'étude de son père en 1892

Dates de mandats : 1892 - 1898 (6 ans)

Sensibilité politique : Républicain libéral

Conseiller municipal d'Annecy de 1892 à 1898 puis de 1902 à 1904. Il est vice-président du Syndicat d'Initiative. Cité au *Journal Officiel* du 31 mars 1908 pour son zèle à suivre les cours de l'école de l'instruction en 1907. Durant la guerre de 1914-1918, il est chef de bataillon (promu à ce grade le 1^{er} mai 1917) au 170^e Régiment d'Infanterie. Blessé à la tête par un coup de feu alors qu'il était à la tête de son unité. Il est porté disparu le 4 mai 1917 à Berméricourt. Il décède dans une ambulance allemande le 3 juin 1917. Mort pour la France (jugement 3 janvier 1919). Il est le fils de Louis Grivaz, conseiller général du canton d'Annecy-Sud.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 14 avril 1917, proposition du ministre de la Guerre). Officier d'Académie.

Boch Louis, Paul, Laurent



1840 Annecy (Haute-Savoie) - 1909 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Il a fait ses études à l'université de Turin et à l'école des Beaux-Arts de Paris. Architecte

Dates de mandats : 1898 - 1904 (6 ans)

Sensibilité politique : Républicain modéré (1898)

Maire d'Annecy (1888 - 1903)

Capitaine au 1^{er} bataillon de la 1^{ère} Légion de la Garde nationale mobilisée de Haute-Savoie, il participe à la bataille de Dijon en 1871. Conseiller municipal de Veyrier-du-Lac (1871-1874 ; 1876-1878; 1884-1888). Il s'est présenté deux fois à la mairie d'Annecy avant d'être élu maire en 1888 et ce en battant d'une seule voix Jean-Louis Grivaz (conseiller général et père de Louis Grivaz, également conseiller général). En tant que maire d'Annecy, on lui doit la création du lycée de jeunes filles (actuel collège Raoul Blanchard), l'agrandissement des rues Filaterie et Grenette mais également la sauvegarde du palais de l'Isle. Toujours en tant que premier édile, il reçoit deux présidents de la République, d'abord Sadi Carnot, en 1888 pour l'inauguration du lycée de garçons (actuel Lycée Berthollet) et Félix Faure, en 1897.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 29 décembre 1898). Officier d'Académie.

Girod Ferdinand



1864 Annecy (Haute-Savoie) - 1948 Philippeville (Algérie)

Profession : Employé de l'administration préfectorale puis tenancier d'une brasserie. Percepteur (1907-1925)
Dates de mandats : 1904 - 1907 (3 ans)
Sensibilité politique : Républicain, radical (1904)
Maire adjoint d'Annecy (1904 - 1925)

Il revient de l'armée d'Afrique avec de nombreuses décorations. Sa brasserie devient le lieu de réunion des républicains annéciens. A la retraite, il s'occupe du secrétariat de la Chambre de commerce et de la mise en place des assurances sociales. Vice-président de l'Union mutualiste de la Haute-Savoie. Président de la société de secours mutuels "L'Union Fraternelle des anciens militaires de la Haute-Savoie". Administrateur délégué de la Caisse autonome mutualiste de la Haute-Savoie. Président du conseil de direction de la Caisse Primaire des Assurances Sociales. Directeur, à titre bénévole, de cette caisse. Il meurt en Algérie où il a été rejoindre l'une de ses filles en 1940.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 4 mai 1934). Officier d'Académie. Officier du Nicham Iftikhar.

Ferrero sauveur, Claude, Marius



© AM Annecy, 15 Fi 680
Crédit photo : Hélène Avan

1871 Annecy (Haute-Savoie) - 1953 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Epicier. Il se spécialise ensuite dans les fournitures militaires : "Equipements militaires Ferrero"
Dates de mandats : 1907 - 1922 (15 ans)
Sensibilité politique : Radical
Vice-président du Conseil général : 1920 - 1922
Maire d'Annecy (1904 - 1909)

Fondateur de l'Université Populaire en 1898. Conseiller municipal d'Annecy (1900-1904 ; 1909-1941). En 1902, il refuse la charge de maire, mais en 1904, il est élu maire d'Annecy et le reste jusqu'à sa démission. Secrétaire du Conseil général. Fondateur de la Chambre de commerce dont il est président de 1907 à 1942. Vice-président du comité pour le percement du Mont-Blanc en 1934. Administrateur de la caisse régionale du Crédit Agricole mutuel de la Haute-Savoie, de la Banque de France, de la Banque Populaire. Vice-président de la Société Savoisienne de Crédit. Inspecteur de l'enseignement technique. Président du comité de patronage de l'Ecole Primaire Supérieure d'Annecy. Vénérable de la Loge "l'Allobrogie". Président du comité départemental de patronage des Habitations à Bon Marché. Il a publié trois ouvrages sur la question des zones franches. Président du comité de propagande coloniale. L'élection de 1919 est contestée par Antoine de Menthon, mais validée par le Conseil d'Etat (27 août 1920). Officier de la Légion d'honneur (décret du 12 janvier 1933). Officier d'Académie.

Gallet Claudius, Joseph



1874 Annecy (Haute-Savoie) - 1936 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études au collège de Bonneville puis à Annecy avant d'intégrer la faculté de médecine de Lyon. Docteur en médecine en 1900

Dates de mandats : 1922 - 1936 (14 ans)

Sensibilité politique : Républicain de gauche (1922) ; Radical-socialiste (1934)

Sénateur (1920 - 1936), ministre (1929-1930)

Sa thèse porte sur " les luxations congénitales de la rotule". Dès l'obtention de son doctorat, il vient s'établir dans sa ville natale. Il exerce également dans les communes environnantes, "constamment guidé par un seul idéal : soulager la misère sous toutes ses formes". Vice-président du bureau de bienfaisance. Candidat à la mairie d'Annecy en 1901, il est conseiller municipal de 1909 à 1936. Il est "devenu conseiller municipal, porté à l'Hôtel-de-Ville par la reconnaissance populaire, à l'unanimité, malgré son idéal politique qu'il n'a jamais caché". En 1914, il est médecin-chef du dépôt du 30^{ème} Régiment d'Infanterie et du 230^{ème} Régiment d'Infanterie. C'est volontairement qu'il rejoint le front où il est blessé. Il est cité plusieurs fois pour son courage. En février 1915, sa citation à l'ordre de la brigade rappelle qu'il a fait "preuve du plus entier dévouement et du plus grand mépris du danger toujours présent dans les tranchées de premières lignes. Dans l'après-midi du 11 février ayant appris qu'un obus de gros calibre venait de tomber sur le poste de commandement de la 56^{ème} brigade [,il] s'est porté spontanément auprès du général pour apporter les soins médicaux qu'il supposait nécessaires". En juin 1918, sa citation à l'ordre de la division rappelle que depuis neuf mois "qu'il est au régiment, qu'il en dirige le service médical avec une compétence indiscutable, un zèle jamais ralenti pendant le mois de mai 1918 dans un secteur pénible, a grâce à son énergie, à son sentiment du devoir, à son clair bon sens contribué dans la plus large mesure à maintenir malgré les intempéries, les fatigues et les bombardements à obus toxique la santé physique et morale du régiment". En septembre 1918, l'ordre général du 4^{ème} Corps d'Armée rappelle que Claudius Gallet est cité à l'ordre du Corps d'Armée car "au front depuis octobre 1914, modèle des vertus professionnelles et militaires. Intoxiqué sérieusement le 26 juillet 1916 n'a pas voulu quitter son poste. Pendant dix jours et dix nuits, les yeux mi-fermés, la voix atteinte, la poitrine convulsée par la toux, a continué ses soins aux blessés et malades faisant par son énergie l'admiration de tout son entourage". En 1919, il devient médecin-major de première classe des sapeurs-pompiers d'Annecy, poste qu'il occupe jusqu'à son décès. En 1920, lorsqu'il est élu au Sénat, il rejoint le groupe de la Gauche démocratique radicale et radicale-socialiste. De retour du front, il se consacre à la défense des droits et de la dignité des anciens combattants. D'ailleurs, Jules Jeanneney, président du Sénat, déclare en 1936, que "c'était devenu pour lui une religion véritable pour laquelle son cœur ne cessa plus de se dépenser". Il est membre de plusieurs commissions dont certaines sont en relation directe avec les "Poilus", comme la commission de Rééducation fonctionnelle et professionnelle des mutilés. Il est membre des commissions de l'Assistance et de la prévoyance sociale, de l'Armée, des Récompenses nationales, des Finances. Il se fait également entendre lors de projets de loi relatifs aux anciens combattants. Lui-même décoré de la Légion d'honneur au front, demande au gouvernement "de se montrer très sévère dans l'attribution des croix à titre civil et de rechercher chez les impétrants le désintéressement absolu et le sentiment patriotique, toutes qualités portées haut par [le]s admirables poilus". En 1920, concernant l'amnistie qui est discutée, il recommande "l'indulgence la plus large à l'égard des anciens combattants dont

l'équilibre moral a pu être rompu dans les heures d'atroces souffrances et d'angoisse qu'ils ont vécues et, à leur retour à l'intérieur, le spectacle des agissements scandaleux des profiteurs de guerre". En 1923, il intervient pour faire invalider l'élection d'Amédée Petit, tout juste élu dans le Pas-de-Calais. En effet, le 17 mai, alors que le rapporteur de l'élection d'Amédée Petit propose la validation au nom du cinquième bureau, le sénateur Claudius Gallet demande la parole et "brièvement, non sans émotion", il déclare qu'il y "allait de l'honneur du Sénat de ne pas admettre M. Petit avant d'avoir procédé à une enquête sur sa conduite pendant la guerre, en août 1914". Le président du Sénat déclare alors, en substance, qu'une enquête est inutile, mais Claudius Gallet "dans une réplique développée et toujours émue [...] cite des faits, invoque des témoignages". Il réussit à faire invalider ce sénateur. En 1926, il siège au conseil supérieur de l'Office National des Pupilles de la Nation et préside la fusion de l'Office National des Combattants avec celui des Mutilés. Il devient secrétaire du Sénat en 1925 et en 1933, il est questeur. En 1929, il est appelé au ministère des Pensions, dans le cabinet André Tardieu, il y reste jusqu'à la création d'un nouveau cabinet par Camille Chautemps, en février 1930. Mais ce dernier est bien éphémère. Au total, Claudius Gallet occupe son poste de ministre pendant près de quatre mois. Le poste lui est de nouveau proposé, mais il refuse. Il accepte cependant de devenir Président du Comité d'Administration de l'Office National des Pupilles de la Nation, des Mutilés et Anciens Combattants, se rendant ainsi utile à ses camarades de combat, ces deux organismes fusionnant en 1933. Au Conseil général, il aurait pu occuper une place plus importante, mais "dédaignant les titres honorifiques, son seul désir fut de faire, dans la clarté et la logique, œuvre utile pour la collectivité". S'il accepte les crédits justifiés, il s'oppose aux dépenses réclamées par des intérêts particuliers. Membre de l'académie Florimontane. Collaborateur de revues satiriques et à la *Revue politique des idées et des institutions*. Il a beaucoup œuvré pour les personnes en difficulté. D'ailleurs à ce propos, Joseph Blanc déclare en 1936 : "Je ne fus point étonné, mais profondément touché, lorsque, il y a presque dix ans, dans une réunion publique tenue à la mairie d'une commune voisine [d'Annecy], je vis de nombreuses mains se tendre vers lui, tandis que s'élevaient des exclamations rappelant le *bon docteur, le docteur des pauvres* qu'il avait été pendant son activité professionnelle". Dans un discours prononcé à Bonneville, Claudius Gallet rappelait : "C'est vrai, je l'avoue. [...] Venu d'un milieu très humble, j'ai pour les humbles une grande affection ; je dois dire que c'est où j'ai vu la nature humaine avec toutes ses délicatesses, toute sa générosité". Un monument fut inauguré à sa mémoire en 1939. D'abord placé devant le lycée de jeunes filles (actuel collège Raoul Blanchard), il a été déplacé en 2005, derrière l'Hôtel de ville d'Annecy, dans le jardin de l'Europe. Il se compose du buste du docteur Gallet et de quatre bas-reliefs qui rappellent son dévouement aux pauvres avec l'inscription : "Au bon docteur médecin des pauvres", mais aussi son attachement aux anciens combattants puisqu'un bas-relief représente des soldats avec l'inscription : "Au médecin soldat les anciens combattants". Rappelant sa carrière nationale, il est inscrit qu'il fut "ministre des Pensions et questeur du Sénat". Enfin le dernier bas-relief souligne la reconnaissance d'Annecy et de la Haute-Savoie.

Chevalier de la Légion d'honneur par l'arrêté du 15 décembre 1916, il est fait Officier par décret du 9 janvier 1928. Titulaire de 5 citations, de la croix de guerre.

L. D. "Le docteur Gallet", in *Revue Savoisiennne*, 1936, p. 145-147 ; J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; P. Turpault, "La guerre de 1914-1918. Extrait des carnets du docteur Gallet (Annecy)", *Information régionale* (C.R.D.P. de Grenoble), n° 11, 1972-1973 ; J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire économique, sociale et politique*, Champ Vallon, 1983 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Annecy-Nord

Bouchet André, Ernest



1897 Paris (4^{ème}, Seine) - 1962 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Avocat. Bâtonnier

Dates de mandats : 1936 - 1940 ; 1945 - 1949 (7 ans)

Sensibilité politique : Union Républicaine et Démocratique (1936), Mouvement Républicain Populaire

Conseiller municipal d'Annecy en 1941, 1945, 1947 et 1953. Il est nommé président de la délégation spéciale de Talloires le 5 juillet 1946 et le reste jusqu'en 1947, et ce à la suite à la démission du conseil municipal et du refus du maire et de son adjoint de traiter les affaires courantes. Président de l'association des familles nombreuses pendant dix-neuf années.

Chevalier de la Légion d'honneur.



Canton d'élection : Annecy-Nord (1949-1951) puis Thorens-Glières (1958-1982)

Lavy Arthur, Claudius



1905 Pringy (Haute-Savoie) - 1986 Argonay (Haute-Savoie)

Profession : Inspecteur principal des contributions directes

Dates de mandats : 1949 - 1951 ; 1958 - 1982 (26 ans)

Sensibilité politique : Rassemblement du Peuple Français, Indépendant (1964)

Président du Conseil général : 1958 - 1979

Maire d'Argonay (1935 - 1986), sénateur (1958 - 1977), conseiller régional désigné (1973 - 1982)

En 1951, son élection est invalidée pour incompatibilité professionnelle, il se présente alors dans le canton de Thorens-Glières. En tant que maire, il obtient la transformation de la dénomination d'Argonnex en Argonay. Il en sera pendant plus d'un demi-siècle le premier édile. En tant que président du Conseil général, il a beaucoup œuvré pour la réalisation du tunnel du Mont-Blanc, pour l'automatisation du téléphone, pour les équipements touristiques de montagne. Il s'est préoccupé de la mise en place d'une coopération fructueuse entre son département et Genève. Dans un autre domaine, mais qui touche nombre de ses concitoyens, il favorise la lutte contre la tuberculose bovine. En 1963, l'aide départementale à la prophylaxie de la tuberculose bovine atteint les 1,7 millions de francs, ce qui représente une somme "considérable" et qui devait permettre aux "éleveurs d'être parés" lorsque la prophylaxie devait être obligatoire en France, peu après. Mesure qui n'a pas toujours été bien comprise et acceptée au départ par certains agriculteurs. En 1967, le Conseil général vote un crédit de 5 040 francs pour la lutte contre la brucellose bovine. Sa longévité comme président du Conseil général, mais aussi sa personnalité sont sans doute à l'origine du surnom de "Roi Arthur", qui comme celui de "Président Lavy" reste dans les mémoires. Lorsqu'il quitte la présidence du Conseil général, il est remplacé par Bernard Pellarin, pour qui il a été un mentor. Bien qu'opposé à la création des régions, il devient en 1974 vice-président de la région Rhône-Alpes. Président du syndicat des collectivités concédantes et régies d'électricité. Au Sénat, il est membre de la commission des Affaires culturelles de 1959 à 1960 avant de rejoindre la commission des Affaires sociales qu'il ne quittera qu'en 1976. Il vote pour la loi du 4 février 1960 qui autorise le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, certaines mesures relatives au maintien de l'ordre, à la sauvegarde de l'Etat, à la pacification et à l'administration de l'Algérie. En 1968, il est réélu sénateur (168 voix sur 917) mais obtient moins de voix que Charles Bosson (498 voix sur 917). En 1974, il vote pour la majorité à 18 ans, mais, la même année, il s'oppose à la loi sur l'interruption volontaire de grossesse. Contrairement à ce qui est indiqué dans sa biographie qui se trouve sur le site internet du Sénat, il n'a pas été conseiller général du canton de Thorens en 1935 puisqu'à cette date le conseiller en poste est François Roussy de Sales.

Chevalier de la Légion d'honneur. Officier de l'Ordre national du Mérite. Chevalier des Palmes académiques. Chevalier du Mérite agricole. Officier des Saints Maurice et Lazare. Officier du Mérite tunisien.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977.

Canton d'élection : Annecy-Nord

Volland Georges, Louis



1908 Cran-Gevrier (Haute-Savoie) - 1972 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études chez les Jésuites de Mongré, à Lyon, puis rejoint la faculté de droit, toujours à Lyon, où il est licencié de droit. Notaire

Dates de mandats : 1951 - 1961 (10 ans)

Sensibilité politique : Rassemblement du Peuple Français

Maire d'Annecy (1947 - 1953)

Engagé dans la Résistance, il est l'un des fondateurs de l'Armée Secrète. Membre actif des Mouvements Unis de la Résistance. Arrêté en 1943, il est blessé, hospitalisé, il réussit à s'évader. Il s'oppose à l'arrestation de l'abbé Camille Folliet, par les troupes d'occupation italiennes. Président du comité départemental des premiers résistants en novembre 1944. Désigné conseiller municipal en septembre 1944, il est élu l'année suivante. Conseiller municipal d'Annecy en 1953.

Chevalier de la Légion d'honneur au titre de la Résistance. Médaille de la Résistance. Croix de guerre 1939-1945.



Canton d'élection : Annecy-Nord (1961-1973) puis Annecy-Centre (1973-1979)

Bosson Henri, Charles



1908 Genève (Suisse) - 2001 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études à Florimont (Suisse) avant de rejoindre le lycée du Parc à Lyon puis l'université de Paris. Docteur ès lettres, licencié en droit. Avocat. Bâtonnier (1968-1970)

Dates de mandats : 1961 - 1979 (18 ans)

Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire ; Centre démocrate réformateur (1973)

Vice-président du Conseil général : 1964 - 1979

Maire d'Annecy (1954 - 1975), député (1958 - 1968), sénateur (1946 - 1948 ; 1968 - 1986)

Sa thèse porte sur Bergson. Président diocésain de l'Association Catholique de la Jeunesse Française (1936-1944). Il prend une place importante dans l'implantation et le rayonnement du Mouvement Républicain Populaire dans le département de la Haute-Savoie, dont il est d'ailleurs l'un des fondateurs. En effet, avec André Colin, président national de l'Association Catholique de la Jeunesse Française, et Albert Gortais, secrétaire général, entre autres, il participe à la rédaction de *Lignes d'action pour la libération et aiguillages* qui fixe les objectifs politiques, économiques et sociaux du futur parti d'inspiration démocrate sociale qui prend le nom de Mouvement Républicain de Libération. Ce dernier changera de nom pour devenir Mouvement Républicain Populaire. En 1945, il est candidat à l'Assemblée constituante, remplaçant ainsi le docteur Jean-Marie Bernex dont la santé a été fragilisée par les mois de détention dans les camps de concentration. Il est conseiller de la République de 1946 à 1948 et il choisit de ne pas se représenter, préférant choisir Jean Clerc comme successeur. Elu à l'Assemblée nationale en 1958, il préside le groupe du Mouvement Républicain Populaire et du Centre Démocratique jusqu'en 1960. Il représente la France à l'Assemblée du Conseil de l'Europe (1962-1968) et à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. Il est membre du comité directeur du Centre Démocrate en décembre 1967 et du bureau exécutif en 1970. En cette même année 1968, Charles Bosson vote la censure contre le gouvernement Georges Pompidou. En 1972, il s'oppose à la loi qui crée les régions. L'année suivante, il vote la loi Royer, qui oriente le commerce et l'artisanat. En 1974, comme son adversaire aux cantonales de 1949, Arthur Lavy, il vote pour l'abaissement de la majorité à 18 ans et comme lui, il s'oppose à la loi sur l'interruption volontaire de grossesse. En 1975, il se prononce pour la loi visant à réformer le divorce. Lorsqu'il quitte le Sénat, il soutient la candidature de Jacques Golliet. Président de l'office départemental Habitation à Loyer Modéré de 1967 à 1973. Il est le dernier conseil général d'Annecy-Nord et le premier du nouveau canton d'Annecy-Centre. Il participe à la sauvegarde de la Chartreuse de Mélan, après le dramatique incendie de 1967, et il prend une part active dans la création du fonds frontalier et il est une cheville ouvrière du Conseil du Léman. En tant que maire d'Annecy il a beaucoup peuvré pour la ville : réaménagement du quartier de la Manufacture, lancement des travaux de Bonlieu, conservation des espaces autour du lac, création de la Zone à Urbaniser en Priorité à Novel. Il fait agrandir de nombreux établissements scolaires, développe les lieux culturels (maisons des jeunes). Européen convaincu, il n'est pas étonnant que les jumelages avec d'autres villes européennes aient lieu pendant ses mandats. Il a participé à la préservation du lac d'Annecy et a permis l'accès de ses rives, c'est pourquoi en 2002, le parc Charles Bosson a été inauguré au bord de ce lac qu'il a défendu. Il est le père de Bernard Bosson, maire d'Annecy, député et ministre.

Officier de la Légion d'honneur. Chevalier des Palmes académiques. Chevalier du Mérite de la République Fédérale d'Allemagne. Il est le premier à recevoir le Prix des Neiges (1975).

M. Amoudry, *Charles Bosson, un humaniste en politique*, éd. du Signe, 2014 ; C. Sorrel, *Dictionnaire du monde religieux de la France contemporaine*, tome 8, La Savoie, Beauchesne, 1996 ; E. Deloche, *Le diocèse d'Annecy de la Séparation à Vatican II*, Thèse de doctorat, Université de Lyon II, 2009.

Canton d'élection : Annecy-Nord-Est

Fumex André, Julien



1923 Annecy (Haute-Savoie) - 2004 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Industriel (ciergier)

Dates de mandats : 1973 - 2001 (28 ans)

Sensibilité politique : CS ; Union pour la Démocratie Française (1994)

Vice-président du Conseil général : 1992 - 2001

Maire adjoint d'Annecy (1965 - 1975), maire d'Annecy (1975 - 1983), conseiller régional (1982 - 1992)

Militant d'Action Catholique (président diocésain de l'ACJF). Résistant, il rejoint le camp de Manigod puis les Glières, où il prend le pseudonyme de d'Artagnan. Il participe ensuite à la bataille des Alpes, avant de partir en occupation en Autriche et de revenir à Annecy où il est conseiller municipal en 1959. Il succède à Charles Bosson à la mairie d'Annecy. Président du syndicat intercommunal d'études et d'équipement de l'agglomération annécienne (1983-1989). Administrateur en 1978 puis président de l'Office public des Habitations à Loyers Modérés (1983-1985). Président du Comité d'Administration de l'Institut Universitaire de Technologie, de la Fédération du Crédit mutuel Savoie Mont-Blanc. Vice-président de l'association des maires. Secrétaire général de l'association des Glières. Il est le parrain de Dominique Puthod.

Chevalier de la Légion d'honneur. Chevalier de l'Ordre national du Mérite (à titre militaire). Croix de guerre 1939-1945. Médaille de la Résistance et des Evadés. Officier des Palmes académiques.

Puthod Dominique



1962 Annecy-le-Vieux (Haute-Savoie) -

Profession : Il fait ses études à l'Ecole Normale Supérieure de Cachan. Il obtient une agrégation d'économie et de gestion et un doctorat en sciences de gestion. Maître de conférence à l'Université de Savoie

Dates de mandats : 2001 - en cours

Sensibilité politique : Union des Démocrates et Indépendants ; Nouveau centre (2007)

Vice-président du Conseil général : 2004 - 2011

Maire adjoint d'Annecy (1999 - en cours)

Filleul d'André Fumex à qui il succède au Conseil général. Il soutient sa thèse en 1995 et est ainsi le premier docteur en sciences de gestion de l'Université de Savoie. Conseiller municipal d'Annecy depuis 1995, il s'occupe de la vie culturelle annécienne. Il préside notamment Citia, la Cité de l'image en mouvement qui organise le Festival international du film d'animation et son marché du film. Il anime la commission Enseignement supérieur à l'Assemblée des Pays de Savoie. Vice-président à la Communauté d'Agglomération Annécienne. En tant que conseiller général, il est depuis 2011 délégué à l'enseignement supérieur.

D. Puthod, *Le festival international du film d'animation : 50 ans d'une histoire animée* (à paraître fin 2014).

Canton d'élection : Annecy-Nord-Ouest

Chamey Jean-Marie



1909 Poisy (Haute-Savoie) - 1979 Meythet (Haute-Savoie)

Profession : Cultivateur, employé d'usine
Dates de mandats : 1973 - 1979 (6 ans)
Sensibilité politique : Centre Démocrate
Maire de Meythet (1944 - 1977)

Résistant. Il a milité dans les rangs de la Jeunesse Agricole Catholique. Il est le premier conseiller du nouveau canton d'Annecy-Nord-Ouest.
Chevalier du Mérite agricole.

Veyret Alain



1946 Caluire (Rhône) -

Profession : Licencié en droit. Conseiller en communication, journaliste. Directeur du *Républicain Savoyard* qu'il transforme en *Eco des Pays de Savoie*, journal hebdomadaire traitant des questions économiques
Dates de mandats : 1979 - 2004 (25 ans)
Sensibilité politique : Centre des Démocrates Sociaux-Union pour la Démocratie Française
Vice-président du Conseil général : 2001 - 2004

Conseiller municipal de Poisy. Il est le fondateur de la revue *Savoie-Léman*. Il est membre du Parti Radical Valoisien avant de devenir militant des Jeunes Démocrates Sociaux, dont il devient d'ailleurs vice-président national avant d'être membre du Centre des Démocrates Sociaux. En tant que conseiller général, il est président de l'Office Départemental d'Action Culturelle, et il est à l'origine d'un certain nombre de manifestations culturelles, notamment au château de Clermont, propriété du Conseil général. Il siège à l'Assemblée des départements de France. Conseiller général honoraire.

Canton d'élection : Annecy-Nord-Ouest

Jeantet Christian



1956 Annecy (Haute-Savoie) -

Profession : Instituteur à Nonglard, Meythet. Professeur des écoles. Formateur d'enseignants.
Directeur d'école à Poisy
Dates de mandats : 2004 - en cours
Sensibilité politique : Parti Socialiste
Maire adjoint d'Etercy (1995 - 2001), maire adjoint de Meythet (2001 - 2012)

A 18 ans, il obtient un diplôme d'éducateur sportif, ce qui lui donne la possibilité d'entraîner des équipes de jeunes footballeurs et footballeuses à Meythet pendant une dizaine d'années. Directeur du centre aéré de Cran-Meythet, il en a également été animateur, trésorier, responsable pédagogique et trésorier de la délégation départementale des Francas. Président d'une association de parents d'élèves à Etercy. Délégué syndical du Syndicat national des instituteurs (1988-1991). Elu vice-président du Syndicat départemental d'eau et d'assainissement, du Syndicat intercommunal du Lac d'Annecy et de la délégation des lacs du Conservatoire du Littoral en 2008. Conseiller à la Communauté d'Agglomération Annécienne de 2001 à 2012. En janvier 2011, il est élu président du comité du bassin Fier et Lac.



Canton d'élection : Annecy-Sud

Ruphy Pierre, Claude, Scipion



1802 Annecy (Haute-Savoie) - 1891 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Avocat

Dates de mandats : 1861 - 1871 (10 ans)

Sensibilité politique : Conservateur

Baron. Il est conseiller d'intendance et conseiller divisionnaire (1858-1860). Elu conseiller provincial en janvier 1860, il est membre de la délégation des Tuileries en mars 1860. En 1861, sa fortune est estimée à 50 000 francs. Il est président du Conseil d'Administration de la Banque de Savoie. Conseiller municipal d'Annecy (1860-1865). Conseiller municipal de Saint-Jeoire (1884-1888), il refuse la charge de maire. Il se retire de la vie politique après la chute de l'Empire.

Chevalier de la Légion d'honneur.

J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963 ; C. Sorrel, P. Guichonnet (dir.), *La Savoie et l'Europe, 1860-2010*, La Fontaine de Siloé, 2010.



Canton d'élection : Annecy-Sud

Brunier Marie, Félix



1841 Annecy (Haute-Savoie) - 1891 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Avocat

Dates de mandats : 1871 - 1876 (5 ans)

Sensibilité politique : Libéral (en 1876 : opinion Radicale)

Maire adjoint d'Annecy (1871 - 1874), député (1888 - 1891)

Lors de la guerre Franco-Prussienne, il est capitaine adjudant-major du 1^{er} bataillon de la 1^{ère} Légion (gardes des cantons d'Annecy-Nord et d'Annecy-Sud). Il est nommé à ce poste en raison de la démission du titulaire élu, Jules Lheureux, chimiste à Annecy. Durant toute la campagne, il reste capitaine adjudant-major de son bataillon. Un poste de conseiller de préfecture et même un autre de procureur de la République lui sont proposés pendant cette période, mais il refuse pour poursuivre le combat. Conseiller municipal d'Annecy en 1870. Lors de la venue de Léon Gambetta en Savoie, il porte un toast à Adolphe Thiers et à Léon Gambetta. En 1874, il démissionne de son poste d'adjoint à Annecy puis en 1876 du conseil municipal. La même année, il se présente aux législatives face à Jules Philippe, mais sans succès. Il avait d'ailleurs pris la "tête de l'opposition républicaine modérée à Philippe". Suite à cet échec de 1876, il démissionne du Conseil général et quitte Annecy. Franc-maçon, il est affilié à la loge parisienne "Les Admirateurs du Progrès" avant de rejoindre celle d'Annecy qui compte déjà nombre de personnalités politiques : "L'Allobrogie". Semblant s'être réconcilié avec ses adversaires de la veille, il revient dans la cité savoyarde et il est à nouveau élu au conseil municipal d'Annecy en 1882 et en 1888. C'est d'ailleurs à cette date qu'il se présente à la députation, suite au décès de son ancien adversaire Jules Philippe. Il est d'ailleurs soutenu par Louis Chaumontel, beau-frère du défunt. A l'Assemblée nationale, il s'inscrit à l'Union des Gauches. Il est à nouveau élu en 1889 à l'occasion de l'élection générale. Il semble être actif au sein de la Chambre des députés, notamment dans les dossiers relatifs à l'Instruction publique, aux finances ou encore au cadastre. Ce dernier thème était l'un de ceux qu'il traitait déjà au sein du Conseil général. Il meurt à Annecy, des suites d'un accident de chasse, survenu au lieu-dit Moulin-Rouge. C'est en ce même lieu que François Duparc, député (1876-1877) avait été pris d'une rupture d'anévrisme qui devait lui être fatale.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, Montmélian, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Annecy-Sud

Bouvard Joseph, Marie

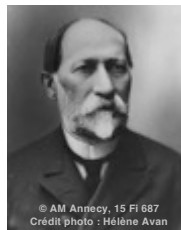


1824 Sevrier (Haute-Savoie) - ?

Profession : Cultivateur. Avoué
Dates de mandats : 1876 - 1877 (1 an)
Sensibilité politique : Conservateur monarchiste
Maire de Sevrier (1874 - 1892)

En 1876, le préfet s'adressant au ministre de l'Intérieur écrit : "M. Bouvard, conservateur sans nuance tranchée, sera vivement soutenu par le clergé".

Grivaz Jean-Louis



1823 Megevette (Haute-Savoie) - 1891 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Notaire
Dates de mandats : 1877 - 1891 (14 ans)
Sensibilité politique : Républicain modéré
Maire d'Annecy (1884 - 1888)

Conseiller municipal d'Annecy jusqu'à son décès. En 1888, il est battu d'une voix par Louis Boch pour le poste de maire. Son extrême timidité l'empêche de prendre la parole dans les séances du Conseil général. Il est le père de Louis Grivaz, conseiller général du canton d'Annecy-Nord qui meurt pour la France en 1917.

Officier de l'Instruction publique.

Canton d'élection : Annecy-Sud

Dunant Jean, Camille



1819 Annecy (Haute-Savoie) - 1909 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Docteur en droit de l'université de Turin. Avocat. Juge adjoint au tribunal civil d'Annecy puis substitut du procureur (1856-1859) il est ensuite conseiller puis vice-président du Conseil de préfecture (1860-1883)

Dates de mandats : 1891 - 1895 (4 ans)

Sensibilité politique : Républicain libéral

Maire adjoint d'Annecy (1884 - 1901)

Il est le fils du peintre Prosper Dunant. Conseiller d'intendance en 1852, il est proviseur de l'Instruction publique pour le Genevois. Conseiller municipal d'Annecy en 1884, puis en 1902-1904, après sa démission du poste d'adjoint. Il est l'un des quatre recruteurs de l'académie Florimontane, qu'il préside durant quarante-quatre années. Président fondateur du Club Alpin Français en 1874, il apporte un intérêt particulier pour l'amélioration des chemins de la montagne du Charbon, de la Tournette, du Parmelan ou encore de la Pointe Percée. Fondateur du Syndicat d'Initiative en 1895, il est l'un des sauveurs du palais de l'Isle.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 13 août 1863). Officier de l'Instruction publique. Chevalier des Saints Maurice et Lazare.

L. Dépollier, *Camille Dunant (1819-1909)*, Annecy, 1909 ; J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire économique, sociale et politique, 1875-1940*, Champ Vallon, 2 tomes, 1983.



Canton d'élection : Annecy-Sud (1895-1904) puis Alby-sur-Chéran (1904-1919)

Berthet Léon, César, Antonin



1861 Annecy (Haute-Savoie) - 1937 Meyzieu (Rhône)

Profession : Il fait ses études au collège chappuisien d'Annecy avant de rejoindre la faculté de droit à Lyon. Avocat, il s'inscrit en 1886 au barreau de sa ville natale. Bâtonnier. Juge de paix suppléant

Dates de mandats : 1895 - 1919 (24 ans)

Sensibilité politique : Républicain modéré (1895) ; Radical (1904)

Député (1898 - 1910), conseiller d'arrondissement (1892 - 1895)

Conseiller municipal d'Annecy. En 1892, lorsqu'il se présente au Conseil d'arrondissement, il déclare : "Né et domicilié dans votre canton, que je n'ai jamais quitté et dont je crois connaître les besoins, je me consacrerai tout entier, si vous m'honorez de vos suffrages, à la recherche et à la défense de vos intérêts. Vive la République !" Aux élections législatives de 1898, il se présente dans l'arrondissement d'Annecy où il bat le docteur Bernard Thonion, pourtant soutenu par Félix Francoz, président du Conseil général et sénateur. A l'Assemblée nationale, il rejoint les rangs de la gauche radicale. Comme nombre de ses confrères élus savoyards, il porte un intérêt particulier à la zone franche, mais en 1902, il va plus loin que tous en demandant sa suppression, notamment à cause des fraudes. Lors de sa seconde élection au Palais Bourbon, il s'inscrit au groupe de l'Union Démocratique et il soutient le ministère d'Emile Combes. Lors des législatives de 1906, il bénéficie du soutien du journal *L'Avenir Savoyard*, crée par le savoyard Antoine Borrel, qui a résidé les années précédentes à Annecy. En 1909, "il parvient à éliminer Francoz du jeu politique départemental en posant sa candidature au Sénat au risque de donner un siège supplémentaire aux intérêts zoniens en la personne de Jules Mercier". En 1910, il est battu par Albert Crolard, qui de ce fait, est le premier député de droite depuis 1876 en Haute-Savoie. En 1914, il facilite même la réélection du député de droite "en se présentant contre lui, mais aussi le maire d'Annecy, Joseph Blanc, et en maintenant sa candidature au second tour". L'élection cantonale de 1901 est contestée mais validée par le Conseil d'Etat. En 1904, il quitte le canton d'Annecy-Sud pour celui d'Alby-sur-Chéran où il bat Francoz, le président du Conseil général et élu dudit canton depuis de nombreuses années. A cette occasion une note rappelle qu'il "exerce une action prépondérante dans ce canton comme dans l'arrondissement d'Annecy". "Au Conseil général, il était précédemment isolé, il a maintenant de nouveaux collègues élus dans l'arrondissement d'Annecy qui s'inspirent de ses directions. [...] Mais son influence au Conseil général ne s'exerce que sur les nouveaux élus qui sont au nombre de trois". Il intervient pour garder la garnison à Annecy et pour la création d'un casino. Il se préoccupe également beaucoup du chemin de fer.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, Montmélian, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Annecy-Sud

Aussedat Marie, Eugène, Louis



1849 Annecy (Haute-Savoie) - 1914 Cran-Gevrier (Haute-Savoie)

Profession : Manufacturier-cartonnier

Dates de mandats : 1904 - 1907 (3 ans)

Sensibilité politique : Radical

Maire de Cran-Gevrier (1884 - 1914), conseiller d'arrondissement (1886 - 1892)

Conseiller municipal d'Annecy en 1881. En 1886 lorsqu'il accède au Conseil d'arrondissement, il bat le catholique Henri Tissot. Il est secrétaire du Conseil d'arrondissement. En 1907, il ne souhaite pas se représenter mais cède aux sollicitations des républicains. Il est alors battu par son cousin Albert Crolard. Un fonds de la papeterie Aussedat est conservé aux Archives départementales de la Haute-Savoie sous les cotes 56 J et 151 J.

Officier de l'instruction publique.

F. Paturle, *Les Aussedat, papetiers depuis le XVIIe siècle*, 1983.



Crolard Albert, Joseph, Eugène



1861 Voiron (Isère) - 1935 Veyrier-du-Lac (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études à Dijon puis à Paris avant d'entrer à l'école centrale des Arts et Manufactures d'où il sort major. Ingénieur en 1884. Directeur puis Président du Conseil d'Administration de la papeterie Aussedat

Dates de mandats : 1907 - 1913 (6 ans)

Sensibilité politique : Conservateur ; Réactionnaire

Maire adjoint de Cran-Gevrier (1904 - 1908), député (1910 - 1924)

Apparenté aux familles Calliès et Aussedat. Conseiller municipal de Cran-Gevrier. Il se préoccupe beaucoup du tourisme et accepte la présidence du Syndicat d'Initiative de la Haute-Savoie. Il est également membre du Conseil Supérieur du Tourisme. En 1910, il est le premier député de droite élu depuis 1876, il est également le seul député d'avant-guerre à être élu en 1919 sur la liste du Bloc National. En 1910, le préfet écrit au ministre de l'Intérieur que son "étiquette républicaine libérale ne masquera qu'imparfaitement les convictions rétrogrades". En 1913, il décide de ne pas se représenter au Conseil général estimant que "l'élu d'un arrondissement ne doit pas être en même temps l'élu d'un canton". Lors des législatives de 1914, il se déclare "Républicain sincère, catholique convaincu", "pour la liberté religieuse, pour la liberté d'enseignement avec répartition proportionnelle des crédits scolaires, pour toutes les libertés individuelles, liberté de la presse, liberté de réunion et d'association, libertés communales". Il ajoute à propos de la loi des trois ans, qu'il l'a "voté [...] avec la grande majorité de la Chambre, la jugeant indispensable, en l'état actuel, à la sécurité de la nation et au maintien de la paix". Concernant l'agriculture, il précise qu'il fera "porter ses efforts sur le développement des syndicats, de l'enseignement et du crédit agricoles". Au Palais Bourbon, il rejoint les rangs des Républicains Progressistes et siège dans les commissions des Douanes, des Postes, des Travaux publics, des Chemins de fer, de la Réorganisation économique, des Mines. Rapporteur de nombreux projets de loi. En 1913, il est l'auteur de propositions de loi concernant la "construction de casernes par voie de concours" et "la police du roulage". Il a été le rapporteur de la proposition de loi "tendant à octroyer des délais pour l'introduction des actions en reconnaissance de droits acquis sur les cours d'eau classés" en 1911 et sur "la proposition de loi ayant pour but de frapper d'un droit de douane l'importation de bois contre-plaqués". Il se manifeste dans les discussions relatives "à la durée du temps de travail dans les établissements industriels" en 1912, à la fréquentation de l'école et à l'école laïque à la veille de la guerre. Vice-président de la commission des Travaux publics et des Mines. A la commission de Carbonisation, il plaide en faveur des gisements savoyards d'Entrevernes, de Lovagny et de Frangy. Il réussit à obtenir une subvention pour des sondages de recherche de pétrole. En 1916, il propose un projet de loi concernant "l'affectation des pères de famille dans la réserve de l'armée territoriale" et l'année suivante, il rapporte un projet de loi relatif à la visite des exemptés et réformés. Il s'intéresse à la question de la zone franche (1921), au statut douanier des zones franches (1923), à la convention franco-suisse (1923). Membre du Conseil supérieur des colonies. Président du Syndicat des Fabricants de Papier de France. Administrateur de la Banque de France, de la Société des Forces du Fier, du tramway Annecy-Thônes et de la société électrochimique du Giffre. Vice-président de l'académie Florimontane. Conseiller municipal de Veyrier-du-Lac de 1925 jusqu'en 1929.

A. Crolard, *Le lac d'Annecy et ses crues I - , La réglementation des cours d'eau, Les voies de communication Paris, Saint-Julien, Annecy, Aoste* ; A. Calliès, "A. Crolard, sa vie, son œuvre", *In Revue Savoisiennne*, 1936, p. 1-9 ; J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire économique, sociale et politique, 1875-1940*, Champ Vallon, 2 tomes, 1983 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Blanc Joseph, Marie



1863 Saint-Jorioz (Haute-Savoie) - 1941 Lyon (Rhône)

Profession : Instituteur notamment à Evian, Manigod, Arenthon et Aviernoz du 1^{er} octobre 1882 au 1^{er} octobre 1899, il est ensuite chargé de classe au Lycée de garçons de 1899 à sa retraite le 1^{er} octobre 1919

Dates de mandats : 1913 - 1940 (27 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste

Président du Conseil général : 1935 - 1938

Vice-président du Conseil général : 1925 - 1935

Maire adjoint d'Annecy (1908 - 1909), maire d'Annecy (1909 - 1941), sénateur (1936 - 1940)

Conseiller municipal d'Annecy (1904-1908). Vénérable de la Loge "l'Allobrogie" (1909-1912). Il en était membre depuis son initiation en 1894. Pendant la durée de la Grande Guerre, il a "fourni une somme considérable de travail, pour la création et la direction d'œuvres de guerre les plus diverses" parmi lesquelles nous pouvons citer : les soupes populaires ; l'Ouvroir municipal qui employa jusqu'à huit cent ouvrières ; le Comité de secours pour les réfugiés ; le Comité de secours pour les Serbes ; le Comité de secours pour les familles italiennes, dont le soutien était mobilisé ; l'Oeuvre du poilu au front ; l'Oeuvre des blessés militaires ; ou encore le Comité interdépartemental des prisonniers de guerre, qui engendra plus de un million de francs de dépense ; le Comité d'aide et d'assistance aux démobilisés ou enfin la création et la direction de l'Ecole des mutilés qui en août 1919 avait déjà rééduqué plus de deux cent blessés. Durant toute la durée du conflit, il a assuré le ravitaillement de la ville dans les meilleures conditions. Il préside l'office des Pupilles de la Nation. Vice-président de l'Office des mutilés, réformés et veuves de guerre. En tant que maire d'Annecy il est à l'origine de la création de plusieurs établissements scolaires, de l'aménagement de la ville, de l'extension de l'électrification... La population passant de 14 000 habitants à 25 000 au cours de ses mandats successifs. En 1910, à l'occasion du cinquantième anniversaire du rattachement de la Savoie à la France, il reçoit le président Armand Fallières. En 1936, il reçoit également le président Albert Lebrun. Créateur de la foire-exposition. Président de l'association des retraités de Haute-Savoie. Président fondateur de l'Office Habitations à Loyers Modérés, il en est membre de 1930 à son décès. Créateur et président de l'association des maires de Haute-Savoie en 1919. Membre de la commission de surveillance des prisons. Président de l'Office départemental de placement. En 1919, son élection au Conseil général est contestée par Jean Calliès mais validée par le Conseil d'Etat (23 juillet 1920). Rapporteur du budget au Conseil général. Au lendemain de la Grande Guerre, il crée le journal *L'Echo des Alpes*. C'est le décès du docteur Claudius Gallet qui lui permet d'entrer au Sénat. Il s'inscrit alors au groupe de la Gauche Démocratique Radicale et Radicale-socialiste et il reste "un élu discret". Il est membre de la commission de l'Administration générale, départementale et communale, mais également de celle de l'Enseignement. En 1935, le préfet déclare que "la cravate de Commandeur de la Légion d'honneur viendrait couronner une longue carrière administrative et politique consacrée tout entière à l'intérêt public et à la défense de la cause républicaine pour laquelle M. Blanc a toujours professé un indéfectible attachement".

Commandeur de la Légion d'honneur (décret du 27 décembre 1935). Officier de l'Instruction publique Grand Officier du Nicham Iftikar reçu des mains du Bey de Tunis lors de sa visite à Annecy. Commandeur de l'ordre de Ouissam Alaouite (Maroc).

P. Soudan, "L'Annecy des Années Trente", *Annesci*, n° 23, 1983, p. 11-282 ; P. Guichonnet, *Histoire d'Annecy*, 1987 ; J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire économique, sociale et politique, 1875-1940*, Champ Vallon, 2 tomes, 1983 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009

Clerc Jean, Joseph



1892 Seyssel (Ain) - 1966 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Ouvrier tanneur

Dates de mandats : 1945 - 1966 (21 ans)

Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire

Président du Conseil général : 1955 - 1958

Vice-président du Conseil général : 1949 - 1955 ; 1958 - 1964

Maire adjoint d'Annecy (1941 - 1942 ; 1944 - 1945), sénateur (1948 - 1966)

A 20 ans, déjà orphelin de père et mère, il s'engage au 30^{ème} Régiment d'Infanterie. Parti comme simple soldat, il gravit les échelons et il revient de la Grande Guerre avec le grade de capitaine à titre temporaire, il l'est à titre définitif par un décret de juillet 1926. Fait prisonnier le 30 mars 1918, il est rapatrié d'Allemagne le 7 janvier 1919. Blessé à deux reprises, il est fait chevalier de la Légion d'honneur et cité plusieurs fois. Revenu du front il crée un commerce de peaux et de cuirs à Annecy. Il milite dans les milieux associatifs d'anciens combattants et les formations de la droite modérée. A la veille de la Seconde Guerre mondiale, on le retrouve dans les rangs du Parti Démocrate Populaire. En 1935, il entre au conseil municipal d'Annecy avec maître Bouchet, patron de Charles Bosson. En 1939, en tant que chef de bataillon (promu en 1936), il commandait le 179^{ème} Bataillon Alpin de Forteresse qui avait pour mission de défendre le secteur du Rhône, notamment autour de Bellegarde. Président de la fédération des négociants en cuirs de la zone sud. Le 3 avril 1941, il est nommé conseiller municipal d'Annecy et adjoint au maire le 21 avril. A la dissolution du conseil municipal en juin 1942, il quitte la scène politique pour organiser la Résistance en participant à la création de l'Armée Secrète, notamment avec Pierre Lamy, inspecteur départemental du Travail qui sera atrocement torturé avant d'être fusillé en juillet 1944. Ensemble ils tentent d'organiser des unités alpines clandestines. A la Libération, Jean Clerc devient rapidement président de la fédération du Mouvement Républicain Populaire, où il retrouve ses confrères d'avant-guerre Louis Martel, le docteur Bernex ou encore François Ruin. Conseiller municipal d'Annecy de 1945 à 1965. En 1948, Charles Bosson, ne souhaitant pas se présenter au Conseil de la République, propose à Jean Clerc d'assumer cette fonction. En tant qu' élu, il s'est beaucoup intéressé aux dossiers portant sur les problèmes du monde rural et sur ceux liés au monde combattant, notamment aux victimes de guerre. Au Conseil général, il laisse son nom à l'institution des prêts départementaux pour la construction en faveur des familles modestes. Il est également à l'origine de la création de l'Ecole Normale d'institutrices à Annecy. En tant que conseiller général d'Annecy-Sud, il s'occupe particulièrement de la construction de la route du Semnoz. Secrétaire de la commission des Affaires étrangères au Sénat. En 1957, il est rapporteur pour la commission des Affaires économiques d'un projet de construction d'un tunnel routier sous le Mont-Blanc, L'année suivante, il vote pour les pleins pouvoirs et la révision constitutionnelle. Sa santé le contraint à ne pas souvent assister aux séances du Palais du Luxembourg. C'est à sa table de travail qu'il sent les premiers symptômes de la crise cardiaque qui devait lui être fatale. L'après-midi même il avait travaillé à l'hôtel de la Préfecture. Ses obsèques sont célébrées à Annecy et présidées par l'évêque monseigneur Sauvage, ancien prisonnier de guerre, assistés de ses vicaires généraux. De nombreuses personnalités du monde politique sont présentes, qu'elles soient d'avant-guerre comme Paul Taponnier, ou plus récentes comme Joseph Fontanet. Le général Jean Vallette d'Osia était également présent comme des sections et la fanfare du 27^{ème} Bataillon de Chasseurs Alpins.

Commandeur de la Légion d'honneur. Médaille militaire. Croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945. Médaille de la Résistance. Croix des services volontaires.

Canton d'élection : Annecy-Sud (1966-1973) puis Seynod (1973-1991)

Decarre Max



1925 Thusy (Haute-Savoie) - 1991 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Directeur de coopérative agricole

Dates de mandats : 1966 - 1991 (25 ans)

Sensibilité politique : Sans étiquette, Union pour la Démocratie Française (1988)

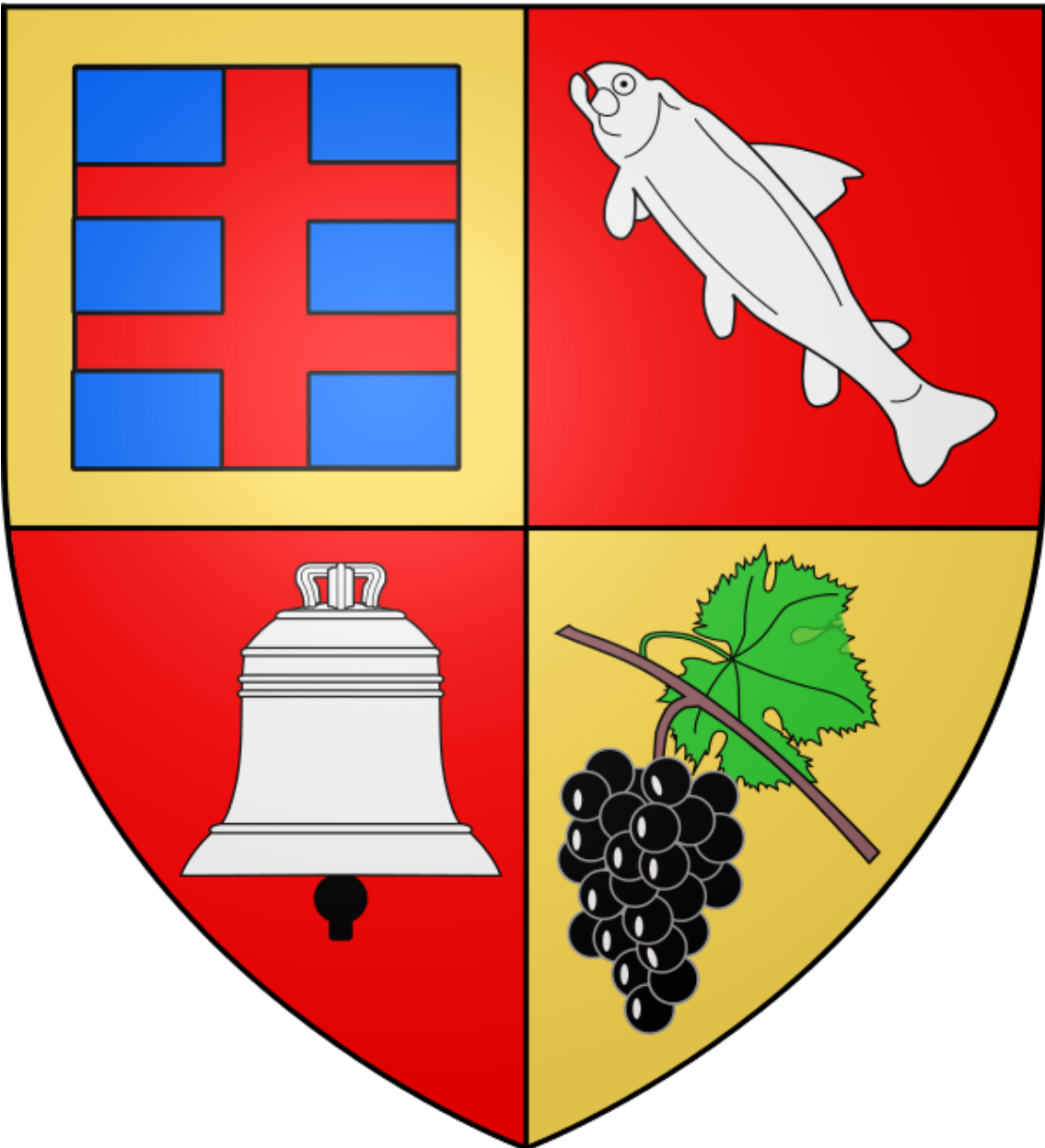
Maire adjoint de Seynod (1959), maire de Seynod (1959 - 1977)

Président fédéral de la Jeunesse Agricole Catholique (1944-1948). Président de la société anonyme Habitations à Loyers Modérés Mont-Blanc. En tant que maire, il a participé à l'extension de Seynod avec la construction du lotissement de Barral ou encore de la Zone à Urbaniser en Priorité de Champfleuri. Seynod passe ainsi d'une petite commune rurale à une ville, notamment en intégrant les communes de Balmont et de Vieugy. Il est le dernier conseiller général d'Annecy-Sud et le premier conseiller général du canton de Seynod (1973).

Chevalier de l'Ordre national du Mérite. Chevalier du Mérite agricole.



Canton d'ANNECY-LE-VIEUX



Brocard Jean



1920 Gray (Haute-Saône) - 2013 Seynod (Haute-Savoie)

Profession : Licencié et docteur en droit. Diplômé de sciences politiques. Ecole des commissaires de la marine repliée à Menthon-Saint-Bernard. Contrôleur général de l'aéronautique (1957 - 1963). Conseiller financier de l'ambassadeur de France à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (1963 - 1967). Contrôleur général des armées.

Dates de mandats : 1973 - 1992 (19 ans)

Sensibilité politique : Républicain Indépendant ; PR - Union pour la Démocratie Française (1985)

Vice-président du Conseil général : 1982 - 1992

Maire d'Annecy-le-Vieux (1977 - 1989), député (1968 - 1993), conseiller régional (1973 - 1986)

Ancien d'Indochine. Il aurait pris goût à la politique à la suite d'une invitation de Charles Bosson qui souhaitait "l'entretenir de l'acquisition du clos Laeuffer aux Marquisats" et dont "son épouse était l'héritière". En effet, le maire d'Annecy lui fait visiter le Palais Bourbon et lui montre le siège qu'il occupe dans l'hémicycle, sans se douter qu'il se retrouverait face à lui et que Jean Brocard le battrait aux législatives de 1968. A ce propos, Michel Amoudry dans sa biographie de Charles Bosson écrit qu'il "plaisanterait sur ce souvenir en mettant en garde les élus sur les dangers à trop vouloir se montrer courtois". Conseiller municipal d'opposition à Annecy-le-Vieux de 1971 à sa démission en 1974. Secrétaire de l'Assemblée Nationale (1971-1973). Secrétaire puis président du groupe des Républicains Indépendants. Vice-président de l'Assemblée Nationale (1976-1981 ; 1983-1984). Président de l'Office Public des Habitations à Loyers Modérés (1979-1983). Vice-président du Conseil régional. En tant que député, il défend la loi permettant aux anciens Prisonniers de Guerre 1939-1945 d'obtenir la retraite à l'âge de 60 ans. Président du Conseil des rivages du lac d'Annecy. Président du Comité national d'entente des anciens d'Indochine. Sa thèse de droit porte sur "le renflouement des épaves de navire" (1950). La cravate de commandeur de la Légion d'honneur lui est remise en 2005 par Michel Barnier, dans les locaux du 27^{ème} Bataillon de Chasseurs Alpains.

Commandeur de la Légion d'honneur. Chevalier du Mérite social et du Mérite maritime. Médaille commémorative de l'Indochine.

Accoyer Bernard



1945 Lyon (Rhône) -

Profession : Il fait ses études à Lyon et Grenoble. Médecin oto-rhino-laryngologiste, ancien interne et assistant chef de clinique des hôpitaux de Grenoble. Pris de thèse 1976 sur l'implantation cochléaire multipolaire des surdités profondes ou totales. Technique qui s'est imposée depuis partout dans le monde

Dates de mandats : 1992 - 1998 (6 ans)

Sensibilité politique : Rassemblement Pour la République, Union pour un Mouvement Populaire

Maire d'Annecy-le-Vieux (1989 - en cours), député (1993 - en cours)

Il arrive en Haute-Savoie en 1977. Il est actionnaire de la clinique du Lac et d'Argonay. A la fin des années quatre-vingt, Pierre Mazeaud "alors à la fois un alpiniste de premier plan et une grande figure dans la région" propose à Bernard Accoyer de l'engager "en politique dans la région". Pour lui "mettre le pied à l'étrier", il le fait nommer "secrétaire départemental du Rassemblement Pour la République". Mais quelques temps plus tard, "d'allié" il était devenu un "candidat potentiel" et Mazeaud fit campagne contre lui (malgré tout les deux hommes sont restés en bons termes). Membre de sections du conseil économique et social (1987-1989). En 1989, il s'entend avec Jean Brocard, alors député-maire d'Annecy-le-Vieux pour qu'il puisse figurer comme adjoint au conseil municipal, cela lui laissant du temps pour exercer sa profession de médecin. Mais Jean Brocard le retire de sa liste. En réponse, Bernard Accoyer constitue une liste et bat le maire sortant. Vice-président de la Communauté d'Agglomération Annécienne (2001-2014). Il a été notamment en charge de la gérontologie puis du développement économique. Il s'est mobilisé de façon déterminante pour concrétiser le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche par l'Université de Savoie sur son site Haut-Savoyard, le développement des infrastructures de déplacement (voie des Aravis, autoroute A41 Nord) le développement industriel (pôle de compétitivité Arve Industrie), le développement des établissements d'accueil pour personnes âgées dépendantes et des soins de suites et de réadaptation. Responsable du Rassemblement Pour la République depuis 1986 puis de l'Union pour un Mouvement Populaire Haute-Savoie. Secrétaire général adjoint du Rassemblement Pour la République (2001-2002). Secrétaire national du Rassemblement Pour la République. Vice-président puis Président du groupe Union pour un Mouvement Populaire à l'Assemblée nationale (2004-2007). Il a été Président de l'Assemblée nationale de juin 2007 à juin 2012. Au Palais Bourbon, il est membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (1993-2001 ; 2002-2009). Membre également de la commission spéciale en charge d'examiner deux projets de loi sur la bioéthique (1994-1997) et en 2001-2002 il rejoint celle chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique. Membre de la commission d'enquête sur le régime étudiant de sécurité sociale en 1999. En 2008, il a été président-rapporteur de la Mission d'information de l'Assemblée nationale sur les questions mémorielles. En 2011, il a été président de la Mission d'information de l'Assemblée nationale sur la compétitivité de l'économie française et le financement de la protection sociale. En 2013, il a été Président de la Mission d'information de l'Assemblée nationale sur les coûts de production en France. Depuis son élection en 1993, il a siégé la plupart du temps au sein de la Commission des Affaires culturelles, familiales et sociales, puis de la Commission des Affaires sociales. Il a notamment été rapporteur de la loi sur la Sécurité sociale (1994-2003). En 2014, il est membre de la commission des Affaires sociales ; de la commission d'enquête relative aux coûts passés, présents et futurs de la filière nucléaire, à la durée d'exploitation des réacteurs et à divers aspects économiques et financiers de la production et de la commercialisation de l'électricité nucléaire ; de la commission d'enquête sur l'impact sociétal, social, économique et financier de la réduction progressive du temps de travail. Il est président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes. Il est également membre de groupes d'études, parmi lesquels nous pouvons citer : Filière véhicules industriels, gaz de schiste, médicaments et produits de santé ; montagne ; plastrurgie ; responsabilité sociale des entreprises ; sectes ; zones et travailleurs étrangers. Vice-président des groupes d'amitiés : Chine, Burundi. Il est à l'origine de la législation sur l'usage du titre de Psychothérapeute, il a porté ce projet de santé publique durant 11 années avant de pouvoir le faire aboutir. Il est également colonel de réserve. Chevalier dans l'Ordre National du Mérite. Grand Croix du Mérite de la République d'Allemagne.

B. Accoyer, *Un homme politique peut-il dire toute la vérité?*, JC Lattès, 2011 / -, *L'Assemblée Nationale en 30 questions*, La documentation française, 2012.

Canton d'élection : Annecy-le-Vieux

Menthon (de) Antoine



1953 Marseille (Bouches-du-Rhône) -

Profession : Directeur administratif

Dates de mandats : 1998 - en cours

Sensibilité politique : Union pour la Démocratie Française ; Union pour un Mouvement Populaire

Vice-président du Conseil général : 2004 - en cours

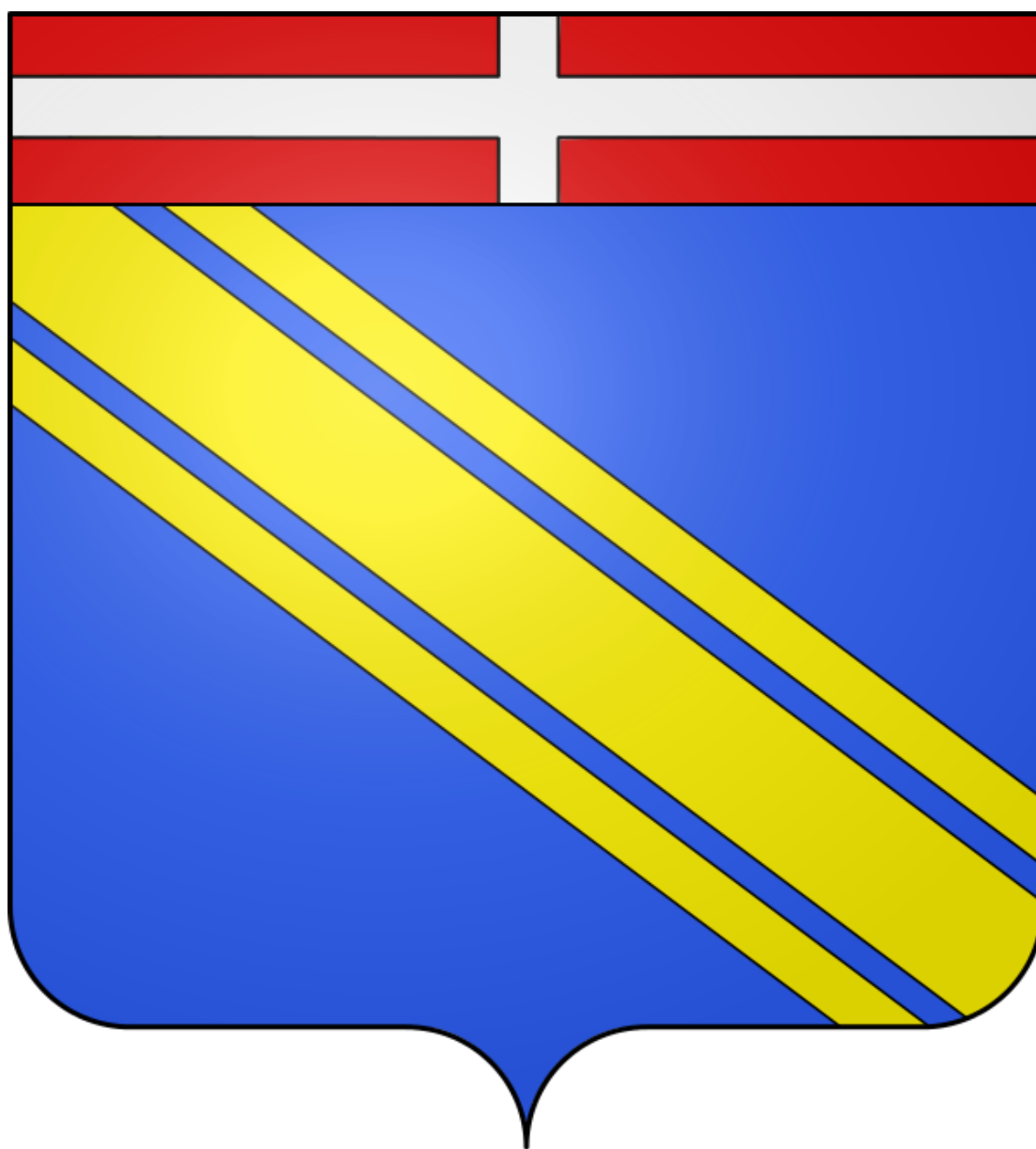
Maire de Menthon-Saint-Bernard (1983 - en cours)

Neveu de François de Menthon. Directeur financier du Parti Républicain. Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale. Président du Schéma de Cohérence Territoriale du Bassin Annécien. En tant que 2^o vice-président du conseil général, il est rapporteur général du budget. Délégué aux finances, aux ressources humaines, à l'administration générale et aux relations avec le monde combattant et les associations patriotiques.



Canton d'ANNEMASSE

Cantons d'Annemasse-Nord
d'Annemasse-Sud



Canton d'élection : Annemasse

Babuty Pierre, François, Marie, Achille



1815 Arthaz-Pont-Notre-Dame (Haute-Savoie) - 1874 Ambilly (Haute-Savoie)

Profession : Docteur en droit de l'université de Turin. Juge de paix

Dates de mandats : 1861 - 1871 (10 ans)

Sensibilité politique : Conservateur clérical

Syndic d'Ambilly

Conseiller divisionnaire et conseiller provincial. Famille de notables d'Arthaz-Pont-Notre-Dame. Il est élu sans concurrent en 1864. Il est le beau-frère de Joseph Montgellaz, conseiller général du canton de Reignier.

Perréard Alexandre, Jean, Louis



1841 Annemasse (Haute-Savoie) - 1911 Annemasse (Haute-Savoie)

Profession : Etudes de droit à Paris. Notaire. Juge de paix suppléant

Dates de mandats : 1871 - 1889 (18 ans)

Sensibilité politique : Républicain (modéré en 1886)

Maire adjoint d'Annemasse (1871 - 1874 ; 1876), maire d'Annemasse (1882 - 1900)

En 1866, il reprend l'étude de son père. En 1871, il est considéré comme candidat libéral. Il est décrit par le préfet comme un homme "très intelligent, très énergique, très influent". Il a beaucoup œuvré pour le développement industriel et l'agrandissement d'Annemasse. Sa Légion d'honneur lui est remise par le président de la République Sadi Carnot en 1888, à l'occasion d'un voyage présidentiel en Haute-Savoie.

Chevalier de la Légion d'honneur.

Dupuis Albert



1843 Annemasse (Haute-Savoie) - 1900 Annemasse (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études de médecine à Genève, Lyon et Paris

Dates de mandats : 1889 - 1895 (6 ans)

Sensibilité politique : Républicain modéré

Maire adjoint d'Annemasse (1882 - 1891), conseiller d'arrondissement (1874 - 1886)

Président du Conseil d'arrondissement. Ambulancier pendant le siège de Paris. Fâché avec le maire Perréard, qui fut son prédécesseur au Conseil général. Il est le créateur de la fanfare. Il laisse dans l'incompréhension les préfets qui ont du mal à cerner ce républicain modéré dans les faits mais "passionné par la révolution française" et qui "développe d'une voix douce les théories socialistes les plus extrémistes". Conseiller municipal d'Annemasse (1874 ; 1898).

Périllat François, Paul



1844 Annemasse (Haute-Savoie) - 1911 Annemasse (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études de pharmacie à Lyon. Pharmacien

Dates de mandats : 1895 - 1901 (6 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Maire adjoint d'Annemasse (1892 - 1898), conseiller d'arrondissement (1886 - 1892)

Il reprend la pharmacie que son père avait créée en 1859. En 1895, il bat le jeune Fernand David. Il ne se représente pas pour raison de santé. Conseiller municipal d'Annemasse (1881-1884 ; 1888-1900). Créateur de la fanfare. Il fait imprimer en 1898 le recueil *Silhouettes rimées des conseillers généraux de la Haute-Savoie*, ce qui a déplu à certains de ses collègues. Le préfet n'arrive pas à comprendre que ce républicain aimé au "caractère doux" puisse préférer des idées "socialistes avancées". Il le reconnaît "laborieux" et précise qu'il apporte une "activité grande aux travaux de l'assemblée et aussi une franchise qui lui a créé quelques inimitiés". Il est le beau-père de Claudius Francoz, qui sera également conseiller général du canton d'Annemasse. Officier d'Académie et de l'Instruction publique.

Canton d'élection : Annemasse (1901-1919) puis Saint-Gervais-les-Bains (1919-1935)

David Fernand



1869 Annemasse (Haute-Savoie) - 1935 Paris (Seine)

Profession : Il fait ses études à Bourg-en-Bresse, avant de rejoindre Lyon, où il est étudiant en droit. Surnuméraire au bureau de l'Enregistrement d'Annemasse. Il s'inscrit au barreau de Saint-Julien-en-Genevois en 1893. Avocat à Saint-Julien-en-Genevois puis auprès de la Cour d'Appel et à la Cour de cassation de Paris.

Dates de mandats : 1901 - 1935 (34 ans)

Sensibilité politique : Radical ; Républicain de gauche (1922)

Président du Conseil général : 1925 - 1935

Vice-président du Conseil général : 1910 - 1924

Député (1898 - 1919), sénateur (1927 - 1935), conseiller d'arrondissement (1898), ministre (1912 - 1915 ; 1917 ; 1930)

A vingt ans, déjà orphelin de père et de mère, il est commis de l'Enregistrement à Annemasse. Le 7 novembre 1888, il devient "engagé conditionnel d'un an [...] pour le 60^e Régiment d'Infanterie". Le 14 novembre 1889, il est nommé sergent. Par décret du 17 mars 1893, il est nommé sous-lieutenant de réserve au 230^e Régiment d'Infanterie, et lieutenant en 1901, date à laquelle il réside à Lyon, où il est président de l'association des étudiants. Franc-Maçon, il est d'abord affilié à la loge annécienne "L'Allobrogie" en 1895, avant de rejoindre la loge parisienne "Les Inséparables du Progrès". Conseiller municipal d'Annemasse (1898-1912). En 1895, lorsqu'il se présente pour la première fois aux cantonales, le commissaire spécial adressant un rapport au préfet écrit, le 9 juillet : "On objecte toutefois que M. David [...] appartient à une famille cléricale et réactionnaire et on le trouve surtout trop jeune ; cependant ses déclarations nettement républicaines au banquet d'inauguration du Cercle ouvrier d'Annemasse lui ont conquis dans le milieu ouvrier un certain nombre de sympathies ; on peut même dire un commencement de popularité". Trois ans plus tard, il est élu à l'Assemblée nationale à l'occasion d'une élection partielle causée par le départ de César Duval, élu au Sénat. Il remporte l'élection face à Emile Goy. Au Palais Bourbon, il rejoint le groupe de l'Union progressiste qui se situe au centre gauche. En juin 1899, il choisit de ne pas voter la confiance au cabinet de Pierre Waldeck-Rousseau mais deux ans plus tard, il préfère se rallier à la concentration à gauche. En 1904, il défend les ouvriers victimes de la fusillade de Cluses, tout comme son confrère Paul Jacquier. Cette même année, le préfet souligne que "sa situation dans son canton comme dans l'arrondissement est bonne" et qu'il jouit "d'une importante autorité qui ne fait que s'accroître". Quelques années plus tard, sa situation est "très forte" et le préfet souligne que "sa situation parlementaire, ses qualités brillantes lui permettent de jouer un rôle des plus importants à l'assemblée départementale. Il prend une part active à toutes les discussions où son avis prévaut souvent. La situation de M. David déjà prépondérante ne peut que devenir plus solide". Dès son arrivée à la Chambre des députés, il déploie une grande activité. Il est membre de diverses commissions. En 1900 et 1901, il dépose deux propositions de loi qui sont relatives aux sociétés de crédit agricole. Il est secrétaire de la l'Assemblée nationale en 1903 et en 1904. S'intéressant à l'agriculture, il est membre de la commission et tout au long de ses mandats, il porte un vif intérêt à ces questions. Il est rapporteur du budget de l'agriculture en 1907, 1908, 1911 et 1912. En 1912, il est même président de la commission de l'agriculture à l'Assemblée nationale. Il dépose plusieurs propositions de loi notamment pour lutter contre le déboisement, pour la restauration des sols en montagne, pour l'organisation d'un enseignement agricole professionnel, pour la création d'un Office national de la main-d'œuvre agricole, pour la création d'un Office central des

produits chimiques agricoles. En 1903, il est rapporteur du budget des Cultes et deux ans plus tard, il participe aux débats relatifs à la loi de séparation des Eglises et de l'Etat. Il obtient, avec d'autres députés savoyards, et malgré la réticence d'une partie de la droite de l'Assemblée nationale, de faire inscrire un article spécifique aux départements annexés en 1860 ainsi qu'aux Alpes-Maritimes, qui incluent le comté de Nice. D'ailleurs au moment des Inventaires, qui débutent en janvier 1906, un incident survient aux Clefs (Haute-Savoie). Le 1^{er} février, Maurice Allard, député du Var, évoque la violence constatée lors de ces opérations. Ayant situé l'incident à Annecy, Fernand David intervient immédiatement pour préciser qu'il ne s'agit pas d'Annecy, mais d'une petite paroisse des environs, ajoutant que la "population d'une ville comme [Annecy] se respecte trop pour se livrer à de pareilles manifestations". Il est un homme de terrain, qui s'applique à l'entretien des églises et des presbytères ce pour quoi les catholiques le remercient, même s'il vote la loi de Séparation. En 1908, il est membre de la commission des Douanes et il est là encore rapporteur de différents textes ayant trait à la révision douanière. En 1912, Raymond Poincaré l'appelle dans son gouvernement comme ministre du Commerce et de l'Industrie (14 janvier 1912- 21 janvier 1913). Après le 21 janvier 1913, il est appelé par Aristide Briand au poste de ministre de l'Agriculture où il reste deux mois, avant d'être ministre des Travaux Publics dans le gouvernement composé par Gaston Doumergue (9 décembre 1913-9 juin 1914). C'est d'ailleurs à cette occasion qu'il fait voter la loi créant le réseau départemental des tramways de la Haute-Savoie. Christian Sorrel rappelle d'ailleurs que "l'appât de postes ministériels qui lui permettent [...] de siéger dans les conseils d'administrations de plusieurs entreprises de métropole et de l'outre-mer et d'obtenir des revenus appréciables n'est peut-être pas étranger à sa rupture fin 1913 avec le Parti républicain démocratique, dont il déplore aussi le manque de combativité". Le 13 juin 1914, il est membre du cabinet René Viviani et il retrouve à nouveau le ministère de l'Agriculture (qu'il conserve dans le second cabinet René Viviani), poste qu'il occupe jusqu'au 29 octobre 1915. Après une interruption de deux ans, il est à nouveau ministre de l'Agriculture dans les cabinets d'Alexandre Ribot et de Paul Painlevé, du 20 mars au 16 novembre 1917. Il "décline le poste de contrôleur général de la main-d'œuvre agricole dans la mesure où il estime ne pas avoir les moyens d'accomplir cette mission". Il ne retrouvera le portefeuille de l'Agriculture qu'une dernière fois, dans le second cabinet d'André Tardieu du 2 mars au 13 décembre 1930. A cette occasion, il peut réviser la loi sur les assurances sociales au bénéfice des agriculteurs. Il est battu aux législatives de 1919 par les candidats de Bloc National. Il a été accusé par la droite de "collusion avec Malvy" et elle lui "reproche son évolution sur la question de la zone franche dont il préconise désormais la suppression moyennant compensation". Cette même année, il choisit le canton de Saint-Gervais-les-Bains pour se faire élire. Ce changement n'est pas sans rapport avec cette situation, étant président de l'Office national du tourisme, il choisit d'autant plus facilement ce canton qui souhaite un développement touristique. En 1920, il entre au Sénat et six ans plus tard, il est président de la Commission de l'Agriculture. En 1930, il est exclu du groupe de la Gauche démocratique, tandis que la Section Française de l'Internationale Ouvrière "l'accuse d'avoir accepté son poste en raison de ses fonctions de président d'une société d'engrais" par la voix d'Albert Rivière, député socialiste de la Creuse. Toutefois, en 1931, il retrouve sa place au sein de la Gauche démocratique mais il ne peut éviter les "dissensions sur le terrain local" lors des législatives de 1932, qui voient la victoire de Louis Martel contre Etienne Antonelli, pour lequel Fernand David n'avait guère d'amitié. Il est à l'origine de la création de l'Ecole normale d'enseignement technique et de l'industrie hôtelière de Thonon. Il est le créateur de l'Office des produits chimiques agricoles. Il subventionne l'achat d'appareils de culture mécanique, l'organisation des syndicats d'élevage. Il travaille à l'organisation des syndicats d'élevage et à l'organisation de l'Assurance Mutuelle Agricole. Il est à l'origine de la création de l'Ecole pratique d'agriculture de Contamine-sur-Arve. Premier président d'honneur de l'Ecole Nationale d'Industrie Laitière de La Roche-sur-Foron, il sera remplacé par Paul Jacquier. Principal fondateur du Crédit Agricole de la Haute-Savoie. Président de plusieurs fédérations et sociétés en rapport avec le monde agricole. Il participe à la répartition des fonds du Pari Mutuel Urbain pour le plus grand bénéfice des communes du département. Commissaire général de l'exposition internationale des Arts décoratifs et industriels modernes qui se tient à Paris en 1925. En 1937, une statue est élevée à sa mémoire à Saint-Julien-en-Genevois.

Commandeur du Mérite agricole.

A la mémoire d'un grand parlementaire et en souvenir de ses bienfaits, cérémonie d'inauguration du monument Fernand David à Saint-Julien-en-Genevois, le 15 août 1937, Livre d'or. ; Hommage amical à M. Fernand David, ancien ministre, sénateur de la Haute-Savoie, 1927 ; J. Jolly, Dictionnaire des parlementaires Français, PUF, 1960-1977 ; J. Raymond, La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire économique, sociale et politique, 1875-1940, Champ Vallon, 2 tomes, 1983 ; C. Sorrel, Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Annemasse

Moret Henri



1866 Aix-les-Bains (Savoie) - 1941 Annemasse (Haute-Savoie)

Profession : Notaire

Dates de mandats : 1919 - 1925 (6 ans)

Sensibilité politique : Radical

Maire adjoint d'Annemasse (1914 - 1919)

Neveu d'Alexandre Perréard, dont il reprend l'étude. Conseiller municipal d'Annemasse (1908-1925). Vice-président de la caisse régionale du Crédit Agricole mutuel. Ancien combattant de la Grande Guerre. Son épouse est la petite-fille d'Achille Babuty.

Chevalier de la Légion d'honneur. Croix de guerre 1914-1918.

Francoz Claudius, Marie



1875 Chambéry (Savoie) - 1947 Annemasse (Haute-Savoie)

Profession : Pharmacien

Dates de mandats : 1925 - 1931 (6 ans)

Sensibilité politique : Radical

Maire adjoint d'Annemasse (1919 - 1929)

Il reprend la pharmacie de son beau-père l'ancien conseiller général François Périllat. Au cours de la Première Guerre, il est mobilisé comme ambulancier dans les Bataillons de Chasseurs Alpains. En tant que maire adjoint, il est chargé de l'urbanisme et de l'économie. Il est très actif dans le milieu associatif et il est à l'origine de la transformation de la fanfare en harmonie municipale. Il est membre des commissions franco-suissees.

Antonelli Etienne, César



1879 Valence (Espagne) - 1971 Montpellier (Hérault)

Profession : Il fait des études de droit. Docteur en droit, sa thèse porte sur la protection de la viticulture par l'Etat. Professeur des facultés de Montpellier, Paris, Poitiers et Lyon. Il enseigne au conservatoire des arts et métiers après 1934

Dates de mandats : 1931 - 1935 (4 ans)

Sensibilité politique : Socialiste

Député (1924 - 1932)

Fils d'un négociant en vin d'origine corse. Franc-Maçon. Il échoue à l'agrégation en 1910, mais il la réussit en 1919. Durant la Grande guerre, il est mobilisé comme sergent et il la termine comme lieutenant au 26^{ème} Régiment d'Infanterie. Il est blessé à Notre-Dame-de-Lorette. En 1917, il se trouve à Saint-Petersbourg et Moscou pour une mission gouvernementale. A son retour, il publie *La Russie Bolcheviste*. Il participe à l'élaboration du Traité de Paix de 1919. Après l'obtention de son agrégation, il enseigne à Lyon, où il rédige des articles pour le journal d'Edouard Herriot, *Le Lyon républicain*. Il arrive en Haute-Savoie pour les législatives de 1924, où il doit représenter la Section Française de l'Internationale Ouvrière sur la liste du Cartel des gauches aux côtés de Paul Jacquier et Jacques Duboin, Paul Léger ayant refusé la place. A ce propos, le sous-préfet de Thonon indique que "malgré le regret exprimé de n'avoir pas un candidat socialiste savoyard d'origine, la désignation de M. Antonelli [...] rencontre bien des adhésions en raison même des fonctions qu'il exerce et de l'autorité qu'elles lui donnent". Conseiller municipal d'Annemasse (1929-1932). Elu à la députation pour la première fois en 1924, c'est lui qui attire l'attention de Camille Chautemps, alors président du Conseil, sur la réinstallation des Clarisses à Evian-les-Bains. Le Cartel des gauches souhaitant les expulser, un mouvement de résistance va naître dans le diocèse d'Annecy, parmi les premiers à s'opposer, se trouve François de Menthon. En 1928, Etienne Antonelli se spécialise dans les questions sociales. A la même époque, il est réélu à la députation face à Paul Tapponnier, député du Bloc National, qui tente, une nouvelle fois, en vain, son retour sur la scène politique. En 1934, il se retire pour raison de santé. En tant que député, il travaille sur les retraites ouvrières et paysannes. Il est inscrit au groupe du Parti Socialiste et siège à la commission d'assurance et de prévoyance sociale, mais également à celle de la législation civile et criminelle ou encore à celle de l'Algérie, des colonies et des protectorats. Il est nommé membre du Conseil supérieur des retraites ouvrières et paysannes et en 1926, il est l'auteur de rapports sur l'assistance aux vieillards et sur les pensions d'invalidité. L'année suivante, il réalise un rapport sur la Caisse nationale des retraites et il joue un "rôle capital dans l'institution en France du premier système d'assurances sociales obligatoires". Lors de sa réélection en 1928, il est à nouveau membre de la commission d'Assurance et de prévoyance sociales et il entre à la commission des Finances. Commandeur de la Légion d'honneur.

E. Antonelli, *La Russie bolcheviste*, 1919 / -, *L'Afrique et le traité de Versailles*, 1921 / -, *Manuel de législation coloniale*, 1925 ; J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009 ; J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire économique, sociale et politique, 1875-1940*, Champ Vallon, 2 tomes, 1983 ; L. Frobert, "L'économie politique d'Etienne Antonelli (1879-1971)", *Revue économique*, 1997, vol. 48, n° 6, p. 1529-1559 ; J. Milhau, "L'action politique d'Etienne Antonelli", *Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales*, n° 30, 1952, p. 364-382 ; H. Guitton, "Etienne Antonelli", *Revue d'économie politique*, n° 81, 1971, p. 473-475 .

Canton d'élection : Annemasse

Montessuit Claudius, François



1887 Saint-Pierre-de-Rumilly (Haute-Savoie) - 1963 Annemasse (Haute-Savoie)

Profession : Instituteur puis entrepreneur en travaux publics

Dates de mandats : 1934 - 1940 ; 1951 - 1958 (12 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste

Maire d'Annemasse (1929 - 1940 ; 1947 - 1953 ; 1959 - 1963)

Ancien combattant de la Grande Guerre où il est blessé. A la suite de cette blessure, il reprend l'entreprise de son beau-père. Vice-président de la société du percement du Mont-Blanc (1934). Il est révoqué le 30 décembre 1940 de sa fonction de maire d'Annemasse. Il se réfugie à Genève en 1942. Conseiller municipal de Saint-Julien-en-Genevois. Rapporteur du budget et membre de la commission départementale. Vice-président du parti Radical. Président de l'Association des Maires qu'il relance en 1948. Président du syndicat départemental d'électricité. En tant que maire d'Annemasse, il réalise le premier salon savoyard (Foire-expo), aménage la ville, crée le commissariat de police et de justice de paix, la caserne des pompiers, le stade... Il reçoit la Croix de guerre attribuée à la ville d'Annemasse. En 1960, il reçoit le général Charles de Gaulle pour le centenaire du rattachement de la Savoie à la France. Officier de la Légion d'honneur. Médaille militaire. Croix de guerre 1914-1918. Officier du Mérite civil. Officier de l'Instruction publique.

Vittoz Jean



1908 Les Abrets (Isère) - 2001 Les

Abrets (Isère)

Profession : Préparateur en pharmacie

Dates de mandats : 1945 - 1951 (6 ans)

Sensibilité politique : Communiste

Militant aux Jeunesses Communistes dès 1929, il s'installe en 1938 à Annemasse. Il s'engage dans la Résistance. Syndicaliste. Fondateur du mouvement de résistance "Front National". Organisateur de regroupements de réfractaires au Service du Travail Obligatoire, il est l'un des rédacteurs du *Manifeste à la population savoyarde*. Il est membre de l'état-major des Francs Tireurs et Partisans et du Comité de Libération. Conseiller municipal de Ville-la-Grand en 1944. Secrétaire fédéral du Parti Communiste Français. Membre de la direction nationale des Anciens combattants de la résistance de Bonneville. Président de l'ancien musée de Bonneville.

J. Vittoz, *Sur la grand-route de ma vie*, Les presses de Savoie, 1984 ; M. Aguetzaz, *Francs-Tireurs et Partisans Français dans la Résistance Savoyarde*, Grenoble, PUG, 1995.

Canton d'élection : Annemasse

Philippe Joseph



1907 Ville-la-Grand (Haute-Savoie) - 1966 Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie)

Profession : Agriculteur

Dates de mandats : 1958 - 1966 (8 ans)

Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire

Maire de Ville-la-Grand (1947 - 1966), député (1958 - 1966)

Militant dans les mouvements de la Jeunesse Catholique. Il est élu au Palais Bourbon en 1958, et il s'inscrit au groupe des républicains populaires et du centre démocratique. Il est secrétaire de l'Assemblée Nationale (1961-1966) et questeur. Au Palais Bourbon, il montre une activité importante. Il est membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République entre janvier et octobre 1959. Il devient ensuite membre pendant trois années de la commission de la Défense nationale et des forces armées, en pleine période des "événements d'Algérie", et c'est d'ailleurs à ce titre qu'il participe à plusieurs missions en Algérie. Membre de deux "commissions spéciales et temporaires", il est chargé en octobre 1959 "d'examiner la proposition de loi portant séparation du culte musulman et de l'Etat". En tant qu'agriculteur, il porte un intérêt particulier au monde rural, tant à l'Assemblée nationale qu'au Conseil général, c'est ainsi qu'au cours d'une discussion sur le projet de loi de finances pour l'année 1960, il dénonce "la situation critique des petites communes rurales faite de crédits d'équipement" et qu'il "demande une augmentation de l'aide de l'Etat". Quelques mois plus tard, il émet des critiques face au programme d'électrification rurale. Bien conscient des disparités entre les différents pays européens, il demande aux pouvoirs publics de bien vouloir "réformer les systèmes de distribution pour assurer aux produits français de meilleurs débouchés". Toujours dans ce souci du monde agricole, il intervient le 12 novembre 1960 pour évoquer "la question algérienne et les problèmes liés au Plan de Constantine (1959-1963) qui selon lui ne permet pas de résoudre les déséquilibres entre villes et campagnes en Algérie". Tout en soutenant le général Charles de Gaulle, il n'hésite pas à être critique vis-à-vis de sa politique algérienne et notamment "le manque de garanties accordées aux Français d'Algérie et aux Musulmans restés fidèles à la France". Lors de sa seconde élection au Palais Bourbon, il reste membre de la commission de la Défense nationale et des forces armées. Il intervient notamment sur la question de l'indemnisation des victimes de la guerre d'Algérie. N'oubliant pas son territoire de naissance, il évoque "la ratification des conventions entre la France et la Suisse pour l'aménagement d'une centrale hydraulique" et à cette occasion il souligne, ce qui est rare à l'époque, "de prendre des précautions environnementales". En 1965, à propos des télécommunications, il critique l'insuffisance du réseau dans son département et surtout le temps d'attente qu'il faut pour que certains particuliers soient raccordés au téléphone, qui selon lui "n'est plus un luxe". En même temps, il demande une revalorisation des salaires des agents des Postes Télégraphes et Téléphones. Résidant dans une région touristique, il s'intéresse au tourisme et demande la création d'offices de tourisme en même temps qu'il souhaite des aides pour développer cette nouvelle manne économique. Il demande là encore une participation plus importante des pouvoirs publics pour aider les projets de développement agricole. En octobre 1959, il vote la confiance au gouvernement de Michel Debré et quelques mois plus tard, il est favorable à l'octroi de crédits pour l'enseignement privé. L'année suivante, il vote l'octroi des pouvoirs spéciaux au gouvernement, mais en 1961, il vote contre la levée de l'immunité parlementaire de Georges Bidault. En 1963, il se prononce pour la ratification du Traité de l'Élysée et deux ans plus tard, il n'est pas favorable au projet de réforme du service militaire. Il trouve la mort accidentellement en se rendant à une réunion du Conseil général. Une stèle est érigée en 1967 au Mont-Sion.

Chevalier du Mérite agricole.

Canton d'élection : Annemasse (1966-1973) puis Annemasse-Sud (1973-1985)

Xambeu Charles



1915 Perpignan (Pyrénées Orientales) -

Profession : Interne des hôpitaux de Paris, chirurgien

Dates de mandats : 1966 - 1976 (10 ans)

Sensibilité politique : Centre démocrate

Militant catholique. Dernier conseiller général du canton d'Annemasse et premier du nouveau canton d'Annemasse-Sud. Président de l'entente annemassienne et de la Croix-Rouge.

Ch. Xambeu, *Un médecin et sa foi*, Ed. franco-suisse, 1981.



Canton d'élection : Annemasse-Nord

Beauquis Jean, Charles, Louis



1913 Hauteville-sur-Fier (Haute-Savoie) - 2000 Ambilly (Haute-Savoie)

Profession : Carrossier

Dates de mandats : 1973 - 1985 (12 ans)

Sensibilité politique : Centre Démocrate

Maire adjoint d'Ambilly, Maire d'Ambilly (1966 - 1995)

Formé par le scoutisme et la Jeunesse Ouvrière Chrétienne. Syndicaliste de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens. Résistant, il fut membre du Comité de Libération. Vice-président et président du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples de l'agglomération annemassienne. Il a beaucoup œuvré pour sa ville en réalisant un groupe scolaire, le gymnase, le boulodrome, le centre social, le parc - qui aujourd'hui porte son nom - la bibliothèque.

Croix du combattant 1939-1945. Chevalier des Palmes académiques.

Bardet Raymond



1942 Ville-la-Grand (Haute-Savoie) -

Profession : Il obtient un diplôme d'ingénieur à Genève en 1965. Entrepreneur de travaux publics

Dates de mandats : 1985 - en cours

Sensibilité politique : Sans étiquette (1985), Union pour la Démocratie Française (1992), divers droite (2004)

Vice-président du Conseil général : 1992 - en cours

Maire adjoint de Ville-la-Grand (1980), maire de Ville-la-Grand (1981 - en cours), conseiller régional (1986 - 1998)

En 1993, il vend son affaire de travaux publics pour pouvoir se consacrer à temps complet à ses mandats électoraux. Vice-président de l'agglomération annemassienne. Président du comité des sports et des fêtes. Président du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples de l'agglomération annemassienne, du Syndicat intercommunal de voirie rapide de l'agglomération annemassienne. Vice-président de la communauté d'agglomération d'Annemasse depuis 2001. Président de l'Office Public d'Aménagement et de Construction (2001).

Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Canton d'élection : Annemasse-Sud

Cambefort Jean



1929 Gaillac (Tarn) -

Profession : Professeur agrégé d'anglais
Dates de mandats : 1976 - 1982 (6 ans)
Sensibilité politique : Parti Socialiste
Maire adjoint d'Annemasse (1977 - 2001)

Président de la Maison des Jeunes et de la Culture centre (1969-1975) et de la villa du parc (1986-1995). Il s'implique dans le domaine culturel avec la création du Château rouge, de l'école de musique, de l'ensemble Martin Luther King. Chef de chœur (1973-1992).
Chevalier de l'Ordre national du Mérite.



Canton d'élection : Annemasse-Sud

Birraux Claude



1946 Ambilly (Haute-Savoie) -

Profession : Docteur es sciences. Ingénieur chimiste (1970). Assistant (1972-1977), Maître-Assistant en chimie analytique et minérale (1977-1978) à l'université de Genève. Enseignant à l'université de Genève

Dates de mandats : 1982 - en cours

Sensibilité politique : Union pour la Démocratie Française ; Union pour un Mouvement Populaire

Vice-président du Conseil général : 1988 - 2004

Député (1978 - 2012), conseiller régional désigné (1978 - 1986)

Conseiller municipal minoritaire d'Annemasse (1977-2001). Secrétaire de l'Assemblée Nationale (1983-1984). En tant que vice-président du Conseil général, il est en charge des affaires européennes et transfrontalières. En tant que député, il est président de l'Office parlementaire de l'évaluation des choix scientifiques et technologiques jusqu'à sa démission en 1997, puis vice-président (1999-2002). Président du conseil du Léman. Président du groupe France/Pakistan. Vice-président du groupe d'études sur les énergies. Vice-président de la commission de la production et des échanges. Vice-président de la commission de la science et de la technologie du Conseil de l'Europe à Strasbourg (1995-2000). Membre de la commission de l'Economie. Vice-président des groupes d'amitiés avec le Guatemala, les Pays-Bas et la Slovénie. Il préside la commission de la Planification et de l'aménagement du territoire. Membre du Conseil de l'Europe. En 1986, il remplace Bernard Bosson à l'Assemblée nationale, lorsque ce dernier est nommé Secrétaire d'Etat. A l'occasion des législatives de juin 2012, Claude Birraux se présente comme suppléant de son assistante parlementaire, Virginie Budy-Muller qui remporte l'élection avec 55,50% des suffrages.

Chevalier de la Légion d'honneur (1^{er} janvier 2013).



Canton du BIOT



Canton d'élection : Le Biot

Jordan Félix, Pierre, Victor



1826 Thonon (Haute-Savoie) - 1893 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Avocat

Dates de mandats : 1861 - 1875 (14 ans)

Sensibilité politique : Conservateur libéral

Il a été conseiller divisionnaire et conseiller provincial. Il fait partie de la députation qui se rend aux Tuileries le 24 mars 1860. En 1861, ses revenus sont estimés à 8 000 francs. Très dévoué au gouvernement de l'Empereur, il jouit d'une grande influence dans toute la vallée d'Aulps où son père possède des propriétés considérables. Elu en 1861 et en 1870 sans opposition. Il est le père de Maurice Jordan, conseiller général du Biot.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret 15 octobre 1860), remise par Napoléon III.

Foras (de) Amédée



1830 Gênes (Italie) - 1899 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Licencié en droit. Historien

Dates de mandats : 1875 - 1877 (2 ans)

Sensibilité politique : Droite modérée

Comte. De 1888 à 1895, il est maréchal du palais du prince royal de Bulgarie et maître des cérémonies du futur czar [sic] Ferdinand de Bulgarie. Président du conseil héraldique de France. Fondateur de l'académie Chablaisienne. Membre de la Consulta Araldica de Rome. Il œuvre pour la sauvegarde de l'église Saint-Hyppolite à Thonon. Auteur de *L'Armorial et Nobiliaire de l'ancien duché de Savoie*. Il a beaucoup écrit sur l'histoire de la Savoie en étant un autodidacte. Le 8 août 1875, le préfet s'adressant au ministre de l'Intérieur écrit : "En haine du bonapartisme, les radicaux appuieront Amédée de Foras. Cet appoint pourra lui être funeste, car un certain nombre de conservateurs, iront à M. Bartholoni, pour ne pas voter avec les hommes de la révolution".

Chevalier de la Légion d'honneur. Commandeur des Saints Maurice et Lazare. Grand-croix de l'Ordre de Malte. Commandeur du Christ du Portugal. Grand-Croix de Saint-Alexandre de Bulgarie et du Bailly du Saint-Sépulcre.

P.E. Bordeaux, *Le comte Amédée de Foras et son œuvre*, 1923.

Canton d'élection : Le Biot

Andrier Jean, Joseph, **Edouard**



1837 Taninges (Haute-Savoie) - 1884 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Notaire

Dates de mandats : 1877 - 1884 (7 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Maire adjoint d'Evian-les-Bains (1876), maire d'Evian-les-Bains (1879 - 1882)

Neveu de Félix Jordan, premier conseiller général du canton. En 1881, il est élu maire d'Evian-les-Bains contre son gré. Conseiller municipal d'Evian (1871). En tant que maire, il est à l'origine de la création du casino et du développement du corps des sapeurs-pompiers.

Tavernier François, Joseph, **Ernest**



1840 Saint-Jean-d'Aulps (Haute-Savoie) - 1926 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Directeur du crédit foncier d'Annecy

Dates de mandats : 1884 - 1889 ; 1895 - 1901 (11 ans)

Sensibilité politique : Républicain (modéré en 1886)

Délégué cantonal. Conseiller municipal d'Annecy (1888-1892) et conseiller municipal de Saint-Jean-d'Aulps (1908-1912). En 1895, le préfet note : "caractère mou. [...] Peu sympathique à ses électeurs qui lui auraient volontiers préféré un autre candidat républicain".

Officier d'Académie.

Garnier Claude, François



1828 Montriond (Haute-Savoie) - 1904 Montriond (Haute-Savoie)

Profession : Médecin

Dates de mandats : 1889 - 1891 (2 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Maire de Montriond (1881 - 1892), conseiller d'arrondissement (1867 - 1889)

En 1889, le sous-préfet s'adressant au préfet écrit : "Depuis quelques temps, les partis hostiles ont jeté les yeux sur M. Garnier, qui eût toujours des convictions chancelantes. Sans caractère, prêt à servir tous les régimes et les craignant tous, M. Garnier s'est dit républicain jusqu'ici. Ce candidat est aujourd'hui boulangiste et clérical. Il s'appuie sur tous les mécontents par haine de Folliet, député [...]. Il dit que tout en étant boulangiste et clérical, il n'en reste pas moins républicain qu'il aura l'influence d'un républicain auprès de l'administration et que c'est enfin à un homme du pays, comme lui, que les électeurs doivent donner le soin de leurs intérêts". En 1889, le préfet déclare que Garnier est un "ancien bonapartiste, de capacité médiocre" qui a une influence assez grande dans son canton du fait de sa profession.

Médaille d'argent pour acte de courage et dévouement (1882).

Jordan Eugène, Apollonie, Marie, Maurice



1866 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) - 1943 Bonneville (Haute-Savoie)

Profession : Avocat à Thonon-les-Bains. Juge au tribunal de Bonneville

Dates de mandats : 1892 - 1897 (5 ans)

Sensibilité politique : Réactionnaire

En 1892, le sous-préfet écrit à son propos : "Il est incontestable que sa candidature qui donne satisfaction au point de vue politique aux idées réactionnaires du canton du Biot, est bien celle qui avait le plus de chances de passer, si l'on tient compte encore qu'elle est appuyée même par certains républicains." Lieutenant (territorial) au 6^{ème} Régiment d'Artillerie de Campagne en 1914-1918. Il est le fils de Félix Jordan, premier conseiller général du canton du Biot.

Chevalier de la Légion d'honneur (arrêté du ministre de la Guerre du 11 janvier 1919).

Canton d'élection : Le Biot

Phal Jean, Marie, Armand



1838 Brest (Finistère) - 1911 La Baume (Haute-Savoie)

Profession : Conservateur des eaux et forêts

Dates de mandats : 1901 - 1911 (10 ans)

Sensibilité politique : Réactionnaire

Maire de La Baume (1902 - 1911)

Son épouse est originaire de La Baume, mais le couple vit à Paris. L'élection de 1901 est contestée, mais l'année suivante, elle est validée par le Conseil d'Etat. Candidat "républicain libéral" aux législatives de 1906. Candidat "catholique, nationaliste" aux sénatoriales de 1909. Il s'oppose à l'application de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat.

Officier de la Légion d'honneur. Chevalier du Mérite agricole.

Baud François, Auguste, Alexandre



1860 Morzine (Haute-Savoie) - 1939 Morzine (Haute-Savoie)

Profession : Notaire à Saint-Jean-d'Aulps

Dates de mandats : 1911 - 1931 (20 ans)

Sensibilité politique : Réactionnaire ; Conservateur (1925)

Conseiller d'arrondissement (1898 - 1911)

N'est pas très assidu aux séances du conseil d'arrondissement. Au Conseil général, il tient une place "des plus modestes et des plus effacées". Apparenté à Claudius Baud, conseiller général.

Canton d'élection : Le Biot

Baud Anselme, Claudius



1885 Morzine (Haute-Savoie) - 1946 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Professeur de lettres

Dates de mandats : 1931 - 1940 ; 1945 - 1946 (10 ans)

Sensibilité politique : Républicain de gauche (1931) ; Indépendant (1945)

Vice-président du Conseil général : 1945 - 1946

Réformé en 1907, il s'engage en 1914 et perd un œil à la guerre. Apparenté à François Baud, conseiller général. Président du dispensaire d'hygiène et de l'office cantonal des Pupilles de la Nation. Vice-président de l'Académie Chablaisienne. Il étudie le folklore. Chevalier de la Légion d'honneur. Officier d'Académie.

Vulliez Pierre



1900 Essert-Romand (Haute-Savoie) - 1954 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Apprenti serrurier à Genève. A son retour du service militaire, il travaille à la reconstruction des régions dévastées, puis étudie la comptabilité et ouvre un cabinet d'expert comptable à Thonon

Dates de mandats : 1946 - 1951 (5 ans)

Sensibilité politique : Indépendant

Maire d'Essert-Romand (1947 - 1954)

Il est rapporteur général du budget. Il démissionne de sa fonction de maire en décembre 1953 mais est réélu en 1954. Président de l'association des familles nombreuses, de l'amicale des enfants du canton et du Conseil d'Administration de l'institution Saint-Joseph (Thonon-les-Bains).

Canton d'élection : Le Biot

Morel Robert



1905 Paris (Seine) - 1985 Paris (Seine)

Profession : Commis voyageur puis marchand de bois

Dates de mandats : 1951 - 1970 (19 ans)

Sensibilité politique : Radical indépendant

Maire de La Forclaz (1935 - 1941 ; 1944 - 1983)

En 1941, il démissionne de son poste de maire à la suite d'une enquête de gendarmerie provoquée par une lettre de dénonciation. Il est le suppléant du député Georges Pianta de 1958 à 1978. Chevalier de la Légion d'honneur. Chevalier du Mérite civil.

Bondaz Louis, Marie



1934 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) -

Profession : Sorti de Saint-Maixent, il combat en Algérie. Après son retour, il s'établit comme agent d'assurances puis rédacteur et secrétaire général adjoint à la mairie de Morzine

Dates de mandats : 1970 - 1994 (24 ans)

Sensibilité politique : Centre des Démocrates Sociaux

Vice-président du Conseil général : 1992 - 1994

Conseiller régional désigné (1985 - 1986)

Capitaine de réserve.

Canton d'élection : Le Biot

Vulliez Georges



1927 Paris (Seine) -

Profession : Ingénieur. Dirigeant de la Compagnie Générale d'Electricité
Dates de mandats : 1994 - 2001 (7 ans)
Sensibilité politique : Divers droite ; Rassemblement Pour la République
Vice-président du Conseil général : 1998 - 2001
Maire de Montriond (1989 - 1995)

Il revient en Haute-Savoie en 1988. Conseiller municipal de Montriond. Président de la communauté de communes de la vallée d'Aulps. Vice-président de l'association des maires. Il réalise le développement de la station de Montriond.

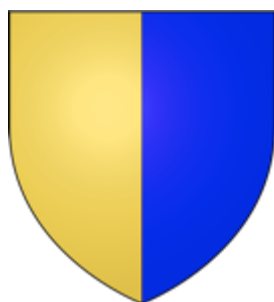
Bouchet Denis



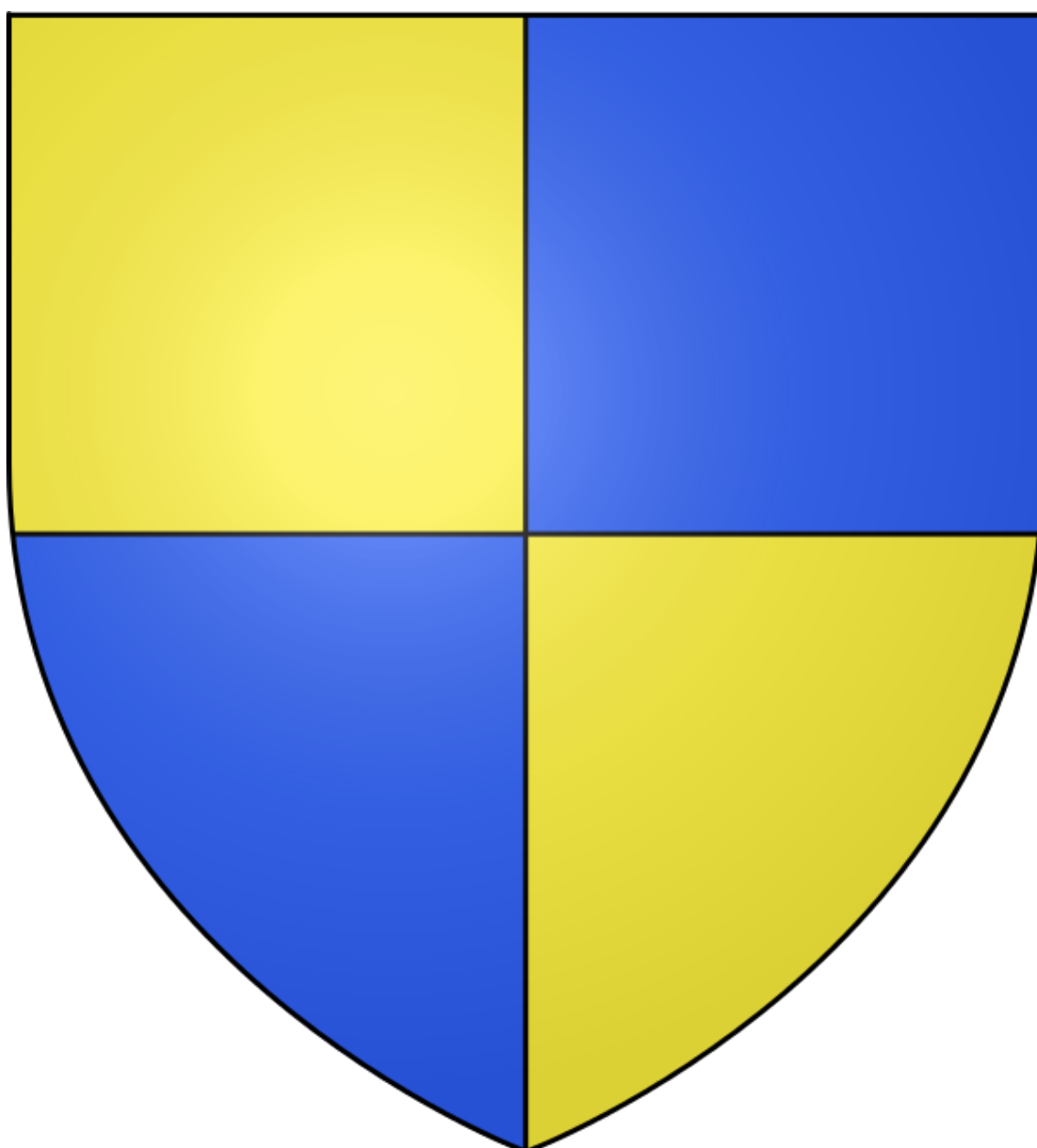
1949 Paris (Seine) -

Profession : Chef d'exploitation aux remontées mécaniques. Pisteur-secouriste. Directeur de la Station du Mont-Chéry. Hôtelier
Dates de mandats : 2001 - en cours
Sensibilité politique : Sans étiquette
Vice-président du Conseil général : 2004 - en cours
Maire des Gets (1990 - 2001)

Elu conseiller municipal des Gets en 1989, il démissionne avec huit de ses confrères conseillers municipaux en février 1990 suite à un désaccord avec le maire. Il est alors réélu conseiller municipal le 18 mars et élu maire des Gets en avril 1990. Parmi ses réalisations en tant que maire, nous pouvons citer la réalisation d'une base de loisirs avec plan d'eau et aventure parc, d'un golf de 18 trous, d'un groupe scolaire regroupant école publique et privée, d'un centre de secours ou encore la création de la Maison des Gets qui héberge tous les services administratifs et touristiques de la station. Président du comité des fêtes, du foyer rural et de l'association de la musique mécanique (Les Gets). En tant que conseiller général, il est co-président de Savoie-Mont-Blanc-Tourisme. Il a co-édité le livre *Les 100 plus belles images de la Musique Mécanique*, qui est paru en 2006. En 2010, il a participé pour les éditions de l'Astronome au "cahier du colporteur" sur la "Musique Mécanique en Pays de Savoie".
D. Bouchet (dir.), *La vie gétoise au fil du siècle 1900-2000*.



Canton de BOËGE



Canton d'élection : Boège

Dumont François, Antoine



1813 Boège (Haute-Savoie) - 1871 Boège (Haute-Savoie)

Profession : Avocat et riche propriétaire
Dates de mandats : 1861 - 1871 (10 ans)
Sensibilité politique : Conservateur
Syndic (1855) puis maire de Boège (1861 - 1870)

En 1835, il est conseiller provincial et plus tard conseiller divisionnaire. Ses revenus sont estimés à 20 000 francs en 1861. Il est "favorable à l'Annexion dans une commune penchant vers la Suisse". Ses opinions sont qualifiées de très françaises et son attitude très dévouée au gouvernement. Conseiller municipal en 1835 puis en 1870-1871. En 1865, il finance la reconstruction du sanctuaire de Notre-Dame des Voirons.

Mouchet François, Jean



1828 Bonneville (Haute-Savoie) - 1887 Evian-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Suppléant du juge de paix de Boège avant de devenir juge de paix à Chamonix, Lanslebourg et Abondance
Dates de mandats : 1871 - 1887 (16 ans)
Sensibilité politique : Conservateur (marqué un peu à gauche)
Conseiller d'arrondissement (1861 - 1870)

Secrétaire du conseil d'arrondissement en 1861. Vice-président du conseil d'arrondissement (1868-1869). Dans son dossier personnel de juge de paix, il est dit qu'il est "actif, fin, très intelligent et très dévoué au gouvernement de l'Empereur [...] Il est bien élevé, et de bonnes manières et conviendrait à merveille pour Chamonix, fréquenté en été par une foule d'étrangers de distinction".

Canton d'élection : Boège

Saillet Claude, Joseph



1817 Burdignin (Haute-Savoie) - 1902 Boège (Haute-Savoie)

Profession : Propriétaire à Burdignin. Professeur

Dates de mandats : 1887 - 1895 (8 ans)

Sensibilité politique : Réactionnaire ; Républicain (en 1886 et 1895, il est modéré)

Conseiller d'arrondissement (1880 - 1886)

Il est élu alors qu'il réside à Chêne-Bourg, dans le canton de Genève (Suisse). Il porte un intérêt particulier pour l'Instruction civique. A son propos, le préfet note "qu'il a été élu comme républicain" mais qu'il devrait "être considéré comme un réactionnaire". Ajoutant : "ambitieux, il aspire à être conseiller général" et précisant que les "républicains semblent regretter de l'avoir nommé." Membre de la Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie.

Charrière Eugène



1861 Boège (Haute-Savoie) - 1950 Annemasse (Haute-Savoie)

Profession : Il a été successivement huissier et juge de paix

Dates de mandats : 1895 - 1919 (24 ans)

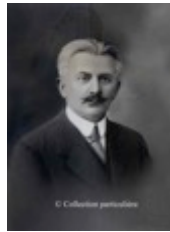
Sensibilité politique : Républicain

Maire de Boège (1902 - 1909)

Conseiller municipal de Boège en 1892, il siège ensuite comme conseiller municipal à Reignier, où il a été nommé juge de paix. Délégué cantonal. En 1910, le préfet souligne que depuis son installation à Reignier, il néglige de plus en plus le canton de Boège. Il est dit "sans situation dans l'assemblée". Officier d'Académie et de l'Instruction publique.

Canton d'élection : Boège

Dufour Arthur, Claude, Aimé



1883 Boège (Haute-Savoie) - 1934 Boège (Haute-Savoie)

Profession : Négociant

Dates de mandats : 1919 - 1934 (15 ans)

Sensibilité politique : Conservateur ; Républicain Union Républicaine et Démocratique (1925)

Maire de Boège (1919 - 1934)

Conseiller municipal de Boège à la veille de la Grande Guerre, à laquelle il participe et où il est mutilé. Il assure la fonction de maire en 1917 au départ de Louis Charrière. Président de la fanfare catholique et des œuvres paroissiales. Il est un militant de la Jeunesse Catholique. En 1920, il est l'un des adjoints cantonaux du mouvement de l'Association Catholique de la Jeunesse Française. En 1919, le sous-préfet de Thonon écrit : "Nouvellement élu. Actif et intelligent a su, tirant parti de sa qualité de mutilé, coordonner tous les éléments de mécontentement pour accéder au Conseil général dans un canton en majorité acquis aux idées républicaines".

Médaille militaire.

Guillermin Louis, Marin, Claudius



1900 Annecy (Haute-Savoie) - 1970 Annemasse (Haute-Savoie)

Profession : Notaire

Dates de mandats : 1934 - 1940 ; 1945 - 1964 (25 ans)

Sensibilité politique : Républicain indépendant ; Radical-socialiste

Vice-président du Conseil général : 1949 - 1958

Maire de Boège (1935 - 1965)

Il s'installe à Boège en 1929. Il est conseiller départemental sous Vichy. Il ne voulait pas se représenter en 1964 mais l'a fait sous la pression de nombreux maires de la vallée de Boège. Conseiller municipal de Boège. C'est le dernier des élus de la Troisième République à quitter le Conseil général.

Chevalier de la Légion d'honneur. Officier d'Académie. Chevalier du Mérite Civil.

Canton d'élection : Boège

Bouvier Raymond



1928 Bogève (Haute-Savoie) - 2001 Bogève (Haute-Savoie)

Profession : Agriculteur, restaurateur dans le massif des Brasses

Dates de mandats : 1964 - 2001 (37 ans)

Sensibilité politique : Sans étiquette ; Centre des Démocrates Sociaux (1982) ; Union pour la Démocratie Française (1994)

Vice-président du Conseil général : 1982 - 1998

Maire de Bogève (1959 - 2001), sénateur (1977 - 1995), conseiller régional (1977 - 1988)

Militant de la Jeunesse Agricole Catholique. Désigné au Conseil régional jusqu'en 1986, il y est ensuite élu. Deux ans plus tard, il quitte volontairement le Conseil régional dont il a été le vice-président. Président du Syndicat à Vocations Multiples de la Vallée Verte de 1966 à 2001. Président de l'association des maires de Haute-Savoie de 1983 à 1995, il en devient le président d'honneur. Président de l'Office Habitation à Loyers Modérés puis Office Public d'Aménagement et de Construction de 1985 à 2001. Président de la Chambre d'agriculture de 1967 à 1983. Président de la Caisse régionale mutuelle agricole de 1967 à 1998, il se fait le porte-parole des problèmes rencontrés par les agriculteurs de montagne. Suppléant du sénateur Charles Bosson de 1968 à sa propre élection en 1977. Secrétaire du bureau du Sénat en 1983. En tant que sénateur, il siège à la commission des Affaires économiques et à celle des lois. En 1980, il écrit à Valéry Giscard d'Estaing, alors Président de la République, pour lui "demander de protéger les fabrications de montagne, de dénoncer les dénominations trompeuses pour les consommateurs et de revoir la Dotation d'installation des Jeunes Agriculteurs ". Le producteur de lait ne pouvant fixer le prix de son produit, Raymond Bouvier "s'interroge sur la possibilité d'assurer aux producteurs un prix garanti et indexé". Il milite également en faveur de la reconnaissance d'un statut pour les épouses d'agriculteurs qui pendant longtemps ont travaillé sans être véritablement reconnues. En 1983, alors qu'il vit dans une région où la pluriactivité est importante, il se préoccupe des agriculteurs pluriactifs qui rencontrent parfois des difficultés en matière d'affiliation ou de protection sociale. L'année suivante, toujours en bon connaisseur de la situation agricole, il déplore les quotas laitiers européens appliqués à la montagne, comme si cette particularité géographique ne jouait pas sur la production laitière et plus largement sur le mode de travail des agriculteurs. S'intéressant également aux artisans, il dénonce les lourdes charges auxquelles ils sont soumis, et là aussi il demande la prise en compte et la reconnaissance de la main d'œuvre familiale travaillant dans l'entreprise. Il propose de distinguer trois "statuts" différents (qui se retrouvent d'ailleurs dans le monde agricole) : conjoint-collaborateur, salarié et associé. Fort de son appartenance à une région de montagne, il est d'ailleurs membre pendant dix années du Conseil National de la Montagne et c'est à ce titre qu'il est membre de plusieurs commissions en charge de l'examen des textes de loi relatifs "au développement et à la protection de la montagne". Il est également secrétaire d'un groupe d'études du Sénat pour l'aménagement rural et à cette occasion, il souligne "la nécessité d'une politique régionale visant à aider les régions défavorisées, notamment en montagne". En 1986, il devient membre du Comité régional du tourisme Savoie-Mont-Blanc et à ce titre il évoque "l'importance économique et sociale du tourisme en zone rurale et de la nécessité de développer de nouveaux modes d'hébergement". De 1992 à 1995, il siège au Haut Conseil du Secteur Public. En tant que sénateur, il ne prend pas part à la loi portant sur l'abolition de la peine de mort en 1981. Il est favorable à la loi de décentralisation l'année suivante. En 1988, il s'exprime pour la loi relative au Revenu Minimum d'Insertion. Enfin, en 1993, il est favorable à la loi relative aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale.

Chevalier de la Légion d'honneur. Commandeur du Mérite agricole.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977.

Canton d'élection : Boège

Baud-Grasset Joël



1971 Saint-Jeoire-en-Faucigny (Haute-Savoie) -

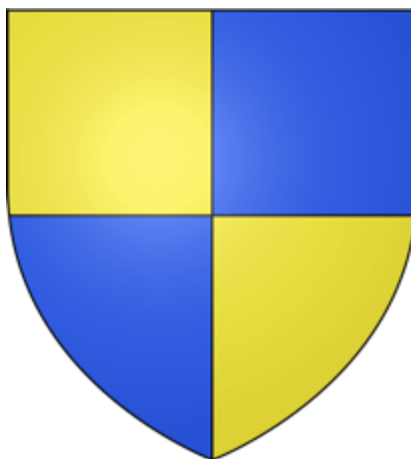
Profession : Diplômé en économie et gestion agricole. Exploitant agricole

Dates de mandats : 2001 - en cours

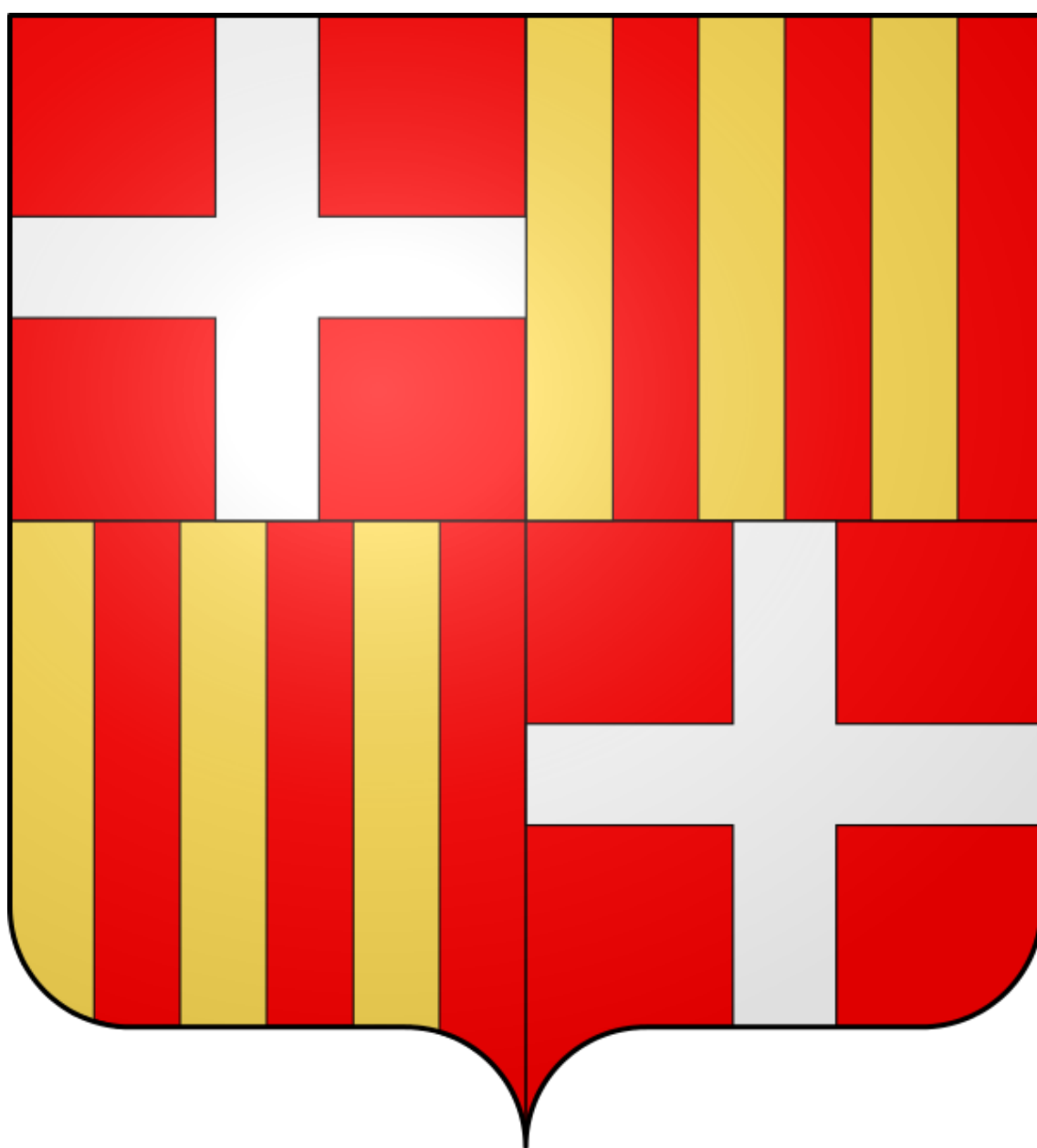
Sensibilité politique : Divers droite

Vice-président du Conseil général : 2011 - en cours

Elu à 29 ans, il est le plus jeune conseiller général depuis 1945. Le président Nycollin, tout juste réélu déclare : "Il est vrai que pour des raisons diverses et variées [...] notre Assemblée [a] vieilli. Il est de bon augure de voir entrer ces jeunes et de les voir entrer si jeunes. Il faudrait regarder dans les annales mais je doute fort que l'on ait eu dans le passé des benjamins aussi jeunes que Joël Baud-Grasset". Il a été conseiller municipal de Bogève. Militant catholique. Administrateur (1996-1998) puis vice-président du Comité départemental des jeunes agriculteurs (1998-2000). Il se préoccupe de la conservation et du maintien du franco-provençal. En tant que vice-président chargé de la culture, il essaie de faire prendre conscience des richesses patrimoniales du département, notamment en lançant les journées "Chemins faisant" qui permettent de découvrir des bâtiments de différentes époques. Trésorier du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement.



Canton de BONNEVILLE



Canton d'élection : Bonneville

Bastian Joseph, Alexandre



1806 Bonneville (Haute-Savoie) - 1865 La Côte d'Hyot (Haute-Savoie)

Profession : Docteur en droit, il est avocat à Bonneville

Dates de mandats : 1861 - 1865 (4 ans)

Sensibilité politique : Conservateur

Maire de La Côte d'Hyot (1860 - 1865)

L'élection de 1864 est contestée mais validée. Il fut membre du conseil provincial en 1848 et l'année suivante membre du conseil provincial de l'Instruction publique. Président d'honneur des musiques du Faucigny. En 1864 sa fortune est estimée à plus de 5000 francs. Il lègue 12 000 francs aux pauvres de Bonneville et 4000 francs à ceux de La Côte d'Hyot.



Chardon Alfred



1828 Bonneville (Haute-Savoie) - 1893 Bonneville (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études au collège de Mélan puis à l'université de Turin où il obtient son doctorat en droit. Avocat

Dates de mandats : 1866 - 1893 (27 ans)

Sensibilité politique : Parti Libéral (1866) ; Républicain (1871)

Président du Conseil général : 1893 - 1893

Vice-président du Conseil général : 1873 - 1893

Maire adjoint de Bonneville (1865), député (1871 - 1876), sénateur (1876 - 1893)

Il est diplômé en même temps que Louis Chaumontel, qui comme lui sera élu au Sénat en 1876. En 1867, le sous-préfet s'adressant au préfet écrit: "Jeune avocat de grand mérite à la tête de ce qu'on appelle le parti libéral, porté par une série d'hommes nouveaux, aspirant à prendre part aux affaires du pays et le méritant, d'ailleurs dévoué et offrant toutes les garanties". Il a été candidat contre Bastian aux élections de 1864. En 1871, il est sous-préfet intérimaire de Bonneville. Au moment des événements, il est favorable à une "occupation de la zone neutralisée de la Savoie du Nord par la Suisse". En 1871, il est élu sur la liste de Jules Philippe. Au Palais Bourbon, il siège à la gauche républicaine et il vote pour la paix, et entre autres contre la démission d'Adolphe Thiers, contre le septennat, contre l'état de siège et contre le ministre Albert de Broglie. Secrétaire de l'Assemblée nationale. En 1873, alors qu'une restauration de la Monarchie aurait pu être possible, il déclare que dans les "conditions spéciales où se trouve [la] société moderne, un seul gouvernement est possible, c'est la République ; elle seule peut [...] assurer la sécurité dans le présent et dans l'avenir". Il se prononce pour les lois constitutionnelles. En 1876, il est élu au Sénat et il siège à gauche. Un an après son élection, il se prononce contre la dissolution de l'Assemblée nationale. Il est poursuivi en 1877 pour avoir assisté à une réunion politique non autorisée. Suite à la protestation de ses collègues sénateurs, le parquet renonce à la poursuite. Très attaché à sa région natale, il s'intéresse particulièrement à la traversée des Alpes et réclame la construction d'un tunnel sous le Mont-Blanc. Il fut un précurseur dans ce domaine puisque ce tunnel fut finalement réalisé et inauguré en 1965. Il vote pour le ministre Jules Dufaure. Comme Louis Chaumontel, il vote pour l'article 7 et pour les lois de Jules Ferry sur l'enseignement. Il est également favorable aux lois sur la presse, mais vote le projet de loi Lisbonne qui est restrictif pour la liberté de la presse. Il vote également pour le rétablissement du scrutin uninominal le 13 février 1889 et il se prononce pour le rétablissement du divorce ou encore pour la procédure à suivre devant le Sénat afin de juger les attentats contre la sûreté de l'Etat du général Boulanger. Il fut l'un des premiers membres du Club Alpin Français de Bonneville-Chamonix. Il lègue une partie de sa fortune à diverses œuvres dont les hospices civils, le bureau de bienfaisance, les écoles primaires et le collège de sa ville natale, sans oublier les écoles primaires d'Ayze, commune natale de son père. Une statue à son effigie est inaugurée à Bonneville.

Officier d'Académie.

J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963 ; J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire économique, sociale et politique, 1875-1940*, Champ Vallon, 2 tomes, 1983 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Bonneville

Warchex François, Aimé



1831 Bonneville (Haute-Savoie) - 1900 Bonneville (Haute-Savoie)

Profession : Docteur en droit de l'université de Turin. Avocat

Dates de mandats : 1893 - 1900 (7 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Vice-président du Conseil général : 1899 - 1900

Maire de Bonneville (1888 - 1900)

Genre du député à Turin Joseph Jacquier-Châtrier. Conseiller municipal en 1871, il démissionne l'année suivante. Ce n'est qu'en 1888 qu'il retrouve une place au conseil municipal. Il est un ami des Francs-Tireurs du Mont-Blanc. Franc-maçon. Partisan du rattachement de la Savoie à la Suisse. Il est le premier "second vice-président du conseil général". Dans sa séance de 1900, Emile Chautemps rappelle qu'en 1899 "le Conseil général avait décidé, afin de réserver une place dans le bureau de l'Assemblée à l'arrondissement de Bonneville, qui n'est représenté que par un membre à la Commission départementale, d'élire deux vice-présidents". Il s'agissait de François Warchex et Emile Chautemps demandera donc le maintien de cette tradition.

Chevalier de la Légion d'honneur. Officier de l'Instruction publique. Chevalier du Mérite agricole. Officier des Saints Maurice et Lazare.

Blanc Angel, Marie



1853 Bonneville (Haute-Savoie) - 1913 Saint-Brieuc (Côtes d'Armor)

Profession : Licencié en droit. Avoué. Sous-préfet

Dates de mandats : 1900 - 1903 (3 ans)

Sensibilité politique : Républicain Radical (1901)

Conseiller municipal de Bonneville (1884-1903). Après son admission au corps préfectoral, il est sous-préfet de Bonneville en 1903, où il tente de concilier les républicains. Ne faisant pas l'unanimité par ses tentatives, il doit s'expliquer, en 1908, devant Georges Clemenceau. Angel Blanc refuse la mutation qui lui est proposée et il démissionne. C'est une démarche du sénateur Emile Chautemps et du député Jules Favre auprès du président du Conseil qui permet sa réintégration. Il est ensuite sous-préfet à Lannion (1909-1913) puis directeur de l'hospice de Saint-Brieuc. Capitaine de pompiers. François Périllat dans ses *Silhouettes rimées* le définit comme un "robuste Allobroge" pour qui "les Savoyards sont faits pour être unis et forts".

Officier d'Académie et de l'Instruction publique. Chevalier du Mérite agricole.

Canton d'élection : Bonneville

Guy Jules



1850 Bonneville (Haute-Savoie) - 1916 Bonneville (Haute-Savoie)

Profession : Professeur de dessin au collège de Bonneville, architecte

Dates de mandats : 1903 - 1916 (13 ans)

Sensibilité politique : Radical

Maire adjoint de Bonneville (1888 - 1900), maire de Bonneville (1900 - 1904)

Volontaire des Francs-tireurs du Mont-Blanc en 1870 sous les ordres de Léon Tappaz, géomètre, avec qui il s'associe après la guerre pour créer un cabinet d'architecture, mais le succès n'est pas au rendez-vous et ils se séparent en 1882-1883. Conseiller municipal de Bonneville en 1884, et de 1908 à sa mort. Il démissionne du poste de maire à cause d'une charge de travail trop importante au niveau professionnel. En 1903, il est élu au Conseil général sans opposition. Président du Sou des écoles. Il est le père d'Amédée Guy, conseiller général du canton de Saint-Gervais-les-Bains et député du Front Populaire. Officier de l'Instruction publique. Médaille commémorative 1870-1871. Médaille garibaldienne dite "médaille de l'Armée des Vosges"

Fallion Léon



1877 Contamine-sur-Arve (Haute-Savoie) - 1938 Bonneville (Haute-Savoie)

Profession : Epicier. Négociant en combustibles

Dates de mandats : 1919 - 1937 (18 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste

Vice-président du Conseil général : 1926 - 1930

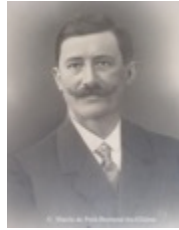
Maire adjoint de Bonneville (1912), maire de Bonneville (1919 - 1933)

Conseiller municipal en 1904. Entre 1914 et 1917, c'est lui qui assure la gestion de la commune alors qu'Emile Favre est mobilisé. En 1918, au décès de ce dernier, il prend la mairie avant d'être élu l'année suivante. Président de l'office départemental de l'Agriculture ; de la caisse régionale de crédit agricole mutuel de Haute-Savoie ; de la caisse mutuelle agricole d'assurances sociales ; de la mutuelle incendie et accident ; de la société d'agriculture de l'arrondissement de Bonneville ; du conseil d'administration de l'école d'agriculture de Contamine-sur-Arve ; de l'école nationale de laiterie de La Roche-sur-Foron et de celle de l'horlogerie de Cluses ; de la société de secours mutuels de Bonneville ; de la société des Habitations à Bon Marché de l'arrondissement de Bonneville ; du comité de surveillance de l'orphelinat de Mélan. Vice-président de la société d'économie alpestre et de la chambre de commerce d'Annecy ; de l'union mutualiste ; du comité de l'hospice de La Tour.

Officier de la Légion d'honneur. Officier d'Académie et de l'Instruction publique.

Canton d'élection : Bonneville

Merlin François



1881 Le Petit-Bornand (Haute-Savoie) - 1944 Le Petit-Bornand (Haute-Savoie)

Profession : Agriculteur, scieur, négociant en bois

Dates de mandats : 1937 - 1940 (3 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste

Maire du Petit-Bornand (1925 - 1944)

Conseiller municipal du Petit-Bornand. Il est élu conseiller général grâce au désistement au second tour du candidat de la Section Française de l'Internationale Ouvrière. Le 11 novembre 1937, alors qu'il assiste à une messe en l'honneur des combattants de 1914-1918, des administrés lui reprochent sa présence. Au cours de la Grande Guerre il a été mobilisé à l'Intérieur et non sur le front. Le 15 novembre, il adresse donc sa démission de maire et de conseiller général mais il reprend ses fonctions. Il participe à la Résistance, membre de l'Armée Secrète. Il est interné au fort Montluc d'où il échappe à la déportation, mais le 16 août 1944, il trouve la mort. Les causes de celle-ci ne sont toujours pas connues aujourd'hui.

Croix de guerre 1914-1918. Officier d'Académie. Chevalier du Mérite agricole.

J. Truffy, *Mémoires du curé du maquis des Glières*, Atra, 1950 ; R. Amoudruz, *La mémoire interdite de François Merlin, maire du Petit-Bornand-les-Glières*, Cabédita, 2002.



Briffod Henri



1913 Bonneville (Haute-Savoie) - 1987 Bonneville (Haute-Savoie)

Profession : Il obtient une licence en droit à Paris. Avocat. Bâtonnier de l'ordre des avocats de la Haute-Savoie en 1945

Dates de mandats : 1945 - 1951; 1958 - 1982 (22 ans)

Sensibilité politique : Section Française de l'Internationale Ouvrière ; Union Républicaine Action Cantonale et Départementale (1964)

Vice-président du Conseil général : 1945 - 1949

Député (1951 - 1958), conseiller régional désigné (1973 - 1976)

Mobilisé au 4^e régiment d'infanterie en 1939, il est fait prisonnier. Il est alors envoyé au stalag XVII B (Krems-Gneixendorf, Autriche), l'un des plus grands camps de prisonniers de guerre du Troisième Reich, d'où il est rapatrié sanitaire en 1941. De retour en France, il entre dans la Résistance. Il est alors recherché par les Italiens et plus tard par les Allemands. Par deux fois il échappe à l'arrestation. Membre du Comité Départemental de Libération de l'arrondissement. A la Libération, il est membre du conseil supérieur de l'Académie de Grenoble et devient avocat-conseil de la Fédération des producteurs de lait. Il est également membre du conseil d'administration de la caisse régionale du Crédit Agricole. Secrétaire général de la Fédération Socialiste en 1948. Avant la Seconde Guerre mondiale, il avait adhéré aux Jeunesses Socialistes puis à la Section Française de l'Internationale Ouvrière, il est ensuite membre du Parti Socialiste Unifié et du Parti Socialiste. Il devient conseiller municipal de Bonneville en 1953 et à nouveau en 1959. Il est président de la commission départementale. Il joue un rôle très important comme rapporteur du budget. Il se bat pour le tunnel du Mont-Blanc. Il devient d'ailleurs administrateur de la société du tunnel. Président de la société d'aménagement de Flaine. A l'Assemblée nationale, il est membre de la commission de la justice et la législation, en même temps qu'il est à celle des immunités parlementaires et il "fait partie de la commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier". En juillet 1951, il fait partie de la commission en charge d'enquêter sur le trafic des piastres en Indochine (l'affaire datant de plusieurs années avait été révélée en 1950). En tant que député, il intervient principalement sur des questions relatives à l'éducation, aux droits de l'homme et aux questions budgétaires. En août 1954, "il fait partie de la minorité" socialiste "qui vote la question préalable du général Aumeran rejetant la Communauté Européenne de Défense". Les débats sur cette question ayant débuté le 28 août. Quatre ans plus tard, il fait toujours partie de la minorité de la Section Française de l'Internationale Ouvrière qui refuse le retour au pouvoir du général Charles de Gaulle. Il vote également contre les pleins pouvoirs et la révision constitutionnelle. Président du conseil d'administration du Crédit Agricole mutuel de Haute-Savoie (1970-1986) et de la commission juridique nationale. Ami de longue date de François Mitterrand, c'est ce dernier qui lui remet la rosette d'officier de la Légion d'honneur en 1983 à l'Élysée.

Officier de la Légion d'honneur. Médaille de la Résistance. Officier des Palmes académiques. Officier du Mérite agricole.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977.

Canton d'élection : Bonneville

Meylan Michel



1939 Ferney-Voltaire (Ain) -

Profession : Capacité en droit. Cadre commercial puis assureur

Dates de mandats : 1982 - 1994 (12 ans)

Sensibilité politique : Union pour la Démocratie Française ; Rassemblement Pour la République

Vice-président du Conseil général : 1988 - 1994

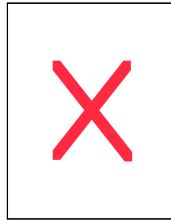
Maire de Bonneville (1983 - 2001), député (1988 - 2002), conseiller régional (désigné en 1985 puis élu en 1986 - 1992)

Conseiller municipal de Bonneville. Le 21 août 1995, le tribunal administratif annule l'élection de la municipalité. Cependant il est réélu maire le 29 septembre. Président du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples de Bonneville et du syndicat d'aménagement de l'Arve. En 1992, il démissionne du conseil régional pour cause de cumuls des mandats. Secrétaire de l'Assemblée nationale (1993-1997). En 1997, à l'Assemblée nationale, il est membre de la commission de la défense. Il préside le groupe d'amitié France-Honduras, alors qu'il est vice-président des groupes d'amitié France-Côte d'Ivoire et France-Guyana. Il est également vice-président du groupe d'études des problèmes de l'eau. Officier de réserve. Secrétaire général du club "Perspectives et Réalités" à Lyon. Président départemental de l'Union pour la Démocratie Française en 1993, des anciens d'Afrique Française du Nord, de la Jeune chambre économique de la vallée de l'Arve.

Chevalier de la Légion d'honneur. Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Canton d'élection : Bonneville

Mudry Raymond



1950 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) -

Profession : Technicien

Dates de mandats : 1994 - en cours

Sensibilité politique : Union pour un Mouvement Populaire

Vice-président du Conseil général : 2003 - en cours

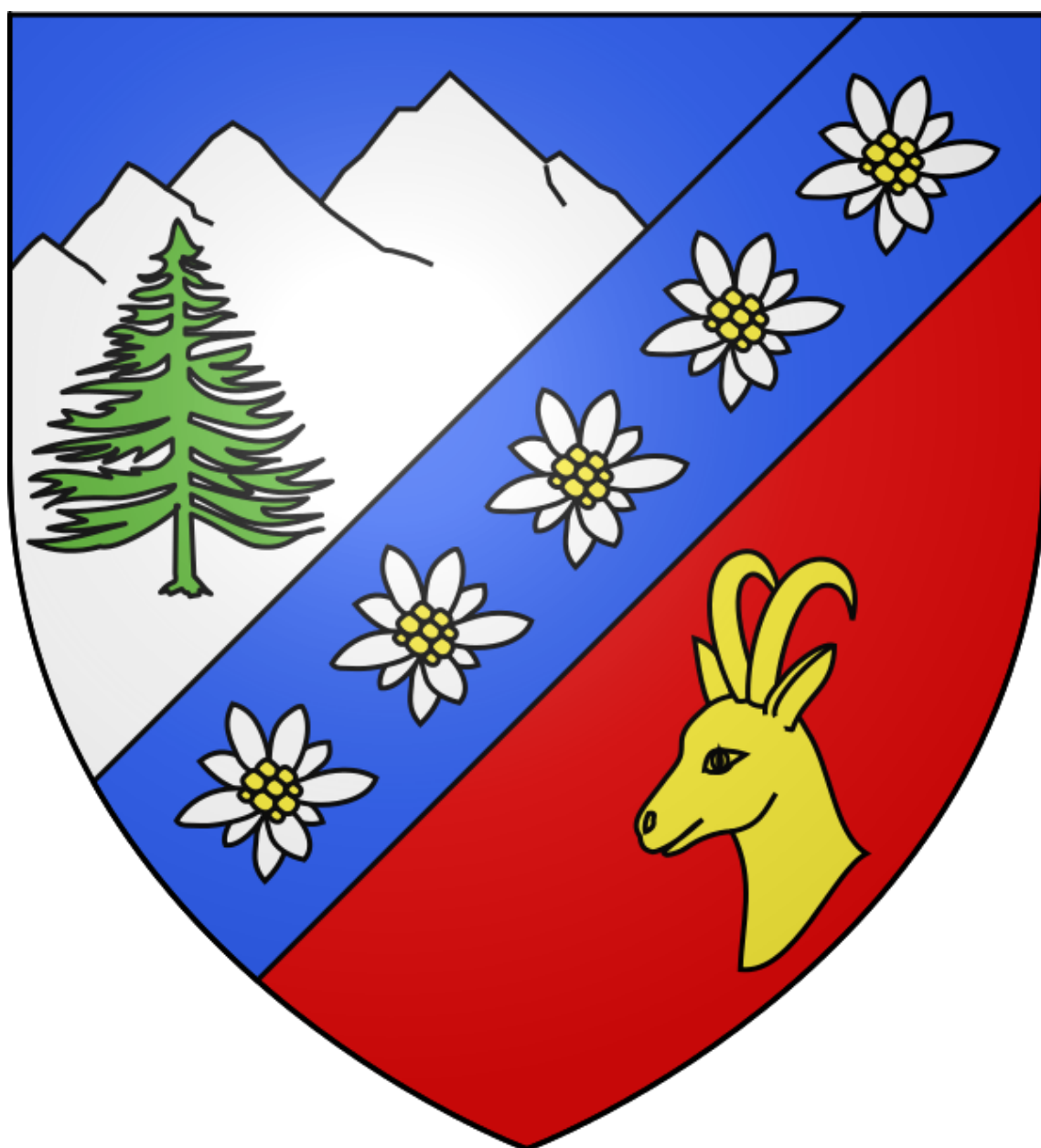
Maire adjoint de Marignier (1983 - 1989), maire de Marignier (1989 - 2014)

Conseiller municipal de Marignier. Il a été président de l'association des maires, adjoints et conseillers généraux de Haute-Savoie de 2008 à 2014. Président du Syndicat intercommunal à vocation multiple de la région de Cluses de 2001 à 2014. Vice-président de la Communauté de Communes Faucigny-Glières de 2010 à 2014.

Chevalier de la Légion d'honneur. Officier de l'Ordre national du Mérite. Médaille d'honneur régionale, départementale, communale, échelon vermeil.



Canton de CHAMONIX-MONT-BLANC



Bartholoni Jean, François, Constant dit Fernand



1828 Versailles (Yvelines) - 1904 Menton (Alpes-Maritimes)

Profession : Conseiller d'Etat (1852) puis maître des Requêtes au Conseil d'Etat (1864). Vice-président du Paris-Orléans et de la Caisse d'Épargne de Paris, président du conservatoire de Genève

Dates de mandats : 1864 - 1871 (7 ans)

Sensibilité politique : Candidat officiel

En 1867, on demande le désistement du nouveau candidat devant s'opposer à Bartholoni. La chute de l'Empire lui est politiquement fatale. Il se consacre alors aux nombreuses affaires familiales. Il est le frère d'Anatole Bartholoni, conseiller général d'Abondance et député. Il est également le père du député René Bartholoni (1919-1924).

Chevalier de la Légion d'honneur (1863).

J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963 ; L. Bailly, *Une extraordinaire dynastie d'hommes d'affaires : les Bartholoni*, Académie Chablaisienne, Mémoires et documents, T. LXIX, 2001, p. 3-34.

Orsat Diodore, Constant



1821 Taninges (Haute-Savoie) - 1904 Bonneville (Haute-Savoie)

Profession : Avoué

Dates de mandats : 1871 - 1889 (18 ans)

Sensibilité politique : Républicain (modéré en 1886)

Maire de Bonneville (1877 ; 1878 - 1888)

Libre penseur. Apparenté à Louis Orsat, conseiller général du canton de Taninges, à Gustave Orsat, conseiller général du canton de Samoëns et à Léon Orsat, conseiller général du canton de Samoëns et député. Conseiller municipal en 1871. Il assure les fonctions de maire pendant la crise de 1871-1872. Conseiller municipal en 1876. Délégué cantonal. Il lance le groupe scolaire et obtient l'implantation de l'école normale d'instituteurs à Bonneville.

Officier de l'Instruction publique.

Payot Jules, Antoine



1859 Chamonix (Haute-Savoie) - 1940 Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône)

Profession : Il fait ses études au collège de Bonneville. Licencié en lettres de l'université de Grenoble. Il occupe un poste d'enseignant dans différents collèges pour gagner sa vie. En 1888, il est agrégé de philosophie. Il devient docteur ès lettres en 1896. Il enseigne à Bastia puis à Lons-le-Saunier avant de devenir inspecteur d'Académie à Privas (1895) puis à Châlons-sur-Marne (1898) et à Chambéry. Il est ensuite recteur des Académies de Chambéry (1902-1906) et d'Aix-en-Provence (1906-1922).

Dates de mandats : 1889 - 1895 (6 ans)

Sensibilité politique : Radical

Alors qu'il est enfant, il est choisi par le physicien Tyndall pour porter au "Montanvers (sic) une mire et une alidade", il eut également "le pénible honneur de (s') entendre dire de cruelles vérités par le maréchal [Patrice de] Mac Mahon" alors que celui-ci consultait des cartes chez la mère de Payot et qu'il rentrait avec sa "culotte déchirée et le visage en sang". En 1877, il bénéficie des toutes nouvelles bourses d'études qui viennent d'être créées. En 1880, il est aidé financièrement pour l'agrégation. En 1889, il est élu sans concurrent. En 1895, il aurait cédé son siège à Emile Chautemps en échange d'appuis pour sa carrière de recteur. Il se consacre à une abondante œuvre philosophique et pédagogique. Il collabore au journal des instituteurs avant d'en devenir directeur (1903-1914). Il est surnommé "pontife du laïcisme". Docteur *honoris causa* de l'université de Genève. En 1914, il est suspendu de ses fonctions de recteur de l'Académie d'Aix pour "avoir quitté son poste sans autorisation".

Officier de la Légion d'honneur.

J. Payot, *Les alpes éducatrices. Mon Chamonix*, Aix-en-Provence, 1933, 264 p. ; L. Barbey, *Les fondements éthiques et psychologiques de l'éducation de la volonté, selon Jules Payot*, Fribourg, Librairie de l'université, 1933 ; P. Guichonnet, "Jules Payot, universitaire et philosophe savoyard", in *Revue Savoisiennne*, 1988, p. 123-149 ; J.-F. Condette, "Un patrimoine éducatif d'une grande modernité : *Le Volume*, revue pédagogique dirigée par Jules Payot (1899-1914)", in V. Castagnet-Lars (dir.), *De la recherche scientifique aux pratiques pédagogiques. L'éducation au patrimoine*, Presses Universitaires du Septentrion, 2013, p. 109-131 et *Jules Payot (1859-1940) : éducation de la volonté, morale laïque et solidarité : itinéraire intellectuel et combats pédagogiques au coeur de la Troisième République*, Peter Lang, 2012 ; J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire économique, sociale et politique, 1875-1940*, Champ Vallon, 2 tomes, 1983.

Canton d'élection : Chamonix

Chautemps François, Emile



1850 Valleiry (Haute-Savoie) - 1918 Paris (Seine)

Profession : Destiné à l'Église, il fréquente le petit-séminaire de La Roche-sur-Foron puis celui d'Orléans, cité épiscopale de son compatriote Mgr Félix Dupanloup. Il tente Polytechnique puis étudie la médecine à Lyon et à Paris. Il est reçu docteur en médecine en juin 1875

Dates de mandats : 1895 - 1918 (23 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Député de la Seine (1889 - 1897), député de la Haute-Savoie (1897 - 1905), sénateur (1905 - 1918), ministre (1895 ; 1914)

Il participe à la guerre franco-prussienne et il est artilleur dans l'Armée de Loire, où il devient lieutenant. A la fin de ses études de médecine, il s'installe à Paris, dans le quartier des Arts et Métiers. Franc-Maçon, il est affilié à la loge "Isis Monthyon" (1880) puis aux loges "L'Amitié" (1881) et Cosmos (1905). Il s'engage dans les associations des Savoyards de Paris. Il est notamment président de la Société Philanthropique Savoisienne de Paris. Il devient délégué cantonal, membre du comité de la Caisse des écoles ainsi que de la commission scolaire du troisième arrondissement dont il est conseiller municipal depuis 1884. Il paraît jouer un rôle important dans les luttes politiques d'alors. Lors de son élection au conseil municipal, il se dit "autonomiste" et accepte "le programme du Comité démocratique-socialiste de son arrondissement", qui comportait entre autre chose : "la mairie centrale, la suppression des grandes Compagnies (eau, gaz, omnibus)", mais aussi les loyers à bon marché, l'imposition des logements non loués, l'augmentation de l'approvisionnement d'eau. Membre du Conseil d'hygiène et de salubrité du département de la Seine. Après avoir été vice-président, il devient président du conseil municipal de Paris, en 1889. A l'occasion de l'Exposition Universelle, il reçoit nombre de personnalités, parmi lesquelles le président de la République Sadi Carnot. C'est en 1889 qu'il se présente à la députation dans le département de la Seine. Il est candidat républicain radical-socialiste et parmi les points de son programme, il propose une révision de la Constitution "dans un sens plus démocratique, par une Assemblée Constituante ; la suppression du Sénat et de la Présidence de la République ; la liberté de la presse, de réunion et d'association garantie par la Constitution ; la suppression du budget des cultes [...] le droit de l'enfant à l'instruction intégrale (instruction laïque et gratuite) ; le service militaire obligatoire pour tous ; la suppression des octrois et des taxes de consommation, l'impôt unique et progressif sur le revenu ; la création de caisses de retraite pour les vieillards et les invalides du travail ; le droit à l'assistance pour toute personne incapable de travailler ; la réorganisation de la Banque de France". Il est ministre des Colonies en 1895 dans le troisième cabinet Alexandre Ribot, mais ce n'est que de courte durée puisque le cabinet formé en janvier cesse le 28 octobre 1895, quand Alexandre Ribot présente sa démission. Emile Chautemps quitte donc son ministère tout en terminant les affaires courantes jusqu'au 1^{er} novembre suivant, date à laquelle Léon Bourgeois est nommé président du Conseil. Il estime alors que la situation parisienne n'est plus très sûre et il revient en Haute-Savoie où le conseiller général de Chamonix Jules Payot lui aurait cédé son siège en échange d'un appui pour sa carrière de recteur. Après cette élection, le préfet souligne qu'il a été "choisi spontanément par les électeurs de Chamonix alors qu'il était ministre des Colonies". Il poursuit en soulignant qu'Emile Chautemps prendra "au Conseil général la situation que lui assurent sa valeur, ses connaissances administratives, son passé et ses sympathies dues à son caractère très aimable et très accueillant". Le député savoyard Pierre Blanc avait confié à son médecin et ami Jules Armand, qu'il aurait aimé qu'Emile Chautemps lui

succède. Jules Armand dans ses *Souvenirs* rappelle qu'après le décès de Louis Berthet en 1896, lui-même successeur de Pierre Blanc, il avait essayé – sans succès – de faire accepter Emile Chautemps, son camarade d'études, par le parti radical d'Albertville. En 1906, lorsque son fils Félix Chautemps, se présente aux législatives en Savoie, Emile Chautemps est accusé d'avoir reçu "des services à argenterie pour services politiques". Ce qu'il refute dans une réunion qu'il provoque et où il s'oppose à Auguste Proust, député sortant, qui sera battu d'ailleurs par Félix Chautemps. Au sein de l'assemblée départementale, il est le créateur en 1897 du réseau téléphonique départemental qu'il promet de devenir "l'un des plus complets de la République". Pour son canton, il est à l'origine de la création du tunnel du col des Montets qui permet le passage en hiver, à la fois des vivres et des piétons. Il reste député de la Seine encore deux ans (1895-1897). En 1897, il profite de l'élection partielle, qui a lieu dans l'arrondissement de Bonneville, suite au décès de Léon Orsat, pour se faire élire à la députation. Il semble être actif à l'Assemblée nationale, où il est membre du groupe radical-socialiste. Il est membre de plusieurs commissions parmi lesquelles nous pouvons citer celle de la Marine, celle de l'Armée, celle du Droit d'association, celle de la Presse ou encore celle de l'Hygiène publique. Autant de thèmes qu'il avait pu aborder lors de ses différentes campagnes électorales. Il est également membre de la commission des Douanes, lui qui est né à la frontière sabaudo-genevoise. Pour ce qui concerne l'armée, avec ses condisciples savoyards Fernand David ou Jules Mercier, il demande l'augmentation des cadres métropolitains dans les compagnies de tirailleurs, en même temps qu'ils pensent à leur département en souhaitant la création de nouvelles garnisons en Haute-Savoie. Ils pensent même à l'éventualité de la construction de nouvelles fortifications, mais celles-ci seraient moins utiles qu'en Savoie. En 1902, il réunit ses amis sûrs dans la loge "Le réveil du Faucigny" qu'il a créée à Cluses. En 1904, le préfet souligne qu'Emile Chautemps bénéficie d'une "excellente situation dans la canton" de Chamonix, qu'elle est "importante dans le département" et qu'il est "très influent au Conseil" général. En 1905, encore à l'occasion d'une élection partielle, il accède au Sénat. En effet, suite au décès d'André Folliet, une place de sénateur est libérée. Il est aidé et soutenu par César Duval, ami du défunt, et par Fernand David. Il emporte l'élection face à Jules Mercier, qui lui était soutenu par Paul Jacquier, successeur d'André Folliet au Conseil général. Emile Chautemps s'inscrit au groupe de la gauche démocratique et là encore il appartient à diverses commissions. Comme à l'Assemblée nationale son activité au Sénat est importante. Il semble d'ailleurs porter un intérêt tout particulier aux questions de l'armement et plus particulièrement à celui de la marine. En juin 1914, il est à nouveau appelé par Alexandre Ribot pour prendre part à son nouveau gouvernement. Il est ministre de la Marine, mais pour une brève durée puisque le cabinet Ribot ne dure que cinq jours (9-13 juin 1914), étant ensuite remplacé par celui de René Viviani. Quelques mois plus tard, lorsque la guerre est déclarée, il décide de reprendre ses activités de médecin et il devient directeur d'un service à l'hôpital du Panthéon dans le cinquième arrondissement parisien. Il est alors médecin principal de première classe de réserve. Le 8 janvier 1918, il est élu à la vice-présidence du Sénat. Il n'aura pas vraiment l'occasion d'exercer ces fonctions puisqu'il décède à la fin de l'année à l'hôpital du Panthéon, établissement où il a travaillé pendant toute la durée du conflit. Son éloge funèbre est prononcé par Antonin Dubost, président du Sénat. Ce dernier souligne que "Chautemps était un homme d'action et de lutte" ajoutant que jusqu'à la veille de son décès, il l'avait vu "redevenir médecin, et se passionner pour de grandes questions d'hygiène publique". Il poursuit en soulignant que "ses adversaires les plus systématiques durent, d'ailleurs, s'incliner respectueusement devant la noblesse d'âme avec laquelle il reçut sans fléchir les plus terribles coups du sort. Durant la guerre, son courage ne faiblit jamais, mais hélas ! sa vitalité n'en fut pas moins atteinte et ce vaillant lutteur est allé rejoindre ses trois fils morts au champ d'honneur". Parmi ses trois fils tués au combat, il y a Félix Chautemps, député de la Savoie (1906-1914), qui tombe au champ d'honneur, comme son successeur à l'Assemblée nationale Paul Proust. Félix Chautemps est lieutenant au 53^{ème} Bataillon de Chasseurs Alpains et meurt à Silberlock le 20 janvier 1915, lors de la bataille de l'Hartmannswillkerkopf. Emile Chautemps est le père de Camille Chautemps, président du Conseil dans l'entre-deux-guerres et le neveu d'Amédée Chautemps, conseiller général du canton de Saint-Julien-en-Genevois. En 1923, la commune de Chamonix lui dédie un monument qui sera fondu sous l'occupation et remplacé par un médaillon en 1959.

Chevalier de la Légion d'honneur (rapport du ministre de la guerre, décret 21 juillet 1915).

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire sociale, économique et politique*, Champ Vallon, 2 tomes, 1983 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009 ; P. Soudan, "Emile Chautemps, l'amiral de la mer de glace", in *Mémoires Académie du Faucigny*, N°1, 1994 ; A. Gaucher, *Une grande famille parlementaire, Les Chautemps*, Société nouvelle d'édition, 1908.

Canton d'élection : Chamonix

Devouassoux Michel, Henri



1858 Chamonix (Haute-Savoie) - 1920 Chamonix (Haute-Savoie)

Profession : Fabricant de clarines et de sonnettes

Dates de mandats : 1919 - 1920 (1 an)

Sensibilité politique : Républicain Radical

Maire adjoint de Chamonix, conseiller d'arrondissement (1898-1919)



Duboin Jacques, Joseph, François



1878 Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie) - 1976 Versailles (Yvelines)

Profession : Il fait une partie de ses études à Königsfeld, Londres et Oxford. Il apprend le droit à Lyon et Paris. Il fait des études juridiques et économiques. Il entre dans le corps diplomatique, en fonction au consulat de New-York. Industriel et banquier. Administrateur de la Banque Savoisiennne de crédit

Dates de mandats : 1920 - 1931 (11 ans)

Sensibilité politique : Radical

Vice-président du Conseil général : 1929 - 1930

Député (1921 - 1928), sous-secrétaire d'Etat (1926)

Sa famille est de d'origine septimontaine. En 1914, réformé pour "faiblesse de constitution", il s'engage et revient avec le grade de capitaine après avoir été interprète au Grand Quartier général des Alliés. De 1919 à 1935, il est conseiller municipal d'Amancy, village où il possède une résidence secondaire. Il se présente à l'élection partielle dans le canton de Chamonix-Mont-Blanc suite au décès de Henri Devouassoux ; il peut ainsi prendre sa revanche par rapport à sa défaite de l'année précédente aux législatives. En 1921, il rejoint la Ligue de la République, organe fondé par Paul Painlevé et dont le but est de "renouveler les idées politiques en associant l'héritage de la gauche et l'esprit de 1919". Deux années après son élection au Conseil général, il est considéré par le préfet comme "actif et dévoué", ayant "acquis une notoriété indiscutable dans son arrondissement", et qu'il sera "très certainement réélu aux élections législatives et cantonales". Il poursuit en soulignant que député depuis peu, il a "déjà fait preuve de sérieuses qualités de ténacité et d'esprit [...] dans le programme politique qu'il s'est tracé". En effet, en 1921, il est élu à la députation à la faveur d'une élection partielle qui a lieu dans l'arrondissement de Bonneville suite au décès de Louis Perrolaz (liste d'Union nationale en 1919). Le 26 février 1921, à la veille du second tour, il reçoit le soutien d'Edouard Herriot, tout en s'étant affirmé plus nettement radical-socialiste. Il bénéficie également du soutien de trois sénateurs, de Jules Mercier et de dix-sept conseillers généraux. Pour Justinien Raymond, cette élection "marquait en Haute-Savoie, un réveil de la gauche que les élections de 1924 allaient confirmer". En 1924, à l'occasion des premiers Jeux Olympiques d'hiver, qui sont organisés à Chamonix, il obtient une "subvention extraordinaire de 500 000 francs, accordée au comité olympique" pour l'organisation des Jeux. L'année suivante, le sous-préfet de Bonneville écrit à son propos : "Pourrait être appelé à jouer un certain rôle dans la politique générale". A l'Assemblée nationale, Jacques Duboin fait partie de l'opposition ; il est membre de plusieurs commissions parmi lesquelles celle de l'Assurance et de la prévoyance sociale, celle des Douanes ou encore celle des Subventions commerciales, celle des Spéculations, celle des Régions libérées. Il s'oppose à la loi militaire de dix-huit mois et aux expéditions lointaines (il est contre la Guerre d'Orient) ; il est contre la politique financière du Bloc National. Natif de Saint-Julien-en-Genevois il prend naturellement le parti de défendre la Zone et dès son arrivée au Palais Bourbon, il se manifeste dans ce sens. En 1922, il présente un amendement du projet de loi relatif à la réforme du statut douanier des zones franches. A la fin de l'année, il demande "avec Paul Tapponnier et René Bartholoni", tous deux élus de droite, "la consultation des conseils municipaux sur la convention franco-helvétique du 7 août 1921 qui mécontente les anciens zoniens". Cette proposition est refusée par le président du Conseil, Raymond Poincaré, et la majorité des députés. La même année, dans un autre domaine, il réclame des chars d'assaut et des camions pour l'armée, s'opposant à André Maginot, alors

ministre de la Guerre, il déclare qu'une "armée moderne, c'est une armée qui se reconnaît à l'odorat : elle sent le pétrole et ne sent pas le crottin...". Cette prise de position lui vaudra les railleries de la part des militaires et il faut attendre presque une douzaine d'années et le livre du lieutenant-colonel Charles de Gaulle pour qu'il y ait une certaine prise en considération de cette question. En 1924, il est à nouveau élu à la députation et cette fois-ci il fait partie de la majorité, avec le Cartel des gauches. Il participe à des commissions différentes de celles de son premier mandat, puisqu'à cette date, il est membre des commissions du commerce et de l'industrie, des comptes définitifs et des économies. Des thèmes qu'il connaît bien et qu'il maîtrise parfaitement. En 1926, il est appelé par Aristide Briand, alors président du Conseil pour être sous-secrétaire d'Etat au Trésor. Il occupe ce poste peu de temps puisqu'il est nommé le 23 juin et il le quitte le 19 juillet 1926. Il semble avoir été choisi à ce poste, par Aristide Briand, à la suite de la parution, en 1925, de son ouvrage *La stabilisation du Franc*. Il est rapporteur sur la question du change, qui déjà à cette période, pose un problème avec le franc suisse. Il participe activement à la vie parlementaire, s'intéressant particulièrement aux questions économiques, financières et sociales. Il dépose une proposition de loi tendant à réprimer la spéculation sur les changes (1922) et une autre tendant à faciliter la construction à usage d'habitations par l'institution d'exonérations fiscales (1922). Il comparaît devant la commission de discipline du Parti radical-socialiste le 8 avril 1925 pour avoir voté favorablement à l'ambassade de France au Vatican. En effet, l'une des volontés du Cartel des gauches était de supprimer l'ambassade près le Saint-Siège qui avait été rétablie par le Bloc National. Il a expliqué les raisons de ce vote qui étaient : "ne pas prolonger l'agitation religieuse alors que se posent de graves problèmes économiques et financiers. Rome est un foyer spirituel : pourquoi en être absent ? On peut y vouloir une ambassade sans être clérical [...]". En 1928, le sous-préfet dit que c'est un avocat doué "d'une vive intelligence et d'un merveilleux talent oratoire", pourtant il est battu, à la surprise générale, aux législatives par Félix Braise. A ce propos, Justinien Raymond écrit : "Duboin fatigué ne mena pas une campagne ardente ; la multiplicité des candidatures de gauche et les violentes attaques qu'il mena contre le Parti communiste l'ont desservi. On lui reprochait de peu fréquenter l'arrondissement. La rivalité des deux vallées, Arve et Giffre, a joué contre Duboin. Ce dernier était conseiller général de Chamonix ; des électeurs de la vallée du Giffre votant largement à gauche se sont laissés débaucher par l'enfant du pays qu'était Félix Braise". En 1931, le sous-préfet pense que Jacques Duboin sera réélu difficilement au Conseil général. Finalement, il choisit de retirer sa candidature avant l'élection. En 1932, après avoir renoncé à la vie parlementaire, il fonde la "Ligue pour le droit au travail et le progrès social", devenue par la suite le "Mouvement français de l'Abondance". En 1935, il crée le journal *La grande Relève des Hommes par la Science*, où il expose régulièrement ses théories. Il publie notamment : *Demain ou le socialisme de l'abondance* (1940) ; *Rareté et abondance* (1945) ; *L'économie distributive s'impose* (1950) ; *Economie politique de l'abondance* (1951) ; *Les yeux ouverts* (1955), qui ont tous pour objet de développer ses théories étayées sur la notion de "revenu social". Rédigeant également des articles pour des journaux, il signe Jacques d'Amancy. La revue *La grande relève*, qu'il crée en 1935, consacrée à la diffusion des thèses de « l'économie distributive », existe toujours, et sa fille Marie-Louise Duboin, notamment, continue de diffuser sa pensée.

Officier de la Légion d'honneur. Croix de guerre 1914-1918 avec 3 citations. Médaille militaire anglaise. Médaille du Soleil levant.

J. Duboin : *Réflexions d'un "Français moyen"*, Payot, 1923 / -, *Nous faisons fausse route*, éd. des portiques, 1931 / -, *La Grande Relève des hommes par la machine*, éd. nouvelles, 1932 / -, *Ce que l'on appelle la crise*, 1934 ; J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; J.-P. Lambert, *Le Socialisme distributiste. Jacques Duboin, 1878-1976*, L'Harmattan, 1998 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009 ; J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire économique, sociale et politique, 1875-1940*, Champ Vallon, 2 tomes, 1983.

Canton d'élection : Chamonix

Ravel Louis, Xavier



1886 Chamonix (Haute-Savoie) - 1936 Chamonix-Mont-Blanc (Haute-Savoie)

Profession : Notaire

Dates de mandats : 1931 - 1936 (5 ans)

Sensibilité politique : Union Républicaine et Démocratique

Mobilisé au cours de la Grande Guerre, il est blessé, puis rejoint le front. En 1931, il perd son fils aîné dans un accident de montagne. Cette épreuve le marque profondément, sa santé est atteinte et il garde constamment "une empreinte de tristesse" qui le rendit "plus digne d'une affectueuse amitié" pour ses collègues conseillers généraux. Président des mutilés de guerre du canton. Vice-président du comité français pour le percement du Mont-Blanc en 1934.

Médaille militaire. Croix de guerre 1914-1918.

Bernardet Denis, Onézime, Bernard



1868 Izaut-de-l'Hôtel (Haute-Garonne) - 1942 Chamonix-Mont-Blanc (Haute-Savoie)

Profession : Ingénieur des chemins de fer

Dates de mandats : 1936 - 1940 (4 ans)

Sensibilité politique : Union Républicaine et Démocratique

Maire de Chamonix (1935 - 1940), conseiller d'arrondissement (1919 - 1922)

Conseiller municipal de Chamonix. Il a des tendances conservatrices. En tant que maire il est à la tête d'une municipalité d'union avec les radicaux. En 1938 au cours de la séance de rentrée du Conseil général, il est victime d'un infarctus qui lui laisse des séquelles. En janvier 1939, six conseillers municipaux démissionnent pour protester contre les absences répétées du maire (il est hémiplégique depuis peu). Il refuse la démission mais en 1940, un peu contraint et forcé, il demande sa mise en congé temporaire. Il est le créateur du syndicat d'initiative de Chamonix. Le 6 juillet 1936, il avait reçu le président Albert Lebrun.

DesailLOUD Philippe, Edmond



1914 Chamonix (Haute-Savoie) - 1983 Bonneville (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études à l'Ecole Nationale Supérieure de Saint-Cloud. Professeur de lettres. Inspecteur de Jeunesse et Sports
Dates de mandats : 1945 - 1964 ; 1970 - 1976 (25 ans)
Sensibilité politique : Indépendant

Orphelin de guerre. Sous-lieutenant dans les chasseurs alpins, il participe à l'expédition de Norvège (Namsos) d'où il revient pour participer à la bataille de France au cours de laquelle il est grièvement blessé dans l'Aisne. Il rejoint l'Armée Secrète et le front des Alpes. Il participe à la libération de Chamonix le 17 août 1944. Il revient avec le grade de capitaine. Conseiller municipal de Chamonix en 1945, 1953, 1959 et 1965. Au Conseil général, ses prises de parole vigoureuses sont redoutées. Il fut la cheville ouvrière de plusieurs réalisations dont l'Aiguille du Midi, le tunnel du Mont-Blanc ou encore le village piéton de Chamonix-Sud. En 1965, il publie *La bataille des tunnels*.
Chevalier de la Légion d'honneur. Croix de guerre 1939-1945 avec 4 citations. Médaille de Norvège.

Payot Paul, François



1912 Chamonix-Mont-Blanc (Haute-Savoie) - 1977 Chamonix-Mont-Blanc (Haute-Savoie)

Profession : Diplômé de Sciences politiques
Dates de mandats : 1964 - 1970 (6 ans)
Sensibilité politique : Divers droite
Maire de Chamonix (1953 - 1960 ; 1965 - 1968)

Neveu de Jules Payot, conseiller général de Chamonix. Orphelin de guerre. Il devient homme de lettres, écrivain, conférencier, collectionneur, passionné de livres et de documents sur les Alpes et la montagne. Il cède en viager (1975) sa collection qui est aujourd'hui déposée à Annecy. Vice-président de l'Académie du Faucigny. Il a beaucoup oeuvré pour Chamonix, et a travaillé à la construction du téléphérique de la Flégère. Membre d'honneur de la Compagnie des guides. Il publie de nombreux ouvrages.

Officier des Palmes académiques. Chevalier du Mérite agricole.

P. Payot, *La connaissance de la montagne*, 1944 / -, *Au royaume du Mont-Blanc*, Bonneville, Imp ; Plancher, 1950 / - et G. Tairraz (photos), *Chamonix et le Mont-Blanc*, Arthaud, Grenoble, 1949 ; E. Rabut, "Paul Payot, un homme de passion au pied du Mont-Blanc", in *Le monde alpin et rhodanien*, 2003, vol. 31, n°1-4, p. 139-148.

Canton d'élection : Chamonix

Dablanc Floréal



1922 L'Arbresle (Rhône) - 2010 Les Houches (Haute-Savoie)

Profession : Il obtient un brevet d'études techniques. Chef technicien à France Telecom

Dates de mandats : 1976 - 1982 (6 ans)

Sensibilité politique : Communiste

Au début de la Seconde Guerre mondiale, il prépare les "Arts et métiers" à Cluny mais les Chantiers de Jeunesse et le Service du Travail Obligatoire l'obligent à arrêter ses études. Refusant le départ, il rejoint un maquis à Saint-Bonnet-de-Joux (Saône-et-Loire). Il est arrêté en juillet 1944. En 1945, il intègre l'école des Postes Télégraphes et Téléphones avant de rejoindre Paris (1946-1948). En 1948, il est nommé à Chamonix. Journaliste bénévole au journal *Les Allobroges* (1948-1960). Il correspond aussi pour *L'Humanité*, *La République de Lyon* ou *Libération*. En 1949, il crée une association de mal logés obligeant ainsi la mairie à construire les premières habitations à loyers modérés. Il mène également d'autres combats pour la maternité, ou encore pour que le tunnel des Montets devienne accessible pour les voitures comme pour les trains. Il est responsable cantonal de la Confédération Générale des Travailleurs auprès des ouvriers du barrage d'Emosson et du tunnel du Mont-Blanc. Conseiller municipal d'opposition (1951-1995).

Charlet Michel



1945 Chamonix-Mont-Blanc (Haute-Savoie) -

Profession : Directeur de la caisse d'Épargne puis agent d'assurances

Dates de mandats : 1982 - en cours

Sensibilité politique : Rassemblement Pour la République ; Divers droite (1994)

Vice-président du Conseil général : 1998 - 2008

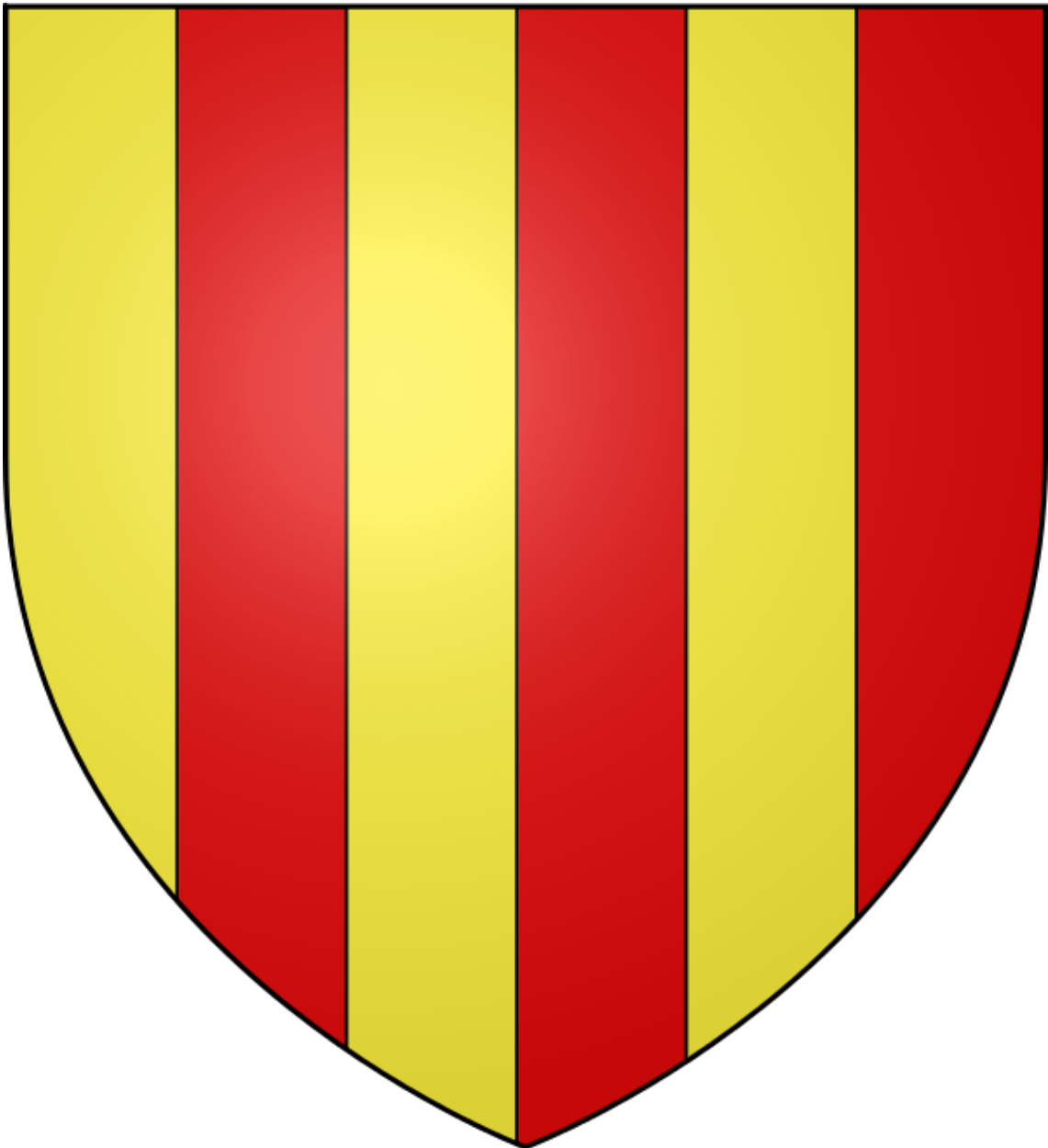
Maire de Chamonix-Mont-Blanc (1983 - 2008)

Conseiller municipal de Chamonix en 1971. Secrétaire du Conseil général en 1985. Président du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples du pays du Mont-Blanc pendant quinze ans. Président de l'association météo départementale, de l'association touristique départementale et du syndicat espace nature du Mont-Blanc. Président de la Maison des Jeunes et de la Culture. Vice-président du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples de la Haute vallée de l'Arve et de l'Association Nationale des Elus de la Montagne. Président du conseil du Léman. Président de ski France (l'association des maires de stations de sports d'hiver). En 2001, en tant que vice-président du Conseil général il est chargé des finances et de l'administration générale. En 2004, il est chargé des relations extérieures et transfrontalières, des affaires européennes.

Chevalier de la Légion d'honneur. Chevalier de l'Ordre national du Mérite. Médaille Jeunesse et Sports.



Canton de CLUSES



Canton d'élection : Cluses

Guy François, Joseph, Firmin



1807 Cluses (Haute-Savoie) - 1881 Cluses (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études à Cluses, à Brigue (Suisse), à Turin et à Paris. Docteur en médecine

Dates de mandats : 1861 - 1871 ; 1874 - 1880 (16 ans)

Sensibilité politique : Opinion bonapartiste

Syndic de Cluses (1846 - 1860), maire de Cluses (1860 - 1864), conseiller divisionnaire (1849 - 1860), conseiller provincial (1844 - 1850 ; 1855 - 1860)

En 1844, alors qu'il est syndic de Cluses, se déclare un incendie qui laisse 1100 sinistrés et plus de 200 maisons à reconstruire. Il demande aux Clusiens partis s'installer à Genève de revenir. Il est à l'origine de l'école royale d'horlogerie qui deviendra l'École Nationale d'Horlogerie. En 1876, il est doyen d'âge du Conseil général. Sa Légion d'honneur (décret 30 août 1860) lui est décernée "pour avoir fait partie de la députation auprès du souverain à l'effet d'empêcher le morcellement de la Savoie à l'époque de l'annexion". Mentions honorables de l'Académie de médecine.

Chevalier de la Légion d'honneur. Chevalier des Saints Maurice et Lazare (1845).

Dupuis Ferdinand



1830 Chambéry (Savoie) - ?

Profession : Avocat

Dates de mandats : 1871 - 1874 (3 ans)

Sensibilité politique : Conservateur

Maire de Cluses (1871 - 1880)

Il donne sa démission de maire en 1880. L'administration accepte d'autant plus qu'elle a souvent eu des problèmes avec lui.

Ducroz Albert, Philippe



1820 Sallanches (Haute-Savoie) - 1891 Bonneville (Haute-Savoie)

Profession : Avoué à Bonneville
Dates de mandats : 1880 - 1891 (11 ans)
Sensibilité politique : Républicain
Maire de Bonneville (1872 - 1877), député (1876 - 1891)

Son entrée en politique semble coïncider "avec la révolution de 1848 qui l'enthousiasme". Membre du cercle démocratique, il est élu au conseil communal et il rejoint la garde nationale. Capitaine de la garde civique. En 1865, il devient conseiller municipal de Bonneville, mais c'est bien après le 4 septembre 1870 qu'il revient sur la scène politique. En 1874, il est révoqué de sa fonction de suppléant du juge de paix. Franc-maçon, il est initié en 1889 à la loge "L'Allobrogie" à Annecy. En 1886, lors de sa seconde élection, le préfet note qu'il a une situation notable, une "influence ordinaire dans l'assemblée" départementale, qu'il n'a pas d'aptitudes spéciales, qu'il a un "caractère un peu effacé". Il précise toutefois que cette attitude effacée est liée au fait qu'il est membre de "la députation du département". A l'Assemblée nationale, il prend place au centre gauche, il vote contre le ministère Albert de Broglie. Comme 362 autres députés, il s'oppose à la dissolution du 16 mai 1877. En octobre 1877, après la dissolution de la Chambre des députés, il est élu à nouveau et cette fois-ci, il rejoint l'Union républicaine. Il vote contre le cabinet de Gaétan de Rochebouët, mais en revanche il est toujours favorable aux ministères républicains qui se sont succédés ensuite. Lors des législatives de 1885, il est élu mais il est le dernier des quatre députés. Lors de ce nouveau mandat, il vote souvent avec la gauche radicale. C'est ainsi qu'il se prononce pour l'expulsion des princes. Membre de quelques commissions, il se prononce pour le rétablissement du scrutin d'arrondissement en février 1889. Il est opposé à l'ajournement indéfini de la Constitution, tout comme à la loi Lisbonne relative à la restriction de la liberté de la presse, mais il est favorable aux poursuites contre trois députés membres de la Ligue des patriotes, tout comme à celles contre le général Boulanger. En tant que député, il défend le maintien de la zone, soutient l'horlogerie ainsi que le développement routier et ferroviaire. Lors de sa dernière élection à la députation en 1889, il rappelle dans sa profession de foi que son "passé, mieux que des promesses, est un sûr garant que [son] drapeau sera toujours le même, celui de la République démocratique, du progrès, de la marche en avant, de l'ordre et de la liberté". Comme à ses débuts, il prend place au centre gauche et il rejoint le groupe de l'Union républicaine. Il est réélu malgré un procès politique qui aurait pu lui valoir l'échec.

Officier d'académie.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire économique, sociale et politique*, Champ Vallon, 1983 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Cluses

Peltre Jean, Pierre, Emile



1840 Leintrey (Meurthe) - 1899 Cluses (Haute-Savoie)

Profession : Professeur. Instituteur. Comptable (1865-1868) puis sous-directeur (1886-1889) et enfin directeur de l'école d'horlogerie

Dates de mandats : 1891 - 1898 (7 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Maire adjoint de Cluses (1892 - 1899)

Conseiller municipal de Cluses de 1888 à son décès. Il obtient une mention honorable de la Société d'Encouragement de l'Instruction publique en 1865. Dans sa lettre de démission, datée du 6 juillet 1899 et adressée au préfet, il écrit : "Les développements de l'Ecole Nationale d'Horlogerie sont devenus si considérables qu'ils ne me permettent plus de me livrer à d'autres occupations qu'à celles de mon service. J'ai donc l'honneur de vous faire connaître que je ne puis continuer les fonctions de conseiller général dont les électeurs du canton de Cluses m'ont honoré à deux reprises. Je tiens à vous remercier tout particulièrement, monsieur le préfet, du concours dévoué que vous m'avez toujours prêté et qui m'a facilité dans bien des occasions l'accomplissement de mon travail".

Officier d'Académie (1880). Officier de l'Instruction publique (1886).

Rannaz Alfred



1844 Arâches (Haute-Savoie) - 1900 Carouge (Ge, Suisse)

Profession : Horloger

Dates de mandats : 1898 - 1900 (2 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Maire d'Arâches (1888 - 1889), conseiller d'arrondissement (1896 - 1898)

Il est président de la musique, du Sou des écoles, de l'Union Républicaine de Cluses. Il est médaillé de l'Exposition universelle de 1889 et membre du jury lors de l'exposition du centenaire de l'horlogerie qui se tient à Besançon en 1893.

Canton d'élection : Cluses

Pochat François, Marie, Gabriel



1866 Cluses (Haute-Savoie) - 1921 Plainpalais (Suisse)

Profession : Licencié en droit. Notaire
Dates de mandats : 1900 - 1919 (19 ans)
Sensibilité politique : Républicain ; Radical
Vice-président du Conseil général : 1910 - 1912
Maire de Cluses (1908 - 1920)

Par sa mère, il est apparenté à Firmin Guy, conseiller général du canton de Cluses. Conseiller municipal de Cluses. Membre de la commission départementale. Une lettre dénonçant "l'incurie" de l'édile et signée par quinzaine de conseillers municipaux est à l'origine de sa démission de la mairie. Capitaine des pompiers. Officier de réserve. Président de la société de secours mutuels. En 1910, il reçoit le président Armand Fallières venu en Savoie pour le cinquantenaire du rattachement de la Savoie à la France.

Depery René



1883 Scionzier (Haute-Savoie) - 1922 Genève (Suisse)

Profession : Industriel en horlogerie
Dates de mandats : 1919 - 1922 (3 ans)
Sensibilité politique : Républicain

Lors de sa première élection, le préfet note qu'il a une grande "notoriété dans le canton en raison de ses ouvriers et de son activité", mais il ajoute que son état de santé l'a "immobilisé presque aussitôt" après son élection. Elu sans opposition en mai 1922, surtout à cause de "ses relations commerciales et en l'absence d'un concurrent sérieux". Sa situation politique est jugée "précaire".

Poncet Jean, Charles



1868 Arâches (Haute-Savoie) - 1942 Arâches (Haute-Savoie)

Profession : Elève de l'Ecole d'Horlogerie de Cluses. Professeur puis directeur à l'Ecole d'Horlogerie de Cluses (1905-1934).

Dates de mandats : 1923 - 1934 (11 ans)

Sensibilité politique : Républicain de gauche ; Républicain carteliste ; Radical-Socialiste (1931)

Conseiller d'arrondissement (1912 - 1923)

Conseiller municipal de Cluses (1908-1935). Président du conseil d'arrondissement en 1920. Ami politique de Jacques Duboin, de Fernand David, d'Emile Goy ou encore de Claudius Gallet. Le préfet considère qu'il possède "une haute situation morale dans le département" et qu'il est "appelé à tenir une place marquante à l'assemblée départementale". Président du syndicat d'électricité. Il est le fabricant de l'horloge-mère de l'école qui sera présentée à l'Exposition universelle de Paris en 1900. Il donne sa démission de conseiller général, de conseiller municipal et de président du syndicat intercommunal d'électricité de Cluses le 2 mai 1928 mais la retire le 9 mai.

Commandeur de la Légion d'honneur. Officier d'Académie et de l'Instruction publique.

Trappier Charles, Alexandre, Pierre



1882 Vernoux (Ardèche) - 1940 Cluses (Haute-Savoie)

Profession : Pharmacien

Dates de mandats : 1934 - 1940 (6 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste

Maire de Cluses (1934 - 1940)

Il naît à Vernoux, mais son père réside à Sathonay (Ain, aujourd'hui Rhône), où il est militaire. Franc-maçon. Conseiller municipal de Cluses (1919-1925). En 1934, il préside le comité français pour le percement du Mont-Blanc. Président du syndicat départemental des pharmaciens. Vice-président du parti Radical-socialiste. Délégué cantonal. En 1936, il reçoit le président Albert Lebrun. Officier d'Académie.

Canton d'élection : Cluses

Chavand Fernand, Antoine, Benoît



1903 Rozier-en-Donzy (Loire) - 1981 Le Blanc (Indre)

Profession : Il vient à Cluses pour ses études en horlogerie. Il s'y établit ensuite comme artisan.

Mécanicien puis chef d'atelier dans le décolletage

Dates de mandats : 1945 - 1949 (4 ans)

Sensibilité politique : Section Française de l'Internationale Ouvrière

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, il est arrêté suite à une manifestation ouvrière qui s'est tenue le 11 novembre 1942. Il est interné en Haute-Vienne avant d'être libéré le 7 janvier 1943. Conseiller municipal en 1944, réélu en 1945, 1947 et 1953. Il est élu au second tour avec l'appui du Parti Communiste Français. Secrétaire du syndicat des métaux.

Rouxel Louis



1911 Cluses (Haute-Savoie) - 1986 Cluses (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études à l'Ecole Normale de Bonneville. Instituteur (1933-1952) il est ensuite directeur de dépôt métallurgique

Dates de mandats : 1949 - 1979 (30 ans)

Sensibilité politique : Indépendant

Vice-président du Conseil général : 1976 - 1979

Conseiller municipal de Cluses (1959-1977). Secrétaire du Conseil général. Président du syndicat mixte de Flaine. Suppléant du député Georges Pianta en 1977.

Chevalier de la Légion d'honneur. Chevalier de l'Ordre national du Mérite. Officier des Palmes académiques. Chevalier du Mérite agricole et du Mérite social.

Devant Pierre



1926 Cluses (Haute-Savoie) - 2013 Cluses (Haute-Savoie)

Profession : Artisan décolleteur, commerçant
Dates de mandats : 1979 - 2011 (32 ans)
Sensibilité politique : Sans Etiquette, Divers droite (1998)
Maire adjoint de Cluses (1971 - 1983 ; 1995 - 2013)

Conseiller municipal minoritaire de Cluses en 1983-1995. Vice-président du syndicat mixte de Flaine.
Fondateur de l'Entraide Internationale des scouts de Cluses, dont il est resté un membre actif.

Mivel Jean-Louis, Jacques



1965 Cluses (Haute-Savoie) -

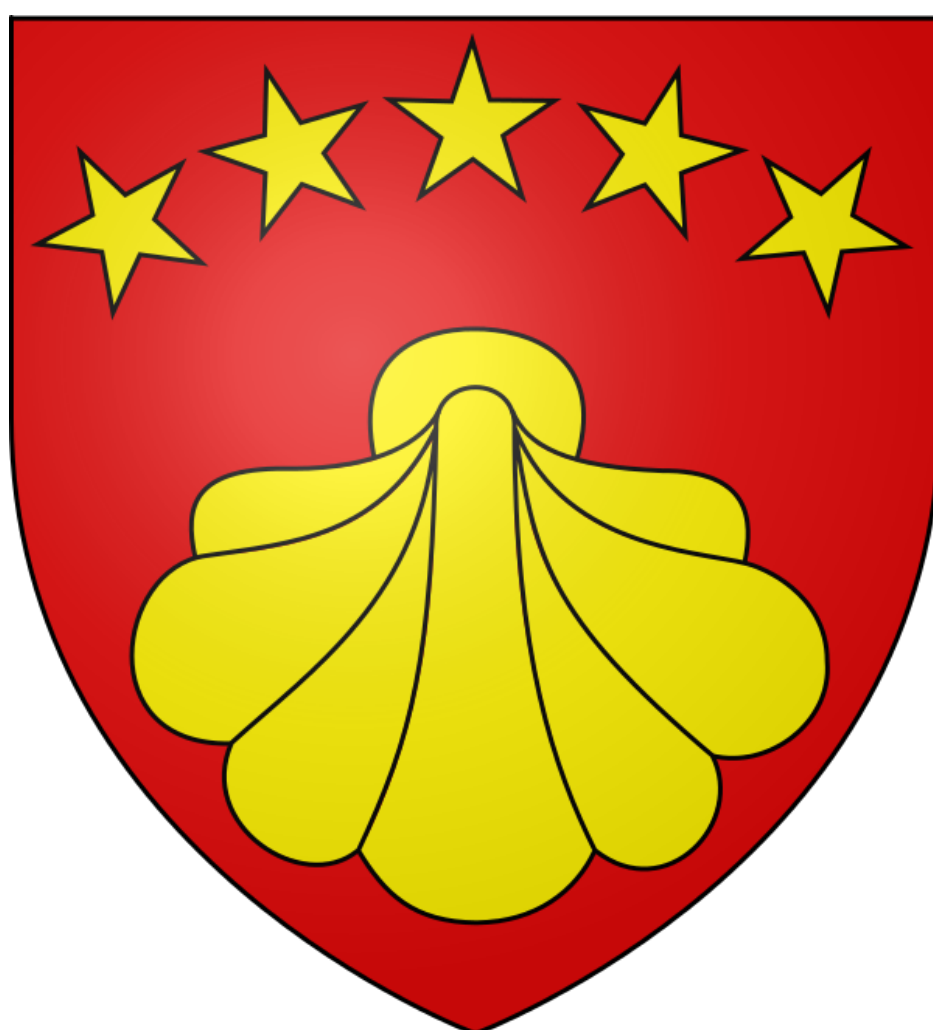
Profession : Diplômé de l'Institut d'Administration des Entreprises d'Aix-en-Provence. Attaché de direction dans un Centre de Recherche à Nouméa (Service Aide Technique). Consultant en Gestion et Management. Il s'investit dans le domaine éducatif. Directeur adjoint en charge d'un lycée. Il enseigne l'économie

Dates de mandats : 2011 - en cours
Sensibilité politique : Divers droite
Maire adjoint de Cluses (2001 - 2014), maire de Cluses (2014 - en cours)

Conseiller municipal de Cluses depuis 1995. Membre actif des scouts de Cluses. Président du Ski Club des Scouts de Cluses.
Chevalier des Palmes académiques.



Canton de CRUSEILLES



Canton d'élection : Cruseilles

Bouchet Georges



1800 Cruseilles (Haute-Savoie) - 1881 Cruseilles (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études de médecine à Turin. Médecin

Dates de mandats : 1861 - 1864 (3 ans)



Canton d'élection : Cruseilles

Pissard Hippolyte, François



1815 Saint-Julien (Haute-Savoie) - 1898 Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études de droit à Turin. En 1842, il est avocat au Sénat de Savoie. Il est ensuite avocat au barreau de Saint-Julien

Dates de mandats : 1864 - 1871 (7 ans)

Sensibilité politique : Ultramontain, Candidat officiel, Bonapartiste

Maire de Saint-Julien (1875 - 1876), député à Turin (1849 - 1852), député (1860 - 1871)

Il est conseiller provincial et conseiller divisionnaire. Il fait partie de la délégation qui se rend aux Tuileries en mars 1860. Il préside le Comité annexionniste et refuse toute cession de la Savoie du nord à la Suisse. Lors de l'élection du 9 décembre 1860, il est élu, mais son élection est invalidée. Quoiqu'il en soit le 14 avril 1861, il est à nouveau élu. Il siège au sein de la majorité. A l'Assemblée nationale, il se préoccupe des questions de finances ; il est membre de la commission du Budget. Il été le rapporteur de la "loi sur les suppléments de crédits de l'exercice 1866". En 1869, il se fait inscrire au "tiers-parti libéral". Conseiller municipal de Saint-Julien (1865-1870). En 1870, il vote pour la guerre. Sa carrière politique prend fin avec la chute de l'Empire, mais en 1875, il est pris en dehors du conseil municipal et nommé "par le gouvernement de l'Ordre moral" pour assurer la fonction de maire jusqu'à sa démission l'année suivante. Il est l'arrière-grand-père de Jean-Claude Pissard, conseiller général du canton de Saint-Julien-en-Genevois.

Officier de la Légion d'honneur. Officier des Saints Maurice et Lazare.

J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963 ; C. Sorrel, P. Guichonnet (dir.), *La Savoie et l'Europe, 1860-2010*, Montmélian, La Fontaine de Siloé, 2010 ; P. Guichonnet, *Vieille Savoie. Les députés et les sénateurs savoyards au Parlement de Turin, 1848-1860*, La Fontaine de Siloé, 2013.

Canton d'élection : Cruseilles

Bouchet François, Georges



1826 Cruseilles (Haute-Savoie) - 1885 Cruseilles (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études de médecine à Turin. Médecin

Dates de mandats : 1871 - 1883 (12 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Syndic puis maire de Cruseilles (1861 - 1867), conseiller d'arrondissement (1860 - 1871)

Conseiller municipal de Cruseilles.

Dusonchet Aimé



1838 Cruseilles (Haute-Savoie) - 1899 Genève (Ge, Suisse)

Profession : Docteur en droit. Riche propriétaire du canton de Cruseilles. Banquier à Genève. Avocat à Annecy

Dates de mandats : 1883 - 1899 (16 ans)

Sensibilité politique : Républicain modéré (1886)

Maire de Cruseilles (1872 - 1874)

Juge de paix suppléant. Conseiller municipal en 1870. C'est à peu près à cette même date qu'il semble s'établir à Genève. En 1889, le préfet note à son propos qu'il habite Genève mais qu'il se rend fréquemment à Cruseilles où il possède des propriétés. Il précise qu'il se plait à "porter son attention sur les plus petits détails des questions administratives et [qu'il] s'en occupe avec un zèle souvent mal dirigé". Il est le père d'Ernest Dusonchet, qui lui succède au Conseil général.

Canton d'élection : Cruseilles

Dusonchet Ernest



1872 Genève (Suisse) - 1904 Leysin (Suisse)

Profession : Avocat et riche propriétaire
Dates de mandats : 1899 - 1904 (5 ans)
Sensibilité politique : Républicain de gauche

Succédant à son père à l'âge de 27 ans, il est le plus jeune membre de l'assemblée départementale au moment où il y siège. A son propos, François Périllat écrit : "Représente au Conseil l'ardeur et la jeunesse, / Deux qualités qui font qu'on ne doute de rien / De son père il n'a pas le semblant de rudesse, / Mais il veut comme lui qu'on respecte le bien (...)".

Bouchet Henri



1873 Cruseilles (Haute-Savoie) - 1946 Cruseilles (Haute-Savoie)

Profession : Médecin
Dates de mandats : 1904 - 1937 (33 ans)
Sensibilité politique : Républicain Radical ; Républicain de gauche (1904 ; 1931)

Il est le petit-neveu de François Bouchet. Il est ami avec Fernand David. Conseiller municipal en 1904. En 1904, il se présente contre son père qui est réactionnaire. Il est conseiller minoritaire en 1908 et il démissionne quelques mois plus tard à la demande de la Société Républicaine du canton. Il jouit d'une bonne influence dans son canton où "cependant la majorité des communes sont conservatrices". Ses travaux sur la maladie de Bouchet, touchant les porchers, lui valent l'hommage de l'académie de médecine. Sa thèse s'intitulait *L'Epidémie d'hystéro-démonopathie de Morzine*. Délégué cantonal. Secrétaire du Conseil général en 1934. Chevalier de la Légion d'honneur. Officier d'Académie et de l'Instruction publique.

Pinget Joseph



1883 Cruseilles (Haute-Savoie) - 1952 Cruseilles (Haute-Savoie)

Profession : Notaire

Dates de mandats : 1937 - 1940 ; 1945 - 1952 (10 ans)

Sensibilité politique : Union Républicaine et Démocratique ; Indépendant

Maire de Cruseilles (1920 - 1944)

Ancien militant de la Jeunesse Catholique où il a pris des responsabilités ; il était vice-président pour l'arrondissement de Saint-Julien en 1909. Ami de longue date du député Paul Tapponier, qui comme lui est un ancien combattant de 1914-1918. Conseiller municipal en 1919. En 1932, il est présenté comme le président "du comité départemental de l'Union des Républicains Nationaux" à l'occasion d'un congrès tenu à La Roche-sur-Foron. Le Comité Départemental de Libération demande sa révocation. Il n'était pas candidat en 1945, mais tous les bulletins portant son nom sont manuscrits. Président la commission départementale. Vice-président de la commission administrative sous Vichy. Doyen d'âge en 1949. Secrétaire de l'association des maires. Fondateur du syndicat intercommunal du canton. Chevalier Légion d'honneur (1952). Croix de guerre 1914-1918.

Fournier Marius



1918 Copponex (Haute-Savoie) - 2007 Copponex (Haute-Savoie)

Profession : Agriculteur. Il a été ouvrier à la Schmitt Roost Oerlikon pendant quelques années

Dates de mandats : 1953 - 1958 (5 ans)

Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire

Maire de Copponex (1947 - 1989)

Militant de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne. Mobilisé au cours de la Seconde Guerre mondiale, il est blessé en 1940 sur le front de la Somme. Secrétaire de mairie pendant l'occupation, il obtient des tickets d'alimentation pour des réfractaires. Il initie le groupement départemental contre les maladies bovines. Vice-président du district rural de Cruseilles. Créateur du premier Groupement Agricole d'Exploitation en Commun en France en 1966. Dirigeant d'organisations agricoles. Chevalier de la Légion d'honneur. Officier du Mérite agricole.

Canton d'élection : Cruseilles

Deshusses Victor, Claudius



1912 Annecy (Haute-Savoie) - 1976 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Licencié en droit. Rédacteur stagiaire (1936), rédacteur titulaire de 3^e classe (1937), chef de cabinet (par intérim du 1^{er} janvier - 10 octobre 1937, en remplacement de Faure, alors sous les drapeaux). Haut-fonctionnaire. Il participe à plusieurs cabinets ministériels

Dates de mandats : 1958 - 1970 (12 ans)

Sensibilité politique : Modéré

Cousin de Bernard Pellarin, qui lui succède au Conseil général. Résistant. Il est sous-préfet de Die (Drôme) en 1941. Jean Excoffier rappelle qu'en tant que haut-fonctionnaire, Victor Deshusses participe à de nombreux cabinets ministériels qui vont "de l'Agriculture aux Travaux publics, en passant par l'Industrie, le Commerce, la Santé, l'Intérieur, les Départements d'Outre-Mer et les Territoires d'Outre-Mer et la présidence du Conseil". Il a été secrétaire du Conseil général.

Officier de la Légion d'honneur. Croix de guerre 1939-1945.



Pellarin Bernard



1928 Cruseilles (Haute-Savoie) - 2007 Cruseilles (Haute-Savoie)

Profession : Licencié en droit. Cadre supérieur au ministère de l'Air (1953 - 1959). Détaché au secrétariat général du Conseil général (1959 - 1970).

Dates de mandats : 1970 - 2001 (31 ans)

Sensibilité politique : PR, Union pour la Démocratie Française (1994)

Président du Conseil général : 1979 - 1998

Maire de Cruseilles (1965 - 1995), sénateur (1977 - 1995), conseiller régional désigné (1973 - 1986)

Filleul de Joseph Pinget, ancien maire et conseiller général de Cruseilles. Il a été secrétaire général du Conseil général avant de devenir un élu ; il est ensuite remplacé par M. Mollard. Il se tourne vers la politique sous l'impulsion de son mentor Arthur Lavy. En tant que sénateur, il est rattaché "administrativement au groupe sénatorial de l'Union Centriste des Démocrates de Progrès puis au groupe de l'Union des Républicains et Indépendants". En 1986, il est "rattaché administrativement au groupe de l'Union Centriste puis, à partir de 1994, au groupe du Rassemblement Démocratique et Européen". D'abord nommé à la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, il ne siège qu'un mois. Il est ensuite nommé à la commission des Affaires économiques et du plan de 1977 à 1979. Il choisit de remettre sa démission afin de pouvoir rejoindre la commission des Affaires sociales où il reste jusqu'en 1983. Il est ensuite membre de la commission des Finances jusqu'en 1994 et pour son dernier mandat, il est membre de la commission des Lois. En tant que sénateur, il vote pour l'abolition de la peine de mort (1981), l'année suivante, il est favorable à la loi Defferre relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions. Au Sénat, il porte un intérêt particulier aux questions relatives au tourisme. D'ailleurs en "séance publique, il évoque les problèmes liés au tourisme" en Haute-Savoie. Il est d'ailleurs rapporteur du budget du tourisme lors de la discussion du projet de loi de finances pour 1984 et 1985. C'est à cette occasion qu'il évoque "l'importante contribution des collectivités locales en faveur des activités touristiques et se félicite de la promotion du tourisme français à l'étranger par l'Agence nationale pour l'information touristique". D'ailleurs, en 1985, il devient administrateur de cette agence. Cette même année, il est également nommé administrateur de la société en charge de l'exploitation du tunnel sous le Mont-Blanc. En 1995, il ne se représente pas à la mairie de Cruseilles. Président du Syndicat Intercommunal du massif du Salève, des communes forestières de la Haute-Savoie. Il est premier vice-président du Conseil régional (1977-1986). En tant que président du Conseil général, il est le premier à exercer le pouvoir exécutif conformément à la loi sur la décentralisation de 1982. D'ailleurs, en tant que sénateur, il s'est beaucoup occupé des questions des collectivités locales. Au cours de ses années de présidence du Conseil général, qui ont été marquées par la décentralisation mais également par le dynamisme toujours plus marqué de la Haute-Savoie, il a réussi à promouvoir le département dans divers domaines allant de l'économie à l'industrie en passant par l'agriculture. Il a toujours essayé – dans la mesure du possible – de faire travailler des entreprises locales pour les travaux du Conseil général, permettant ainsi une sauvegarde des intérêts du département. C'est sous sa présidence qu'est construit le site d'Archamps. Il est à l'origine de la création de la Mutuelle des conseillers généraux, qui avait pour but de constituer un petit pécule pour les conseillers à une époque où il n'y avait pas d'indemnité fixe comme à l'heure actuelle, mais où ils étaient simplement remboursés de leurs frais. Sénateur honoraire. Président d'honneur du Conseil général. En 1998, il n'avait pas sollicité une nouvelle fois la présidence.

Chevalier de la Légion d'honneur.

Canton d'élection : Cruseilles

Galland Jean-Loup



1946 Voiron (Isère) -

Profession : Médecin généraliste
Dates de mandats : 2001 - en cours
Sensibilité politique : Divers droite

Médecin sapeur-pompier volontaire pendant 30 ans, il devient, en 2004, le président du Service Départemental d'Incendie et de Secours. Conseiller communautaire de la Communauté de communes du pays de Cruseilles. Conseiller municipal de Cruseilles en 2008.



Canton de DOUVAINE



Canton d'élection : Douvaine

Boigne (Le Borgne de) Octave, César, Guillaume, Louis, Marie



1833 Chambéry (Savoie) - 1903 Toulouse (Haute-Garonne)

Profession : Ancien capitaine d'artillerie avant 1860. Rentier
Dates de mandats : 1861 - 1880 (19 ans)
Sensibilité politique : Monarchiste légitimiste
Maire de Ballaison (1862 - 1876), député (1876, il est invalidé)

Comte. En 1861, ses revenus sont estimés à 50 000 francs. Ses idées très religieuses l'ont fait soutenir chaudement par le clergé du canton. Très dévoué au gouvernement. Il est nommé maire de Ballaison et le reste jusqu'à sa démission. En 1874, le préfet écrit au ministre de l'Intérieur : "M. le comte de Boigne dont l'attitude au Conseil général est comme celle de M. le comte de Roussy de Sales, et de M. le conseiller d'Etat Perret, c'est-à-dire à la tête de la petite phalange conservatrice." En 1876, aux législatives, il est candidat officiel du gouvernement. Elu député, son élection est contestée et invalidée. En effet, des pressions exercées par le clergé sont évoquées pour que l'élection soit invalidée. Il apporte trois cent protestations de ses électeurs devant la Chambre, mais rien ne change la situation. Dans un communiqué qui suit l'invalidation, il déclare que "le drapeau catholique est la dernière sauvegarde de [leurs] droits, de l'ordre social, de[s] libertés" et que les Chablaisiens ne doivent pas l'abandonner au "moment où [leur] sainte religion a besoin de tous ses défenseurs". Il rappelle que le vote du 20 février a été annulé et il déclare que les électeurs ont été "accusés, devant la France entière, d'avoir voté sans intelligence, sous l'influence d'un absurde fanatisme et sous l'emprise de la peur". *Le Figaro* du 7 mars 1876 le présente comme "attaché aux principes monarchiques et religieux, [...] conservateur dans la meilleure et la plus large acception du mot. Au physique, grand et bien proportionné, agréable et distingué au moral, homme intelligent, esprit ouvert à toutes les bonnes idées, fin et pas muet ce sera peut-être un orateur : ce serait trop à la fois. Il est décoré, ce qui ne nuit pas, et fort riche, ce qui ne gêne rien". Il est le frère d'Ernest de Boigne, conseiller général du canton de Yenne (Savoie) et député sous le Second Empire.

J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963 ; J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire économique, sociale et politique, 1875-1940*, Ed. Champ Valon, 2 tomes, 1983 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Douvaine (1905-1919) puis Thonon-les-Bains (1923-1940)

Jacquier Paul



1879 Bordeaux (Gironde) - 1961 Paris (Seine)

Profession : Il fait ses études de droit à Lyon puis à Paris avant de rejoindre les terres natales de sa famille en Haute-Savoie. Docteur en droit. Avocat

Dates de mandats : 1905 - 1919 ; 1923 - 1940 (33 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste

Président du Conseil général : 1938 - 1940

Vice-président du Conseil général : 1931 - 1938

Maire de Thonon-les-Bains (1921 - 1925), député (1909 - 1919 ; 1924 - 1935), sénateur (1935 - 1944) ; sous-secrétaire d'Etat (1914 - 1915 ; 1926), ministre (1934 - 1935)

Sa famille est originaire du Chablais. Il entre tôt dans la Franc-Maçonnerie en rejoignant, en 1905, la loge "l'Avenir du Chablais", et il en devient même vénérable. Il exerce également cette fonction dans la loge "Le Réveil du Faucigny" fondée au début du XX^e siècle. En 1904, avec Fernand David, il défend les ouvriers de Cluses. La même année, il entre au conseil municipal de Thonon-les-Bains. L'année suivante, lorsqu'il entre au Conseil général, il est âgé de 26 ans ce qui fait de lui l'un des trois plus jeunes conseillers généraux de la Troisième République. En 1909, c'est l'entrée de Jules Mercier au Sénat qui permet à Paul Jacquier d'entrer au Palais Bourbon. D'ailleurs, lors des législatives de 1905, il avait soutenu Jules Mercier contre Emile Chautemps, mais ce dernier avait été finalement élu. A l'Assemblée nationale, il siège alors dans les rangs de la Gauche radicale. Il vote pour la loi des trois ans. Cette mesure semble d'ailleurs bien acceptée par une majorité de savoyards puisque le sous-préfet de Thonon-les-Bains déclare au préfet que des "conscrits de Thonon" ont écrit au ministre de la Guerre pour lui dire "avec quelle profonde joie ils acceptaient l'idée de servir la Patrie pendant trois ans". Au Conseil général, Paul Jacquier semble se spécialiser dans les questions de transports, tout comme à l'Assemblée nationale. En effet, en 1910, la question des voies d'accès au Simplon est évoquée à la Chambre des députés, et cela "intéresse particulièrement les populations de l'arrondissement [...] c'est ainsi que les journaux ont reproduit *in extenso* la plupart des discours prononcés par les représentants du département ; ceux de MM. Mercier et Jacquier ont produit la meilleure impression sur les habitants de cette région qui se plaignent depuis longtemps, à juste titre, d'être mal desservis par les trains circulant de Bellegarde et le Bouveret". La population "attend du doublement de la voie, disposition essentielle de la convention, appuyée tout spécialement par le député de l'arrondissement à la tribune de la Chambre, une amélioration sensible des horaires et des rapidités de communications". Il est un député actif et semble porter un intérêt particulier pour les questions financières, les questions algériennes, l'enseignement et les beaux-arts. Membre de plusieurs commissions, il en est souvent le rapporteur. En décembre 1913, il est choisi par Gaston Doumergue, alors président du Conseil, pour être sous-secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts (9 décembre 1913-3 juin 1914). C'est à ce titre qu'il préside la cérémonie du retour de la Joconde au Louvre. Comme son confrère Fernand David, il est nommé dans les cabinets successifs de René Viviani, il est alors sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur (13 juin-26 août 1914 et 26 août 1914-29 octobre 1915). C'est à ce titre qu'il prend l'initiative de la loi sur les allocations militaires attribuées aux familles

des mobilisés et qui a été "appliquée pendant toute la guerre" ; il est également à l'origine de la création des écoles de rééducation pour les mutilés. Une "querelle ouverte par le radical Accambray sur la question des députés mobilisables, ignorée par la loi, provoque sa démission, que [René] Viviani refuse. Il rejoint toutefois l'armée et ne siège pas au conseil des ministres, tout en restant en poste jusqu'en octobre 1915". Refusant d'entrer dans le cabinet formé par Aristide Briand, il choisit d'être officier de liaison dans l'armée territoriale et il revient à la Chambre "définitivement [...] ce qui lui attire de vives attaques des combattants en 1917 et en 1919". Il choisit de quitter le canton de Douvaine, comme Fernand David, quitte celui d'Annemasse. En 1919, il se présente donc dans le canton de Thonon-les-Bains, mais n'est pas élu, il lui faut attendre 1923 pour l'être dans ce canton. D'ailleurs, à ce propos, dans son rapport mensuel de mai 1923, le préfet note que cette élection qui oppose Paul Jacquier et René Bartholoni, député, "revêt de ce fait un caractère d'importance toute particulière et les résultats, quels qu'ils soient seront une indication certaine de l'état de l'opinion dans le département". A cette date, une note reprise par le sous-préfet indique qu'il est un "juriste particulièrement distingué, administrateur éclairé et homme d'action" et qu'il "est appelé à reprendre au Conseil général et dans le département une place prépondérante". Lors du congrès du Parti Républicain de l'arrondissement de Thonon, tenu le 6 janvier 1924, un tract est imprimé. Dans ce dernier, il est rappelé que "M. Paul Jacquier [...] a rendu à [l'] arrondissement de très grands services, il a joué un rôle important à la Chambre et a siégé, à plusieurs reprises, dans les Conseils du Gouvernement. Il y a quelques mois, en battant, dans une élection cantonale, le député actuel du Chablais, il a donné le signal de la déroute prochaine du Bloc National. C'est sur le nom de Paul Jacquier que le Parti Républicain du Chablais doit prendre sa revanche certaine de notre échec de 1919". A nouveau élu à la députation, il adhère au groupe radical et radical-socialiste. En 1925, à l'unanimité, il est élu maire de Thonon-les-Bains ; il refuse le poste, mais reste conseiller municipal jusqu'en 1940. A la même période, il est considéré comme un avocat "réputé, doué d'une vive intelligence et d'un merveilleux talent oratoire". Il jouit alors au Conseil général d'une "autorité incontestée". En 1926, Edouard Herriot l'appelle comme sous-secrétaire d'Etat aux Finances, mais le cabinet étant éphémère, il ne reste que quatre jours. En 1930, lorsque Fernand David est ministre de l'Agriculture dans le cabinet André Tardieu, Paul Jacquier – comme Etienne Antonelli – votent contre le gouvernement, alors que Félix Braise et Alexis Calliès votent pour. En 1934, Maurice Flandin le nomme ministre du Travail, arrivé le 8 novembre, il reste en poste jusqu'en mai 1935. Puis en juin 1935, il est nommé ministre de l'Agriculture dans le cabinet Fernand Bouisson, mais là encore sa nomination est bien éphémère puisqu'il ne reste que du 1^{er} au 6 juin. La même année, il succède à Fernand David au Sénat. Il a été élu président du Conseil général en 1937 mais refuse la charge, il ne l'accepte que l'année suivante. Président du du Crédit Populaire de France (1937-1955) ; il est également président de la Caisse Centrale du Crédit Foncier. Franc-maçon, il est déclaré démissionnaire d'office par arrêté du ministre, secrétaire d'Etat à l'Intérieur en date du 15 octobre 1941. Il est inéligible à la Libération parce qu'il a voté les pleins pouvoirs au maréchal Philippe Pétain le 10 juillet 1940. Un tribunal d'honneur relève cette déchéance notamment en soulignant qu'il a "manifesté publiquement, chaque fois que l'occasion lui en était offerte, son opposition au pseudo-gouvernement de Vichy et à l'envahisseur", il a également "accordé son concours à certains réfractaires" en s'exposant à "des risques certains". En 1946, il peut se présenter aux sénatoriales. Subissant un échec, il se retire alors de la vie politique. Président de la caisse centrale de Crédit Hôtelier et du Crédit Populaire de France. Son fils épouse la fille de Marcel Cachin, leader du Parti communiste.

Sa fiche sur le site du Sénat comporte quelques petites erreurs, parmi lesquelles nous pouvons relever qu'il n'a pas été élu en 1905 à Thonon-les-Bains mais bien à Douvaine et qu'il n'est pas élu à l'Assemblée nationale suite à l'élection au Sénat de César Empereur, ce dernier étant député de la Savoie.

Chevalier de la Légion d'honneur. Chevalier des Palmes académiques.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009 ; J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire économique, sociale et politique, 1875-1940*, Champ Vallon, 2 tomes, 1983.

Canton d'élection : Douvaine

Rossiaud Jean, Jérémie, Ernest



1863 Veigy-Foncenex (Haute-Savoie) - 1930 Veigy-Foncenex (Haute-Savoie)

Profession : Cafetier-hôtelier, négociant en vins

Dates de mandats : 1919 - 1928 (9 ans)

Sensibilité politique : Républicain de gauche

Maire de Veigy-Foncenex (1908 - 1930), conseiller d'arrondissement (1913 - 1919)

Conseiller municipal en 1902. Il plaide pour l'agriculture et la viticulture. L'élection de 1919 est contestée par Grandperret et Bordeaux mais validée par le conseil d'Etat (18 juin 1920). En 1925, le préfet note qu'il a un caractère "ferme et réfléchi" et qu'il "possède beaucoup d'autorité dans sa commune". Il est le père de Fernand Rossiaud, conseiller général du canton de Douvaine. Chevalier du Mérite agricole.

Duborgel Alexis, Jean



1877 Messery (Haute-Savoie) - 1953 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Cultivateur, boulanger, maquignon, marchand de vin

Dates de mandats : 1928 - 1940 (12 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste

Maire adjoint de Messery (1912), maire de Messery (1919 - 1944 ; 1945 - 1953)

Conseiller municipal de Messery, il fait fonction de maire en 1918 suite à la démission de Joseph Fichard. En 1930, il démissionne du poste de maire, mais est réélu la même année. Président de la commission départementale. Président fondateur de la coopérative des céréales d'Annemasse et du comité haut-savoyard des céréales. Président de la caisse départementale de crédit agricole et de la caisse départementale de réassurance des mutuelles agricoles.

Chevalier de la Légion d'honneur. Croix de guerre 1914-1918. Chevalier du Mérite agricole.

Canton d'élection : Douvaine

Rossiaud Fernand



1901 Veigy-Foncenex (Haute-Savoie) - 1971 Veigy-Foncenex (Haute-Savoie)

Profession : Négociant en vins

Dates de mandats : 1945 - 1949 (4 ans)

Sensibilité politique : Section Française de l'Internationale Ouvrière

Maire de Veigy-Foncenex (1944 - 1947 ; 1957 - 1971)

Il est élu avec le soutien du Parti Communiste Français. Conseiller municipal en 1935, il est révoqué par Vichy pour "hostilité à la rénovation nationale". Résistant, il facilite le passage de la frontière à des personnes à la recherche d'un asile. Il est le fils de Jérémie Rossiaud, conseiller général du canton de Douvaine.

Gaudin Julien



1905 Douvaine (Haute-Savoie) - 1972 Douvaine (Haute-Savoie)

Profession : Cultivateur

Dates de mandats : 1949 - 1972 (23 ans)

Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire

Maire de Douvaine (1945 - 1971)

Orphelin à douze ans. Conseiller municipal de Douvaine en 1935. Il était un pionnier du syndicalisme agricole. Président du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples et du Syndicat Intercommunal du Bas Chablais. Délégué cantonal.
Officier du Mérite agricole.

Miguet Jacques



1921 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) - 1985 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études de médecine à Lyon. Médecin

Dates de mandats : 1972 - 1985 (13 ans)

Sensibilité politique : Union pour la Démocratie Française (1985)

Maire de Douvaine (1971 - 1977), conseiller régional désigné (1973 - 1985)

Militant de la Jeunesse Etudiante Chrétienne. Il est l'un des diffuseurs de *Témoignage Chrétien* notamment dans le secteur de Douvaine où son père est déjà médecin. En 1954, il est l'un des fondateurs du syndicat d'initiative de Douvaine. Jacques Miguet est passionné d'art et d'architecture. Il est un défenseur de l'action culturelle et de la préservation du patrimoine. Il est à l'origine de la création de l'Association départementale pour le Développement et l'Initiation Musicale et de l'acquisition d'oeuvres d'art par le Conseil général. Fondateur d'Art et Culture. Aujourd'hui, une salle du Conservatoire d'art et d'histoire porte son nom. Il a été conseiller municipal de Douvaine.

O. Munos-du-Peloux, *Passer en Suisse. Les passages clandestins entre la Haute-Savoie et la Suisse. 1940-1944*, Grenoble, PUG, 2002 ; C. Bochaton, *La Filière Douvainoise*, mémoire de maîtrise, Université de Grenoble II, 1989 ; G. Boissard, *Quelle neutralité face à l'horreur : le courage de Charles Journet*, Saint-Maurice, ed. Saint-Augustin.

Mugnier François



1939 Bons (Haute-Savoie) - 2011 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Ouvrier puis entrepreneur en électricité

Dates de mandats : 1985 - 2011 (26 ans)

Sensibilité politique : Divers droite (1985) ; Union pour un Mouvement Populaire (2004)

Vice-président du Conseil général : 2004 - 2011

Maire adjoint de Bons-en-Chablais (1971 - 1975), maire de Bons-en-Chablais (1975 - 1995)

Conseiller municipal en 1966. Au sein de l'Assemblée des Pays de Savoie, il joue un rôle de premier plan dans le domaine de coopération décentralisée, confortant les liens existants entre la Haute-Savoie, et plus particulièrement le Chablais, et l'Argentine, où une forte communauté savoyarde s'est implantée il y a plus de cent cinquante ans. Vice-président du Syndicat des énergies et de l'aménagement numérique de la Haute-Savoie sous la direction du sénateur et conseiller général Jean-Paul Amoudry. Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Canton d'élection : Douvaine

Neury Jean



1946 Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie) -

Profession : Ingénieur INSA. Directeur régional France Télécom.

Dates de mandats : 2011 - en cours

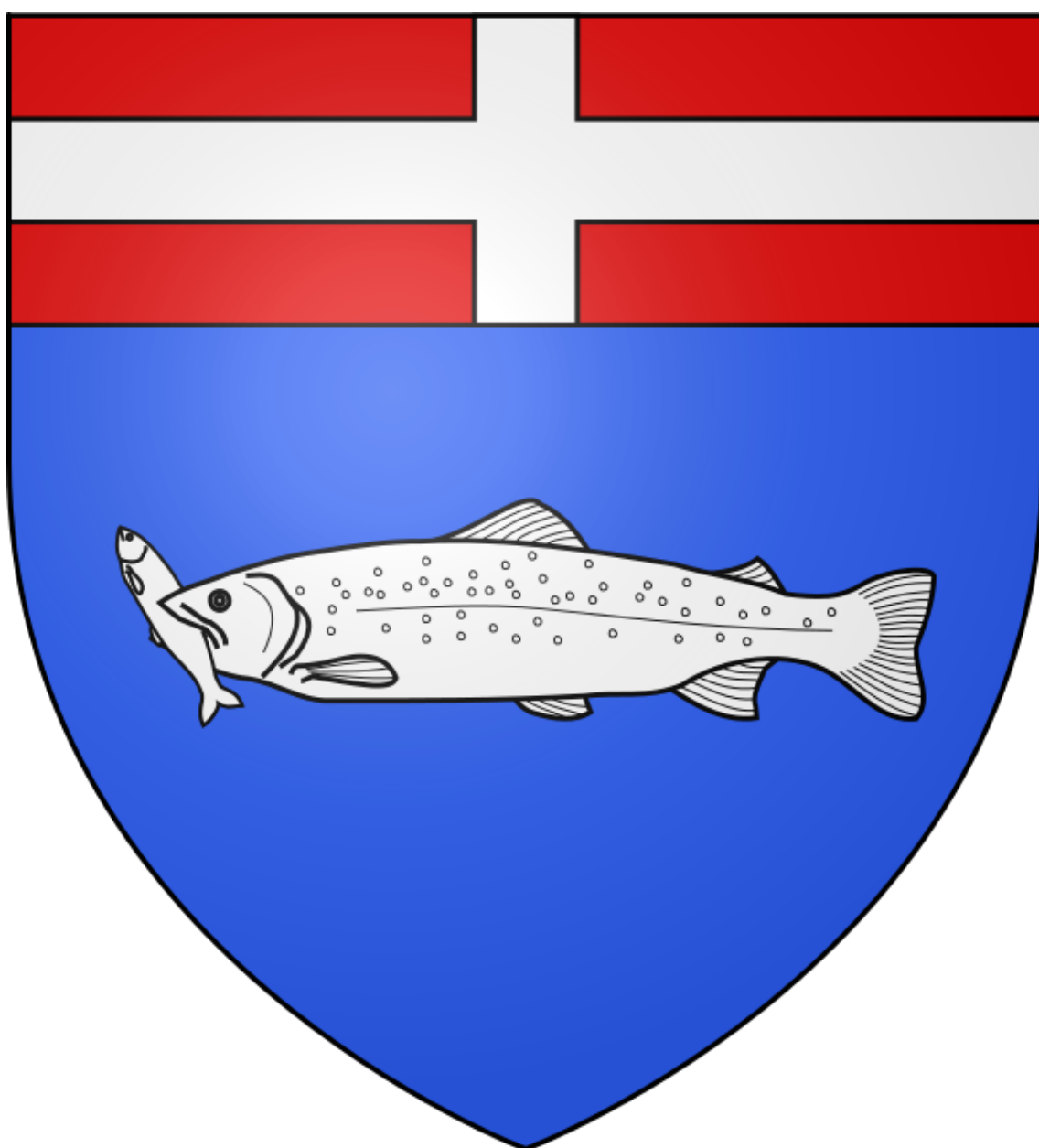
Sensibilité politique : Sans étiquette

Maire adjoint de Veigy-Foncenex (1983 - 2001 ; 2014 - en cours), maire de Veigy-Foncenex (2001 - 2014)

Conseiller municipal en 1977. Vice-président du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples puis président de la communauté de communes du Bas-Chablais. En 2011, il devient vice-président du syndicat des énergies et de l'aménagement numérique de la Haute-Savoie. Vice-président de l'Assemblée Régionale de Coopération du Genevois, syndicat mixte. Responsable du football-club pendant vingt ans, il est également arbitre de district.



Canton d'EVIAN-LES-BAINS



Canton d'élection : Evian-les-Bains

Folliet Gaspard



1821 Evian- (Haute-Savoie) - 1900 Evian-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Docteur en médecine. Fortuné
Dates de mandats : 1861 - 1867 (6 ans)
Sensibilité politique : Républicain
Syndic d'Evian puis maire d'Evian (1860 - 1870)

Conseiller divisionnaire. Il fait partie de la délégation du 24 mars 1860. En 1867, il conteste l'élection de son adversaire Blonay, mais n'obtient pas gain de cause. Il lègue 26 000 francs pour l'hôpital de sa ville et 10 000 francs pour réparer l'église. C'est lui qui fait ajouter en 1865 le terme "les bains" à la ville d'Evian. Il démissionne plusieurs fois de son mandat de maire, tout en revenant à chaque fois. Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 30 août 1860).

Blonay (de) Ennemond



1838 Lausanne (Suisse) - 1878 Maxilly-sur-Léman (Haute-Savoie)

Profession : Rentier
Dates de mandats : 1867 - 1878 (11 ans)
Sensibilité politique : Libéral
Maire d'Evian (1869 - 1877 ; 1878)

Son père, ancien colonel de l'armée piémontaise était député à Turin. Ennemond de Blonay se présente en 1864, dans le canton d'Abondance, contre Anatole Bartholoni. Conseiller municipal d'Evian en 1865. En tant que maire, il est suspendu puis révoqué en 1877 sous l'Ordre Moral. Il est rétabli en 1878, mais avec onze conseillers municipaux, il démissionne le 12 mai 1878 et meurt subitement au cours de l'été. Administrateur de la Société des Eaux Minérales et Alcalines de Bonnevie. Il fait de la Ville d'Evian sa légataire universelle afin qu'elle hérite de son château, partiellement transformé depuis 1873 en casino-cercle des étrangers. Après l'adjonction d'un établissement hydrothérapique, le bâtiment est détruit en 1911 pour faire place à l'actuel casino.

F. Breuillaud-Sottas, *Thermalisme et embouteillage. La prodigieuse ascension des eaux d'Evian (1790-1914)*, thèse d'histoire, Université de Savoie, 2003 / -, "Intérêt général et contraintes particulières : le legs de Blonay à Evian (1878)", intervention à la journée d'étude sur "Le don, quel sens pour notre société ?" Annecy-le-Vieux, 23 septembre 2013.

Canton d'élection : Evian-les-Bains (1878-1880) puis Douvaine (1880-1905)

Folliet André, Eugène



© ADHS, La Savoie illustrée, 1889

1838 Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) - 1905 Paris (Seine)

Profession : Il fait ses études de droit à Turin et à Paris. Sa thèse porte sur la décentralisation administrative. Elle est soutenue à Paris en 1861. Avocat. Il est à la Cour d'Appel de Paris en 1862, où il collabore à la *Gazette des tribunaux* et à la *Revue de Paris*

Dates de mandats : 1878 - 1905 (27 ans)

Sensibilité politique : Républicain (modéré en 1898) ; Républicain de gauche (1904)

Président du Conseil général : 1904 - 1905

Vice-président du Conseil général : 1893 - 1904

Maire de Beaumont (1901 - 1905), député (1871 - 1876 ; 1876 - 1894), sénateur (1894 - 1905)

Il est issu d'une famille originaire d'Abondance. En 1871, il est élu député à l'occasion d'une élection partielle. En mars 1876, il est battu mais suite à l'invalidation de l'élection d'Octave de Boigne, il retrouve son siège au Palais Bourbon en mai 1876. Sa candidature est soutenue par Jules Mercier et par Ennemond de Blonay. En tant que député, il vote contre la démission d'Adolphe Thiers et contre le ministre Albert de Broglie. En 1877, il vote contre la seconde politique de l'Ordre Moral, comme 362 de ses confrères, ce qui entraîne la dissolution de l'Assemblée nationale. En 1888, lors d'un banquet privé, il parle "de la décentralisation administrative et de la séparation des églises et de l'Etat dont il admet le principe, tout en reconnaissant que cette mesure rencontrerait de nombreux obstacles dans le département". Il prend une part importante dans l'élaboration de la loi municipale de 1884. En 1893, à la suite du décès de Louis Chaumontel, survenu en 1892, il n'est pas candidat aux sénatoriales, mais le Chablais se mobilise en sa faveur. Il recueille tout de même 185 voix sur 597. C'est le décès d'Alfred Chardon, en 1894, qui lui permet d'accéder au Palais du Luxembourg. En tant que sénateur, il est rapporteur du projet de la ligne Chamonix-Montenvers. En 1900, il demande l'ajournement d'une convention rectifiant les limites entre le Chablais et le Valais. En tant que sénateur, il dépose, en 1902, un rapport sur le projet de loi "portant approbation de la convention signée à Paris le 27 décembre 1899, entre la France et la Suisse, pour régler à nouveau la pêche dans les eaux frontalières des deux pays". En tant que conseiller général, il est élu en 1878, suite au décès d'Ennemond de Blonay, mais deux ans plus tard, il opte pour le canton de Douvaine où il est constamment élu sans concurrent en 1880, 1892, 1898 et 1904. Il est vice-président de l'Institut historique et il publie de nombreux ouvrages, dont certains en collaboration avec César Duval - également sénateur - ou avec Dubouloz mais aussi avec l'archiviste départemental Max Bruchet. Une partie de sa bibliothèque, centrée principalement sur l'histoire savoyarde, est déposée aux Archives départementales. Délégué cantonal. Le préfet note : "Républicain ferme et net, qui n'a jamais varié dans ses conceptions ni dans son dévouement à la République, est doué d'un ensemble de hautes qualités.[...] Esprit large, ouvert, très laborieux toute sa vie, très instruit, il a produit un ensemble de travaux sur la Savoie [...]. Aimable, aimé et respecté de tout le monde, il est par nature, modeste. Il ne compte que des amis dans le pays". Une cérémonie funèbre a lieu à Paris le 24 mars 1905 alors que ses funérailles se déroulent à Beaumont (village natal de sa famille maternelle) le 26.

Officier d'Académie. Chevalier de la couronne d'Italie

C. Duval, *Le Sénateur Folliet (1878-1905)*, Abry, 1905 ; C. Duval, A. Folliet, *La Vérité sur la zone franche de Haute-Savoie*, 1902 ; A. Folliet, *Les volontaires de la Savoie, 1792-1799, La légion Allobroge et les bataillons du Mont-Blanc*, Paris, 1887 ; J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009 ; J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire économique, sociale et politique, 1875-1940*, Champ Vallon, 2 tomes, 1983.

Canton d'élection : Evian-les-Bains

Briguet Eugène



1844 Evian (Haute-Savoie) - 1887 Evian-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Avocat et propriétaire
Dates de mandats : 1880 - 1887 (7 ans)
Sensibilité politique : Républicain
Maire d'Evian (1882 - 1884)

Il est considéré par l'autorité préfectorale comme un "Homme intelligent et influent dans son canton".
Toutefois, des "soucis financiers dus à des engagements de famille le détournent de son mandat".

Billiod Jean, Marie, Philippe



1858 Evian (Haute-Savoie) - 1894 Evian-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Propriétaire rentier aisé
Dates de mandats : 1887 - 1894 (7 ans)
Sensibilité politique : Républicain (modéré en 1886)

Clerc Charles, Louis



1852 Luxeuil (Haute-Saône) - 1917 Le Cannet (Alpes-Maritimes)

Profession : A fait ses études au lycée de Besançon. Notaire

Dates de mandats : 1894 - 1917 (23 ans)

Sensibilité politique : Républicain (modéré en 1895)

Maire adjoint d'Evian-les-Bains (1892 - 1900 ; 1904), maire d'Evian-les-Bains (1912 - 1917)

Engagé volontaire en 1870-1871. Conseiller municipal d'Evian-les-Bains en 1891. De 1895 à 1913, il est réélu au Conseil général sans opposition. En 1913, les élections sont annulées mais il est réélu avec une majorité plus importante en septembre. Délégué cantonal. Henry Bordeaux souligne que "ce conseiller général qui mettait d'aplomb, seul, le budget du département [...] aurait bien pu composer celui de l'Etat". La fin de sa vie est assez douloureuse suite à une paralysie. Il est décrit par le préfet comme un "esprit sérieux et réfléchi, homme instruit, laborieux, très compétent en affaires, un peu froid d'aspect et timide mais excellent en tout point" qui prend une part très active au sein des travaux du Conseil général.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 10 août 1914). Officier d'Académie.

Trombert Eugène, Auguste



1875 Saint-Julien (Haute-Savoie) - 1972 Evian-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Médecin. Il s'installe à Evian-les-Bains en 1904

Dates de mandats : 1919 - 1931 ; 1937 - 1940 (15 ans)

Sensibilité politique : Républicain de gauche (1919 - 1931) ; Radical-indépendant (1937)

Maire adjoint d'Evian-les-Bains (1919 - 1925 ; 1943)

Conseiller municipal en 1908 et en 1935. En 1937, il retrouve son siège de conseiller général parce qu'il se présente comme Radical-indépendant opposé au Front populaire et avec le soutien de la droite. Il est nommé conseiller municipal en 1941 et adjoint en décembre 1943. Membre de la commission départementale. Le préfet note à son sujet : "Caractère réfléchi. Esprit éclairé. Spécialisé dans l'étude des questions d'assistance et d'hygiène. Jouit de beaucoup d'autorité dans le canton". Délégué cantonal.

Chevalier de la Légion d'honneur. Officier d'Académie et de l'Instruction publique.

Canton d'élection : Evian-les-Bains

Léger Paul



1876 Féternes (Haute-Savoie) - 1939 Evian-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Instituteur. Il quitte l'enseignement pour devenir secrétaire de la mairie d'Evian-les-Bains, poste qu'il occupe jusqu'en 1923. Il devient ensuite hôtelier

Dates de mandats : 1931 - 1937 (6 ans)

Sensibilité politique : Section Française de l'Internationale Ouvrière

Maire d'Evian-les-Bains (1929 - 1939)

En 1914, il est mobilisé comme soldat et revient comme lieutenant du 1^{er} Bataillon de Chasseurs. Conseiller municipal en 1925, il démissionne l'année suivante pour protester, avec d'autres conseillers, contre les décisions prises en faveur de la Société des Eaux d'Evian. Il est réélu l'année suivante. Il est le premier maire socialiste d'une ville haut-savoyarde. Responsable de la fédération socialiste de Haute-Savoie. Le préfet note à son sujet : "Esprit assez cultivé et jouissant d'un certain talent oratoire, il a pu, grâce à ses connaissances administratives et à ses qualités de travail, arriver à capter la confiance de ses électeurs qui en majorité sont loin cependant d'épouser les idées socialistes dont il s'est fait le défenseur ardent et convaincu". Il a obtenu après de longues batailles des avantages pour les Evianais tant avec la Société des eaux qu'avec le Casino.

Chevalier de la Légion d'honneur. Croix de guerre 1914-1918.

Boujon Eugène



1906 Champanges (Haute-Savoie) - 1986 Champanges (Haute-Savoie)

Profession : Cultivateur, il devient ensuite restaurateur, épicier et débitant de tabac

Dates de mandats : 1945 - 1951 (6 ans)

Sensibilité politique : Section Française de l'Internationale Ouvrière

Maire de Champanges (1944 - 1971)

Il est fait prisonnier en juin 1940, puis réussit à s'évader en juillet 1942 et devient résistant. Il est blessé par balles en janvier 1944. Président cantonal des anciens prisonniers de guerre.

Officier du Mérite agricole.

Canton d'élection : Evian-les-Bains

Favre Paul



1921 Evian-les-Bains (Haute-Savoie) -

Profession : il fait ses études au lycée de Thonon avant de rejoindre la faculté de Lyon, où il obtient son doctorat. En 1960, il succède à son père dans l'étude notariale. Notaire

Dates de mandats : 1951 - 1964 (13 ans)

Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire

Sénateur (1966 - 1968)

En 1951, le maintien du Parti communiste français et de la Section Française de l'Internationale Ouvrière favorisent son élection. Secrétaire du conseil général. Suppléant de Jean Clerc aux sénatoriales de 1959. Il devient sénateur, en 1966, après le décès de Jean Clerc. Il est membre de la commission des Lois constitutionnelles, de Législation, de celle du Suffrage universel, du Règlement et d'administration générale. Au Sénat, il est membre du groupe des Républicains Populaires. Conseiller municipal minoritaire d'Evian-les-Bains de 1959 à 1965. Membre de l'académie Chablaisienne.

Canton d'élection : Evian-les-Bains

Combet Jean, Joseph



1907 Groisy (Haute-Savoie) - 1982 Evian-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Secrétaire général de la mairie d'Evian-les-Bains

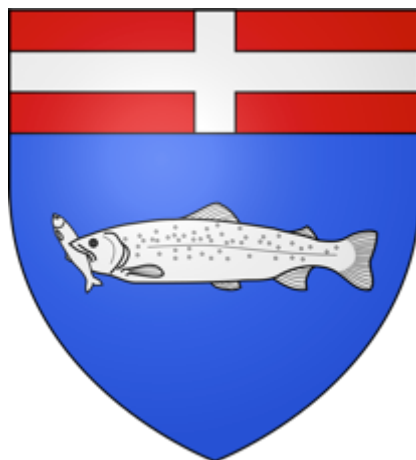
Dates de mandats : 1964 - 1982 (18 ans)

Sensibilité politique : Section Française de l'Internationale Ouvrière

Maire d'Evian-les-Bains (1961 - 1971)

Il a été secrétaire de la section de la Section Française de l'Internationale Ouvrière et du syndicat Confédération Générale des Travailleurs du personnel communal. Franc-maçon, il est membre de "L'Avenir du Chablais", ce qui lui vaut d'être révoqué par Vichy. Entré dans la Résistance, il est membre de "Combat" et échappe de peu à une arrestation. En 1944, il est le secrétaire du Comité Cantonal de Libération. Il se présente à la mairie d'Evian-les-Bains après l'assassinat de Camille Blanc et dix ans plus tard, il ne se représente pas. Membre de l'académie Chablaisienne. Président de l'Avenir Evianais. Vice-président de l'Association nationale des maires de stations climatiques et touristiques. Vice-président de la Fédération des stations thermales du sud-est.

Chevalier de la Légion d'honneur. Chevalier du Mérite militaire. Officier des Palmes académiques. Chevalier du Mérite agricole. Croix du combattant volontaire de la résistance.



Francina Marc



1948 Evian-les-Bains (Haute-Savoie) -

Profession : Certificat d'aptitude professionnelle Aide-comptable, et Brevet supérieur enseignement commercial option comptabilité. Conseiller financier et bancaire (en retraite depuis 2013)

Dates de mandats : 1982 - 2003 (21 ans)

Sensibilité politique : Rassemblement Pour la République (1981 - 1986) ; Divers droite (1986 - 2003) ; Union pour un Mouvement Populaire depuis 2003

Vice-président du Conseil général : 2001 - 2003

Maire d'Evian-les-Bains (1995 - en cours), député (2003 - en cours)

Conseiller municipal minoritaire d'Evian-les-Bains(1977-1995). En tant que maire d'Evian-les-Bains, il reçoit en 2003, le G8, ce qui fait de sa ville d'ordinaire calme, un véritable camp retranché. En tant que maire, il est à l'origine de l'ouverture du Palais Lumière, lieu de culture important, où se succèdent des expositions nombreuses et variées. Il fait également aménager le quartier de la gare ou encore rénover la mairie. Président de l'Association des écoles libres de son canton. Président du Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de la rive française. Président du Syndicat intercommunal d'Evian et de sa région. Président du syndicat intercommunal d'assainissement. Vice-président du Syndicat intercommunal des services de secours et d'incendie. Vice-président de la communauté de communes du Pays d'Evian après en avoir été le président. Il a été vice-président de l'association des maires. Trésorier de l'Association Nationale des Maires des Stations Classées et des Communes Touristiques (1995-2008), il en devient président en 2008. Vice-président du Conseil de rivage des lacs. Il était le suppléant de Jean-Marc Chavanne, et il devient député après le décès de ce dernier. Depuis il est constamment réélu. En tant que député, il est membre de la commission de Défense nationale et des forces armées (2003-2009), de celle des Finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire (2009-2012). Il est également membre de la commission d'enquête sur l'évolution de la fiscalité locale du 17 février au 5 juillet 2005. Le 15 juin 2001, il rejoint la commission d'enquête sur les produits financiers à risques souscrits par les acteurs publics locaux, commission dissoute le 6 décembre 2011. Il en a d'ailleurs été le secrétaire du 22 juin 2011 à l'issue de cette commission d'enquête. Du 15 octobre 2004 au 12 juillet 2005, il a été membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique n° 1833 modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001. Il rejoint ensuite la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi sur l'enfance délaissée et l'adoption du 12 octobre 2011 au 21 mai 2012. Il a également été membre de groupes d'amitiés. Il est actuellement membre de la commission des Finances et à ce titre il est membre de la commission d'évaluation et de contrôle. Il est vice-président du groupe d'études sur le surendettement et secrétaire de celui du climatisme et thermalisme. Il est par ailleurs membre d'autres groupes d'études parmi lesquels se trouvent celui de l'artisanat et les métiers d'art, le cheval, l'industrie agro-alimentaire et la filière agricole, la montagne, la presse, le tourisme ou encore les zones et les travailleurs frontaliers. Chevalier des Palmes académiques.

Duret Louis



1941 Evian-les-Bains (Haute-Savoie) -

Profession : Ingénieur Travaux publics de l'Etat. Directeur de l'Office Public d'Aménagement et de Construction (1983-2003)

Dates de mandats : 2003 - 2008 (5 ans)

Sensibilité politique : Union pour un Mouvement Populaire

Maire adjoint de Neuvecelle (1977 - 1983), maire de Neuvecelle (1983 - 2014)

Conseiller municipal de Neuvecelle. Il a été président du Syndicat intercommunal de développement et président de la communauté de communes du pays d'Evian.

Chevalier de la Légion d'honneur. Chevalier de l'Ordre national du Mérite. Chevalier des Saints Maurice et Lazare.

Lacroix Gaston



1954 Amphion-les-Bains (Haute-Savoie) -

Profession : Depuis 1977, il fait partie du groupe Bolloré. Agent de maîtrise. Technicien papetier aux Papeteries du Léman jusqu'en 2009, date à laquelle il décide de se consacrer exclusivement à ses mandats de maire et de conseiller général

Dates de mandats : 2008 - en cours

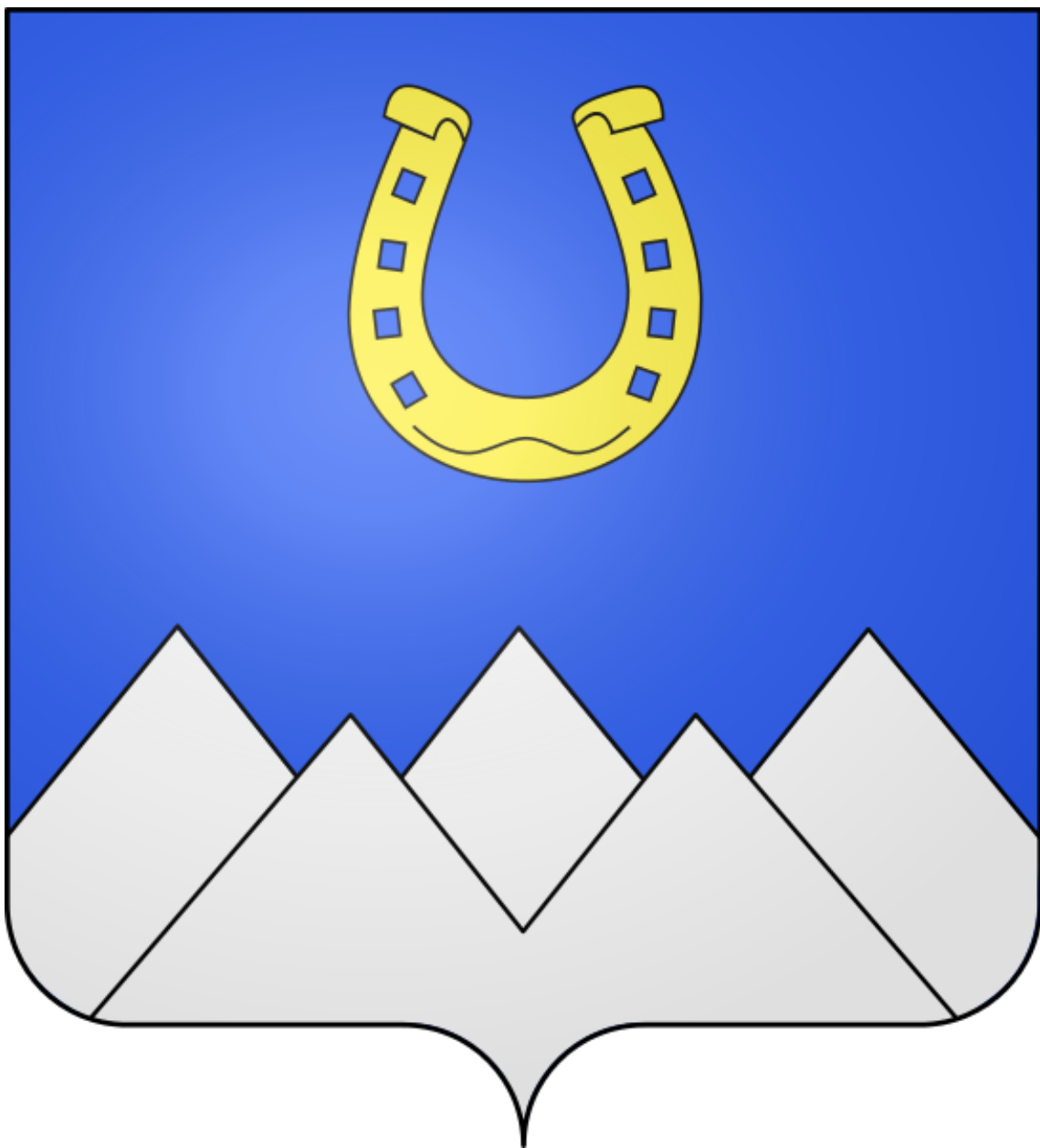
Sensibilité politique : Haute-Savoie Union

Maire adjoint de Publier (1995 - 2002), maire de Publier (2002 - en cours)

Issu d'une famille de onze enfants, orphelin à l'âge de quatorze ans, il a toujours eu l'esprit d'équipe et envie de participer à la vie d'un groupe. Il s'est beaucoup investi dans le milieu sportif en tant que joueur puis comme entraîneur et enfin comme président du Club de Football de la commune, le CSAP. Passionné de sports, il a déjà couru plusieurs marathons de renom (New York, Paris, Pékin...). Conseiller municipal de Publier en 1989, il est en charge de la commission des Sports. En 1995, il est adjoint au maire et plus particulièrement chargé des sports et des associations, puis en 2001, en tant que premier adjoint, il est en charge des finances. Il est élu maire au décès de son prédécesseur Bernard Comont. Membre de la Société de Sauvetage depuis 1985. Premier vice-président de la communauté de communes du pays d'Evian.



Canton de FAVERGES



Canton d'élection : Faverges

Blanc Maurice, Antoine



1804 Faverges (Haute-Savoie) - 1865 Faverges (Haute-Savoie)

Profession : Rentier

Dates de mandats : 1861 - 1864 (3 ans)

Sensibilité politique : Bonapartiste

Syndic de Faverges, député à Turin (1851 - 1854)

Son père était sénateur à Turin. Lui-même est conseiller divisionnaire. Il est élu député du collège Ugine-Faverges-Beaufort en 1851, pour succéder au comte Victor de Chevron-Villette. En 1860, il est nommé maire de Faverges, mais il refuse. Il fait partie de la délégation des Tuileries en mars 1860. Il est le cousin de son successeur au Conseil général, Jules Blanc.

Chevalier de la Légion d'honneur. Chevalier des Saints Maurice et Lazare.

Blanc, *Souvenir d'un délégué de mars 1860*, Genève, 1910, 12 p.

P. Guichonnet, *Vieille Savoie. Les députés et sénateurs savoyards au parlement de Turin, 1848-1860*, La Fontaine de Siloé, 2013.

Blanc Jules, Pierre, Antoine



1820 Faverges (Haute-Savoie)

- 1912 Genève (Suisse)

Profession : Rentier

Dates de mandats : 1864 - 1871 (7 ans)

Sensibilité politique : Bonapartiste

Maire adjoint de Faverges (1865 - 1870), syndic puis maire de Faverges (1860 - 1862), conseiller d'arrondissement (1861 - 1864)

Baron. Il exploite la soierie familiale, installée dans le château de Faverges, avant de la vendre en 1859. Dévoué au gouvernement de l'Empereur, sa fortune est estimée à 60 000 francs. Membre de la délégation des Tuileries. Trop pris par ses diverses affaires et ses voyages (notamment en Amérique), il démissionne de sa charge de maire en 1862. Il reste malgré tout conseiller municipal de Faverges. Il est le cousin de Maurice Blanc, premier conseiller général de Faverges. Après la chute de l'Empire et son retrait de la politique, il liquide ses biens pour partir s'installer à Genève. Lors de la fermeture des établissements congréganistes, le baron Blanc, propriétaire des lieux, en fait don au bureau de bienfaisance de la ville, à condition qu'un asile de vieillards soit installé dans l'ancienne école de garçons et une garderie pour les enfants des ouvriers, dans celle des filles.

Coutin (chanoine), "Histoire de Viuz-Faverges", *Académie Salésienne*, 1970.

Canton d'élection : Faverges

Calligé François



1809 Chavanod (Haute-Savoie) - 1873 Faverges (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études de médecine à Turin. Médecin

Dates de mandats : 1871 - 1873 (2 ans)

Sensibilité politique : Libéral ; Républicain (1871)

Vice-syndic de Faverges, maire de Faverges (1871 - 1873)

Il participe à la lutte contre le choléra à Gênes. Il s'installe ensuite à Annecy en 1831 avant de rejoindre Faverges, dix ans plus tard. Capitaine de la Garde nationale. Conseiller municipal de Faverges en 1865. Membre de la société pratique de médecine de Paris. Membre de l'académie Florimontane et de la société académique de Savoie.

Neyret Victor



1842 Faverges (Haute-Savoie) - 1884 Faverges (Haute-Savoie)

Profession : Médecin

Dates de mandats : 1873 - 1874 (1 an)

Sensibilité politique : Républicain radical (1874)

Maire adjoint de Faverges (1878)

Conseiller municipal en 1875.

Chevron-Villette (de) Charles-Albert



1843 Chambéry (Savoie) - 1922 Giez (Haute-Savoie)

Profession : Châtelain

Dates de mandats : 1874 - 1904 (30 ans)

Sensibilité politique : Royaliste (1889), légitimiste ; Réactionnaire (1892)

Conseiller d'arrondissement (1870 - 1874)

Il est le filleul du roi Charles-Albert et de la reine Marie-Thérèse. Capitaine pendant la guerre de 1870-1871. En 1874, le préfet s'adressant au ministre de l'Intérieur écrit : "M. le comte de Villette appartenant à l'opinion libérale constitutionnelle ne sera que modérément soutenu par le clergé". En 1880, son élection est contestée mais validée. En 1889, le préfet note : "Très modéré dans son opposition ; a même fait autrefois des avances aux républicains. [...] Il n'est certainement pas aujourd'hui un ami du gouvernement. Il vote cependant avec la majorité du Conseil général dans les affaires administratives". Il se spécialise dans les questions agricoles et forestières. Conseiller municipal de Giez (1871-1880 ; 1881-1884). Président de la Société de secours mutuels des instituteurs de Haute-Savoie et d'un syndicat agricole considéré comme réactionnaire, en opposition au syndicat départemental républicain. En 1903, il participe avec d'autres catholiques (Ruphy, Tissot, de Certeau, de Guigné...) à une manifestation contre le départ des Missionnaires de Saint-François-de-Sales à Annecy. C'est l'occasion pour eux de revenir sur le devant de la scène.

Perret Joseph, Gabriel, François



1851 Saint-Pierre d'Albigny (Savoie) - 1917 Faverges (Haute-Savoie)

Profession : Pharmacien

Dates de mandats : 1904 - 1907 (3 ans)

Sensibilité politique : Républicain ; Radical (1904)

Maire adjoint de Faverges (1896 - 1898), maire de Faverges (1904 - 1907)

Conseiller municipal (1881-1884; 1892-1900). En 1907, il démissionne à la fois de la mairie et du Conseil général pour raisons de santé. Le préfet le remercie d'avoir ramené son canton à "la bonne cause". Président de la Société Républicaine du canton.

Canton d'élection : Faverges

Panisset Jules



1870 Saint-Ferréol (Haute-Savoie) - 1918 Saint-Ferréol (Haute-Savoie)

Profession : Diplômé de l'école des hautes études commerciales. Il fait le choix d'exploiter les terres familiales

Dates de mandats : 1907 - 1918 (11 ans)

Sensibilité politique : Radical

Maire de Saint-Ferréol (1905 - 1918)

Il décède peu après sa démobilisation. Il est apprécié pour ses connaissances en matière agricole et d'hygiène.

Officier d'Académie. Chevalier du Mérite agricole.

Mouthon Joseph



1870 Annecy (Haute-Savoie) - 1967 Faverges (Haute-Savoie)

Profession : Boursier du collège chappuisien, il fait ses études à Paris puis s'installe comme médecin à Faverges en 1897, ayant obtenu son diplôme le 12 avril 1897. Pendant longtemps, il est d'ailleurs le seul médecin.

Dates de mandats : 1919 - 1940 (21 ans)

Sensibilité politique : Républicain de gauche (1919), Républicain de droite (1922), Républicain de gauche (1928)

Maire adjoint de Faverges (1929)

Mobilisé en 1914, il commande un groupe d'ambulances. Conseiller municipal de Faverges en 1919 puis en 1935. En 1922, il est considéré comme "Entente républicaine qui pourrait même être classé comme conservateur". En 1940, il est toujours conseiller au moment où il est nommé membre du Conseil départemental, il refuse et quitte la politique. Président du syndicat d'initiative. Délégué cantonal. Il aide la Résistance. Président du syndicat d'initiative de Faverges.

Chevalier de la Légion d'honneur. Officier de l'Instruction publique.

Canton d'élection : Faverges

Mermillod Henri, Joachim, Julien



1898 Faverges (Haute-Savoie) - 1962 Faverges (Haute-Savoie)

Profession : Quincaillier
Dates de mandats : 1945 - 1955 (10 ans)
Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire
Maire adjoint de Faverges (1945)

Résistant. Conseiller municipal de Faverges de 1947 à 1957.

Piquand Marcel



1902 Saint-Sigismond (Savoie) - 1967 Faverges (Haute-Savoie)

Profession : Scieur, industriel.
Dates de mandats : 1955 - 1961 (6 ans)
Sensibilité politique : Républicain indépendant
Maire de Faverges (1935 - 1941 ; 1947 - 1965)

Il aide matériellement la Résistance. En 1944, il n'est pas reconduit dans sa fonction de maire car il est considéré comme patron antisocial. Conseiller municipal en 1934 ; conseiller minoritaire en 1965. Créateur de l'association des maires de communes forestières. Vice-président de la Fédération nationale du bois.

Chevalier de la Légion d'honneur. Officier d'Académie. Officier du Mérite agricole.

Canton d'élection : Faverges

Malfroid François, Louis Amédé



1916 Doussard (Haute-Savoie) - 1985 Doussard (Haute-Savoie)

Profession : Vétérinaire
Dates de mandats : 1961 - 1979 (18 ans)
Sensibilité politique : Radical (1961)
Maire de Doussard (1959 - 1977)

Président de la société d'agriculture de l'arrondissement et de la Fédération départementale des groupements de lutte contre la grêle.
Chevalier du Mérite agricole.

Suscillon André



1927 Faverges (Haute-Savoie) - 2012 Faverges (Haute-Savoie)

Profession : Technicien aux aciéries d'Ugine
Dates de mandats : 1979 - 1992 (13 ans)
Sensibilité politique : Sans étiquette, Parti socialiste, divers gauche

Conseiller municipal de Faverges (1977-1986). Président du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples (de 1989 à sa démission en 1992). Il quitte le Parti Socialiste en 1984 après avoir adhéré douze ans.
Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Canton d'élection : Faverges

Losserand Pierre



1942 Annecy (Haute-Savoie) -

Profession : Comptable d'entreprise

Dates de mandats : 1992 - en cours

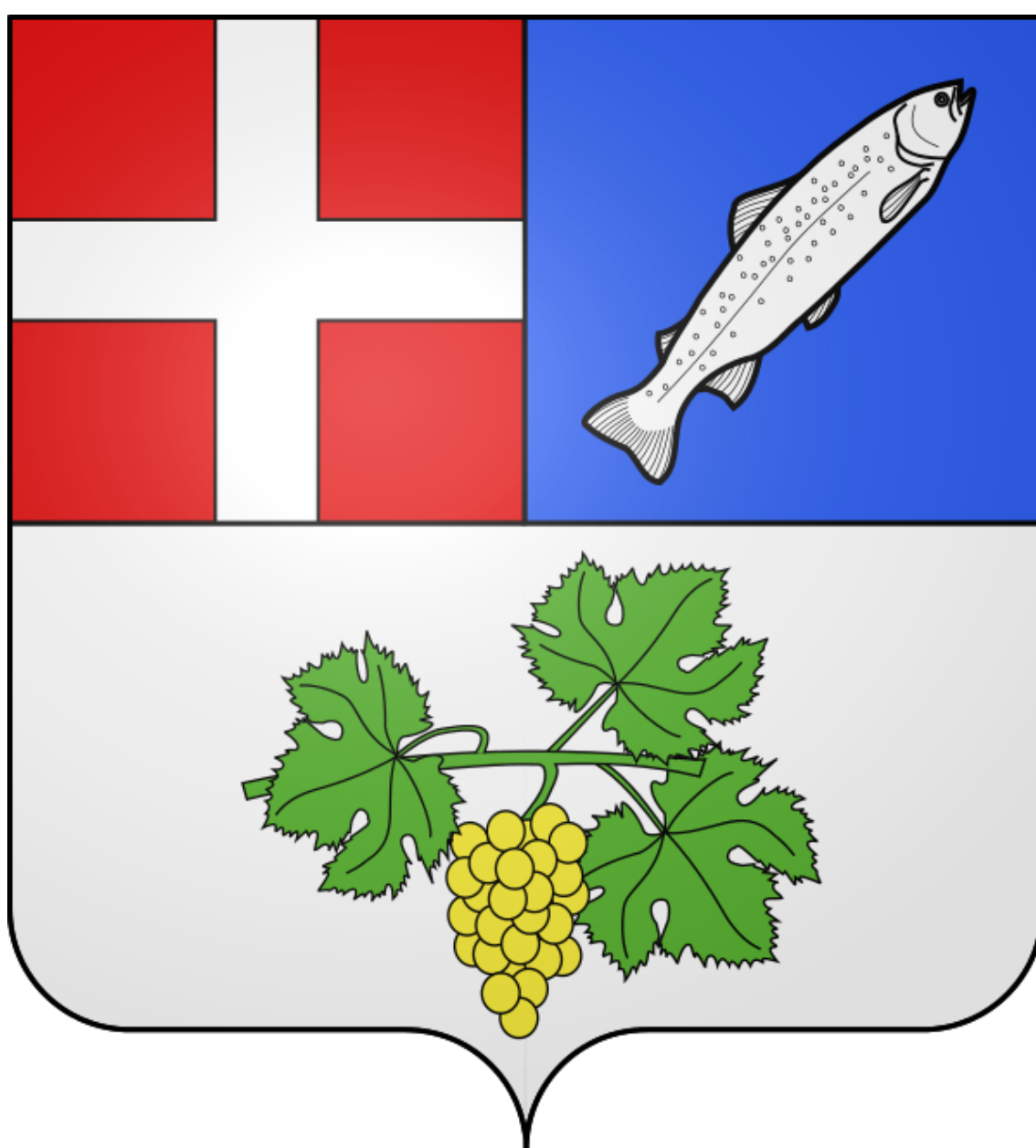
Sensibilité politique : Union pour la Démocratie Française - Rassemblement Pour la République, Union pour un Mouvement Populaire (2004)

Maire adjoint de Faverges (1983 - 1989), maire de Faverges (2001 - 2008)

Conseiller municipal en 1971 ; puis conseiller minoritaire (1989-2001). Président de la Communauté de Communes du pays de Faverges. Membre de l'Assemblée des Pays de Savoie depuis 2000. Chevalier de l'Ordre national du Mérite.



Canton de FRANGY



Canton d'élection : Frangy

Bastian Claude, Marie, Pie, Amédée



1799 Frangy (Haute-Savoie) - 1872 Vichy (Allier)

Profession : Propriétaire (en 1860, il est propriétaire de plus de trente fermes dans le Genevois)

Dates de mandats : 1861 - 1872 (11 ans)

Sensibilité politique : Candidat officiel

Syndic de Frangy (1829 - 1853 ; 1856 - 1860), maire de Frangy (1861 - 1871), député à Turin (1848 - 1849)

Conseiller provincial à Turin. Le 21 novembre 1848, il est élu à Turin à la suite de la démission du comte Raymond d'Humilly de Serraval, mais il ne se siège que peu de temps puisqu'aux élections du 29 janvier 1849, il ne se représente pas. Il fait partie de la délégation des Tuileries en mars 1860. Au Conseil général, où il est réélu sans concurrent, il devient le doyen d'âge en 1871 et opposant. Il décède alors qu'il est en cure à Vichy.

Chevalier de la Légion d'honneur (1864). Chevalier des Saints Maurice et Lazare (1850).

P. Guichonnet, *Vieille Savoie, Les députés et sénateurs savoyards au parlement de Turin*, 1848-1860, La Fontaine de Siloé, 2013.

Chatenoud Alexis, Benoît



1833 Frangy (Haute-Savoie) - 1915 Frangy (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études de médecine à Turin et à Paris. Médecin

Dates de mandats : 1872 - 1880 (8 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Maire adjoint de Frangy (1871 - 1874)

Candidat au conseil d'arrondissement en 1866, il est conseiller municipal de Frangy. Le préfet rappelle qu'il "va à la messe". A sa mort, il lègue 10 000 francs à sa ville natale pour le bureau de bienfaisance et 2 000 francs pour l'hôpital de Saint-Julien-en-Genevois. En 1877, il est condamné, sous l'Ordre Moral, à seize francs d'amende pour avoir remis à trois patients la brochure de Jules Philippe intitulée *La Chambre devant le pays*. Délégué cantonal. Président du comité de défense nationale du canton. En 1874, le préfet s'adressant au ministre de l'Intérieur écrit : "A Frangy, M. Chatenoud, conseiller sortant, candidat Radical des Silva, des Folliet, des Duval, des Chautemps, sera seul aussi. Les conservateurs désertent la lutte, et c'est d'autant plus regrettable que la nomination des maires qui avait été faite permettait d'espérer un autre résultat".

Officier d'Académie.

Canton d'élection : Frangy

Bonier Erasme



1834 Frangy (Haute-Savoie) - 1894 Frangy (Haute-Savoie)

Profession : Dessinateur chez des géomètres à Paris, il est ensuite géomètre à Frangy

Dates de mandats : 1880 - 1886 (6 ans)

Sensibilité politique : Démocrate anticlérical

Capitaine de la Garde Nationale dans son canton à la chute de l'Empire. Conseiller municipal de Frangy de 1881 à 1884. Il quitte le département après sa nomination au poste de juge de paix. En 1908, César Duval, sénateur, publie les chansons d'Erasme Bonier sous le titre *Deux chansonniers savoyards, recueil de chants satiriques*. Ce qui plu à ses électeurs.

Chatenoud Henri



1840 Frangy (Haute-Savoie) - 1923 Annemasse (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études de médecine à Lyon. Son retour à Frangy est lié à l'exploitation des propriétés familiales

Dates de mandats : 1886 - 1892 (6 ans)

Sensibilité politique : Républicain progressiste (1886) ; Républicain modéré (1889)

Maire de Frangy (1884 - 1892), conseiller d'arrondissement (1883 - 1886)

Conseiller municipal de Frangy. Suite au décès de son père, il quitte Lyon pour venir seconder sa mère dans l'exploitation de sa propriété. En 1890, il démissionne de son poste de conseiller général en protestation du déplacement d'un instituteur. Il reprend sa place devant une motion qui a été votée à l'unanimité. En 1892, il démissionne de sa fonction de maire parce qu'il s'estime trahi, lui le défenseur de l'école laïque, par ses colistiers qui souhaitent le rétablissement des crédits pour l'école congréganiste des filles (crédit de deux cent francs ayant été supprimé en 1891). Le préfet note que Henri Chatenoud "furieux, et dont le caractère est assez absolu, entier même, donna sa démission de maire malgré l'avis de tous ses amis politiques". Renonçant également à un mandat de conseiller général, le préfet déplore son retrait puisqu'il déclare que "l'élection d'un autre candidat sèmerait inévitablement la division dans le parti républicain" dans le canton. Très influent dans son canton.

Canton d'élection : Frangy

Delevaud François, Marie, Camille



1858 Bozel (Savoie) - 1915 Lyon (Rhône)

Profession : Il fait ses études de droit. Il a été clerc de notaire à Evian, dans une ville du département du Nord et à Lyon avant de s'installer à Frangy en 1885

Dates de mandats : 1892 - 1912 (20 ans)

Sensibilité politique : Radical ; Républicain (1898) ; Républicain de gauche (1904)

Maire de Frangy (1896 - 1907), conseiller d'arrondissement (1889 - 1892)

Conseiller municipal. En 1889, "sans avoir posé sa candidature et sans faire la moindre propagande", il est élu au Conseil d'arrondissement. Il le quitte en 1892 pour entrer au Conseil général. En 1892, le commissaire spécial de Saint-Julien note à son propos qu'il est "resté en dehors des luttes locales" et que pourtant il serait le seul à pouvoir "sauver la situation" mais qu'il "refuse [...] de poser sa candidature". Il poursuit en rappelant qu'il possède "l'estime générale de tous les républicains du canton et [qu'il] serait élu à la presque unanimité des suffrages". Finalement, après le refus de son prédécesseur de se présenter, il est "désigné à la presque unanimité des électeurs pour le remplacer". Très influent dans son canton. En 1908, il est élu maire mais il refuse la charge. Lorsqu'il démissionne de tout ses mandats c'est pour s'installer à Lyon "pour des raisons familiales". Délégué cantonal dès 1885. Membre de la commission départementale de 1898 à 1906. Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 26 janvier 1912).

Gramusset Louis



1864 Angletfort (Ain) - 1919 Termignon (Savoie)

Profession : Professeur de mathématiques au lycée de garçons d'Annecy dès 1901

Dates de mandats : 1912 - 1919 (7 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Maire de Frangy (1912 - 1917)

Il prend la succession de son beau-père à la mairie de Frangy. Il est un ami de Fernand David. Il démissionne de son poste de maire en 1917. Il se tue en gravissant la dent Parrachée (Vanoise). Le Club Alpin Français donne son nom au refuge permettant l'accès à la Pointe-Percée (Aravis) qui a été aménagé grâce à un legs de sa veuve. Officier de l'Instruction publique.

Canton d'élection : Frangy

Bonier François, Marius



1874 Clermont (Haute-Savoie) - 1938 Passy (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études de médecine à Lyon où il est diplômé le 16 décembre 1904. Il s'établit comme médecin à Saint-Julien-en-Genevois

Dates de mandats : 1919 - 1938 (19 ans)

Sensibilité politique : Républicain (il est dit Radical au moment de son décès en 1938)

Vice-président du Conseil général : 1937 - 1938

En 1908, il se fait élire dans sa commune natale, mais l'élection est annulée puisqu'il ne paie pas de taxes dans ladite ville où seuls ses parents résident. Il est le petit-neveu d'Erasmus Bonier, conseiller général du canton de Frangy. Secrétaire du Conseil général de 1924 à 1937, il est vice-président de la commission départementale et spécialisé dans les questions de santé. Membre de la commission de surveillance du sanatorium de Saint-Hilaire du Thouvét (Isère).

Chevalier de la Légion d'honneur (obtenue sur le front d'Orient). Croix de guerre 1914-1918. Médaille de vermeil du Ministère de la guerre.

Vial Albert, Anselme



1889 Frangy (Haute-Savoie) - 1966 Frangy (Haute-Savoie)

Profession : Pharmacien

Dates de mandats : 1938 - 1940 (2 ans)

Sensibilité politique : Union Républicaine et Démocratique

Conseiller d'arrondissement (1936 - 1940)

Ancien combattant 1914-1918. C'est avec lui que le canton repasse à droite, alors qu'il était tenu par les radicaux depuis le début du siècle. Il est révoqué par le Comité Départemental de Libération pour avoir participé aux travaux du Conseil départemental sous le régime de Vichy. Il a été l'un des piliers du club de football.

Canton d'élection : Frangy

Chaumontet Eugène



1907 Chessenaz (Haute-Savoie) - 1999 Frangy (Haute-Savoie)

Profession : Cultivateur. Secrétaire de mairie à Clarafond et à Chessenaz

Dates de mandats : 1945 - 1967 (22 ans)

Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire

Maire adjoint de Clarafond (1935-1940), maire de Clarafond (1947 - 1971)

Il porte un intérêt particulier aux questions agricoles.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite. Officier du Mérite agricole.

Girard René, Louis



1923 Vienne (Isère) -

Profession : Notaire, il s'établit à Frangy en 1953

Dates de mandats : 1967 - 1979 (12 ans)

Sensibilité politique : Centre des Démocrates Sociaux

Maire de Frangy (1965 - 1971)

Conseiller municipal de Frangy. Président du syndicat d'initiative et du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples. Il est à l'origine du collège et de la maison de retraite.

Canton d'élection : Frangy

Vionnet Roger



1935 Lyon (Rhône) -

Profession : Attaché de direction au Crédit Agricole

Dates de mandats : 1979 - 2004 (25 ans)

Sensibilité politique : Union pour la Démocratie Française, Sans étiquette (1992), Union pour la Démocratie Française (1998)

Vice-président du Conseil général : 1992 - 1998

Maire adjoint de Vanzy (1977 - 1983), maire de Vanzy (1983 - 2014)

Président du district de la Semine (1983-2002) jusqu'à sa démission. Président du syndicat mixte départemental d'eau et d'assainissement, d'un office d'Habitations à Loyers Modérés, de la commission des finances à la Chambre d'Agriculture, de la marque Savoie. Conseiller général honoraire.

Rabatel Vincent



1960 Frangy (Haute-Savoie) -

Profession : Agent d'assurances.

Dates de mandats : 2004 - en cours

Sensibilité politique : Divers droite

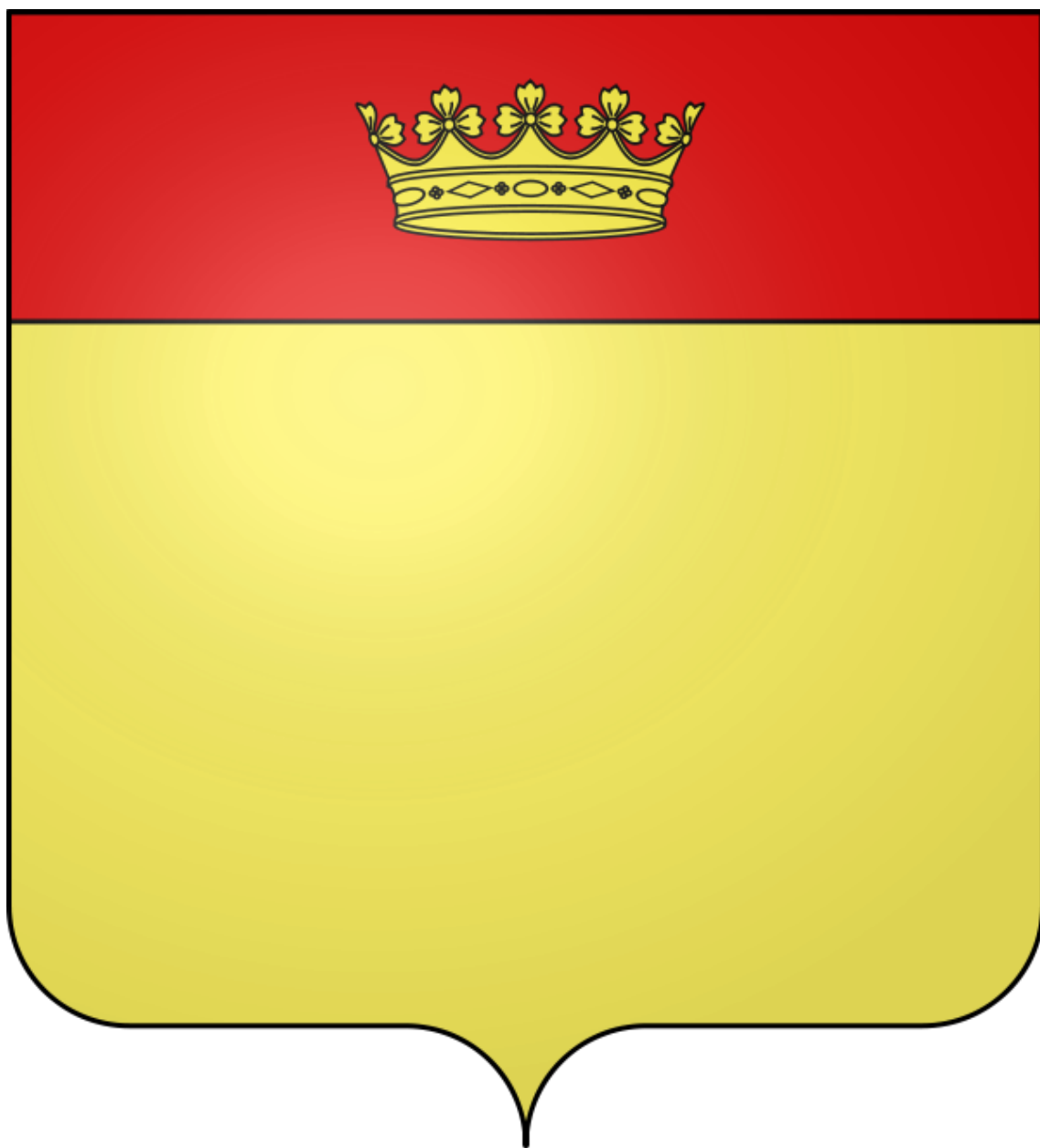
Vice-président du Conseil général : 2011 - en cours

Maire adjoint de Frangy (1995 - 2008)

Il est conseiller municipal de Frangy en 1983. Vice-président puis président du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples Usse et Formant.



Canton de REIGNIER



Canton d'élection : Reignier

Montgellaz Joseph, François



1835 Reignier (Haute-Savoie) - 1894 Reignier (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études de médecine à Turin. Médecin

Dates de mandats : 1861 - 1880 (19 ans)

Sensibilité politique : Candidat Officiel, bonapartiste, réactionnaire

Maire de Reignier (1872 - 1878 ; 1882 - 1892)

Il est défini comme influent par le préfet. Pendant longtemps il est le seul médecin du canton. En 1874, le préfet s'adressant au ministre de l'Intérieur écrit : "La lutte sera très ardente (à Reignier) M. le docteur Montgellaz, conseiller sortant, conservateur bonapartiste, sera combattu par M. Dupont, sous-préfet du 4 septembre. Tous les efforts de la démocratie et de la démagogie lui viendront en aide. J'espère cependant le succès de l'élection de Montgellaz". En tant que maire il est considéré comme bonapartiste (premier mandat) puis comme réactionnaire. En 1878, il est suspendu un mois pour "abus d'autorité" le jour des élections. En 1884, c'est une suspension d'un mois pour "défaut d'autorisation préfectorale" à l'occasion d'une manifestation des pompiers. En 1892, il est conseiller municipal mais il n'assiste pas aux réunions et il est donc démissionnaire en décembre 1893. Il meurt en se rendant à la messe. Il est le beau-frère d'Achille Babuty.

J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963.



Canton d'élection : Reignier

Dupont Joseph, Théobald



1811 Saint-Julien (Haute-Savoie) - 1883 Nice (Alpes-Maritimes)

Profession : Avocat. Sous-préfet de Saint-Julien (1870 - 1873)

Dates de mandats : 1880 - 1883 (3 ans)

Sensibilité politique : Républicain de gauche

Député (1877 - 1883)

Il semblerait qu'il ait été hostile au rattachement de la Savoie à la France. Il devient suppléant du juge de paix. Il est nommé sous-préfet de Saint-Julien-en-Genevois après le 4 septembre 1870, en ayant accepté – assez curieusement – de remplacer Michel Joseph Guy, mais il démissionne de son poste à l'élection du maréchal Patrice de Mac-Mahon. En juin 1873, dans une note très confidentielle rédigée à Genève, le préfet déclare au ministre de l'Intérieur que Théobald Dupont "reprend place au barreau" et qu'il "tient tous les fils de l'arrondissement" et qu'il fera "attaquer par *La Zône* journal fort avancé" le nouveau sous-préfet de Saint-Julien-en-Genevois et surtout qu'il lui "fera par les municipalités une opposition sourde et sur le terrain des affaires". Conseiller municipal de Saint-Julien (1874-1883). Le 17 octobre 1874, il adresse un courrier au président et aux membres du Conseil général afin de "signaler un fait qui démontrera la participation officielle des maires du canton de Reignier au succès de [son] adversaire". Les maires auraient fait distribuer par les gardes champêtres des bulletins avec le nom de Montgellaz en même temps que les cartes d'électeurs. Emile Goy a favorisé l'élection de Théobald Dupont. A l'Assemblée nationale, il rejoint le groupe de la gauche républicaine.

J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire économique, sociale et politique, 1875-1940*, Champ Vallon, 2 tomes, 1983 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Reignier

Goy Louis, Emile, Joseph



1853 Chevry (Ain) - 1925 Paris (Seine)

Profession : Il fait ses études à Genève puis à Paris, où il est reçu docteur en médecine en 1880. Médecin

Dates de mandats : 1883 - 1925 (42 ans)

Sensibilité politique : Radical, républicain progressiste (1886), républicain prononcé en 1898, radical (1904)

Président du Conseil général : 1920 - 1925

Vice-président du Conseil général : 1906 - 1920

Maire de Reignier (1892 - 1922), sénateur (1910 - 1925)

Au moment de sa naissance, ses parents sont domiciliés à Genève. D'ailleurs, il passe une partie de son enfance à Chêne, où ils possèdent "une jolie propriété". Ancien médecin aide-major de réserve et de territoriale. En 1880, il s'installe à Reignier où il ouvre un cabinet. Il semble d'ailleurs que cette installation réponde à la demande "des républicains" qui étaient soucieux de concurrencer "Joseph Montgellaz, candidat réactionnaire du canton et premier conseiller général du canton de Reignier". En 1880, il semble favoriser l'élection au Conseil général de Théobald Dupont. En 1883, l'année où il lui succède, il fonde la Société Républicaine du canton de Reignier. Christian Sorrel estime qu'Emile Goy est le "premier acteur de la républicanisation du canton". Il est défini comme "actif, intelligent, d'un abord facile, toujours prêt à prodiguer ses soins et même à venir en aide aux déshérités de la fortune" ce qui le rend "très sympathique à la population". Le commissaire spécial de Saint-Julien-en-Genève souligne en 1892 que le docteur Goy "toujours sur la brèche [sic] pour combattre les ennemis de[s] institutions [...] est un républicain ferme et convaincu qui a contribué, dans une large part à amener la République dans toutes les communes de son canton". Il précise également que son élection à la mairie de Reignier, où il succède au docteur Montgellaz était une "victoire presque inespérée" qui "fut un écrasement pour les réactionnaires". Médecin du bureau de bienfaisance et de la protection du premier âge. Médecin de "l'asile des vieillards et incurables du département de la Haute-Savoie". Membre de la commission départementale de l'Instruction primaire et médecin des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée. En tant que conseiller général, il est à l'origine de la création d'un sanatorium à Arâches et de l'orphelinat départemental de Melan (Taninges). En 1895, le préfet écrit qu'Emile Goy "a acquis, grâce au dévouement qu'il apporte dans l'exercice de sa profession, à son intelligence et à son caractère plutôt fin, une très grande influence dans le canton de Reignier qu'il a enlevé à la réaction jadis puissante dans cette partie du département". Cependant, cela ne l'empêche pas d'être battu aux législatives de 1898 par le jeune Fernand David. Il est élu au Sénat suite au décès de César Duval. Il siège alors au groupe de la gauche démocratique radicale et radicale-socialiste après avoir rejoint l'Alliance républicaine et démocratique. Au Sénat, il porte un intérêt particulier pour les questions de l'enseignement technique et du développement scientifique. En tant qu'élus proche de la frontière, il défend les intérêts des habitants de la zone franche. Il se préoccupe de la question des volontaires suisses et français de Genève venus se battre sur le front français et il demande d'honorer les 10000 volontaires suisses qui ont servi aux côtés de la France, en même temps que les 5000 français de Genève. Il souligne aussi les 1200 déserteurs ayant trouvé refuge en Suisse et en 1924, il ne s'oppose pas à la loi d'amnistie pour ces personnes, mais il demande - et obtient - une peine de dix ans de déchéance des droits civiques pour ceux qui reviendraient à cette occasion. Le 19 janvier 1915, son dernier fils est tué en Alsace. Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 26 janvier 1902).

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire économique, sociale et politique, 1875-1940*, Champ Vallon, 2 tomes, 1983 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Lachat Edouard, Jean-Marie



1881 Archamps (Haute-Savoie) - 1962 Genève (Ge, Suisse)

Profession : Notaire d'abord à Sallanches puis à Reignier

Dates de mandats : 1925 - 1940 (15 ans)

Sensibilité politique : Républicain de gauche ; Radical-socialiste

Maire adjoint de Reignier (1919-1922), maire de Reignier (1922 - 1941)

Conseiller municipal de Reignier en 1919 puis de 1947 à 1949. En 1934, le préfet souligne qu'il pourrait jouer "un rôle politique s'il était moins distant avec l'électeur" pourtant quelques années auparavant, l'autorité préfectorale soulignait qu'il avait "une influence marquée" et qu'il était "écouté au Conseil général". En même temps qu'il précisait qu'il "s'est distingué en maintes circonstances par l'étude de ses rapports", ajoutant qu'il "pourrait ultérieurement être appelé à jouer un rôle plus important". Secrétaire du conseil général en 1934.

Chevalier de la Légion d'honneur. Chevalier des Palmes académiques.

Dejean Pierre, Jules, Joseph



1889 Ville-la-Grand (Haute-Savoie) - 1980 Ambilly (Haute-Savoie)

Profession : Secrétaire de mairie

Dates de mandats : 1945 - 1949 (4 ans)

Sensibilité politique : Section Française de l'Internationale Ouvrière

Maire de Monnetier-Mornex (1944 - 1953)

Militant de la Libre Pensée. Ancien combattant de 1914-1918. Secrétaire départemental du Front Populaire. En 1940, il est dénoncé et révoqué par Vichy, il rejoint alors la Résistance. Secrétaire de l'assemblée départementale. Président de l'Amicale des Alpes des anciens combattants. Il écrit des poèmes sur divers thèmes, tels que la guerre d'Espagne, la Résistance ou encore la condition paysanne.

Croix de Guerre 1914-1918.

Canton d'élection : Reignier

Maréchal Francis, Julien



1908 Pers-Jussy (Haute-Savoie) - 1959 Pers-Jussy (Haute-Savoie)

Profession : Géomètre

Dates de mandats : 1949 - 1959 (10 ans)

Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire

Maire adjoint de Pers-Jussy (1945-1947), maire de Pers-Jussy (1947 - 1959)

Conseiller municipal de Pers-Jussy en 1934. Secrétaire du Conseil général.

Paolini Ange, Baptiste



1907 Bougie (Algérie) - 1971 Corbeil-Essonne (Essonne)

Profession : Chef Brigadier aux Eaux et Forêts puis de 1951 à 1964, il est directeur de la maison de retraite de Reignier. Ensuite, il est directeur du centre hospitalier de Corbeil-Essonne

Dates de mandats : 1959 - 1961 (2 ans)

Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire

Il est nommé en Haute-Savoie, où il participe à la Résistance et plus tard à l'implantation du Mouvement Républicain Populaire, dont il est président de la fédération départementale. Secrétaire du Mouvement Républicain Populaire (1961). Conseiller municipal d'Annecy en 1947 puis de Reignier à partir de 1959. Il quitte la Haute-Savoie pour l'Essonne, où il prend la direction du centre hospitalier de Corbeil-Essonne, direction qu'il conserve jusqu'à son décès. Président de la Mutuelle départementale des hospitaliers et de l'union départementale des sociétés mutualistes.

Chevalier de la Légion d'honneur. Médaille militaire. Croix de guerre 1939-1945. Médaille de la Résistance.

Canton d'élection : Reignier

Stephan Albert



1912 Strasbourg - 1991 Reignier (Haute-Savoie)

Profession : Pharmacien

Dates de mandats : 1961 - 1985 (24 ans)

Sensibilité politique : Indépendant ; Union des Démocrates pour la République

Vice-président du Conseil général : 1982 - 1985

Maire adjoint de Reignier (1953), conseiller régional désigné (1977 - 1982)

Il participe à la Résistance. Il relance la fête des Jonquilles. Président du syndicat intercommunal des eaux (1967). Conseiller municipal de 1959 à 1977. Président fondateur de l'association des Combattants Volontaires de la Résistance. En 1982, il est le doyen d'âge du Conseil général. Chevalier de la Légion d'honneur.

Sonnerat Maurice



1942 Pers-Jussy (Haute-Savoie) -

Profession : Architecte.

Dates de mandats : 1985 - en cours

Sensibilité politique : Sans étiquette, indépendant (1998), divers gauche (2004), sans étiquette (2011)

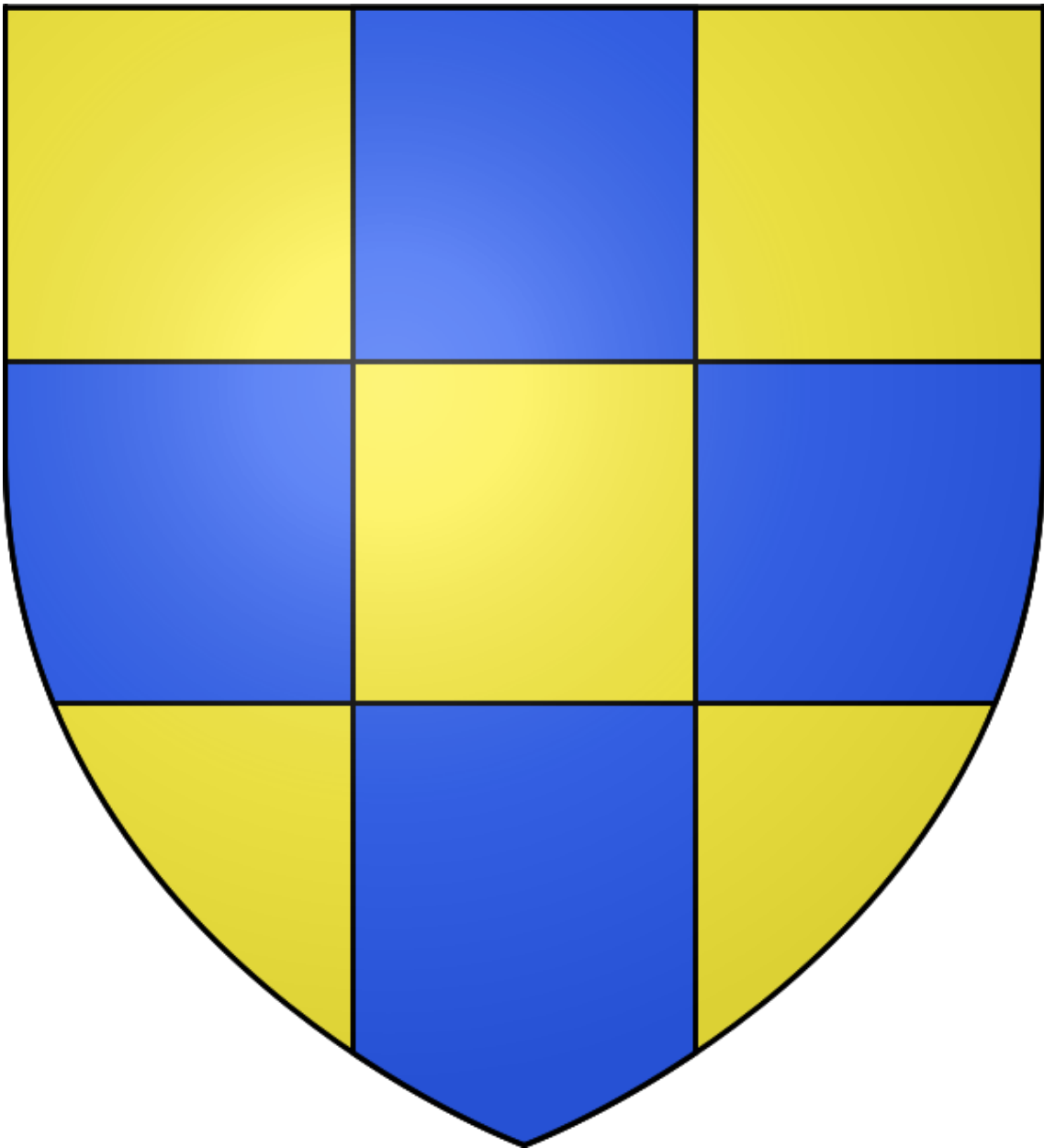
Vice-président du Conseil général : 1998 - 2004

Maire de Pers-Jussy (1977 - 2001)

Président du syndicat intercommunal des eaux des Rocailles et de la communauté de communes Arve et Salève. Président du syndicat mixte départemental d'eau et d'assainissement ainsi que de la régie départementale d'assistance. Chevalier des Palmes académiques.



Canton de LA ROCHE-SUR-FORON



Canton d'élection : La Roche-sur-Foron

Pelloux Joseph, François



1799 La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie) - 1866 La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études de médecine à Turin. Médecin

Dates de mandats : 1861 - 1864 (3 ans)

Sensibilité politique : Conservateur

Syndic (1844 - 1860) puis maire de La Roche-sur-Foron (1860 - 1865), député à Turin (1857 - 1860)

Il participe à l'expédition d'Espagne en 1823. Chirurgien-major dans l'armée avant de s'installer dans sa ville natale. Conseiller divisionnaire et conseiller provincial. Vice-président du conseil de charité par décret royal (1852). Il se présente aux législatives de 1860 et de 1866, sans succès. En 1860, deux de ses fils (Louis-Jérôme et Léon-Thomas) préfèrent Turin à Paris et accèdent au grade de général. Louis-Jérôme, après avoir accédé à la députation, sera même président du Conseil en Italie. Il est le grand-père d'Auguste Pelloux qui sera conseiller général de La Roche-sur-Foron en 1949.

Chevalier de la Légion d'honneur (1861). Chevalier des Saints Maurice et Lazare (1850).

J. Lovie, *La Savoie dans la vie Française, 1860-1875*, PUF, 1963 ; P. Guichonnet, *Vieille Savoie. Les députés et les sénateurs savoyards au parlement de Turin, 1848-1860*, La Fontaine de Siloé, 2013.

Viry-Cohendier (de) Ludovic, Marie, Prosper



1832 Viry (Haute-Savoie) - 1901 Saint-Pierre-de-Rumilly (Haute-Savoie)

Profession : Officier de cavalerie de l'armée Sarde. Chambellan de l'Empereur Napoléon III

Dates de mandats : 1864 - 1871 (7 ans)

Sensibilité politique : Monarchiste légitimiste

Baron. Candidat du gouvernement. Ses revenus sont estimés à 42 000 francs. Il est candidat aux législatives de 1863, mais sans succès. Conseiller municipal de Saint-Pierre-de-Rumilly (1865-1870).

Canton d'élection : La Roche-sur-Foron

Plantard Jean-Pierre



© ADHS, La Savoie illustrée, 1890

1813 La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie) - 1890 La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie)

Profession : Militaire. Chef de bureau au ministère, chef de division à l'intendance générale, sous-intendant. Professeur d'administration militaire

Dates de mandats : 1871 - 1875 (4 ans)

Sensibilité politique : Républicain modéré

Maire de La Roche-sur-Foron (1868 - 1890)

En 1874, il ne voulait pas se présenter mais "le parti républicain d'accord avec Plantard le porte soi disant malgré lui". Il sera soutenu par "le parti républicain de toutes nuances". Le préfet s'adressant au ministre de l'Intérieur écrit : "M. Plantard n'est pas Radical, mais il ménage tellement ce parti, qu'il s'est compromis aux yeux des conservateurs". En octobre 1874, la gendarmerie de Bonneville s'adressant au préfet écrit que Plantard ne "s'occupe point de sa candidature, il laisse à ses partisans le soin de s'occuper de ses affaires et il est probable qu'il ne fera pas même des bulletins néanmoins dans l'ensemble on pense qu'il aura la majorité". Un bulletin porte la mention : "Chef de tous les bonapartistes républicains". En 1875, il démissionne de tous ses mandats puisqu'il est désavoué par son conseil au sujet de la rénovation de l'église. Toutefois, il retrouve rapidement la mairie. Il est maire au moment de l'électrification de la ville, l'une des premières en Europe. Il lègue à sa ville natale 7 000 francs pour des œuvres rochoises.

Officier de la Légion d'honneur. Ordre des Saints Maurice et Lazare et de Médjidé (Turquie). Médailles de Crimée et d'Italie. Médailles de l'unité italienne et de l'indépendance italienne.

Dupont Pierre, Joseph, Edouard, René



1844 Amancy (Haute-Savoie) - 1906 Amancy (Haute-Savoie)

Profession : Médecin

Dates de mandats : 1875 - 1906 (31 ans)

Sensibilité politique : Radical

Vice-président du Conseil général : 1900 - 1906

Conseiller municipal dès 1874. Président de la commission départementale (1904). Membre de la commission départementale. Membre du conseil d'hygiène depuis 1875. Membre de la commission de surveillance de l'asile des Vieillards de Reignier depuis sa fondation. Médecin de l'hôpital de La Roche depuis sa fondation en 1879. Libre penseur.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 29 juillet 1897). Officier d'Académie.

Favre Emile, Jean



© Collection particulière

1869 Bonneville (Haute-Savoie) - 1918 Bonneville (Haute-Savoie)

Profession : Boursier, il est bachelier en 1887. Maître d'études à Châlons-sur-Saône. Répétiteur dans des lycées. Il obtient une licence en mathématiques, physique, droit et sciences économiques. Il avait réussi à obtenir un service de nuit dans un lycée marseillais ce qui lui laissait du temps pour les études

Dates de mandats : 1906 - 1918 (12 ans)

Sensibilité politique : Radical socialiste (socialiste indépendant)

Maire de Bonneville (1908 - 1918), député (1905 - 1918)

Conseiller municipal de Marseille (1900-1904). En 1902, il adhère au Parti Socialiste français et il participe "aux congrès internationaux de la libre pensée", dont il est d'ailleurs membre. N'oubliant pas ses compatriotes partis dans la cité phocéenne, il organise une société de secours mutuels qu'il baptise "La Savoissienne" et dont il est président. Bien qu'engagé dans la vie marseillaise, il n'oublie pas son département de naissance puisqu'il y revient régulièrement pour passer ses vacances. Conseiller municipal de Bonneville. Il est élu député à l'occasion d'une élection partielle ouverte par l'entrée d'Emile Chautemps au Sénat, mais dans une atmosphère encore marquée par les événements de Cluses de 1904. L'année suivante, il consolide son ancrage local en choisissant de se faire élire dans le canton de La Roche-sur-Foron. Il a d'ailleurs rassemblé ses amis dans la loge "Le Réveil du Faucigny", installée à Cluses et dont il est vénérable de 1914 à 1918. A l'Assemblée nationale, il rejoint le groupe des socialistes et il milite en faveur d'un projet de tunnel sous le Mont-Blanc. Il intervint fréquemment sur des problèmes propres à la Haute-Savoie, comme le chômage dans l'industrie horlogère, l'Ecole d'Horlogerie de Cluses, l'affaire des voies d'accès au Simplon à propos de laquelle il interpelle le gouvernement le 8 décembre 1909. Le 4 mars 1909, le sous-préfet de Bonneville s'adressant au préfet souligne que "la division politique de l'arrondissement de Bonneville, - (qui pourtant, était devenue une légende courante), - était beaucoup plus apparente que réelle. La netteté absolue de la situation politique [...] est si grande, qu'on peut se demander, aujourd'hui, si le député sortant ne sera pas le candidat unique aux élections prochaines". Il poursuit en précisant que les "délégués de toutes les sociétés républicaines du Faucigny se sont réunis à Cluses" et qu'un "ordre du jour de confiance, en l'honneur du député sortant a été voté, et [...] tous les délégués se sont engagés à soutenir avec énergie" la candidature du député Emile Favre. Le 9 avril 1910, le sous-préfet note que "[l'] activité inlassable qu'il a mise au service de toutes les communes de son arrondissement, la netteté de sa conduite politique pendant toute la dernière législature, enfin la tendance traditionnelle qu'ont les électeurs de Savoie de conserver leurs députés lorsqu'ils n'ont pas démerité, sont des facteurs très sûrs du succès très grand de la candidature Favre". Emile Favre bénéficie de "l'appui de la majorité des maires de l'arrondissement et [du] sénateur Chautemps (qui pourtant l'avait combattu en 1905), d'une grande partie des conseillers généraux, de l'ensemble des sociétés républicaines". Elu, il rejoint, à l'Assemblée nationale, le groupe républicain socialiste et adhère au parti du même nom. Durant la Grande Guerre, il sert au 107^{ème} Régiment territorial d'Infanterie, d'abord comme sergent, il est sous-lieutenant en 1915, à titre temporaire, pour la durée de la guerre. Il quitte l'armée comme nombre de ses conscrits et il reprend sa vie parlementaire, mais pour peu de temps puisqu'il est emporté par la grippe espagnole le 10 novembre 1918.

Officier de l'ordre royal du Sauveur (Grèce).

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire économique, sociale et politique, 1875-1940*, Champ Vallon, 2 tomes, 1983 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : La Roche-sur-Foron

Quoex Auguste, Marie



1880 Amancy (Haute-Savoie) - 1949 Amancy (Haute-Savoie)

Profession : Fondateur d'une industrie fromagère

Dates de mandats : 1919 - 1940 (21 ans)

Sensibilité politique : Républicain indépendant (1919) ; Radical (1928)

Ancien combattant de 1914-1918. Conseiller municipal de La Roche-sur-Foron (1919-1925). Il est très influent et écouté dans les affaires économiques et financières. Il participe aux conférences franco-suisse concernant la Zone. Il est l'un des artisans de la fondation de l'école d'industrie laitière installée à La Roche-sur-Foron. En 1919, il est le fondateur de la société savoissienne de crédit (actuelle Banque Populaire) dont il est président pendant trente ans. Il est vice-président du Crédit Populaire de France. Il est un proche d'Edouard Herriot.

Officier de la Légion d'honneur. Croix de guerre 1914-1918.

J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire économique, sociale et politique, 1875-1940*, Champ Vallon, 2 tomes, 1983 ; P. Guichonnet, *75 ans d'économie régionale, Histoire de la Banque Populaire Savoissienne de Crédit, 1919-1994*, imp. Chevallier, 1994.

Mieusset René, Philbert, Marius



1896 La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie) - 1971 La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie)

Profession : Bourrelier-Sellier

Dates de mandats : 1945 - 1949 (4 ans)

Sensibilité politique : Section Française de l'Internationale Ouvrière

Maire adjoint de La Roche-sur-Foron (1944)

Conseiller municipal en 1928. Président d'honneur de l'harmonie municipale. Ancien combattant de 1914-1918 et de 1939-1945. Au cours de la Grande Guerre, il a servi dans l'artillerie lourde. Résistant. Délégué cantonal. En 1945, il est élu avec le soutien du Parti Communiste Français. Croix de guerre 1914-1918.

Canton d'élection : La Roche-sur-Foron

Pelloux Auguste, Louis, Joseph



1886 La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie) - 1968 La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie)

Profession : Médecin

Dates de mandats : 1949 - 1961 (12 ans)

Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire

Maire de La Roche-sur-Foron (1945 - 1959)

Conseiller municipal Union Républicaine et Démocratique en 1925, il l'est de nouveau en 1941. Doyen du Conseil général en 1958. Président des anciens combattants. Il est le petit-fils de Joseph Pelloux, premier conseiller général du canton de La Roche-sur-Foron.

Officier de la Légion d'honneur. Croix de guerre 1914-1918 avec 2 citations. Chevalier du Mérite civil.

Puthod Charles



1923 Scionzier (Haute-Savoie) - 2000 La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie)

Profession : Pharmacien

Dates de mandats : 1961 - 1973 (12 ans)

Sensibilité politique : Indépendant

Maire de La Roche-sur-Foron (1959 - 1965)

Conseiller municipal de La Roche-sur-Foron de 1965 à 1971. Il choisit de ne pas se représenter pour pouvoir se consacrer, entre autre, à ses activités professionnelles et à la foire-exposition de Haute-Savoie. Il devient le trésorier de la foire internationale. Il est à l'origine de l'implantation à la Roche-sur-Foron de l'hôpital psychiatrique.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite. Chevalier du Mérite agricole.

Canton d'élection : La Roche-sur-Foron

Bouvard Armand



1910 Saint-Pierre-de-Rumilly (Haute-Savoie) - 1979 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Boucher, négociant en bestiaux

Dates de mandats : 1973 - 1979 (6 ans)

Sensibilité politique : Modéré, Indépendant de gauche

Maire de Saint-Pierre-de-Rumilly puis maire de Saint-Pierre-en-Faucigny (1964 - 1977)

Elu maire de Saint-Pierre-de-Rumilly en 1953, il devient le premier maire de Saint-Pierre en Faucigny qui naît de la fusion de Saint-Pierre-de-Rumilly, de Passeirier et de Saint-Maurice-de-Rumilly. Président de la caisse locale de crédit mutuel.

Croix de guerre 1939-1945. Chevalier des Palmes académiques. Chevalier du Mérite agricole.

Cotterlaz-Rannard Georges



1920 Le Reposoir (Haute-Savoie) - 1980 La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie)

Profession : Directeur de la Maison Familiale de La Roche-sur-Foron

Dates de mandats : 1979 - 1980 (1 an)

Sensibilité politique : Sans Etiquette

Maire adjoint de La Roche-sur-Foron (1971)

Frère de Lucien Cotterlaz-Rannard, président fédéral de la Jeunesse Agricole Catholique pendant la guerre, fusillé le 1^{er} avril 1944 au Petit-Bornand suite à sa participation aux Glières. Comme lui, il est militant de la Jeunesse Agricole Catholique. Président du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples. Conseiller municipal de La Roche en 1965. Militant d'organisations familiales et agricoles.

Canton d'élection : La Roche-sur-Foron

Fournier Joseph



1947 Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie) -

Profession : Il est titulaire d'un Brevet d'Etudes du Premier Cycle. Formation professionnelle par le centre d'études de la Sécurité sociale. Responsable des services généraux à la Mutualité Sociale Agricole

Dates de mandats : 1980 - 2004 (24 ans)

Sensibilité politique : Centre des Démocrates Sociaux (1985) ; Union pour la Démocratie Française-Centre des Démocrates Sociaux (1992)

Vice-président du Conseil général : 1992 - 2004

Conseiller municipal de La Roche-sur-Foron (1977-1989). Vice-président du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples du pays rochois. Rapporteur général du budget en 2001. Membre de la commission administrative en 1980. Président délégué puis président du Service Départemental d'Incendie et de Secours à la départementalisation de ce service en 1997. Secrétaire fédéral du centre des démocrates sociaux (1977-1981) et membre du comité directeur. Il a été plusieurs fois le suppléant du député Claude Birraux.

Chevalier de la Légion d'honneur.

Duvernay Denis



1953 Annemasse (Haute-Savoie) -

Profession : Cadre bancaire. Directeur d'une agence bancaire

Dates de mandats : 2004 - en cours

Sensibilité politique : Sans Etiquette

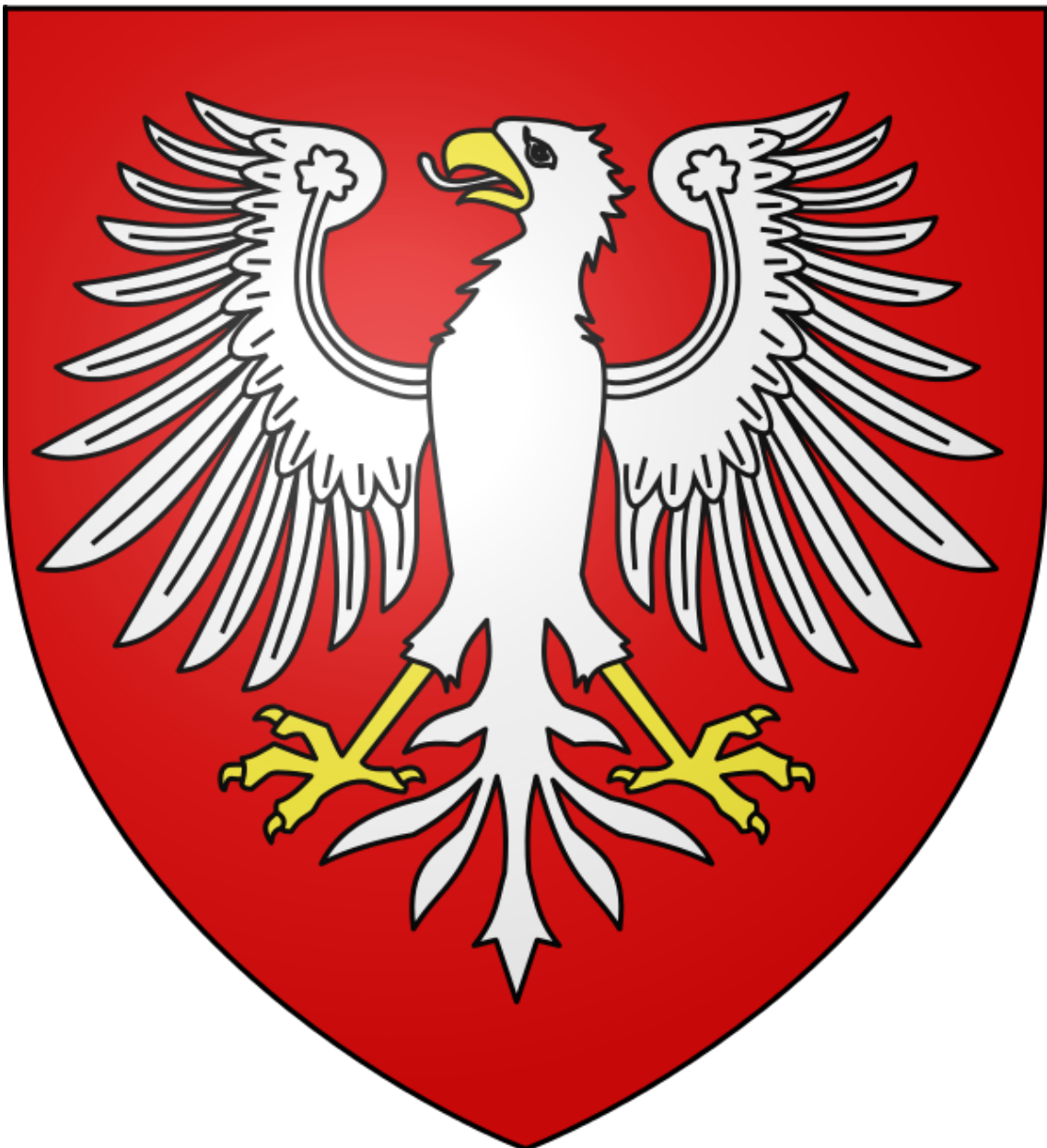
Vice-président du Conseil général : 2011 - en cours

Maire adjoint d'Eteaux (1989 - 1995), Maire d'Eteaux (1983 - 1989 ; 1995 - 2008)

Vice-président de la communauté de communes du pays rochois (2001-2008).



Canton de RUMILLY



Canton d'élection : Rumilly

Magnin Barthélémy



1796 Rumilly (Haute-Savoie) - 1868 Versonnex (Haute-Savoie)

Profession : Propriétaire rentier
Dates de mandats : 1861 - 1868 (7 ans)
Syndic de Rumilly (1846 - 1849)

Conseiller municipal en 1860. En mars 1860, il fait partie de la délégation qui se rend aux Tuileries. Il devient syndic à son retour de Madrid. Il meurt à Versonnex, chez son beau-frère.

Girod Frédéric, Joseph



1806 Rumilly (Haute-Savoie) - 1883 Rumilly (Haute-Savoie)

Profession : Médecin
Dates de mandats : 1868 - 1871 (3 ans)
Sensibilité politique : Bonapartiste ; conservateur libéral (1870)
Vice-syndic (1844 - 1847) puis syndic de Rumilly (1849 - 1853, 1860), maire de Rumilly (1860 - 1870)

Capitaine de la Garde Nationale. Conseiller provincial. Conseiller municipal de Rumilly (1870-1871). Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 16 octobre 1860 pour prendre rang le 30 août 1860) pour "avoir fait partie de la députation savoyarde auprès du souverain à l'effet d'empêcher le morcellement de la Savoie". Chevalier des Saints Maurice et Lazare (1850).

Canton d'élection : Rumilly

Pettelat Claude, Victor, François



1830 Rumilly (Haute-Savoie) - 1882 Rumilly (Haute-Savoie)

Profession : Banquier

Dates de mandats : 1871 - 1877 (6 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Maire de Rumilly (1870 - 1882)

En 1871, il assiste au banquet offert par Léon Gambetta. Conseiller municipal en 1857.

Gantin Félix, Joseph



1832 Rumilly (Haute-Savoie) - 1890 Rumilly (Haute-Savoie)

Profession : Notaire

Dates de mandats : 1877 - 1890 (7 ans)

Sensibilité politique : Républicain (modéré en 1886)

Maire de Rumilly (1882 - 1890)

Commandant de la Garde du canton de Rumilly (1870-1871). Elu conseiller municipal de Rumilly en 1871, il refuse. Il est en revanche conseiller municipal en 1874. Membre du conseil départemental de l'Instruction publique. Il est dit "ami sincère de l'enseignement laïque" et au sein du Conseil général il s'occupe principalement des questions relatives à l'instruction publique. Il décède des suites d'une pneumonie. Félix Gantin "avait acquis dans son canton une grande notoriété et contribué pour la meilleure part à gagner cette partie de la Haute-savoie à la cause de la République." Le préfet estime que c'est "une perte d'autant plus sensible" qu'il était "un administrateur et un patriote tout dévoué à la France".

Canton d'élection : Rumilly

Mugnier François



1831 Rumilly (Haute-Savoie) - 1904 Chambéry (Savoie)

Profession : Docteur en droit civil et en droit canon de l'université de Turin. Juge de mandement à Lanslebourg (1856). Juge puis substitut du procureur à Chambéry et Valence (1857-1863). Procureur Impérial à Embrun, Die et Vienne (1863-1870). Procureur à Annecy (1870-1874). Conseiller à la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence (1874-1878). Il revient à Chambéry en 1878. En 1890, il est conseiller à la Cour d'Appel de Chambéry

Dates de mandats : 1890 - 1895 (5 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Il est élu dans le canton de Rumilly alors qu'il réside à Chambéry. Pourtant, en 1890, il précise être inscrit au rôle des contributions de la Haute-Savoie puisqu'il paie des impôts à Rumilly, Marcellaz et Etercy pour un montant de 150 francs et 89 centimes. Il démissionne et se consacre à l'histoire de la Savoie. Président de la Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie qu'il contribue à développer de 1882 à 1904. Il publie au sein de cette société une oeuvre importante sur Antoine Favre. Membre de l'académie Florimontane dès 1883.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 9 juillet 1885). Officier des Palmes académiques et de l'Instruction publique.

Comoz François-Joseph



1841 Rumilly (Haute-Savoie) - 1904 Rumilly (Haute-Savoie)

Profession : Médecin fortuné

Dates de mandats : 1895 - 1904 (9 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Maire de Rumilly (1890 ; 1894 - 1896), conseiller d'arrondissement (1887 - 1895)

Conseiller municipal de Rumilly en 1871. Président du conseil d'arrondissement. Il démissionne de son poste de maire par deux fois. La première en 1890 pour incompatibilité avec son travail à l'hospice et la seconde fois pour des raisons de difficultés avec son conseil municipal. Il reste malgré tout conseiller municipal jusqu'en 1904. En tant que conseiller général, il est élu sans concurrent les deux fois. Président de la commission départementale, le préfet note qu'il est "entouré de l'estime de tous ses collègues et qu'il n'a que des amis au Conseil général. Méthodique et laborieux, il prend une part importante au travail des commissions mais s'abstient par une timidité naturelle des discussions publiques".

Canton d'élection : Rumilly

Charvin Emile, Louis, François



1869 Rumilly (Haute-Savoie) - 1944 Rumilly (Haute-Savoie)

Profession : Médecin. Interne des hôpitaux d'Alger. Sa thèse porte sur la variole chez les musulmans

Dates de mandats : 1904 - 1925 (21 ans)

Sensibilité politique : Républicain ; Radical

Maire adjoint de Rumilly (1904), maire de Rumilly (1907 - 1919)

Conseiller municipal de Rumilly en 1903. Il est à chaque fois élu sans difficulté. Il travaille sur l'histoire de sa ville.

Officier d'Académie.

André Edouard, Bernard



1866 Marcellaz-Albanais (Haute-Savoie) - 1938 Rumilly (Haute-Savoie)

Profession : Instituteur puis directeur de l'école supérieure de Rumilly

Dates de mandats : 1925 - 1937 (12 ans)

Sensibilité politique : Radical

Maire de Rumilly (1925 - 1936)

Neuvième enfant d'une famille de cultivateurs. Il fait toute sa carrière d'instituteur à Rumilly. En tant que maire de Rumilly, il fait aménager les casernes, ouvrir une maternité à l'hôpital de la ville, dont il préside la commission administrative. Il fait ériger le monument du souvenir et le jardin public. Il s'occupe de la nouvelle distribution électrique, permettant ainsi l'électrification complète de la ville. Il fait construire le foyer rumillien, où se trouvent entre autre une salle de spectacles et des bains-douches publics. Grâce au pont André, un nouveau quartier de Rumilly voit le jour. Trésorier de l'Association des maires de la Haute-Savoie. Président du bureau de bienfaisance, de la section cantonale des pupilles de la Nation. Créateur et président d'un syndicat cantonal de cylindrage des chemins vicinaux, qui regroupe seize communes. S'intéressant à l'enseignement, il trouve les crédits nécessaires pour la réfection de l'Ecole Normale des jeunes filles. C'est pour des raisons de santé qu'il démissionne de la mairie et du Conseil général.

Chevalier de la Légion d'honneur. Officier d'Académie et de l'Instruction publique.

Canton d'élection : Rumilly

Laravoire Jean-Claude



1869 Vallières (Haute-Savoie) - 1958 Rumilly (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études à Lyon. Vétérinaire
Dates de mandats : 1937 - 1940 (3 ans)
Sensibilité politique : Union Républicaine et Démocratique
Conseiller d'arrondissement (1919 - 1928)

Ancien combattant de la Grande Guerre au cours de laquelle il est nommé vétérinaire auxiliaire au 2^{ème} Régiment de dragons le 8 mai 1915. Le 9 mars 1917, il est affecté à l'hôpital militaire de Vendôme puis le 8 avril, il est nommé vétérinaire aide-major à titre temporaire. Il est ensuite affecté dans d'autres unités et il est définitivement libéré de ses obligations militaires le 30 novembre 1918. En 1937, le préfet rappelle que ses fonctions lui permettent d'entrer dans les milieux agricoles, dans lesquels il n'est pas sans influence.

Prunier Félix, Marcel



1911 Saint-Pierre-de-Rumilly (Haute-Savoie) - 1995 Aix-les-Bains (savoie)

Profession : Comptable agréé
Dates de mandats : 1945 - 1951 (6 ans)
Sensibilité politique : Jeune République / Section Française de l'Internationale Ouvrière

Il se rattache au groupe socialiste. Il est particulièrement attentif aux questions de la jeunesse et des sports.

Canton d'élection : Rumilly

Menthon (de) François, Bernard, Marie, Fidèle



1900 Momtmirey-la-Ville (Jura) - 1984 Menthon-Saint-Bernard (Haute-Savoie)

Profession : Agrégé de droit, professeur d'économie politique à Nancy. Militant catholique. Président national de l'Association Catholique de la Jeunesse Française.

Dates de mandats : 1951 - 1958 (7 ans)

Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire

Maire de Menthon-Saint-Bernard (1944 - 1977), député (1945 - 1958), ministre (1944 - 1945 ; 1946)

Comte. Dès 1917, il milite au sein de l'Association Catholique de la Jeunesse Française (ACJF). La même année, il rencontre Charles Flory, gendre de Marc Blondel, qui l'incite à s'engager davantage dans l'association. Il rejoint ensuite le groupe Louis de Gonzague à Dijon, dont il devient président en 1918. Il arrive en Haute-Savoie l'année suivante et il préside la première réunion de l'ACJF qui a lieu à Thônes et qui marque la reprise du mouvement après la fin de la Grande Guerre. Rapidement - et fait surprenant - sans avoir milité dans le diocèse d'Annecy, il devient président diocésain du mouvement (1919-1925). En 1924, il préside la création de la "légion civique" qui est organisée pour la défense religieuse, en opposition à la politique du Cartel des gauches. Cette création n'est d'ailleurs pas sans rapport avec la tentative d'expulsion des Clarisses d'Evian, dont le retour avait été signalé à Camille Chautemps, président du Conseil, par le député Etienne Antonelli. Loin d'être anecdotique, cet épisode est un prélude à la formation de la Fédération Nationale Catholique par le général Edouard Currières de Castelnaud. François de Menthon devient président national de l'ACJF au moment de la spécialisation des mouvements (Jeunesse Ouvrière Chrétienne, Jeunesse Agricole Catholique, Jeunesse Etudiante Chrétienne, Jeunesse Indépendante Chrétienne). Il s'agit là d'une période charnière pour le mouvement et nombre des membres de l'association prendront des responsabilités, notamment politique, et surtout après la Seconde Guerre mondiale. Pour Louis Martel, conseiller général et député, une part du succès du Mouvement Républicain Populaire n'est pas sans rapport avec le travail fait en profondeur par les militants de ces mouvements. Pour la Haute-Savoie, que l'on pense à Charles Bosson, conseiller général d'Annecy-Nord puis Annecy-Centre et sénateur, et à qui François de Menthon cède son siège de député, mais également à son successeur à la mairie André Fumex, également conseiller général. François de Menthon s'installe ensuite à Nancy, où il obtient un poste d'enseignant et il entre au conseil municipal de la ville. Il milite au sein du Parti Démocrate Populaire et avec Georges Bidault, il fonde un mouvement de jeunesse national : les Jeunesses Démocrates Populaires (1932). Passionné par le droit du travail il fonde, en 1938, avec Pierre-Henri Teitgen la revue *Droit social*. Marié et père de famille (six enfants) il prend part aux combats en 1939-1940 alors qu'il n'était pas mobilisé. Il est volontaire, avec le grade de capitaine, il est blessé le 18 juin 1940. Fait prisonnier il réussit à s'évader. Il obtient alors un poste d'enseignant à Lyon. Avec son cousin Gérard Mollerat du Jeu, il fonde le journal *Liberté*, qui donnera naissance au mouvement du même nom. Ce journal va rapidement être diffusé hors des limites de la Haute-Savoie puisqu'il est présent à Lyon, Marseille, Montpellier ou encore Toulouse. Arrêté à Annecy le 5 novembre 1941, François de Menthon est interrogé à Marseille du 7 au 11 novembre. Il est ensuite libéré "probablement sur ordre de [Pierre] Pucheu qui ne veut pas que l'ancien président de l'Association Catholique de la Jeunesse Française soit arrêté". Il bénéficie d'un non-lieu qui est prononcé par la "cour spéciale d'Aix-en-Provence le 19 mai 1943". Le 1^{er} mai 1942 après avoir participé à une manifestation patriotique, il est convoqué par des membres du Service d'Ordre Légionnaire à la mairie d'Annecy (la convocation est un faux). A son arrivée, il est jeté dans la fontaine par les légionnaires qui lui demandent d'affirmer haut et fort ses opinions résistantes. Cet événement a un impact décisif sur une partie de la population, notamment sur la vallée de Thônes. "L'affaire de Menthon" est

largement connue par les contemporains grâce au syndicaliste Paul Viret. Après cette date, il entre en clandestinité, lui qui avait baptisé sa barque "Liberté", doit donc se cacher. Au début de l'année 1942, Jean Moulin rencontre François de Menthon, au château de Menthon, juste après son parachutage sur le sol français et par l'intermédiaire d'Henri Frenay. Au moment où ce dernier s'opposera à Jean Moulin, François de Menthon - comme Georges Bidault et Pierre-Henri Teitgen - soutient le délégué du général Charles de Gaulle. Il travaille donc avec "Max" avant de rejoindre Londres puis Alger où il se voit confier, le 4 septembre 1943, par le général Charles de Gaulle, le commissariat à la Justice du Comité Français de Libération Nationale puis dans le gouvernement provisoire d'Alger. C'est d'ailleurs lui qui prépare les textes relatifs à l'Épuration. Il est l'un des fondateurs du Mouvement Républicain Populaire, notamment au côté de Pierre-Henri Teitgen, également ancien président national de l'ACJF. Le 22 septembre 1944, il est à Annecy et c'est la première fois qu'il foule à nouveau la terre savoyarde, qu'il n'avait pas revu depuis son départ pour Londres. En novembre 1944, il revient avec le général Charles de Gaulle. Il devient Garde des Sceaux, ministre de la Justice (10 novembre 1944-30 mai 1945) du Gouvernement Provisoire de la République Française. Il est d'ailleurs chargé de mettre en place les cours spéciales de justice qui doivent supprimer les tribunaux populaires pour mettre fin à une épuration sauvage. La situation est difficile et les choses prennent du temps, ce qui lui est reproché. D'ailleurs, il est critiqué par les communistes, les socialistes mais aussi par les mouvements de résistance. Le 20 février, alors qu'il défend le budget de son ministère devant l'Assemblée consultative, il déclare qu'il faut choisir "entre une répression rapide et aveugle, qui eût été une parodie de justice, et la justice tout court, avec les lenteurs inévitables". C'est lui qui organise le procès du maréchal Philippe Pétain. Fin mai 1945, il quitte son ministère et il est nommé procureur général français pour le procès de Nuremberg. C'est à ce titre qu'il prépare l'acte d'accusation contre les dirigeants du Troisième Reich. Le 29 novembre 1945, il est désigné à la commission de la Constitution où il se fait remarquer par ses compétences. Président du groupe parlementaire Mouvement Républicain Populaire, il apporte le soutien de son groupe à la nationalisation des banques d'affaires. Fin 1945-début 1946, il s'oppose, au nom de son parti "à l'amendement Capdeville, défendu par André Philip" et qui vise à la diminution du budget militaire ce qui entraînera, peu après, le départ du gouvernement du général Charles de Gaulle. Rapporteur général de la Constitution de l'Assemblée nationale constituante, au nom de son parti, "il se prononce contre la ratification du texte qui est d'ailleurs rejeté par la majorité des Français". Le 24 juin 1946, il est appelé par Georges Bidault au ministère de l'économie où il reste jusqu'au 28 novembre 1946. En tant que député, il préside le groupe Mouvement Républicain Populaire de 1950 à 1952. Il est vice-président de la commission des Affaires Étrangères, en même temps qu'il est membre de la direction nationale du Mouvement Républicain Populaire. En tant que membre de la commission des Affaires Étrangères, il présente en décembre 1956, un rapport sur le tunnel du Mont-Blanc. Il pèse de tout son poids pour ce projet auquel il est favorable, en développant des arguments tant politiques qu'économiques car les députés de Savoie y sont hostiles. Il participe à la chute du gouvernement Pierre Mendès-France, il est hostile aux pouvoirs spéciaux réclamés par le général Charles de Gaulle, il se prononce pour le non au référendum de 1958. Il ne se représente pas aux législatives de 1958 et c'est la fin de sa carrière politique. Il choisit de ne conserver que la mairie de Menthon-Saint-Bernard. Il a pourtant été l'une des figures marquantes du Mouvement Républicain Populaire. Membre du comité pour la préparation de constitution du Conseil de l'Europe en 1947. Européen militant, il est vice-président (1950) puis président de l'assemblée constitutive européenne (1952-1954). Membre de la Communauté Économique du Charbon et de l'Acier (1951-1958). En tant que conseiller général, il s'investit particulièrement pour l'électrification qui était pour lui un élément clé pour la modernisation des campagnes et particulièrement pour l'élevage laitier et la production fromagère. Président de l'association des maires hauts-savoyards (1954-1977).

Officier de la Légion d'honneur. Compagnon de la Libération. Croix de guerre 1939-1945. Commandeur de l'ordre de Léopold (Belgique).

Fr. de Menthon, "Pourquoi je suis républicain. Réponse d'un chef de Mouvement de Résistance", *Les cahiers politiques*, avril 1943 ; - *La Loi sur l'indignité nationale*, Imp. Moderne, 1944 ; -, *Le Procès de Nuremberg : l'accusation française*, Office français d'Édition, Paris 1946 ; -, *Le Procès de Nuremberg, son importance juridique et politique*, Éditions du Mail, Paris 1946 ; -, *Vers la quatrième République*, Hachette, Paris 1946 ; -, *L'Expansion économique au service du progrès social*, Imp. F. de Beroud, 1951 ; P. Viret, *L'affaire François de Menthon*, Annecy, Garin et Gardet, 1946 ; Laurent Ducerf, *François de Menthon, un catholique au service de la République (1900-1984)*, Éd. du Cerf, 2006 ; E. Deloche, "Le diocèse d'Annecy de la Séparation à Vatican II (1905-1962)", thèse de doctorat, Université de Lyon II, 2009. Archives départementales de la Haute-Savoie, *Inventaire du fonds François de Menthon*, 2012.

Canton d'élection : Rumilly

Darmet René



1912 Rumilly (Haute-Savoie) - 1997 Rumilly (Haute-Savoie)

Profession : Notaire

Dates de mandats : 1958 - 1976 (18 ans)

Sensibilité politique : Indépendant

Maire de Rumilly (1955 - 1971)

Mobilisé en 1939, il est fait prisonnier et réussit à s'évader. Il rejoint l'Armée Secrète. Conseiller municipal de Rumilly (1971-1977). En janvier 1977, il est membre de la délégation spéciale créée puisque le conseil a démissionné massivement pour protester contre la fermeture de la maternité. Président du Syndicat Intercommunal de traitement des ordures et du Syndicat Intercommunal de la Veïse. Il a été président des amis du Vieux Rumilly.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite. Chevalier des Palmes académiques. Chevalier du Mérite agricole.

Dagand Louis



1921 Rumilly (Haute-Savoie) - 1989 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Entrepreneur de Travaux Publics

Dates de mandats : 1976 - 1989 (13 ans)

Sensibilité politique : Sans étiquette, Rassemblement Pour la République (1988)

Maire adjoint de Rumilly (1989), maire de Rumilly (1971 - 1989), conseiller régional (désigné 1983 - 1986 ; élu 1986 - 1989)

Résistant, il participe à la libération de Rumilly, d'Aix-les-Bains (août 1944). Il est élu maire en battant René Darmet à qui il succédera au Conseil général en 1976. En tant que maire, il démissionne - avec son conseil - pour protester contre la fermeture de la maternité.

Chevalier des Palmes académiques.

Canton d'élection : Rumilly

Beauquier Camille



1935 Vauchamps (Doubs) -

Profession : Vétérinaire

Dates de mandats : 1989 - 2008 (19 ans)

Sensibilité politique : Rassemblement Pour la République, Union pour un Mouvement Populaire

Vice-président du Conseil général : 1994 - 2004

Maire adjoint de Rumilly (1995 - 2008)

Conseiller municipal en 1983. Président de la commission de l'agriculture au Parti Socialiste. Président de la marque Savoie. Vice-président du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement et d'énergie-environnement 74. Il a été le suppléant du député Bernard Accoyer. Chevalier de la Légion d'honneur. Chevalier de l'Ordre national du Mérite. Chevalier du Mérite agricole.

Heison Christian



1958 Jallieu (Isère) -

Profession : Ingénieur. Officier de l'armée de l'Air (en retraite depuis 2001)

Dates de mandats : 2008 - en cours

Sensibilité politique : Divers droite

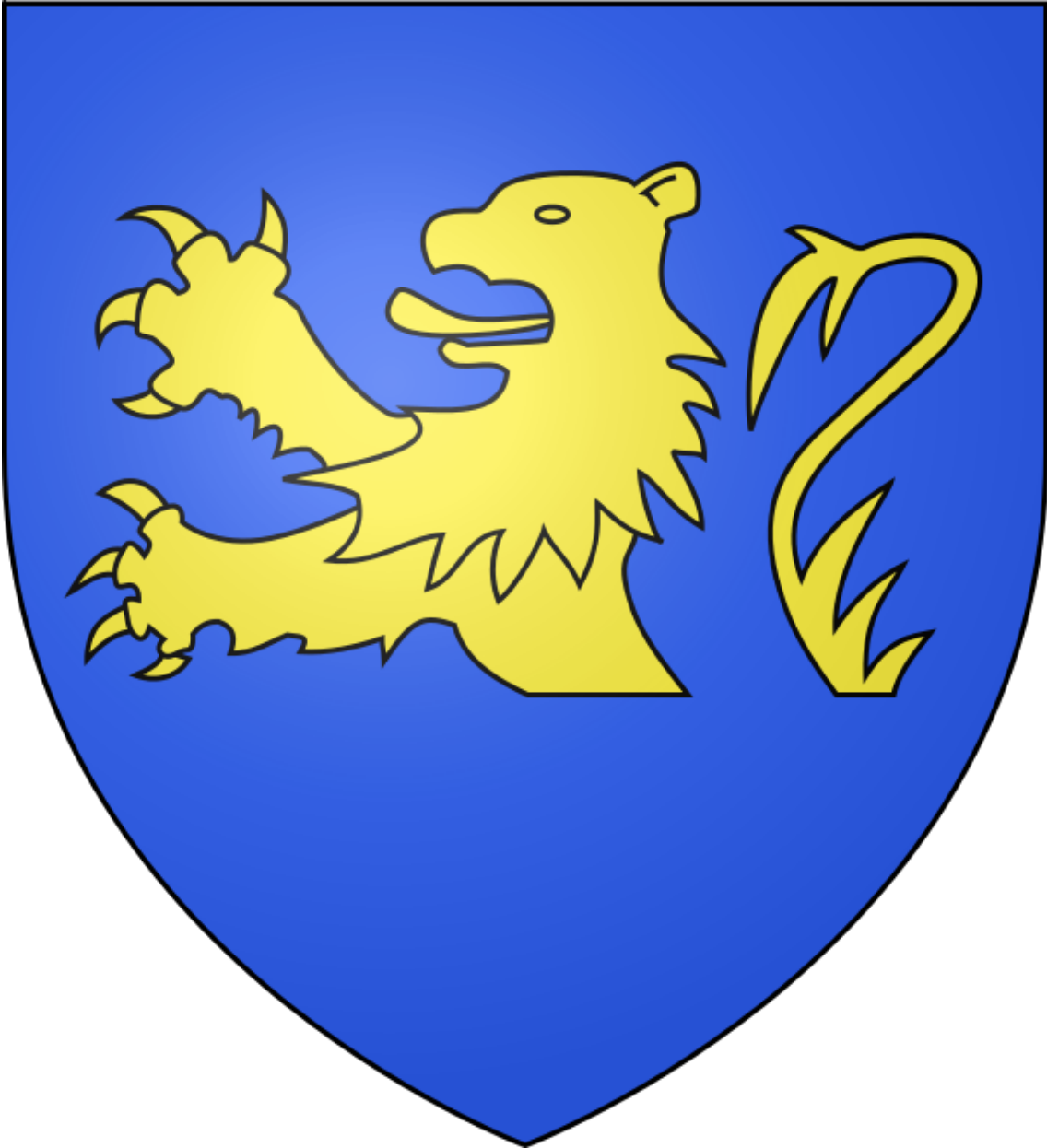
Vice-président du Conseil général : 2011 - en cours

Maire de Moye (2001 - en cours)

Vice-Président du Parc Naturel Régional du Massif des Bauges. Président de la commission habitat-transport du Schéma de Cohérence Territoriale de l'Albanais (2001-2008). Vice-président de la communauté de communes du canton de Rumilly. Président de la Régie départementale de Gestion des Données Savoie-Haute-Savoie. Président de la Société d'Economie Mixte de la technopole d'Archamps.



Canton de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS



Canton d'élection : Saint-Gervais-les-Bains

Aly François, Jérôme



1827 Saint-Gervais (Haute-Savoie) - 1870 Saint-Gervais (Haute-Savoie)

Profession : Géomètre

Dates de mandats : 1861 - 1870 (9 ans)

Sensibilité politique : Sans étiquette

Maire de Saint-Gervais (1862 - 1870)

Ancien membre du conseil provincial du Faucigny. Partisan d'un rattachement avec la Suisse il adoptera, suite à l'Annexion et selon les termes du préfet une attitude "en apparence du moins, sensiblement modifiée", sans pour autant avoir jamais "rien fait qui ait témoigné de son véritable dévouement à la France et au gouvernement de l'Empereur". Ses revenus sont estimés à 2 000 francs. En 1867, le sous-préfet s'adressant au préfet évoque la neutralité de l'administration concernant ce candidat. Sous-officier de la campagne d'Italie (1848-1849). Capitaine des Sapeurs-pompiers.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 14 août 1867).

Perroud Louis, Philippe



1840 Rouvray (Côte d'Or) - 1879 Saint-Gervais (Haute-Savoie)

Profession : Négociant drapier

Dates de mandats : 1870 - 1871 (1 an)

Sensibilité politique : Libéral

Conseiller d'arrondissement (1877 - 1879)

Conseiller municipal de Saint-Gervais (1874-1879).

Canton d'élection : Saint-Gervais-les-Bains

Burgal Auguste, Basile



1818 Saint-Gervais (Haute-Savoie) - 1896 Saint-Gervais-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Cultivateur aisé. Greffier de justice de paix

Dates de mandats : 1871 - 1874 (3 ans)

Maire adjoint de Saint-Gervais (1871 - 1874)

Il ne se représente pas pour se consacrer à sa tâche de greffier de justice de paix. Dans sa note de 1874, le préfet écrit à son propos : "Homme d'une valeur nulle. A compromis pour lui toutes chances de réélection. Les hommes manquent dans ce canton. On parle d'un chef de division de la préfecture : M. Beguin".

Beguin Alphonse



1830 Le Fayet (Haute-Savoie) - 1876 Passy (Haute-Savoie)

Profession : Chef de division à la préfecture

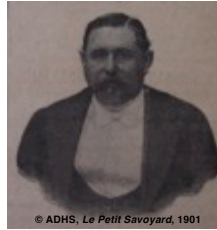
Dates de mandats : 1874 - 1875 (1 an)

Sensibilité politique : Républicain

En 1874, le préfet rappelle au ministre de l'Intérieur qu'il a mis à la retraite M. Beguin parce qu'il "était atteint d'une maladie à la moëlle épinière et [que] sa division était dans un vrai désarroi", puisqu'elle était "totalement abandonnée depuis deux ans". Il démissionne le 10 février 1875.

Canton d'élection : Saint-Gervais-les-Bains

Rosset François, Philippe



1839 Saint-Gervais (Haute-Savoie) - 1904 Saint-Gervais-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Négociant en vins et propriétaire rentier à Paris et Saint-Gervais

Dates de mandats : 1898 - 1904 (6 ans)

Sensibilité politique : Radical

Président des Libres-penseurs du canton. Franc-Maçon dans la loge "Le Réveil du Faucigny". Candidat sans succès au conseil d'arrondissement en 1895. Président de la Société Philanthropique à Paris.

Officier d'Académie et de l'Instruction publique. Chevalier du Mérite agricole.

Conseil François, Léon



1870 Saint-Gervais (Haute-Savoie) - 1951 Saint-Gervais-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Notaire

Dates de mandats : 1904 - 1910 (6 ans)

Sensibilité politique : Radical

Maire adjoint de Saint-Gervais-les-Bains (1903 - 1908)

En 1910, il est opposé à deux radicaux et décide de renoncer à se présenter. Fondateur de la fanfare L'Echo du Mont-Blanc. Promoteur du tourisme. Délégué cantonal.

Canton d'élection : Saint-Gervais-les-Bains

Gedon Gabriel, **Charles**, Jules, César



1863 Dhuizon (Loir-et-Cher) - 1915 Saint-Gervais-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Pharmacien

Dates de mandats : 1910 - 1915 (5 ans)

Sensibilité politique : Radical

Libre penseur. Il exerce son métier de pharmacien à Paris avant de venir s'établir en Haute-Savoie. Lors de son mariage en 1899, il est dit qu'il réside rue Ambroise Paré dans le dixième arrondissement de la capitale. Au Conseil général, il s'intéresse principalement au tourisme et au thermalisme de Saint-Gervais-les-Bains. Il meurt en 1915 et son siège n'est remplacé qu'en 1919.

Vallet Henri, **Théophile**



1878 Passy (Haute-Savoie) - 1966 Passy (Haute-Savoie)

Profession : Hôtelier

Dates de mandats : 1935 - 1940 (5 ans)

Sensibilité politique : Radical ; Radical-socialiste (1935)

Maire de Passy (1919 - 1941 ; 1944 - 1945)

En tant que maire, il participe à la création des établissements pour les tuberculeux sur le plateau d'Assy. En 1919, il souhaite se présenter mais par discipline, il cède la place à Fernand David, à qui il succède en 1935. Membre du premier comité pour le percement du Mont-Blanc. Durant la Seconde Guerre mondiale, il participe à la Résistance et il devient maire de Passy à la Libération (août 1944) et le reste pendant quelques mois. Délégué cantonal. Médaille de la lutte antituberculeuse.

Chevalier de la Légion d'honneur. Croix de guerre 1914-1918. Officier d'Académie et de l'Instruction publique. Chevalier du Mérite agricole.

Guy Joseph, Amédée



1882 Bonneville (Haute-Savoie) - 1957 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études à Bonneville puis à Paris. Il enseigne au collège Lavoisier à Paris. Médecin à Villejuif où il est chef de service à l'Institut du cancer

Dates de mandats : 1945 - 1949 (4 ans)

Sensibilité politique : Section Française de l'Internationale Ouvrière

Député (1936 - 1940 ; 1945 - 1946), sénateur (1946 - 1948)

Il est le fils de Jules Guy, conseiller général du canton de Bonneville. Il participe à la Grande guerre en tant que médecin. Après avoir été sur le front, il continue la guerre dans le service de détection et d'analyse des gaz asphyxiants. Après la guerre et sa démobilisation, il rejoint la région parisienne où il est en charge d'un cours de bactériologie à la Faculté de médecine de Paris. En 1928, il occupe la même fonction à la Faculté de Saint-Jacques-de-Compostelle (Espagne). Dès son retour en France, il est nommé à l'Institut du cancer de Villejuif. Il est militant de la libre-pensée et il adhère rapidement à la jeune Section Française de l'Internationale Ouvrière, en se rattachant à la fédération de la Seine, puis en 1932, prévoyant un retour vers son département natal, il rejoint la fédération haut-savoyarde. D'ailleurs, c'est à cette date qu'il est élu conseiller municipal de Bonneville, sa ville natale. Il y reste jusqu'à son accession à la députation en 1936. C'est à la même période qu'il devient président du conseil d'administration du *Socialiste Savoyard*. Il effectue un voyage en Union des Républiques Socialistes Soviétiques avec d'autres médecins en 1935. Il est élu à la députation dans l'arrondissement de Bonneville en 1936, seul élu du Front populaire en Haute-Savoie, les trois autres circonscriptions ayant été remportées par des candidats de la droite. A l'Assemblée nationale, il siège dans la commission de la Santé Publique et il est même rapporteur à plusieurs reprises du budget de la santé. Avec d'autres, comme Léo Lagrange ou Pierre Brossolette, "il défend une ligne de fermeté face aux dictatures dans la revue *Agir* et s'oppose aux Accords de Munich, même si la discipline socialiste le contraint d'approuver le cabinet Edouard Daladier". Le 10 juillet 1940, contre l'avis de son parti, il vote contre les pleins pouvoirs au Maréchal. Il fait partie des 80 députés à voter contre Philippe Pétain et il est le seul élu savoyard à le faire. En décembre 1940, il est mis en résidence surveillée à Thônes, mais ayant tissé des liens avec la population (pourtant peu sympathisante du socialisme), sa résidence est déplacée à Allonzier-la-Caille (à côté du pont de la Caille), d'où il tente de s'évader pour passer en Suisse. Il est arrêté à la veille d'être emmené à Eveaux-les-Bains. Il est alors emprisonné par les Italiens, d'abord en France puis en Italie. Après septembre 1943, il réussit à s'évader et à gagner la Suisse. Membre du Comité Départemental de Libération. Il est président fondateur de l'association des Internés et Déportés Politiques. En 1945, il rate la présidence du Conseil général pour une voix face à Louis Martel. En tant que député de l'Assemblée constituante (1945), il est membre de la commission de la Famille et de celle des Pensions. Dans ce cadre, il est en charge de deux rapports sur les déportés politiques et l'aide médicale. En 1946, la cooptation lui permet d'entrer au Conseil de la République. Il y préside la commission de la Santé Publique. A la suite de ces divers échecs, il quitte la Section française de l'Internationale Ouvrière, dont il était pourtant membre depuis plusieurs décennies parce qu'il désapprouve la stratégie "de troisième force après la rupture du tripartisme". Il est le beau-père de l'historien Justinien Raymond, auteur d'une thèse sur la Haute-Savoie pendant la Troisième République.

Chevalier de la Légion d'honneur (1917). Croix de guerre 1914-1918, 4 citations. Officier d'Académie.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; J. Maitron, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, Ed. Ouvrières, 1964-1993 ; J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République. Histoire économique, sociale et politique, 1875-1940*, Champ Vallon, 2 tomes, 1983 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Saint-Gervais-les-Bains

Chambel Martin, René



1886 Saint-Gervais-les-Bains (Haute-Savoie) - 1956 Saint-Gervais-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Docteur en droit. Hôtelier
Dates de mandats : 1949 - 1955 (6 ans)
Sensibilité politique : Indépendant
Maire de Saint-Gervais-les-Bains (1945 - 1953)

Président de la conférence des maires du Mont-Blanc. Président du syndicat des hôteliers.

Dayve René



1908 Saint-Gervais-les-Bains (Haute-Savoie) - 1971 Passy (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études à l'Ecole Normale de Bonneville. Instituteur puis directeur de l'école de l'Abbaye.
Dates de mandats : 1955 - 1971 (16 ans)
Sensibilité politique : Section Française de l'Internationale Ouvrière
Maire de Passy (1971)

En 1947, il ouvre un cours complémentaire puis en 1955 une section technique qui deviendra le lycée du Mont-Blanc et dont il devient le proviseur. Conseiller municipal (1953) puis adjoint spécial aux Plagnes (1966) (Passy). Organisateur du ski scolaire.
Chevalier de la Légion d'honneur. Officier des Palmes académiques.

Canton d'élection : Saint-Gervais-les-Bains

Jacquet Roger



1921 Saint-Gervais-les-Bains (Haute-Savoie) -

Profession : Cultivateur, animateur de groupements agricoles

Dates de mandats : 1972 - 1985 (13 ans)

Sensibilité politique : Centre Démocrate

Conseiller régional désigné (1982 - 1985)

Président du syndicat agricole, du Herd-Book, de l'Union de protection de la race Abondance, de la Société Agricole du Faucigny, de la Société d'Economie Alpestre. Vice-président de la Fédération Départementale des Syndicats d'exploitants agricoles et de la Chambre d'agriculture.
Commandeur du Mérite agricole.

Fournier Robert



1918 Passy (Haute-Savoie) - 2009 Passy (Haute-Savoie)

Profession : Commerçant, chef d'entreprise

Dates de mandats : 1985 - 1993 (8 ans)

Sensibilité politique : Sans étiquette ; Union pour la Démocratie Française (1992)

Conseiller régional (1988 - 1992)

L'élection de 1992 est invalidée pour cause de comptes de campagne déposés hors délais. Il est le créateur de l'aéro-club du Mont-Blanc (1954). Il initie celui de Megève en 1975. Président du Rotary Chamonix-Megève.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Canton d'élection : Saint-Gervais-les-Bains

Chevallier Bernard, Jean



1943 Sallanches (Haute-Savoie) -

Profession : Directeur de l'école de ski des Contamines puis conseiller technique

Dates de mandats : 1993 - 2004 (11 ans)

Sensibilité politique : Rassemblement Pour la République

Maire adjoint des Contamines-Montjoie (2008 - 2009), maire des Contamines-Montjoie (1983 - 2001)

Conseiller municipal d'opposition des Contamines-Montjoie (1977). Il est élu pour la première fois au Conseil général suite à l'invalidation de l'élection de Robert Fournier. Président du syndicat intercommunal du Mont-Joly. Président de la Fédération Française de Ski dès 1987. Membre du comité de la Fédération internationale et du Comité Olympique.

Peillex Jean-Marc



1954 Sallanches (Haute-Savoie) -

Profession : Président Directeur Général d'une agence immobilière aux Contamines-Montjoie

Dates de mandats : 2004 - en cours

Sensibilité politique : Union des Démocrates Indépendants, Parti Radical Valoisien (2011) – groupe Haute-Savoie Union

Maire de Saint-Gervais (2001 - en cours)

Vice-président du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples du Pays du Mont-Blanc. Il reçoit une première Marianne d'or en 2005 pour la campagne "La montagne a l'état pur" et une seconde en 2007. Elu président de la toute nouvelle communauté de communes "Pays du Mont-Blanc" en 2013, il occupe ce poste jusqu'en avril 2014 où il cède la place à Georges Morand, son collègue conseiller général de Sallanches. Président du sporting Hockey-Club de Saint-Gervais (1991-2001). Président de l'association pour la sauvegarde de Saint-Gervais. Trésorier de la fédération de sports de glace de 1996/1998. Vice-président du comité national de Hockey 1996/1998. Sa Légion d'honneur lui est remise par Pierre Mazeaud, ancien ministre, ancien député de la Haute-Savoie. Chevalier de la Légion d'honneur (promotion du 21 mars 2008).



Canton de SAINT-JEOIRE-EN-FAUCIGNY



Canton d'élection : Saint-Jeoire-en-Faucigny

Dufour Michel



1807 Barberaz (Savoie) - 1867 Annecy-le-Vieux (Haute-Savoie)

Profession : Avocat

Dates de mandats : 1861 - 1867 (6 ans)

Sensibilité politique : Libéral

Vice-président du Conseil général : 1864 - 1867

Maire de Bonneville (1860 - 1867), conseiller divisionnaire (1848 - 1849 ; 1854 - 1858), conseiller provincial

Commandant de la Garde Impériale en 1848. En 1861, ses revenus sont estimés à 10 000 francs. Il a des sympathies libérales, ce qui ne l'empêche pas de faire partie de la délégation des Tuileries en mars 1860. Membre du comité provincial de l'Instruction publique. Membre de la commission de l'hospice. Décoré de l'ordre des Saints Maurice et Lazare par le roi Victor-Emmanuel lors de son passage à Bonneville. Sa Légion d'honneur lui est remise par Napoléon III. Il se présente, sans succès, aux législatives de 1861.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 14 août 1862). Chevalier des Saints Maurice et Lazare.

Canton d'élection : Saint-Jeoire-en-Faucigny (1867-1874) puis Saint-Gervais-les-Bains (1875-1898)

Pacthod Jean-Marie



1835 La Tour (Haute-Savoie) - 1912 Bonneville (Haute-Savoie)

Profession : Fait ses études de droit à Turin. Avocat

Dates de mandats : 1867 - 1874 ; 1875 - 1898 (32 ans)

Sensibilité politique : Bonapartiste libéral rallié à la République. Le préfet parle d'un républicain prononcé, ou même d'un "républicain appartenant à la gauche"

Il fut secrétaire de l'avocat Dufour. L'administration est neutre à son sujet. Il est battu en 1874 dans le canton de Saint-Jeoire. Le préfet s'adressant au ministre de l'Intérieur écrit : "Le terrain lui échappe parce que dans une commission de chemin de fer, il s'est prononcé pour un tracé qui sacrifiait les intérêts de son canton mais favorise une commune dans laquelle il vient d'acquérir une très belle propriété". Dans un autre document, il écrit que "M. Pacthod sent le terrain glisser sous ses pieds et se ménage une rentrée" et le sous-préfet prévoit un changement possible de canton. Il profite de la démission de Beguin dans le canton de Saint-Gervais-les-Bains pour y être élu. Il est accusé par les Républicains de tendances cléricales puisqu'il est l'avocat de plusieurs établissements religieux. Il fut également secrétaire du Conseil général.

Canton d'élection : Saint-Jeoire-en-Faucigny

La Fléchère (de) Ange, Alexis



1822 Saint-Jeoire-en-Faucigny (Haute-Savoie) - 1887 Paris (Seine)

Profession : Rentier. Héritier d'une importante famille savoyarde

Dates de mandats : 1874 - 1886 (12 ans)

Sensibilité politique : Conservateur, réactionnaire, légitimiste

Syndic de Saint-Jeoire (1845 - 1848), maire de Saint-Jeoire (1861 - 1881), député de Turin (1857 - 1860)

Il est élu à Turin succédant ainsi à Germain Sommeiller. En juin 1874, le préfet souligne qu'il est encore hésitant pour se présenter malgré les "insistances fort vives" du préfet. Pourtant il semble être le seul candidat qui pourrait lutter "avec chances sérieuses de succès". Conseiller municipal de Saint-Jeoire sous la période sarde puis de 1881 à 1884.

P. Guichonnet, *Vieille Savoie. Les députés et les sénateurs savoyards au Parlement de Turin, 1848-1860*, La Fontaine de Siloé, 2013.

Dupraz Charles, Joseph, Marie



1853 Saint-Jeoire-en-Faucigny (Haute-Savoie) - 1939 Saint-Jeoire-en-Faucigny (Haute-Savoie)

Profession : Notaire. Sous-préfet (1894 - 1914), secrétaire général de la préfecture (1914 - 1925) et préfet honoraire

Dates de mandats : 1886 - 1894 (8 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Maire de Viuz-en-Sallaz (1888 - 1894)

Il a un "caractère d'une souplesse remarquable". Il démissionne de son poste de conseiller général à la suite de sa nomination à la sous-préfecture de Sisteron (12 septembre 1894) où il reste quelques mois avant de revenir à Saint-Julien-en-Genevois où il est nommé le 18 mars 1895 et où il reste jusqu'en 1914, date à laquelle il rejoint la préfecture d'Annecy.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 24 juin 1912). Chevalier du Mérite agricole.

Canton d'élection : Saint-Jeoire-en-Faucigny

Besson Jean, Pierre, Joseph



1856 Saint-Jeoire-en-Faucigny (Haute-Savoie) - 1918 Saint-Jeoire-en-Faucigny (Haute-Savoie)

Profession : Médecin

Dates de mandats : 1894 - 1907 (13 ans)

Sensibilité politique : Républicain ; Radical (1901)

Maire de Saint-Jeoire-en-Faucigny (1898 - 1907 ; 1912 - 1918), conseiller d'arrondissement (1889 - 1894)

Secrétaire du Conseil général. En 1907, il abandonne tous ses mandats pour se consacrer à la défense des droits des héritiers Dufresne (neveux de Germain Sommeiller). Il refusait que la fortune familiale (environ 6 millions de francs en 1903) soit cédée à l'Etat pour la construction à La Tour d'un hospice pour "les agriculteurs non alcooliques du canton". Le Conseil d'Etat reconnaît la validité du testament. Les héritiers tentent une procédure judiciaire mais cela ne change rien, les travaux débutent en 1914 et l'hospice ouvre ses portes en 1922.

Officier d'Académie et de l'Instruction publique.

Rey-Millet Constant



1853 La Tour (Haute-Savoie) - 1936 La Tour (Haute-Savoie)

Profession : Propriétaire et négociant

Dates de mandats : 1908 - 1919 (9 ans)

Sensibilité politique : Républicain Radical (1910) ; Républicain de gauche

Maire de La Tour (1887 - 1912)

Il est le grand-père de l'artiste Rey-Millet Constant, qui fut aussi un condisciple et ami de Charles Bosson.

Canton d'élection : *Saint-Jeoire-en-Faucigny*

Cheneval-Pallud Zephirin



1869 Viuz-en-Sallaz (Haute-Savoie) - 1949 Viuz-en-Sallaz (Haute-Savoie)

Profession : Propriétaire, cultivateur et négociant

Dates de mandats : 1919 - 1934 (15 ans)

Sensibilité politique : Progressiste

Maire de Viuz-en-Sallaz (1896 - 1945), conseiller d'arrondissement (1913 - 1919)

Administrateur de la caisse régionale du Crédit Agricole mutuel de Haute-Savoie. Fondateur de la coopérative des céréales de Bonneville. Délégué cantonal.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 9 juillet 1926). Officier d'Académie et de l'Instruction publique (1908).



Canton d'élection : Saint-Jeoire-en-Faucigny (1934-1940) puis Bonneville (1951-1958)

Ruin François



1902 La Tour (Haute-Savoie) - 1987 Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône)

Profession : Il travaille dans une banque avant d'ouvrir un cabinet d'assurances à Bonneville
Dates de mandats : 1934 - 1940 ; 1951 - 1958 (12 ans)
Sensibilité politique : Union Républicaine et Démocratique ; Mouvement Républicain Populaire
Maire adjoint de Bonneville (1947 - 1953), sénateur (1948 - 1958), conseiller d'arrondissement (1931 - 1934)

Conseiller municipal de La Tour (1929-1934) et de Bonneville (1953-1977). Neveu du chanoine Louis Rhuin, curé-archiprêtre de Chamonix, qui fut silloniste et propagandiste du mouvement de Marc Sangnier à ses débuts. C'est un peu sous son influence que François Ruin milite dans la démocratie-chrétienne. Lors de son élection au Conseil d'arrondissement, François Ruin est le plus jeune conseiller. Ayant effectué son service militaire au 1^{er} Régiment d'Infanterie et ayant préparé l'Ecole d'artillerie, il est nommé sous-lieutenant de réserve de l'artillerie coloniale. A la déclaration de la Seconde Guerre mondiale, il est lieutenant d'artillerie, d'abord en Moselle puis dans le Nord. Au cours de la campagne de France, où il commande une batterie d'artillerie, il est blessé en mai 1940 à Dunkerque d'où il est évacué vers l'Angleterre parmi les derniers. Il essaie de retrouver rapidement le sol français. En 1941, il est nommé conseiller municipal de Bonneville. En 1948, il devient membre du Conseil de la République. A cette occasion, il intègre la commission du Ravitaillement ainsi que celle du Travail et la Sécurité Sociale. L'année suivante, il est nommé membre de la commission supérieure de la Caisse Nationale d'Assurance en cas de décès et de la Caisse Nationale d'Assurance en cas d'accident. C'est à ce titre qu'il présente un rapport au nom de la commission du Travail sur l'extension aux Départements d'Outre-Mer des "dispositions de sécurité sociale applicables à la prévention et à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles". Il intervient également afin que les Départements d'Outre-Mer puissent également bénéficier de l'extension de la sécurité sociale. En 1950, il intègre la commission de l'Agriculture tout en poursuivant ses interventions dans le domaine social. C'est à ce titre qu'il intervient en déposant un rapport visant à modifier le code du travail ou encore à propos des congés concernant les travailleurs de moins de 21 ans, qui sont donc encore mineurs. L'année suivante, il rejoint la commission de la Presse, de la radio et du cinéma en même temps qu'il siège à celle de la Comptabilité et à la commission supérieure de la Caisse Nationale d'Assurances sur la vie. Après sa seconde élection au Palais du Luxembourg, il est membre suppléant de la commission des Affaires économiques en même temps qu'il siège à la commission des Pensions. Il rédige d'ailleurs un rapport, au nom de la commission du Travail, "sur le règlement des contrats d'assurance en cas de décès de l'assuré en temps de guerre". Il défend le projet d'un tunnel sous le Mont-Blanc et en 1957, il devient même administrateur de ce tunnel. Au début du mois de juin 1958, il se prononce en faveur des pleins pouvoirs et de la révision constitutionnelle. Il a également été le suppléant de Joseph Philippe lors de son élection à l'Assemblée nationale. Président des anciens combattants. Il a été président de la Société de Crédit immobilier de Bonneville.

Chevalier de la Légion d'honneur. Croix de guerre 1939-1945.

Canton d'élection : Saint-Jeoire-en-Faucigny

Thevenot Georges, Joseph



1898 Saint-Jeoire-en-Faucigny (Haute-Savoie) - 1985 Ambilly (Haute-Savoie)

Profession : Mécanicien, garagiste

Dates de mandats : 1945 - 1949 (4 ans)

Sensibilité politique : Section Française de l'Internationale Ouvrière

Maire de Saint-Jeoire-en-Faucigny (1944 - 1947)

Il est élu avec le soutien du Parti Communiste Français. Ancien combattant de 1914-1918. Conseiller municipal de Saint-Jeoire en 1929, il est "démissionné d'office le 15 avril 1941 à la demande du maire". Résistant, il est condamné à une peine de travaux forcés pour "atteinte à la sûreté de l'Etat", il gagne alors la clandestinité. Il est cité à l'ordre de la Brigade, le 7 février 1949 car "fondateur de la Résistance dans le secteur de Saint-Jeoire", il "organisa de nombreux camps de maquis. A la formation de l'Armée secrète, s'occupa de constituer les dépôts d'armes et munitions nécessaires à ses effectifs. Condamné à dix ans de travaux forcés pour son activité, a dû quitter son domicile et se réfugier à Marseille, où il continua à militer dans la Résistance. Belle figure de résistant actif et dynamique". Président d'honneur de l'Association Nationale des Anciens Combattants Résistants. Chevalier de la Légion d'honneur. Croix de guerre 1939-1945 avec étoile de bronze. Chevalier des Palmes académiques.

Levret François



1899 Viuz-en-Sallaz (Haute-Savoie) - 1979 Ambilly (Haute-Savoie)

Profession : Cordonnier, négociant puis agent d'assurances

Dates de mandats : 1949 - 1961 ; 1967 - 1973 (18 ans)

Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire

Maire de Viuz-en-Sallaz (1945 - 1975)

Conseiller municipal (1935), il fait fonction d'adjoint en 1942. A nouveau conseiller municipal de 1975 à 1977. C'est sous son mandat de maire que les établissements Gambin s'installent à Viuz-en-Sallaz. En 1967, il est doyen d'âge du Conseil général. Vice-président du syndicat intercommunal d'électricité. Président de la caisse de Crédit Agricole. Il a beaucoup œuvré pour l'aménagement du massif des Brasses. Membre de l'académie Salésienne. Chevalier de la Légion d'honneur. Officier du Mérite agricole.

Canton d'élection : Saint-Jeoire-en-Faucigny

Rubin François



1901 Mieussy (Haute-Savoie) - 1978 Saint-Jeoire-en-Faucigny (Haute-Savoie)

Profession : Médecin. Il sera médecin de la gendarmerie, du travail à l'usine du Giffre et de l'hôpital de La Tour

Dates de mandats : 1961 - 1967 (6 ans)

Sensibilité politique : Radical (1961)

Maire de Saint-Jeoire-en-Faucigny (1947 - 1967)

Conseiller municipal en 1934. Médecin du maquis, il est condamné à mort par la Gestapo mais réussit à échapper aux gestapistes. Médecin lieutenant. En tant que maire, il fait reconstruire le hameau de Pouilly, détruit en 1944 par des troupes allemandes. En tant que conseiller général il œuvre pour qu'un établissement psychiatrique soit construit.

Chevalier de la santé publique. Médailles d'Honneur de Jeunesse et Sports, de vermeil de la Gendarmerie et du dévouement français.

Revuz Serge



1925 Paris (10^e) - 1988 Annemasse (Haute-Savoie)

Profession : Artisan maçon

Dates de mandats : 1973 - 1985 (12 ans)

Sensibilité politique : Communiste

Maire adjoint de La Tour, maire de La Tour (1971 - 1988)

Conseiller municipal de La Tour. Président du syndicat intercommunal d'assainissement et du syndicat intercommunal du lac du Môle.

Canton d'élection : Saint-Jeoire-en-Faucigny

Chavanne Jean-Marc



1939 Mieussy (Haute-Savoie) - 2003 Ambilly (Haute-Savoie)

Profession : Prédestiné par ses parents à entrer dans les ordres, il fait ses études chez les Assomptionnistes avant de passer son baccalauréat de philosophie à Thonon-les-Bains. Après son retour du service militaire, il entre dans l'entreprise de machines-outils Gambin où il occupera différents postes et où il terminera sa carrière comme Directeur financier en 1987

Dates de mandats : 1985 - 2003 (18 ans)

Sensibilité politique : Rassemblement Pour la République (1985) ; Union pour la Démocratie Française-Rassemblement Pour la République (1992) ; Union pour un Mouvement Populaire (2002)

Vice-président du Conseil général : 2001 - 2003

Maire adjoint de Saint-Jeoire-en-Faucigny (1978 - 1980), maire de Saint-Jeoire-en-Faucigny (1980 - 2003), député (1998 - 2003)

Appelé sous les drapeaux, il sert en Algérie du 2 novembre 1959 au 31 mars 1962. En 1978, et bien qu'il n'habite pas dans cette commune, il est sollicité pour faire partie du conseil municipal de Saint-Jeoire-en-Faucigny. Il en devient rapidement Premier adjoint puis maire après la démission du conseil municipal et de nouvelles élections. Il préside le Conseil d'administration de l'hôpital Dufresne-Sommeiller et celui du Foyer pour les adultes handicapés des Quatre Vents situé sur la commune voisine de La Tour. Il est président fondateur de l'Association de Développement de la Vallée du Giffre tout comme de la section Union Des Combattants-Afrique du Nord de Mieussy, son village natal. En tant que maire, il a su donner un nouvel essor à sa commune et il a beaucoup œuvré pour le domaine scolaire, avec notamment la réalisation de l'école maternelle, du gymnase, d'un plateau d'éducation physique. Il a également été attentif au domaine sportif et culturel, notamment par la création d'une bibliothèque, de courts de tennis ou encore de terrains de football. Il n'a naturellement pas omis l'importance du domaine économique et social en créant une zone artisanale, en réalisant le réaménagement du site du Giffre ou encore en s'intéressant à la crèche ou à la station des Brasses. Il a été président du Syndicat Intercommunal des Brasses. Elu conseiller général en 1985, il obtient l'agrandissement du collège tout comme celui de la caserne des pompiers. En 1988, Pierre Mazeaud, alors député-maire de Saint-Julien-en-Genevois et ancien secrétaire d'Etat de Georges Pompidou et de Valéry Giscard d'Estaing, lui propose de devenir son suppléant. En 1998, Jacques Chirac, alors Président de la République, nomme Pierre Mazeaud au Conseil Constitutionnel, Jean-Marc Chavanne fait donc son entrée au Palais Bourbon. En 2002, il est élu député en l'emportant au second tour avec une large avance sur son adversaire. A l'Assemblée Nationale, il fut membre de la commission des Affaires culturelles, familiales et sociales de 1998 à 2002. Dans son éloge funèbre prononcé à l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré, président de ladite Assemblée, rappelle que Jean-Marc Chavanne est né dans une famille de dix enfants où "il avait puisé, pour toute sa vie, le sens du devoir, du travail bien fait, de l'honnêteté et de la loyauté" et qu'il fut marqué à jamais par la guerre d'Algérie. Il souligne également qu'il a assumé toutes les fonctions que le suffrage universel lui avait confiées avec humilité, sérieux et "fidélité aux convictions gaullistes qui n'avaient jamais cessé de l'habiter". Il est le frère de Guy Chavanne, conseiller général du canton de Taninges.

Chevalier de la Légion d'honneur. Croix du combattant d'Algérie. Chevalier des Palmes académiques.

Canton d'élection : Saint-Jeoire-en-Faucigny

Pittet Serge



1947 Ville-la-Grand (Haute-Savoie) -

Profession : Directeur administratif de la médecine du travail, magistrat

Dates de mandats : 2003 - en cours

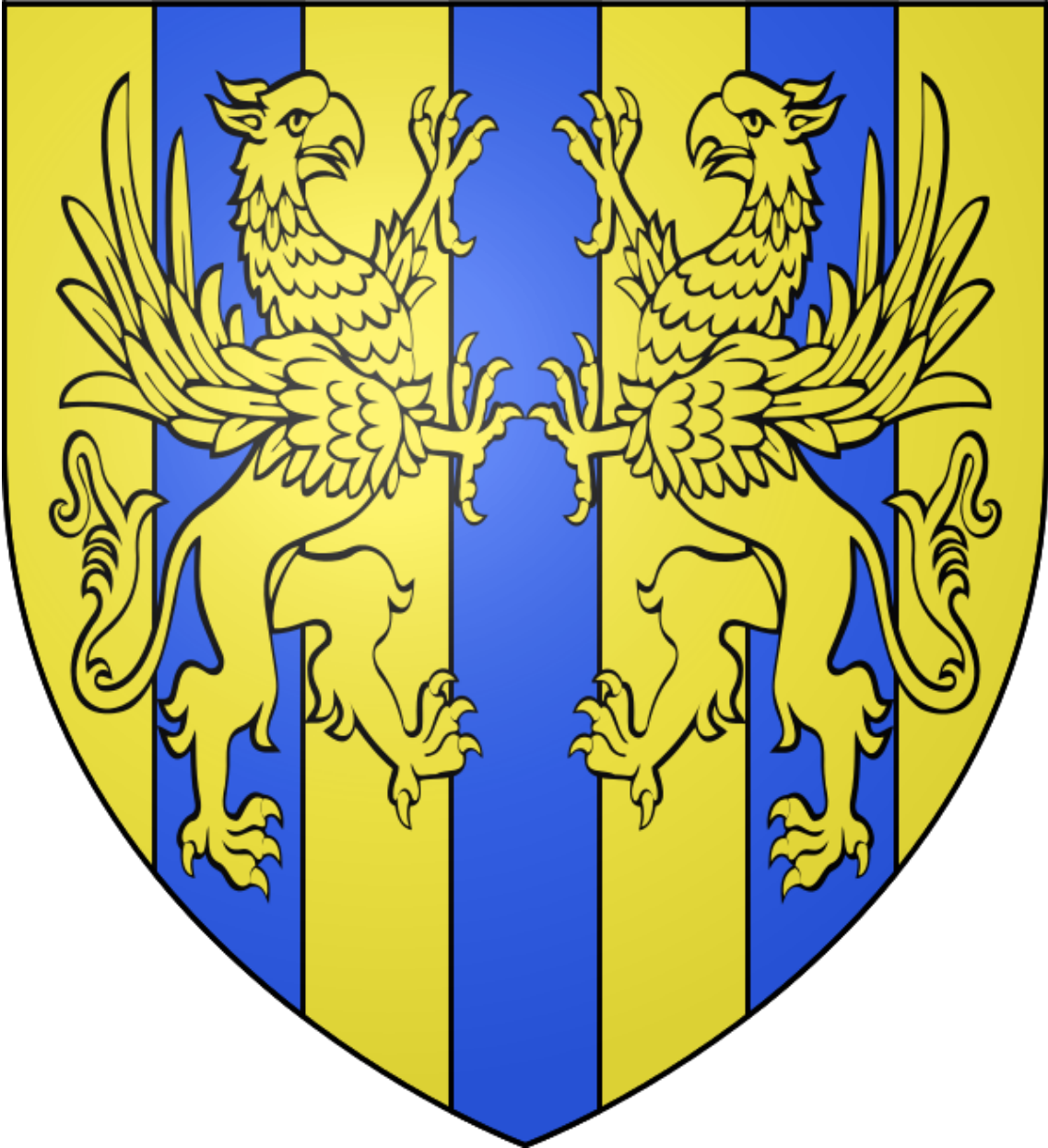
Sensibilité politique : Union pour un Mouvement Populaire

Maire adjoint de Viuz-en-Sallaz (1995 - 2001), maire de Viuz-en-Sallaz (2001 - en cours)

Vice-Président du syndicat intercommunal du massif des Brasses. Président de la communauté de communes des 4 rivières. Président du conseil des Prud'hommes de Bonneville. Il a été le suppléant du député Marc Francina.



Canton de SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS



Canton d'élection : Saint-Julien-en-Genevois

Boimond Jean, Louis, **Ferdinand**



1816 Corsier (Suisse) - 1875 Bourg-en-Bresse (Ain)

Profession : Docteur en droit. Avocat
Dates de mandats : 1861 - 1871 (10 ans)
Sensibilité politique : Libéral (1870)
Syndic puis maire de Saint-Julien (1860 - 1870 ; 1871 - 1872)

Membre du conseil provincial (1854). Membre de la délégation des Tuileries en mars 1860. Dévoué au gouvernement de l'Empereur. Secrétaire du Conseil général. Conseiller communal en 1844. Il démissionne de la mairie en 1872, il est élu conseiller municipal et élu maire, mais il refuse. Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 12 août 1866).

Chautemps Claude, Georges, **Amédée**



1829 Valleiry (Haute-Savoie) - 1918 Genève (Suisse)

Profession : Fait ses études de médecine à Turin. Docteur en médecine. Médecin
Dates de mandats : 1871 - 1898 (27 ans)
Sensibilité politique : Républicain ; Républicain progressiste (1886)

Il est l'oncle d'Emile Chautemps, conseiller général du canton de Chamonix et député. Conseiller municipal de Saint-Julien (1872-1896). En 1874, le préfet s'adressant au ministre de l'Intérieur écrit : "M. le docteur Chautemps, conseiller sortant, l'un des soutiens du journal *La Zone*, l'une des feuilles démagogiques de province les plus mauvaises et les plus sottisères (sic) et que patronnent les députés Silva et Folliet ne paraît pas avoir de concurrent". Dans un autre document, il note qu'Amédée Chautemps a "des idées avancées", un "caractère froid" et que "son influence est assez grande", qu'elle "ne pourrait être utilement combattue c[est] à d[ire] avec quelques chances". En 1886, le préfet note qu'il a un caractère de contradiction ce qui lui cause quelques inimités, mais malgré tout il est "très écouté au Conseil général et très écouté de ses collègues".

Canton d'élection : *Saint-Julien-en-Genevois*

Jacquemard Charles



1864 Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie) - 1904 Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie)

Profession : Médecin

Dates de mandats : 1898 - 1904 (6 ans)

Sensibilité politique : Radical

Il est un protégé de César Duval, sénateur et conseiller général. Il est issu d'une famille "réactionnaire et cléricale". Une note du préfet précise : "A son arrivée dans le canton, le docteur Jacquemard, dont les attaches étaient plutôt réactionnaires, est venu à la République grâce à M. le Sénateur Duval ; son attitude est parfaitement nette depuis". François Périllat, dans ses *Silhouettes rimées* écrit à son sujet : "Sérieux dans la rue, un peu moins dans la chambre, / Il sourit à la vie et le sort lui sourit : / Volcan à peine éteint au milieu de décembre, / Ses rapports sont de feu quand le lilas fleurit : / Voit partout des abus qu'il voudrait qu'on flagelle, / La montre peccadille est un crime à ses yeux. / Amoureux des honneurs, il leur sera fidèle, / Car sans le faire voir, nul ne les méprise mieux".
Officier d'Académie.

Desjacques Frédéric, Joseph, Henri



1863 Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie) - 1928 Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie)

Profession : Substitut puis procureur à Thonon et enfin avocat

Dates de mandats : 1905 - 1922 (17 ans)

Sensibilité politique : Radical

Président de la commission départementale. Il porte un intérêt particulier aux questions agricoles. Président de la caisse de Crédit Agricole de la Haute-Savoie (1906). Membre des instances de la Fédération républicaine des groupements laïques et démocratiques.
Chevalier de la Légion d'honneur.

Canton d'élection : *Saint-Julien-en-Genevois*

Guilhermet Charles, Etienne, Marie



1869 Serrières (Ardèche) - 1938 Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie)

Profession : Il fait des études agricoles à Ecully, dans le Rhône, avant d'enseigner l'agriculture dans le Lot-et-Garonne et en Avignon. Il est appelé pour remettre en état le vignoble de Haute-Savoie et du Pays de Gex suite à l'épidémie de phylloxéra. Il devient ensuite professeur d'agriculture de l'arrondissement après avoir dispensé ses cours à l'école primaire supérieure de Saint-Julien-en-Genevois

Dates de mandats : 1922 - 1922

Sensibilité politique : Républicain Radical (1922)

Maire de Saint-Julien-en-Genevois (1911 - 1938)

Son élection au Conseil général est contestée par le député René Bartholoni. Il est alors mis en demeure, par le ministre, de choisir entre son poste d'enseignant et celui de conseiller général, sa profession étant jugée incompatible avec un mandat de conseiller général. Il démissionne. Délégué cantonal. Président de la Fédération républicaine des groupements laïques et démocratiques du département. Vice-président de la fédération Radicale-socialiste. Membre de la Franc-Maçonnerie. Président de la Société d'agriculture et secrétaire du Syndicat des fruitières.

Chevalier de la Légion d'honneur. Officier d'Académie et de l'Instruction publique. Commandeur du Mérite agricole. Palmes d'or de la Croix Rouge.

J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire économique, sociale et politique, 1875-1940*, Champ Vallon, 2 tomes, 1983.

Gondrand Albert



1869 Milan (Italie) - 1940 Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes)

Profession : Industriel, il est à la tête d'une très grosse fortune

Dates de mandats : 1922 - 1934 (12 ans)

Sensibilité politique : Républicain de gauche

Maire de Viry (1919 - 1930)

Très apprécié parce qu'il a "beaucoup donné aux œuvres charitables pendant la guerre".

Chevalier de la Légion d'honneur. Officier de l'Instruction publique.

Canton d'élection : Saint-Julien-en-Genevois

Martel Louis, Félix



1899 Thairy (Haute-Savoie) - 1961 La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études à l'Institut Florimont (Genève, Suisse) chez les Missionnaires de Saint-François-de-Sales et son droit à Lyon. Avocat, avant de prendre la succession de son père comme agent d'assurances

Dates de mandats : 1934 - 1940 ; 1945 - 1955 (21 ans)

Sensibilité politique : Parti Démocrate Populaire ; Mouvement Républicain Populaire

Président du Conseil général : 1945 - 1955

Vice-président du Conseil général : 1938 - 1940

Maire adjoint de Thairy (1935 - 1940) ; Député (1932 - 1940 ; 1945 - 1956)

Militant catholique, il est vice-président de l'Association Catholique de la Jeunesse Française pour l'arrondissement de Saint-Julien. Conseiller municipal de Thairy (1925-1953). En 1928, il est président de la Mutuelle Catholique de la Haute-Savoie, créée par l'Union Diocésaine des Hommes. En 1929, il joue un rôle important dans la création de la fédération haut-savoyarde du Parti Démocrate Populaire. En 1932, aux élections législatives, il bat Etienne Antonelli, son professeur à Lyon. En 1934, le sous-préfet prévoit son élection au Conseil général. Pour cette dernière, il s'était entendu avec les radicaux pour que la Fédération Démocrate et le comité d'Entente Républicaine (droite) ne présentent pas de candidat contre les radicaux, en échange de quoi les radicaux ne présenteraient pas de candidat à Saint-Julien-en-Genevois. En 1935, en tant que député, il dépose avec ses collègues Henri Clerc et Félix Braise, une proposition pour l'ouverture de pourparlers entre la France et l'Italie à propos de la réalisation d'un tunnel sous le Mont-Blanc. Il s'intéresse particulièrement à la question de la zone franche. Elu au premier tour aux élections législatives de 1936, il est secrétaire de l'Assemblée Nationale. Mobilisé en 1939, il est capitaine au 179^{ème} Bataillon Alpin de Forteresse, sous les ordres de Jean Clerc. Le 10 juillet 1940, il vote les pleins pouvoirs au maréchal Philippe Pétain. En 1941, il est membre de la Commission administrative, cependant, l'année suivante, il refuse de faire partie du Conseil départemental. Il entre dans la Résistance, auprès d'un de ses camarades de l'Association Catholique de la Jeunesse Française, François de Menthon. Sa maison de Thairy sert de relais pour la transmission des informations destinées à Allan Dulles, chef des Services secrets américains pour l'Europe : l'OSS. Il fait l'objet d'un ordre d'internement qui est détourné par Xavier Vallat, ancien des mouvements catholiques. Voilà pourquoi il reprend sa robe d'avocat en 1947 pour le défendre. A la Libération, sa déchéance est levée. Membre du Comité Départemental de Libération. Il participe à l'implantation du Mouvement Républicain Populaire. Il est élu aux assemblées constituantes (1945-1946). Questeur de l'Assemblée nationale. Par deux fois il refuse le portefeuille du tourisme. Vice-président de l'Assemblée des Présidents de Conseils généraux. En 1959, il est le seul élu de sa liste aux municipales à La Roche-sur-Foron, il démissionne aussitôt. Président du Conseil supérieur du tourisme, de l'Union nationale des syndicats d'initiative, du Comité pour le centenaire de l'Annexion, du Foyer Savoyard de Paris, de l'Union Mondiale des Savoyards. Lors d'un entretien avec Justinien Raymond, Louis Martel attribuait "en partie son succès à l'action en profondeur de la Jeunesse Agricole Catholique (JAC) qui avait préparé le terrain". En 1971, un monument est inauguré à Aix-les-Bains pour lui et Antoine Borrel.

Chevalier de la Légion d'honneur.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire économique, sociale et politique, 1875-1940*, Champ Vallon, 2 tomes, 1983 ; J.-C. Delbreil, *Centrisme et démocratie chrétienne en France. Le Parti démocrate populaire des origines au M.R.P., 1919-1944*, 1990 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Saint-Julien-en-Genevois

Pissard Jean-Claude



1914 Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie) - 1996 Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie)

Profession : Notaire

Dates de mandats : 1955 - 1979 (24 ans)

Sensibilité politique : Indépendant

Maire de Saint-Julien-en-Genevois (1947 - 1971)

Il est l'arrière-petit-fils d'Hyppolite Pissard, premier conseiller général de Cruseilles et député. Ancien combattant 1939-1945, il s'est engagé dans la Résistance. Conseiller municipal de Saint-Julien-en-Genevois en 1944. Secrétaire et rapporteur du budget au Conseil général. En tant que maire, il reçoit le général Charles de Gaulle en 1960. Deux ans plus tôt, il était démissionnaire de la mairie car il était en désaccord avec l'administration au sujet des zones franches. Chevalier du Mérite civil. Officier d'Académie.

Maurel Gaston, Joseph



1926 Utelle (Alpes-Maritimes) - 1998 Monnetier-Mornex (Haute-Savoie)

Profession : Chercheur à l'Institut Battelle. Fonctionnaire international. Membre de la délégation permanente de la Commission des communautés européennes auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève

Dates de mandats : 1979 - 1998 (19 ans)

Sensibilité politique : Sans étiquette, Parti Socialiste (1979)

Vice-président du Conseil général : 1994 - 1998

Conseiller municipal d'Archamps (1971-1983). Ancien militant Mouvement Républicain Populaire, il adhère au Parti Socialiste en 1973. Directeur du Centre d'Information des Organisations Catholiques Internationales à Genève.

Chevalier des Palmes académiques.

Canton d'élection : Saint-Julien-en-Genevois

Etallaz Georges



1949 Décines (Rhône) -

Profession : Maître d'œuvre

Dates de mandats : 1998 - 2011 (13 ans)

Sensibilité politique : Indépendant, Divers droite (2004)

Maire adjoint de Collonges-sous-Salève (1983 - 1986), maire de Collonges-sous-Salève (1986 - 2008 ; 2014 - en cours)

Conseiller municipal de Collonges-sous-Salève. Vice-président de la Communauté de communes du Genevois. Président d'honneur du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement.

Vielliar Antoine



1971 Genève (Suisse) -

Profession : Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris, diplômé en mathématiques appliquées. Cadre commercial chez Procter&Gamble.

Dates de mandats : 2011 - en cours

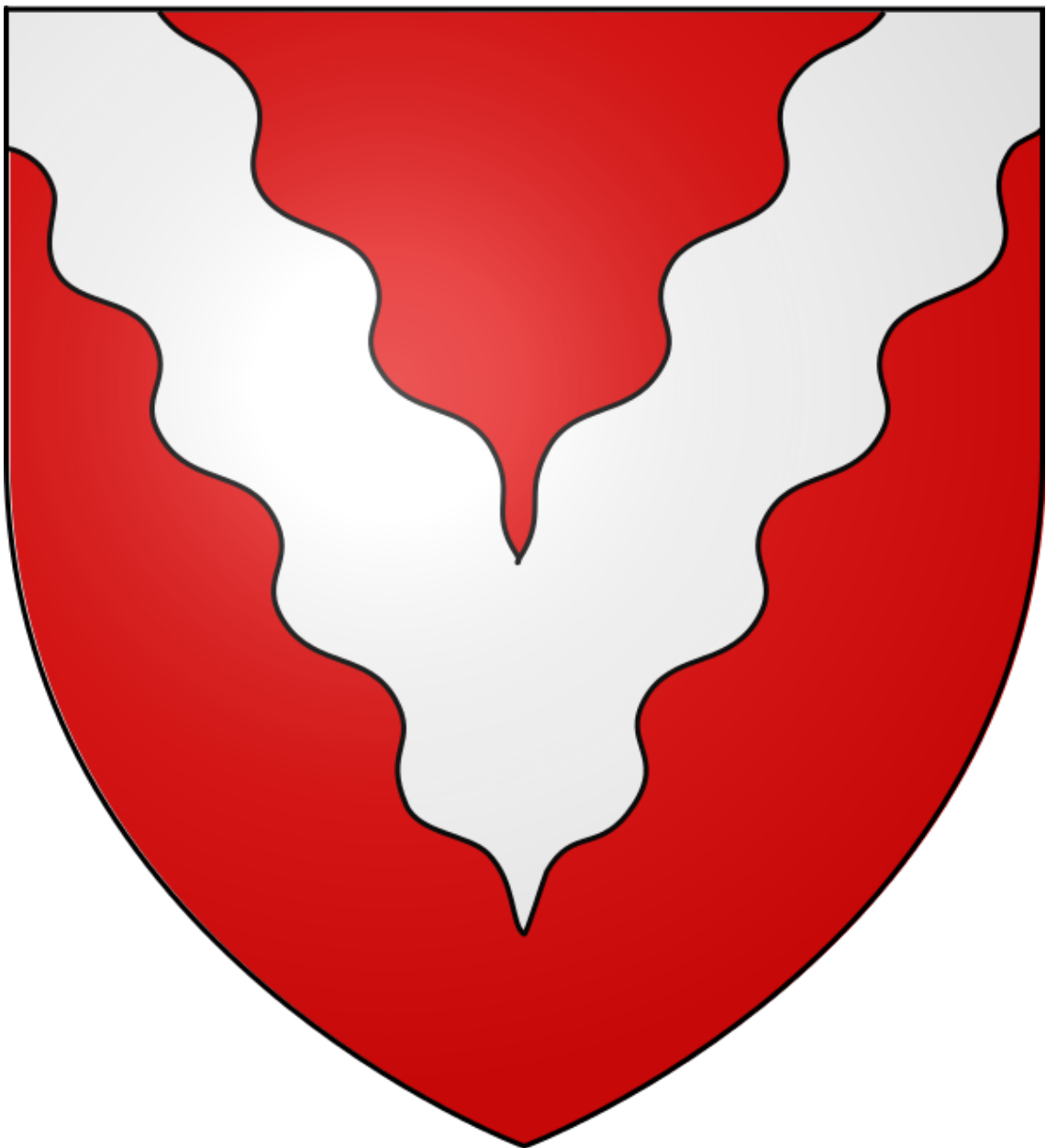
Sensibilité politique : Centre

Maire de Saint-Julien-en-Genevois (2014 - en cours)

Conseiller municipal de Saint-Julien-en-Genevois (2008-2014). Délégué de la Communauté de Communes du Genevois à l'Association Régionale de Coopération du Genevois (l'ARC), entité fédérative des communes de tout le Genevois français. Il en est actuellement vice-président. Il est élu à la mairie de Saint-Julien-en-Genevois en mars 2014.



Canton de SALLANCHES



Canton d'élection : Sallanches

Crottet Joseph, Auguste



1807 Sallanches (Haute-Savoie) - 1876 Sallanches (Haute-Savoie)

Profession : Notaire

Dates de mandats : 1861 - 1867 (6 ans)

Sensibilité politique : Conservateur

Vice-syndic puis syndic de Sallanches (1859)

Ses revenus sont estimés à 3000 francs. Secrétaire de la congrégation de la charité.

Bardel Jacques, Alfred



1830 Sallanches (Haute-Savoie) - 1899 Sallanches (Haute-Savoie)

Profession : Docteur en droit civil et en droit canonique de l'université de Turin. Avocat. Juge de paix

Dates de mandats : 1867 - 1871 (4 ans)

Sensibilité politique : Nuance libérale (1867)

Maire provisoire de Sallanches (23 septembre 1870 - 7 octobre 1870)

Neutralité de l'administration à propos de ce candidat. Conseiller provincial. Conseiller municipal de Sallanches (1874-1876 ; 1882-1899). Il est le frère de Philibert Bardel, conseiller général du canton de Sallanches en 1889 et le père de Philibert Bardel qui sera conseiller général du canton de Sallanches en 1919.

G. Chevallier ; T. Davoine-Bardel, "Jacques Bardel ou comment perdre la notabilité puis la recouvrer", dans *Notables et notabilité dans les pays de Savoie. Actes du XXXIIe congrès des sociétés savantes de Savoie*, Moûtiers, 1990, p. 273-280.

Canton d'élection : Sallanches

Curral Claude, **Alexandre**



1821 Sallanches (Haute-Savoie) - 1884 Sallanches (Haute-Savoie)

Profession : Notaire. Secrétaire de mairie

Dates de mandats : 1871 - 1877 (6 ans)

Sensibilité politique : Libéral

Maire de Sallanches (1865 - 1869 ; 1876 - 1878), conseiller d'arrondissement (1870 - 1871)

Secrétaire du conseil d'arrondissement. Conseiller municipal de Sallanches (1865-1870 ; 1874-1878). En 1871, il est élu parce qu'il a réuni "sur son nom toutes les voix des diverses nuances du parti conservateur". Il est le père d'Hippolyte Curral qui sera sénateur de 1925 à 1935.

Brèches Claudius, **Antoine**



1839 Megève (Haute-Savoie) - 1906 Sallanches (Haute-Savoie)

Profession : Notaire

Dates de mandats : 1877 - 1889 (12 ans)

Sensibilité politique : Conservateur ; Républicain modéré (1889)

Conseiller d'arrondissement (1874 - 1877)

Conseiller municipal de Sallanches (1878-1881; 1882-1888). Successeur de Maître Crottet, son beau-père et de Maître Bonnefoy.

Canton d'élection : Sallanches

Bardel Philibert, Marie



1832 Sallanches (Haute-Savoie) - 1914 Sallanches (Haute-Savoie)

Profession : Pharmacien

Dates de mandats : 1889 - 1895 (6 ans)

Sensibilité politique : Réactionnaire (1889)

Maire adjoint de Sallanches (1878), maire de Sallanches (1878 - 1882)

Apparenté par alliance à Joseph Bonnefoy qui le bat en 1895. Conseiller municipal de Sallanches (1865-1870 ; 1888-1892). En 1882, il démissionne avec l'ensemble du conseil municipal suite à une division née par rapport à la création d'une école primaire supérieure de garçons. Il est le frère de Jacques Bardel, conseiller général du canton de Sallanches.

Bonnefoy Joseph, Edmond



1852 Sallanches (Haute-Savoie) - 1937 Sallanches (Haute-Savoie)

Profession : Médecin

Dates de mandats : 1895 - 1907 (12 ans)

Sensibilité politique : Réactionnaire (1895) ; Républicain (1901)

Maire de Sallanches (1892 - 1896 ; 1907 - 1912), conseiller d'arrondissement (1892 - 1895)

Vice-président de la commission des hospices d'Annecy. Médecin-chef de l'hôpital de Sallanches. Il prodigue des "soins assidus et désintéressés". Au cours de la Grande Guerre, "il s'est trouvé presque seul pour assurer le service pénible des cantons de Sallanches, Saint-Gervais et Chamonix et au cours de l'épidémie de grippe (espagnole) il est demeuré seul pour lutter contre le fléau". Médecin de la brigade de gendarmerie. Il est le beau-frère de Philibert Bardel, conseiller général de Sallanches. En 1895, il est considéré comme "réactionnaire".

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 3 août 1922). Officier d'Académie et de l'Instruction publique.

Canton d'élection : Sallanches

Challamel Jules, Marie, Emile



1853 Paris (Seine) - 1927 Paris (Seine)

Profession : Docteur en droit. Avocat à la Cour d'Appel de Paris. Lauréat de la Faculté, secrétaire de la conférence du stage, secrétaire de la Société de législation comparée

Dates de mandats : 1907 - 1913 (6 ans)

Sensibilité politique : Réactionnaire

Membre de la commission extraparlamentaire du cadastre. Il est l'un des fondateurs de l'Alliance Catholique Savoisiennne. En mai 1905, il est vice-président de la Société philanthropique, puis président en 1908. Il espère ainsi pouvoir "neutraliser" cette société laïque. Fondateur en 1907 de la *Savoie républicaine* pour "contrebalancer la presse de gauche" qui se développe parmi les Savoyards de Paris. En juillet 1910, ce journal devient le *Réveil Savoyard*. Passant de l'Action Libérale à l'Action Française, il est souvent interpellé par les républicains lors de séances au Conseil général qui lui demandent s'il parle au nom de ses administrés ou au nom du duc d'Orléans. Il rédige le livre d'or des militants d'Action française morts pour la France.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 10 janvier 1894).

C. Sorrel, *Dictionnaire du monde religieux de la France contemporaine*, tome 8, La Savoie, Beauchesne, 1996 ; M. Juppé, *L'action française en Savoie*, Université de Savoie, mémoire de master 1, 2006.

Berthollet Hippolyte, Louis



1881 Sallanches (Haute-Savoie) - 1966 Sallanches (Haute-Savoie)

Profession : Médecin. Il obtient son doctorat le 17 juillet 1906. Juge suppléant.

Dates de mandats : 1913 - 1919 (6 ans)

Sensibilité politique : Républicain de gauche (1913) ; Radical-Socialiste

Maire de Sallanches (1912 - 1919 ; 1930 - 1941 ; 1944 - 1947)

Il s'installe à Sallanches en octobre 1906 après avoir vécu à Paris pendant ses études. En 1913, il est élu grâce aux votes des réactionnaires. Il participe à la Grande Guerre, comme médecin-major de 2^e classe. Il est affecté au corps expéditionnaire d'Orient (19 mars-14 novembre 1915). De retour il est affecté à Lyon, avant de retrouver l'armée d'Orient. Blessé à deux reprises. En séances, au Conseil général, il soutient la majorité de gauche. Devenu Radical-socialiste, il devient vice-président de la fédération départementale. Il est interdit de séjour à Sallanches, en janvier 1942, parce qu'il est soupçonné d'être "gaulliste notoire".

Officier de la Légion d'honneur (décret du 10 décembre 1933). Croix de guerre 1914-1918 ; 5 citations.

Canton d'élection : Sallanches

Bardel Philibert, Jean, Jacques



1880 Sallanches (Haute-Savoie) - 1948 Sallanches (Haute-Savoie)

Profession : Banquier et négociant en bois

Dates de mandats : 1919 - 1937 (18 ans)

Sensibilité politique : Modéré ; Conservateur (1925) ; Républicain Union Républicaine et Démocratique (1928)

Délégué dans les fonctions de maire de Sallanches (1941 - 1943)

Conseiller municipal de Sallanches (1908-1919 ; 1925-1931 ; 1943-1944). Engagé volontaire en 1914. Il est le fils de Jacques Bardel, ancien conseiller général du canton de Sallanches. Chevalier des Palmes académiques.

Exertier Marius, Jules



1892 Chambéry (Savoie) - 1971 Grenoble (Isère)

Profession : Clerc à Chambéry, puis notaire à Sallanches

Dates de mandats : 1937 - 1940 (3 ans)

Sensibilité politique : Union Républicaine et Démocratique

Maire adjoint de Sallanches

Conseiller municipal de Sallanches (1935). Il achète une étude à Grenoble. Président des savoyards de la ville. Lieutenant de réserve.

Croix de guerre 1914-1918.

Canton d'élection : Sallanches

Ponchaud Léon, Philippe



1899 Sallanches (Haute-Savoie) - 1994 Sallanches (Haute-Savoie)

Profession : Bourrelier, cultivateur
Dates de mandats : 1945 - 1951 (6 ans)
Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire

Conseiller municipal de Sallanches de 1944 à 1965. Carillonneur pendant quarante-six ans. Père d'une famille de douze enfants.
Chevalier du Mérite agricole.

Feige Charles, Irénée



1892 Megève (Haute-Savoie) - 1955 Megève (Haute-Savoie)

Profession : Agriculteur. Représentant de commerce, comptable
Dates de mandats : 1951 - 1955 (4 ans)
Sensibilité politique : Républicain indépendant
Maire de Megève (1930 - 1944 ; 1953 - 1955)

Conseiller municipal de Megève. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il est arrêté quelques jours par les Allemands. En 1947, il est élu maire mais refuse la charge. Délégué départemental du Comité national des chevaux et mulets. Président du syndicat hippique. Directeur du téléphérique de Rochebrune.

Médaille militaire. Croix de guerre 1914-1918.

Canton d'élection : Sallanches

Mollard André, Henri



1909 Les Contamines (Haute-Savoie) - 1973 Megève (Haute-Savoie)

Profession : Moniteur de ski, guide puis négociant en spiritueux

Dates de mandats : 1955 - 1974 (19 ans)

Sensibilité politique : Indépendant

Maire adjoint de Megève (1953), maire de Megève (1955 - 1966)

Conseiller municipal de Megève (1945-1953). Il met en place puis préside l'Association Touristique Départementale (1961-1974). Il a été vice-président du Comité régional du tourisme. Membre du conseil économique et social régional.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Le Bescond Gilbert



1926 Carhaix (Finistère) - 2010 Annecy-le-Vieux (Haute-Savoie)

Profession : Hôtelier

Dates de mandats : 1974 - 1982 (8 ans)

Sensibilité politique : Républicain Indépendant ; Rassemblement Pour la République

Maire adjoint de Megève (1965), maire de Megève (1966 - 1977), conseiller régional désigné (1976-1977)

Conseiller municipal de Megève. En tant que maire de Megève, il est à l'origine de la création du palais des sports, du groupe scolaire, du collège ou encore de la maison du tourisme. Vice-président de la fédération hôtelière Fédération Autonome Générale de l'Industrie Hôtelière Touristique.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite. Chevalier du Mérite agricole.

Canton d'élection : Sallanches

Grévy Alain



1940 Pessan (Gers) -

Profession : Chirurgien

Dates de mandats : 1982 - 2008 (26 ans)

Sensibilité politique : Rassemblement Pour la République

Vice-président du Conseil général : 1992 - 1994

Apparenté à Jules Grévy. Conseiller municipal de Megève (1995-2001). Vice-président de l'Assemblée départementale chargée du tourisme, du sport et de la jeunesse.

Morand Georges



1950 Sallanches (Haute-Savoie) -

Profession : Commerçant, moniteur de ski

Dates de mandats : 2008 - en cours

Sensibilité politique : Divers droite

Maire de Sallanches (2001 - en cours)

Président du Syndicat intercommunal d'Assainissement du Bassin de Sallanches. Président du Conseil de Surveillance des Hôpitaux du Mont-Blanc. Elu en 2014, président de la communauté de communes du Pays du Mont-Blanc.



Canton de SAMOËNS



Canton d'élection : Samoëns

Depoisier Michel, Louis, Jean



1798 Samoëns (Haute-Savoie) - 1862 Samoëns (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études de médecine à Turin. Médecin

Dates de mandats : 1861 - 1861 (0 an)

Sensibilité politique : Conservateur

Maire de Samoëns (1860 - 1861)

Le 13 décembre 1861, il adresse une lettre de démission au préfet, dans laquelle il se plaint "de ce qu'il n'a rien pu obtenir pour son canton et de ce que les promesses qu'on lui a faites n'ont pas été suivies d'exécutions". "Il ne veut pas que l'exercice de son mandat soit stérile pour le canton qu'il représente". Officiellement sa démission est justifiée par une incompatibilité entre sa fonction et l'exercice de sa profession.

Perret François, Joseph dit Hippolyte



1831 Chassagne (Côte d'Or) - 1919 Paris (Seine)

Profession : Auditeur au Conseil d'Etat. Il est détaché au cabinet du ministre de l'Intérieur pour un an puis est maître des requêtes (1865). Commissaire du gouvernement (1869)

Dates de mandats : 1862 - 1880 (18 ans)

Sensibilité politique : Candidat de l'administration, libéral (1870)

Vice-président du Conseil général : 1868 - 1869

Maire de Samoëns (1871 - 1872)

Son père est originaire du canton de Samoëns où il possède encore des biens. Son beau-père est le sénateur Barthe, également premier président de la Cour des Comptes. Après la chute de l'Empire, il est écarté, mais sa réintégration a lieu en 1872 et finalement il démissionne en 1876. Après son départ du Conseil d'Etat, il devient président du conseil de surveillance de la société des mines de Blanzay, société fondée par son grand-père. Le 12 avril 1862, il adresse un courrier au préfet pour lui demander de remplacer Michel Depoisier. Nommé maire de Samoëns, il ne reste qu'une année puisque ses activités parisiennes l'occupent beaucoup. Fondateur des écoles libres de Samoëns. En 1874, le préfet écrit que Hippolyte Perret exerce "par son caractère, ses talents et son mérite une influence considérable au sein du Conseil général et lui rend d'incontestables et d'incontestés services". C'était autour de lui que se ralliait le petit groupe de sept conservateurs résolus qui étaient un peu isolés dans le Conseil général. Officier de la Légion d'honneur.

Orsat Léon



1849 Samoëns (Haute-Savoie) - 1897 Ayze (Haute-Savoie)

Profession : Il effectue ses études au petit séminaire de La Roche-sur-Foron puis au collège de Bonneville et enfin au collège chappuisien à Annecy. Il rejoint ensuite l'université de Paris, où il est licencié en droit. Substitut (1870 - 1871). Avocat. Bâtonnier.

Dates de mandats : 1880 - 1897 (17 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Député (1891 - 1897)

En 1869, il soutient la candidature de Jules Favre à Bonneville, et l'année suivante il appelle à voter contre le plébiscite. C'est à la chute de l'Empire qu'il entre dans la magistrature. Il est alors nommé substitut mais l'année suivante (1871) il démissionne pour s'inscrire au barreau de Bonneville. Il se fait connaître en plaidant des affaires politiques et de presse. Candidat, sans succès, au conseil d'arrondissement en 1874. Conseiller municipal de Bonneville (1874-1883), alors que dès 1877, c'est son parent Constant Orsat, conseiller général de Chamonix, qui est maire de Bonneville. A l'occasion du centenaire de la Révolution Française, il propose l'idée de créer un asile départemental pour les incurables et les vieillards. Il sera construit à Reignier. Membre du conseil départemental de l'Instruction publique, il intervient dans les questions du classement et du traitement des instituteurs. Délégué cantonal. Membre du conseil académique. C'est la mort d'Albert Ducroz qui lui permet d'accéder au Palais Bourbon à l'occasion d'une élection partielle. Il a pour concurrent Jules Payot, conseiller général de Chamonix. Dans le cas présent, "le conflit traduit avant tout la rivalité entre la basse vallée de l'Arve où la famille Orsat a ses racines, à Bonneville, et la haute vallée dont Payot défend les intérêts. Mais il se double d'une opposition politique et sociale. Payot, issu d'une famille d'artisans-paysans, est en effet perçu comme plus radical qu'Orsat". Franc-maçon, c'est en 1892, qu'il est initié dans la loge "L'Allobrogie". En 1893, lors des élections législatives il est élu sans concurrent, comme l'année précédente au Conseil général. Au Palais Bourbon, Léon Orsat s'intéresse particulièrement aux dossiers concernant les mesures financières d'intérêt local, en même temps qu'il se préoccupe des questions relatives à son arrondissement, celui de Bonneville. Il porte un intérêt particulier à la catastrophe de Saint-Gervais-les-Bains, qui dans la nuit du 12 au 13 juillet 1892 cause la mort de plus de deux cent personnes. Il se préoccupe également de la construction d'une ligne de chemin de fer dans la vallée de Chamonix. Il est le frère de Gustave Orsat, qui prend sa succession au Conseil général.

Chevalier de la Légion d'honneur. Officier d'Académie.

J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire sociale, économique et politique*, Champ Vallon, 2 tomes, 1983 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Samoëns

Orsat Gustave, Constant



1847 Samoëns (Haute-Savoie) - 1918 Bonneville (Haute-Savoie)

Profession : Juge de paix. Avoué

Dates de mandats : 1898 - 1910 (12 ans)

Sensibilité politique : Républicain ; Républicain de gauche (1904)

Vice-président du Conseil général : 1910

Il est le frère de Léon Orsat, dont il prend la succession au Conseil général. Il se présente, au départ, juste pour faire l'intérim à la mort de son frère mais il est réélu en juillet 1898. Membre de la commission départementale. Conseiller municipal de Bonneville (1892-1904). En 1910, après avoir annoncé son retrait, il se présente finalement mais est battu.
Officier d'Académie.

Pasquier Polycarpe



1866 Samoëns (Haute-Savoie) - 1931 Samoëns (Haute-Savoie)

Profession : Scieur et négociant en bois

Dates de mandats : 1910 - 1927 (17 ans)

Sensibilité politique : Radical-socialiste

Conseiller municipal de Samoëns (1892-1925). Il est réélu sans opposition. Il démissionne pour raisons de santé.
Officier d'Académie.

Canton d'élection : Samoëns

Jaÿ Georges, François



1878 Samoëns (Haute-Savoie) - 1948 Samoëns (Haute-Savoie)

Profession : Hôtelier puis géomètre

Dates de mandats : 1927 - 1940 ; 1945 - 1948 (16 ans)

Sensibilité politique : Radical socialiste

Maire adjoint de Samoëns (1919 - 1925), maire de Samoëns (1925 - 1929), conseiller d'arrondissement (1925 - 1927)

Ancien combattant 1914-1918. Conseiller municipal en 1912. Réélu sans opposition en 1928 et 1934. Doyen d'âge du Conseil général en 1948.

Chevalier des Palmes académiques. Croix de guerre 1914-1918, 1 citation.

Rannaud François



1896 Sixt-Fer-à-Cheval (Haute-Savoie) - 1965 Sixt-Fer-à-Cheval (Haute-Savoie)

Profession : Exploitant forestier, marchand de bois

Dates de mandats : 1949 - 1955 (6 ans)

Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire

Maire adjoint de Sixt-Fer-à-Cheval (1935), maire de Sixt-Fer-à-Cheval (1942 - 1959)

Conseiller municipal de Sixt. En 1942, il est délégué dans les fonctions de maire.

Chevalier du Mérite agricole.

Canton d'élection : Samoëns

Larroudé Jean



1895 Paris (Seine) - 1983 Paris (Seine)

Profession : Administrateur civil, chef de bureau à l'administration centrale des finances

Dates de mandats : 1955 - 1961 (6 ans)

Sensibilité politique : Républicain indépendant

Président du Foyer Savoyard de Paris, de l'Union Mondiale des Savoyards, de l'Association Philanthropique et de l'Harmonie Savoisiennne de Paris. De part ses fonctions de caissier général à la Banque de France, il signe les billets de banque. Sur les professions de foi, on le trouve sous le prénom de Jean-Félix.

Chevalier de la Légion d'honneur. Chevalier de l'Ordre national du Mérite. Croix de guerre 1914-1918. Croix de guerre 1939-1945. Chevalier des Palmes académiques.

Malgrand Adelin



1921 Mieussy (Haute-Savoie) - 2012 Marignier (Haute-Savoie)

Profession : Professeur d'enseignement agricole

Dates de mandats : 1961 - 1998 (37 ans)

Sensibilité politique : Socialiste indépendant puis Union pour la Démocratie Française

Vice-président du Conseil général : 1982 - 1988

Adjoint au maire de Samoëns (1960), maire de Samoëns (1971 - 1989 ; 1995 - 2001), conseiller régional (désigné 1973 - 1986 ; élu 1986 - 1992)

En 1964, il est nommé membre de la commission du tourisme social du Conseil supérieur du tourisme. Vice-président du Conseil régional en 1988 et président de la commission Sports et tourisme. Président de l'association des maires, adjoints et conseillers généraux (1981-1983), de la Maison de Savoie, de l'Association touristique départementale (1974-1992), du comité de rénovation rurale du Haut-Giffre, de la caisse locale du Crédit Agricole mutuel. En tant que maire, il participe à la création d'une régie municipale en 1971 pour l'exploitation du domaine skiable. Président d'honneur du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement de la Haute-Savoie (1971-1998).

Chevalier de l'Ordre national du Mérite. Chevalier des Palmes académiques. Officier du Mérite agricole.

A. Malgrand, *L'adaptation d'une haute vallée à l'économie moderne*, 1986 / -, "Agriculture et tourisme. Exemple d'une commune de montagne : Samoëns en Haute-Savoie", *Bulletin Technique d'Information des Ingénieurs des Services Agricoles*.

Canton d'élection : Samoëns

Mogenet François



1942 Samoëns (Haute-Savoie) -

Profession : Agriculteur retraité

Dates de mandats : 1998 - en cours

Sensibilité politique : Union pour la Démocratie Française, divers droite (2011)

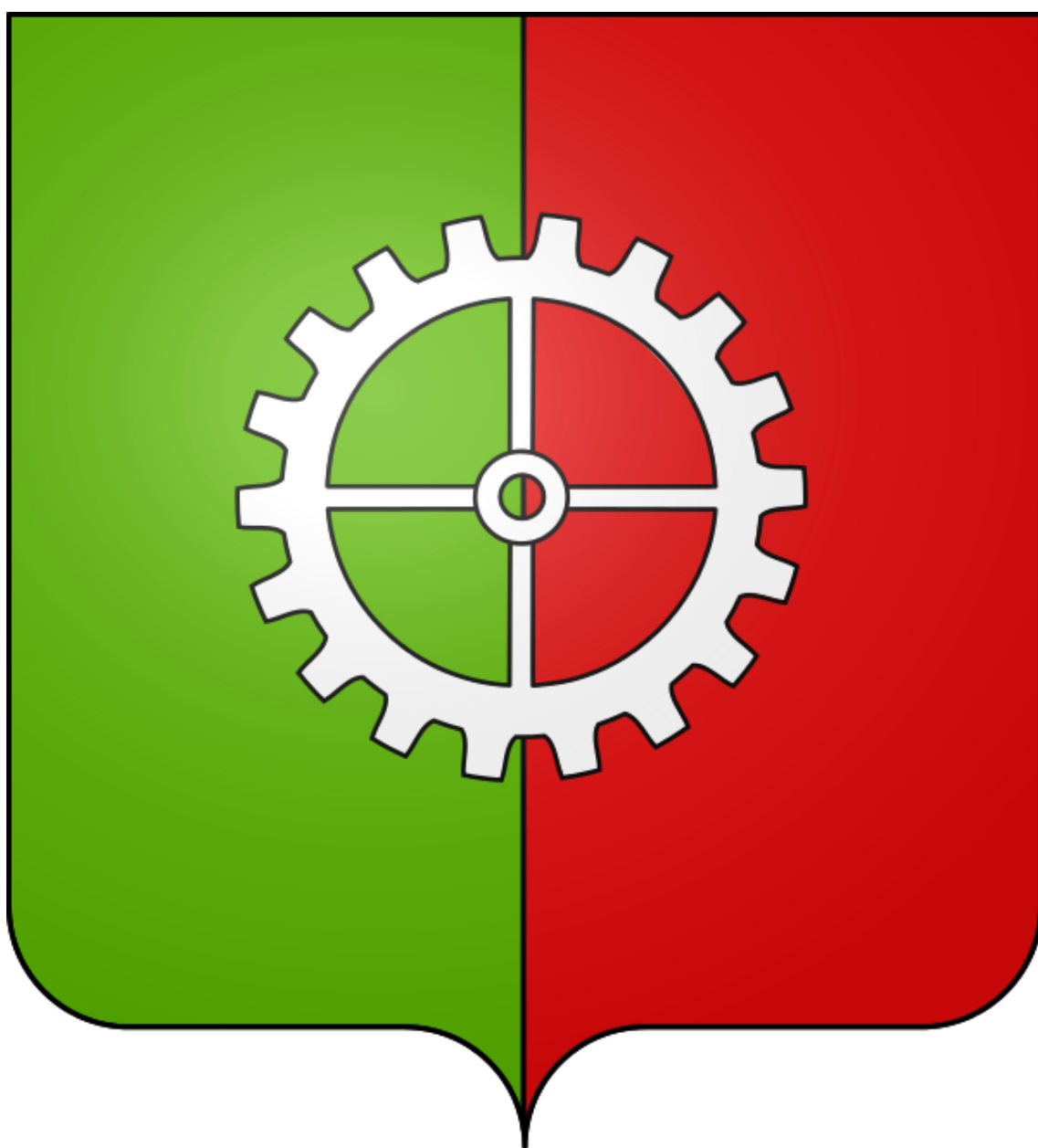
Vice-président du Conseil général : 2011 - en cours

Maire adjoint de Samoëns (2001 - 2008) ; maire de Samoëns (1989 - 1995)

A été membre du comité du bassin Rhône-Méditerranée de l'agence de l'eau. Président de la marque Savoie. Membre du conseil d'administration d'Asters, conservatoire d'espaces naturels. Officier du Mérite agricole.



Canton de SCIONZIER



Canton d'élection : Scionzier

Allamand René



1934 Scionzier (Haute-Savoie) - 1985 Chamonix (Haute-Savoie)

Profession : Entrepreneur en décolletage

Dates de mandats : 1973 - 1985 (12 ans)

Sensibilité politique : Sans étiquette (1982), modéré favorable à la majorité

Conseiller régional désigné (1977 - 1982)

Conseiller municipal de Scionzier en 1971. Il est le premier conseiller général du nouveau canton de Scionzier. Ancien combattant d'Afrique Française du Nord. Président du club de football.

Pralon-Bouvier René, Elie



1922 Marnaz (Haute-Savoie) - 2014 Thyez (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études à l'école nationale d'horlogerie de Cluses. Artisan décolleteur

Dates de mandats : 1985 - 2001 (16 ans)

Sensibilité politique : Union pour la Démocratie Française (1988), divers droite (1994)

Maire adjoint de Marnaz (1971), maire de Marnaz (1977 - 1995)

Conseiller municipal de Marnaz en 1965. Doyen d'âge du Conseil général en 1998, c'est lui qui ouvre la session du 27 mars, dans laquelle il déclare : "Je salue l'arrivée parmi nous d'une deuxième dame, Mme Yvette Martinet, qui avec Françoise Camusso représenteront le charme de notre Assemblée. Petit à petit elles grignotent les sièges et ce n'est pas plus mal".

Canton d'élection : Scionzier

Gradel Maurice



1944 Cluses (Haute-Savoie) -

Profession : Décolleteur. A 25 ans, il crée son entreprise. Il reste dans l'industrie de 1965 à 1995

Dates de mandats : 2001 - en cours

Sensibilité politique : Indépendant

Maire de Scionzier (1995 - en cours)

Il effectue son service militaire en Algérie de 1963 à 1965. Vice-président du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples de la région de Cluses (1995-2008). Vice-président de l'intercommunalité Communauté de Communes Cluses Arve et Montagne (2CCAM) (2013-en cours).



Canton de SEYNOD



Canton d'élection : Seynod

Camusso (née Dufour) Françoise



1944 La Corbière (Haute-Saône) -

Profession : Elle débute ses études à Belfort avant de rejoindre l'Algérie où son père est en poste, puis Toulon où elle suit une formation en droit et en éducation spécialisée. Son premier poste d'éducatrice spécialisée sera à Toulon

Dates de mandats : 1991 - en cours

Sensibilité politique : Union pour la Démocratie Française - Centre des Démocrates Sociaux, Union pour un Mouvement Populaire

Vice-président du Conseil général : 2004 - en cours

Maire adjointe de Seynod (1983-2001), maire de Seynod (2001 - en cours)

Elle est la première femme élue au Conseil général de Haute-Savoie. A son arrivée en Haute-Savoie elle s'investit dans des associations et c'est avec Max Decarre, alors maire de Seynod et conseiller général, qu'elle débute sa vie politique. En effet, ce dernier lui demande de créer une Maison des Jeunes et de la Culture. Elle est ensuite rapidement élue présidente de cette Maison des Jeunes et de la Culture. Ayant été active dans la vie sociale et citoyenne de Seynod, c'est Jacques Besson, qui en 1983 l'invite à rejoindre son équipe municipale, où elle est en charge du sport et de la jeunesse. Présidente du Syndicat Intercommunal pour la Protection et l'Aménagement du Semnoz. Secrétaire départementale de l'Union pour la Démocratie Française (1995-1997). Suppléante du député Lionel Tardy.

Chevalier de la Légion d'honneur. Chevalier de l'Ordre national du Mérite.



Canton de SEYSSEL



Canton d'élection : Seyssel

Lassalle Jean-Louis



1826 Seyssel (Haute-Savoie) - 1884 Seyssel (Haute-Savoie)

Profession : Propriétaire. Négociant, industriel

Dates de mandats : 1861 - 1870 (9 ans)

Sensibilité politique : Bonapartiste

Syndic (1859) puis maire de Seyssel (1860 - 1870 ; 1871 - 1874 ; 1877), conseiller d'arrondissement (1861 - 1870)

Capitaine de la Garde Nationale en 1857-1858. Dévoué au gouvernement de l'Empereur. En 1870, il démissionne de son poste de maire par mécontentement de son échec aux cantonales. Conseiller municipal de Seyssel (1857 ; 1874-1878). Hippolyte Pissard écrit au préfet : "En perdant M. Lassalle, le Conseil général perd un homme laborieux, rompu aux affaires, conciliant et modeste. Il était cordialement et sincèrement dévoué au gouvernement. Sa conduite dans toutes les occasions a été parfaite, j'en sais quelque chose pour le vote du plébiscite. Il faut vraiment que les populations aient été aveuglées pour le remplacer par M. de Lavenay."

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 15 août 1868).

Lavenay (de) Camille



1828 Desingy (Haute-Savoie) - 1901 Pringy (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études de médecine à Turin. Médecin

Dates de mandats : 1870 - 1895 (25 ans)

Sensibilité politique : Libéral-démocrate (1886), Républicain modéré

Maire adjoint (1860), maire de Desingy (1875 - 1901), conseiller d'arrondissement (1861 - 1870)

Membre de la commission départementale, il en devient président. Devenu spécialiste dans les affaires vicinales, il réussit, grâce à des talents de négociateur, à obtenir des cessions gratuites de terrains. Secrétaire du conseil d'arrondissement. Il a donné des soins gratuits aux habitants de Seyssel, Bassy, Desingy lors de l'épidémie de choléra (août-septembre 1855). Médecin inspecteur de la protection des enfants et du premier âge. En 1889, le sous-préfet de Saint-Julien s'adressant au préfet écrit : "M. Delavenay [*sic*], conseiller général du canton de Seyssel, trouverait le fardeau trop lourd et songerait à présenter pour le remplacer M. Duval, député. Celui-ci n'acceptera aucune candidature et M. Delavenay continuera à remplir des fonctions qui lui ont acquis des sympathies presque unanimes".

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 19 décembre 1882). Chevalier du Mérite agricole.

Duval César, Joseph



1841 Saint-Julien (Haute-Savoie) - 1910 Collonges-sous-Salève (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études à Lyon et Paris. Pharmacien

Dates de mandats : 1895 - 1910 (15 ans)

Sensibilité politique : Républicain (1895)

Président du Conseil général : 1905 - 1910

Maire de Saint-Julien-en-Genevois (1881 - 1896), député (1883 - 1898), sénateur (1898 - 1910)

En 1870, il est membre du comité municipal qui a été désigné par une assemblée populaire. Il se porte volontaire pour se rendre à Langres et apporter aux Mobiles savoyards des vêtements et de l'argent. Selon ses propos, il aurait reculé au dernier moment en raison de l'encerclement de la ville alors que le sous-préfet de Langres dit que l'encerclement est très lâche et permet des liaisons avec l'extérieur. De janvier à mars 1871, il est aide-major du 2^{ème} bataillon de la 3^{ème} Légion de la Garde nationale mobilisée de Haute-Savoie. Un télégramme adressé à Versailles, sans doute en mai 1871 rappelle qu'un "sieur Duval, pharmacien rédacteur du journal *La Zone* journal séparatiste et radical de Saint-Julien (Haute Savoie) est parti clandestinement pour Paris". Conseiller municipal de Saint-Julien-en-Genevois. En 1873, il est considéré comme "tête du parti radical". Il est un défenseur de la zone franche. Il développe également les sociétés mutualistes. Amateur d'histoire, il publie de nombreux travaux, seul ou avec son ami André Folliet. Délégué cantonal. Franc-Maçon de la loge genevoise "La Fraternité". En tant que sénateur, il vote pour les crédits au Tonkin et il est favorable à la politique de Jules Ferry. Il fut membre des commissions des chemins de fer, des douanes, du régime des boissons. En 1884, il dépose avec ses collègues savoyards André Folliet, Jules Philippe et Albert Ducroz, un projet de loi sur le régime des boissons. L'année suivante, il prend la parole à propos du projet de loi organique militaire. Il est favorable aux poursuites contre le général Boulanger. En 1890, il dépose un rapport sur "la proposition de loi relative à l'exercice de la pharmacie, sur la proposition de loi portant réglementation de la préparation, du dépôt et de la délivrance des médicaments dans les dispensaires, hospices et autres établissements de l'Assistance publique". En 1891, il intervient sur une proposition de loi relative à l'Ecole d'Horlogerie de Cluses. Intervenant dans diverses discussions relatives à des projets de loi, il participe notamment à ce qui est relatif au tracé de la frontière douanière de la France en Savoie (1899). L'année suivante, il intervient par rapport à un projet de loi approuvant une convention entre la France et la Suisse. En matière fiscale, il participe aux débats relatifs à la modification du régime fiscal des successions, donations et ventes de meubles (1900) et à ceux d'un projet de loi sur les contributions directes et taxes y assimilées (1901). En 1905, il intervient dans les discussions relatives à la proposition de loi visant à modifier le recrutement militaire. En 1906, à la suite de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, il interpelle le Gouvernement sur l'application de la loi dans la commune de Saint-Gingolph qui se partage entre la France et la Suisse administrativement mais qui religieusement dépend du diocèse d'Annecy. Lors des législatives ou des sénatoriales, il est élu sans concurrent. Président du comité interparlementaire pour l'amélioration des voies d'accès franco-italiennes, de la Ligue nationale pour le tunnel du Mont-Blanc (1909). Dans son éloge funèbre, Antonin Dubost, président du Sénat, rappelle que César Duval fut un "ardent ouvrier de la réunion de la Savoie à la France, (un) militant de la démocratie sous le régime impérial, (un) combattant de 1870-1871" et qu'il "fut un républicain et un patriote". Ajoutant que "son patriotisme républicain était fait, comme celui de tous les Savoyards, d'une indissoluble et double fidélité à la terre natale et à la grande patrie".

Officier d'Académie.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Seyssel

Martin Jean, Joseph, Albert



1861 Groisy (Haute-Savoie) - 1927 Seyssel (Haute-Savoie)

Profession : Greffier puis juge de paix

Dates de mandats : 1910 - 1925 (15 ans)

Sensibilité politique : Radical

Maire de Seyssel (1904 - 1919), conseiller d'arrondissement (1904 - 1910)

Président de la Société Républicaine. En 1913, il est réélu sans opposition, en promettant le tramway Annecy-Seyssel. A la mairie il succède à son père Alfred Martin et au conseil d'arrondissement, il succède à son frère Jean-Baptiste Martin.

Officier d'Académie et de l'Instruction publique.

Coissard Jules



1873 Seyssel (Haute-Savoie) - 1966 Seyssel (Haute-Savoie)

Profession : Entrepreneur. Créateur d'une société de battage, d'une distillerie et d'une compagnie de transports

Dates de mandats : 1925 - 1940 (15 ans)

Sensibilité politique : Radical (1925)

Maire de Seyssel (1919 - 1935 ; 1944 - 1947), conseiller d'arrondissement (1920 - 1925)

Créateur de la régie électrique de Seyssel.

Chevalier de la Légion d'honneur. Officier des Palmes académiques. Officier du Mérite agricole.

Canton d'élection : Seyssel

Bornard Claudius



1889 Usinens (Haute-Savoie) - 1975 Usinens (Haute-Savoie)

Profession : Cultivateur

Dates de mandats : 1945 - 1964 (19 ans)

Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire (1945), Républicain Indépendant

Maire d'Usinens (1931 - 1949)

Conseiller municipal en 1919 puis de 1949 à 1965. En tant que maire, il avait été élu comme radical-socialiste. Président des anciens combattants. Il a participé à la promotion des vins de son canton. Secrétaire du Conseil général, doyen d'âge.

Chevalier de la Légion d'honneur (1951). Chevalier des Palmes académiques. Officier du Mérite agricole. Chevalier du Mérite civil.

Sappey Pierre



1916 Lyon (Rhône) - 2009 La Tronche (Isère)

Profession : Fait ses études de droit à Lyon. Notaire

Dates de mandats : 1964 - 1976 (12 ans)

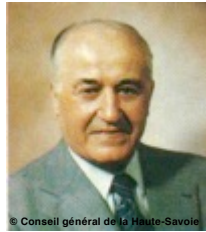
Sensibilité politique : Sans étiquette

Maire de Seyssel (1959 - 1977)

Chevalier du Mérite agricole.

Canton d'élection : Seyssel

Abry André



1912 Rumilly (Haute-Savoie) - 1991 Bassy (Haute-Savoie)

Profession : Instituteur puis directeur de l'école de Bassy

Dates de mandats : 1976 - 1991 (15 ans)

Sensibilité politique : Sans Etiquette

Vice-président du Conseil général : 1985 - 1991

Maire de Bassy (1971 - 1991), conseiller régional désigné (1982 - 1985)

Président du syndicat d'électricité de Seyssel, du syndicat intercommunal des transports scolaires, du syndicat intercommunal des secours et de la commission du Haut-Rhône. Doyen d'âge en 1985, il ouvre la session du 22 mars 1985.

Monteil Christian



1946 Larzac (Dordogne) -

Profession : Moniteur puis directeur de Maison Familiale et Rurale. Directeur départemental des Maisons Familiales et Rurales de Haute-Savoie (1973 - 2006)

Dates de mandats : 1991 - en cours

Sensibilité politique : Divers droite

Président du Conseil général : 2008 - en cours

Vice-président du Conseil général : 1998 - 2008

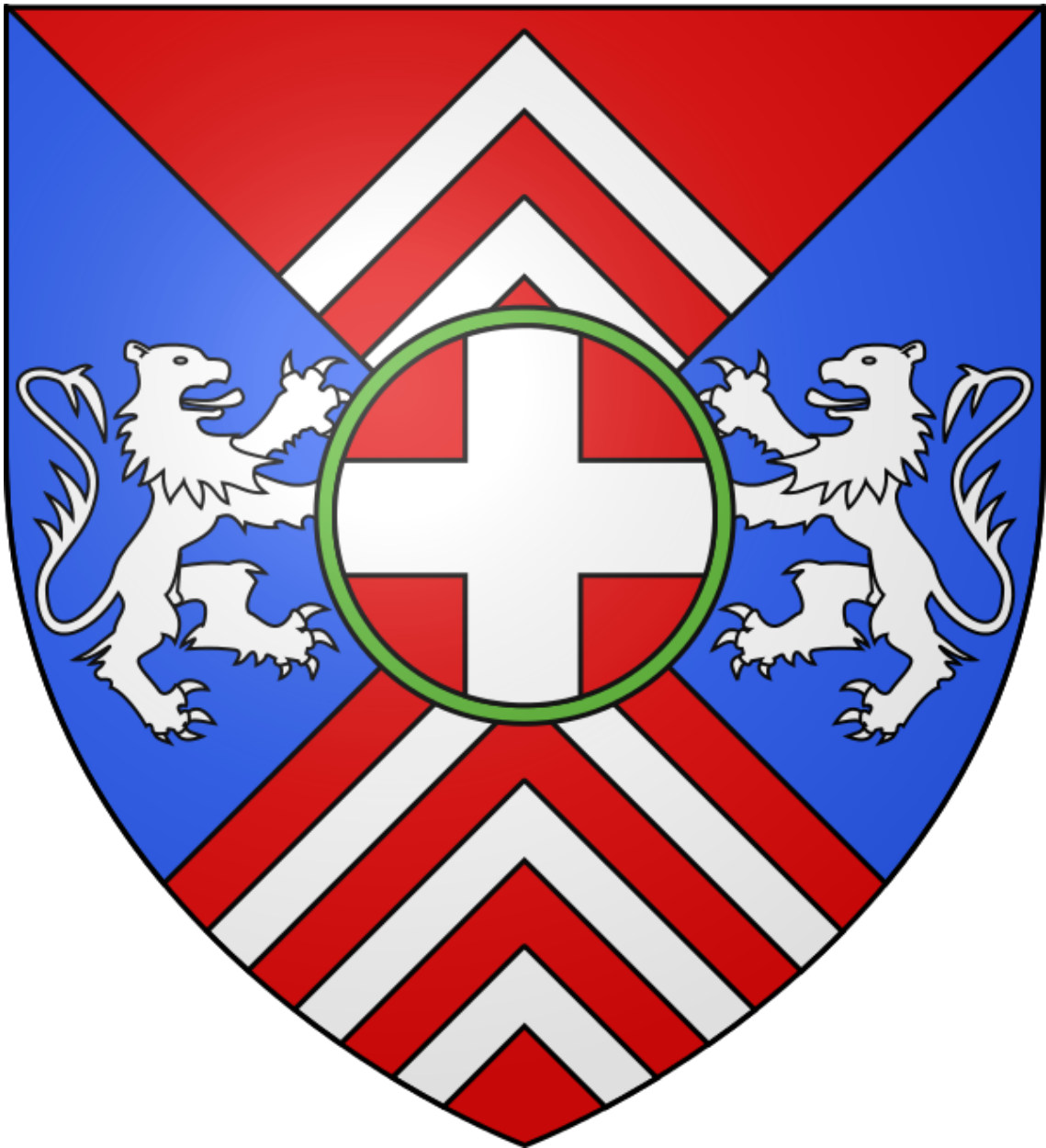
Maire de Seyssel (1989 - 2008)

Président du syndicat d'électricité de Seyssel (1990) et de la communauté de communes du pays de Seyssel (2003). Vice-président de l'Association Nationale et de l'Association Internationale des Maisons Familiales et Rurales. Président de l'association des maires, adjoints et conseillers généraux de Haute-Savoie (1995-2008). Président de l'Assemblée des Pays de Savoie, réunion des deux départements pour l'exercice de compétences partagées.

Officier de la Légion d'honneur (2012). Chevalier de l'Ordre national du Mérite. Chevalier du Mérite agricole.



Canton de TANINGES



Canton d'élection : Taninges

Humbert Laurent-Joseph, dit **Laurent-Marie**



1810 Taninges (Haute-Savoie) - 1873 Taninges (Haute-Savoie)

Profession : Ancien marchand de bois de charpente

Dates de mandats : 1861 - 1870 (9 ans)

Sensibilité politique : Radical

Maire de Taninges (1860 - 1863), conseiller divisionnaire (1859), conseiller provincial (1860)

En 1847, il a été déclaré en état de faillite par le tribunal de commerce de la Seine. Vingt ans plus tard, la question est donc posée de savoir si depuis 1860, comme il est devenu Français, il est toujours frappé par "l'incapacité civile et politique". Après réflexion le préfet "estime en conséquence qu'il vaut mieux considérer M. Humbert comme jouissant de ses droits et pouvant continuer à siéger au Conseil général". Un fonds Humbert est conservé aux archives départementales de la Haute-Savoie sous la cote 32 J.

Chevalier de la Légion d'honneur.

Orsat Alexandre, François



1817 Taninges (Haute-Savoie) - 1904 Albens (Savoie)

Profession : Avocat. Docteur en droit (1841). Juge dans différents cantons. Président du tribunal de Gap (1862-1865). Conseiller à la cour de Grenoble

Dates de mandats : 1870 - 1871 (1 an)

Sensibilité politique : Conservateur libéral (1870)

Licencié en droit le 24 juin 1840, il est docteur le 8 juin 1841 et inscrit comme avocat le 17 juin 1849. Juge du canton d'Albens à partir du 19 août 1844, il le reste jusqu'au début août 1846. A cette date, il est nommé à Annemasse (1846-1850). Le 15 juillet 1850, il est nommé substitut au parquet de Bonneville où il reste un an, avant d'être nommé juge dans la même ville. En 1852, il est nommé à Annecy et en 1854 à Saint-Jean-de-Maurienne. En 1857, il est juge d'instruction à Chambéry avant d'être nommé substitut du procureur général (1857-1860). Le 4 août 1860, il est nommé président du tribunal de Vitré (1860-1862), il revient dans les Alpes en étant nommé à Gap (1862-1865) puis conseiller à la cour d'Appel de Grenoble en février 1865. Il le beau-frère de Félix Canet, conseiller général du canton d'Albens.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 7 mars 1874).

Canton d'élection : Taninges

Tétaz Joseph Alfred



1831 Saint-Paul (Savoie) - 1885 Taninges (Haute-Savoie)

Profession : Notaire. Juge de paix suppléant

Dates de mandats : 1871 - 1883 (12 ans)

Sensibilité politique : Républicain conservateur (1871)

Maire de Taninges (1878 - 1879), conseiller d'arrondissement à Ugine (1864 - 1870) puis à Taninges (1870 - 1871)

Il est inscrit à l'état-civil sous les prénoms "Joseph, Alphrède". Il est remplacé en 1873 pour avoir "porté un toast à la République" à l'occasion de la fête des musiques de Cluses. En 1864, le préfet de Savoie note qu'il est "sans opinion arrêtée". Membre de l'Académie de la Val d'Isère. Membre du conseil de statistique du canton d'Ugine.

Orsat Louis, Antoine



1847 Taninges (Haute-Savoie) - 1900 Taninges (Haute-Savoie)

Profession : Notaire

Dates de mandats : 1883 - 1900 (17 ans)

Sensibilité politique : Républicain Radical (1886)

Maire adjoint de Taninges (1886 - 1890)

Conseiller municipal de Taninges (1881). En 1892, le préfet note : "Radical à cause des opinions qu'il émet souvent dans les discours, mais certainement modéré dans les actes. Jouit de l'estime générale dans son canton et possède sur ses électeurs une réelle autorité".

Canton d'élection : Taninges

Humbert Laurent, François, **Achille**, Marie



1866 Taninges (Haute-Savoie) - 1926 Marseille (Bouches-du-Rhône)

Profession : Médecin

Dates de mandats : 1900 - 1926 (26 ans)

Sensibilité politique : Républicain

Vice-président du Conseil général : 1922 - 1925

Maire adjoint de Taninges (1900 - 1908), maire de Taninges (1916 - 1926)

Conseiller municipal de Taninges (1896), il est élu maire en 1902, mais il refuse. De 1916 à 1919, il remplace le maire Ferdinand Jacquier décédé. Il doit attendre 1919 pour être élu maire. Invité à se présenter aux sénatoriales, il refuse. Secrétaire du Conseil général. Pionnier du syndicat d'électricité de Cluses. Vice-président du Club du Mont-Blanc. Président de la société de secours mutuels. Chevalier de la Légion d'honneur. Officier d'Académie.

Nicodex Jules



1856 La Rivière-Enverse (Haute-Savoie) - 1926 Taninges (Haute-Savoie)

Profession : Négociant en bois

Dates de mandats : 1926 - 1926

Sensibilité politique : Conservateur

Maire de La Rivière-Enverse (1888 - 1892), conseiller d'arrondissement (1898 - 1904 ; 1919 - 1926)

Conseiller municipal de La Rivière-Enverse (1892-1896) et de Taninges (1900-1904). Il se présente après le décès d'Achille Humbert et il bat au premier tour Hippolyte Curral. Il ne siègera jamais puisqu'il est élu le 16 mai et il décède le 5 août.

Canton d'élection : Taninges

Coppel Xavier



1887 Saint-Germain-de-Joux (Ain) - 1946 Taninges (Haute-Savoie)

Profession : Géomètre-expert

Dates de mandats : 1926 - 1937 (11 ans)

Sensibilité politique : Républicain Union Républicaine et Démocratique (1926) ; Républicain de gauche (1931) ; Radical-socialiste (1937)

Conseiller d'arrondissement (1926)

En 1926, le préfet le considère comme "conservateur" ce qui ne lui plaît pas. De ce fait, il écrit au préfet pour protester et lui demander de le considérer comme républicain de gauche. Toujours en 1926, sa fiche comporte cette appréciation : "Elu par le groupe de droite, a cependant le désir de se rapprocher des partis de gauche qui ont la majorité au Conseil général". Conseiller départemental sous Vichy. Chef de la fanfare.

Chevalier de la Légion d'honneur.



Canton d'élection : Taninges

Braise Félix, Jean-Marie



1893 Taninges (Haute-Savoie) - 1942 Taninges (Haute-Savoie)

Profession : Notaire

Dates de mandats : 1937 - 1940 (3 ans)

Sensibilité politique : Union Républicaine et Démocratique, Fédération Républicaine, Entente Républicaine (1937)

Vice-président du Conseil général : 1938 - 1940

Député (1928 - 1935), sénateur (1935 - 1940)

Militant d'Action Catholique. Il participe à la "résistance à la politique laïque du Cartel des Gauches avec l'Union Diocésaine des Hommes", qui est affiliée à la Fédération Nationale Catholique du général Edouard Currières de Castelnaud. Jean Jolly, dans son *Dictionnaire des parlementaires*, le définit comme "possédant les qualités de patience et de ténacité propres aux races montagnardes, très attaché au sol savoyard, sachant se dévouer en toutes circonstances, il s'acquitt peu à peu l'estime de ses concitoyens". En 1928, il se présente aux élections législatives à la suite du refus du conseiller général de Sallanches, Philibert Bardel, de se porter candidat. Pour cela il avait été choisi par le congrès de l'Union Républicaine et il se présente sous l'étiquette de la Fédération Républicaine. A la surprise générale, il bat le député sortant Jacques Duboin. Cette élection marque un tournant dans l'histoire politique de la Haute-Savoie, puisque c'est le début d'un tournant politique à droite. A ce propos, Justinien Raymond écrit : "Après les hésitations du pendule électoral, allant de droite en 1919, à gauche en 1924, la direction est prise en 1928 : la Haute-Savoie évolue vers la droite". Lors de ces élections, les prévisions préfectorales avaient été démenties puisque le préfet ne prévoyait pas l'élection de Félix Braise, ni même des autres nouveaux députés. A l'Assemblée nationale, il est inscrit au groupe de l'Union Républicaine Démocratique ; il appartient à la commission des Comptes définitifs et des économies, à celle de la Législation civile et criminelle, et enfin à celle des Mines et de la force motrice. Comme nombre de ses confrères, il se préoccupe des questions de sa région d'origine et c'est ainsi qu'en 1928, il dépose une proposition de loi pour demander le maintien du tribunal de Bonneville. De même, lors d'une discussion sur le budget des travaux publics de l'exercice 1930, il intervient pour évoquer la station de Chamonix-Mont-Blanc et en 1935, il déposera avec Louis Martel et Henri Clerc un projet de pourparlers pour un tunnel sous le Mont-Blanc. A son élection au Sénat en octobre 1935, il est le plus jeune sénateur de France. Il adhère alors au groupe de l'Union Républicaine Démocratique. Il est membre de la commission des Travaux publics. Deux ans plus tard, il est élu au Conseil général où il devient chef de file de la minorité modérée. Bien qu'étant plutôt de droite, il n'en reste pas moins qu'il bénéficie de quelques voix de gauche, notamment lors de son élection à la vice-présidence du Conseil général. Nommé à la commission administrative par Vichy en janvier 1941. Conseiller municipal minoritaire de Taninges en 1936.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire économique, sociale et politique, 1875-1940*, Champ Vallon, 2 tomes, 1983 ; C. Sorrel, *Dictionnaire du monde religieux de la France contemporaine*, tome 8, La Savoie, Beauchesne, 1996 / -, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, Montmélian, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Taninges

Anthonioz Emile



1904 Genève (Suisse) - 1970 Genève (Suisse)

Profession : Docteur en droit. Agriculteur à Saint-Sixt et industriel aux Gets

Dates de mandats : 1945 - 1951 (6 ans)

Sensibilité politique : Rassemblement du Peuple Français, Indépendant

Ancien combattant 1939-1945, il est fait prisonnier mais réussit à s'évader. Secrétaire du Conseil général. Officier de chasseurs alpins. Champion universitaire de football. Croix de guerre 1939-1945, une citation. Médaille des Evadés.

Baud Marius



1902 Les Gets (Haute-Savoie) - 1971 Les Gets (Haute-Savoie)

Profession : Hôtelier

Dates de mandats : 1951 - 1958 (7 ans)

Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire

Maire des Gets (1947 - 1959)

Conseiller municipal des Gets (1945-1947 ; 1959-1965). Il défend la nécessité d'une action touristique. Sous-lieutenant de sapeur-pompier.

Canton d'élection : Taninges

Brand Roger



1910 Esserts-Salève (Haute-Savoie) - 1976 Taninges (Haute-Savoie)

Profession : Vétérinaire

Dates de mandats : 1958 - 1973 (15 ans)

Sensibilité politique : Indépendant

Conseiller municipal de Taninges (1953-1973).

Officier du Mérite agricole.

Nycollin Ernest, Célestin, Michel



1937 Groisy (Haute-Savoie) -

Profession : Directeur d'une agence de Crédit Agricole

Dates de mandats : 1973 - 2008 (35 ans)

Sensibilité politique : Sans étiquette, Union pour la Démocratie Française (1994)

Président du Conseil général : 1998 - 2008

Vice-président du Conseil général : 1994 - 1998

Maire de Taninges (1977 - 1986), conseiller régional (1992 - 1998)

Conseiller municipal de Taninges en 1971. Premier président de l'Assemblée des Pays de Savoie. Il met en place la nouvelle phase de décentralisation. Président départemental du Parti Radical Valoisien en 1992. Président d'Action-Habitat, du Crédit immobilier, du Comité départemental d'habitat rural. En tant que conseiller régional, il est secrétaire de la commission formation professionnelle. En tant que président du Conseil général, c'est lui qui pose la première pierre du nouveau bâtiment des Archives départementales. Président de la Mutuelle des anciens conseillers généraux. Sa Légion d'honneur lui est remise par Hervé Gaymard.

Chevalier de la Légion d'honneur.

Canton d'élection : Taninges

Chavanne Guy



1944 Mieussy (Haute-Savoie) -

Profession : Agent à Electricité De France et éleveur d'agneaux

Dates de mandats : 2008 - en cours

Sensibilité politique : Majorité présidentielle

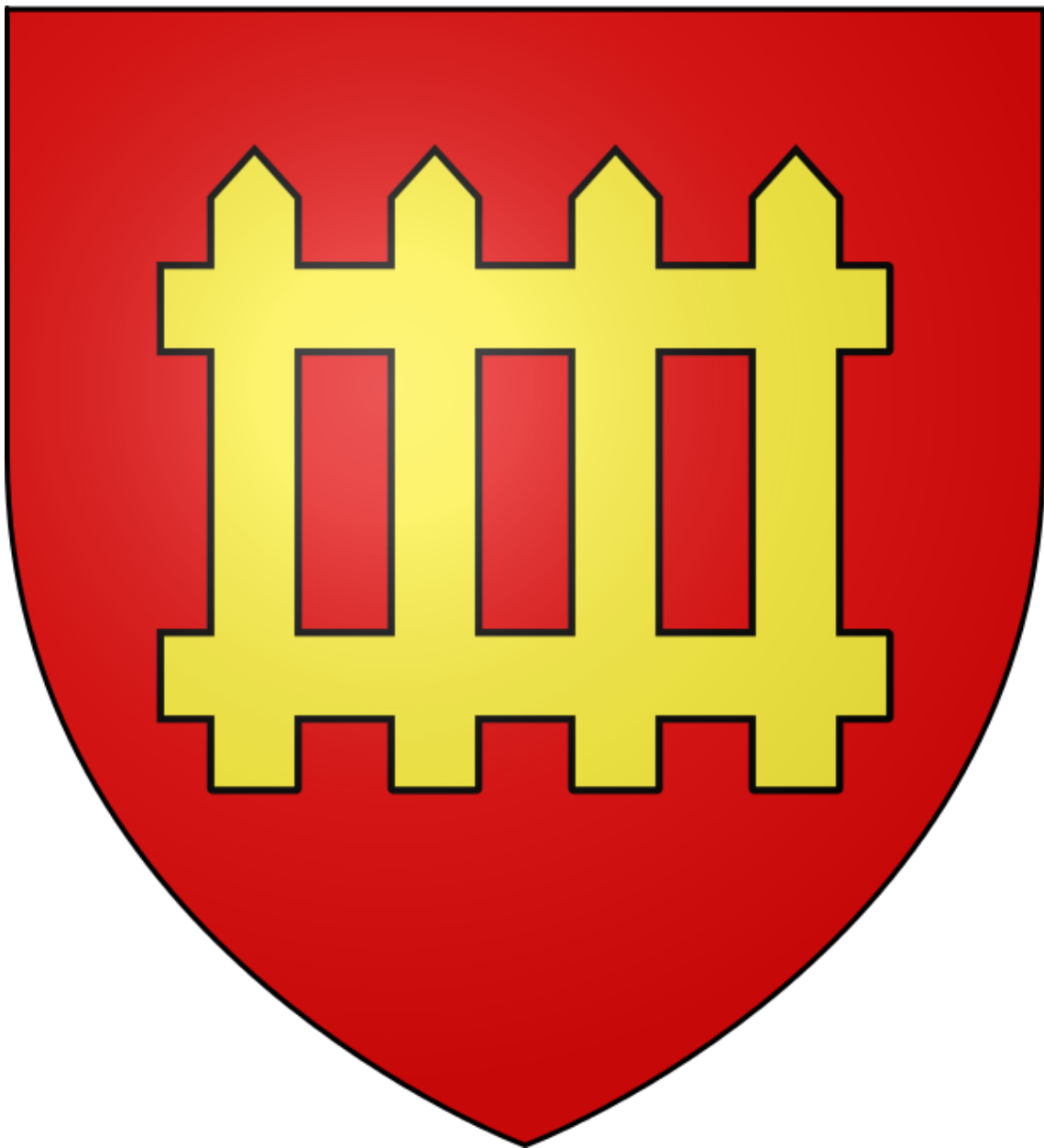
Maire de Mieussy (1983 - 2008)

Conseiller municipal de Mieussy. En 1987, il est administrateur du Crédit Agricole avant d'être président de la caisse locale et de devenir administrateur de la caisse régionale. Président du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples du Haut-Giffre. Vice-président du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples de la région de Cluses. Président de l'Adegi de la filière bois entre 2000 et 2008. Président de la société Habitats à Loyers Modérés Le Mont-Blanc (2012). Président du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement. Il est le cinquième enfant d'une famille de dix, dont fait partie Jean-Marc Chavanne, qui fut conseiller général de Saint-Jeoire-en-Faucigny et député.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite. Chevalier du Mérite agricole.



Canton de THÔNES



Canton d'élection : Thônes

Agnellet Benjamin, François



1810 Saint-Jean-de-Sixt (Haute-Savoie) - 1896 Saint-Jean-de-Sixt (Haute-Savoie)

Profession : Manufacturier à Paris. Riche propriétaire

Dates de mandats : 1861 - 1870 (9 ans)

Sensibilité politique : Bonapartiste

Vice-syndic de Saint-Jean-de-Sixt (1855 - 1857), syndic de Saint-Jean-de-Sixt (1849 - 1851 ; 1858 - 1860) ; maire de Saint-Jean-de-Sixt (1860 - 1896)

Conseiller municipal de Saint-Jean-de-Sixt (1854). En 1861, son élection est annulée. Il est réélu en 1862. Vice-président d'honneur de la Société Philanthropique Savoyarde de Paris. Il est l'auteur de poèmes et de chansons. Il œuvre pour les routes, les églises et les écoles de son canton. Frère de Parfait Agnellet et de Joseph Agnellet, tous deux conseillers généraux du canton de Thônes.

Avet Joseph, François



1811 Thônes (Haute-Savoie) - 1871 La Nouvelle-Orléans (USA)

Profession : Négociant aux Etats-Unis, il revient avec une importante fortune

Dates de mandats : 1870 - 1871 (1 an)

Sensibilité politique : Libéral (1870)

Maire de Thônes (1871)

Pas de caractère politique. Ayant fait fortune aux Amériques, il n'oublie pas sa ville natale puisqu'il finance des écoles, des cours de langues vivantes (anglais et allemand), de musique. Il pense également aux personnes malades ou âgées (asile de vieillards, hôpital). Il lègue ses biens mobiliers et immobiliers à la ville ainsi que 100 000 francs pour l'asile de vieillards (aujourd'hui maison de retraite Avet) installée dans son château. Il lègue aussi 100 000 francs pour la création d'une école de commerce. Capitaine de la compagnie des Pompiers de Thônes. Parrain de Michel Amédée, conseiller général de Thônes. Son souvenir est perpétué par une statue qui se trouve non loin de l'office de tourisme de Thônes.

J.-B. Challamel, "Emigrants de la Vallée de Thônes dans le Monde", *Amis du Val de Thônes*, n°16, p. 81-85 ; J.-Ph. Chesney, "Qui était vraiment Joseph Avet, bienfaiteur de Thônes", *L'Essor Savoyard*, 24 novembre 2011 ; François Pochat-Baron, *Histoire de Thônes*, tome II.

Canton d'élection : Thônes

Agnellet Joseph, Marie



1823 Saint-Jean-de-Sixt (Haute-Savoie) - 1877 Thônes (Haute-Savoie)

Profession : Manufacturier à Paris
Dates de mandats : 1871 - 1877 (6 ans)
Sensibilité politique : Bonapartiste clérical
Maire de Thônes (1873 - 1877)

Frère de François Agnellet et de Parfait Agnellet, tous deux conseillers généraux du canton de Thônes. Candidat, sans succès, aux sénatoriales de 1876. Président de la Société Philanthropique Savoisiennne de Paris.

Commandeur des Saints Maurice et Lazare. Chevalier de l'Ordre d'Isabelle la catholique.

Golliet Aimé



1833 Manigod (Haute-Savoie) - 1896 Paris (Seine)

Profession : Docteur en droit. Magistrat en Algérie. Il devient juge après 1870. De retour en métropole, il devient vice-président du tribunal de Chalon-sur-Saône, puis conseiller et président de Chambre à la Cour d'Appel de Dijon puis de Paris. Propriétaire à Manigod

Dates de mandats : 1877 - 1884 ; 1889 - 1895 (13 ans)
Sensibilité politique : Républicain modéré (1889)

Il démissionne en 1884 à la suite d'un mécontentement concernant les routes de son canton. Revenu sur sa décision, il se présente à sa succession mais il est battu par Michel Dupont-Vieux. Président de la Société Philanthropique Savoisiennne de Paris.

Dupont-Vieux Michel



1845 Thônes (Haute-Savoie) - 1887 Thônes (Haute-Savoie)

Profession : Chirurgien de la marine, officier de la marine impériale. Il est révoqué en 1870

Dates de mandats : 1884 - 1885 (1 an)

Sensibilité politique : Conservateur

Conseiller municipal de Thônes (1877). Médecin en région parisienne, il soigne gratuitement les habitants de Thônes lorsqu'il y revient. Très chicanier. Il ne siège qu'une fois au Conseil général. Absent lors de la séance suivante, sa lettre informant de son absence est jugée injurieuse. Il est alors considéré comme non excusé et est démis d'office. Il exprime son désaccord - dans une lettre dont les termes sont jugés "offensants pour le Conseil général et l'Administration" - par rapport à une question forestière concernant Montremont (hameau de Thônes), l'une des douze "sections" de la commune dont chacune était propriétaire de ses forêts et en disposait à sa guise. Le Conseil, "consulté, [le] déclare démissionnaire". Sa lettre n'est d'ailleurs pas incluse dans le procès-verbal de la séance.

J. Raymond, *La Haute-Savoie sous la Troisième République, histoire économique, sociale et politique, 1875-1940*, Champ Vallon, 2 tomes, 1983.

Agnellet Jean, Parfait



1831 Saint-Jean-de-Sixt (Haute-Savoie) - 1890 Paris (Seine)

Profession : Manufacturier à Paris

Dates de mandats : 1885 - 1889 (4 ans)

Sensibilité politique : Réactionnaire clérical ou le dit Royaliste (1886)

Maire de Thônes (1877 ; 1882 - 1886)

En 1886, il est défini par l'autorité préfectorale comme ayant un "caractère faux, sournois, intelligence médiocre. Très influent dans son canton le plus arriéré du département au point de vue politique". Conseiller municipal de Thônes de 1878 à 1881. Président de la Société Philanthropique Savoyarde de Paris. Il est le frère de François Agnellet et de Joseph Agnellet, tous deux conseillers généraux du canton de Thônes.

Canton d'élection : Thônes

Cuillery François



1862 Thônes (Haute-Savoie) - 1949 Bron (Rhône)

Profession : Notaire puis huissier
Dates de mandats : 1895 - 1901 (6 ans)
Sensibilité politique : Réactionnaire
Maire adjoint de Thônes (1896 - 1900)

Conseiller municipal de Thônes (1892). En 1895, le préfet – pourtant peu favorable à la Réaction - estime qu'il ne sera pas élu et que Agnellet, candidat sortant sera réélu. Cette campagne est difficile. Il préside la première section savoyarde d'Action Française qui naît à Genève autour de 1907.

Michel Louis, Amédée, Constant



1852 Albertville (Savoie) - 1938 Thônes (Haute-Savoie)

Profession : Comptable, industriel, fabricant d'horlogerie et juge de paix suppléant
Dates de mandats : 1901 - 1913 (12 ans)
Sensibilité politique : Rallié (1901), Républicain (1907), Républicain progressiste, Réactionnaire (1913)
Maire de Thônes (1899 - 1904)

Filleul de Joseph Avet, conseiller général du canton de Thônes, qui au moment de sa naissance est à la Nouvelle Orléans. Conseiller municipal de Thônes en 1888. Michel Amédée est considéré par le préfet comme un "industriel actif laborieux. Sans avenir politique". Président d'honneur de la 156^{ème} section des vétérans des armées de terre et de mer. Administrateur de la Banque de France. Sa fille épouse Paul-André Doyen, militaire de carrière, qui termine sa carrière comme général et qui en 1944-1945 est en charge du front des Alpes.

Canton d'élection : Thônes

Cuillery Eloi, Martin



1869 Saint-Ferréol (Haute-Savoie) - 1940 Les Clefs (Haute-Savoie)

Profession : Cultivateur puis épicier aux Clefs
Dates de mandats : 1913 - 1940 (27 ans)
Sensibilité politique : Réactionnaire, conservateur (1925)
Maire des Clefs (1909 - 1925)

En 1919, le préfet rappelle qu'il a une "situation très effacée au Conseil général mais exerçant dans son canton dont il reflète fidèlement l'opinion une influence réelle et une certaine autorité morale". Il est élu sans concurrent en 1931. Il contribue à réaliser le syndicat d'électricité. Administrateur de la caisse régionale du Crédit Agricole mutuel du Sud-Est. Vice-président de la Chambre d'Agriculture. Président d'une section de la Jeunesse Catholique.

Pochat-Cottilloux Edouard



1896 Le Grand-Bornand (Haute-Savoie) - 1981 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Employé à la Samaritaine à Paris, il revient en Haute-Savoie et crée une fromagerie. Grossiste en fromages
Dates de mandats : 1945 - 1964 (19 ans)
Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire

Il s'engage à 18 ans en 1914. Il est ensuite démobilisé au cours de la guerre et se rengage en 1918 pour participer à l'expédition franco-anglaise de Mourmansk pour soutenir les "Blancs". Vice-président de l'Association Catholique de la Jeunesse Française pour l'arrondissement d'Annecy. Il est président de la Légion des anciens combattants en 1940, il démissionne suite à l'affaire "de Menthon". Il entre dans la Résistance et devient chef de la Résistance de Thônes. Dénoncé, il doit entrer dans la clandestinité. A la Libération, il dirige le Comité de Libération de Thônes. Il organise une nouvelle municipalité où il est conseiller de 1944 à 1947 puis élu minoritaire de 1953 à sa démission en 1956. Président des anciens combattants. Cité à l'ordre du régiment en 1949, sa citation rappelle "qu'à part son activité, son influence morale et son patriotisme [il] a su conserver, toute sa valeur à l'esprit de résistance de cette vallée. [...]. A donné à la Résistance avec son temps toutes les vertus solides des populations savoyardes".

C. Sorrel, *Dictionnaire du monde religieux de la France contemporaine*, tome 8, La Savoie, Beauchesne, 1996 ; E. Deloche, *Le diocèse d'Annecy de la Séparation à Vatican II (1905-1962)*, Thèse de doctorat, Université de Lyon II, 2009.

Canton d'élection : Thônes

Dupont Aimé



1919 Saint-Jean-de-Sixt (Haute-Savoie) - 2008 Saint-Jean-de-Sixt (Haute-Savoie)

Profession : Certificat d'études professionnelles. Artisan scieur

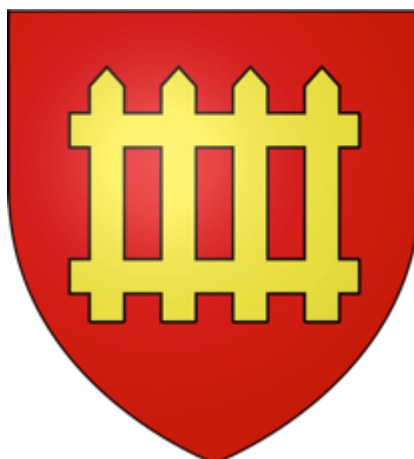
Dates de mandats : 1964 - 1982 (18 ans)

Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire ; Action familiale ; Centre des Démocrates Sociaux (1976)

Maire adjoint de Saint-Jean-de-Sixt (1945), maire de Saint-Jean-de-Sixt (1947 - 1983), conseiller régional désigné (1977 - 1983)

Ancien des mouvements d'Action Catholique, il est formé par la Jeunesse Agricole Catholique. Président du comité département de l'habitat rural. Président du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples du Pays de Thônes dès sa création en 1969 et ce durant trente ans. Dès 1964, il travaille avec acharnement pour la formation de ce syndicat intercommunal du Pays de Thônes, selon son appellation initiale. Président de la régie d'électricité de la vallée de Thônes (1977-1989). Président fondateur de l'Aide à Domicile en Milieu Rural.

Officier du Mérite agricole.



Golliet Jacques



1931 Annecy (Haute-Savoie) -

Profession : Agrégé d'Anglais, enseignant (1957 - 1965) à l'université de Dakar, fondateur du CLAD (Centre de Linguistique Appliquée de Dakar) ; Maître de conférences à Lyon (1965 - 1967) ; il quitte l'Université pour diriger l'Association touristique départementale de 1967 à 1972. Il revient à l'Université à la création de celle de Chambéry (Université de Savoie) de 1973 à 1986

Dates de mandats : 1982 - 1992 (10 ans)

Sensibilité politique : Centre des Démocrates Sociaux, Union pour la Démocratie Française

Maire de Thônes (1973 - 1983), sénateur (1986 - 1995), conseiller régional désigné (1984 - 1986)

Conseiller municipal de Thônes en 1971. Président départemental du Centre Démocrate. Secrétaire de l'association des maires de Haute-Savoie. Président de l'association des communes forestières et du syndicat de communes pour la gestion du personnel municipal (1977-1983). Elu conseiller général en 1982, il est nommé président (1982-1992) du Comité Régional au Tourisme Savoie-Mont-Blanc, organe de promotion à l'étranger du tourisme des deux départements de Savoie et Haute-Savoie et Secrétaire général de la Maison de Savoie à Paris. Réélu conseiller général en 1988, il démissionne de son mandat en 1992 pour faire élire Jean-Paul Amoudry à sa place au Conseil général. Suppléant de Charles Bosson au Sénat depuis 1977, il est chargé de mission au cabinet de Bernard Bosson (le fils de Charles) devenu Secrétaire d'Etat aux Collectivités Locales (1986). Elu sénateur à l'automne 1986, il est Secrétaire de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées et devient rapporteur du budget du renseignement. Il crée et préside le Cercle d'études et de réflexion du Sénat sur les problèmes internationaux (le CRESPI) et un groupe d'études sur "l'Asie Centrale". En 1987, il participe à une mission humanitaire clandestine en Afghanistan pour évaluer la situation des maquis face à l'armée soviétique. Il est envoyé comme représentant du Sénat dans de nombreuses missions à l'étranger notamment comme observateur des élections dans les pays émergents. Lié par sa famille à l'histoire de la Résistance et notamment celle des Glières, les Rescapés du Plateau le chargent de créer en 1989 une association regroupant leurs familles qui va ensuite fusionner avec celle des anciens maquisards pour garantir la continuation du travail de mémoire entrepris dès la fin de la guerre. Il préside la nouvelle "association des Glières, pour la mémoire de la Résistance" jusqu'en 2004 où il se fait remplacer par le général Jean-René Bachelet.

Chevalier de la Légion d'Honneur. Officier de l'Ordre national du Mérite. Chevalier des Palmes académiques. Mérite National du Sénégal.

Amoudry Jean-Paul



1950 Annecy (Haute-Savoie) -

Profession : Il obtient en 1972 sa licence de droit ; puis après une année de service national à Dijon, il devient secrétaire général de la mairie du Grand-Bornand (1974 - 1984) avant d'être directeur de cabinet de Bernard Bosson, maire d'Annecy (1985 - 1995)

Dates de mandats : 1992 - en cours

Sensibilité politique : Union pour la Démocratie Française - Centre des Démocrates Sociaux ; Union des Démocrates et Indépendants

Vice-président du Conseil général : 1998 - 2001

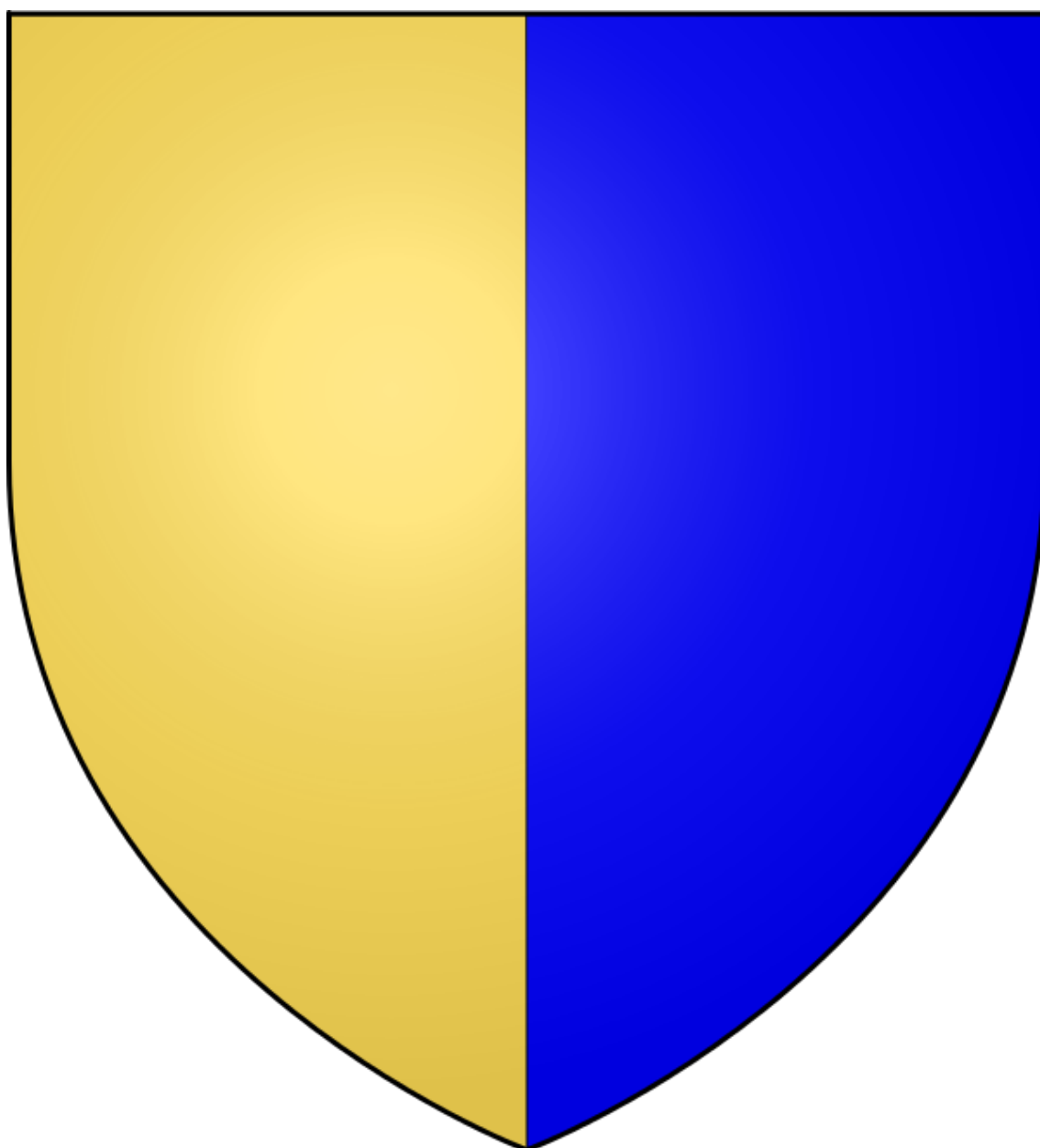
Maire adjoint de Serraval (1977 - 1989), maire de Serraval (1989 - 2001), sénateur (1995 - 2014)

Au cours de ses mandats de maire, la commune de Serraval a construit sa nouvelle mairie, a créé 4 logements dans l'ancien bâtiment de mairie-poste et a assuré la rénovation complète de l'église. La commune a également acquis le bâtiment alimentation-maison de la pomme. C'est également à cette période qu'a été lancée l'opération de rénovation des vergers et la promotion du *biscantin* (cidre local). C'est ce programme qui a valu à Jean-Paul Amoudry de recevoir la Marianne d'Or au Sénat en 2000. Enfin, il a été secrétaire général de l'Association des maires de Haute-Savoie. En 1989, il est élu président du Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple devenu Communauté de Communes des Vallées de Thônes (CCVT) en 1994. En tant que président de la CCVT, il a notamment contribué à la création du chantier d'insertion et au lancement des programmes d'assainissement du canton (stations d'épuration à Saint-Jean-de-Sixt) et de dépollution agricole. Ce programme ayant été financé par le Conseil général et la Région. Enfin, il a mené à bonne fin un important programme pluriannuel de rénovation du logement. Depuis 2001, il est président du Syndicat Intercommunal d'Énergie de la Vallée de Thônes et à ce titre, il a favorisé le lancement en souterrain, par RTE, filiale d'Électricité De France, du projet de ligne électrique 63 000 Volts entre Saint-Pierre-en-Faucigny et Saint-Jean-de-Sixt, ce qui sécurisera l'alimentation électrique de tout le secteur. En tant que conseiller général, il a œuvré à la réalisation de plusieurs projets d'importance et à leur financement notamment : la modernisation du collège des Aravis (Thônes), le centre technique de voirie à Morette, la maison du canton, la modernisation de la maison de retraite de Thônes et son extension aux Villards-sur-Thônes, la restructuration de la voie départementale aux Villards-sur-Thônes. Enfin, il a contribué à obtenir du Gouvernement le pôle d'excellence rurale (programme de promotion du reblochon fermier) et les financements prévus dans le cadre de cette décision. Il préside depuis 1992, la Société d'Économie Alpestre. Depuis 2001, il est président du Syndicat départemental d'électricité devenu Syndicat des Énergies et de l'Aménagement Numérique. Ce dernier porte de nombreux projets en matière de transition énergétique (énergies renouvelables et maîtrise de l'énergie) et d'aménagement numérique (projet de déploiement de la fibre optique). Vice-président de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies. Il est élu au Sénat en 1995, il rejoint la commission des "Lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale" puis plus récemment celle des Affaires sociales. Au cours de son premier mandat, il a été le rapporteur du projet de loi "Droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration". Il a produit un rapport sur le contrôle financier des collectivités par les chambres régionales des comptes et enfin, il a été l'auteur d'un volumineux rapport sur la montagne. Il a soutenu en de nombreuses occasions la cause du tourisme et de l'agriculture en montagne, encore tout récemment à l'occasion du projet de loi d'avenir pour l'agriculture. Il a été délégué par le Sénat à la Commission Nationale de Contrôle des Interceptions de Sécurité et à la Commission d'Accès aux Documents Administratifs. Il a également été désigné par le Sénat comme Juge suppléant à la Cour de Justice de la République. Enfin, il a été désigné en 2009 par le Premier Ministre pour siéger à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, dont il a été vice-président d'octobre 2011 à janvier 2014. Il a été président de l'Union pour la Démocratie Française (Haute-Savoie) de 2004 à 2006, puis du Nouveau Centre (Haute-Savoie) de 2007 à 2013. En 2014, il annonce qu'il ne se présentera pas aux élections sénatoriales de l'automne.



Canton de THONON-LES-BAINS

Cantons de Thonon-les-Bains-Est
de Thonon-les-Bains-Ouest



Canton d'élection : Thonon-les-Bains

Dessaix Joseph, **Edouard**, Philippe, François



1819 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) - 1870 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Avocat

Dates de mandats : 1861 - 1870 (9 ans)

Sensibilité politique : Parti Libéral (1865)

Président du Conseil général : 1864 - 1870

Vice-président du Conseil général : 1861 - 1864

Conseiller divisionnaire, conseiller provincial

Sa fortune est estimée à 10 000 francs. Le préfet écrit : "Dévoué au gouvernement de l'Empereur. Appartient au parti libéral qui le considère comme son chef. Jouit d'une grande influence et est très populaire non seulement à Thonon mais dans l'arrondissement tout entier. Il faisait partie de la députation savoissienne du 24 mars 1860. Il est libéral, favorable à l'Empire et soutenu par le clergé. Il est le neveu du Général Dessaix". Sa Légion d'honneur lui est remise par l'empereur Napoléon III. Chevalier de La Légion d'honneur (31 août 1860).

Dubouloz Ferdinand



1834 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) - 1899 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Docteur en droit. Avocat

Dates de mandats : 1870 - 1874 (4 ans)

Sensibilité politique : Libéral démocrate (1870) ; Républicain (1871)

Maire adjoint de Thonon (1865 - 1871), conseiller d'arrondissement (1866 - 1874)

Conseiller municipal de Thonon (1865). Vice-président du conseil d'arrondissement (1867). En 1872, il réunit les démocrates chablaisiens chez lui pour accueillir Léon Gambetta alors en visite en Savoie. En 1874, il abandonne tous ses mandats et s'attache à écrire une biographie de son grand-père le général Dupas. Après la mort de son fils unique en 1890, il laisse un testament très généreux pour les villes de Thonon-les-Bains et d'Evian-les-Bains.

Canton d'élection : Thonon-les-Bains

Mercier Marie, Jules



1835 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) - 1923 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Il fait ses études de droit à Turin et à Paris

Dates de mandats : 1874 - 1919 ; 1922 - 1923 (46 ans)

Sensibilité politique : Républicain (1898)

Président du Conseil général : 1910 - 1920

Vice-président du Conseil général : 1904 - 1910

Maire adjoint de Thonon (1871), maire de Thonon (1882 - 1884 ; 1904 - 1919), conseiller d'arrondissement (1868 - 1871), député (1894 - 1909), sénateur (1909 - 1920)

Conseiller municipal puis maire de Thonon (1865-1871), il démissionne par la suite à deux reprises du conseil municipal (1896 et 1900) pour ne pas "siéger dans une municipalité réactionnaire". Président de la Société de secours mutuels de Thonon dès 1870. Franc-maçon de la loge "L'Avenir du Chablais". Aux élections cantonales de 1874, il est seul candidat. Ensuite, il est toujours élu sans opposition. C'est l'élection au Sénat d'André Folliet qui permet à Jules Mercier d'entrer à l'Assemblée nationale. Candidat, presque malgré lui, aux sénatoriales de 1905, il est battu et doit attendre 1909 pour être élu. Membre de la commission départementale. Secrétaire du Conseil général. Délégué cantonal et membre du Conseil académique de Chambéry. Il est à l'origine de la création de l'Ecole hôtelière de Thonon-les-Bains (1912), concevant parfaitement le rôle que le tourisme pouvait jouer dans l'économie locale. En tant que maire, il se préoccupe de l'adduction en eau potable, des canalisations d'égouts, de la construction d'écoles ou encore d'un collège (1910). Au Conseil général, il se préoccupe des questions relatives au développement des routes et des chemins vicinaux, en même temps qu'il défend la chasse. A l'Assemblée nationale, il se spécialise dans les questions économiques et plus particulièrement lorsqu'elles intéressent sa région natale. Il se préoccupe des intérêts agricoles, dans un département qui compte encore de nombreux agriculteurs. S'intéressant aux moyens "modernes" de communications, il essaie de son mieux de favoriser les services des postes et télégraphes. En tant que député, il est inscrit au groupe progressiste en 1899 ; il refuse l'investiture du cabinet Pierre Waldeck-Rousseau. Il s'inscrit ensuite aux "groupes de l'Union démocratique et de la Gauche Républicaine puis de la Gauche Radicale et de la Gauche Démocratique et [il] participe à l'Alliance républicaine démocratique". Christian Sorrel souligne que "Jules Mercier glisse peu à peu vers la gauche devant la violence de l'assaut conservateur et en raison de l'orientation des autres arrondissements, alors qu'il a pu faire figure de modéré face au courant incarné par Emile Chautemps". A la Chambre des députés, il appartient à différents groupes dont celui de l'enseignement, celui de la défense des bouilleurs de cru, en même temps qu'il fut membre de la commission des Congés et de celle de l'Assurance et de la prévoyance sociales. En 1906, le préfet le qualifie d'ailleurs de radical. Trois ans plus tard, lors de son entrée au Sénat, il rejoint le groupe de l'Union Républicaine et intervient dans les discussions relatives au projet de loi relatif à la convention entre la France et la Suisse au sujet des voies d'accès au Simplon, en 1909. L'année suivante il se préoccupe de la proposition de loi portant révision du tarif général des douanes. En 1919, contre toute attente il est battu par Louis Bordeaux. En 1922, il se présente pour prendre sa revanche. Il est élu et devient à nouveau président du Conseil général, mais refuse cette charge (il a 87 ans) ; il la cède à Emile Goy qui avait appelé à voter pour lui en 1910. En 1926, sa ville natale inaugure un buste à son effigie sur l'une de ses places.

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 6 janvier 1890). Officier d'Académie.

J. Mercier, *Domaine de Ripaille, par Thonon. Notice sur la propriété de l'Oncion*, 1910 / -, *Vie de M. Bouvet dit l'oncle Jacques. Curé de Saint-Maurice d'Annecy*, Abry, 1894 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Canton d'élection : Thonon-les-Bains

Bordeaux Louis, Victor



1878 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) - 1924 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Docteur en droit et en sciences économiques et sociales. Ingénieur en génie civil.
Ingénieur agronome en 1922

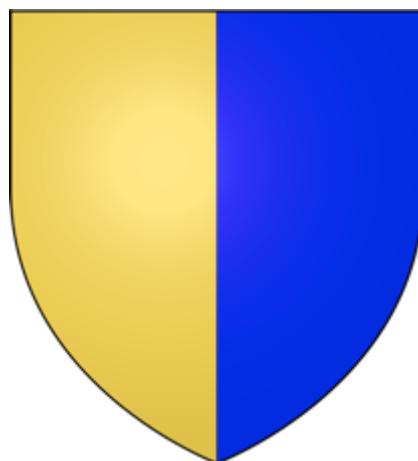
Dates de mandats : 1919 - 1922 (3 ans)

Sensibilité politique : Conservateur

Maire adjoint de Thonon-les-Bains

Frère de Henry Bordeaux, membre de l'Académie Française. Bien qu'exempté de service militaire actif, il s'engage en 1914 et devient ambulancier. Il dirige un hôpital auxiliaire aux Marches en Savoie puis dans sa ville natale. C'est vraisemblablement en service qu'il contracte la maladie qui l'emportera en 1924. En 1919, à la surprise générale, il bat Jules Mercier. Il avait été poussé à l'engagement politique par les catholiques du Chablais.

H. Bordeaux, *Une vie politique brisée. Louis Bordeaux (1878-1924). Souvenirs fraternels*, Paris, Edition Spez, 1925, 19 p.



Boccagny Albert, François



1894 Perrignier (Haute-Savoie) - 1983 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Après l'obtention de son certificat d'études, il débute un cursus à l'Ecole primaire supérieure de Thonon-les-Bains, mais celui-ci est interrompu l'année suivante puisqu'il doit rejoindre la ferme familiale.
Agriculteur

Dates de mandats : 1945 - 1949 (4 ans)

Sensibilité politique : Communiste

Maire de Cervens (1927 - 1940 ; 1944 - 1971), député (1945 - 1951 ; 1956 - 1958)

Mobilisé en 1914, il est incorporé au 97^{ème} Régiment d'Infanterie avant d'être classé dans les services auxiliaires par la commission de réforme de Chambéry en date du 20 janvier 1916 puis d'être rayé des contrôles le 1^{er} février 1916. Il est alors détaché au titre de l'usine de Riouperoux, dans l'Isère. Il passe dans la réserve en septembre 1917 mais reste maintenu détaché au titre de l'usine citée précédemment et qui travaille pour la défense nationale. Il fonde un syndicat et en 1919, après avoir été en grève, il est arrêté et condamné à quinze jours de prison avec sursis. L'entreprise ne le reprend pas ; il rejoint alors la Haute-Savoie où ses parents sont exploitants agricoles. Il œuvre beaucoup dans le milieu agricole. A la fin des années 1920, il participe à la création de plus d'une trentaine de syndicats qui adhèrent à la Confédération Générale des Paysans Travailleurs. Il adhère au Parti Communiste Français après le congrès de Tours. Plus tard, il fait même le voyage à Moscou. A son retour il donne de nombreuses conférences à ce sujet. Il baptise "Place Rouge" la place de la mairie et entre en conflit avec le curé de Cervens à qui il interdit les processions religieuses. Le desservant de la paroisse fait annuler l'arrêté municipal par le Conseil d'Etat. En 1939, Albert Boccagny aurait dû être relevé de sa fonction de maire étant donné son appartenance communiste. Toutefois, le sous-préfet rappelle que Albert Boccagny a déclaré en octobre 1939, ne plus faire de propagande et il souligne l'essor important pris par Cervens sous les mandats de ce maire. Il décide donc de ne pas appliquer le décret du 26 septembre 1939. Toutefois, Albert Boccagny a repris ses activités et en février 1940, il est révoqué puis l'année suivante, il est assigné à résidence au Grand-Bornand. Actif dans la Résistance, il fait partie des Francs Tireurs et Partisans, compagnie 93/10 du 1^{er} mars 1943 au 7 juillet 1943. Il est arrêté le 10 juillet 1943, d'abord interné à Fort Barraux (Isère), à Saint-Jean d'Eyjaux, avant d'être déporté à Buchenwald, d'où il est rapatrié le 24 mai 1945 avec des séquelles importantes, notamment au niveau pulmonaire. En 1945, il est élu à l'Assemblée constituante, et il est nommé membre de la commission des Affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. Il est également élu juré de la Haute Cour de Justice. Il porte un intérêt particulier pour la défense du monde agricole. Il est également membre des commissions parlementaires des Affaires économiques et de la production industrielle (1946), de l'Agriculture (1950), des Territoires d'outre-mer (1951). Parallèlement, il collabore à la direction du journal *Les Allobroges*. Il devient membre du bureau fédéral départemental du Parti Communiste. Il préside la fédération de Haute-Savoie des Déportés et Internés de la Résistance. En tant que député, il interpelle le ministre de l'Education nationale, dans la séance du 17 mars 1950 pour lui demander "dans quelles conditions une veuve d'instituteur mort en déportation peut percevoir la pension civile accordée par son ministère". Il est très actif dans les associations d'anciens déportés. Président départemental de la Fédération Nationale des Déportés et Internés Résistants et Patriotes. Directeur en 1953 du mensuel communiste *L'Étincelle*. Chevalier de la Légion d'honneur. Médaille du combattant 1914-1918. Médaille de la Résistance et médaille de la Déportation. Croix du combattant volontaire 1939-1945 (1961). Chevalier des Palmes académiques. Officier du Mérite agricole.

J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977 ; C. Sorrel, *Servir la République. Députés et sénateurs, Savoie, Haute-Savoie, 1871-1940*, La Fontaine de Siloé, 2009.

Pianta Georges



1912 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) - 1997 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie)

Profession : Docteur en droit. Il fait ses études par correspondance avec la Faculté de Paris. Faculté de droit et de l'Ecole libre des sciences politiques. Licencié en droit, il s'inscrit en 1934 au barreau de sa ville natale. Il s'installera seul en 1937. En 1971, il est bâtonnier de l'ordre des Avocats de la Haute-Savoie.
Avocat

Dates de mandats : 1949 - 1979 (30 ans)

Sensibilité politique : Républicain indépendant

Vice-président du Conseil général : 1955 - 1979

Maire de Thonon (1944 - 1980), député (1956 - 1981), conseiller régional désigné (1973 - 1981)

En 1919, son père se présente aux municipales de Thonon, mais retire sa candidature au second tour. Georges Pianta est répétiteur au collège de Thonon en 1931. Un temps, il pensait reprendre l'étude de son père, mais l'âge minimum pour cela étant de 25 ans, son espoir s'évanouit lorsque son père décède. Il choisit donc de démissionner de son poste du collège et le 3 octobre 1934, il prête serment à la cour d'Appel de Chambéry, pour être admis le lendemain au barreau de sa ville natale. Il accomplit son stage chez François-Charles Dubouloz, neveu par alliance d'Henry Bordeaux. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, il participe à la Résistance. Membre du Comité de Libération de Thonon. C'est à Habère-Poche, qu'il apprend, à la fin août 1944 qu'il est nommé membre de la nouvelle municipalité provisoire de Thonon. Il se rend aussitôt auprès de Gaston Mériguet, président du Comité d'Arrondissement de Libération, pour lui exprimer sa surprise. Ce dernier lui demande de ne pas démissionner. Georges Pianta accepte et le 4 septembre 1944, il se rend à une réunion où il propose Grandeur pour assurer la fonction de maire. Au bout de plus de quatre heures de débat et après avoir lourdement insisté pour ne pas être choisi comme maire, il est finalement contraint d'accepter le mandat de premier édile de sa commune. En ces lendemains de Libération, il doit faire face à une situation délicate où les attentats et les règlements de compte sont encore présents. En tant que maire, il a beaucoup œuvré pour la rénovation et la restructuration de la ville, notamment avec l'architecte Maurice Novarina, donnant ainsi à cette ville chablaisienne le visage que nous lui connaissons aujourd'hui : élargissement de rues, destruction de bâtiments anciens au profit de constructions modernes. Le ville passe de 13 181 habitants (1946) à 25 887 en 1982. A l'Assemblée nationale, il est inscrit au groupe des Indépendants et Paysans d'Action Sociale et il est nommé membre de la commission de la Justice et de la législation, mais aussi à la commission des Moyens de communication et du tourisme. Lors de son premier mandat "il fait preuve [...] d'une rare discrétion [...] se bornant à une unique intervention en faveur de la percée d'un tunnel routier sous le Mont-Blanc". Lors des autres mandats, il sera plus actif. Le 13 mai 1958, il vote l'investiture de Pierre Pflimlin, qui fut juge d'instruction à Thonon-les-Bains de 1941 à 1944. Et il se rallie au général Charles de Gaulle le 1^{er} juin, votant les pleins pouvoirs à son gouvernement le lendemain. En 1960, il reçoit le général Charles de Gaulle à Thonon, comme il avait reçu Vincent Auriol en 1947. En homme prévoyant, Georges Pianta avait lui-même organisé le déroulement de ses obsèques, précisant qu'il ne souhaitait pas d'oraison funèbre et demandant que l'harmonie municipale et l'harmonie chablaisienne jouent ensemble "le chant des partisans", "le jour le plus long" et la "marche de la 2^e division blindée". Cette dernière étant un clin d'œil à son ami député Dronne, capitaine, qui fit entrer le premier char, rue de Rivoli, dans Paris libéré. Il fut considéré comme le rassembleur des thononais.

Chevalier de la Légion d'honneur. Commandeur de l'Ordre national du Mérite. Officier de l'Instruction publique.

G. Pianta, *Au service de ma ville natale*, Thonon, 1987 ; J. Jolly, *Dictionnaire des parlementaires Français*, PUF, 1960-1977.

Canton d'élection : Thonon-les-Bains

Frossard Michel



1934 Evian-les-Bains (Haute-Savoie) -

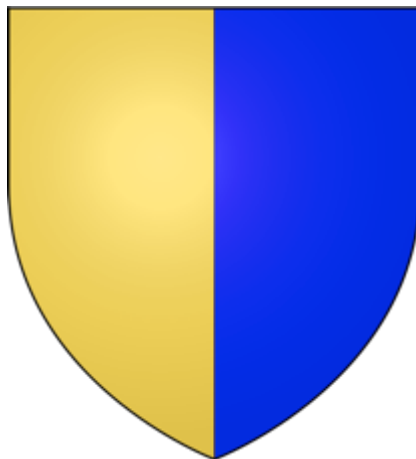
Profession : Directeur d'une entreprise de transports et d'une agence de voyages

Dates de mandats : 1979 - 1985 (6 ans)

Sensibilité politique : Parti Socialiste

Conseiller municipal minoritaire de Thonon (1980-1995). Vice-président du syndicat national des entreprises de transport.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite.



Canton d'élection : Thonon-les-Bains

Sautier Yves, Marie



1921 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) -

Profession : Médecin

Dates de mandats : 1985 - 1992 (7 ans)

Sensibilité politique : Centre des Démocrates Sociaux-Union pour la Démocratie Française

Maire adjoint de Thonon-les-Bains (1977 - 1989), député (1981 - 1986), conseiller régional (désigné 1981 - 1986 ; élu 1986 - 1992)

Au cours des années de la Seconde Guerre mondiale, il fut résistant. Conseiller municipal de Thonon-les-Bains dès 1957. Au conseil municipal, il est président de la commission culturelle. Président de la Maison des Arts et Loisirs. Médecin capitaine des sapeurs-pompiers. En tant que conseiller général, comme en tant que conseiller régional, il porte un intérêt particulier au domaine de la culture. C'est d'ailleurs à ce titre qu'il est président de l'Office Rhône-Alpes du Livre. Il a été vice-président de l'association des maires et il est toujours vice-président de l'académie Chablaisienne. Officier de l'Ordre national du Mérite. Chevalier des Palmes académiques.

Canton d'élection : Thonon-les-Bains

Neuraz Paul



1932 Annemasse (Haute-Savoie) -

Profession : Il fait ses études à Paris et s'installe à Thonon-les-Bains comme chirurgien-dentiste.

Dates de mandats : 1992 - 1995 (3 ans)

Sensibilité politique : Union pour la Démocratie Française Dissident

Maire de Thonon-les-Bains (1980 - 1995)

Membre du conseil municipal sous le mandat de Georges Pianta. Président de l'Hôtel-Restaurant Savoie Léman. Il démissionne du Conseil général à la suite de son échec aux municipales.

Canton d'élection : Thonon-les-Bains (1995-1998) Thonon-les-Bains-Ouest (1998)

Denais Jean, Victor, Raoul, Joseph



1956 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) -

Profession : Il fait ses études de droit à Lyon puis à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon. Assistant parlementaire de Jean Brocard (1980-1988). Chargé de mission au conseil régional (1988-1995)

Dates de mandats : 1995 - 2011 (11 ans)

Sensibilité politique : Parti Républicain, Union pour la Démocratie Française (1998)

Vice-président du Conseil général : 2008 - 2011

Maire de Thonon-les-Bains (1995 - en cours)

Il est le premier conseiller général du nouveau canton de Thonon-les-Bains-Ouest. Président du Syndicat Intercommunal des bus de l'agglomération de Thonon, et du Syndicat Intercommunal de traitement des ordures ménagères. Président du Syndicat Mixte d'épuration de la région de Thonon-les-Bains-Evian. Vice-président du Syndicat Intercommunal du centre de secours. En 2014, il est élu président de l'Assemblée Régionale de Coopération du Genevois, syndicat mixte dont il était vice-président. Secrétaire général de l'Association des maires de la Haute-Savoie depuis juillet 2014. Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

J. Denais, *92 questions sur la région*, 1992.

Canton d'élection : Thonon-les-Bains-Est

Zory Frédéric, Denis, Guy



1950 Paris (17^{ème}, Seine) -

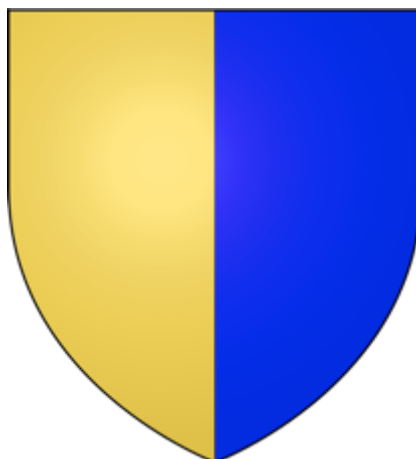
Profession : Directeur d'école

Dates de mandats : 1998 - en cours

Sensibilité politique : Parti Socialiste

Maire d'Orcier (1995 - 2014)

Nommé instituteur en 1975 à Orcier. En 1976, il est nommé directeur de l'école du Chatelard. En tant que maire d'Orcier, il participe à la création de la communauté de communes des Collines du Léman dont il est vice-président de 2004 à 2008. En 2014, il ne se représente pas à la mairie d'Orcier. Chevalier des Palmes académiques.



Canton d'élection : Thonon-les-Bains Ouest

Néplaz Bernard



1932 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) -

Profession : Instituteur

Dates de mandats : 1998 - 2004 (6 ans)

Sensibilité politique : Communiste

Maire de Sciez (1989 - 2003)

Il a adhéré aux Jeunesses Communistes dès 1946 et il siège dans les instances nationales pendant plus de dix ans de 1952 à 1963. Il adhère au Parti Communiste Français en 1950 et il est membre de la direction fédérale pendant quarante ans (1952-1992). Conseiller municipal de Sciez. Vice-président puis président du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples du Bas-Chablais et du Syndicat Mixte des gens du voyage du Chablais. Président de la Fédération des Œuvres Laïques (1975-2006). Vice-président national de la Ligue de l'Enseignement (1988-1999). Il est très actif, avec son épouse, dans les milieux associatifs pour la mémoire de la Résistance et de la Déportation. Chevalier de la Légion d'honneur. Officier des Palmes académiques.

Constantin Georges



1942 Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) -

Profession : Fait ses études à Thonon-les-Bains, Lyon, Grenoble, Paris. Diplômé de l'Ecole Nationale d'Administration. Retraité. Directeur honoraire de la Caisse des Dépôts et des Consignations

Dates de mandats : 2011 - en cours

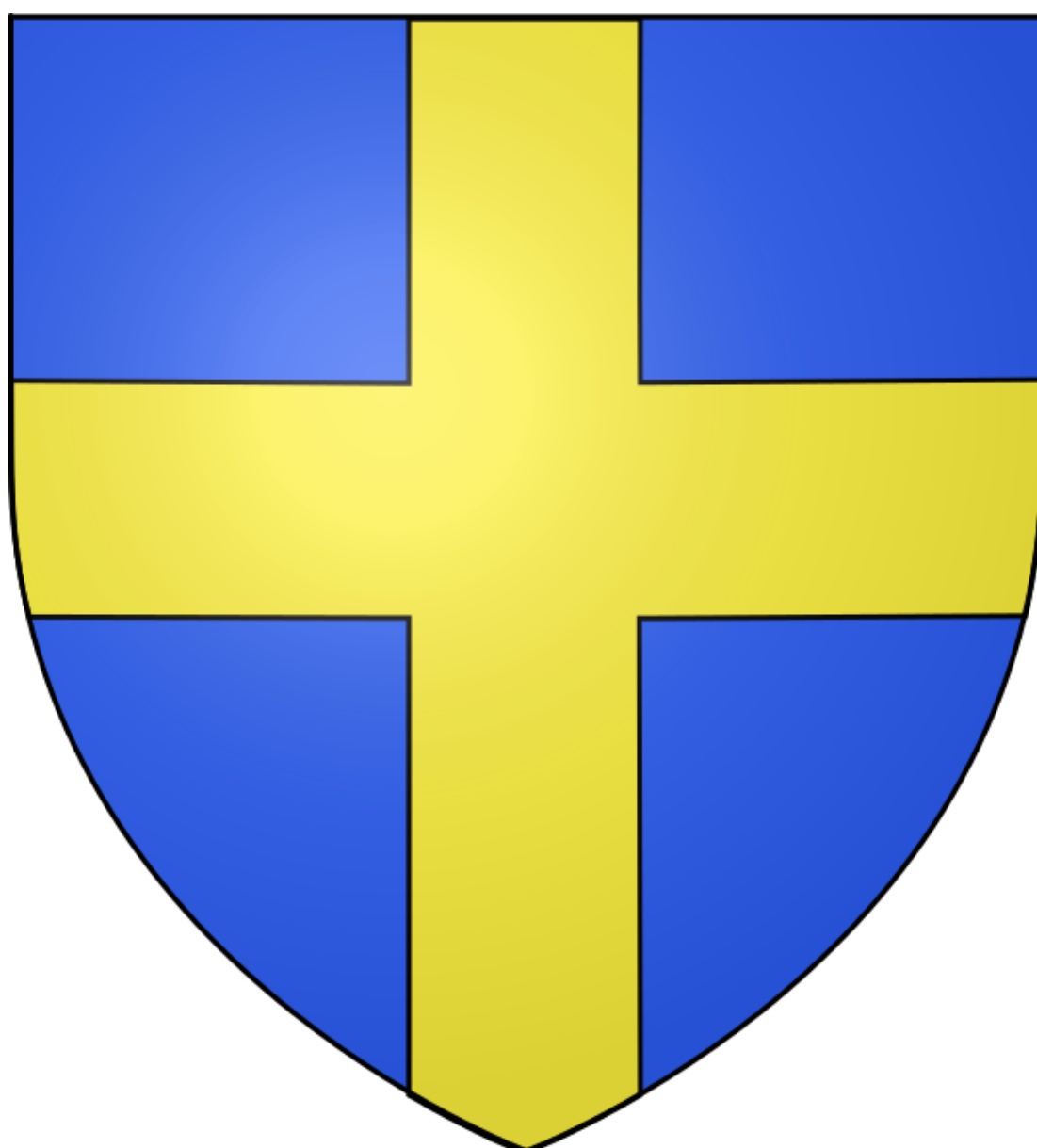
Sensibilité politique : Parti Socialiste

Il commence à travailler jeune pour payer ses études. Conseiller municipal de Thonon-les-Bains (1995-2014). Vice-président du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement. Président de la Société locale d'épargne du Léman. Administrateur d'une association de gestion des maisons médicalisées pour personnes âgées.

Chevalier du Mérite agricole. Médaille d'honneur de la Jeunesse et des Sports.



Canton de THORENS-GLIERES



Canton d'élection : Thorens-Glières

Roussy de Sales (de) François, Eugène, Félix, Joseph



1822 Annecy (Haute-Savoie) - 1915 Chambéry-le-Vieux (Savoie)

Profession : Il fait ses études à Turin et sort de l'académie militaire avec le grade de sous-lieutenant. Il participe à la guerre contre l'Autriche et revient avec le grade de capitaine.

Dates de mandats : 1861 - 1889 (28 ans)

Sensibilité politique : Conservateur, (1886, royaliste clérical)

Vice-président du Conseil général : 1861 - 1874

Son nom de naissance est (de) Roussy. En 1857, une lettre patente du roi de Piémont-Sardaigne autorise l'association du nom de son père (Roussy, de) et de sa mère (Sales, de) et ce à titre héréditaire. En 1856, il démissionne de l'armée, n'acceptant pas les lois anticléricales de son parent Cavour. En 1871, aux législatives, il obtient 12 751 voix, ce qui le plaçait en troisième position des candidats conservateurs. Il a beaucoup œuvré pour la restauration du château familial de Thorens. Le 20 juillet 1889, le préfet s'adressant au ministre de l'Intérieur pense que Roussy sera réélu, alors qu'il est battu par Julliard. Conseiller municipal de Thorens (1865-1889). Son fils et son petit-fils occuperont le siège de conseiller général de Thorens jusqu'en 1940.

Chevalier de la Légion d'honneur (1864). Officier des Saints Maurice et Lazare.

Julliard Antoine



1834 Aviernois (Haute-Savoie) - 1904 Aviernois (Haute-Savoie)

Profession : Laboureur

Dates de mandats : 1889 - 1892 (3 ans)

Sensibilité politique : Républicain modéré (1889)

Maire d'Aviernois (1878 - 1884 ; 1886 - 1893)

Sur son acte de naissance le nom patronymique est Julliard. Ce sont les républicains qui le poussent à être candidat aux cantonales de 1889, contre Eugène de Roussy de Sales. Le préfet, quant à lui, demande à Julliard d'accepter cette candidature au Conseil général, c'est ce qu'il rappelle dans une lettre qu'il adresse au ministre de l'Intérieur en juillet 1889. Antoine Julliard adresse plusieurs lettres de démission et ce n'est qu'en 1892 que le préfet accepte finalement la démission. Concernant son mandat de maire, il a également adressé plusieurs lettres de démission. Conseiller municipal d'Aviernois après son mandat de maire et jusqu'en 1904. Il est maire d'Aviernois, alors que l'instituteur est Joseph Blanc, futur conseiller général, maire d'Annecy et sénateur.

Roussy de Sales (de) François, Noël, Charles



1860 Tours (Indre-et-Loire) - 1943 Thorens (Haute-Savoie)

Profession : Propriétaire rentier
Dates de mandats : 1892 - 1937 (45 ans)
Sensibilité politique : Réactionnaire ; Conservateur (1901)
Vice-président du Conseil général : 1935
Maire de Thorens (1900 - 1902)

Il démissionne de son poste de maire parce qu'il réside plus souvent en Côte d'Or qu'à Thorens. En 1901, il met son influence au service de Léon Berthet, député, qui, en échange, tente de le faire nommer à la Commission départementale. Mobilisé de juin 1915 à décembre 1917. Capitaine au 36^{ème} Régiment d'Artillerie, blessé en 1916. Conseiller municipal de Thorens (1892-1926). Il est le fils d'Eugène Roussy de Sales, premier conseiller général du canton de Thorens et le père de Maurice Roussy de Sales. Officier de la Légion d'honneur (décret du 8 août 1939). Croix de guerre 1914-1918.

Roussy de Sales (de) Maurice, Eugène, François



1897 Dijon (Côte d'Or) - 1945 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Licencié en droit. Propriétaire foncier. Administrateur du domaine familial
Dates de mandats : 1937 - 1940 (3 ans)
Sensibilité politique : Entente Républicaine, Union Républicaine et Démocratique
Vice-président du Conseil général : 1935 - 1938
Maire de Thorens (1935 - 1944)

Conseiller municipal de Thorens. Mobilisé lors de la Grande Guerre. En 1940, sa situation de maire, dans un secteur stratégique important, n'est pas évidente. Il est soupçonné par les résistants d'être proche de la Collaboration et soupçonné par l'occupant d'être résistant. Par deux fois il est kidnappé par des réfractaires alors que cet ancien camarade de collège de Jean Valette d'Osia, accepte de cacher le matériel optique du 27^{ème} Bataillon de Chasseurs Alpins dans son château. Confronté à un certain nombre d'animosités, il choisit de quitter Thorens et donne sa démission de maire le 21 avril 1944. Il rejoint alors l'Isère où il participe à la Résistance dans le Grésivaudan. Il participe ensuite à la bataille des Alpes au cours de l'hiver 1944-1945. Il est capitaine adjudant-major du chef de bataillon Lecanuet. Dénoncé pour collaboration, il est incarcéré à Annecy le temps de son procès. Le 25 juin 1945, alors qu'il se rend au tribunal pour qu'on lui signifie un non-lieu et sa libération, il est abattu par trois individus malgré la présence de deux gendarmes à ses côtés. Son meurtre n'a jamais été élucidé. Il est le dernier Roussy de Sales à siéger au Conseil général. Chevalier de la Légion d'honneur. Croix de guerre 1914-1918.

Canton d'élection : Thorens-Glières

Demaison Georges



1907 Thorens (Haute-Savoie) - 1975 Annecy (Haute-Savoie)

Profession : Cordonnier puis ouvrier à la Société Nationale de Roulements.

Dates de mandats : 1945 - 1958 (13 ans)

Sensibilité politique : Mouvement Républicain Populaire

Maire adjoint de Thorens (1945 - 1947), maire de Thorens-Glières (1947 - 1956)

Président du Syndicat Intercommunal des eaux de la Filière. En 1949, en tant que maire, il reçoit la Croix de guerre qui a été attribuée à la commune.

Baud Louis



1921 Villaz (Haute-Savoie) - 2002 Villaz (Haute-Savoie)

Profession : Arboriculteur

Dates de mandats : 1982 - 1994 (12 ans)

Sensibilité politique : Union pour la Démocratie Française – PR ; Rassemblement Pour la République

Maire de Villaz (1971 - 1995)

Vice-président de la Communauté de Communes du Pays de la Filière et du centre Arthur Lavy de Thorens-Glières. Président de l'Association Pastorale et Forestière des Glières.

Chevalier des Palmes académiques.

Carle Jean-Claude



1948 Chambéry (Savoie) -

Profession : Agent technique de laboratoire (1970-1985) puis chargé de communication à la Société Nationale de Roulements (1986-1988). Directeur de *Savoie liberté*, mensuel fondé par le député Jean Brocard. Assistant parlementaire du député Michel Meylan (1988)

Dates de mandats : 1994 - 1995 (1 an)

Sensibilité politique : Union pour la Démocratie Française

Conseiller régional (1988 - 2013), sénateur (1995 - en cours)

Conseiller municipal de Groisy (1971-1977 ; 1995-2001). Il adhère au parti "La Droite" de Charles Millon avant de rejoindre l'Union pour un Mouvement Populaire. Président départemental du Parti Républicain et du club giscardien "Perspectives et réalités". Il succède à Michel Meylan au Conseil régional, où il est d'ailleurs vice-président en charge de la santé et de la solidarité de 1992 à 1993. L'année suivante il est en charge de l'agriculture et des affaires intérieures, il le reste pendant un an ; il est ensuite chargé durant quatre années de la formation initiale et de la famille. De 2006 à 2010, il préside le groupe Union pour un Mouvement Populaire Rhône-Alpes au Conseil régional. Toujours au Conseil régional, il était membre des commissions de la "formation tout au long de la vie", du "sport et de la jeunesse" et de celle de la "vie associative, éducation populaire, démocratie participative, lutte contre les discrimination et égalité hommes femmes". Membre du Comité de l'éthique du loto sportif. Membre du Haut Conseil de l'évaluation de l'école. Secrétaire national de l'Union pour un Mouvement Populaire en charge de l'enseignement privé et de l'enseignement sous contrat. Il entre au Sénat en 1995, il en devient vice-président en octobre 2011, après en avoir été secrétaire. Il est membre du groupe Union pour un Mouvement Populaire et il est membre de la commission de la Culture, de l'éducation et de la communication. Il fait voter la loi qui porte son nom et qui oblige les municipalités à payer la construction d'établissements privés (2009). En 2010, il dépose un "amendement à la loi de finances 2010 (budget 2011) qui organise le transfert de 4 millions d'euros du budget de l'enseignement public vers le privé". Il est l'auteur de deux rapports d'information. Le premier est "De la pyramide aux réseaux : une nouvelle architecture pour l'école" alors que le second s'intéresse au dopage et s'intitule : "Lutte contre le dopage : avoir une longueur d'avance". Ce rapport est effectué au nom de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage. En juillet 2014, suite à une attaque de loups à Champlaitier (Thorens-Glières), il interpelle Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie lui demandant une "amélioration de la prise en compte de la situation des éleveurs victimes d'attaques de loups." Il est membre du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie. Il est membre du groupe d'études sur l'économie agricole alimentaire et la trufficulture, de celui sur le développement économique de la montagne et enfin de celui sur les pratiques sportives. Au niveau départemental, il est président de la société coopérative Alpes habitat. Président de l'association de la réserve citoyenne de la gendarmerie 74.

Canton d'élection : Thorens-Glières

Nanjod Claude



1949 Marignier (Haute-Savoie) -

Profession : Ingénieur INSA. Chef d'entreprise dans le décolletage

Dates de mandats : 1995 - 2008 (13 ans)

Sensibilité politique : Divers gauche

Maire d'Evires (1983 - 2008)

Il succède à Jean-Claude Carle lorsque ce dernier doit quitter son poste à cause du cumul des mandats.

Excoffier François



1966 Annecy-le-Vieux (Haute-Savoie) -

Profession : Chef d'une entreprise de traitement et de recyclage des déchets

Dates de mandats : 2008 - en cours

Sensibilité politique : Union pour un Mouvement Populaire

Il est le premier savoyard élu à la présidence de la fédération des entreprises de recyclage pour l'ensemble de la région Centre-Est. Président du centre Arthur Lavy et du syndicat mixte des Glières. Avec la maison familiale et rurale de Cruseilles, il a créé un certificat d'aptitude professionnelle d'opérateur des industries du recyclage. Il a été président du club de football de Villy-le-Pelloux. Son parrain pour l'Ordre national du Mérite est Aimé Jacquet, sélectionneur de l'équipe de France de football en 1998.

Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

TABLE DES CARTES ET DES GRAPHIQUES

- 1- Carte des cantons et arrondissements en Savoie et Haute-Savoie (1864-1973)
- 2 – Carte des cantons et des circonscriptions électorales de Savoie et de Haute-Savoie (1973-1986)
- 3 - Carte des cantons et des circonscriptions électorales de Savoie et de Haute-Savoie (1986-2009)
- 4 - Carte des cantons et des circonscriptions électorales de Savoie et de Haute-Savoie (2009-2014)
- 5 – Carte des conseillers généraux nés hors des deux départements savoyards (1860-2014)
- 6 - Carte des conseillers généraux nés hors de leur arrondissement d'élection (1860-2014)
- 7 – Carte des cantons ayant eu des lignées familiales (1860-2014)
- 8 – Carte des conseillers généraux ayant occupé des fonctions ministérielles (1860-2014)
- 9 – Carte des cantons ayant eu un conseiller général devenu président du Conseil général (1860-2014)
- 10 – Graphiques / « camemberts » des origines socio-professionnelles des conseillers généraux de Savoie et Haute-Savoie 1860-2014 ; 1860-1940 ; 1945-1973 ; 1973-2014
- 11 – Carte des conseillers généraux issus de profession d'agriculteur et d'ouvrier par canton (1860-2014)
- 12 – Carte de l'orientation politique des conseillers généraux dans les deux départements de Savoie et Haute-Savoie (1860-1913)
- 13 – Carte de l'orientation politique des conseillers généraux dans les deux départements de Savoie et Haute-Savoie (1913-1940)
- 14 – Carte de l'orientation politique des conseillers généraux dans les deux départements de Savoie et Haute-Savoie (1945-1973)
- 15 – Carte de l'orientation politique des conseillers généraux dans les deux départements de Savoie et Haute-Savoie (1973-1994)
- 16 – Carte de l'orientation politique des conseillers généraux dans les deux départements de Savoie et Haute-Savoie (1994-2014)

Annexe : Tableau simplifié des circonscriptions administratives (civiles) des départements de Savoie et de Haute-Savoie (1861-2014)

INDEX

A

Abry, André	551
Accoyer, Bernard.....	375
Adam, Maurice	61
Agnellet François.....	562
Agnellet, Joseph.....	563
Agnellet, Parfait.....	564
Alexandy d'Orengiani (d'), Frédéric	165
Allamand, René.....	542
Allemoz, Jean.....	237
Aly, Jérôme	500
Amoudry, Jean-Paul.....	569
Ancenay, Emile	238
André, Edouard	493
André, Sylvain	154
Andrier, Edouard	392
Anselme, Félix.....	300
Anthonioz, Emile	558
Antonelli, Etienne.....	383
Anxionnaz, Paul	239
Armand, Antoine.....	212
Arnaud, Jean-Marie.....	288
Arnaud, Joseph	263
Arthaud-Berthet, Gaston	283
Aussedat, Eugène	368
Avet, Jacques.....	234
Avet, Joseph.....	562
Avocat, Lucien.....	90
Aymonier, Charles-François.....	166

B

Babuty, Achille.....	378
Bailly, Michel	78
Bal, Joseph	121
Balmain, Antoine	38
Balmain, Jacques	159
Balmain, Joseph.....	158
Bardel, Jacques.....	526
Bardel, Philibert.....	528, 530
Bardet, Raymond	387
Barlet, Jules.....	139
Barlet, Victor.....	321
Barnier, Michel	103
Barrier, Robert.....	324
Bartholoni, Anatole	331
Bartholoni, Fernand.....	414
Bastian, Claude-Pie.....	468
Bastian, Joseph.....	405
Baud, Claudius	395
Baud, François	394
Baud, Louis	584
Baud, Marius	558

Baud-Grasset, Joël	403
Beauquier, Camille	498
Beauquis, Jean	387
Beguïn, Alphonse	501
Bel, François	211
Bel, Jean-Baptiste	212
Bel, Pascal	337
Bellemin, Jean.....	255
Bellemin, Louis	254
Bellile, Alfred	269
Benattar, Pierre	231
Bérard, Louis.....	96
Bergin, Gabriel	205
Berlioz, Pierre-Auguste	249
Bernardet, Denis	421
Bernex, Jean-Baptiste.....	335
Berthet, Anselme.....	336
Berthet, Isidore.....	311
Berthet, Jean-Marie.....	320
Berthet, Léon.....	367
Berthet, Louis	312
Berthier, Sébastien.....	155
Berthollet, Hippolyte	529
Bertier, Louis-Sébastien.....	52
Bertrand, Francisque.....	295
Besson, Jean	511
Besson, Louis.....	128
Bianco, Jules.....	316
Bidal, Joseph-Ange	279
Billiod, Philippe	452
Birraux, Claude	389
Biset, Lucien.....	230
Blanc, Angel.....	407
Blanc, Camille	114
Blanc, François	336
Blanc, Jean	142
Blanc, Joseph.....	370
Blanc, Jules.....	460
Blanc, Maurice	244, 460
Blanc, Pierre.....	83
Blanchet, Joseph.....	342
Blonay (de), Ennemond	450
Blondin, Louis.....	192
Boccagny, Albert	574
Boccard, André	332
Boch, Louis	352
Boigne (de), Ernest	319
Boigne, (de, Le Borgne de), Octave.....	442
Boimond, Ferdinand.....	519
Boisson, Jean-Louis.....	308
Bolatto, Irène.....	208
Bollon, Jean-Pierre.....	143
Bondaz, Louis	396

Bonfils, Colette	144
Bonier, Erasme.....	469
Bonier, Marius	471
Bonnefoy, Joseph.....	528
Bonnet, Alexandre.....	295
Bordeaux, Louis	573
Bornard, Claudius.....	550
Borrel, Alexis	102
Borrel, Antoine.....	99
Bosser, Claude.....	145
Bosson, Bernard	347
Bosson, Charles.....	359
Bouchage, César.....	270
Bouchet, André.....	356
Bouchet, Denis.....	397
Bouchet, François	435
Bouchet, Georges	433
Bouchet, Henri.....	436
Boujon, Eugène.....	454
Bourbon, Pierre	250
Bouvard, Armand	487
Bouvard, Joseph	365
Bouvard, Michel.....	131
Bouvier, Alain	43
Bouvier, Henri.....	169
Bouvier, Raymond.....	402
Bozon-Verduraz, Emmanuel	149
Bozon-Verduraz, Lucien.....	151
Braise, Félix	557
Brand, Roger.....	559
Brèches, Antoine	527
Briffod, Henri	410
Briguet, Eugène.....	452
Brocard, Jean	374
Brunet, Christiane.....	309
Brunier, Félix	364
Buisson, Pierre	207
Burdin, Jean-Pierre	276
Burgal, Auguste.....	501
Buttin, Félix.....	297

C

Cabaud, Jean	230
Calligé, François.....	461
Calloud, Jean-Paul	62
Cambefort, Jean.....	388
Camusso, Françoise	545
Canet, Constant	68
Canet, Félix	67
Canton, Marius	306
Carle, Jean-Claude	585
Carquet, Francis.....	97
Carquet, François.....	93
Carron, Albert.....	326
Carron, Hyacinthe	125
Carron, René.....	326
Cesari, Paul.....	322
Challamel, Jules	529

Chambel, Martin.....	505
Chambon, Claudius.....	226
Chambost de Lépin, Tancrede.....	249
Chamey, Jean-Marie.....	361
Champenois, Louis	228
Champiot, Marcel	265
Chardon, Alfred	406
Charlet, Michel	423
Charrière, Eugène	400
Charrière, John	306
Charvin, Louis	493
Charvoz, Emile.....	206
Charvoz, Joseph	299
Charvoz, Pierre-Marie	292
Chatelain, Fernand.....	40
Chatenoud, Alexis	468
Chatenoud, Henri	469
Chaumontel, Louis.....	351
Chaumontet, Eugène	472
Chautemps, Amédée	519
Chautemps, Emile.....	416
Chavand, Fernand	430
Chavanne, Guy	560
Chavanne, Jean-Marc	516
Chedal-Anglay, Camille.....	115
Cheneval-Pallud, Zephirin	512
Chessel, André.....	334
Chevallay, Bernardin.....	120
Chevallier, Bernard	507
Chevallier, Paul	141
Chevron-Villette (de), Charles-Albert	462
Chinal Donat, Philippe.....	299
Claret, Jean-Paul	183
Clerc, Charles	453
Clerc, Jean.....	371
Clerc, Robert.....	61
Clert, Jean-François.....	147
Coissard, Jules.....	549
Collombier, Robert	77
Colon, Raymond	200
Combet, Jean.....	456
Comoz, François-Joseph	492
Conseil, Léon	502
Coppel, Xavier.....	556
Corajoud, Jean-Louis	348
Cordel, Maurice	40
Costa de Beauregard, Albert.....	119
Costa de Beauregard, Léon	138
Costa de Beauregard, Pantaléon.....	118
Cot, Jean-Pierre	162
Cot, Pierre	214
Cotterlaz-Rannard, Georges	487
Coutaz, Gabriel	179
Coutaz, Joseph	178
Covarel, Jean	288
Crépy-Banfin, André.....	337
Cretin, Joseph.....	333
Crolard, Albert	369

Crottet, Joseph	526
Crousaz-Crétet (de), Léon-Joseph	252
Crozet, Pierre-Antoine	150
Cruvieux, François	253
Cruvieux, Pierre	255
Cuchet, François	267
Cuillery, Eloi	566
Cuillery, François	565
Curral, Alexandre	527

D

Dablanc, Floréal	423
Dagand, François	339
Dagand, Louis	497
Dalla Mutta, Alexandre	163
Dantin, Michel	132
Darmet, René	497
Darvey, Albert	172
Darvey, Edmond	170
Davat, Gaspard	52
David, Fernand	380
Daviet, Gaston	343
Dayve, René	505
Decarre, Max	372
Degaillon, Barthelemi	53
Dejean, Pierre	478
Delachenal, Jean	307
Delachenal, Joseph	305
Deléglise, Antoine	287
Delevaud, Camille	470
Demaison, Georges	584
Dénarié, Anatole	190
Depery, René	428
Depoisier, Michel	535
Desailloud, Philippe	422
Deshusses, Victor	438
Desjacques, Frédéric	520
Desportes, Jules-André	280
Dessaix, Edouard	571
Devant, Pierre	431
Devouassoux, Henri	418
Dijoud, Gaspard	263
Donnet, Gabriel	237
Dord, Dominique	59
Duboin, Jacques	419
Duborgel, Alexis	445
Dubouloz, Ferdinand	571
Ducroz, Albert	426
Dufayard, Charles	271
Dufour, Arthur	401
Dufour, Michel	509
Dufreney, Daniel	156
Dumas, Pierre	88
Dumaz, Charles	167
Dumont, François	399
Dunant, Camille	366
Dupasquier, Charles	135
Dupont, Aimé	567

Dupont, René	483
Dupont, Théobald	476
Dupont-Vieux, Michel	564
Dupraz, Charles	510
Dupuis, Albert	379
Dupuis, Ferdinand	425
Durand, César	294
Duret, Louis	458
Dusonchet, Aimé	435
Dusonchet, Ernest	436
Duval, César	548
Duvernay, Denis	488
Dyen, Guy	274

E

Emonet, Claude-Félix	271
Empereur, César	98, 101
Etallaz, Georges	524
Excoffier, François	586
Excoffier, Germain	112
Exertier, Marius	530

F

Falcoz, Alexis	204
Falcoz, Henri	152
Fallion, Léon	408
Falquet, Francis	262
Favre, Emile	484
Favre, Paul	455
Fay, Jean-Pierre	285
Fayen, Rémi	298
Feige, Charles	531
Ferrari, Gratien	58
Ferrero, Marius	353
Ferrier, Vincent	298
Ferroud, François	168
Folliet, André	451
Folliet, Gaspard	332, 450
Fontanet, Joseph	242
Foras (de), Amédée	391
Forest, Charles	137
Forest, Félix	223
Fournier, Joseph	488
Fournier, Marius	437
Fournier, Robert	506
Francina, Marc	457
Francoz, Claudius	382
Francoz, Félix	340
Freppaz, Célestin	101
Fresso, Jean	174
Frossard, Michel	576
Frumy, François	222
Fumex, André	360

G

Gachet, Jean-Baptiste	86
Gaillard, François	55
Galland, Jean-Loup	440

Gallet, Aimé.....	177
Gallet, Claudius.....	354
Gallioz, Jean-Michel.....	301
Gantin, Félix.....	491
Gardette, Robert.....	259
Garnier, Claude François.....	393
Gaudin, Julien.....	446
Gauthier, Jean-Louis.....	208
Gaviot, Robert.....	180
Gaymard, Hervé.....	246
Gedon, Charles.....	503
Genoud, Emile.....	272
Gerfaux, Victor.....	110
Germain, Jean.....	232
Gibello, Albert.....	79
Gimet, François.....	54
Girard, René.....	201, 472
Girard-Madoux, Jean-Claude.....	213
Girod, Ferdinand.....	353
Girod, Frédéric.....	490
Giroud, Claude.....	70
Golliet, Aimé.....	563
Golliet, Jacques.....	568
Gondrand, Albert.....	521
Gonthier, Auguste.....	235
Gotteland, Antoine.....	188
Goud, François.....	251
Gourry, Léon.....	343
Goy, Emile.....	477
Goybet, Pierre.....	320
Gradel, Maurice.....	543
Gramusset, Louis.....	470
Grange, Charles.....	38
Grange, François.....	36
Grange, Humbert.....	37
Gravier, Cosme.....	199
Gravier, Emile.....	201
Gravier, Emilien.....	205
Gravier, Ernest.....	200
Gravier, Joseph.....	206
Gravin, François.....	73
Grévy, Alain.....	533
Greyfié de Bellecombe, Amédée.....	107
Grivaz, Jean-Louis.....	365
Grivaz, Louis.....	352
Gros, Charles.....	296
Gros, Hubert.....	181
Grosjean, André.....	56
Guerraz, André.....	171
Guicherd, Henri.....	282
Guigue, Gilbert.....	256
Guilhaudin, Nicole.....	143
Guilhermet, Charles.....	521
Guillermin, Louis.....	401
Guillermin, Victor.....	281
Guy, Amédée.....	504
Guy, Firmin.....	425
Guy, Jules.....	408

H

Harz, Rozenn.....	202
Heison, Christian.....	498
Hochard, Jacques.....	231
Horteur, Jules.....	148
Humbert, Achille.....	555
Humbert, Laurent-Marie.....	553
Husson, Yves.....	274

J

Jacquemard, Charles.....	520
Jacquemoud, Antoine.....	235
Jacquet, Roger.....	506
Jacquier, Paul.....	443
Jarre, Albert.....	280
Jarre, Alexis.....	236
Jaÿ, Georges.....	538
Jeandet, Michel.....	160
Jeantet, Christian.....	362
Jond, Jacques.....	316
Jordan, Félix.....	391
Jordan, Maurice.....	393
Jorioz, Adolphe.....	236
Jouart, Charles.....	198
Joubert, Charles.....	250
Jourdain, Alexandre.....	204
Juillard, Bernard.....	300
Julliand, Eugène.....	139
Juillard, Antoine.....	582

L

La Chambre (de), William.....	304
La Fléchère (de), Ange.....	510
Lachat, Edouard.....	478
Lacroix, Gaston.....	458
Laeuffer, Jean.....	350
Laissus, Camille.....	108
Lansard, Joseph.....	138
Laravoire, Jean-Claude.....	494
Larroudé, Jean-Claude.....	539
Lassalle, Jean-Louis.....	547
Laubin, Etienne.....	252
Laurent Guy, Jules.....	304
Lavareille (de), Paul.....	127
Lavenay (de), Camille.....	547
Lavy, Arthur.....	357
Laymond, Jean-Baptiste.....	149
Le Bescond, Gilbert.....	532
Léger, Paul.....	454
Lehmann, Christiane.....	43
Lemordant, Guy.....	144
Leoutre, Jean-Marc.....	258
Lett, Xavier.....	209
Levet, Aimé.....	350
Levret, François.....	514
Liénard, Paul.....	253
Loiseau, Jean-Claude.....	60

Lombard, Franck	317
Loridon, Louis	180
Losserand, Pierre	466
Loubet, Pierre	80
Lozac'Hmeur, Michel	266
Lyard, François	85

M

Machet, Emile	111
Magnin, Barthélémy	490
Magnin, Louis-François	278
Magnin, Pierre	218
Maige, Léon	190
Malfroid, François	465
Malgrand, Adelin	539
Mamy, Jean-François	159
Marcet, François	140
Marchand, Henri	121
Maréchal, Francis	479
Marin-Matholas, Louis	77
Martel, Louis	522
Martin, Albert	549
Martin, Constant	311
Martin, Ferdinand	193
Martin, Jean-Claude	345
Martin, Jean-Marie	341
Martin, Joseph	94
Martin, Louis	254
Martinel (de), Gustave	222
Martinet, Yvette	348
Masin, Grégory	220
Masse, Jules	270
Mathias, Jean-Baptiste	76
Mathieu, Marcel	70
Matrod, Joseph	342
Maunand, Maurice	321
Maurel, Gaston	523
Maxit, François	333
May, Michel	325
Mayet, Daniel	109
Mayet, Maurice	234
Ménart, Michel	308
Menthon (de), Antoine	376
Menthon (de), François	495
Mercier, Jules	572
Merlin, François	409
Merloz, Roland	292
Mermillod, Henri	464
Meunier, Jean-Marie	317
Meylan, Michel	411
Michaud, Maurice	327
Michel, Amédée	565
Mieusset, René	485
Mignola, Patrick	258
Miguët, Jacques	447
Milan, François	262, 264
Milliand, Louis	74
Millioz, Claude	176

Millioz, Jean-Baptiste	176
Millioz, Auguste	303
Minoret, Eric	105
Mithieux, Lionel	174
Mivel, Jean-Louis	431
Mogenet, François	540
Moine, Francisque	169
Molin, Lucien	196
Mollard, André	532
Mollard, Maurice	323
Mollard, Philibert	65
Mollier, Honoré	114
Molliet, Maxime	84
Monin, Jean-Claude	130
Monod, Jean-Baptiste	82
Monteil, Christian	551
Montessuit, Claudius	384
Montgellaz, Joseph	475
Montillet, Jean-Marie	69
Morand, Georges	533
Morel, Robert	396
Moret, Henri	382
Mossion de La Gontrie, Pierre	229
Mouchet, François	399
Moucot, Jacques	57
Mouthon, Joseph	463
Mudry, Auguste	41
Mudry, Raymond	412
Mugnier, François	447, 492
Murguet, Jean	185

N

Nanjod, Claude	586
Navarro, Philippe	55
Néplaz, Bernard	580
Neuraz, Paul	578
Neury, Jean	448
Neyret, Victor	461
Nicodex, Jules	555
Nycollin, Ernest	559

O

Oby, Jean-Baptiste	261
Oncieu de la Bâtie (d'), Eugène	124
Orsat, Alexandre	553
Orsat, Constant	414
Orsat, Gustave	537
Orsat, Léon	536
Orsat, Louis	554

P

Pachod, Louis	112
Pachod, Jean-Marie	509
Padernoz, René	327
Paillet, Pierre	344
Palluel, Ferdinand	95
Panisset, Jules	463
Paolini, Ange	479

Parent, Nicolas	224	Pralliaud, Jean	282
Parpillon, Jean-Noël	232	Pralon-Bouvier, René	542
Pasquier, Polycarpe	537	Pravaz, Hippolyte	279
Pasquier, Samuel	290	Pressevot, François	272
Paviol, Marcel	80	Pringolliet, André	315
Payot, Jules	415	Proust, Auguste	313
Payot, Paul	422	Proust, Paul	314
Pégaz-Toquet, Albert	341	Prunier, Félix	494
Peillex, François	266	Puthod, Charles	486
Peillex, Jean-Marc	507	Puthod, Dominique	360
Peilloud, Fernand	344	Python, Jean-Jacques	136
Peindarie, Edouard	113		
Pellarin, Bernard	439	Q	
Pelloux, Auguste	486	Quoex, Auguste	485
Pelloux, Joseph	482		
Peltre, Emile	427	R	
Périllat, Claudius	75	Rabatel, Vincent	473
Périllat, François	379	Ramel, François	330
Perinel, Laurent	178	Rannaud, François	538
Perréard, Alexandre	378	Rannaz, Alfred	427
Perret, Claude-François	303	Raucaz, François	192
Perret, Gabriel	462	Ravanel, Louis	421
Perret, Hippolyte	535	Rebaudet, Claudius	54
Perrier de la Bathie, René	72	Rebotton, Benoît	179
Perrier, Antoine	122	Repentin, Thierry	133
Perrier, Claude	251	Replat, Georges	160
Perrier, Jean-Baptiste	42	Revil-Signorat, Léon	87
Perrier, Paul	291	Revuz, Serge	515
Perrier-Gustin, Jean	87	Rey, Albert	265
Perrin, Alexis	296	Rey, François	72, 187
Perroud, Louis	500	Rey, Hector	39
Petit, Joseph	53	Rey, Maurice	261
Petit, Maurice	285	Rey-Millet, Constant	511
Pettelat, François	491	Reyne, Emile	110
Phal, Armand	394	Richard, Cyrille	196
Philippe, Joseph	385	Richard, Humbert	227
Philippe, Léon	69	Richard, Jean-Marie	281
Pianta, Georges	575	Richard, Joseph	199, 297
Picolet d'Hermillon, Auguste	278	Rieu, François	78
Pignin, Pierre	273	Rigaut, Jean-Luc	349
Pillet, Pierre	158	Rinchet, Roger	217
Pinget, Joseph	437	Rochaix, Marcel	79
Piot, Charles	39	Roché, Victor	225
Piquand, Joseph	191	Rolland, Vincent	116
Piquand, Marcel	464	Ros, Constantin	207
Pissard, Hippolyte	434	Rose, Lucien	126
Pissard, Jean-Claude	523	Rosset de Tours (de), Ernest	188
Pittet, Serge	517	Rosset, Claudius	66
Plantard, Jean-Pierre	483	Rosset, François	502
Pochat, François	428	Rosset, Jules	68
Pochat-Cottilloux, Edouard	566	Rossiaud, Fernand	446
Poignon, Henri	167	Rossiaud, Jérémie	445
Poletti, Jacqueline	105	Rostaing, Jean-François	294
Poncet, Guy	171	Roussy de Sales (de), Eugène	582
Poncet, Jean	429	Roussy de Sales (de), François	583
Ponchaud, Léon	531	Roussy de Sales (de), Maurice	583
Poret (de), Bernard	102	Rouxel, Louis	430
Portaz, Jean-Louis	156	Rubin, Emile	241

Rubin, François	515
Rudkiewicz, Francis	273
Ruffier-Meray, Emile.....	113
Ruin, François	513
Ruphy, Scipion	363

S

Saillet, Joseph	400
Santais, Béatrice	219
Sappey, Pierre.....	550
Sarzier, Jean-Louis	63
Sautier, Yves	577
Serraz, Albert	216
Sevessand, Guy	91
Sevessand, Martial.....	90
Sibué, Louis.....	289
Sibuet, Jean	189
Sigaud, Albert.....	150
Sondaz, Paul.....	74
Sonnerat, Maurice	480
Stephan, Albert.....	480
Susillon, André	465

T

Tartarat, Gilbert	245
Tavernier, Ernest.....	392
Tétaz, Joseph Alfred	554
Therme, Charles.....	168
Therme, Denis.....	166
Thevenot, Georges.....	514
Trappier, Pierre	429
Trepier, Gaston	170
Trombert, Auguste.....	453
Trousseau, Michel.....	325
Truchet, Florimond	286

V

Vachaud, Frédéric.....	269
Vair, René	42
Vairetto, André	194
Vallet, Théophile	503
Valloire, Alexandre	197
Veyret, Alain.....	361
Vial, Albert.....	471
Vial, Jean-Pierre.....	182
Viallet, Jean-Emile	85
Viallet, Joseph.....	86
Viallet, Joseph-Elie.....	84
Vichet, Claude	177
Vielliard, Antoine	524
Villermet, Jean-François	161
Vinit, Charles.....	155
Vionnet, Edouard	191
Vionnet, Joseph	187
Vionnet, Roger	473
Viry-Cohendier (de), Ludovic.....	482
Vittoz, Jean	384
Volland, Georges	358
Vouthier, Marcel	163
Vulliez, Georges	397
Vulliez, Pierre	395

W

Warchex, François	407
-------------------------	-----

X

Xambeu, Charles	386
-----------------------	-----

Z

Zory, Frédéric.....	579
---------------------	-----

Table des matières

INTRODUCTION	4
--------------------	---

Cantons de SAVOIE

Canton d'AIGUEBELLE	37
Canton d'AIME	45
Canton d'AIX-LES-BAINS.....	52
Canton d'AIX-LES-BAINS CENTRE.....	58
Canton d'AIX-LES-BAINS-NORD-GRESY	62
Canton d'AIX-LES-BAINS-SUD	63
Canton d'ALBENS	65
Canton d'ALBERTVILLE	72
Canton d'ALBERTVILLE-NORD.....	78
Canton d'ALBERTVILLE-SUD.....	80
Canton de BEAUFORT-SUR-DORON	83
Canton de BOURG-SAINT-MAURICE	94
Canton de BOZEL	108
Canton de CHAMBERY-NORD	120
Canton de CHAMBERY-EST.....	133
Canton de CHAMBERY-SUD.....	137
Canton de CHAMBERY-SUD-OUEST	146
Canton de LA CHAMBRE.....	148
Canton de CHAMOIX-SUR-GELON	159
Canton du CHATELARD	166
Canton de COGNIN.....	175
Canton des ECHELLES.....	177
Canton de GRESY-SUR-AIX.....	186
Canton de GRESY-SUR-ISERE	188
Canton de LANSLEBOURG-MONT-CENIS	197
Canton de MODANE	205
Canton de MONTMELIAN	212
Canton de LA MOTTE-SERVOLEX.....	223
Canton de MOUTIERS	235

Canton du PONT-DE-BEAUVOISIN.....	251
Canton de LA RAVOIRE	260
Canton de RUFFIEUX	271
Canton de SAINT-ALBAN-LEYSSE	279
Canton de SAINT-GENIX-SUR-GUIERS.....	281
Canton de SAINT-MICHEL-DE-MAURIENNE	297
Canton de SAINT-PIERRE D'ALBIGNY	306
Canton d'UGINE.....	314
Canton de YENNE.....	322

Cantons de HAUTE-SAVOIE

Canton d'ABONDANCE	333
Canton d'ALBY-SUR-CHÉРАН.....	343
Canton d'ANNECY-CENTRE	352
Canton d'ANNECY-NORD	355
Canton d'ANNECY-NORD-EST	365
Canton d'ANNECY-NORD-OUEST	366
Canton d'ANNECY-SUD.....	368
Canton d'ANNECY-LE-VIEUX	378
Canton d'ANNEMASSE.....	382
Canton d'ANNEMASSE-NORD	392
Canton d'ANNEMASSE-SUD	393
Canton du BIOT.....	395
Canton de BOËGE	403
Canton de BONNEVILLE	409
Canton de CHAMONIX-MONT-BLANC.....	418
Canton de CLUSES.....	429
Canton de CRUSEILLES.....	437
Canton de DOUVAINE	446
Canton de FAVERGES.....	464
Canton de FRANGY	472
Canton de REIGNIER.....	479
Canton de LA ROCHE-SUR-FORON.....	486

Canton de RUMILLY	494
Canton de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS.....	504
Canton de SAINT-JEOIRE-EN-FAUCIGNY	514
Canton de SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS.....	524
Canton de SALLANCHES	531
Canton de SAMOËNS	540
Canton de SCIONZIER.....	547
Canton de SEYNOD	550
Canton de SEYSSEL.....	552
Canton de TANINGES.....	558
Canton de THÔNES	567
Canton de THONON-LES-BAINS.....	576
Canton de THONON-LES-BAINS-EST	585
Canton de THONON-LES-BAINS-OUEST	586
Canton de THORENS-GLIERES.....	588
TABLE DES CARTES ET DES GRAPHIQUES.....	594
INDEX.....	595